



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

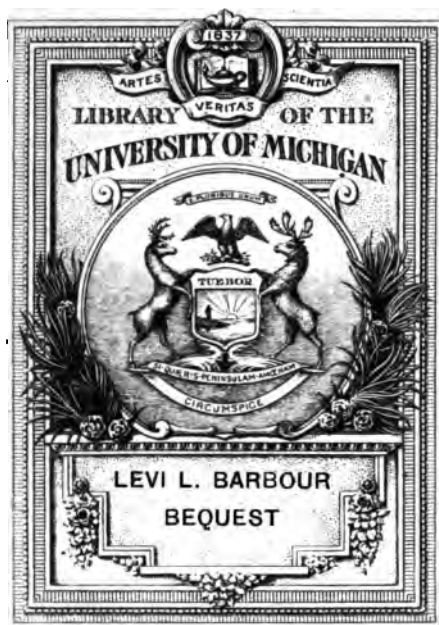
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

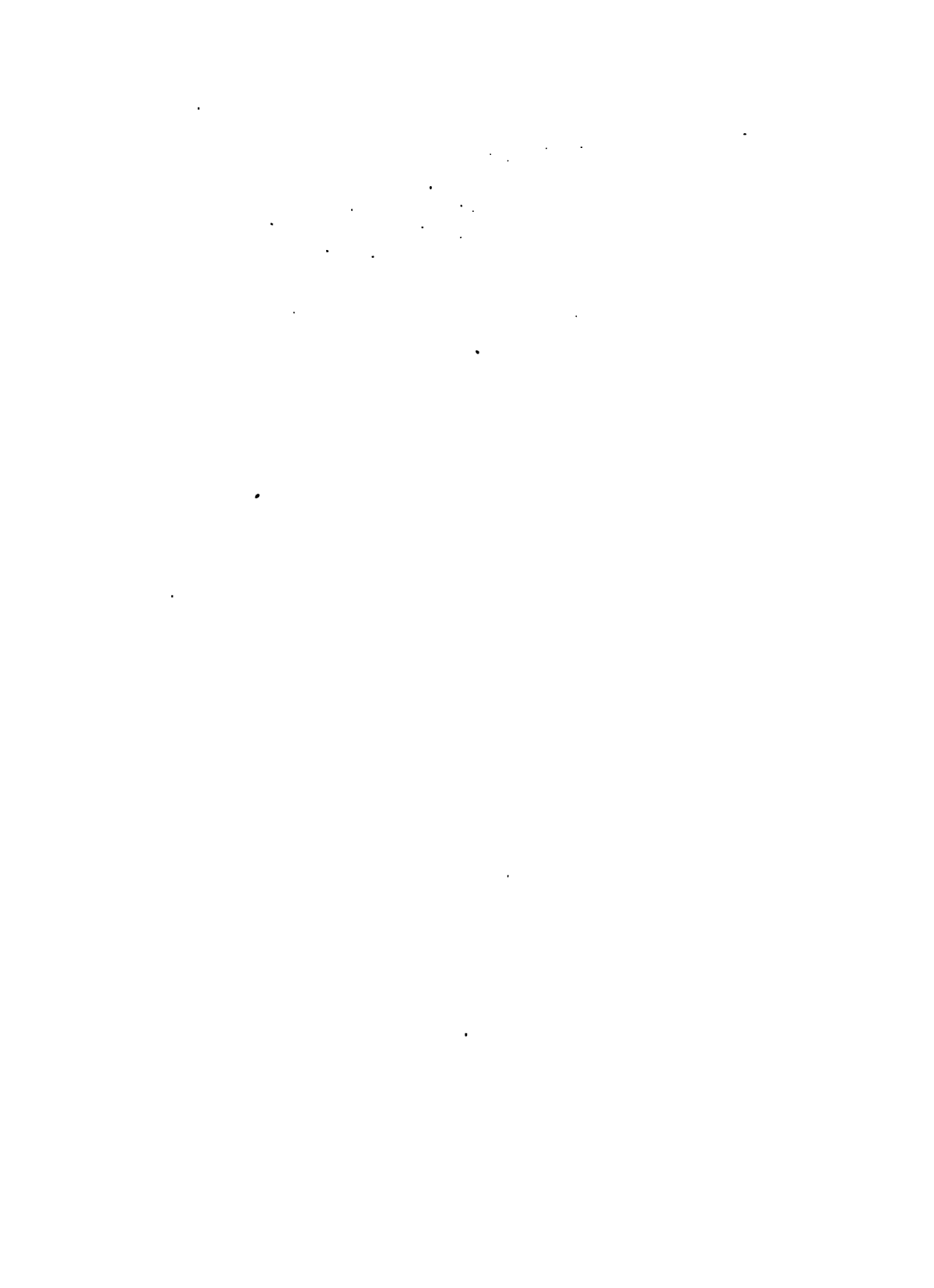
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





ML
148
T44
1872





~~~~~  
**CORREIL, TYF. ET STÉR. DE CRÉTÉ FILS.**  
~~~~~

33



Original of the author of the "Hundred Years' War"

Reuter del.

Burdet sc.

11-11-11

11-11-11

11-11-11

11-11-11

11-11-11

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE

PAR
M. A. THIERS
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

TRIZIÈME ÉDITION

TOME DIXIÈME



PARIS
FURNE, JOUVET ET C^{ie}, ÉDITEURS
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45
—
1872

20

Bequest of
Rev. L. Barlow
3-26-26

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

LIVRE XXXIX

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

Départ de Toulon. — Arrivée devant Malte; conquête de cette île. —
Départ pour l'Égypte. — Débarquement à Alexandrie; prise de
cette place. — Marche sur le Caire. — Combat de Chébreiss. —
— Bataille des Pyramides. — Occupation du Caire. — Travaux ad-
ministratifs de Bonaparte en Égypte. — Etablissement de la nou-
velle colonie. — Bataille navale d'Aboukir, destruction de la flotte
française par les Anglais.

Bonaparte arriva à Toulon le 20 floréal an vi
(9 mai 1798). Sa présence réjouit l'armée, qui
commençait à murmurer et à craindre qu'il ne fût
pas à la tête de l'expédition. C'était l'ancienne ar-
mée d'Italie. Elle était riche, couverte de gloire, et
on pouvait dire d'elle que *sa fortune était faite*.
Aussi avait-elle beaucoup moins de zèle à faire la
guerre, et il fallait toute la passion que lui inspi-

Mai 1798.

Mai 1798.

rait son général pour la décider à s'embarquer et à courir vers une destination inconnue. Cependant elle fut saisie d'enthousiasme en le voyant à Toulon. Il y avait huit mois qu'elle ne l'avait vu. Sur-le-champ Bonaparte, sans lui expliquer sa destination, lui adressa la proclamation suivante :

« SOLDATS !

Proclamation
de Bonaparte
à l'armée
d'Italie réunie
à Toulon.

« Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre.
« Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines,
« de sièges ; il vous reste à faire la guerre maritime.

« Les légions romaines, que vous avez quelque-
« fois imitées, mais pas encore égalées, combat-
« taient Carthage tour à tour sur cette mer et aux
« plaines de Zama. La victoire ne les abandonna
« jamais, parce que constamment elles furent
« braves, patientes à supporter la fatigue, disci-
« plinées et unies entre elles.

« Soldats, l'Europe a les yeux sur vous ! vous
« avez de grandes destinées à remplir, des batailles
« à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre ; vous
« ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité
« de la patrie, le bonheur des hommes et votre
« propre gloire.

« Soldats, matelots, fantassins, canonniers, ca-
« valiers, soyez unis ; souvenez-vous que le jour
« d'une bataille vous avez besoin les uns des autres.
« Soldats, matelots, vous avez été jusqu'ici né-

« gligés ; aujourd'hui la plus grande sollicitude de
« la république est pour vous : vous serez dignes
« de l'armée dont vous faites partie.

— Mai 1798.

« Le génie de la liberté qui a rendu, dès sa nais-
« sance, la république l'arbitre de l'Europe, veut
« qu'elle le soit des mers et des nations les plus
« lointaines. »

On ne pouvait pas annoncer plus dignement une grande entreprise, en la laissant toujours dans le mystère qui devait l'envelopper.

L'escadre de l'amiral Brueys se composait de treize vaisseaux de ligne, dont un de 120 canons (c'était l'*Orient*, que devaient monter l'amiral et le général en chef), deux de 80 et dix de 74. Il y avait de plus deux vaisseaux vénitiens de 64 canons, six frégates vénitiennes et huit françaises, soixante-douze corvettes, cutters, avisos, chaloupes canonnières, petits navires de toute espèce. Les transports réunis tant à Toulon qu'à Gênes, Ajaccio, Civita-Vecchia, s'élevaient à quatre cents. C'étaient donc cinq cents voiles qui allaient flotter à la fois sur la Méditerranée. Jamais pareil armement n'avait couvert les mers. La flotte portait environ quarante mille hommes de toutes armes et dix mille marins. Elle avait de l'eau pour un mois, des vivres pour deux.

Composition
de l'escadre.

On mit à la voile le 39 floréal (10 mai), au bruit

Mai 1798.

Sortie de Toulon
le 19 mai.

du canon, aux acclamations de toute l'armée. Des vents violents causèrent quelque dommage à une frégate à la sortie du port. Les mêmes vents avaient causé de telles avaries à Nelson, qui croisait avec trois vaisseaux, qu'il fut obligé d'aller au radoub dans les îles Saint-Pierre. Il fut ainsi éloigné de l'escadre française et ne la vit pas sortir. La flotte vogua d'abord vers Gênes, pour rallier le convoi réuni dans ce port, sous les ordres du général Baraguay d'Hilliers. Elle cingla ensuite vers la Corse, rallia le convoi d'Ajaccio, qui était sous les ordres de Vaubois, et s'avança dans la mer de Sicile, pour se réunir au convoi de Civita-Vecchia, qui était sous les ordres de Desaix. Le projet de Bonaparte était de se diriger sur Malte, et d'y tenter en passant une entreprise audacieuse dont il avait de longue main préparé le succès par des trames secrètes. Il voulait s'emparer de cette île, qui, commandant la navigation de la Méditerranée, devenait importante pour l'Égypte, et qui ne pouvait manquer d'échoir bientôt aux Anglais si on ne les prévenait.

Triste situation
de l'ordre
de Malte.

L'ordre des chevaliers de Malte était comme toutes les institutions du moyen âge : il avait perdu son objet, et dès lors sa dignité et sa force. Il n'était plus qu'un abus, profitable seulement à ceux qui l'exploitaient. Les chevaliers avaient en Espagne, en Portugal, en France, en Italie, en Alle-

Mai 1799.

magne, des biens considérables, qui leur avaient été donnés par la piété des fidèles pour protéger les chrétiens allant visiter les saints lieux. Maintenant qu'il n'y avait plus de pèlerinages de cette espèce, le rôle et le devoir des chevaliers étaient de protéger les nations chrétiennes contre les Barbaresques, et de détruire l'infâme piraterie qui infestait la Méditerranée. Les biens de l'ordre suffisaient à l'entretien d'une marine considérable; mais les chevaliers ne s'occupaient aucunement à en former une; ils n'avaient que deux ou trois vieilles frégates ne sortant jamais du port, et quelques galères qui allaient donner et recevoir des fêtes dans les ports d'Italie. Les baillis, les commandeurs, placés dans toute la chrétienté, dévoraient dans le luxe et l'oisiveté les revenus de l'ordre. Il n'y avait pas un chevalier qui eût fait la guerre aux Barbaresques. L'ordre n'inspirait d'ailleurs plus aucun intérêt. En France on lui avait enlevé ses biens, et Bonaparte les avait fait saisir en Italie, sans qu'il s'élevât aucune réclamation en sa faveur. On a vu que Bonaparte avait songé déjà à pratiquer des intelligences dans Malte. Il avait gagné quelques chevaliers, et il se proposait de les intimider par un coup d'audace, et de les obliger à se rendre; car il n'avait ni le temps ni les moyens d'une attaque régulière contre une place réputée imprenable. L'ordre, qui depuis quelque temps

Juin 1798.

pressentait ses dangers en voyant les escadres françaises dominer dans la Méditerranée, s'était mis sous la protection de Paul I^{er}.

Conquête de l'île
de Malte.

Bonaparte faisait de grands efforts pour rejoindre la division de Civita-Vecchia; il ne put la joindre qu'à Malte même. Les cinq cents voiles françaises se déployèrent à la vue de l'île, le 21 prairial (9 juin), vingt-deux jours après la sortie de Toulon. Cette vue répandit le trouble dans la ville de Malte. Bonaparte, pour avoir un prétexte de s'arrêter et pour faire naître un sujet de contestation, demanda au grand maître la faculté de faire de l'eau. Le grand maître, Ferdinand de Hompesch, fit répondre par un refus absolu, alléguant les règlements, qui ne permettaient pas d'introduire à la fois plus de deux vaisseaux appartenant à des puissances belligérantes. On avait autrement accueilli les Anglais quand ils s'étaient présentés. Bonaparte dit que c'était là une preuve de la plus insigne malveillance, et sur-le-champ fit ordonner un débarquement. Le lendemain, 22 prairial (10 juin), les troupes françaises débarquèrent dans l'île, et investirent complètement la Valette, qui compte trente mille âmes à peu près de population, et qui est l'une des plus fortes places de l'Europe. Bonaparte fit débarquer de l'artillerie pour canonner les forts. Les chevaliers répondirent à son feu; mais très-mal. Ils voulurent faire une sortie, et il

y en eut un grand nombre de pris. Le désordre se mit alors à l'intérieur. Quelques chevaliers de la langue française déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas se battre contre leurs compatriotes. On en jeta quelques-uns dans les cachots. Le trouble était dans les têtes; les habitants voulaient qu'on se rendît. Le grand maître, qui avait peu d'énergie, et qui se souvenait de la générosité du vainqueur de Rivoli à Mantoue, songea à sauver ses intérêts du naufrage, fit sortir de prison l'un des chevaliers français qu'il y avait jetés, et l'envoya à Bonaparte pour négocier. Le traité fut bientôt arrêté. Les chevaliers abandonnèrent à la France la souveraineté de Malte et des îles en dépendant; en retour la France promit son intervention au congrès de Rastadt, pour faire obtenir au grand maître une principauté en Allemagne, et, à défaut, elle lui assura une pension viagère de 300,000 francs et une indemnité de 600,000 francs comptants. Elle accorda à chaque chevalier de la langue française 700 fr. de pension, et 1,000 pour les sexagénaires; elle promit sa médiation pour que ceux des autres langues fussent mis en jouissance des biens de l'ordre dans leurs pays respectifs. Telles furent les conditions au moyen desquelles la France entra en possession du premier port de la Méditerranée, et de l'un des plus forts du monde. Il fallait l'ascendant de Bonaparte pour l'obtenir sans combattre;

Juin 1798.

Conditions
de la cession
de Malte
à la France.

Juin 1798.

il fallait son audace pour oser y perdre quelques jours, ayant les Anglais à sa poursuite. Caffarelli-Dufalga, aussi spirituel que brave, en parcourant la place dont il admirait les fortifications, dit ce mot : *Nous sommes bien heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour nous en ouvrir les portes.*

Bonaparte laissa Vaubois à Malte, avec trois mille hommes de garnison ; il y plaça Regnaud de Saint-Jean-d'Angély en qualité de commissaire civil. Il fit tous les règlements administratifs qui étaient nécessaires pour l'établissement du régime municipal dans l'île, et il mit sur-le-champ à la voile pour cingler vers la côte d'Égypte.

Recherche
de l'escadre
française
par Nelson.

Il leva l'ancre le 1^{er} messidor (19 juin), après une relâche de dix jours. L'essentiel maintenant était de ne pas rencontrer les Anglais. Nelson, radoubé aux îles Saint-Pierre, avait reçu du lord Saint-Vincent un renfort de dix vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, ce qui lui formait une escadre de treize vaisseaux de haut bord, et de quelques vaisseaux de moindre importance. Il était revenu le 13 prairial (1^{er} juin) devant Toulon ; mais l'escadre française en était sortie depuis 12 jours. Il avait couru de Toulon à la rade du Tagliamon, et de la rade du Tagliamon à Naples, où il était arrivé le 2 messidor (20 juin), au moment même où Bonaparte quittait Malte. Apprenant que les Français avaient paru vers Malte, il les suivait,

disposé à les attaquer s'il parvenait à les joindre.

Juin 1798.

Sur toute l'escadre française, on était prêt au combat. La possibilité de rencontrer les Anglais était présente à tous les esprits et n'effrayait personne. Bonaparte avait réparti sur chaque vaisseau de ligne cinq cents hommes d'élite, qu'on habituait tous les jours à la manœuvre du canon et à la tête desquels se trouvait un de ces généraux si bien habitués au feu sous ses ordres. Il s'était fait un principe sur la tactique maritime, c'est que chaque vaisseau ne devait avoir qu'un but, celui d'en joindre un autre, de le combattre et de l'aborder. Des ordres étaient donnés en conséquence, et il comptait sur la bravoure des troupes d'élite placées à bord des vaisseaux. Ces précautions prises, il cinglait tranquillement vers l'Égypte. Cet homme, qui, suivant d'absurdes détracteurs, craignait les hasards de la mer, s'abandonnait tranquillement à la fortune, au milieu des flottes anglaises, et avait eu l'audace de perdre quelques jours à Malte pour en faire la conquête. La gaieté régnait sur l'escadre ; on ne savait pas exactement où on allait, mais le secret commençait à se répandre, et l'on attendait avec impatience la vue des rivages qu'on allait conquérir. Le soir, les savants, les officiers généraux qui étaient à bord de l'*Orient*, se réunissaient chez le général en chef, et là commençaient les ingénieuses

Juillet 1798.

Arrivée
de l'expédition
en vue
d'Alexandrie
le 1^{er} juillet.

et savantes discussions de l'Institut d'Égypte. Un instant l'escadre anglaise ne fut qu'à quelques lieues de l'immense convoi français, et de part et d'autre on l'ignora. Nelson, commençant à supposer que les Français s'étaient dirigés sur l'Égypte, fit voile pour Alexandrie, et les y devança ; mais, ne les ayant pas trouvés, il vola vers les Dardanelles, pour tâcher de les y rencontrer. Par un bonheur singulier, l'expédition française n'arriva en vue d'Alexandrie que le surlendemain, 13 messidor (1^{er} juillet). Il y avait un mois et demi à peu près qu'elle était sortie de Toulon (*Voir la carte n° 27*).

Bonaparte envoya chercher aussitôt le consul français. Il apprit que les Anglais avaient paru l'avant-veille, et, les jugeant dans les parages voisins, il voulut tenter le débarquement à l'instant même. On ne pouvait pas entrer dans le port d'Alexandrie, car la place paraissait disposée à se défendre ; il fallait descendre à quelque distance, sur la plage voisine, à une anse dite du Marabout. Le vent soufflait violemment, et la mer se brisait avec furie sur les récifs de la côte. C'était vers la fin du jour. Bonaparte donna le signal et voulut aborder sur-le-champ. Il descendit le premier dans une chaloupe ; les soldats demandaient à grands cris à le suivre à la côte. On commença à mettre les embarcations à la mer, mais l'agitation des flots les exposait à chaque instant à se briser les

unes contre les autres. Enfin, après de grands dangers, on toucha le rivage. A l'instant une voile parut à l'horizon; on crut que c'était une voile anglaise : « *Fortune*, s'écria Bonaparte, *tu m'abandonnes! Quoi! pas seulement cinq jours!* » La fortune ne l'abandonnait pas, car c'était une frégate française qui rejoignait. On eut beaucoup de peine à débarquer quatre ou cinq mille hommes, dans la soirée et dans la nuit. Bonaparte résolut de marcher sur-le-champ vers Alexandrie, afin de surprendre la place, et de ne pas donner aux Turcs le temps de faire des préparatifs de défense. On se mit tout de suite en marche. Il n'y avait pas un cheval de débarqué; l'état-major, Bonaparte et Caffarelli lui-même, malgré sa jambe de bois, firent quatre à cinq lieues à pied dans les sables, et arrivèrent à la pointe du jour en vue d'Alexandrie.

Juillet 1798.

Débarquement
à l'anse
du Marabout.

Cette antique cité, fille d'Alexandre, n'avait plus ses magnifiques édifices, ses innombrables demeures, sa grande population; elle était ruinée aux trois quarts. Les Turcs, les Égyptiens opulents, les négociants européens, habitaient dans la ville moderne, qui était la seule partie conservée. Quelques Arabes vivaient dans les décombres de la cité antique; une vieille muraille flanquée de quelques tours enfermaient la nouvelle et l'ancienne ville, et tout autour régnaient les sables qui, en

Alexandrie.

Juillet 1798.Prise
d'Alexandrie.

Égypte, s'avancent partout où la civilisation recule.

Les quatre mille Français conduits par Bonaparte y arrivèrent à la pointe du jour : ils ne rencontrèrent sur cette plage de sable qu'un petit nombre d'Arabes, qui, après quelques coups de fusil, s'enfoncèrent dans le désert. Bonaparte partagea ses soldats en trois colonnes : Bon, avec la première, marcha à droite, vers la porte de Rosette ; Kléber, avec la seconde, marcha au centre, vers la porte de la Colonne ; Menou, avec la troisième, s'avança à gauche, vers la porte des Catacombes. Les Arabes et les Turcs, excellents soldats derrière un mur, firent un feu bien nourri ; mais les Français montèrent avec des échelles, et franchirent la vieille muraille. Kléber tomba le premier, frappé d'une balle au front. On chassa les Arabes de ruine en ruine, jusqu'à la ville nouvelle. Le combat allait se prolonger de rue en rue et devenir meurtrier ; mais un capitaine turc servit d'intermédiaire pour négocier un accord. Bonaparte déclara qu'il ne venait point pour ravager le pays ni l'enlever au Grand-Seigneur, mais seulement pour le soustraire à la domination des mameluks, et venger les outrages que ceux-ci avaient faits à la France. Il promit que les autorités du pays seraient maintenues, que les cérémonies du culte continueraient d'avoir





KLEBER.

Publié par Furne, Paris

IMP. F. CHARDON AË 30, R. HAUTEFEUILLE, PARIS

10

lieu comme par le passé, que les propriétés seraient respectées, etc.... Moyennant ces conditions, la résistance cessa : les Français furent maîtres d'Alexandrie le jour même. Pendant ce temps, l'armée avait achevé de débarquer. Il s'agissait maintenant de mettre l'escadre à l'abri, soit dans le port, soit dans l'une des rades voisines, de créer à Alexandrie une administration conforme aux mœurs du pays, et d'arrêter un plan d'invasion pour s'emparer de l'Égypte. Pour le moment, les dangers de la mer et d'une rencontre avec les Anglais étaient passés ; les plus grands obstacles étaient vaincus avec ce bonheur qui semble toujours accompagner la jeunesse d'un grand homme.

Juillet 1798.

L'Égypte, sur laquelle nous venions d'aborder, est le pays le plus singulier, le mieux situé, et l'un des plus fertiles de la terre. Sa position est connue. L'Afrique ne tient à l'Asie que par un isthme de quelques lieues, qu'on appelle l'isthme de Suez, et qui, s'il était coupé, donnerait accès de la Méditerranée dans la mer des Indes, dispenserait les navigateurs d'aller à des distances immenses, et au milieu des tempêtes, doubler le cap de Bonne-Espérance. L'Égypte est placée parallèlement à la mer Rouge et à l'isthme de Suez. (*Voir la carte n° 27.*) Elle est maîtresse de cet isthme. C'est cette contrée qui, chez les anciens et dans le moyen âge,

Description
de l'Égypte.

Juillet 17931^e Nil.

pendant la prospérité des Vénitiens, était l'intermédiaire du commerce de l'Inde. Telle est sa position entre l'Occident et l'Orient. Sa constitution physique et sa forme ne sont pas moins extraordinaires. Le Nil, l'un des grands fleuves du monde, prend sa source dans les montagnes de l'Abyssinie, fait six cents lieues dans les déserts de l'Afrique, puis entre en Égypte, ou plutôt y tombe, en se précipitant des cataractes de Syène, et parcourt encore deux cents lieues jusqu'à la mer. Ses bords constituent toute l'Égypte. C'est une vallée de deux cents lieues de longueur, sur cinq à six lieues de largeur. Des deux côtés elle est bordée par un océan de sables. Quelques chaînes de montagnes, basses, arides et déchirées, sillonnent tristement ces sables, et projettent à peine quelques ombres sur leur immensité. Les unes séparent le Nil de la mer Rouge, les autres le séparent du grand désert, dans lequel elles vont se perdre. Sur la rive gauche du Nil, à une certaine distance dans le désert, serpentent deux langues de terre cultivable, qui font exception aux sables, et se couvrent d'un peu de verdure. Ce sont les *oasis*, espèces d'îles végétales au milieu de l'océan des sables. Il y en a deux, la grande et la petite. Un effort des hommes, en y jetant une branche du Nil, en ferait de fertiles provinces. Cinquante lieues avant d'arriver à la mer, le Nil se partage en deux

branches, qui vont tomber, à soixante lieues l'une de l'autre, dans la Méditerranée, la première à Rosette, la seconde à Damiette. On connaissait autrefois sept bouches au Nil ; on les aperçoit encore, mais il n'y en a plus que deux de navigables. Le triangle formé par ces deux grandes branches et par la mer a soixante lieues à sa base et cinquante sur ses côtés ; il s'appelle le Delta. C'est la partie la plus fertile de l'Égypte, parce que c'est la plus arrosée, la plus coupée de canaux. Le pays tout entier se divise en trois parties, le Delta ou basse Égypte, qu'on appelle Bahireh ; la moyenne Égypte, qu'on appelle Ouestanieh ; la haute Égypte, qu'on appelle le Saïd.

Les vents étiens soufflant d'une manière constante du nord au sud, pendant les mois de mai, juin et juillet, entraînent tous les nuages formés à l'embouchure du Nil, n'en laissent pas séjourner un seul sur cette contrée toujours sereine, et les portent vers les monts d'Abyssinie. Là, ces nuages s'agglomèrent, se précipitent en pluie pendant les mois de juillet, août et septembre, et produisent le phénomène célèbre des inondations du Nil. Ainsi, cette terre reçoit par les débordements du fleuve les eaux qu'elle ne reçoit pas du ciel. Il n'y pleut jamais, et les marécages du Delta, qui seraient pestilentiels sous le ciel de l'Europe, ne produisent pas en Égypte une seule fièvre. Le Nil,

Juillet 1798.

Inondations
du Nil.

Juillet 1798.

après son inondation, laisse un limon fertile, qui est la seule terre cultivable sur ses bords, et qui produit ces abondantes moissons consacrées autrefois à nourrir Rome. Plus l'inondation s'est étendue, plus il y a de terre cultivable. Les propriétaires de cette terre, nivelée tous les ans par les eaux, se la partagent tous les ans par l'arpentage. Aussi l'arpentage est-il un grand art en Égypte. Des canaux pourraient étendre l'inondation, et auraient l'avantage de diminuer la rapidité des eaux, de les faire séjourner plus longtemps, et d'étendre la fertilité aux dépens du désert. Nulle part le travail de l'homme ne pourrait avoir de plus salutaires effets ; nulle part la civilisation ne serait plus souhaitable. Le Nil et le désert se disputent l'Égypte, et c'est la civilisation qui donnerait au Nil le moyen de vaincre le désert et de le faire reculer. On croit que l'Égypte nourrissait autrefois vingt millions d'habitants, sans compter les Romains. Elle était à peine capable d'en nourrir trois millions quand les Français y entrèrent.

Campagne
fertile
de l'Égypte.

L'inondation finit à peu près en septembre. Alors commencent les travaux des champs. Pendant les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier et février, la campagne d'Égypte présente un aspect ravissant de fertilité et de fraîcheur. Elle est couverte alors des plus riches moissons,

Juillet 1798.

émaillée de fleurs, traversée par d'immenses troupeaux. En mars, les chaleurs commencent ; la terre se gerce si profondément, qu'il est quelquefois dangereux de la traverser à cheval. Les travaux des champs sont alors finis. Les Égyptiens ont recueilli toutes les richesses de l'année. Outre les blés, l'Égypte produit les meilleurs riz, les plus beaux légumes, le sucre, l'indigo, le séné, la casse, le natron, le lin, le chanvre, le coton, tout cela avec une merveilleuse abondance. Il lui manque des huiles, mais elle les trouve vis-à-vis, en Grèce ; il lui manque le tabac et le café, mais elle les trouve à ses côtés, dans la Syrie et l'Arabie. Elle est aussi privée de bois, car la grande végétation ne peut pas pousser sur ce limon annuel que le Nil dépose sur un fond de sable. Quelques sycomores et quelques palmiers sont les seuls arbres de l'Égypte. A défaut de bois on brûle de la bouse de vache. L'Égypte nourrit d'immenses troupeaux. Les volailles de toute espèce y fourmillent. Elle a ces admirables chevaux, si célèbres dans le monde par leur beauté, leur vivacité, leur familiarité avec leurs maîtres, et cet utile chameau, qui peut manger et boire pour plusieurs jours, dont le pied enfonce sans fatigue dans les sables mouvants, et qui est comme un navire vivant pour traverser la mer des sables.

Tous les ans arrivent au Caire d'innombrables

Juillet 1798.

caravanes, qui abordent comme des flottes des deux côtés du désert. Les unes viennent de la Syrie et de l'Arabie, les autres de l'Afrique et des côtes de Barbarie. Elles apportent tout ce qui est propre aux pays du soleil, l'or, l'ivoire, les plumes, les châles inimitables, les parfums, les gommes, les aromates de toute espèce, le café, le tabac, les bois et les esclaves. Le Caire devient un entrepôt magnifique des plus belles productions du globe, de celles que le génie si puissant des Occidentaux ne pourra jamais imiter, car c'est le soleil qui les donne, et dont leur goût délicat les rendra toujours avides. Aussi le commerce de l'Inde est-il le seul dont les progrès des peuples n'amèneront jamais la fin. Il ne serait donc pas nécessaire de faire de l'Égypte un poste militaire, pour aller détruire violemment le commerce des Anglais. Il suffirait d'y établir un entrepôt, avec la sûreté, les lois et les commodités européennes, pour attirer les richesses du monde.

Population
de l'Égypte.

La population qui occupe l'Égypte est, comme les ruines des cités qui la couvrent, un amas des débris de plusieurs peuples. Des Cophtes, anciens habitants de l'Égypte, des Arabes, conquérants de l'Égypte sur les Cophtes, des Turcs, conquérants sur les Arabes : telles sont les races dont les débris pullulent misérablement sur une terre dont ils sont indignes. Les Cophtes, quand les Français y

Les Cophtes.

entrèrent, étaient deux cent mille au plus. Méprisés, pauvres, abrutis, ils s'étaient voués, comme toutes les classes proscrites, aux plus ignobles métiers. Les Arabes formaient la masse presque entière de la population ; ils descendaient des compagnons de Mahomet. Leur condition était infiniment variée ; quelques-uns, de haute naissance, faisant remonter leur origine jusqu'à Mahomet lui-même, grands propriétaires, ayant quelques traces du savoir arabe, réunissant à la noblesse les fonctions du culte et de la magistrature, étaient, sous le titre de cheiks, les véritables grands de l'Égypte. Dans les divans, ils représentaient le pays, quand ses tyrans voulaient s'adresser à lui ; dans les mosquées, ils composaient des espèces d'universités, où ils enseignaient la religion, la morale du Koran, un peu de philosophie et de jurisprudence. La grande mosquée de Jemil-Azar était le premier corps savant et religieux de l'Orient. Après ces grands venaient les moindres propriétaires, composant la seconde et la plus nombreuse classe des Arabes ; puis les prolétaires, qui étaient tombés dans la situation de véritables ilotes. Ces derniers étaient des paysans à gages, cultivant la terre sous le nom de fellahs, et vivant dans la misère et l'abjection. Il y avait une quatrième classe d'Arabes, c'étaient les Bédouins ou Arabes errants : ceux-là n'avaient pas voulu s'attacher à

Juillet 1798.

Les Arabes.

Juillet 1798.

la terre ; c'étaient les fils du désert. Montés sur des chevaux ou des chameaux, conduisant devant eux des troupeaux nombreux, ils erraient, cherchant des pâturages dans quelques oasis, ou venant annuellement ensementer les lisières de terre cultivable placées sur le bord de l'Égypte. Leur métier était d'escorter les caravanes ou de prêter leurs chameaux pour les transports. Mais, brigands sans foi, ils pillaient souvent les marchands qu'ils escortaient ou auxquels ils prêtaient leurs chameaux. Quelquefois même, violant l'hospitalité qu'on leur accordait sur la lisière des terres cultivables, ils se précipitaient sur cette vallée du Nil, qui, large seulement de cinq lieues, est si facile à pénétrer ; ils pillaient les villages, et remontant sur leurs chevaux, emportaient leur butin dans le fond du désert. La négligence turque laissait leurs ravages presque toujours impunis, et ne luttait pas mieux contre les brigands du désert qu'elle ne savait lutter contre ses sables. Ces Arabes errants, divisés en tribus sur les deux côtés de la vallée, étaient au nombre de cent ou cent vingt mille, et fournissaient vingt à vingt-cinq mille cavaliers, braves, mais bons pour harceler l'ennemi, jamais pour le combattre.

Les Turcs.

La troisième race enfin était celle des Turcs ; mais elle était aussi peu nombreuse que les Cophtes, c'est-à-dire qu'elle s'élevait à deux cent mille indi-

Juillet 1798

vidus au plus. Elle se partageait en Turcs et mameluks. Les Turcs, venus depuis la dernière conquête des sultans de Constantinople, étaient presque tous inscrits sur la liste des janissaires; mais on sait qu'ils ne se font ordinairement inscrire sur ces listes que pour avoir les privilèges des janissaires, et qu'un très-petit nombre sont réellement au service. Il n'y en avait que peu d'entre eux dans la milice du pacha. Ce pacha, envoyé de Constantinople, représentait le sultan en Égypte; mais à peine escorté de quelques janissaires, il avait vu s'évanouir son autorité par les précautions mêmes que le sultan Sélim avait prises autrefois pour la conserver. Ce sultan, jugeant que par son éloignement l'Égypte pourrait échapper à la domination de Constantinople, qu'un pacha ambitieux et habile pourrait s'y créer un empire indépendant, avait imaginé un contre-poids, en instituant la milice des mameluks. Mais comme on ne peut pas vaincre les conditions physiques qui rendent un pays dépendant ou indépendant d'un autre, au lieu du pacha, c'étaient les mameluks qui s'étaient rendus indépendants de Constantinople et maîtres de l'Égypte. Les mameluks étaient des esclaves achetés en Circassie. Choisis parmi les plus beaux enfants du Caucase, transportés jeunes en Égypte, élevés dans l'ignorance de leur origine, dans le goût et la pratique des armes, ils devenaient les

Les mamelu

Juillet 1793.

plus braves et les plus agiles cavaliers de la terre. Ils tenaient à honneur d'être sans origine, d'avoir été achetés cher, et d'être beaux et vaillants. Ils avaient vingt-quatre beys, qui étaient leurs propriétaires et leurs chefs. Ces beys avaient chacun cinq ou six cents mameluks. C'était un troupeau qu'ils avaient soin d'alimenter, et qu'ils transmettaient quelquefois à leur fils, et plus souvent à leur mameluk favori, qui devenait bey à son tour. Chaque mameluk était servi par deux fellahs. La milice entière se composait de douze mille cavaliers à peu près, servis par vingt-quatre mille ilotes. Ils étaient les véritables maîtres et les tyrans du pays. Ils vivaient ou du produit des terres appartenant aux beys, ou du revenu des impôts établis sous toutes les formes. Les Cophites, que nous avons déjà dits livrés aux plus ignobles fonctions, étaient leurs percepteurs, leurs espions, leurs agents d'affaires, car les abrutis se mettent toujours au service du plus fort. Les vingt-quatre beys, égaux de droit, ne l'étaient pas de fait. Ils se faisaient la guerre, et le plus fort, soumettant les autres, avait une souveraineté viagère. Il était tout à fait indépendant du pacha représentant le sultan de Constantinople, le souffrait tout au plus au Caire dans une sorte de nullité, et souvent lui refusait le *miri*, c'est-à-dire l'impôt foncier, qui, représentant le droit de la conquête, appartenait à la Porte.

Le *miri*.

L'Égypte était donc une véritable féodalité, comme celle de l'Europe dans le moyen âge; elle présentait à la fois un peuple conquis, une milice conquérante, en révolte contre son souverain; enfin une ancienne classe abrutie, au service et aux gages du plus fort.

Juillet 1798.

Deux beys supérieurs aux autres dominaient en ce moment l'Égypte. L'un, Ibrahim-Bey, riche, astucieux, puissant; l'autre, Mourad-Bey, intrépide, vaillant et plein d'ardeur. Ils étaient convenus d'une espèce de partage d'autorité, par lequel Ibrahim-Bey avait les attributions civiles, et Mourad-Bey les attributions militaires. Celui-ci était chargé des combats; il y excellait, et il avait l'affection des mameluks, tous dévoués à sa personne.

Ibrahim-Bey
et Mourad-Bey

Bonaparte, qui au génie du capitaine savait unir le tact et l'adresse du fondateur, et qui avait d'ailleurs administré assez de pays conquis pour s'en être fait un art particulier, jugea sur-le-champ la politique qu'il avait à suivre en Égypte. Il fallait d'abord arracher cette contrée à ses véritables maîtres, c'est-à-dire aux mameluks. C'était cette classe qu'il fallait combattre et détruire par les armes et la politique. D'ailleurs on avait des raisons à faire valoir contre eux, car ils n'avaient cessé de maltraiter les Français. Quant à la Porte, il fallait paraître ne pas attaquer sa souveraineté,

Politique
adoptée
par Bonaparte

Juillet 1798.

et affecter au contraire de la respecter. Telle qu'elle était devenue, cette souveraineté était peu importante. On pouvait traiter avec la Porte, soit pour la cession de l'Égypte, en lui faisant certains avantages ailleurs, soit pour un partage d'autorité qui n'aurait rien de fâcheux ; car, en laissant le pacha au Caire, comme il y avait été jusqu'ici, et en héritant de la puissance des mameluks, on n'avait pas grand'chose à regretter. Quant aux habitants, il fallait, pour se les attacher, gagner la véritable population, c'est-à-dire celle des Arabes. En respectant les cheiks, en caressant leur vieil orgueil, en augmentant leur pouvoir, en flattant un désir secret qu'on trouvait en eux, comme on l'avait trouvé en Italie, comme on le trouve partout, celui du rétablissement de l'antique patrie, de la patrie arabe, on était assuré de dominer le pays et de se l'attacher entièrement. Bien plus, en ménageant les propriétés et les personnes, chez un peuple qui était habitué à regarder la conquête comme donnant droit de meurtre, de pillage et de dévastation, on allait causer une surprise des plus avantageuses à l'armée française ; et si, en outre, on respectait les femmes et le Prophète, la conquête des cœurs était aussi assurée que celle du sol.

Bonaparte se conduisit d'après ces errements aussi justes que profonds. Doué d'une imagina-

Juillet 1798.

tion tout orientale, il lui était facile de prendre le style solennel et imposant qui convenait à la race arabe. Il fit des proclamations qui étaient traduites en arabe et répandues dans le pays. Il écrivit au pacha : « La république française s'est décidée à
« envoyer une puissante armée pour mettre fin
« aux brigandages des beys d'Égypte, ainsi qu'elle
« a été obligée de le faire plusieurs fois dans ce
« siècle contre les beys de Tunis et d'Alger. Toi,
« qui devrais être le maître des beys, et que ce-
« pendant ils tiennent au Caire sans autorité et
« sans pouvoir, tu dois voir mon arrivée avec
« plaisir. Tu es sans doute déjà instruit que je ne
« viens point pour rien faire contre l'Alcoran ni le
« sultan. Tu sais que la nation française est la
« seule et unique alliée que le sultan ait en Europe.
« Viens donc à ma rencontre, et maudis avec moi
« la race impie des beys. » S'adressant aux Égyptiens, Bonaparte leur adressait ces paroles : « Peu-
« ples d'Égypte, on vous dira que je viens pour
« détruire votre religion. Ne le croyez pas ; ré-
« pondiez que je viens vous restituer vos droits,
« punir les usurpateurs, et que je respecte plus
« que les mameluks Dieu, son Prophète, et le
« Koran. » Parlant de la tyrannie des mameluks, il disait : « Y a-t-il une belle terre ? elle appartient
« aux mameluks. Y a-t-il une belle esclave, un
« beau cheval, une belle maison ? cela appartient

Juillet 1798.

« aux mameluks. Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils
« montrent le bail que Dieu leur en a fait. Mais
« Dieu est juste et miséricordieux pour le peuple,
« et il a ordonné que l'empire des mameluks
« finit. » Parlant des sentiments des Français, il
ajoutait : « Nous aussi nous sommes de vrais mu-
« sulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le
« pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux
« musulmans ? N'est-ce pas nous qui avons détruit
« les chevaliers de Malte, parce que ces insensés
« croyaient que Dieu voulait qu'ils fissent la guerre
« aux musulmans ? Trois fois heureux ceux qui
« seront avec nous ! Ils prospéreront dans leur for-
« tune et leur rang. Heureux ceux qui seront
« neutres ! Ils auront le temps de nous connaître,
« et ils se rangeront avec nous. Mais malheur,
« trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour
« les mameluks et combattront contre nous ! Il
« n'y aura pas d'espérance pour eux ; ils péri-
« ront. »

Bonaparte dit à ses soldats : « Vous allez entre-
« prendre une conquête dont les effets sur la civi-
« lisation et le commerce du monde sont incalcu-
« lables. Vous porterez à l'Angleterre le coup le
« plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous
« puissiez lui donner le coup de mort.

« Les peuples avec lesquels nous allons vivre
« sont mahométans ; leur premier article de foi est

« celui-ci : *Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu, et*
 « *Mahomet est son prophète.* Ne les contredisez pas ;
 « agissez avec eux comme nous avons agi avec les
 « juifs, avec les Italiens. Ayez des égards pour
 « leurs muphtis et leurs imans, comme vous en
 « avez eu pour les rabbins et pour les évêques.
 « Ayez pour les cérémonies que prescrit le Koran,
 « pour les mosquées, la même tolérance que vous
 « avez eue pour les couvents, pour les synagogues,
 « pour la religion de Moïse et celle de Jésus-Christ.
 « Les légions romaines protégeaient toutes les re-
 « ligions. Vous trouverez ici des usages différents
 « de ceux de l'Europe, il faut vous y accoutumer.
 « Les peuples chez lesquels nous allons entrer
 « traitent les femmes autrement que nous. Sou-
 « venez-vous que, dans tous les pays, celui qui
 « viole est un lâche.

« La première ville que nous rencontrerons a été
 « bâtie par Alexandre. Nous trouverons à chaque
 « pas de grands souvenirs, dignes d'exciter l'ému-
 « lation des Français. »

Sur-le champ Bonaparte fit ses dispositions pour
 établir l'autorité française à Alexandrie, pour
 quitter ensuite le Delta et s'emparer du Caire, ca-
 pitale de toute l'Égypte. On était en juillet, le Nil
 allait inonder les campagnes. Il voulait arriver au
 Caire avant l'inondation, et employer le temps
 qu'elle durerait à faire son établissement. Il or-

 Juillet 1798.

Mesures
 d'administra-
 tion
 et de défense
 prises
 par Bonaparte
 avant de quitter
 Alexandrie.

Juillet 1798.

donna que tout demeurât dans le même état à Alexandrie, que les exercices religieux continuassent, que la justice fût rendue comme avant par les cadis. Il voulut succéder seulement aux droits des mameluks, et établir un commissaire pour percevoir les impôts accoutumés. Il fit former un divan, ou conseil municipal, composé des cheiks et des notables d'Alexandrie, afin de les consulter sur toutes les mesures que l'autorité française aurait à prendre. Il laissa trois mille hommes en garnison à Alexandrie, et en donna le commandement à Kléber, que sa blessure devait, pour un mois ou deux, condamner à l'inaction. Il chargea un jeune officier du plus rare mérite, et qui promettait un grand ingénieur à la France, de mettre Alexandrie en état de défense et d'y faire pour cela les travaux nécessaires. C'était le colonel Crétin, qui, à peu de frais et en peu de temps, exécuta à Alexandrie des travaux superbes. Bonaparte donna ensuite des ordres pour mettre la flotte à l'abri. C'était une question de savoir si les gros vaisseaux pourraient entrer dans le port d'Alexandrie. Une commission de marins fut chargée de sonder le port, et de faire un rapport. En attendant, la flotte fut mise à l'ancre dans la rade d'Aboukir. Bonaparte ordonna à Brueys de faire promptement décider la question, et de se rendre à Corfou, s'il était reconnu que les vaisseaux ne pouvaient pas entrer dans Alexandrie.

Après avoir vaqué à ces soins, il fit ses dispositions pour se mettre en marche. Une flottille considérable, chargée de vivres, d'artillerie, de munitions et de bagages, dut longer la côte jusqu'à l'embouchure de Rosette, entrer dans le Nil, et le remonter en même temps que l'armée française. Il se mit ensuite en marche avec le gros de l'armée, qui, privée de deux garnisons laissées à Malte et à Alexandrie, était forte de trente mille hommes à peu près. Il avait ordonné à sa flottille de se rendre à la hauteur de Ramanieh, sur les bords du Nil. Là il se proposait de la joindre et de remonter le Nil parallèlement avec elle, afin de sortir du Delta et d'arriver dans la moyenne Égypte, ou Bahireh. Pour aller d'Alexandrie à Ramanieh il y avait deux routes, l'une à travers les pays habités, le long de la mer et du Nil, l'autre plus courte et à vol d'oiseau, mais à travers le désert de Damanhour. Bonaparte n'hésita pas et prit la plus courte. Il lui importait d'arriver promptement au Caire. Desaix marchait avec l'avant-garde; le corps de bataille suivait à quelques lieues de distance. On s'ébranla le 18 messidor (6 juillet). Quand les soldats se virent engagés dans cette plaine sans bornes, avec un sable mouvant sous les pieds, un ciel brûlant sur la tête, point d'eau, point d'ombre, n'ayant pour reposer leurs yeux que de rares bouquets de palmiers, ne voyant d'êtres vivants que de légères

Juillet 1798.Marche
de Bonaparte
sur le Caire.Découragement
de l'armée
à son entrée
dans le désert.

Juillet 1798.

troupes de cavaliers arabes, qui paraissaient et disparaissaient à l'horizon, et quelquefois se cachaient derrière les dunes de sable pour égorger les traînard, ils furent remplis de tristesse. Déjà le goût du repos leur était venu, après les longues et opiniâtres campagnes d'Italie. Ils avaient suivi leur général dans une contrée lointaine, parce que leur foi en lui était aveugle, parce qu'on leur avait annoncé une terre promise, de laquelle ils reviendraient assez riches pour acheter chacun un champ de six arpents. Mais quand ils virent ce désert, le mécontentement s'en mêla, et alla même jusqu'au désespoir. Ils trouvaient tous les puits qui, de distance en distance, jalonnent la route du désert, détruits par les Arabes. A peine y restait-il quelques gouttes d'une eau saumâtre, et très-insuffisante pour étancher leur soif. On leur avait annoncé qu'ils trouveraient à Damanhour des soulagements; ils n'y rencontrèrent que de misérables huttes, et ne purent s'y procurer ni pain ni vin, mais seulement des lentilles en assez grande abondance et un peu d'eau. Il fallut s'enfoncer de nouveau dans le désert. Bonaparte vit les braves Lannes et Murat eux-mêmes saisir leurs chapeaux, les jeter sur le sable, les fouler aux pieds. Cependant il imposait à tous; sa présence commandait le silence, et faisait quelquefois naître la gaieté. Les soldats ne voulaient pas lui imputer leurs maux ils s'en pre-

naient à ceux qui trouvaient un grand plaisir à observer le pays. Voyant les savants s'arrêter pour examiner les moindres ruines, ils disaient que c'était pour eux qu'on était venu, et s'en vengeaient par des bons mots à leur façon. Caffarelli surtout, brave comme un grenadier, curieux comme un érudit, passait à leurs yeux pour l'homme qui avait trompé le général, et qui l'avait entraîné dans ce pays lointain. Comme il avait perdu une jambe sur le Rhin, ils disaient : *Il se moque de ça, lui, il a un pied en France.* Cependant, après de cruelles souffrances, supportées d'abord avec humeur, puis avec gaieté et courage, on arriva sur les bords du Nil le 22 messidor (10 juillet), après une marche de quatre jours. A la vue du Nil et de cette eau si désirée, les soldats s'y précipitèrent, et en se baignant dans ses flots oublièrent toutes leurs fatigues. La division Desaix, qui de l'avant-garde était passée à l'arrière-garde, vit galoper devant elle deux ou trois centaines de mameluks, qu'elle dispersa avec quelques volées de mitraille. C'étaient les premiers qu'on eût vus. Ils annonçaient la prochaine rencontre de l'armée ennemie. Le brave Mourad-Bey, en effet, ayant été averti, réunissait toutes ses forces autour du Caire. En attendant leur réunion, il voltigeait avec un millier de chevaux autour de notre armée, afin d'observer sa marche.

L'armée attendit à Ramanieh l'arrivée de la

Juillet 1798.

Joie des soldats
à la vue du Nil.

Juillet 1798.

Combat
de Chébreïss
livré
le 13 juillet.

flottille; elle se reposa jusqu'au 25 messidor (13 juillet), et en partit le même jour pour Chébreïss. Mourad-Bey nous y attendait avec ses mamluks. La flottille, qui était partie la première, et qui avait devancé l'armée, se trouva engagée avant de pouvoir être soutenue. Mourad-Bey en avait une aussi, et du rivage il joignait son feu à celui de ses *djermes* (vaisseaux légers égyptiens). La flottille française eut à soutenir un combat des plus rudes. L'officier de marine Perrée, qui la commandait, déploya un rare courage; il fut soutenu par les cavaliers qui étaient arrivés démontés en Égypte, et qui, en attendant de s'équiper aux dépens des mamluks, étaient transportés par eau. On prit deux chaloupes canonnières à l'ennemi, et on le repoussa. L'armée arriva dans cet instant; elle se composait de cinq divisions. Elle n'avait pas encore combattu contre ces singuliers ennemis. A la rapidité, au choc des chevaux, aux coups de sabre, il fallait opposer l'immobilité du fantassin, sa longue baïonnette, et des masses faisant front de tous côtés. Bonaparte forma ses cinq divisions en cinq carrés, au milieu desquels on plaça les bagages et l'état-major. L'artillerie était aux angles. Les cinq divisions se flanquaient les unes les autres. Mourad-Bey lança sur ces citadelles vivantes mille à douze cents cavaliers intrépides, qui, se précipitant à grands cris et de tout le galop de leurs chevaux,

Juillet 1798.

déchargeant leurs pistolets, puis tirant leurs redoutables sabres, vinrent se jeter sur le front des carrés. Trouvant partout une haie de baïonnettes et un feu terrible, ils flottaient autour des rangs français, tombaient devant eux, ou s'échappaient dans la plaine de toute la vitesse de leurs chevaux. Mourad, après avoir perdu deux ou trois cents de ses plus braves cavaliers, se retira pour gagner le sommet du Delta, et aller nous attendre à la hauteur du Caire, à la tête de toutes ses forces.

Ce combat suffit pour familiariser l'armée avec ce nouveau genre d'ennemis, et pour suggérer à Bonaparte la tactique qu'il fallait employer avec eux. On s'achemina sur le Caire. La flottille se tenait sur le Nil à la hauteur de l'armée. On marcha sans relâche pendant les jours suivants. Les soldats eurent de nouvelles souffrances à essuyer, mais ils longeaient le Nil, et pouvaient s'y baigner tous les soirs. La vue de l'ennemi leur avait rendu leur ardeur. « Ces soldats, déjà un peu dégoûtés des fatigues, comme il arrive toujours quand on a assez de gloire, je les trouvais, dit Bonaparte, toujours admirables au feu. » Pendant les marches, l'humeur revenait souvent, et après l'humeur les plaisanteries. Les savants commençaient à inspirer beaucoup de respect par le courage qu'on leur voyait déployer : Monge et Berthollet, sur la flottille, avaient montré à Chébreïss un courage hé-

Juillet 1798.

roïque. Les soldats, tout en faisant des plaisanteries, étaient pleins d'égards pour eux. Ne voyant pas paraître cette capitale du Caire, si vantée comme une des merveilles de l'Orient, ils disaient qu'elle n'existait pas, ou bien que ce serait, comme à Damanhour, une réunion de huttes. Ils disaient encore qu'on avait trompé ce pauvre général, qu'il s'était laissé déporter comme *un bon enfant*, lui et ses compagnons de gloire. Le soir, quand on s'était reposé, les soldats qui avaient lu ou entendu débiter les contes des Mille et une Nuits, les répétaient à leurs camarades, et on se promettait des palais magnifiques et resplendissants d'or. En attendant on était toujours privé de pain, non que le blé manquât, on en trouvait partout au contraire; mais on n'avait ni moulin ni four. On mangeait des lentilles, des pigeons, et un melon d'eau exquis, connu dans les pays méridionaux sous le nom de *pastèque*. Les soldats l'appelaient *sainte pastèque*.

Dispositions
de Mourad-Bey
pour livrer
bataille aux
Français.

On approchait du Caire, et là devait se livrer la bataille décisive. Mourad-Bey y avait réuni la plus grande partie de ses mameluks, dix mille à peu près. Ils étaient suivis par un nombre double de fellahs, auxquels on donnait des armes, et qu'on obligeait de se battre derrière les retranchements. Il avait rassemblé aussi quelques mille janissaires ou spahis, dépendants du pacha, qui, malgré la lettre de Bonaparte, s'était laissé entrai-

Juillet 1798

ner dans le parti de ses oppresseurs. Mourad-Bey avait fait des préparatifs de défense sur les bords du Nil. La grande capitale du Caire se trouve sur la rive droite du fleuve. C'était sur la rive opposée, c'est-à-dire sur la gauche, que Mourad-Bey avait placé son camp, dans une longue plaine qui s'étendait entre le Nil et les pyramides de Giseh, les plus hautes de l'Égypte. Voici quelles étaient ses dispositions. Un gros village, appelé Embabeh, était adossé au fleuve. Mourad-Bey y avait ordonné quelques travaux, conçus et exécutés avec l'ignorance turque. C'était un simple boyau qui environnait l'enceinte du village, et des batteries immobiles, dont les pièces, n'étant pas sur affût de campagne, ne pouvaient être déplacées. Tel était le camp retranché de Mourad. Il y avait placé ses vingt-quatre mille fellahs et janissaires, pour s'y battre avec l'opiniâtreté accoutumée des Turcs derrière les murailles. Ce village, retranché et appuyé au fleuve, formait sa droite. Ses mameluks, au nombre de dix mille cavaliers, s'étendaient dans la plaine entre le fleuve et les pyramides. Quelques mille cavaliers arabes, qui n'étaient les auxiliaires des mameluks que pour piller et massacrer dans le cas d'une victoire, remplissaient l'espace entre les pyramides et les mameluks. Le collègue de Mourad-Bey, Ibrahim, moins belliqueux et moins brave que lui, se tenait de l'autre côté du Nil, avec un

Juillet 1798.

millier de mameluks, avec ses femmes, ses esclaves et ses richesses, prêt à sortir du Caire et à se réfugier en Syrie si les Français étaient victorieux. Un nombre considérable de djermes couvraient le Nil, et portaient toutes les richesses des mameluks. Tel était l'ordre dans lequel les deux beys attendaient Bonaparte.

L'armée arrive
en vue
du Caire et des
Pyramides.

Le 3 thermidor (21 juillet), l'armée française se mit en marche avant le jour. Elle savait qu'elle allait apercevoir le Caire et rencontrer l'ennemi. A la pointe du jour elle découvrit enfin à sa gauche, au delà du fleuve, les hauts minarets de cette grande capitale, et à sa droite, dans le désert, les gigantesques pyramides dorées par le soleil. A la vue de ces monuments, elle s'arrêta comme saisie de curiosité et d'admiration. Le visage de Bonaparte était rayonnant d'enthousiasme ; il se mit à galoper devant les rangs des soldats, et leur montrant les pyramides : *Songez, s'écria-t-il, songez que du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplant.* On s'avança d'un pas rapide. On voyait, en s'approchant, s'élever les minarets du Caire, on voyait grandir les pyramides, on voyait fourmiller la multitude qui gardait Embabeh, on voyait étinceler les armes de ces dix mille cavaliers, brillants d'or et d'acier, et formant une ligne immense. Bonaparte fit aussitôt ses dispositions. L'armée, comme à Chébreïss, était partagée en

cinquedivisions. Les divisions Desaix et Reynier formaient la droite, vers le désert ; la division Dugua formait le centre ; les divisions Menou et Bon formaient la gauche, le long du Nil. Bonaparte, qui, depuis le combat de Chébreïss, avait jugé le terrain, et l'ennemi fit ses dispositions en conséquence. Chaque division formait un carré ; chaque carré était sur six rangs. Derrière étaient les compagnies de grenadiers en pelotons, prêtes à renforcer les points d'attaque. L'artillerie était aux angles, les bagages et les généraux au centre. Ces carrés étaient mouvants. Quand ils étaient en marche, deux côtés marchaient sur le flanc. Quand ils étaient chargés, ils devaient s'arrêter pour faire front sur toutes les faces. Puis quand ils voulaient enlever une position, les premiers rangs devaient se détacher pour former des colonnes d'attaque, et les autres devaient rester en arrière, formant toujours le carré, mais sur trois hommes de profondeur seulement, et prêts à recueillir les colonnes d'attaque. Telles étaient les dispositions ordonnées par Bonaparte. Il craignait que ses impétueux soldats d'Italie, habitués à marcher au pas de charge, n'eussent de la peine à se résigner à cette froide et impassible immobilité des murailles. Il avait eu soin de les y préparer. Ordre était donné surtout de ne pas se hâter de tirer, d'attendre froidement l'ennemi, et de ne faire feu qu'à bout portant.

Juillet 179

Disposition
de batail
prises
par Bonapa

Juillet 1798.

Bataille
des Pyramides
livrée
le 21 juillet.

On s'avança presque à la portée du canon (*Voir la carte n° 29.*) Bonaparte, qui était dans le carré du centre, formé par la division Dugua, s'assura, avec une lunette, de l'état du camp d'Embabeh. Il vit que l'artillerie du camp, n'étant pas sur affût de campagne, ne pourrait pas se porter dans la plaine, et que l'ennemi ne sortirait pas des retranchements. C'est sur cette prévision qu'il basa ses mouvements. Il résolut d'appuyer avec ses divisions sur la droite, c'est-à-dire sur le corps des mameluks, en circulant hors de la portée du canon d'Embabeh. Son intention était de séparer les mameluks du camp retranché, de les envelopper, de les pousser dans le Nil, et de n'attaquer Embabeh qu'après s'être défait d'eux. Il ne devait pas lui être difficile de venir à bout de la multitude qui fourmillait dans ce camp, après avoir détruit les mameluks.

Sur-le-champ il donna le signal. Desaix, qui formait l'extrême droite, se mit le premier en marche. Après lui venait le carré de Reynier, puis celui de Dugua, où était Bonaparte. Les deux autres circulaient autour d'Embabeh, hors de la portée du canon. Mourad-Bey, qui, quoiqu'il n'eût aucune instruction, était doué d'un grand caractère et d'un coup d'œil pénétrant, devina sur-le-champ l'intention de son adversaire, et résolut de charger pendant ce mouvement décisif. Il laissa deux mille mameluks pour appuyer Embabeh, puis se précipita avec le reste

Juillet 1798.

sur les deux carrés de droite. Celui de Desaix, engagé dans les palmiers, n'était pas encore formé, lorsque les premiers cavaliers l'abordèrent. Mais il se forma sur-le-champ, et fut prêt à recevoir la charge. C'est une masse énorme que celle de huit mille cavaliers galopant à la fois dans une plaine. Ils se précipitèrent avec une impétuosité extraordinaire sur la division Desaix. Nos braves soldats, devenus aussi froids qu'ils avaient été fougueux jadis, les attendirent avec calme, et les reçurent, à bout portant, avec un feu terrible de mousqueterie et de mitraille. Arrêtés par le feu, ces innombrables cavaliers flottaient le long des rangs, et galopaient autour de la citadelle enflammée. Quelques-uns des plus braves se précipitèrent sur les baïonnettes, puis, retournant leurs chevaux et les renversant sur nos fantassins, parvinrent à faire brèche, et trente ou quarante vinrent expirer aux pieds de Desaix, au centre même du carré. La masse, tournant bride, se jeta du carré de Desaix sur celui de Reynier, qui venait après. Accueillie par le même feu, elle revint vers le point d'où elle était partie ; mais elle trouva sur ses derrières la division Dugua, que Bonaparte avait portée vers le Nil, et fut jetée dans une déroute complète. Alors la fuite se fit en désordre. Une partie des fuyards s'échappa vers notre droite, du côté des pyramides ; une autre, passant sous le feu de

Juillet 1798.

Fuite
des Égyptiens.

Dugua, alla se jeter dans Embabeh, où elle porta la confusion. Dès cet instant, le trouble commença à se mettre dans le camp retranché. Bonaparte, s'en apercevant, ordonna à ses deux divisions de gauche de s'approcher d'Embabeh pour s'en emparer. Bon et Menou s'avancèrent sur le feu des retranchements, et, arrivés à une certaine distance, firent halte. Les carrés se dédoublèrent ; les premiers rangs se formèrent en colonne d'attaque, tandis que les autres restèrent en carré, figurant toujours de véritables citadelles. Mais au même instant les mameluks, tant ceux que Mourad avait laissés à Embabeh, que ceux qui s'y étaient réfugiés, voulurent nous prévenir. Ils fondirent sur nos colonnes d'attaque, tandis qu'elles étaient en marche. Mais celles-ci, s'arrêtant sur-le-champ, et se formant en carré avec une merveilleuse rapidité, les reçurent avec fermeté, et en abattirent un grand nombre. Les uns se rejetèrent dans Embabeh, où le désordre devint extrême ; les autres, fuyant dans la plaine, entre le Nil et notre droite, furent fusillés ou poussés dans le fleuve. Les colonnes d'attaque abordèrent vivement Embabeh, s'en emparèrent, et jetèrent dans le Nil la multitude des fellahs et des janissaires. Beaucoup se noyèrent ; mais comme les Égyptiens sont excellents nageurs, le plus grand nombre d'entre eux parvint à se sauver. La journée était finie. Les Arabes, qui étaient près des pyra-

mides et qui attendaient la victoire, s'enfoncèrent dans le désert. Mourad, avec les débris de sa cavalerie, et le visage tout sanglant, se retira vers la haute Égypte. Ibrahim, qui de l'autre rive contemplait ce désastre, s'enfonça vers Belbeys, pour se retirer en Syrie. Les mameluks mirent aussitôt le feu aux djerms qui portaient leurs richesses. Cette proie nous échappa, et nos soldats virent pendant toute la nuit des flammes dévorer un riche butin.

—
Juillet 1798.

Bonaparte plaça son quartier général à Giseh, sur les bords du Nil, où Mourad-Bey avait une superbe habitation. On trouva, soit à Giseh, soit à Embabeh, des provisions considérables, et nos soldats purent se dédommager de leurs longues privations. Ils trouvèrent des vignes couvertes de magnifiques raisins dans les jardins de Giseh, et les eurent bientôt vendangées. Mais ils firent sur le champ de bataille un butin d'une autre espèce : c'étaient des châles magnifiques, de belles armes, des chevaux et des bourses qui renfermaient jusqu'à deux ou trois cents pièces d'or ; car les mameluks portaient toutes leurs richesses avec eux. Ils passèrent la soirée, la nuit et le lendemain à recueillir des dépouilles. Cinq à six cents mameluks avaient été tués. Plus de mille étaient noyés dans le Nil. Les soldats se mirent à les pêcher pour les dépouiller, et employèrent plusieurs jours encore à ce genre de recherche.

Butin fait par
les Français.

Juillet 1798.

La bataille nous avait à peine coûté une centaine de morts ou blessés; car si la défaite est terrible pour des carrés enfoncés, la perte est nulle pour des carrés victorieux. Les mameluks avaient perdu leurs meilleurs cavaliers par le feu ou par les flots. Leurs forces étaient dispersées, et la possession du Caire nous était assurée. Cette capitale était dans un désordre extraordinaire. Elle renferme plus de trois cent mille habitants, et elle est remplie d'une populace féroce et abrutie, qui se livrait à tous les excès, et voulait profiter du tumulte pour piller les riches palais des beys. Malheureusement la flottille française n'avait pas encore remonté le Nil, et nous n'avions pas le moyen de le traverser pour aller prendre possession du Caire. Quelques négociants français qui s'y trouvaient furent envoyés à Bonaparte par les cheiks, pour convenir de l'occupation de la ville. Il se procura quelques djermes pour envoyer un détachement qui rétablît la tranquillité et mît les personnes et les propriétés à l'abri des fureurs de la populace. Il entra le surlendemain dans le Caire, et alla prendre possession du palais de Mourad-Bey.

Bonaparte
obtient
des grands
cheiks
une déclaration
en faveur
des Français.

A peine fut-il établi au Caire, qu'il se hâta d'employer la politique qu'il avait déjà suivie à Alexandrie, et qui devait lui attacher le pays. Il visita les principaux cheiks, les flatta, leur fit espérer le rétablissement de la domination arabe,

leur promit la conservation de leur culte et de leurs coutumes, et réussit complètement à les gagner par un mélange de caresses adroites et de paroles imposantes, empreintes d'une grandeur orientale. L'essentiel était d'obtenir des cheiks de la mosquée de Jemil-Azar une déclaration en faveur des Français. C'était comme un bref du pape chez les chrétiens. Bonaparte y déploya tout ce qu'il avait d'adresse, et il y réussit complètement. Les grands cheiks firent la déclaration désirée, et engagèrent les Égyptiens à se soumettre à l'envoyé de Dieu, qui respectait le Prophète, et qui venait venger ses enfants de la tyrannie des mameluks. Bonaparte établit au Caire un divan, comme il avait fait à Alexandrie, composé des principaux cheiks et des plus notables habitants. Ce divan ou conseil municipal devait lui servir à gagner l'esprit des Égyptiens, en les consultant, et à s'instruire par eux de tous les détails de l'administration intérieure. Il fut convenu que dans toutes les provinces il en serait établi de pareils, et que ces divans particuliers enverraient des députés au divan du Caire, qui serait ainsi le grand divan national.

Bonaparte résolut de laisser exercer la justice par les cadis. Dans son projet de succéder aux droits des mameluks, il saisit leurs propriétés, et fit continuer au profit de l'armée française la perception des droits précédemment établis. Pour cela

Juillet 1798.

Grand divan
institué
par Bonaparte.

Août 1798.

il fallait avoir les Cophtes à sa disposition. Il ne négligea rien pour se les attacher en leur faisant espérer une amélioration dans leur sort. Il fit partir des généraux avec des détachements, pour redescendre le Nil, et aller achever l'occupation du Delta, qu'on n'avait fait que traverser. Il en envoya vers le Nil supérieur pour prendre possession de l'Égypte moyenne. Desaix fut placé avec sa division à l'entrée de la haute Égypte, dont il devait faire la conquête sur Mourad-Bey, dès que les eaux du Nil baisseraient avec l'automne. Chacun des généraux, muni d'instructions détaillées, devait répéter dans tout le pays ce qui avait été fait à Alexandrie et au Caire. Ils devaient s'entourer des cheiks, capter les Cophtes, et établir la perception des impôts pour fournir aux besoins de l'armée.

Soins pris
par Bonaparte
pour le
bien-être des
soldats.

Bonaparte s'occupa ensuite du bien-être et de la santé des soldats. L'Égypte commençait à leur plaire : ils y trouvaient le repos, l'abondance, un climat sain et pur. Ils s'habituèrent aux mœurs singulières du pays, et en faisaient un sujet continuel de plaisanteries. Mais, devinant l'intention du général avec leur sagacité accoutumée, ils jouaient aussi le respect pour le Prophète et riaient avec lui du rôle que la politique les obligeait à jouer. Bonaparte fit construire des fours pour qu'ils eussent du pain. Il les logea dans les

bonnes habitations des mameluks, et leurs recommanda surtout de respecter les femmes. Ils avaient trouvé en Égypte des ânes superbes et en grand nombre. C'était un grand plaisir pour eux de se faire porter dans les environs et de galoper sur ces animaux à travers les campagnes. Leur vivacité causa quelques accidents aux graves habitants du Caire. Il fallut défendre de traverser les rues trop vite. La cavalerie était montée sur les plus beaux chevaux du monde, c'est-à-dire sur les chevaux arabes enlevés aux mameluks.

Août 1798.

Bonaparte s'occupa aussi de maintenir les relations avec les contrées voisines, afin de conserver et de s'approprier le riche commerce de l'Égypte. Il nomma lui-même l'émir-haggi. C'est un officier choisi annuellement au Caire pour protéger la grande caravane de la Mecque. Il écrivit à tous les consuls français sur la côte de Barbarie, pour avertir les deys que l'émir-haggi était nommé, et que les caravanes pouvaient partir. Il fit écrire par les cheiks au chérif de la Mecque, que les pèlerins seraient protégés, et que les caravanes trouveraient sûreté et protection. Le pacha du Caire avait suivi Ibrahim-Bey à Belbeys. Bonaparte lui écrivit, ainsi qu'aux divers pachas de Saint-Jean-d'Acre et de Damas, pour les assurer des bonnes dispositions des Français envers la Sublime-Porte. Ces dernières précautions étaient malheureusement inutiles, et

Efforts
de Bonaparte
pour maintenir
les relations
commerciales.

— Août 1798.

les officiers de la Porte se persuadaient difficilement que les Français, qui venaient envahir une des plus riches provinces de leur souverain, fussent réellement ses amis.

Les Arabes étaient frappés du caractère du jeune conquérant. Ils ne comprenaient pas qu'un mortel qui lançait la foudre fut aussi clément. Ils l'appelaient le digne enfant du Prophète, le favori du grand *Allah* ; ils avaient chanté dans la grande mosquée la litanie suivante :

Litanie chantée
par les Arabes
pour célébrer
les victoires des
Français.

« Le grand *Allah* n'est plus irrité contre nous !

« Il a oublié nos fautes, assez punies par la longue
« oppression des mameluks ! Chantons les miséri-
« cordes du grand *Allah* !

« Quel est celui qui a sauvé des dangers de la
« mer et de la fureur de ses ennemis *le Favori de la*
« *victoire* ? Quel est celui qui a conduit sains et saufs
« sur les rives du Nil *les braves de l'Occident* ?

« C'est le grand *Allah*, le grand *Allah* qui n'est
« plus irrité contre nous. Chantons les miséricor-
« des du grand *Allah* !

« Les beys mameluks avaient mis leur confiance
« dans leurs chevaux ; les beys mameluks avaient
« rangé leur infanterie en bataille.

« Mais *le Favori de la victoire*, à la tête *des braves*
« *de l'Occident*, a détruit l'infanterie et les chevaux
« des mameluks.

« De même que les vapeurs qui s'élèvent le ma-

« tin du Nil sont dissipées par les rayons du soleil,
« de même l'armée des mameluks a été dissipée
« par les *braves de l'Occident*, parce que le grand
« *Allah* est actuellement irrité contre les mameluks,
« parce que les *braves de l'Occident* sont la prunelle
« droite du grand *Allah*. »

Août 1798.

Bonaparte voulut, pour entrer davantage dans les mœurs des Arabes, prendre part à leurs fêtes. Il assista à celle du Nil, qui est une des plus grandes d'Égypte. Ce fleuve est le bienfaiteur de la contrée : aussi est-il en grande vénération chez les habitants, et il est l'objet d'une espèce de culte. Pendant l'inondation, il s'introduit au Caire par un grand canal ; une digue lui interdit l'entrée de ce canal, jusqu'à ce qu'il soit parvenu à une certaine hauteur ; alors on la coupe, et le jour destiné à cette opération est un jour de réjouissance. On déclare la hauteur à laquelle le fleuve est parvenu, et quand on espère une grande inondation, la joie est générale, car c'est un présage d'abondance. C'est le 18 août (1^{er} fructidor) que cette espèce de fête se célèbre. Bonaparte avait fait prendre les armes à toute l'armée, et l'avait rangée sur les bords du canal. Un peuple immense était accouru, et voyait avec joie les *braves de l'Occident* assister à ses réjouissances. Bonaparte, à la tête de son état-major, accompagnait les principales autorités du pays. D'abord un cheik déclara la hauteur à laquelle

Bonaparte
assiste
aux fêtes des
Arabes.

— Août 1798.

était parvenu le Nil ; elle était de vingt-cinq pieds, ce qui causa une grande joie. On travailla ensuite à couper la digue. Toute l'artillerie française retentit à la fois au moment où les eaux du fleuve se précipitèrent. Suivant l'usage, une foule de barques s'élancèrent dans le canal pour obtenir le prix destiné à celle qui parviendrait à y entrer la première. Bonaparte donna le prix lui-même. Une foule d'hommes et d'enfants se plongeaient dans les eaux du Nil, attachant à ce bain des propriétés bienfaisantes. Des femmes y jetaient des cheveux et des pièces d'étoffe. Bonaparte fit ensuite illuminer la ville, et la journée s'acheva dans les festins. La fête du Prophète ne fut pas célébrée avec moins de pompe : Bonaparte se rendit à la grande mosquée, s'assit sur des coussins, les jambes croisées comme les cheiks, dit avec eux les litanies du Prophète, en balançant le haut de son corps et agitant sa tête. Il édifia tout le saint collège par sa piété. Il assista ensuite au repas donné par le grand cheik, élu dans la journée.

Création
de l'Institut
d'Égypte.

C'est par tous ces moyens que le jeune général, aussi profond politique que grand capitaine, parvenait à s'attacher l'esprit du pays. Tandis qu'il en flattait momentanément les préjugés, il travaillait à y répandre un jour la science, par la création du célèbre Institut d'Égypte. Il réunit les savants et les artistes qu'il avait amenés, et les associant à quel-

Août 1798.

ques-uns de ses officiers les plus instruits, il en composa cet Institut, auquel il consacra des revenus et l'un des plus vastes palais du Caire. Les uns devaient s'occuper à faire une description exacte du pays, et en dresser la carte la plus détaillée ; les autres devaient en étudier les ruines et fournir de nouvelles lumières à l'histoire ; les autres devaient en étudier les productions, faire les observations utiles à la physique, à l'astronomie, à l'histoire naturelle ; les autres enfin devaient s'occuper à rechercher les améliorations qu'on pourrait apporter à l'existence des habitants par des machines, des canaux, des travaux sur le Nil, des procédés adaptés à ce sol si singulier et si différent de l'Europe. Si la fortune devait nous enlever un jour cette belle contrée, du moins elle ne pouvait nous enlever les conquêtes que la science y allait faire ; un monument se préparait qui devait honorer le génie et la constance de nos savants, autant que l'expédition honorait l'héroïsme de nos soldats.

Monge fut le premier qui obtint la présidence. Bonaparte ne fut que le second. Il proposa les questions suivantes : rechercher la meilleure construction des moulins à eau et à vent ; remplacer le houblon, qui manque en Égypte, dans la fabrication de la bière ; déterminer les lieux propres à la culture de la vigne ; chercher le meilleur moyen

Questions
soumises
à l'Institut
d'Égypte.

Août 1798.

pour procurer de l'eau à la citadelle du Caire ; creuser des puits dans les différents endroits du désert ; chercher les moyens de clarifier et de rafraîchir l'eau du Nil ; imaginer une manière d'utiliser les décombres dont la ville du Caire était embarrassée, ainsi que toutes les anciennes villes d'Égypte ; chercher les matières nécessaires pour la fabrication de la poudre en Égypte. On peut juger par ces questions de la tournure d'esprit du général. Sur-le-champ les ingénieurs, les dessinateurs, les savants se répandirent dans toutes les provinces pour commencer la description et la carte du pays. Tels étaient les soins de cette colonie naissante et la manière dont le fondateur en dirigeait les travaux.

La conquête des provinces de la basse et moyenne Égypte s'était faite sans peine, et n'avait coûté que quelques escarmouches avec les Arabes. Il avait suffi d'une marche forcée sur Belbeys pour rejeter Ibrahim-Bey en Syrie. Desaix attendait l'automne pour enlever la haute Égypte à Mourad-Bey, qui s'y était retiré avec les débris de son armée.

L'escadre française reste dans la rade d'Aboukir contrairement aux ordres de Bonaparte.

Mais, pendant ce temps, la fortune venait d'infliger à Bonaparte le plus redoutable de tous les revers. En quittant Alexandrie, il avait fortement recommandé à l'amiral Brueys de mettre son escadre à l'abri des Anglais, soit en la faisant entrer dans Alexandrie, soit en la dirigeant sur Corfou ;

Août 1798.

mais surtout de ne pas rester dans la rade d'Aboukir, car il valait mieux rencontrer l'ennemi à la voile, que de le recevoir à l'ancre. Une vive discussion s'était élevée sur la question de savoir si on pouvait faire entrer dans le port d'Alexandrie les vaisseaux de 80 et de 120 canons. Il n'y avait pas de doute pour les autres ; mais pour les deux de 80 et pour celui de 120, il fallait un allègement qui leur fît gagner trois pieds d'eau. Pour cela il était nécessaire de les désarmer ou de construire des demi-chameaux. L'amiral Brueys ne voulut pas faire entrer son escadre dans le port à cette condition. Il pensait qu'obligé à de pareilles précautions pour ses trois vaisseaux les plus forts, il ne pourrait jamais sortir du port en présence de l'ennemi, et qu'il pourrait ainsi être bloqué par une escadre très-inférieure en force ; il se décida à partir pour Corfou. Mais, étant fort attaché au général Bonaparte, il ne voulait pas mettre à la voile sans avoir des nouvelles de son entrée au Caire et de son établissement en Égypte. Le temps qu'il employa soit à faire sonder les passes d'Alexandrie, soit à attendre des nouvelles du Caire, le perdit, et amena un des plus funestes événements de la révolution et l'un de ceux qui, à cette époque, ont le plus influé sur les destinées du monde.

L'amiral Brueys s'était embossé dans la rade d'Aboukir. Cette rade est un demi-cercle très-régu-

— Août 1798.

lier. Nos treize vaisseaux formaient une ligne demi-circulaire parallèle au rivage. L'amiral, pour assurer sa ligne d'embossage, l'avait appuyée d'un côté vers une petite île, nommée l'îlot d'Aboukir. Il ne supposait pas qu'un vaisseau pût passer entre cet îlot et sa ligne pour la prendre par derrière ; et, dans cette croyance, il s'était contenté d'y placer une batterie de douze, seulement pour empêcher l'ennemi d'y débarquer. Il se croyait tellement inattaquable de ce côté, qu'il y avait placé ses plus mauvais vaisseaux. Il craignait davantage pour l'autre extrémité de son demi-cercle. De ce côté, il croyait possible que l'ennemi passât entre le rivage et sa ligne d'embossage ; aussi y avait-il mis ses vaisseaux les plus forts et les mieux commandés. De plus, il était rassuré par une circonstance importante, c'est que cette ligne étant au midi, et le vent venant du nord, l'ennemi qui voudrait attaquer par ce côté aurait le vent contraire, et ne s'exposerait pas sans doute à combattre avec un pareil désavantage.

Dans cette situation, protégé vers sa gauche par un îlot, qu'il croyait suffisant pour fermer la rade, et vers sa droite par ses meilleurs vaisseaux et par le vent, il attendit en sécurité les nouvelles qui devaient décider son départ.

Nelson, après avoir parcouru l'Archipel, après être retourné dans l'Adriatique, à Naples, en Si-

cile, avait obtenu enfin la certitude du débarquement des Français à Alexandrie. Il prit aussitôt cette direction, afin de joindre leur escadre et de la combattre. Il envoya une frégate pour la chercher et reconnaître sa position. Cette frégate l'ayant trouvée dans la rade d'Aboukir, put observer tout à l'aise notre ligne d'embossage. Si l'amiral, qui avait dans le port d'Alexandrie une multitude de frégates et de vaisseaux légers, avait eu la précaution d'en garder quelques-uns à la voile, il aurait pu tenir les Anglais toujours éloignés, les empêcher d'observer sa ligne, et être averti de leur approche. Malheureusement il n'en fit rien. La frégate anglaise, après avoir achevé sa reconnaissance, retourna vers Nelson, qui, étant informé de tous les détails de notre position, manœuvra aussitôt vers Aboukir. Il y arriva le 14 thermidor (1^{er} août), vers les six heures du soir. L'amiral Brueys était à dîner ; il fit aussitôt donner le signal du combat. Mais on s'attendait si peu à recevoir l'ennemi, que le branle-bas n'était fait sur aucun vaisseau, et qu'une partie des équipages était à terre. L'amiral envoya des officiers pour faire rembarquer les matelots et pour réunir une partie de ceux qui étaient sur les convois. Il ne croyait pas que Nelson osât l'attaquer le soir même, et il croyait avoir le temps de recevoir les renforts qu'il venait de demander.

Nelson résolut d'attaquer sur-le-champ, et de

Août 1798.

Nelson
découvre
l'escadre
française
dans la rade
d'Aboukir.

Août 1798.
Bataille navale
d'Aboukir
livrée
le 1^{er} août.

tenter une manœuvre audacieuse, de laquelle il espérait le succès de la bataille. Il voulait aborder notre ligne par la gauche, c'est-à-dire par l'îlot d'Aboukir, passer entre cet îlot et notre escadre, malgré les dangers des bas-fonds, et se placer ainsi entre le rivage et notre ligne d'embossage. (*Voir la carte n° 30.*) Cette manœuvre était périlleuse, mais l'intrépide Anglais n'hésita pas. Le nombre des vaisseaux était égal des deux côtés, c'est-à-dire de treize vaisseaux de haut bord. Nelson attaqua vers huit heures du soir. Sa manœuvre ne fut pas d'abord heureuse. *Le Culloden*, en voulant passer entre l'îlot d'Aboukir et notre ligne, échoua sur un bas-fond. *Le Goliath*, qui le suivait, fut plus heureux, et passa ; mais, poussé par le vent, il dépassa notre premier vaisseau, et ne put s'arrêter qu'à la hauteur du troisième. Les vaisseaux anglais *le Zélé*, *l'Audacieux*, *le Thésée*, *l'Orion*, suivirent le mouvement, et réussirent à se placer entre notre ligne et le rivage. Ils s'avancèrent jusqu'au *Tonnant*, qui était le huitième, et engagèrent ainsi notre gauche et notre centre. Leurs autres vaisseaux s'avancèrent par le dehors de la ligne et la mirent entre deux feux. Comme on ne s'attendait pas dans l'escadre française à être attaqué dans ce sens, les batteries du côté du rivage n'étaient pas encore dégagées, et nos deux premiers vaisseaux ne purent faire feu que d'un côté ; aussi l'un fut-il désemparé, et

Août 1798.

l'autre démâté. Mais au centre, où était *l'Orient*, vaisseau amiral, le feu fut terrible. *Le Bellérophon*, l'un des principaux vaisseaux de Nelson, fut dégradé, démâté et obligé d'amener. D'autres vaisseaux anglais, horriblement maltraités, furent obligés de s'éloigner du champ de bataille. L'amiral Brueys n'avait reçu qu'une partie de ses matelots ; cependant il se soutint avec avantage ; il espérait même, malgré le succès de la manœuvre de Nelson, remporter la victoire, si les ordres qu'il donnait en ce moment à sa droite étaient exécutés. Les Anglais n'avaient engagé le combat qu'avec la gauche et le centre ; notre droite, composée de nos cinq meilleurs vaisseaux, n'avait aucun ennemi devant elle. L'amiral Brueys lui faisait signal de mettre à la voile, et de se rabattre extérieurement sur la ligne de bataille ; cette manœuvre réussissant, les vaisseaux anglais qui nous attaquaient par le dehors auraient été pris entre deux feux ; mais les signaux ne furent pas aperçus. Dans un cas pareil, un lieutenant ne doit pas hésiter à courir au danger, et à voler au secours de son chef. Le contre-amiral Vilneuve, brave, mais irrésolu, demeura immobile, attendant toujours des ordres. Notre gauche et notre centre restèrent donc placés entre deux feux. Cependant l'amiral et ses capitaines faisaient des prodiges de bravoure, et soutenaient glorieusement l'honneur du pavillon. Nous avons perdu deux

Août 1798.

vaisseaux, les Anglais aussi en avaient perdu deux, dont l'un était échoué, et l'autre démâté ; notre feu était supérieur. L'infortuné Brueys fut blessé ; il ne voulut pas quitter le pont de son vaisseau : « Un amiral, dit-il, doit mourir en donnant des ordres. » Un boulet le tua sur son banc de quart. Vers onze heures, le feu prit au magnifique vaisseau *l'Orient*. Il sauta en l'air. Cette épouvantable explosion suspendit pour quelque temps cette lutte acharnée. Sans se laisser abattre, nos cinq vaisseaux engagés, *le Franklin*, *le Tonnant*, *le Peuple Souverain*, *le Spartiate*, *l'Aquilon*, soutinrent le feu toute la nuit. Il était temps encore pour notre droite de lever l'ancre, et de venir à leur secours. Nelson tremblait que cette manœuvre ne fût exécutée ; il était si maltraité qu'il n'aurait pu soutenir l'attaque. Cependant Villeneuve mit enfin à la voile, mais pour se retirer, et pour sauver son aile qu'il ne croyait pas pouvoir exposer avec avantage contre Nelson. Trois de ses vaisseaux se jetèrent à la côte ; il se sauva avec les deux autres et deux frégates, et fit voile vers Malte. Le combat avait duré plus de quinze heures. Tous les équipages attaqués avaient fait des prodiges de valeur. Le brave capitaine Du Petit-Thouars avait deux membres emportés ; il se fit apporter du tabac, resta sur son banc de quart, et, comme Brueys, attendit d'être emporté par un boulet de canon. Toute notre escadre, excepté les

vaisseaux et les deux frégates emmenés par Ville-neuve, fut détruite. Nelson était si maltraité qu'il ne put pas poursuivre les vaisseaux en fuite.

Août 1798.

Telle fut la célèbre bataille navale d'Aboukir, la plus désastreuse que la marine française eût encore soutenue, et celle dont les conséquences militaires devaient être les plus funestes. La flotte qui avait porté les Français en Égypte, qui pouvait les secourir ou les recruter, qui devait seconder leurs mouvements sur les côtes de Syrie, s'ils en avaient à exécuter, qui devait imposer à la Porte, la forcer à se payer de mauvaises raisons, et l'obliger à souffrir l'invasion de l'Égypte ; qui devait enfin, en cas de revers, ramener les Français dans leur patrie, cette flotte était détruite. Les vaisseaux des Français étaient brûlés, mais ils ne les avaient pas brûlés eux-mêmes, ce qui était bien différent pour l'effet moral. La nouvelle de ce désastre circula rapidement en Égypte, et causa un instant de désespoir à l'armée. Bonaparte reçut cette nouvelle avec un calme impassible. « Eh bien, dit-il, il faut mourir ici, ou en sortir grands comme les anciens. » Il écrivit à Kléber : « Ceci nous obligera à faire de plus grandes choses que nous n'en voulions faire. Il faut nous tenir prêts. » La grande âme de Kléber était digne de ce langage : « Oui, répondit Kléber, il faut faire de grandes choses ; *je prépare mes facultés.* » Le courage de ces grands hommes soutint l'armée,

Résolution
montrée
par Bonaparte
à la nouvelle
du désastre
de la flotte.

Septembre 1798.

et en rétablit le moral. Bonaparte chercha à distraire ses soldats par différentes expéditions, et leur fit bientôt oublier ce désastre. A la fête de la fondation de la république, célébrée le 1^{er} vendémiaire, il voulut encore exalter leur imagination ; il fit graver sur la colonne de Pompée le nom des quarante premiers soldats morts en Égypte. C'étaient les quarante qui avaient succombé en attaquant Alexandrie. Ces quarante noms, sortis des villages de France, étaient ainsi associés à l'immortalité de Pompée et d'Alexandre. Il adressa à son armée cette singulière et grande allocution, où était retracée sa merveilleuse histoire :

« SOLDATS !

Proclamation
adressée
à l'armée
à la fête du
1^{er} vendémiaire.

« Nous célébrons le premier jour de l'an VII de
« la République.

« Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple fran-
« çais était menacée ; mais vous prîtes Toulon, ce
« fut le présage de la ruine de vos ennemis.

« Un an après, vous battiez les Autrichiens à
« Dégo.

« L'année suivante, vous étiez sur le sommet des
« Alpes.

« Vous luttiez contre Mantoue, il y a deux ans,
« et vous remportiez la célèbre victoire de Saint-
« Georges.

« L'an passé, vous étiez aux sources de la Drave
« et de l'Izonzo, de retour de l'Allemagne.

Septembre 1789.

« Qui eût dit alors que vous seriez aujourd'hui
« sur les bords du Nil, au centre de l'ancien conti-
« nent ?

« Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le
« commerce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin,
« vous fixez les regards du monde.

« Soldats, votre destinée est belle, parce que
« vous êtes dignes de ce que vous avez fait, et de
« l'opinion qu'on a de vous. Vous mourrez avec
« honneur comme les braves dont les noms sont
« inscrits sur cette pyramide, ou vous retournerez
« dans votre patrie couverts de lauriers et de l'ad-
« miration de tous les peuples.

« Depuis cinq mois que nous sommes éloignés
« de l'Europe, nous avons été l'objet perpétuel des
« sollicitudes de nos compatriotes. Dans ce jour,
« quarante millions de citoyens célèbrent l'ère des
« gouvernements représentatifs, quarante millions
« de citoyens pensent à vous ; tous disent : C'est à
« leurs travaux, à leur sang, que nous devons la
« paix générale, le repos, la prospérité du com-
« merce et les bienfaits de la liberté civile. »

LIVRE XL

COALITION DE 1799.

Effets de l'expédition d'Égypte en Europe. — Conséquences funestes de la bataille navale d'Aboukir. — Déclaration de guerre de la Porte. — Efforts de l'Angleterre pour former une nouvelle coalition. — Conférences avec l'Autriche à Seltz. Progrès des négociations de Rastadt. — Nouvelles commotions en Hollande, en Suisse et dans les républiques italiennes. Changement de la Constitution cisalpine; grands embarras du Directoire à ce sujet. — Situation intérieure. Une nouvelle opposition se prononce dans les conseils. — Disposition générale à la guerre. Loi sur la conscription. — Finances de l'an VII. — Reprise des hostilités. Invasion des Etats romains par l'armée napolitaine. — Conquête du royaume de Naples par le général Championnet. — Abdication du roi de Piémont. — Etat de l'administration de la république et des armées au commencement de 1799. — Préparatifs militaires. — Levée de 200 mille conscrits. — Moyens et plans de guerre du Directoire et des puissances coalisées. — Déclaration de guerre de l'Autriche. — Ouverture de la campagne de 1799. — Invasion des Grisons. — Combat de Pfullendorf. — Bataille de Stokach. — Retraite de Jourdan. — Opérations militaires en Italie. — Bataille de Magnano; retraite de Schérer. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt.

Effets
de l'expédition
d'Égypte
en Europe.

L'expédition d'Égypte resta un mystère en Europe longtemps encore après le départ de notre flotte. La prise de Malte commença à fixer les conjectures. Cette place, réputée imprenable et enlevée en passant, jeta sur les argonautes français un éclat extraordinaire. Le débarquement en Égypte, l'occupation d'Alexandrie, la bataille des Pyramides,

frappèrent toutes les imaginations en France et en Europe. Le nom de Bonaparte, qui avait paru si grand quand il arrivait des Alpes, produisit un effet plus singulier et plus étonnant encore arrivant des contrées lointaines de l'Orient. Bonaparte et l'Égypte étaient le sujet de toutes les conversations. Ce n'était rien que les projets exécutés ; on en supposait de plus gigantesques encore. Bonaparte allait, disait-on, traverser la Syrie et l'Arabie, et se jeter sur Constantinople ou sur l'Inde.

Septembre 1799.

La malheureuse bataille d'Aboukir vint non pas détruire le prestige de l'entreprise, mais réveiller toutes les espérances des ennemis de la France, et hâter le succès de leurs trames. L'Angleterre, qui était extrêmement alarmée pour sa puissance commerciale, et qui n'attendait que le moment favorable pour tourner contre nous de nouveaux ennemis, avait rempli Constantinople de ses intrigues. Le Grand Seigneur n'était pas fâché de voir punir les mameluks, mais il ne voulait pas perdre l'Égypte. M. de Talleyrand, qui avait dû se rendre auprès du divan pour lui faire agréer des satisfactions, n'était point parti. Les agents de l'Angleterre eurent le champ libre ; ils persuadèrent à la Porte que l'ambition de la France était insatiable ; qu'après avoir troublé l'Europe, elle voulait bouleverser l'Orient, et qu'au mépris d'une antique alliance, elle venait envahir la plus riche province de l'empire turc. Ces

Conséquences
funestes
de la bataille
navale
d'Aboukir.

Septembre 1798.

Déclaration
de guerre
de la Porte
à la France.

suggestions et l'or répandu dans le divan n'auraient pas suffi pour le décider, si la belle flotte de Brueys avait pu venir canonner les Dardanelles ; mais la bataille d'Aboukir priva les Français de tout leur ascendant dans le Levant, et donna à l'Angleterre une prépondérance décidée. La Porte déclara solennellement la guerre à la France¹, et, pour une province perdue depuis longtemps, se brouilla avec son amie naturelle, et se lia avec ses ennemis les plus redoutables, la Russie et l'Angleterre. Le sultan ordonna la réunion d'une armée, pour aller reconquérir l'Égypte. Cette circonstance rendait singulièrement difficile la position des Français. Séparés de la France, et privés de tout secours par les flottes victorieuses des Anglais, ils étaient exposés en outre à voir fondre sur eux toutes les hordes de l'Orient. Ils n'étaient que trente mille environ pour lutter contre tant de périls.

Honneurs
rendus à Nelson
par la cour
de Naples.

Nelson victorieux vint à Naples radoubier son escadre abîmée, et recevoir les honneurs du triomphe. Malgré les traités qui liaient la cour de Naples à la France, et qui lui interdisaient de fournir aucun secours à nos ennemis, tous les ports et tous les chantiers de la Sicile furent ouverts à Nelson. Lui-même fut accueilli avec des honneurs extraordinaires. Le roi et la reine vinrent le recevoir à l'entrée

1. 18 fructidor an vi (4 septembre).

du port, et l'appelèrent le héros libérateur de la Méditerranée. On se mit à dire que le triomphe de Nelson devait être le signal du réveil général, que les puissances devaient profiter du moment où la plus redoutable armée de la France et son plus grand capitaine étaient enfermés en Égypte, pour marcher contre elle, et refouler dans son sein ses soldats et ses principes. Les suggestions furent extrêmement actives auprès de toutes les cours. On écrivit en Toscane et en Piémont, pour réveiller leur haine jusqu'ici déguisée. C'était le moment, disait-on, de seconder la cour de Naples, de se liguier contre l'ennemi commun, de se soulever tous à la fois sur les derrières des Français, et de les égorger d'un bout à l'autre de la Péninsule. On dit à l'Autriche qu'elle devait profiter du moment où les puissances italiennes prendraient les Français par derrière, pour les attaquer par devant et leur enlever l'Italie. La chose devait être facile, car Bonaparte et sa terrible armée n'étaient plus sur l'Adige. On s'adressa à l'Empire dépouillé d'une partie de ses États, et réduit à céder la rive gauche du Rhin ; on chercha à tirer la Prusse de sa neutralité ; enfin on employa auprès de Paul I^{er} les moyens qui pouvaient agir sur son esprit malade et le décider à fournir les secours si longtemps et si vainement promis par Catherine.

Ces suggestions ne pouvaient manquer d'être

Septembre 1798.

Suggestions
contre la France
employées
auprès de toutes
les cours.

Septembre 1798.

La Russie
prête à faire
marcher
ses armées
contre
la France.

bien accueillies auprès de toutes les cours ; mais toutes n'étaient pas en mesure d'y céder. Les plus voisines de la France étaient les plus irritées et les plus disposées à refouler la révolution ; mais par cela seul qu'elles étaient plus rapprochées du colosse républicain, elles étaient condamnées aussi à plus de réserve et de prudence, avant d'entrer en lutte avec lui. La Russie, la plus éloignée de la France, la moins exposée à ses vengeances, soit par son éloignement, soit par l'état moral de ses peuples, était la plus facile à décider. Catherine, dont la politique habile avait tendu toujours à compliquer la situation de l'Occident, soit pour avoir le prétexte d'y intervenir, soit pour avoir le temps de faire en Pologne ce qu'elle voulait, Catherine n'avait pas emporté sa politique avec elle. Cette politique est innée dans le cabinet russe ; elle vient de sa position même : elle peut changer de procédés ou de moyens, suivant que le souverain est astucieux ou violent ; mais elle tend toujours au même but, par un penchant irrésistible. L'habile Catherine s'était contentée de donner des espérances et des secours aux émigrés ; elle avait prêché la croisade sans envoyer un soldat. Son successeur allait suivre le même but, mais avec son caractère. Ce prince violent et presque insensé, mais du reste assez généreux, avait d'abord paru s'écarter de la politique de Catherine, et refusé

d'exécuter le traité d'alliance conclu avec l'Angleterre et l'Autriche ; mais après cette déviation d'un moment, il était bientôt revenu à la politique de son cabinet. On le vit donner asile au prétendant et prendre les émigrés à sa solde, après le traité de Campo-Formio. On lui persuada qu'il devait se faire le chef de la noblesse européenne menacée par les démagogues. La démarche de l'ordre de Malte, qui le prit pour son protecteur, contribua à exalter sa tête, et il embrassa l'idée qu'on lui proposait, avec la mobilité et l'ardeur des princes russes. Il offrit sa protection à l'Empire, et voulut se porter garant de son intégrité. La prise de Malte le remplit de colère, et il offrit la coopération de ses armées contre la France. L'Angleterre triomphait donc à Saint-Petersbourg comme à Constantinople, et elle allait faire marcher d'accord des ennemis jusque-là irréconciliables.

Le même zèle ne régnait pas partout. La Prusse se trouvait trop bien de sa neutralité et de l'épuisement de l'Autriche pour vouloir intervenir dans la lutte des deux systèmes. Elle veillait seulement à ses frontières du côté de la Hollande et de la France, pour empêcher la contagion révolutionnaire. Elle avait rangé ses armées de manière à former une espèce de cordon sanitaire. L'Empire, qui avait appris à ses dépens à connaître la puissance de la France, et qui était exposé à devenir

Septembre 1798.

Neutralité
de la Prusse.

Vœux
de l'Empire
pour la paix.

Septembre 1798.

Hésitations
des puissances
italiennes
et de l'Autriche.

toujours le théâtre de la guerre, souhaitait la paix. Les princes dépossédés eux-mêmes la souhaitaient aussi, parce qu'ils étaient assurés de trouver des indemnités sur la rive droite ; les princes ecclésiastiques seuls, menacés de la sécularisation, désiraient la guerre. Les puissances italiennes du Piémont et de la Toscane ne demandaient pas mieux qu'une occasion, mais elles tremblaient sous la main de fer de la république française. Elles attendaient que Naples ou l'Autriche leur donnât le signal. Quant à l'Autriche, quoiqu'elle fût la mieux disposée des cours formant la coalition monarchique, elle hésitait cependant avec sa lenteur ordinaire à prendre un parti, et surtout elle craignait pour ses peuples déjà très-épuisés par la guerre. La France lui avait opposé deux républiques nouvelles, la Suisse et Rome, l'une sur ses flancs, l'autre en Italie, ce qui l'irritait fort et la disposait tout à fait à rentrer en lutte ; mais elle aurait passé par-dessus ces nouveaux envahissements de la coalition républicaine, si on l'avait dédommée par quelques conquêtes. C'est pour ce but qu'elle avait proposé des conférences à Seltz. Ces conférences devaient avoir lieu dans l'été de 1798, non loin du congrès de Rastadt, et concurremment avec ce congrès. De leur résultat dépendaient la détermination de l'Autriche et le succès des efforts tentés pour former une nouvelle coalition.

François (de Neufchâteau) était l'envoyé choisi par la France. C'est pour ce motif qu'on avait désigné la petite ville de Seltz, à cause de sa situation sur les bords du Rhin, non loin de Rastadt, mais sur la rive gauche. Cette dernière condition était nécessaire, parce que la Constitution défendait au directeur sortant de s'éloigner de France avant un délai fixé. M. de Cobentzel avait été envoyé par l'Autriche. Dès les premiers moments on put voir les dispositions de cette puissance. Elle voulait être dédommée, par des extensions de territoire, des conquêtes que le système républicain avait faites en Suisse et en Italie. La France voulait avant tout qu'on s'entendît sur les événements de Vienne, et que des satisfactions fussent accordées pour l'insulte faite à Bernadotte. Mais l'Autriche évitait de s'expliquer sur ce point et ajournait toujours cette partie de la négociation. Le négociateur français y revenait sans cesse ; du reste, il avait l'ordre de se contenter de la moindre satisfaction. La France aurait voulu que le ministre Thugut, disgracié en apparence, le fût réellement, et qu'une simple démarche, la plus insignifiante du monde, fût faite auprès de Bernadotte, pour réparer l'outrage qu'il avait reçu. M. de Cobentzel se contenta de dire que sa cour désapprouvait ce qui s'était passé à Vienne, mais il ne convint d'aucune satisfaction, et il continua d'insister sur les extensions de terri-

Septembre 1798.

Conférence
avec l'Autriche
à Seltz.

Septembre 1798.

toire qu'il réclamait. Il était clair que les satisfactions d'amour-propre ne seraient accordées qu'autant que celles d'ambition auraient été obtenues. L'Autriche disait que l'institution des deux républiques romaine et helvétique, et l'influence évidente exercée sur les républiques cisalpine, ligurienne et batave, étaient des violations du traité de Campo-Formio, et une altération dangereuse de l'état de l'Europe ; elle soutenait qu'il fallait que la France accordât des dédommagements, si elle voulait qu'on lui pardonnât ses dernières usurpations ; et pour dédommagement le négociateur autrichien demandait de nouvelles provinces en Italie. Il voulait que la ligne de l'Adige fût portée plus loin, et que les possessions autrichiennes s'étendissent jusqu'à l'Adda et au Pô, c'est-à-dire que l'on donnât à l'Empereur une grande moitié de la république cisalpine. M. de Cobentzel proposait de dédommager la république cisalpine avec une partie du Piémont ; le surplus de ce royaume aurait été donné à l'archiduc de Toscane ; et le roi de Piémont aurait reçu en dédommagement les États de l'Église. Ainsi, au prix d'un agrandissement pour lui en Lombardie, et pour sa famille en Toscane, l'Empereur aurait sanctionné l'institution de la république helvétique, le renversement du pape et le démembrement de la monarchie du Piémont. La France ne pouvait consentir à ces propositions par une foule

de raisons. D'abord elle ne pouvait démembrer la Cisalpine à peine formée, et replacer sous le joug autrichien des provinces qu'elle avait affranchies, et auxquelles elle avait promis et fait payer la liberté; enfin elle avait, l'année précédente, conclu un traité avec le roi de Piémont, par lequel elle lui garantissait ses États. Cette garantie était surtout stipulée contre l'Autriche. La France ne pouvait donc pas sacrifier le Piémont. Aussi François (de Neufchâteau) ne put-il adhérer aux propositions de M. de Cobentzel. On se sépara sans avoir rien conclu. Aucune satisfaction n'était accordée pour l'événement de Vienne. M. de Degelmann, qui devait être envoyé à Paris comme ambassadeur, n'y vint pas, et on déclara que les deux cabinets continueraient de correspondre par leurs ministres au congrès de Rastadt. Cette séparation fut généralement prise pour une espèce de rupture.

Les résolutions de l'Autriche furent évidemment fixées dès cet instant; mais, avant de recommencer les hostilités avec la France, elle voulait s'assurer le concours des principales puissances de l'Europe. M. de Cobentzel partit pour Berlin, et dut se rendre de Berlin à Saint-Pétersbourg. Le but de ces courses était de contribuer avec l'Angleterre à former la nouvelle coalition. L'empereur de Russie avait envoyé à Berlin l'un des plus importants personnages de son empire, le prince Repnin. M. de Cobentzel

 Septembre 1798.

Rupture
des conférences
de Seltz. —
M. de Cobentzel
se rend
à Berlin et
à Saint-Péters-
bourg.

Septembre 1798.

Le Directoire
envoie Sieyès
à Berlin.

devait réunir ses efforts à ceux du prince Repnin et de la légation anglaise, pour entraîner le jeune roi.

La France, de son côté, avait envoyé l'un de ses plus illustres citoyens à Berlin, c'était Sieyès. La réputation de Sieyès avait été immense avant le règne de la Convention. Elle s'était évanouie sous le niveau du comité de salut public. On la vit renaître tout à coup lorsque les existences purent recommencer leurs progrès naturels ; et le nom de Sieyès était redevenu le plus grand nom de France, après celui de Bonaparte, car, en France, une réputation de profondeur est ce qui produit le plus d'effet après une grande réputation militaire. Sieyès était donc l'un des deux grands personnages du temps. Toujours boudant et frondant le gouvernement, non pas comme Bonaparte, par ambition, mais par humeur contre une Constitution qu'il n'avait pas faite, il ne laissait pas que d'être importun. On eut l'idée de lui donner une ambassade. C'était une occasion de l'éloigner, de l'utiliser, et surtout de lui fournir des moyens d'existence. La révolution les lui avait enlevés tous, en abolissant les bénéfices ecclésiastiques. Une grande ambassade permettait de les lui rendre. La plus grande était celle de Berlin, car on n'avait d'envoyés ni en Autriche, ni en Russie, ni en Angleterre. Berlin était le théâtre de toutes les intrigues, et Sieyès, quoique peu propre au maniement des affaires,

était cependant un observateur fin et sûr. De plus, sa grande renommée le rendait particulièrement propre à représenter la France, surtout auprès de l'Allemagne, à laquelle il convenait plus qu'à tout autre pays.

Septembre 1798.

Le roi ne vit pas arriver avec plaisir dans ses États un révolutionnaire si célèbre; cependant il n'osa pas le refuser. Sieyès se comporta avec mesure et dignité; il fut reçu de même, mais laissé dans l'isolement. Comme tous nos envoyés à l'étranger, il était observé avec soin, et pour ainsi dire séquestré. Les Allemands étaient fort curieux de le voir, mais ne l'osaient pas. Son influence sur la cour de Berlin était nulle. C'était le sentiment de ses intérêts qui seul inspirait le roi de Prusse contre les instances de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Russie.

Tandis qu'en Allemagne on travaillait à décider le roi de Prusse, la cour de Naples, pleine de joie et de témérité depuis la victoire de Nelson, faisait des préparatifs immenses de guerre, et redoublait ses sollicitations auprès de la Toscane et du Piémont. La France, par une espèce de complaisance, lui avait laissé occuper le duché de Bénévent. Mais cette concession ne l'avait point calmée. Elle se flattait de gagner à la prochaine guerre une moitié des États du pape.

Les négociations de Rastadt se poursuivaient avec

Septembre 1798.

Progrès
des négociations
de Rastadt,
où Jean Debry
et Roberjot
remplacent
Treilhard
et Bonaparte.

Exigences
de la France.

succès pour la France. Treilhard devenu directeur, et Bonaparte parti pour l'Égypte, avaient été remplacés au congrès par Jean Debry et Roberjot. Après avoir obtenu la ligne du Rhin, il restait à résoudre une foule de questions militaires, politiques, commerciales. Notre députation était devenue extrêmement exigeante, et demandait beaucoup plus qu'elle n'avait droit d'obtenir. Elle voulait d'abord toutes les îles du Rhin; ce qui était un article important, surtout sous le rapport militaire. Elle voulait ensuite garder Kehl et son territoire, vis-à-vis Strasbourg; Cassel et son territoire, vis-à-vis Mayence. Elle voulait que le pont commercial entre les deux Brisach fût rétabli; que cinquante arpents de terrain nous fussent accordés en face de l'ancien pont de Huningue, et que l'importante forteresse d'Ehrenbreitstein fût démolie. Elle demandait ensuite que la navigation du Rhin, et de tous les fleuves d'Allemagne aboutissant au Rhin, fût libre; que tous les droits de péage fussent abolis; que les marchandises fussent, sur les deux rives, soumises à un même droit de douane; que les chemins de halage fussent conservés, et entretenus par les riverains. Elle demandait enfin une dernière condition fort importante, c'est que les dettes des pays de la rive gauche cédés à la France fussent transportées sur les pays de la rive droite destinés à être donnés en indemnité.

La députation de l'Empire répondit avec raison que la ligne du Rhin devait présenter une sûreté égale aux deux nations; que c'était la raison d'une sûreté égale qui avait été surtout alléguée pour faire accorder cette ligne à la France; mais que cette sûreté n'existerait plus pour l'Allemagne, si la France gardait tous les points offensifs, soit en se réservant les îles, soit en gardant Cassel et Kehl, et cinquante arpents vis-à-vis Huningue, etc. La députation de l'Empire ne voulut donc pas admettre les demandes de la France, et proposa pour véritable ligne de partage le *thalweg*, c'est-à-dire le milieu du principal bras navigable. Toutes les îles qui étaient à droite de cette ligne devaient appartenir à l'Allemagne, toutes celles qui étaient à gauche devaient appartenir à la France. De cette manière, on plaçait entre les deux peuples le véritable obstacle qui fait d'un fleuve une ligne militaire, c'est-à-dire le principal bras navigable. Par suite de ce principe, la députation demandait la démolition de Cassel et de Kehl, et refusait les cinquante arpents vis-à-vis Huningue. Elle ne voulait pas que la France conservât aucun point offensif, lorsque l'Allemagne les perdait tous. Elle refusait avec moins de raison la démolition d'Ehrenbreitstein, qui était incompatible avec la sûreté de la ville de Coblentz. Elle accordait la libre navigation du Rhin, mais elle la demandait pour toute

Septembre 1798.

Prétentions
mises en avant
par
la députation
de l'Empire.

Septembre 1798.

l'étendue de son cours, et voulait que la France obligeât la république batave à reconnaître cette liberté. Quant à la libre navigation des fleuves de l'intérieur de l'Allemagne, cet article dépassait, disait-elle, sa compétence, et regardait chaque État individuellement. Elle accordait le chemin de halage. Elle voulait que tout ce qui était relatif aux péages et à leur abolition fût renvoyé à un traité de commerce. Elle voulait enfin, relativement aux pays de la rive gauche cédés à la France, que leurs dettes restassent à leur charge, par le principe que la dette suit son gage, et que les biens de la noblesse immédiate fussent considérés comme propriétés particulières, et conservés à ce titre. La députation demandait accessoirement que les troupes françaises évacuassent la rive droite et cessassent le blocus d'Ehrenbreitstein, parce qu'il réduisait les habitants à la famine.

Le *thalweg* du Rhin admis pour limite entre la France et l'Allemagne.

Ces prétentions contraires donnèrent lieu à une suite de notes et de contre-notes, pendant tout l'été. Enfin, vers le mois de vendémiaire an vi (août et septembre 1798), le *thalweg* fut admis par la députation française. Le principal bras navigable fut pris pour limite entre la France et l'Allemagne, et les îles durent être partagées conséquemment à ce principe. La France consentit à la démolition de Cassel et de Kehl, mais elle exigea l'île de Pettersau, qui est placée dans le Rhin à peu près à la

hauteur de Mayence, et qui est d'une assez grande importance pour cette place. L'empire germanique consentit de son côté à la démolition d'Ehrenbreitstein. La libre navigation du Rhin et l'abolition des péages furent accordées. Il restait à s'entendre sur l'établissement des ponts commerciaux, sur les biens de la noblesse immédiate, sur l'application des lois de l'émigration dans les pays cédés, et sur les dettes de ces pays. Les princes séculiers avaient déclaré qu'il fallait faire toutes les concessions compatibles avec l'honneur et la sûreté de l'Empire, afin d'obtenir la paix si nécessaire à l'Allemagne. Il était évident que la plupart de ces princes voulaient traiter ; la Prusse les y engageait. Quant à l'Autriche, elle commençait à montrer des dispositions toutes contraires, et à exciter le ressentiment des princes ecclésiastiques contre la marche des négociations. Les députés de l'Empire, tout en se prononçant pour la paix, gardaient cependant la plus grande mesure, par la crainte que leur causait l'Autriche, et louvoyaient entre celle-ci et la Prusse. Quant aux ministres français, ils montraient une certaine roideur ; ils vivaient à part, et dans une espèce d'isolement, comme tous nos ministres en Europe. Telle était la situation du congrès à la fin de l'été de l'an VI (1798).

Pendant que ces événements se passaient en Orient et en Europe, la France, toujours chargée du

Septembre 1798.

Septembre 1798.

soin de diriger les cinq républiques instituées autour d'elle, avait eu des soucis sans fin. C'étaient des difficultés continuelles pour y diriger l'esprit public, pour y faire vivre nos troupes, pour y mettre d'accord nos ambassadeurs avec nos généraux, pour y maintenir enfin la bonne harmonie avec les États voisins.

Mouvement
contraire
aux démocrates
opéré
en Hollande.

Presque partout il avait fallu faire comme en France, c'est-à-dire, après avoir frappé sur un parti, frapper bientôt sur l'autre. En Hollande on avait exécuté, le 3 pluviôse (22 janvier), une espèce de 18 fructidor pour écarter les fédéralistes, abolir les anciens règlements, et donner au pays une constitution militaire, à peu près semblable à celle de la France. Mais cette révolution avait tourné beaucoup trop au profit des démocrates. Ceux-ci s'étaient emparés de tous les pouvoirs. Après avoir exclu de l'assemblée nationale tous les députés qui leur paraissaient suspects, ils s'étaient eux-mêmes constitués en directoire et en deux conseils, sans recourir à de nouvelles élections. Ils avaient voulu par là imiter la Convention nationale de France, et ses fameux décrets des 5 et 13 fructidor. Ils s'étaient entièrement emparés depuis de la direction des affaires, et ils sortaient de la ligne où le Directoire français voulait maintenir toutes les républiques confiées à ses soins. Le général Daendels, l'un des hommes les plus distingués du parti modéré, vint à

Paris, s'entendit avec nos directeurs, et repartit pour aller en Hollande porter aux démocrates le coup qu'on leur avait récemment porté à Paris, en les excluant du corps législatif par les scissions. Ainsi, tout ce qu'on faisait en France, il fallait immédiatement après le répéter dans les États qui dépendaient d'elle. Joubert eut ordre d'appuyer Daendels. Celui-ci se réunit aux ministres, et, avec le secours des troupes bataves et françaises, dispersa le directoire et les conseils, forma un gouvernement provisoire, et fit ordonner de nouvelles élections. Le ministre de France, Delacroix, qui avait appuyé les démocrates, fut rappelé. Ces scènes produisirent leur effet accoutumé. On ne manqua pas de dire que les constitutions républicaines ne pouvaient marcher seules, qu'à chaque instant il fallait le levier des baïonnettes, et que les nouveaux États se trouvaient sous la dépendance la plus complète de la France.

En Suisse, l'établissement de la république *une et indivisible* n'avait pas pu se faire sans combats. Les petits cantons de Schwitz, Zug, Glaris, excités par les prêtres et les aristocrates suisses, avaient juré de s'opposer à l'adoption du régime nouveau. Le général Schauembourg, sans vouloir les réduire par la force, avait interdit toute communication des autres cantons avec ceux-ci. Les petits cantons réfractaires coururent aussitôt aux armes et enva-

Septembre 1798.

Insurrection
des petits
cantons contre
la république
établie
en Suisse.

Septembre 1798.

L'intervention
de la France fait
triompher le
gouvernement
républicain.

hèrent Lucerne, où ils pillèrent et dévastèrent. Schauenbourg marcha sur eux, et après quelques combats opiniâtres les réduisit à demander la paix. Le gage de cette paix avait été l'acceptation de la Constitution nouvelle. Il fallut employer aussile fer et même le feu pour réprimer les paysans du haut Valais, qui avaient fait une descente dans le bas Valais, dans le but d'y rétablir leur domination. Malgré ces obstacles, en prairial (mai 1798), la Constitution était partout en vigueur. Le gouvernement helvétique était réuni à Arau. Composé d'un directoire et de deux conseils, il commençait à s'essayer dans l'administration du pays. Le nouveau commissaire français était Rapinat, beau-frère de Rewbell. Le gouvernement helvétique devait s'entendre avec Rapinat pour l'administration des affaires. Les circonstances rendaient cette administration difficile. Les prêtres et les aristocrates, postés dans les montagnes, épiaient le moment favorable pour soulever de nouveau la population. Il fallait se tenir en garde contre eux, nourrir et satisfaire l'armée française qu'on avait à leur opposer, organiser l'administration, et se mettre en mesure d'exister bientôt d'une manière indépendante. Cette tâche n'était pas moins difficile pour le gouvernement helvétique que pour le commissaire français placé auprès de lui.

Il était naturel que la France s'emparât des caisses

appartenant aux anciens cantons aristocratiques, pour payer les frais de la guerre. L'argent contenu dans les caisses, et les approvisionnements renfermés dans les magasins formés par les ci-devant cantons, lui étaient indispensables pour faire vivre son armée. C'était l'exercice le plus ordinaire du droit de conquête ; elle aurait pu sans doute renoncer à ce droit, mais la nécessité la forçait d'en user dans le moment. Rapinat eut donc ordre de mettre le scellé sur toutes les caisses. Beaucoup de Suisses, même parmi ceux qui avaient souhaité la révolution, trouvèrent fort mauvais qu'on s'emparât du pécule et des magasins des anciens gouvernements. Les Suisses sont, comme tous les montagnards, sages et braves, mais d'une extrême avarice. Ils voulaient bien qu'on leur apportât la liberté, qu'on les débarrassât de leurs oligarques, mais ils ne voulaient pas faire les frais de la guerre. Tandis que la Hollande et l'Italie avaient souffert, presque sans se plaindre, le fardeau énorme des campagnes les plus longues et les plus dévastatrices, les patriotes suisses jetèrent les hauts cris pour quelques millions dont on s'empara. Le directoire helvétique fit de son côté apposer de nouveaux scellés sur ceux qui venaient d'être apposés par Rapinat, et protesta ainsi contre la mesure qui mettait les caisses à la disposition de la France. Rapinat fit sur-le-champ enlever les scellés du directoire helvétique, et déclara à ce direc-

 Septembre 1798.

La France
s'empare
des caisses
des anciens
cantons
aristocratiques.

Septembre 1798.

Rapinat,
commissaire
français,
provoque
de nouveaux
changements
dans
le gouvernement
de la Suisse.

toiré qu'il était borné aux fonctions administratives, qu'il ne pouvait rien contre l'autorité de la France, et qu'à l'avenir ses lois et ses décrets n'auraient de vigueur qu'autant qu'ils ne contiendraient rien de contraire aux arrêtés du commissaire et du général français. Les ennemis de la révolution, et il s'en était glissé plus d'un dans les conseils helvétiques, triomphèrent de cette lutte et crièrent à la tyrannie. Ils dirent que leur indépendance était violée, et que la république française, qui avait prétendu leur apporter la liberté, ne leur apportait en réalité que l'asservissement et la misère. L'opposition ne se manifestait pas seulement dans les conseils, elle était aussi dans le directoire et dans les autorités locales. A Lucerne et à Berne, d'anciens aristocrates occupaient les administrations ; ils apportaient des obstacles de toute espèce à la levée de quinze millions frappés sur les anciennes familles nobles pour les besoins de l'armée. Rapinat prit sur lui de purger le gouvernement et les administrations helvétiques. Par une lettre du 28 prairial (16 juin), il demanda au gouvernement helvétique la démission de deux directeurs, les nommés Bay et Pliffer, celle du ministre des affaires étrangères, et le renouvellement des chambres administratives de Lucerne et de Berne. Cette demande faite avec le ton d'un ordre, ne pouvait être refusée. Les démissions furent données sur-le-champ ; mais la rudesse avec laquelle se

conduisit Rapinat fit élever de nouveaux cris et mit tous les torts de son côté. Il compromettait en effet son gouvernement, en violant ouvertement les formes pour faire des changements qu'il eût été facile d'obtenir par d'autres moyens. Sur-le-champ le Directoire français écrivit au directoire helvétique pour désapprouver la conduite de Rapinat, et pour donner satisfaction de cette violation de toutes les formes. Rapinat fut rappelé ; néanmoins les membres démissionnaires demeurèrent exclus. Les conseils helvétiques nommèrent, pour remplacer les deux directeurs démissionnaires, Ochs, l'auteur de la constitution, et le colonel Laharpe, le frère du général mort en Italie, l'un des auteurs de la révolution du canton de Vaud, et l'un des citoyens les plus probes et les mieux intentionnés de son pays.

Une alliance offensive et défensive fut conclue entre les républiques helvétique et française le 2 fructidor (19 août). D'après ce traité, celle des deux puissances qui était en guerre avait droit de requérir l'intervention de l'autre, et de lui demander un secours dont la force devait être déterminée suivant les circonstances. La puissance requérante devait payer les troupes fournies par l'autre ; la libre navigation de tous les fleuves de la Suisse et de la France était réciproquement stipulée. Deux routes devaient être ouvertes, l'une de France à la Cisalpine, en traversant le Valais et le Simplon, l'autre de France

Septembre 1798.

Traité
d'alliance
conclu entre
les républiques
helvétique
et française.

Septembre 1798.

en Souabe, en remontant le Rhin et en suivant la rive orientale du lac de Constance. Dans ce système des républiques unies, la France s'assurait deux grandes routes militaires pour se rendre dans les États de ses alliés, et être en mesure de déboucher rapidement en Italie ou en Allemagne. On a dit que ces deux routes transportaient le théâtre de la guerre dans les États alliés. Ce n'étaient pas les routes, mais l'alliance avec la France qui exposait ces États à devenir le théâtre de la guerre. Les routes n'étaient qu'un moyen d'accourir plus tôt et de les protéger à temps, en prenant l'offensive en Allemagne et en Italie.

Réunion
de Genève
et de Mulhausen
à la France.

La ville de Genève fut réunie à la France, ainsi que la ville de Mulhausen. Les bailliages italiens, qui avaient longtemps hésité entre la Cisalpine et la république helvétique, se déclarèrent pour celle-ci, et votèrent leur réunion. Les ligues grises, que le Directoire aurait voulu réunir à la Suisse, étaient partagées en deux factions rivales, et balançaient entre la domination autrichienne et la domination helvétique. Nos troupes les observaient. Les moines et les agents étrangers amenèrent un nouveau désastre dans l'Unterwalden. Ils firent soulever les paysans de cette vallée contre les troupes françaises. Un combat des plus acharnés eut lieu à Stanz, et il fallut mettre le feu à ce malheureux bourg pour en chasser les fanatiques, qui s'y étaient établis.

Les mêmes difficultés se présentaient de l'autre côté des Alpes. Une espèce d'anarchie régnait entre les sujets des nouveaux États et leurs gouvernements, entre ces gouvernements et nos armées, entre nos ambassadeurs et nos généraux. C'était une épouvantable confusion. La petite république ligurienne était acharnée contre le Piémont, et voulait à tout prix y introduire la révolution. Grand nombre de démocrates piémontais s'étaient réfugiés dans son sein, et en étaient sortis armés et organisés, pour faire des incursions dans leur pays, et essayer d'y renverser le gouvernement royal. Une autre bande était partie du côté de la Cisalpine, et s'était avancée par Domo-d'Ossola. Mais ces tentatives furent repoussées et une foule de victimes inutilement sacrifiées. La république ligurienne n'avait pas renoncé pour cela à harceler le gouvernement de Piémont ; elle recueillait et armait de nouveaux réfugiés, et voulait elle-même faire la guerre. Notre ministre à Gènes, Sotin, avait la plus grande peine à la contenir. De son côté, notre ministre à Turin, Ginguené, n'avait pas moins de peine à répondre aux plaintes continuelles du Piémont, et à le modérer dans ses projets de vengeance contre les patriotes.

La Cisalpine était dans un désordre effrayant. Bonaparte, en la constituant, n'avait pas eu le temps de calculer exactement les proportions qu'il aurait

 Septembre 1798.

 Républiques
italiennes.

 Efforts
de la république
ligurienne
pour
révolutionner
le Piémont.

 Désordre
effrayant de
l'administration
dans
la Cisalpine.

Septembre 1798.

fallu observer dans les divisions du territoire et dans le nombre des fonctionnaires, ni d'organiser le régime municipal et le système financier. Ce petit État avait à lui seul deux cent quarante représentants. Les départements étant trop nombreux, il était dévoré par une multitude de fonctionnaires. Il n'avait aucun système régulier et uniforme d'impôts. Avec une richesse considérable, il n'avait point de finances, et il pouvait à peine suffire à payer le subside convenu pour l'entretien de nos armées. Du reste, sous tous les rapports, la confusion était au comble. Depuis l'exclusion de quelques membres du conseil, prononcée par Berthier, lorsqu'il avait voulu faire accepter le traité d'alliance avec la France, les révolutionnaires l'avaient emporté, et le langage des jacobins dominait dans les conseils et les clubs. Notre armée secondait ce mouvement et appuyait toutes les exagérations. Brune, après avoir achevé la soumission de la Suisse, était retourné en Italie, où il avait reçu le commandement général de toutes les troupes françaises, depuis le départ de Berthier pour l'Égypte. Il était à la tête des patriotes les plus véhéments. Lahoz, le commandant des troupes lombardes, dont l'organisation avait été commencée sous Bonaparte, abondait dans les mêmes idées et les mêmes sentiments. Il existait, en outre, d'autres causes de désordre dans l'inconduite de nos officiers. Ils se comportaient dans la Cisalpine comme

en pays conquis. Ils maltrahient les habitants, exigeaient des logements qui, d'après les traités, ne leur étaient pas dus, dévastaient les lieux qu'ils habitaient, se permettaient souvent des réquisitions comme en temps de guerre, extorquaient de l'argent des administrations locales, puisaient dans les caisses des villes sans alléguer aucune espèce de prétexte que leur bon plaisir. Les commandants de place exerçaient surtout des exactions intolérables. Le commandant de Mantoue s'était permis, par exemple, d'affermir à son profit la pêche du lac. Les généraux proportionnaient leur exigence à leur grade, et, indépendamment de tout ce qu'ils extorquaient, ils faisaient avec les compagnies des profits scandaleux. Celle qui était chargée d'approvisionner l'armée en Italie abandonnait aux états-majors quarante pour cent de bénéfice ; et on peut juger par là de ce qu'elle devait gagner, pour faire de pareils avantages à ses protecteurs. Par l'effet des désertions, il n'y avait pas dans les rangs la moitié des hommes portés sur les états, de manière que la république payait le double de ce qu'elle aurait dû. Malgré toutes ces malversations, les soldats étaient mal payés, et la solde du plus grand nombre était arriérée de plusieurs mois. Ainsi, le pays que nous occupions était horriblement foulé, sans que nos soldats s'en trouvassent mieux. Les patriotes cisalpins toléraient tous ces désordre sans

Septembre 1798.

Inconduite
des officiers
français dans
la Cisalpine.

Septembre 1798.

Difficultés de
l'administration
à Rome.

se plaindre, parce que l'état-major leur prêtait son appui.

A Rome, les choses se passaient mieux. Là, une commission, composée de Daunou, Florent et Faypoult, gouvernait avec sagesse et probité le pays affranchi. Ces trois hommes avaient composé une Constitution qui avait été adoptée, et qui, sauf quelques différences, et les noms qui n'étaient pas les mêmes, ressemblait exactement à la Constitution française. Les directeurs s'appelaient des consuls, le conseil des anciens s'appelait le sénat; le second conseil, le tribunat. Mais ce n'était pas tout que de donner une Constitution, il fallait la mettre en vigueur. Ce n'était pas, comme on aurait pu le croire, le fanatisme des Romains qui s'opposait à son établissement, mais leur paresse. Il n'y avait guère d'opposants que dans quelques paysans de l'Apennin, poussés par les moines, et du reste faciles à soumettre. Mais il y avait dans les habitants de Rome, appelés à composer le consulat, le sénat et le tribunat, une insouciance, une inaptitude extrême au travail. Il fallait de grands efforts pour les décider à siéger de deux jours l'un, et ils voulaient absolument des vacances pour l'été. A cette paresse il faut joindre une inexpérience et une incapacité absolues en fait d'administration. Il y avait plus de zèle dans les Cisalpins, mais c'était du zèle sans lumière et sans mesure, ce

qui le rendait tout aussi funeste que l'insouciance. Il était à craindre que, dès le départ de la commission française, le gouvernement romain ne tombât en dissolution, par l'inaction ou la retraite de ses membres. Et cependant on aimait beaucoup les places à Rome, on les aimait comme on le fait dans tout État sans industrie.

Septembre 1798.

La commission avait mis fin à toutes les malversations qui avaient été commises au premier moment de notre entrée à Rome. Elle s'était emparée de la gestion des finances, et les dirigeait avec probité et habileté. Faypoult, qui était un administrateur intègre et capable, avait établi pour tout l'État romain un système d'impôts fort bien entendu. Il était parvenu ainsi à suffire aux besoins de notre armée ; il avait payé tout l'arriéré de solde non-seulement à l'armée de Rome, mais encore à la division embarquée à Civita-Vecchia. Si les finances eussent été conduites de la même manière dans la Cisalpine, le pays n'eût pas été foulé, et nos soldats se fussent trouvés dans l'abondance. L'autorité militaire était à Rome entièrement soumise à la commission. Le général Saint-Cyr, qui avait remplacé Masséna, se distinguait par une sévère probité, mais partageant le goût d'autorité qui devenait général chez tous ses camarades, il paraissait mécontent d'être soumis à la commission. A Milan surtout, on était fort peu satisfait de tout ce qui

Septembre 1798.

se faisait à Rome. Les démocrates italiens étaient irrités de voir les démocrates romains annulés ou contenus par la commission. L'état-major français, duquel relevaient les divisions stationnées à Rome, voyait avec peine une riche partie des pays conquis lui échapper, et soupirait après le moment où la commission quitterait ses fonctions.

Impossibilité
pour
le Directoire
d'empêcher
les désordres.

C'est à tort qu'on ferait au Directoire français un reproche du désordre qui régnait dans les pays alliés. Aucune volonté, si forte qu'elle fût, n'aurait pu empêcher le débordement des passions qui les troublaient, et quant aux exactions, la volonté de Napoléon lui-même n'a pas réussi à les empêcher dans les provinces conquises. Ce qu'un seul individu, plein de génie et de vigueur, n'aurait pu exécuter, un gouvernement composé de cinq membres, et placé à des distances immenses, le pouvait encore moins. Cependant il y avait dans la majorité de notre Directoire le plus grande zèle à assurer le bien-être des nouvelles républiques, et la plus vive indignation contre l'insolence et les concussions des généraux, contre les vols manifestes des compagnies. Excepté Barras, qui était de moitié dans tous les profits des compagnies, qui était l'espoir de tous les brouillons de Milan, les quatre autres directeurs dénonçaient avec la plus grande énergie ce qui se faisait en Italie. Laréveillère surtout, dont la sévère probité était révoltée de tant de désordres,

proposa au Directoire un plan qui fut agréé. Il voulait qu'une commission continuât à diriger le gouvernement romain, et à contenir l'autorité militaire ; qu'un ambassadeur fût envoyé à Milan, pour y représenter le gouvernement français, et y enlever toute influence à l'état-major, que cet ambassadeur fût chargé de faire à la Constitution cisalpine les changements qu'elle exigeait, comme de réduire le nombre des divisions locales, des fonctionnaires publics et des membres des conseils ; qu'enfin cet ambassadeur eût pour adjoint un administrateur capable de créer un système d'impôt et de comptabilité. Ce plan fut adopté. Trouvé, naguère ministre de France à Naples, et Faypoult, l'un des membres de la commission de Rome, furent envoyés à Milan pour exécuter les mesures proposées par Laréveillère.

Septembre 1799.

Trouvé
et Faypoult
envoyés
à Milan pour
rétablir l'ordre.

Trouvé devait, aussitôt qu'il serait arrivé à Milan, s'entourer des hommes les plus éclairés de la Cisalpine, et convenir avec eux de tous les changements qu'il était nécessaire de faire soit à la Constitution, soit au personnel du gouvernement. Il devait ensuite, quand tous ces changements seraient arrêtés, les faire proposer dans les conseils de la Cisalpine, par des députés à sa dévotion, et au besoin les appuyer de l'autorité de la France. Il devait cependant cacher sa main autant qu'il serait possible.

Trouvé, rendu de Naples à Milan, y fit ce qu'on

Septembre 1798.

Difficultés
opposées par
l'état-major
français
à la mission
de Trouvé.

lui avait ordonné. Mais le secret de sa mission était difficile à garder. On sut bientôt qu'il venait changer la Constitution, et surtout réduire le nombre des places de toute espèce. Les patriotes, qui sentaient bien, à la conduite de l'ambassadeur, que les réductions porteraient sur eux, étaient furieux. Ils s'appuyèrent sur l'état-major de l'armée, fort indisposé lui-même contre l'autorité nouvelle qu'il lui fallait subir, et on vit s'établir une lutte scandaleuse entre la légation française et l'état-major français, entouré des patriotes italiens. Trouvé et les hommes qui se rendaient chez lui furent dénoncés avec une extrême violence dans les conseils cisalpins. On prétendit que le ministre français venait violer la Constitution, et renouveler l'un de ces actes d'oppression que le Directoire avait exercés sur toutes les républiques alliées. Trouvé essuya des désagréments de toute espèce de la part des patriotes italiens et de nos officiers. Ceux-ci se conduisirent avec la dernière indécence dans un bal qu'il donnait, et y causèrent le plus grand scandale. Ces scènes étaient déplorables, surtout à cause de l'effet qu'elles produisaient sur les ministres étrangers. Non-seulement on leur donnait le spectacle des plus fâcheuses divisions, mais on les insultait dans les dîners diplomatiques, en buvant, à leur face, à l'extermination de tous les rois. Le plus véhément jacobinisme régnait à Milan.

Brune et Lahoz partirent pour Paris, afin d'aller se ménager l'appui de Barras. Mais le Directoire, averti d'avance, était inébranlable dans ses résolutions. Lahoz eut l'ordre de repartir de Paris, à l'instant même où il arrivait. Quant à Brune, il lui fut prescrit de retourner à Milan, et d'y concourir aux changements que Trouvé allait faire exécuter.

 Septembre 11

Après avoir accompli les diverses modifications nécessaires à la Constitution, Trouvé assembla chez lui les députés les plus sages, et les leur soumit. Ils les approuvèrent ; mais le déchaînement était si grand, qu'ils n'osèrent pas se charger de les proposer eux-mêmes aux deux conseils. Trouvé fut donc obligé de déployer l'autorité française, et d'exercer ostensiblement un pouvoir qu'il aurait voulu cacher. Du reste, peu importait, au fond, le mode employé. Il eût été absurde à la France, qui avait créé ces républiques nouvelles et qui les faisait exister par son appui, de ne pas profiter de sa force pour y établir l'ordre qu'elle croyait le meilleur. Le fâcheux était qu'elle n'eût pas fait le mieux possible dès le premier jour et en une seule fois, afin de ne plus être obligée de renouveler ces actes de sa toute-puissance. Le 30 août (13 fructidor an vi), Trouvé assembla le Directoire et les deux conseils de la Cisalpine, il leur présenta la nouvelle Constitution et toutes les lois administra-

Changement
de la
Constitutio
cisalpine.

septembre 1798.

tives et financières que Faypoult avait préparées. Les conseils étaient réduits de deux cent quarante à cent vingt membres. Les individus à conserver dans les conseils et le gouvernement étaient désignés. Un système d'impôts régulier était établi. Il y avait des impôts personnels et indirects, système qu'on essayait d'établir dans le moment en France, et qui déplaisait beaucoup aux patriotes. Tous ces changements furent approuvés et adoptés. Brune avait été obligé de fournir l'appui des troupes françaises. Aussi la colère des patriotes cisalpins fut-elle vaine, et la révolution se fit sans obstacles. Il fut décidé en outre qu'une prochaine convocation des assemblées primaires aurait lieu pour approuver les changements faits à la Constitution.

Grands
embarras
du Directoire
à la suite
du changement
opéré
par Trouvé.

La tâche de Trouvé était achevée ; mais le gouvernement français, voyant le soulèvement que ce ministre avait excité, pensa qu'il n'était pas possible de le laisser dans la Cisalpine, qu'il fallait lui donner une autre ambassade, et envoyer à Milan un homme étranger aux dernières querelles. Malheureusement le Directoire se laissa imposer un ci-devant membre des Jacobins, qui était devenu un souple et bas courtisan de Barras, qui avait été associé par lui au trafic des compagnies, et placé sur la voie des honneurs ; c'était Fouché, dont Barras surprit la nomination à ses collègues. Fouché partit pour remplacer Trouvé, et celui-ci dut se

rendre à Stuttgart. Mais Brune, profitant du départ de Trouvé, se permit avec une audace qui n'est explicable que par la licence militaire qui régnait alors, de faire à l'ouvrage du ministre de France les plus graves changements. Il exigea la démission de trois des directeurs nommés par Trouvé, il changea plusieurs ministres, et fit différentes altérations à la Constitution. L'un des trois directeurs dont il avait demandé la démission, Sopranzi, ayant courageusement refusé de la donner, il le fit saisir de force par ses soldats, et arracher du palais du gouvernement. Il se hâta ensuite de convoquer les assemblées primaires, pour leur faire approuver l'œuvre de Trouvé, modifiée comme elle venait de l'être par lui. Fouché, qui arriva dans cet intervalle, aurait dû s'opposer à cette convocation, et ne pas permettre qu'on fît sanctionner des changements que le général n'avait pas eu mission de faire ; mais il laissa Brune agir à son gré. Les modifications de Trouvé, et les modifications plus récentes de Brune, furent approuvées par les assemblées primaires, soumises à la fois au pouvoir militaire et à la violence des patriotes.

Quand le Directoire français apprit ces détails, il ne faiblit point. Il cassa tout ce qu'avait fait Brune, il le destitua, et chargea Joubert d'aller rétablir les choses dans l'état où les avait mises Trouvé. Fouché fit des objections, il prétendit que

Septembre 1799

Mauvaise
conduite
de Brune dans
la Cisalpine.

Fouché, qui
avait remplacé
Trouvé,
est rappelé par
le Directoire

—
Septembre 1798.

la Constitution nouvelle étant approuvée avec les changements que Brune y avait apportés, il serait d'un mauvais effet d'y revenir encore. Il avait raison, et il gagna même Joubert à son avis. Mais le Directoire ne devait pas souffrir de pareilles hardiesses de la part de ses généraux, et surtout il ne devait pas leur permettre d'exercer un pareil pouvoir dans les États alliés. Il rappela Fouché lui-même, qui, de cette manière, ne passa que peu de jours dans la Cisalpine, et il ordonna le rétablissement intégral de la Constitution, telle que Trouvé l'avait faite au nom de la France. Quant aux individus auxquels Brune avait arraché leur démission, on les engagea à la renouveler, pour éviter de nouveaux changements.

La Cisalpine resta donc constituée comme le Directoire avait voulu qu'elle le fût, sauf la destitution de quelques individus changés par Brune. Mais ces changements continuels, ces tiraillements, ces luttes de nos agents civils et militaires, étaient du plus déplorable effet, décourageaient les nouveaux peuples affranchis, déconsidéraient la république-mère, et prouvaient la difficulté de maintenir tous ces corps dans leur orbite.

Situation
intérieure. —
Une nouvelle
opposition
se prononce
dans
les Conseils.

Les événements de la Cisalpine furent gravement reprochés au Directoire, car il est d'usage de tout changer en griefs contre un gouvernement qu'on attaque, et de lui faire un crime des obstacles mêmes

qu'il rencontre dans sa marche. La double opposition qui commençait à reparaître dans les Conseils attaqua diversement les opérations exécutées en Italie. Le thème était tout simple pour l'opposition patriote : on avait commis un attentat, disait-elle, contre l'indépendance d'une république alliée ; on avait même commis une infraction aux lois françaises, car la Constitution cisalpine qu'on venait d'altérer était garantie par un traité d'alliance, et ce traité, approuvé par les Conseils, ne pouvait être enfreint par le Directoire. Quant à l'opposition constitutionnelle, ou modérée, il était naturel de s'attendre à son approbation plutôt qu'à ses reproches, parce que les changements faits dans la Cisalpine étaient dirigés contre les patriotes exclusifs. Mais dans cette partie de l'opposition se trouvait Lucien Bonaparte. Il cherchait des sujets de querelle au gouvernement, et il croyait d'ailleurs devoir défendre l'œuvre de son frère attaquée par le Directoire. Il cria, comme les patriotes, que l'indépendance des alliés était attaquée, que les traités étaient violés, etc.

Septembre 1798.

Les deux oppositions se prononçaient plus ouvertement de jour en jour. Elles commençaient à contester au Directoire certaines attributions dont il avait été pourvu par la loi du 19 fructidor, et dont il avait quelquefois fait usage. Ainsi cette loi lui donnait le droit de fermer les clubs, ou de suppri-

Septembre 1798.

mer les journaux dont la direction lui paraissait dangereuse. Le Directoire avait fermé quelques clubs devenus trop violents, et supprimé quelques journaux qui avaient donné des nouvelles fausses et imaginées évidemment dans une intention malveillante, Il y eut un journal, entre autres, qui prétendit que le Directoire allait réunir à la France le pays de Vaud ; le Directoire le supprima. Les patriotes s'élevèrent contre cette puissance arbitraire, et demandèrent le rapport de plusieurs des articles de la loi du 19 fructidor. Les Conseils décidèrent que ces articles resteraient en vigueur jusqu'à l'établissement d'une loi sur la presse ; et un travail fut ordonné pour la préparation de cette loi.

Le Directoire essuya également de fortes contradictions en matière de finances. Il s'agissait de clore le budget de l'an vi (1797-1798), et de proposer celui de l'an vii (1798-1799). Celui de l'an vi avait été fixé à 616 millions ; mais sur les 616 millions, il y avait eu un déficit de 62 millions, et outre ce déficit, un arriéré considérable dans les rentrées. Les créanciers, malgré la solennelle promesse d'acquitter le tiers consolidé, n'avaient pas été payés intégralement. On décida qu'ils recevraient, en payement de l'arriéré, des bons recevables en acquittement des impôts. Il fallait fixer sur-le-champ le budget de l'an vii, dans lequel on allait entrer.

Les dépenses furent arrêtées à 600 millions, sans la supposition d'une nouvelle guerre continentale. Il fallut réduire les contributions foncière et personnelle, beaucoup trop fortes, et élever les impôts du timbre, de l'enregistrement, des douanes, etc. On décréta des centimes additionnels pour les dépenses locales, et des octrois aux portes des villes pour l'entretien des hôpitaux et autres établissements. Malgré ces augmentations, le ministre Ramel soutint que les impôts ne rentreraient tout au plus qu'aux trois quarts, à en juger par les années précédentes, et que c'était les exagérer beaucoup que de porter les rentrées effectives à 450 ou 500 millions. Il demanda donc de nouvelles ressources, pour couvrir réellement la dépense de 600 millions : il proposa un impôt sur les portes et fenêtres, et un impôt sur le sel. Il s'éleva à ce sujet de violentes contestations. On décréta l'impôt sur les portes et fenêtres, et l'on prépara un rapport sur l'impôt du sel.

Ces contradictions n'avaient rien de fâcheux en elles-mêmes, mais elles étaient le symptôme d'une haine sourde, à laquelle il ne fallait que des malheurs publics pour éclater. Le Directoire, parfaitement instruit de l'état de l'Europe, voyait bien que de nouveaux dangers se préparaient, et que la guerre allait se ranimer sur le continent. Il ne pouvait plus guère en douter au mouvement des différents cabinets. Cobentzel et Repnin n'avaient pu

 Septembre 1798.

Budget
de l'an VII.
Nouveaux
impôts.

Préparatifs
du Directoire
amenés par
la disposition
générale
à la guerre.

Septembre 1798.

arracher la Prusse à sa neutralité, et l'avaient quittée avec un grand mécontentement. Mais Paul I^{er}, complètement séduit, avait stipulé un traité d'alliance avec l'Autriche, et on disait ses troupes en marche. L'Autriche armait avec activité; la cour de Naples ordonnait l'enrôlement de toute sa population. Il eût été de la plus grande imprudence de ne pas faire de préparatifs, en voyant un pareil mouvement, depuis les bords de la Vistule jusqu'à ceux du Volturne. Nos armées étant singulièrement diminuées par la désertion, le Directoire résolut de pourvoir à leur recrutement par une grande institution qui restait encore à créer. La Convention avait puisé deux fois dans la population de la France, mais d'une manière extraordinaire, sans laisser de loi permanente pour la levée annuelle des soldats. En mars 1793, elle avait ordonné une levée de trois cent mille hommes; en août de la même année, elle avait pris la grande et belle résolution de la levée en masse, génération par génération. Depuis, la république avait existé par cette mesure seule, en forçant à rester sous les drapeaux ceux qui avaient pris les armes à cette époque. Mais le feu, les maladies, en avaient détruit un grand nombre, la paix en avait ramené un plus grand nombre encore dans leurs foyers. On n'avait délivré que douze mille congés, mais il y avait eu dix fois plus de déserteurs; et il était difficile d'être sévère envers des

Réduction
considérable
des armées
de la France.

hommes qui avaient défendu pendant six années leur patrie, et qui l'avaient fait triompher de l'Europe au prix de leur sang. Les cadres restaient, et ils étaient excellents. Il fallait les remplir par de nouvelles levées, et prendre, non pas une mesure extraordinaire et temporaire, mais une mesure générale et permanente, il fallait rendre une loi, enfin, qui devint, en quelque sorte, partie intégrante de la Constitution. On imagina la conscription.

Septembre 1798.

Le général Jourdan fut le rapporteur de cette loi grande et salutaire, dont on a abusé comme de toutes les choses de ce monde, mais qui n'en a pas moins sauvé la France et porté sa gloire au comble. Par cette loi, chaque Français fut déclaré soldat de droit, pendant une époque de sa vie. Cette époque était de vingt à vingt-cinq ans. Les jeunes gens arrivés à cet âge étaient partagés en cinq classes, année par année. Suivant la nécessité, le gouvernement appelait des hommes en commençant par la première classe, celle de vingt ans, et par les plus jeunes de chaque classe. Il pouvait successivement appeler les cinq classes, au fur et à mesure des besoins. En temps de paix, les conscrits étaient obligés de servir jusqu'à vingt-cinq ans. Ainsi la durée du service des soldats variait d'une année à cinq, suivant qu'ils avaient été pris de vingt-cinq à vingt ans. En temps de guerre, cette durée était illimitée ; c'était au gouvernement à délivrer des

Loi de la
conscription.



Septembre 1798.

congrés, quand il croyait le pouvoir sans inconvénient. Il n'y avait d'exemption d'aucune espèce, excepté pour ceux qui s'étaient mariés avant la loi, ou qui avaient déjà payé leur dette dans les guerres précédentes. Cette loi pourvoyait ainsi aux cas ordinaires ; mais dans les cas extraordinaires, lorsque la patrie était déclarée en danger, le gouvernement avait droit, comme en 93, sur la population entière, et la levée en masse recommençait.

Levée de deux
cent mille
conscrits.

Cette loi fut adoptée sans opposition, et considérée comme l'une des plus importantes créations de la révolution ¹. Sur-le-champ le Directoire demanda à en faire usage, et réclama la levée de deux cent mille conscrits, pour compléter les armées et les mettre sur un pied respectable. Cette demande fut accordée par acclamation le 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798). Bien que les deux oppositions contrariassent souvent le Directoire, par humeur ou jalousie, cependant elles voulaient que la république conservât son ascendant en présence des puissances de l'Europe. Une levée d'hommes exige une levée d'argent. Le Directoire demanda, en sus du budget, 125 millions, dont 90 pour l'équipement de deux cent mille conscrits, et 35 pour réparer le dernier désastre de la marine. La question était de savoir où on les prendrait. Le

1. Elle fut rendue le 19 fructidor an VI (5 septembre).

ministre Ramel prouva que les bons pour le remboursement des deux tiers de la dette étaient rentrés presque en totalité, qu'il restait 400 millions en biens nationaux, lesquels étaient libres par conséquent, et pouvaient être consacrés aux nouveaux besoins de la république. On décréta en conséquence la mise en vente de 125 millions de biens nationaux. Un douzième devait être payé comptant, le reste en obligations des acquéreurs, négociables à volonté, et payables successivement dans un délai de dix-huit mois. Elles devaient porter intérêt à cinq pour cent. Ce papier pouvait équivaloir à un paiement au comptant, par la facilité de le donner aux compagnies. Les biens devaient être vendus huit fois le revenu. Cette ressource ne fut pas plus contestée que la loi de recrutement, dont elle était la conséquence.

 Septembre 1798.

Mise en vente
de 125 millions
de biens
nationaux.

Le Directoire se mit ainsi en mesure de répondre aux menaces de l'Europe, et de soutenir la dignité de la république. Deux événements de médiocre importance venaient d'avoir lieu, l'un en Irlande, l'autre à Ostende. L'Irlande s'était soulevée, et le Directoire y avait envoyé le général Humbert avec quinze cents hommes¹. Malheureusement un envoi de fonds que devait faire la trésorerie ayant été retardé, une seconde division de six mille hommes,

Échec
des Français
en Irlande
et des Anglais
à Ostende.

1. Il débarqua le 3 fructidor (20 août), et fut battu et fait prisonnier le 22 (8 septembre) par le général Cornwallis.

Octobre 1798.

commandée par le général Sarrazin, n'avait pu mettre à la voile, et Humbert était resté sans appui. Il s'était maintenu longtemps, et assez pour prouver que l'arrivée du renfort attendu aurait changé entièrement la face des choses. Mais, après une suite de combats honorables, il venait d'être obligé de mettre bas les armes avec tout son corps. Un échec de même nature essuyé par les Anglais avait toutefois compensé cette perte. Les Anglais venaient par intervalles lancer quelques bombes sur nos ports de l'Océan. Ils voulurent faire un débarquement à Ostende, pour détruire les écluses ; mais, poursuivis à outrance, coupés de leurs vaisseaux, ils furent pris au nombre de deux mille hommes.

Hésitations
de l'Autriche.
Médiation
de l'Espagne.
Zèle furieux
de Naples.

Bien que l'Autriche eût contracté une alliance avec la Russie et avec l'Angleterre, et qu'elle pût compter sur une armée russe et sur un subside anglais, néanmoins elle hésitait encore à rentrer en lutte avec la république française. L'Espagne, qui voyait avec peine l'incendie rallumé sur le continent, et qui craignait également les progrès du système républicain et sa ruine, car dans un cas elle pouvait être révolutionnée, et dans l'autre punie de son alliance avec la France ; l'Espagne s'était interposée de nouveau pour calmer des adversaires irrités. Sa médiation, en provoquant des discussions, en faisant naître quelque possibilité d'arrangement, amenait de nouvelles hésitations à

Vienne, ou du moins de nouvelles lenteurs. A Naples, où le zèle était furibond, on était indigné de tout délai, et on voulait trouver une manière d'engager la lutte pour forcer l'Autriche à tirer le fer. La folie de cette petite cour était sans exemple. Le sort des Bourbons était, à cette époque, d'être conduits par leurs femmes à toutes les fautes. On en avait vu trois à la fois dans le même cas : Louis XVI, Charles IV et Ferdinand. Le sort de l'infortuné Louis XVI est connu. Charles IV et Ferdinand, quoique par des voies différentes, furent entraînés, par la même influence, à une ruine inévitable. On avait fait prendre au peuple de Naples la cocarde anglaise ; Nelson était traité comme un dieu tutélaire. On avait ordonné la levée du cinquième de la population, espèce d'extravagance, car il eût suffi d'en bien armer le cinquantième pour prendre rang parmi les puissances. Chaque couvent devait fournir un cavalier équipé ; une partie des biens du clergé avait été mise en vente : tous les impôts avaient été doublés ; enfin ce faiseur de projets malheureux, dont tous les plans militaires avaient si mal réussi, et que la destinée réservait à des revers d'une si étrange espèce, Mack avait été demandé à Naples pour être mis à la tête de l'armée napolitaine. On lui décerna le triomphe avant la victoire, et on lui donna le titre de libérateur de l'Italie, le même qu'avait porté

 Octobre 1798.

Malheureuse
influence
des femmes
sur la destinée
des Bourbons
de cette époque

Octobre 1798.

Bonaparte. A ces grands moyens on ajoutait des neuvaines à tous les saints, des prières à saint Janvier, et des supplices contre ceux qui étaient soupçonnés de partager les opinions françaises.

La petite cour de Naples continuait ses intrigues en Piémont et en Toscane. Elle voulait que les Piémontais s'insurgeassent sur les derrières de l'armée qui gardait la Cisalpine, et les Toscans sur les derrières de celle qui gardait Rome. Les Napolitains auraient profité de l'occasion pour attaquer de front l'armée de Rome, les Autrichiens en auraient profité aussi pour attaquer de front celle de la Cisalpine, et on augurait de toutes ces combinaisons que pas un Français ne se sauverait. Le roi de Piémont, prince religieux, avait quelques scrupules à cause du traité d'alliance qui le liait à la France ; mais on lui disait que la foi promise à des oppresseurs n'engageait pas, et que les Piémontais avaient le droit d'assassiner jusqu'au dernier Français. Du reste, les scrupules étaient moins ici le véritable obstacle que la surveillance rigoureuse du Directoire. Quant à l'archiduc de Toscane, il manquait entièrement de moyens. Naples, pour le décider, promettait de lui envoyer une armée par la flotte de Nelson.

Occupation
de la citadelle
de Turin
par les Français.

Le Directoire, de son côté, était sur ses gardes, et il prenait ses précautions. La république ligurienne, toujours acharnée contre le roi de Piémont,

Octobre 1798.

avait enfin déclaré la guerre à ce prince. A une haine de principes se joignait une vieille haine de voisinage ; et ces deux petites puissances en voulaient venir aux mains à tout prix. Le Directoire intervint dans la querelle, signifia à la république ligurienne qu'il fallait poser les armes, et déclara au roi de Piémont qu'il se chargeait de maintenir la tranquillité dans ses États ; mais que, pour cela, il fallait qu'il y occupât un poste important. En conséquence, il lui demanda de laisser occuper par les troupes françaises la citadelle de Turin. Une pareille prétention n'était justifiable que par les craintes que la cour de Piémont inspirait. Il y avait incompatibilité entre les anciens et les nouveaux États, et ils ne pouvaient pas se fier les uns aux autres. Le roi de Piémont fit de grandes remontrances ; mais il n'y avait pas moyen de résister aux demandes du Directoire. Les Français occupèrent la citadelle, et commencèrent sur-le-champ à l'armer. Le Directoire avait détaché l'armée de Rome de celle de la Cisalpine, et lui avait donné, pour la commander, le général Championnet, qui s'était distingué sur le Rhin. L'armée était disséminée dans tout l'État romain ; il y avait dans la Marche d'Ancône quatre à cinq mille hommes commandés par le général Casa-Bianca ; le général Lemoine était avec deux ou trois mille hommes sur le penchant opposé de l'Apennin, vers Terni. Mac-

Novembre 1798.

donald, avec la gauche, forte de cinq mille hommes à peu près, était répandu sur le Tibre. Il y avait à Rome une petite réserve. L'armée dite de Rome était donc de quinze à seize mille hommes au plus. La nécessité de surveiller le pays et la difficulté d'y vivre nous avaient obligés de disperser nos troupes, et si un ennemi actif et bien secondé avait su saisir l'occasion, il aurait pu faire repentir les Français de leur isolement.

On comptait beaucoup sur cette circonstance à Naples; on se flattait de surprendre les Français et de les détruire en détail. Quelle gloire de prendre l'initiative, de remporter le premier succès, et de forcer enfin l'Autriche à entrer dans la carrière, après la lui avoir ouverte! Ce furent là les raisons qui engagèrent la cour de Naples à prendre l'initiative. Elle espérait que les Français seraient facilement battus, et que l'Autriche ne pourrait plus hésiter, quand une fois le fer serait tiré. M. de Gallo et le prince Belmonte-Pignatelli, qui connaissaient un peu mieux l'Europe et les affaires, s'opposaient à ce qu'on prît l'initiative; mais on refusa d'écouter leurs sages conseils. Pour décider ce pauvre roi, et l'arracher à ses innocentes occupations, on supposa, dit-on, une fausse lettre de l'Empereur, qui provoquait le commencement des hostilités. Dès lors les ordres de marche furent donnés pour la fin de novembre. Toute l'armée napolitaine fut mise

en mouvement. Le roi lui-même partit avec un grand appareil, pour assister aux opérations. Il n'y eut point de déclaration de guerre, mais une sommation aux Français d'évacuer l'État romain. Ils répondirent à cette sommation en se préparant à combattre, malgré la disproportion du nombre.

Dans la situation respective des deux armées, rien n'était plus facile que d'accabler les Français, dispersés dans les provinces romaines, à droite et à gauche de l'Apennin. Il fallait marcher directement sur leur centre, et porter la masse des forces napolitaines entre Rome et Terni. La gauche des Français, placée au delà de l'Apennin pour garder les Marches, eût été coupée de leur droite, placée en deçà pour garder les rives du Tibre. On les eût ainsi empêchés de se rallier, et on les aurait ramenés en désordre jusque dans la haute Italie. La Péninsule du moins eût été délivrée; et la Toscane, l'État romain, les Marches, seraient entrés sous la domination de Naples. Le nombre des troupes napolitaines rendait ce plan encore plus facile et plus sûr; mais il était impossible que Mack employât une manœuvre aussi simple. Comme dans ses anciens plans, il voulut envelopper l'ennemi par une multitude de corps détachés. Il avait près de soixante mille hommes, dont quarante mille formaient l'armée active, et vingt mille les garnisons. Au lieu de diriger cette masse de forces sur le point essen-

Novembre 1798.

La cour de Naples somme les Français d'évacuer l'État romain.

Mauvaise manœuvre de l'Autrichien Mack, mis à la tête de l'armée de Naples.

Novembre 1798.

tiel de Terni, il la divisa en six colonnes. La première, agissant sur le revers de l'Apennin, le long de l'Adriatique, dut se porter par la route d'Ascoli dans les Marches ; la seconde et la troisième, agissant sur l'autre côté des monts, et se liant à la précédente, durent marcher, l'une sur Terni, l'autre sur Magliano ; la quatrième et la principale, formant le corps de bataille, fut dirigée sur Frascati et sur Rome ; une cinquième, longeant la Méditerranée, eut la mission de parcourir les Marais Pontins, et de rejoindre le corps de bataille sur la voie Appienne ; enfin la dernière, embarquée sur l'escadre de Nelson, fut dirigée sur Livourne, pour soulever la Toscane et fermer la retraite aux Français. Ainsi tout était préparé pour les envelopper et les perdre tous, mais rien ne l'était pour les battre auparavant.

C'est dans cet ordre que Mack se mit en marche avec ses quarante mille hommes. La quantité de ses bagages, l'indiscipline des troupes, le mauvais état des chemins, rendaient ses mouvements très-lents. L'armée napolitaine formait une longue queue, sans ordre et sans ensemble. Championnet, averti à temps du péril, détacha deux corps pour observer la marche de l'ennemi, et protéger les corps isolés qui se repliaient. Ne croyant pas pouvoir conserver Rome, il résolut de prendre une position en arrière, sur les bords du Tibre, entre

Championnet
évacue Rome,
que l'armée
napolitaine
occupe
le 29 novembre.

Civita-Castellana et Civita-Ducale, et là de concentrer ses forces pour prendre l'offensive.

Novembre 1798.

Tandis que Championnet se retirait sagement, et évacuait Rome, en laissant huit cents hommes dans le château Saint-Ange, Mack s'avavançait fièrement sur toutes les routes, et semblait ne pouvoir trouver de résistance. Il arriva aux portes de Rome le 9 frimaire an VII (29 novembre 1798), et y entra sans obstacle. On avait préparé au roi une réception triomphale. Ce pauvre prince, traité en conquérant et en libérateur, fut enivré de l'espèce de gloire militaire qu'on lui avait apprêtée. Du reste, on lui conseilla un noble usage de la victoire, et il invita le pape à venir reprendre possessions de ses États. Cependant son armée, moins généreuse que lui, commit d'horribles pillages. La populace romaine, avec sa mobilité accoutumée, se précipita sur les maisons de ceux qu'on accusait d'être révolutionnaires, et les dévasta. La dépouille mortelle du malheureux Duphot fut exhumée et indignement outragée.

Pendant que les Napolitains occupaient ainsi leur temps à Rome, Championnet exécutait avec une rare activité l'habile détermination qu'il avait prise. Sentant que le point essentiel était au centre sur le haut Tibre, il fit prendre à Macdonald une forte position à Civita-Castellana, et le renforça de toutes les troupes dont il put disposer. Il transporta une

Excellente
position prise
par
Championnet
sur les bords
du Tibre.

Décembre 1798.

partie des forces qu'il avait dans les Marches au delà de l'Apennin, et ne laissa au général Casa-Bianca que ce qui lui était strictement nécessaire pour retarder de ce côté la marche de l'ennemi. Lui-même courut à Ancône pour hâter l'arrivée de ses parcs et des munitions. Ne s'effrayant pas plus qu'il ne fallait de ce qui se préparait sur ses derrières en Toscane, il chargea un officier, avec un faible détachement, d'observer ce qui se passait de ce côté.

Choc
des Français
et des troupes
napolitaines
repoussées sur
tous les points.

Les Napolitains rencontrèrent enfin les Français sur les différentes routes qu'ils parcouraient. Ils étaient trois fois plus nombreux, mais ils avaient affaire aux fameuses bandes d'Italie, et ils trouvèrent que la tâche était rude. Dans les Marches, la colonne qui s'avancait par Ascoli fut repoussée au loin par Casa-Bianca. Sur la route de Terni, un colonel napolitain fut enlevé avec tout son corps par le général Lemoine. Cette première expérience de la guerre avec les Français était peu faite pour encourager les Napolitains. Cependant Mack fit ses dispositions pour enlever la position qu'il sentait la plus importante, celle de Civita-Castellana, où Macdonald se trouvait avec le gros de nos troupes. Civita-Castellana est l'ancienne Véies. Elle est placée sur un ravin, dans une position très-forte. Les Français tenaient plusieurs postes éloignés qui en couvraient les approches. Le 14 frimaire an vii

(4 décembre), Mack fit attaquer Borghetto, Nepi, Rignano, par des forces considérables. Il dirigea par la rive opposée du Tibre une colonne accessoire, qui devait s'emparer de Rignano. Aucune de ces attaques ne réussit. L'une des colonnes, mise en fuite, perdit toute son artillerie. Une seconde, enveloppée, perdit trois mille prisonniers. Les autres, découragées, se bornèrent à de simples démonstrations. Nulle part enfin les troupes napolitaines ne purent soutenir le choc des troupes françaises. Mack, un peu déconcerté, renonça à enlever la position centrale de Civita-Castellana, et commença à s'apercevoir que ce n'était pas sur ce point qu'il aurait fallu essayer de forcer la ligne ennemie. C'est à Terni, point plus rapproché de l'Apennin, et moins défendu par les Français, qu'il aurait dû frapper le coup principal. Il songea dès lors à dérober ses troupes, et à les reporter de Civita-Castellana sur Terni. Mais, pour cacher ce mouvement, il aurait fallu une rapidité d'exécution impossible avec des troupes sans discipline. Il fallut plusieurs jours pour faire repasser le Tibre au gros de l'armée, et Mack ralentit encore par sa propre faute une opération déjà trop lente. Macdonald, qu'il croyait retenir à Civita-Castellana par des démonstrations, s'était déjà transporté de Civita-Castellana au delà du Tibre. Lemoine avait été renforcé à Terni. Ainsi, les Napolitains avaient été prévenus

Décembre 1798.

Battu à Civita-Castellana, Mack reporte son principal effort sur Terni.

Décembre 1798.

Retraite
de Mack.

sur tous les points qu'ils se proposaient de surprendre. Le premier mouvement du général Metsch, de Calvi sur Otricoli, n'amena qu'un désastre. Le 19 frimaire (9 décembre), ramené d'Otricoli sur Calvi, ce général fut entouré et obligé de mettre bas les armes, avec quatre mille hommes, devant un corps de trois mille cinq cents. Dès cet instant, Mack ne songea plus qu'à rentrer dans Rome, et à se replier de Rome jusqu'au pied des montagnes de Frascati et d'Albano, pour y rallier son armée, et la renforcer de nouveaux bataillons. C'était là une triste ressource, car ce n'était pas la quantité des soldats qu'il fallait augmenter, c'était leur qualité qu'il aurait fallu changer ; et ce n'était pas en se retirant à quelques lieues du champ de bataille qu'on pouvait trouver le temps de leur donner la discipline et la bravoure.

Évacuation
de Rome par
les Napolitains.

Le roi de Naples, en apprenant ces tristes événements, sortit furtivement de Rome, où il était entré quelques jours auparavant en triomphe. Les Napolitains l'évacuèrent en désordre, à la grande satisfaction des Romains, qui étaient déjà beaucoup plus importunés de leur présence qu'ils ne l'avaient été de celle des Français. Championnet rentra dans Rome dix-sept jours après en être sorti. Il avait mérité véritablement les honneurs du triomphe. Se concentrant habilement avec quinze ou seize mille hommes, il avait su reprendre l'offensive contre

quarante mille, et les avait poussés en désordre devant lui. Championnet ne voulut pas se borner à la simple défense des États romains, il conçut le projet audacieux de conquérir le royaume de Naples avec sa faible armée. L'entreprise était difficile, moins à cause de la force de l'armée napolitaine que de la disposition des habitants, qui pouvaient nous faire une guerre de partisans fort longue et fort dangereuse. Championnet n'en persista pas moins à s'avancer. Il partit de Rome pour suivre la retraite de Mack. Il lui fit sur la route une grande quantité de prisonniers, et mit dans une déroute complète la colonne qui avait été débarquée en Toscane, et dont il ne s'échappa que trois mille hommes.

Décembre 1799.

Mack, entièrement démoralisé, se replia rapidement dans le royaume de Naples, et ne s'arrêta que devant Capoue, sur la ligne du Volturne. Il fit choix de ses troupes les meilleures, les plaça devant Capoue et sur toute la ligne du fleuve, qui est très-profond, et qui forme une barrière difficile à franchir. Pendant ce temps, le roi était rentré à Naples, et son retour subit y avait jeté la confusion. Le peuple, furieux des échecs essuyés par l'armée, criait à la trahison, demandait des armes, et menaçait d'égorger les généraux, les ministres, tous ceux auxquels il attribuait les malheurs de la guerre. Il voulait égorger aussi tous ceux qu'on accusait de

La cour
de Naples arme
les lazzaroni
qui s'insurgent
aussitôt.

Décembre 1798.

La cour
abandonne
Naples
en laissant les
ordres les plus
sanguinaires.

désirer les Français et la Révolution. Cette cour odieuse n'hésita pas à donner aux lazzaroni des armes dont il était facile de prévoir l'usage. A peine ces espèces de barbares eurent-ils reçu les dépouilles des arsenaux, qu'ils s'insurgèrent et se rendirent maîtres de Naples. Criant toujours à la trahison, ils s'emparèrent d'un messenger du roi, et l'assassinèrent. Le favori Acton, auquel on commençait à attribuer les malheurs publics, la reine, le roi, toute la cour, étaient dans l'épouvante. Naples ne paraissait plus un séjour assez sûr ; l'idée de se réfugier en Sicile fut aussitôt conçue et adoptée. Le 11 nivôse (31 décembre), les meubles précieux de la couronne, tous les trésors des palais de Caserte et de Naples, et un trésor de vingt millions, furent embarqués sur l'escadre de Nelson, et l'on fit voile pour la Sicile. Acton, l'auteur de toutes les calamités publiques, ne voulut pas braver les dangers du séjour de Naples, et s'embarqua avec la reine. Tout ce qu'on ne put pas emporter fut brûlé. Ce fut au milieu d'une tempête, et à la lueur des flammes des chantiers incendiés, que cette cour lâche et criminelle abandonna à ses dangers le royaume qu'elle avait compromis. Elle laissa, dit-on, l'ordre d'égorger la haute bourgeoisie, accusée d'esprit révolutionnaire. Tout devait être immolé, jusqu'au rang de notaire. Le prince Pignatelli resta à Naples, chargé des pouvoirs du roi.

Pendant ce temps Championnet s'avancait vers Naples. Il avait commis à son tour la même faute que Mack ; il s'était divisé en plusieurs colonnes, qui devaient se joindre devant Capoue. Leur jonction à travers un pays difficile, au milieu d'un peuple fanatique et soulevé de toutes parts contre les prétendus ennemis de Dieu et de saint Janvier, était fort incertaine.

Janvier 1799.

Championnet, arrivé avec son corps de bataille sur les bords du Volturne, voulut faire une tentative sur Capoue. Repoussé par une nombreuse artillerie, il fut obligé de renoncer à un coup de main et de replier ses troupes, en attendant l'arrivée des autres colonnes. Cette tentative eut lieu le 14 nivôse an VII (3 janvier 1799). Les paysans napolitains, insurgés de toutes parts, interceptaient nos courriers et nos convois. Championnet n'avait aucune nouvelle de ses autres colonnes, et sa position pouvait être considérée comme très-critique. Mack profita de l'occasion pour lui faire des ouvertures amicales. Championnet, comptant sur la fortune des Français, repoussa hardiment les propositions de Mack. Heureusement il fut rejoint par ses colonnes, et il convint alors d'un armistice aux conditions suivantes : Mack devait abandonner la ligne du Volturne, céder la ville de Capoue aux Français, se retirer derrière la ligne des Regi-Lagni du côté de la Méditerranée, et

Armistice signé
entre
Championnet
et Mack, qui
cède une grande
partie
du royaume
de Naples
aux Français.

Janvier 1799.

de l'Ofanto du côté de l'Adriatique, et céder ainsi une grande partie du royaume de Naples. Outre ces concessions de territoire, on stipula une contribution de huit millions en argent. L'armistice fut signé le 22 nivôse (11 janvier).

Quand on apprit à Naples la nouvelle de l'armistice, le peuple se livra à la plus grande fureur, et cria plus vivement encore qu'il était trahi par les officiers de la couronne. La vue du commissaire chargé de recevoir la contribution de huit millions porta la multitude aux derniers excès ; elle se révolta et empêcha l'exécution de l'armistice. Le tumulte fut porté à un tel degré, que le prince Pignatelli, épouvanté, abandonna Naples. Cette belle capitale resta livrée aux lazzaroni. Il n'y avait plus aucune autorité reconnue, et l'on était menacé d'un horrible bouleversement. Enfin, après trois jours de tumulte, on parvint à choisir un chef qui avait la confiance des lazzaroni et qui avait quelques moyens de les contenir : c'était le prince de Moliterne. Pendant ce temps, les mêmes fureurs éclataient dans l'armée de Mack. Ses soldats, loin de s'en prendre de leurs malheurs à leur lâcheté, s'en prirent à leur général, et voulurent le massacrer. Le prétendu libérateur de l'Italie, qui avait reçu un mois auparavant les honneurs du triomphe, n'eut d'autre asile que le camp même des Français. Il demanda à Cham-

Mack, menacé
par ses soldats,
se réfugia
auprès de
Championnet.

pionnet la permission de se réfugier auprès de lui. Le généreux républicain, oubliant le langage peu convenable de Mack dans sa correspondance, lui donna asile, le fit asseoir à sa table, et lui laissa son épée.

Janvier 1799.

Championnet, autorisé par le refus fait à Naples d'exécuter les conditions de l'armistice, s'avança sur cette capitale, dans le but de s'en emparer. La chose était difficile, car un peuple immense, qui, en rase campagne, eût été balayé par quelques escadrons de cavalerie, devenait très-redoutable derrière les murs d'une ville. On eut quelques combats à livrer pour approcher de la place, et les lazzaroni montrèrent là plus de courage que l'armée napolitaine. L'imminence du danger avait redoublé leur fureur. Le prince de Moliterne, qui voulait les modérer, avait cessé bientôt de leur convenir, et ils avaient pris pour chefs deux d'entre eux, les nommés Paggio et Michel le fou. Ils se livrèrent, dès cet instant, aux plus grands excès, et commirent toute espèce de violences contre les bourgeois et les nobles accusés de jacobinisme. Le désordre fut poussé à un tel point, que toutes les classes intéressées à l'ordre souhaitèrent l'entrée des Français. Les habitants firent prévenir Mack qu'ils se joindraient à lui pour livrer Naples. Le prince de Moliterne lui-même promit de s'emparer du fort de Saint-Elme, et de le

Occupation
de Naples par
les Français.

Janvier 1799.

livrer aux Français. Le 4 pluviôse (23 janvier), Championnet donna l'assaut. Les lazzaroni se défendirent courageusement ; mais les bourgeois s'étant emparés du fort Saint-Elme et de différents postes de la ville ; donnèrent entrée aux Français. Les lazzaroni, retranchés néanmoins dans les maisons, allaient se défendre de rue en rue, et incendier peut-être la ville ; mais on fit prisonnier un de leurs chefs, on le traita avec beaucoup d'égards, on lui promit de respecter saint Janvier, et on obtint enfin qu'il fit mettre bas les armes à tous les siens.

Création de la
république par-
thénopéenne.

Championnet, dès cet instant, se trouva maître de Naples et de tout le royaume : il se hâta d'y rétablir l'ordre et de désarmer les lazzaroni. D'après les intentions du gouvernement français, il proclama la nouvelle république. Un nom antique lui fut donné, celui de république parthénopéenne. Telle fut l'issue des folies et des méchancetés de la cour de Naples. Vingt mille Français et deux mois suffirent pour déjouer ses vastes projets, changer ses États en république. Cette courte campagne de Championnet lui valut sur-le-champ une réputation brillante. L'armée de Rome prit dès lors le titre d'armée de Naples, et fut détachée de l'armée d'Italie. Championnet devint indépendant de Joubert.

Pendant que ces événements avaient lieu dans

la Péninsule, la chute du royaume de Piémont était enfin consommée. Déjà, par une précaution que les circonstances légitimaient assez, Joubert s'était emparé de la citadelle de Turin, et l'avait armée avec l'artillerie prise dans les arsenaux piémontais. Mais cette précaution était fort insuffisante dans l'état présent des choses. Le trouble régnait toujours dans le Piémont : les républicains faisaient sans cesse de nouvelles tentatives, et venaient même de perdre six cents hommes, pour avoir essayé de surprendre Alexandrie. Une mascarade sortie de la citadelle de Turin, où toute la cour était représentée, et qui était à la fois l'œuvre des Piémontais et des officiers français que les généraux ne pouvaient pas toujours contenir, avait failli provoquer un combat sanglant dans Turin même. La cour de Piémont ne pouvait pas être notre amie, et la correspondance du ministre de Naples avec M. de Priocca, ministre dirigeant de Piémont, le prouvait assez. Dans des circonstances pareilles, la France, exposée à une nouvelle guerre, ne pouvait pas laisser sur ses communications des Alpes deux partis aux prises et un gouvernement ennemi. Elle avait sur la cour de Piémont le droit que les défenseurs d'une place ont sur tous les bâtiments qui en gênent ou en compromettent la défense. Il fut décidé qu'on forcerait le roi de Piémont à abdiquer. On soutint les répu-

Janvier 1799.Abdication
du roi
de Piémont.

Janvier 1799.

blicains, et on les aida à s'emparer de Novare, Alexandrie, Suse, Chivasso. On dit alors au roi qu'il ne pouvait plus vivre dans des États qui se révoltaient, et qui allaient être bientôt le théâtre de la guerre: on lui demanda son abdication, en lui laissant l'île de Sardaigne. L'abdication fut signée le 19 frimaire (9 décembre 1798). Ainsi les deux princes les plus puissants de l'Italie, celui de Naples et celui de Piémont, n'avaient plus de leurs États que deux îles. Dans les circonstances qui se préparaient, on ne voulut pas se donner l'embarras de créer une nouvelle république, et, en attendant le résultat de la guerre, il fut décidé que le Piémont serait provisoirement administré par la France. Il ne restait plus à enyahir en Italie que la Toscane. Une simple signification suffisait pour l'occuper; mais on différerait cette signification, et l'on attendait, pour la faire, que l'Autriche se fût ouvertement déclarée.

Incompatibilité
des deux
systèmes mis en
présence par
la révolution
française.

Tel était l'état des choses au commencement de l'année 1799. La guerre, d'après les événements que nous venons de rapporter, n'était plus douteuse. D'ailleurs les correspondances interceptées, la levée de boucliers de la cour de Naples, qui n'aurait pas pris l'initiative sans la certitude d'une intervention puissante, les préparatifs immenses de l'Autriche, enfin l'arrivée d'un corps russe en Moravie, ne laissaient plus aucune incertitude. On

était en nivôse (janvier 1799), et il était évident que les hostilités seraient commencées avant deux mois. Ainsi l'incompatibilité des deux grands systèmes que la révolution avait mis en présence était prouvée par les faits. La France avait commencé l'année 1798 avec trois républiques à ses côtés, les républiques batave, cisalpine et ligurienne, et déjà il en existait six à la fin de cette année, par la création des républiques helvétique, romaine et parthénopéenne. Cette extension avait été moins le résultat de l'esprit de conquête que de l'esprit de système. On avait été obligé de secourir les Vaudois opprimés : on avait été provoqué à Rome à venger la mort du malheureux Duphot, immolé en voulant séparer les deux partis : à Naples, on n'avait fait que repousser une agression. Ainsi on avait été forcément conduit à rentrer en lutte. Il est constant que le Directoire, quoique ayant une immense confiance dans la puissance française, désirait cependant la paix, pour des raisons politiques et financières ; il est constant aussi que l'Empereur, tout en désirant la guerre, voulait l'éloigner encore. Cependant tous s'étaient conduits comme s'ils avaient voulu rentrer immédiatement en lutte, tant était grande l'incompatibilité des deux systèmes.

La révolution avait donné au gouvernement français une confiance et une audace extraordinaires. Le dernier événement de Naples, quoique

Janvier 1799.

Janvier 1799.

Etat de
l'administration
de la
république
et des armées.

peu considérable en lui-même, venait de lui persuader encore que tout devait fuir devant les baïonnettes françaises. C'était du reste l'opinion de l'Europe. Il ne fallait rien moins que l'immensité des moyens réunis contre la France, pour donner à ses ennemis le courage de se mesurer avec elle. Mais cette confiance du gouvernement français dans ses forces était exagérée, et lui cachait une partie des difficultés de sa position. La suite a prouvé que ses ressources étaient immenses, mais que dans le moment elles n'étaient pas encore assez assurées pour garantir la victoire. Le Directoire, outre la France, avait à administrer la Hollande, la Suisse, toute l'Italie, partagées en autant de républiques. Les administrer par l'intermédiaire de leur gouvernement était, comme on l'a vu, encore plus difficile que si l'on avait commandé directement chez elles. On n'en pouvait presque tirer aucune ressource, ni en argent ni en hommes, par le défaut d'organisation. Il fallait cependant les défendre, et dès lors combattre sur une ligne qui, depuis le Texel, s'étendait sans interruption jusqu'à l'Adriatique, ligne qui, attaquée de front par la Russie et l'Autriche, était prise à revers par les flottes anglaises, soit en Hollande, soit à Naples. Les forces qu'une telle situation militaire exigeait, il fallait les tirer de France seulement. Or, les armées étaient singulièrement affaiblies. Quarante mille soldats, les meil-

Janvier 1799.

leurs, étaient en Égypte sous notre grand capitaine. Les armées restées en France étaient diminuées de moitié par l'effet des désertions que la paix amène toujours. Le gouvernement payait le même nombre de soldats ; mais il n'avait peut-être pas cent cinquante mille hommes effectifs. Les administrations et les états-majors faisaient le profit sur la solde, et c'était une surcharge inutile pour les finances. Ces cent cinquante mille hommes effectifs formaient des cadres excellents, qu'on pouvait remplir avec la nouvelle levée des conscrits ; mais il fallait du temps pour cela, et on n'en avait pas eu assez depuis l'établissement de la conscription. Enfin, les finances étaient toujours dans le même délabrement, par la mauvaise organisation de la perception. On avait voté un budget de 600 millions, et une ressource extraordinaire de 125 millions, prise sur les 400 millions restants de biens nationaux ; mais la lenteur des rentrées, et l'erreur dans l'évaluation de certains produits, laissaient un déficit considérable. Enfin la subordination, si nécessaire dans une machine aussi vaste, commençait à disparaître. Les militaires devenaient très-difficiles à contenir. Cet état de guerre perpétuelle leur faisait sentir qu'ils étaient nécessaires ; ils en devenaient impérieux et exigeants. Placés dans des pays riches, ils voulaient en profiter, et ils étaient les complices de toutes les spoliations. Ils voulaient

Janvier 1799.

aussi faire triompher leurs opinions là où ils résidaient, et n'obéissaient qu'avec peine à la direction des agents civils. On l'a vu dans la querelle de Brune avec Trouvé. Enfin, dans l'intérieur, l'opposition, qu'on a vue renaître depuis le 18 fructidor, et prendre deux caractères, se prononçait davantage. Les patriotes, réprimés aux dernières élections, se préparaient à triompher dans les nouvelles. Les modérés critiquaient froidement, mais amèrement, toutes les mesures du gouvernement, et, suivant l'usage de toutes les oppositions, lui reprochaient même les difficultés qu'il avait à vaincre, et qui étaient le plus souvent insurmontables. Le gouvernement, c'est la force même : il faut qu'il triomphe ; tant pis pour lui s'il ne triomphe pas. On n'écoute jamais ses excuses quand il explique pourquoi il n'a pas réussi.

Efforts
du Directoire
pour
rétablir l'ordre.

Pillages
en Italie.

Telle était la situation du Directoire à l'instant où la guerre recommença avec l'Europe. Il fit de grands efforts pour rétablir l'ordre dans cette grande machine. La confusion régnait toujours en Italie. Les ressources de cette belle contrée étaient gaspillées, et se perdaient inutilement pour l'armée ; quelques pillards en profitaient seuls. La commission chargée d'instituer et d'administrer la république romaine venait de terminer ses fonctions, et aussitôt l'influence des états-majors s'était fait sentir. On avait changé les consuls jugés trop

Janvier 1799.

modérés. On avait rompu les marchés avantageux pour l'entretien de l'armée. La commission, dans laquelle Faypoult avait la direction financière, avait conclu un marché pour l'entretien et le paiement des troupes stationnées à Rome, et pour le transport de tous les objets d'art envoyés en France. Elle avait adjugé en paiement des biens nationaux pris sur le clergé. Le marché, outre qu'il était modéré sous le rapport du prix, avait l'avantage de fournir un emploi aux biens nationaux. Il fut cassé, et donné ensuite à la compagnie Baudin, qui dévorait l'Italie. Cette compagnie se faisait appuyer par les états-majors, auxquels elle abandonnait quarante pour cent de profit. Le Piémont, qu'on venait d'occuper, offrait une nouvelle proie à dévorer, et la probité de Joubert, général en chef de l'armée d'Italie, n'était pas une garantie contre l'avidité de l'état-major et des compagnies. Naples surtout allait être mise au pillage. Il y avait dans le Directoire quatre hommes intègres, Rewbell, Laréveillère, Merlin et Treilhard, que tous les désordres révolutionnaires. Laréveillère surtout, le plus sévère et le plus instruit des faits par ses relations particulières avec l'ambassadeur Trouvé et avec les membres de la commission de Rome, Laréveillère voulait qu'on déployât la plus grande énergie. Il proposa et fit adopter un projet fort sage : c'était d'instituer dans tous les pays dépendants de la France, et où rési-

Janvier 1799.

Commissions
chargées de la
partie civile
et financière
dans les
pays occupés
par les armées
françaises.

daient nos armées, des commissions chargées de la partie civile et financière, et tout à fait indépendantes des états-majors. A Milan, à Turin, à Rome, à Naples, des commissions civiles devaient recevoir les contributions stipulées avec les pays alliés de la France, passer les marchés, faire tous les arrangements financiers, fournir en un mot aux besoins des armées, mais ne laisser aucun maniement de fonds aux chefs militaires. Les commissions avaient cependant l'ordre de compter aux généraux les fonds qu'ils demanderaient, sans qu'ils fussent obligés de justifier pourquoi ; ils n'en devaient compte qu'au gouvernement. Ainsi l'autorité militaire était encore bien ménagée. Les quatre directeurs firent adopter la mesure, et l'on signifia à Schérer l'ordre de la faire exécuter sur-le-champ avec la dernière rigueur. Comme il montrait quelque indulgence pour ses camarades, on lui signifia qu'il répondrait de tous les désordres qui ne seraient pas réprimés.

Résistance des
états-majors.

Cette mesure, quelque juste qu'elle fût, devait blesser beaucoup les états-majors. En Italie surtout ils parurent se révolter ; ils dirent qu'on déshonorait les militaires par les précautions qu'on prenait à leur égard, qu'on enchaînait tout à fait les généraux, qu'on les privait de toute autorité. Championnet, à Naples, avait déjà tranché du législateur, et nommé des commissions chargées d'administrer

le pays conquis. Faypoult était envoyé à Naples pour s'y charger de toute la partie financière. Il prit les arrêtés nécessaires pour faire rentrer l'administration dans ses mains, et révoqua certaines mesures fort mal entendues, prises par Championnet. Celui-ci, avec toute la morgue des gens de son état, surtout quand ils sont victorieux, se regarda comme offensé; il eut la hardiesse de prendre un arrêté par lequel il enjoignait à Faypoult et aux autres commissaires de quitter Naples sous vingt-quatre heures. Une pareille conduite était intolérable. Méconnaître les ordres du Directoire et chasser de Naples les envoyés revêtus de ses pouvoirs était un acte qui méritait la plus sévère répression, à moins qu'on ne voulût abdiquer l'autorité suprême et la remettre aux généraux. Le Directoire ne faiblit pas, et grâce à l'énergie des membres intègres qui voulaient mettre fin aux gaspillages, il déploya ici toute son autorité. Il destitua Championnet, malgré l'éclat de ses derniers succès, et le livra à une commission militaire. Malheureusement l'insubordination ne s'arrêta pas là. Le brave Joubert se laissa persuader que l'honneur militaire était blessé par les arrêtés du Directoire, il ne voulut pas conserver le commandement aux conditions nouvelles prescrites aux généraux, et donna sa démission. Le Directoire l'accepta. Bernadotte refusa de succéder à Joubert, par les mêmes motifs. Néanmoins

Janvier 1799.

Destitution
de Championnet
et démission
de Joubert.

Janvier 1799.

le Directoire ne céda pas, et persista dans ses arrêtés.

Levée des deux
cent mille
hommes.

Le Directoire s'occupa ensuite de la levée des conscrits, qui s'exécutait lentement. Les deux premières classes ne pouvant pas fournir les deux cent mille hommes, il se fit autoriser à les prendre dans toutes les classes, jusqu'à ce que le nombre requis fût complet. Pour gagner du temps, il fut décidé que les communes seraient chargées elles-mêmes de l'équipement des nouvelles recrues, et que cette dépense serait comptée en déduction de la contribution foncière. Ces nouveaux conscrits, à peine équipés, devaient se rendre sur les frontières, y être formés en bataillons de garnison, remplacer les vieilles troupes dans les places et les camps de réserve, et dès que leur instruction serait suffisante, aller rejoindre les armées actives.

Mesures
pour combler
le déficit
de l'an VII.

Le Directoire s'occupait aussi du déficit. Le ministre Ramel qui administrait toujours nos finances avec lumière et probité, depuis l'établissement du Directoire, après avoir vérifié le produit des impôts, assurait que le déficit serait de 65 millions, sans compter tout l'arriéré provenant du retard dans les rentrées. Une violente dispute s'engagea sur la quantité du déficit. Les adversaires du Directoire ne le portaient pas à plus de 15 millions. Ramel prouvait qu'il serait de 65 au moins, et peut-être même de 75. On avait imaginé l'impôt des portes et

Janvier 1799.

fenêtres, mais il ne suffisait pas. L'impôt du sel fut mis en discussion. Alors de grands cris s'élevèrent : on opprimait le peuple, disait-on, on faisait porter les charges publiques sur une seule classe, on renouvelait les gabelles, etc. Lucien Bonaparte était celui des orateurs qui faisait valoir ces objections avec le plus d'acharnement. Les partisans du gouvernement répondaient en alléguant la nécessité. L'impôt fut rejeté par le conseil des Anciens. Pour en remplacer le produit, on doubla l'impôt des portes et fenêtres ; on décupla même celui des portes cochères. On mit en vente les biens du culte protestant, on décréta que le clergé protestant recevrait des salaires en dédommagement de ses biens. On mit à la disposition du gouvernement les sommes à recouvrer sur les propriétaires de biens restés indivis avec l'État.

Malheureusement toutes ces ressources n'étaient pas assez promptes. Outre la difficulté de porter le produit de l'impôt au niveau de 600 millions, il y avait un autre inconvénient dans la lenteur des rentrées. On était encore réduit, cette année comme dans les précédentes, à donner des délégations aux fournisseurs sur les produits non rentrés. Les rentiers, auxquels on avait, depuis le remboursement des deux tiers, promis la plus grande exactitude, étaient payés eux-mêmes avec des bons recevables en acquittement des impôts.

vier 1799.

ense champ
bataille sur
el devaient
porter les
armées
ançaises.

Ainsi on se trouvait de nouveau réduit aux expédients.

Ce n'était pas tout que de réunir des soldats et des fonds pour les entretenir, il fallait les distribuer d'après un plan convenable, et leur choisir des généraux. Il fallait, comme nous l'avons dit, garder la Hollande, la ligne du Rhin, la Suisse et toute l'Italie, c'est-à-dire opérer depuis le golfe de Tarente jusqu'au Texel. La Hollande était couverte d'un côté par la neutralité de la Prusse, qui paraissait certaine ; mais une flotte anglo-russe devait y faire un débarquement, et il était urgent de la protéger contre ce danger. La ligne du Rhin était protégée par les deux places de Mayence et de Strasbourg, et quoiqu'il fût peu probable que l'Autriche vint essayer de la percer, il était prudent de la couvrir par un corps d'observation. Soit qu'on prît l'offensive ou qu'on l'attendît, c'était sur les bords du haut Danube, vers les environs du lac de Constance, ou en Suisse. qu'on devait rencontrer les armées autrichiennes. Il fallait une armée active qui, partie de l'Alsace ou de la Suisse, s'avancerait dans les plaines de la Bavière. Il fallait ensuite un corps d'observation pour couvrir la Suisse, il fallait enfin une grande armée pour couvrir la haute Italie contre les Autrichiens, et la basse Italie contre les Napolitains et les Anglais réunis.

Ce champ de bataille était immense, et il n'était

pas connu et jugé comme il l'a été depuis, à la suite de longues guerres et de campagnes immortelles. On pensait alors que la clef de la plaine était dans les montagnes. La Suisse, placée au milieu de la ligne immense sur laquelle on allait combattre, paraissait la clef de tout le continent ; et la France, qui occupait la Suisse, semblait avoir un avantage décisif. Il semblait qu'en ayant les sources du Rhin, du Danube, du Pô, elle en commandât tout le cours. C'était là une erreur. On conçoit que deux armées qui appuient immédiatement une aile à des montagnes, comme les Autrichiens et les Français quand ils se battaient aux environs de Vérone ou aux environs de Rastadt, tiennent à la possession de ces montagnes, parce que celle des deux qui en est maîtresse peut déborder l'ennemi par les hauteurs. Mais quand on se bat à cinquante ou cent lieues des montagnes, elles cessent d'avoir la même importance. Tandis qu'on s'épuiserait pour la possession du Saint-Gothard, des armées placées sur le Rhin ou sur le bas Pô auraient le temps de décider du sort de l'Europe. Mais on concluait du petit au grand : de ce que les hauteurs sont importantes sur un champ de bataille de quelques lieues, on en concluait que la puissance maîtresse des Alpes devait l'être du continent. La Suisse n'a qu'un avantage réel, c'est d'ouvrir des débouchés directs à la France sur l'Autriche, et à l'Autriche sur la France.

 Janvier 1799.

La Suisse
considérée
comme la clef
du continent.

Importance
relative
des montagnes.

Janvier 1799.

Avantage
e la neutralité
de la Suisse.

On conçoit dès lors que, pour le repos des deux puissances et de l'Europe, la clôture de ces débouchés soit un bienfait. Plus on peut empêcher les points de contact et les moyens d'invasion, mieux on fait, surtout entre deux États qui ne peuvent se heurter sans que le continent en soit ébranlé. C'est en ce sens que la neutralité de la Suisse intéresse toute l'Europe, et qu'on a toujours eu raison d'en faire un principe de sûreté générale.

La France, en l'envahissant, s'était donné l'avantage des débouchés directs sur l'Autriche et l'Italie, et, en ce sens, on pouvait regarder la possession de la Suisse comme importante pour elle. Mais si la multiplicité des débouchés est un avantage pour la puissance qui doit prendre l'offensive, et qui en a les moyens, elle devient un inconvénient pour la puissance qui est réduite à la défensive par l'infériorité de ses forces. Celle-ci doit souhaiter alors que le nombre des points d'attaque soit aussi réduit que possible, afin de pouvoir concentrer ses forces avec avantage. S'il eût été avantageux pour la France, suffisamment préparée à l'offensive, de pouvoir déboucher en Bavière par la Suisse, il était fâcheux pour elle, réduite à la défensive, de ne pouvoir pas compter sur la neutralité suisse; il était fâcheux pour elle d'avoir à garder tout l'espace compris de Mayence à Gênes, au lieu de pouvoir, comme elle le fit en 1793, con-

centrer ses forces entre Mayence et Strasbourg d'une part, et entre le Mont-Blanc et Gênes de l'autre. .

Janvier 1799.

Ainsi, l'occupation de la Suisse pouvait devenir dangereuse pour la France, dans le cas de la défensive. Mais elle était fort loin de se croire dans un cas pareil. Le projet du gouvernement était de prendre l'offensive partout et de procéder, comme naguère, par des coups foudroyants. Mais la distribution de ses forces fut des plus malheureuses. On plaça une armée d'observation en Hollande, et une autre armée d'observation sur le Rhin. Une armée active devait partir de Strasbourg, traverser la Forêt-Noire et envahir la Bavière. Une seconde armée active devait combattre en Suisse pour la possession des montagnes, et appuyer ainsi d'un côté celle qui agirait sur le Danube, et de l'autre celle qui agirait en Italie. Une autre grande armée devait partir de l'Adige pour chasser tout à fait les Autrichiens jusqu'au delà de l'Isonzo. Enfin, une dernière armée d'observation devait couvrir la basse Italie, et garder Naples. On voulait que l'armée de Hollande fût de vingt mille hommes, celle du Rhin de quarante, celle du Danube de quatre-vingt mille, celle de Suisse de quarante, celle d'Italie de quatre-vingt mille, celle de Naples de quarante, ce qui faisait en tout trois cent mille hommes, indépendamment des garnisons. Avec de pareilles forces, cette distribution

Dissémination
des forces
de la France.

Janvier 1799.

devenait moins défectueuse. Mais si, par la levée des conscrits, on pouvait, dans quelque temps, porter nos armées à ce nombre, on était loin d'y être arrivé dans le moment. On ne pouvait guère laisser que dix mille hommes en Hollande. Sur le Rhin on pouvait à peine réunir quelques mille hommes. Les troupes destinées à composer cette armée d'observation étaient retenues dans l'intérieur, soit pour surveiller la Vendée encore menacée, soit pour protéger la tranquillité publique pendant les élections qui se préparaient. L'armée destinée à agir sur le Danube était au plus de quarante mille hommes, celle de Suisse de trente, celle d'Italie de cinquante, celle de Naples de trente. Ainsi, nous comptions à peine cent soixante ou cent soixante-dix mille hommes. Les éparpiller du Texel au golfe de Tarente était la chose du monde la plus imprudente.

Puisque le Directoire, emporté par l'audace révolutionnaire, voulait prendre l'offensive, il fallait alors, plus que jamais, choisir les points d'attaque, se réunir en masse suffisante sur ces points, et ne pas se disséminer pour combattre sur tous à la fois. Ainsi, en Italie, au lieu de disperser ses forces depuis Vérone jusqu'à Naples, il fallait, à l'exemple de Bonaparte, en réunir la plus grande partie sur l'Adige, et frapper là de grands coups. En battant les Autrichiens sur l'Adige, il était assez prouvé

qu'on pouvait tenir en respect Rome, Florence et Naples. Du côté du Danube, au lieu de perdre inutilement des milliers de braves au pied du Saint-Gothard, il fallait diminuer l'armée de Suisse et du Rhin, grossir l'armée active du Danube, et livrer avec celle-ci une bataille décisive en Bavière. On pouvait même réduire encore les points d'attaque, rester en observation sur l'Adige, n'agir offensivement que sur le Danube, et là, porter un coup plus fort et plus sûr, en grossissant la masse qui devait le frapper. Napoléon et l'archiduc Charles ont prouvé, le premier par de grands exemples, le second par des raisonnements profonds, qu'entre l'Autriche et la France la querelle doit se vider sur le Danube. C'est là qu'est le chemin le plus court pour arriver au but. Une armée française victorieuse en Bavière rend nuls tous les succès d'une armée autrichienne victorieuse en Italie, parce qu'elle est beaucoup plus rapprochée de Vienne.

Il faut dire, pour excuser les plans du Directoire, qu'on n'avait point encore embrassé d'aussi vastes champs de bataille, et que le seul homme qui l'aurait pu alors était en Égypte. On dissémina donc les cent soixante mille hommes, ou environ, actuellement disponibles, sur la ligne immense que nous avons décrite, et dans l'ordre que nous avons indiqué. Dix mille hommes devaient observer la Hollande, quelques mille le Rhin ; qua-

Janvier 1799.

Janvier 1799.

rante mille formaient l'armée du Danube, trente mille celle de Suisse, cinquante mille celle d'Italie, trente celle de Naples. Les conscrits devaient bientôt renforcer ces masses, et les porter au nombre fixé par les plans du Directoire.

Choix
malheureux
des généraux.

Le choix des généraux ne fut guère plus heureux que la conception des plans. Il est vrai que depuis la mort de Hoche et le départ de Bonaparte, Desaix et Kléber, pour l'Égypte, les choix étaient beaucoup plus limités. Il restait un général dont la réputation était grande et méritée, c'était Moreau. On pouvait être plus audacieux, plus entreprenant, mais on n'était ni plus ferme ni plus sûr. Un État défendu par un tel homme ne pouvait périr. Disgracié à cause de sa conduite dans l'affaire Pichegru, il avait modestement consenti à devenir simple inspecteur d'infanterie. On le proposa au Directoire pour commander en Italie. Depuis que Bonaparte avait tant attiré l'attention sur cette belle contrée, depuis qu'elle était comme la pomme de discorde entre l'Autriche et la France, ce commandement semblait le plus important. C'est pourquoi on songea à Moreau. Barras s'y opposa de toutes ses forces. Il donna des raisons de grand patriote, et présenta Moreau comme suspect, à cause de sa conduite au 18 fructidor. Ses collègues eurent la faiblesse de céder. Moreau fut écarté, et resta simple général de division dans

l'armée qu'il aurait dû commander en chef. Il accepta noblement ce rang subalterne et au-dessous de ses talents. Joubert et Bernadotte avaient refusé le commandement de l'armée d'Italie, on sait par quels motifs. On songea donc à Schérer, ministre de la guerre. Ce général, par son succès en Belgique et sa belle bataille de Loano, s'était acquis beaucoup de réputation. Il avait de l'esprit, mais un corps usé par l'âge et les infirmités ; il n'était plus capable de commander à des jeunes gens pleins de force et d'audace. D'ailleurs il s'était brouillé avec la plupart de ses camarades, en voulant apporter quelque rigueur dans la répression de la licence militaire. Barras le proposa pour général de l'armée d'Italie. On dit que c'était pour le faire sortir du ministère de la guerre, où il commençait à devenir importun par sa sévérité. Cependant les militaires que l'on consulta, notamment Bernadotte et Joubert, ayant parlé de sa capacité comme on en parlait alors dans l'armée, c'est-à-dire avec beaucoup d'estime, il fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. Il s'en défendit beaucoup, alléguant son âge, sa santé, et surtout son impopularité, due aux fonctions qu'il avait exercées ; mais on insista, et il fut obligé d'accepter.

Championnet, traduit devant une commission, fut remplacé dans le commandement de l'armée

Janvier 1799.

Schérer nommé
général en
chef de l'armée
d'Italie.

Janvier 1799.

Commande-
ments donnés
à Macdonald,
Masséna,
Jourdan,
Bernadotte
et Brune.

de Naples par Macdonald. Masséna fut chargé du commandement de l'armée d'Helvétie. Ces choix étaient excellents, et la république ne pouvait que s'en applaudir. L'importante armée du Danube fut donnée au général Jourdan. Malgré ses malheurs dans la campagne de 1798, on n'avait point oublié les services qu'il avait rendus en 1793 et 1794, et on espérait qu'il ne serait pas au-dessous de ses premiers exploits. Puisqu'on ne la donnait pas à Moreau, l'armée du Danube ne pouvait être en de meilleures mains. Malheureusement elle était tellement inférieure en nombre, qu'il eût fallu, pour la commander avec confiance, l'audace du vainqueur d'Arcole et de Rivoli. Bernadotte eut l'armée du Rhin, Brune celle de Hollande.

Forces
des puissances
coalisées.

L'Autriche avait fait des préparatifs bien supérieurs aux nôtres. Ne se confiant pas comme nous dans ses succès, elle avait employé les deux années écoulées depuis l'armistice de Léoben à lever, à équiper et à instruire de nouvelles troupes. Elle les avait pourvues de tout ce qui était nécessaire, et s'était étudiée à choisir les meilleurs généraux. Elle pouvait porter actuellement en ligne deux cent vingt-cinq mille hommes effectifs, sans compter les recrues qui se préparaient encore. La Russie lui fournissait un contingent de soixante mille hommes, dont on vantait dans toute l'Europe la bravoure fanatique, et qui étaient com-

mandés par le célèbre Souwarow. Ainsi la nouvelle coalition allait opérer sur le front de notre ligne avec environ trois cent mille hommes. On annonçait deux autres contingents russes, combinés avec des troupes anglaises, et destinés l'un à la Hollande, l'autre à Naples.

Janvier 1799.

Le plan de campagne de la coalition n'était pas mieux conçu que le nôtre. C'était une conception pédantesque du conseil aulique, fort désapprouvée par l'archiduc Charles, mais imposée à lui et à tous les généraux, sans qu'il leur fût permis de la modifier. Ce plan reposait, comme celui des Français, sur le principe que les montagnes sont la clef de la plaine. Aussi des forces considérables étaient-elles amoncelées pour garder le Tyrol et les Grisons, et pour arracher, s'il était possible, la grande chaîne des Alpes aux Français. Le second objet que le conseil aulique semblait le plus affectionner, c'était l'Italie. Des forces considérables étaient placées derrière l'Adige. Le théâtre de guerre le plus important, celui du Danube, ne paraissait pas être celui dont on s'était le plus occupé. Ce qu'on avait fait de plus heureux de ce côté, c'était d'y placer l'archiduc Charles. Voici comment étaient distribuées les forces autrichiennes. L'archiduc Charles était, avec cinquante-quatre mille fantassins et vingt-quatre mille chevaux, en Bavière. Dans le Vorarlberg, tout le long du Rhin,

Plan
de campagne
de la coalition.

Distribution
des forces
autrichiennes.

Janvier 1799.

jusqu'à son embouchure dans le lac de Constance, le général Hotze commandait vingt-quatre mille fantassins et deux mille chevaux. Bellegarde était dans le Tyrol avec quarante-six mille hommes, dont deux mille cavaliers. Kray avait sur l'Adige soixante-quatre mille fantassins et onze mille chevaux, ce qui faisait soixante-quinze mille hommes en tout. Le corps russe devait venir se joindre à Kray, pour agir en Italie.

On voit que les vingt-six mille hommes de Hotze et les quarante-six mille de Bellegarde devaient agir dans les montagnes. Ils devaient gagner les sources des fleuves, tandis que les armées qui agissaient dans la plaine tâcheraient d'en franchir le cours. Du côté des Français, l'armée d'Helvétie était chargée du même soin. Ainsi, de part et d'autre, une foule de braves allaient s'entre-détruire inutilement sur des rochers inaccessibles, dont la possession ne pouvait guère influencer sur le sort de la guerre ¹.

Plaintes
des généraux
français sur
l'insuffisance de
leurs moyens.

Les généraux français n'avaient pas manqué d'informer le Directoire de l'insuffisance de leurs moyens en tout genre. Jourdan, obligé d'envoyer plusieurs bataillons en Belgique pour y réprimer quelques troubles, et une demi-brigade à l'armée d'Helvétie pour remplacer une autre demi-brigade

1. Toutes ces assertions sont motivées au long par l'archiduc Charles, le général Jomini et Napoléon.

envoyée en Italie, ne comptait plus que trente-huit mille hommes effectifs. De pareilles forces étaient trop disproportionnées avec celles de l'archiduc, pour qu'il pût lutter avec avantage. Il demandait la prompte formation de l'armée de Bernadotte, qui ne comptait pas encore plus de cinq à six mille hommes, et surtout l'organisation des nouveaux bataillons de campagne. Il aurait voulu qu'on lui permit d'attirer à lui ou l'armée du Rhin ou l'armée d'Helvétie, en quoi il avait raison. Masséna se plaignait, de son côté, de n'avoir ni les magasins, ni les moyens de transport indispensables pour faire vivre son armée dans des pays stériles et d'un accès extrêmement difficile.

Février 1799.

Le Directoire répondit à ces observations que les conscrits allaient rejoindre et se former bientôt en bataillons de campagne; que l'armée d'Helvétie serait incessamment portée à quarante mille hommes, celle du Danube à soixante; que dès que les élections seraient achevées, les vieux bataillons retenus dans l'intérieur iraient former le noyau de l'armée du Rhin. Bernadotte et Masséna avaient ordre de concourir aux opérations de Jourdan, et de se conformer à ses vues. Comptant toujours sur l'effet de l'offensive, et animé de la même confiance dans ses soldats, il voulait que, malgré la disproportion du nombre, ses généraux se hâtassent de brusquer l'attaque et de déconcerter les Autrichiens

Le Directoire,
pour
toute réponse
ordonne
de brusquer
l'attaque.

Février 1799

par une charge impétueuse. Aussi les ordres furent-ils donnés en conséquence.

Les Grisons, partagés en deux factions, avaient hésité longtemps entre la domination autrichienne et la domination suisse. Enfin ils avaient appelé les Autrichiens dans leurs vallées. Le Directoire, les considérant comme sujets suisses, ordonna à Masséna d'occuper leur territoire, en faisant aux Autrichiens une sommation préalable de l'évacuer. En cas de refus, Masséna devait attaquer sur-le-champ. En même temps, comme les Russes s'avançaient toujours en Autriche, il adressa, à ce sujet, deux notes, l'une au congrès de Rastadt, l'autre à l'Empereur. Il déclarait au corps germanique et à l'Empereur que si dans l'espace de huit jours un contre-ordre n'était pas donné à la marche des Russes, il regardait la guerre comme déclarée. Jourdan avait ordre de passer le Rhin aussitôt ce délai expiré.

Notes
du Directoire
au congrès
de Rastadt
et à l'Empereur.

Le congrès de Rastadt avait singulièrement avancé ses travaux. Les questions de la ligne du Rhin, du partage des îles, de la construction des ponts, étant terminées, on ne s'occupait plus que de la question des dettes. La plupart des princes germaniques, excepté les princes ecclésiastiques, ne demandaient pas mieux que de s'entendre, pour éviter la guerre; mais, soumis la plupart à l'Autriche, ils n'osaient pas se prononcer. Les

membres de la députation quittaient successivement le congrès, et bientôt on allait se trouver dans l'impossibilité de délibérer. Le congrès déclara ne pouvoir pas répondre à la note du Directoire, et en référa à la diète de Ratisbonne. La note destinée à l'Empereur fut envoyée à Vienne même et resta sans réponse. La guerre se trouvait donc déclarée par le fait. Jourdan eut ordre de traverser le Rhin, et de s'avancer, par la Forêt-Noire, jusqu'aux sources du Danube. Il franchit le Rhin le 11 ventôse an VII (1^{er} mars). L'archiduc Charles franchit le Lech le 13 ventôse (3 mars). Ainsi les limites que les deux puissances s'étaient prescrites étaient franchies, et on allait de nouveau en venir aux mains. Cependant, tout en faisant une marche offensive, Jourdan avait ordre de laisser tirer les premiers coups de fusil à l'ennemi, en attendant que la déclaration de guerre fût approuvée par le corps législatif.

Mars 1799.

La guerre
se trouvant
déclarée de fait,
Jourdan
passe le Rhin,
le prince Charles
le Lech.

Pendant ce temps Masséna agit dans les Grisons. Il somma les Autrichiens de les évacuer le 16 ventôse (6 mars). Les Grisons se composent de la haute vallée du Rhin et de la haute vallée de l'Inn, ou Engadine. Masséna résolut de passer le Rhin près de son embouchure dans le lac de Constance, et de s'emparer ainsi de tous les corps répandus dans les hautes vallées. Lecourbe, qui formait son aile droite, et qui, par son activité et son audace extra-

Plan
de campagne
de Masséna pour
agir dans
les Grisons.

Mars 1799.

ordinaires, était le général le plus accompli pour la guerre des montagnes, devait partir des environs du Saint-Gothard, franchir le Rhin vers ses sources, se jeter dans la vallée de l'Inn. Le général Dessoles, avec une division de l'armée l'Italie, devait le secourir en se portant de la Valteline dans la vallée du haut Adige.

Premiers succès
de Masséna
et de Lecourbe.

Ces habiles dispositions furent exécutées avec une grande vigueur. Le 16 ventôse (6 mars) le Rhin fut franchi sur tous les points. Les soldats jetèrent des charrettes dans le fleuve, et passèrent dessus comme sur un pont. En deux jours, Masséna fut maître de tout le cours du Rhin, depuis ses sources jusqu'à son embouchure dans le lac de Constance, et prit quinze pièces de canon et cinq mille prisonniers. Lecourbe, de son côté, n'exécutait pas avec moins de bonheur les ordres de son général en chef. Il franchit le Rhin supérieur, passa de Dissentis à Tüsis dans la vallée de l'Albula, et, de cette vallée, se jeta hardiment dans celle de l'Inn, en traversant les plus hautes montagnes de l'Europe, couvertes encore des neiges de l'hiver. Un retard forcé ayant empêché Dessoles de se porter de la Valteline sur le haut Adige, Lecourbe se trouvait exposé au débordement de toutes les forces autrichiennes cantonnées dans le Tyrol. En effet, tandis qu'il s'avancait hardiment dans la vallée de l'Inn et marchait sur Martinsbruck, Laudon se jeta avec

un corps sur ses derrières ; mais l'intrépide Lecourbe, revenant sur ses pas, assaillit Laudhon, l'accabla, lui fit beaucoup de prisonniers, et recommença sa marche dans la vallée de l'Inn.

Mars 1799.

Ces débuts brillants semblaient faire croire que dans les Alpes comme à Naples, les Français pourraient braver partout un ennemi supérieur en nombre. Ils confirmèrent le Directoire dans l'idée qu'il fallait persister dans l'offensive et suppléer au nombre par la hardiesse.

Le Directoire envoya à Jourdan la déclaration de guerre qu'il avait obtenue des Conseils ¹, avec l'ordre d'attaquer sur-le-champ. Jourdan avait débouché par les défilés de la Forêt-Noire, dans le pays compris entre le Danube et le lac de Constance. L'angle formé par ce fleuve et ce lac va en s'ouvrant toujours davantage, à mesure qu'on avance en Allemagne. Jourdan, qui voulait appuyer sa gauche au Danube, et sa droite au lac de Constance pour communiquer avec Masséna, était donc obligé, à mesure qu'il s'avancait, d'étendre toujours sa ligne, et de l'affaiblir par conséquent d'une manière dangereuse, surtout devant un ennemi très-supérieur en nombre. Il s'était d'abord porté jusqu'à Mengen d'un côté, et jusqu'à Marckdorf de l'autre. Mais apprenant que l'armée du Rhin ne se-

Déclaration
de guerre.
Position prise
par Jourdan.

1. Cette déclaration de guerre fut faite le 22 ventôse an vii (12 mars).

Mars 1799.

rait pas organisée avant le 10 germinal (30 mars), et craignant d'être tourné par la vallée du Necker, il crut devoir faire un mouvement rétrograde. Les ordres de son gouvernement et le succès de Masséna le décidèrent à remarcher en avant. Il fit choix d'une bonne position entre le lac de Constance et le Danube. Deux torrents, l'Ostrach et l'Aach, partant à peu près du même point, et se jetant l'un dans le Danube, l'autre dans le lac de Constance, forment une même ligne droite. derrière laquelle Jourdan s'établit. Saint-Cyr, formant sa gauche, était à Mengen; Souham, avec le centre, à Pfullendorf; Férino, avec la droite, à Barendorf. D'Hauptoult était placé à la réserve. Lefebvre, avec la division d'avant-garde, était à Ostrach. Ce point était le plus accessible de la ligne : placé à l'origine des deux torrents, il présentait des marécages qu'on pouvait traverser sur une longue chaussée. C'est sur ce point que l'archiduc Charles, qui ne voulait point se laisser prévenir, résolut de porter son principal effort. Il dirigea deux colonnes à la gauche et à la droite des Français contre Saint-Cyr et Férino. Mais sa masse principale, forte de près de cinquante mille hommes, fut portée tout entière sur le point d'Ostrach, où se trouvaient neuf mille Français au plus. Le combat commença le 2 germinal (22 mars) au matin et fut des plus acharnés. Les Français déployèrent à cette première rencontre une

Combat
à Pfullendorf
le 22 mars.

bravoure et une opiniâtreté qui excitèrent l'admiration du prince Charles lui-même. Jourdan accourut sur ce point ; mais l'étendue de sa ligne et la nature du pays ne permettaient pas que, par un mouvement rapide, il transportât les forces de ses ailes à son centre. Le passage fut forcé, et, après une résistance honorable, Jourdan se vit obligé de battre en retraite. Il se replia entre Singen et Tuttlingen.

Mars 1799.

Un échec à l'ouverture de la campagne était fâcheux ; il détruisait ce prestige d'audace et d'invincibilité dont les Français avaient besoin pour suppléer au nombre. Cependant l'infériorité des forces avait rendu cet échec presque inévitable. Jourdan ne renonça pas pourtant à prendre l'offensive. Sachant que Masséna s'avancait au delà du Rhin, se fiant à la coopération de l'armée du Danube, il se croyait obligé de tenter un dernier effort pour soutenir son collègue et l'appuyer en se portant vers le lac de Constance. Il avait un autre motif de se reporter en avant ; c'était le désir d'occuper le point de Stokach, où se croisent les routes de Suisse et de Souabe, point qu'il avait eu le tort d'abandonner en se retirant entre Singen et Tuttlingen. Il fixa son mouvement au 5 germinal (25 mars).

L'archiduc Charles n'était pas encore assuré de la direction qu'il devait donner à ses mouvements. Il ne savait s'il devait diriger sa marche ou sur la

Indécision
de l'archiduc
Charles.

Mars 1799.

Suisse, de manière à séparer Jourdan de Masséna, ou vers les sources du Danube, de manière à le séparer de sa base du Rhin. La direction vers la Suisse lui semblait la plus avantageuse pour les deux armées, car les Français avaient autant d'intérêt à se lier à l'armée d'Helvétie que les Autrichiens en avaient à les en séparer. Mais il ignorait les projets de Jourdan, et voulait faire une reconnaissance pour s'en assurer. Il avait projeté cette reconnaissance pour le 5 germinal (25 mars), le jour même où Jourdan, de son côté, voulait l'attaquer.

Position
compliquée des
deux armées.

La nature des lieux rendait la position des deux armées extrêmement compliquée. Le point stratégique était Stokach, où se croisent les routes de Souabe et de Suisse. C'était là la position que Jourdan voulait reprendre, et que l'archiduc voulait garder. La Stokach, petite rivière, coule, en faisant beaucoup de détours, devant la ville du même nom, et va finir son cours sinueux dans le lac de Constance. C'était sur cette rivière que l'archiduc avait pris position. Il avait sa gauche entre Nenzingen et Wahlwies, sur des hauteurs, et derrière l'un des circuits de la Stokach ; son centre était placé sur un plateau élevé, nommé le Nellenberg, et en avant de la Stokach ; et sa droite sur le prolongement de ce plateau, le long de la chaussée qui va de Stokach à Liptingen. Elle se trouvait, comme le centre, en

Mars 1799.

avant de la Stokach. L'extrémité de cette aile était couverte par les bois épais qui s'étendent sur la route de Liptingen. Il y avait de grands défauts dans cette position. Si la gauche avait la Stokach devant elle, le centre et la droite l'avaient à dos, et pouvaient y être précipités par un effort de l'ennemi. En outre, toutes les positions de l'armée n'avaient qu'une même issue vers la ville de Stokach, et en cas d'une retraite forcée, la gauche, le centre, la droite, seraient venus s'entasser par une seule route, et auraient pu amener en s'y rencontrant une confusion désastreuse. Mais l'archiduc en voulant couvrir Stokach ne pouvait pas prendre d'autre position, et la nécessité était son excuse. Il n'avait à se reprocher que deux véritables fautes : l'une de n'avoir pas fait quelques travaux pour mieux garder son centre et sa droite, et l'autre d'avoir trop porté de troupes à sa gauche, qui était suffisamment protégée par la rivière. C'est l'extrême désir de conserver le point important de Stokach qui lui fit distribuer ainsi ses troupes. Il avait du reste l'avantage d'une immense supériorité numérique.

Jourdan ignorait une partie des dispositions de l'archiduc, car rien n'est plus difficile que les reconnaissances, surtout dans un pays aussi accidenté que celui où agissaient les deux armées. Il occupait toujours l'ouverture de l'angle formé par le Danube

Mars 1799.

et le lac de Constance, de Tuttlingen à Steusslingen. Cette ligne était fort étendue, et la nature du pays, qui ne permettait guère une concentration rapide, rendait cet inconvénient encore plus grave. Il ordonna au général Férino, qui commandait sa droite vers Steusslingen, de marcher sur Wahlwies, et à Souham, qui commandait le centre vers Eigeltingen, de se porter sur Nenzingen. Ces deux généraux devaient combiner leurs efforts pour emporter la gauche et le centre de l'archiduc, en passant la Stokach et en gravissant le Nellenberg. Jourdan se proposait ensuite de faire agir sa gauche, son avant-garde et sa réserve sur le point de Liptingen, afin de pénétrer à travers les bois qui couvraient la droite de l'archiduc, et de parvenir à la forcer. Ces dispositions avaient l'avantage de diriger la plus grande masse des forces sur l'aile droite de l'archiduc, qui était la plus compromise. Malheureusement toutes les colonnes de l'armée avaient des points de départ trop éloignés. Pour agir sur Liptingen, l'avant-garde et la réserve partaient d'Emingen-ob-Ek, et la gauche de Tuttlingen, à la distance d'une journée de marche. Cet isolement était d'autant plus dangereux, que l'armée française, forte de trente-six mille hommes environ, était inférieure d'un tiers au moins à l'armée autrichienne.

Le 5 germinal (25 mars) au matin, les deux ar-

mées se rencontrèrent. L'armée française marchait à une bataille, celle des Autrichiens à une reconnaissance. Les Autrichiens, qui s'étaient ébranlés un peu avant nous, surprirent nos avant-gardes, mais furent bientôt refoulés sur tous les points par le gros de nos divisions. Férino à la droite, Souham au centre, arrivèrent à Wahlwies, à Orsingen, à Nenzingen, au bord de la Stokach, au pied du Nellemberg, ramenèrent les Autrichiens dans leur position du matin, et commencèrent l'attaque sérieuse de cette position. Ils avaient à franchir la Stokack et à forcer le Nellemberg. Une longue canonnade s'engagea sur toute la ligne.

A notre gauche, le succès était plus prompt et plus complet. L'avant-garde, actuellement commandée par le général Soult, depuis une blessure qu'avait reçue Lefebvre, repoussa les Autrichiens qui s'étaient avancés jusqu'à Emingen-ob-Ek, les chassa de Liptingen, les mit en déroute dans la plaine, les poursuivit avec une extrême ardeur, et parvint à leur enlever les bois. Ces bois étaient ceux mêmes qui couvraient la droite autrichienne ; en poursuivant leurs mouvements, les Français pouvaient la jeter dans le ravin de Stokach et lui causer un désastre. Mais il était clair que cette aile allait être renforcée aux dépens du centre et de la gauche, et qu'il fallait agir sur elle avec une grande masse de forces. Il fallait donc, comme dans le

Mars 1799.

Bataille
de Stokach
livrée
le 25 mars.

Mars 1799.

plan primitif, faire converger sur ce même point l'avant-garde, la réserve et la gauche. Malheureusement le général Jourdan, se confiant dans le succès trop facile qu'il venait d'obtenir, voulut atteindre un objet trop étendu, et au lieu d'amener Saint-Cyr à lui, il prescrivit à ce général de faire un long circuit, pour envelopper les Autrichiens et leur couper la retraite. C'était trop se hâter de recueillir les fruits de la victoire, quand la victoire n'était pas remportée. Le général Jourdan ne garda sur le point décisif que la division d'avant-garde et la réserve confiée à d'Hauptmann.

Pendant ce temps, la droite des Autrichiens, voyant les bois qui la couvraient forcés par l'ennemi, fit volte-face, et disputa avec une extrême opiniâtreté la chaussée de Liptingen à Stokach, qui traverse ces bois. On se battait avec acharnement, lorsque l'archiduc accourut en toute hâte. Jugeant le danger avec un coup d'œil sûr, il retira les grenadiers et les cuirassiers du centre et de la gauche pour les transporter à sa droite. Ne s'effrayant pas du mouvement de Saint-Cyr sur ses derrières, il sentit que Jourdan repoussé, Saint-Cyr n'en serait que plus compromis, et il résolut de se borner à un effort décisif vers le point actuellement menacé.

On se disputait les bois avec un acharnement extraordinaire. Les Français, très-inférieurs en nombre, résistaient avec un courage que l'archiduc

appelle admirable ; mais le prince chargea lui-même avec quelques bataillons sur la chaussée de Liptingen, et fit lâcher prise aux Français. Ceux-ci perdirent les bois, et se trouvèrent enfin dans la plaine découverte de Liptingen, d'où ils étaient partis. Jourdan fit demander du secours à Saint-Cyr, mais il n'était plus temps. Il lui restait sa réserve, et il résolut de faire exécuter une charge de cavalerie pour reprendre les avantages perdus. Il lança quatre régiments de cavalerie à la fois. Cette charge, arrêtée par une autre charge que firent à propos les cuirassiers de l'archiduc, ne fut pas heureuse. Une confusion horrible se mit alors dans la plaine de Liptingen. Après avoir fait des prodiges de bravoure, les Français se débandèrent. Le général Jourdan fit des efforts héroïques pour arrêter les fuyards ; il fut emporté lui-même. Cependant les Autrichiens, épuisés de ce long combat, n'osèrent pas nous poursuivre.

La journée fut dès lors finie. Férino et Souham s'étaient maintenus, mais n'avaient forcé ni le centre ni la gauche des Autrichiens. Saint-Cyr courait sur leurs derrières. On ne pouvait pas dire que la bataille fût perdue : les Français, inférieurs du tiers, avaient conservé partout le champ de bataille, et déployé une rare bravoure ; mais, avec leur infériorité numérique et l'isolement de leurs différents corps, n'avoir pas vaincu, c'était être battu. Il fal-

Mars 1799.

lait sur-le-champ rappeler Saint-Cyr, très-compromis, rallier l'avant-garde et la réserve maltraitées, ramener le centre et la droite. Jourdan donna sur-le-champ des ordres en conséquence, et prescrivit à Saint-Cyr de se replier le plus promptement possible. La position de ce dernier était devenue très-périlleuse ; mais il opéra sa retraite avec l'aplomb qui l'a toujours signalé, et il regagna le Danube sans accident. La perte avait été à peu près égale des deux côtés, en tués, blessés ou prisonniers. Elle était de quatre à cinq mille hommes environ.

Retraite
de Jourdan
à l'entrée
des défilés de la
Forêt-Noire.

Après cette journée malheureuse, les Français ne pouvaient plus tenir la campagne, et ils devaient chercher un abri derrière une ligne puissante. Devaient-ils se retirer en Suisse ou sur le Rhin ? Il était évident qu'en se retirant en Suisse, ils combinaient leurs efforts avec l'armée de Masséna, et pouvaient par cette réunion reprendre une attitude imposante. Malheureusement le général Jourdan ne crut pas devoir agir ainsi ; il craignait pour la ligne du Rhin, sur laquelle Bernadotte n'avait réuni encore que sept à huit mille hommes, et il résolut de se replier à l'entrée des défilés de la Forêt-Noire. Il prit là une position qu'il croyait forte ; et, confiant le commandement à son chef d'état-major Ernouf, il partit pour Paris, afin d'aller se plaindre de l'état d'infériorité dans lequel on avait laissé son armée. Les résultats parlaient

beaucoup plus haut que toutes les plaintes du monde, et il valait bien mieux qu'il restât à son armée que d'aller se plaindre à Paris.

Mars 1799.

Très-heureusement le conseil aulique imposait à l'archiduc une faute grave, qui réparait en partie les nôtres. Si l'archiduc, poussant ses avantages, eût poursuivi sans relâche notre armée vaincue, il aurait pu la mettre dans un désordre complet, et peut-être même la détruire. Il aurait été temps alors de revenir vers la Suisse pour assaillir Masséna, privé de tout secours, réduit à ses trente mille hommes, et engagé dans les hautes vallées des Alpes. Il n'eût pas été impossible de lui couper la route de France. Mais le conseil aulique défendit à l'archiduc de pousser vers le Rhin avant que la Suisse fût évacuée : c'était la conséquence du principe que la clef du théâtre de la guerre était dans les montagnes.

Le conseil aulique défend à l'archiduc de pousser vers le Rhin.

Pendant que ces événements se passaient en Souabe, la guerre se poursuivait dans les hautes Alpes. Masséna agissant vers les sources du Rhin, Lecourbe vers celles de l'Inn, Dessoles vers celles de l'Adige, avaient eu des succès balancés. Il y avait au delà du Rhin, un peu au-dessus du point où il se jette dans le lac de Constance, une position qu'il était urgent d'emporter, c'était celle de Feldkirch. Masséna y avait mis toute son opiniâtreté, mais il y avait perdu plus de deux mille hommes

Succès balancés dans les hautes Alpes.

Mars 1799.

sans résultat. Lecourbe à Taufers, Dessoles à Nauders, avaient livré des combats brillants, qui leur avaient valu à chacun trois à quatre mille prisonniers, et qui avaient amplement compensé l'échec de Feldkirch. Ainsi les Français, par leur vivacité et leur audace, conservaient la supériorité dans les Alpes.

Opérations
militaires
en Italie.

Les opérations commençaient en Italie le lendemain même de la bataille de Stokach. Les Français avaient reçu environ trente mille conscrits, ce qui portait la masse de leurs forces en Italie à cent seize mille hommes à peu près. Ils étaient distribués ainsi qu'il suit : trente mille hommes de vieilles troupes gardaient, sous Macdonald, Rome et Naples. Les trente mille jeunes soldats étaient dans les places. Il restait cinquante-six mille hommes sous Schérer. De ces cinquante-six mille hommes, il en avait été détaché cinq mille sous le général Gauthier pour occuper la Toscane, et cinq mille sous le général Dessoles pour agir dans la Valteline. C'était donc quarante-six mille hommes qui restaient à Schérer pour se battre sur l'Adige, point essentiel, où il aurait fallu porter toute la masse de nos forces. Outre l'inconvénient du petit nombre d'hommes sur ce point décisif, il en était un autre qui ne fut pas moins fatal aux Français. Le général n'inspirait aucune confiance, il n'avait pas assez de jeunesse, comme nous l'avons dit ; il s'était d'ailleurs dépo-

issémination
des troupes
françaises
ommandées
par Schérer.

pularisé pendant son ministère. Il le sentait lui-même, et il n'avait pris le commandement qu'à regret. Il allait pendant la nuit écouter les propos des soldats sous leurs tentes, et recueillir de ses propres oreilles les preuves de son impopularité. C'étaient là des circonstances bien défavorables, au début d'une campagne grande et difficile.

Mars 1799.

Les Autrichiens devaient être commandés par Mélas et Souwarow. En attendant, ils obéissaient au baron de Kray, l'un des meilleurs généraux de l'Empereur. Avant même l'arrivée des Russes, ils comptaient quatre-vingt-cinq mille hommes dans la haute Italie. Soixante mille à peu près étaient déjà sur l'Adige. Dans les deux armées l'ordre avait été donné de prendre l'offensive. Les Autrichiens devaient déboucher de Vérone, longer le pied des montagnes, et s'avancer au delà du fleuve, en masquant toutes les places. Ce mouvement avait pour but d'appuyer celui de l'armée du Tyrol dans les montagnes.

Forces
des Autrichiens,
commandées
provisoirement
par le baron
de Kray.

Schérer n'avait reçu d'autre injonction que de franchir l'Adige. La commission était difficile, car les Autrichiens avaient tous les avantages de cette ligne. Elle doit être assez connue par la campagne de 1796. Vérone et Legnago, qui la commandent, appartenaient aux Autrichiens. Jeter un pont sur quelque point que ce fût, était très-dangereux, car les Autrichiens, ayant Vérone et Legnago, pou-

Mars 1799.

vaient déboucher sur le flanc de l'armée occupée à tenter un passage. Le plus sûr, si on n'avait pas eu l'ordre de prendre l'offensive, eût été de laisser déboucher l'ennemi au delà de Vérone, de l'attendre sur un terrain qu'on aurait eu le temps de choisir, de lui livrer bataille, et de profiter des résultats de la victoire pour passer l'Adige à sa suite.

Hésitations
de Schérer,
obligé
de franchir
l'Adige.

Schérer, obligé de prendre l'initiative, hésita sur le meilleur parti à adopter, et se décida enfin pour une attaque vers sa gauche. On se souvient sans doute de la position de Rivoli, dans les montagnes, à l'entrée du Tyrol, et fort au-dessus de Vérone. Les Autrichiens en avaient retranché toutes les approches, et avaient formé un camp à Pastrengo. Schérer résolut de leur enlever d'abord ce camp, et de les rejeter de ce côté au delà de l'Adige. Les trois divisions Serrurier, Delmas et Grenier furent destinées à cet objet. Moreau, devenu simple général de division sous Schérer, devait, avec les deux divisions Hatry et Victor, inquiéter Vérone. Le général Montrichard, avec une division, devait faire une démonstration sur Legnago. Cette distribution de forces annonçait l'incertitude et les tâtonnements du général en chef.

Enlèvement
du camp
autrichien
de Pastrengo.

L'attaque eut lieu le 6 germinal (26 mars), lendemain de la bataille de Stokach. Les trois divisions chargées d'assaillir par plusieurs points le camp de Pastrengo l'enlevèrent avec une valeur digne

de l'ancienne armée d'Italie, et s'emparèrent de Rivoli. Elles prirent quinze cents prisonniers aux Autrichiens et beaucoup de canons. Ceux-ci repassèrent l'Adige à la hâte sur un pont qu'ils avaient jeté à Polo, et qu'ils eurent le temps de détruire. Au centre, sous Vérone, on se battit pour les villages placés en avant de la ville. Kaim mit à les défendre et à les reprendre une opiniâtreté inutile. Celui de San-Massimo fut pris et repris jusqu'à sept fois. Moreau, non moins opiniâtre que son adversaire, ne lui laissa prendre aucun avantage, et le resserra dans Vérone. Montrichard, en faisant une démonstration inutile sur Legnago, courut de véritables dangers. Kray, trompé par de faux renseignements, s'était imaginé que les Français allaient porter leur principal effort sur le bas Adige; il y avait dirigé une grande partie de ses forces, et en débouchant de Legnago il mit Montrichard dans le plus grand péril. Heureusement celui-ci se couvrit des accidents du terrain, et se replia sagement sur Moreau.

La journée avait été sanglante, et tout à l'avantage des Français, à la gauche et au centre. On pouvait évaluer la perte des Français en tués, blessés et prisonniers, à quatre mille, et celle des Autrichiens à huit mille au moins. Cependant, malgré l'avantage que les Français avaient eu, ils n'avaient obtenu que des résultats peu importants. A Vérone,

Mars 1799.

Résultats
peu importants
de cette journée.

Mars 1799.

ils n'avaient fait que resserrer les Autrichiens ; au-dessus de Vérone, ils les avaient rejetés, il est vrai, au delà de l'Adige, et avaient acquis le moyen de le passer à leur suite en rétablissant le pont de Polo ; mais malheureusement il était peu important de franchir l'Adige sur ce point. On doit se souvenir que la route qui longe extérieurement ce fleuve vient traverser Vérone, et qu'il n'y a pas d'autre issue pour déboucher dans la plaine. Ce n'était donc pas tout que de franchir l'Adige à Polo ; on se trouvait, après l'avoir franchi, en face de Vérone, dans la même position que Moreau au centre, et il fallait enlever la place. Si dans la journée même on eût profité du désordre dans lequel l'attaque du camp de Pastrengo avait jeté les Autrichiens, et qu'on se fût hâté de rétablir le pont de Polo, peut-être aurait-on pu entrer dans la place à la suite des fuyards, surtout à la faveur du combat opiniâtre que Moreau, de l'autre côté de l'Adige, livrait au général Kaim.

Malheureusement, rien de tout cela n'avait été fait. Cependant on pouvait réparer cette faute en agissant vivement le lendemain, et en transportant la masse des forces devant Vérone et au-dessus, vers le pont de Polo. Mais Schérer hésita trois jours de suite sur le parti qu'il avait à prendre. Il faisait chercher une route au delà de l'Adige, qui permit d'éviter Vérone. L'armée était indignée de cette

Nouvelles
hésitations
de Schérer.

hésitation et se plaignait hautement de ce qu'on ne profitait pas des avantages remportés dans la journée du 6 (26). Enfin le 9 germinal (29 mars), on tint un conseil de guerre, et Schérer prit la résolution d'agir. Il forma le singulier projet de jeter la division Serrurier au delà de l'Adige par le pont de Polo, et de porter la masse de son armée entre Vérone et Legnago, pour y tenter le passage du fleuve. Pour opérer le transport de ses forces, il porta deux divisions de sa gauche à sa droite, les fit passer derrière son centre, et les exposa à des fatigues inutiles par des chemins mauvais, entièrement ruinés par les pluies.

Le 10 germinal (30 mars), le nouveau plan fut mis à exécution. Serrurier, avec sa division forte de six mille hommes, franchit seul l'Adige à Polo, tandis que le gros de l'armée se transportait plus bas entre Vérone et Legnago. Le sort de la division Serrurier était facile à prévoir. Engagée, après avoir franchi l'Adige, sur une route qui était fermée par Vérone, et qui formait ainsi une espèce de cul-de-sac, elle courait de grands hasards. Kray, jugeant très-bien sa situation, dirigea contre elle une masse de forces trois fois supérieure, et la ramena vivement sur le pont de Polo. La confusion se mit dans ses rangs, le fleuve ne fut repassé qu'en désordre; les détachements furent obligés de se faire jour, et quinze cents hommes restèrent prisonniers.

Avril 1799.

Schérer, en apprenant cet échec, qui était inévitable, se contenta de ramener la division battue et de la rapprocher du bas Adige, où il avait concentré maintenant la plus grande partie de ses forces.

On passa plusieurs jours encore à tâtonner de part et d'autre. Enfin Kray prit une détermination, et résolut, tandis que Schérer se portait sur le bas Adige, de déboucher en masse de Vérone, de se porter dans le flanc de Schérer, et de l'acculer entre le bas Adige et la mer. La direction était bonne ; mais heureusement un ordre intercepté instruisit Moreau du plan de Kray. Il en informa sur-le-champ le général en chef, et le pressa de faire remonter ses divisions pour faire front du côté de Vérone, par où l'ennemi allait déboucher.

Bataille
de Magnano
livrée
le 5 avril.

C'est en exécutant ce mouvement que les deux armées se rencontrèrent le 16 germinal (5 avril), aux environs de Magnano. Les divisions Victor et Grenier, formant la droite vers l'Adige, remonterent le fleuve par San-Giovanni et Tomba, afin de se porter jusqu'à Vérone. Elles accablèrent la division Mercantin, qui leur était opposée, et détruisirent en entier le régiment de Wartensleben : ces deux divisions arrivèrent ainsi presque à la hauteur de Vérone, et furent en mesure de remplir leur objet, qui était de couper de cette ville tout ce que Kray en aurait fait sortir. La division Delmas, qui

Avril 179

devait se porter au centre, vers Butta-Preda et Magnano, se trouva en retard, et laissa à la division autrichienne de Kaim la faculté de s'avancer jusqu'à Butta-Preda, et de former ainsi un saillant vers le milieu de notre ligne. Mais Moreau à la gauche, avec les divisions Serrurier, Hatry et Montrichard, s'avancait victorieusement. Il avait ordonné à la division Montrichard de changer de front, pour faire face à Butta-Preda, vers le point où l'ennemi avait fait une pointe, et il marchait avec ses deux autres divisions vers Dazano. Delmas, arrivé enfin à Butta-Preda, couvrait notre centre, et dans ce moment la victoire semblait se déclarer pour nous, car notre droite, complètement victorieuse du côté de l'Adige, allait couper aux Autrichiens la retraite sur Vérone.

Mais Kray, jugeant que le point essentiel était à notre droite, et qu'il fallait renoncer au succès sur tous les autres points pour l'emporter sur celui-là, y dirigea la plus grande masse de ses forces. Il avait un avantage sur Schérer : c'était le rapprochement de ses divisions, qui lui permettait de les déplacer plus facilement. Les divisions françaises, au contraire, étaient fort éloignées les unes des autres, et combattaient sur un terrain coupé de nombreux enclos. Kray tomba à l'improviste avec toute sa réserve sur la division Grenier. Victor voulut venir au secours de celui-ci, mais il fut chargé lui-

Avril 1799.

même par les régiments de Nadasty et de Reisky. Kray ne se contenta pas de ce premier avantage. Il avait fait rallier sur les derrières la division Mercantin, battue le matin ; il la lança de nouveau sur les deux divisions Grenier et Victor, et décida ainsi leur défaite. Ces deux divisions, malgré une vive résistance, furent obligées d'abandonner le champ de bataille. La droite étant en déroute, notre centre se trouva menacé. Kray ne manqua pas de s'y porter ; mais Moreau s'y trouvait, et il empêcha Kray de poursuivre son avantage.

Retraite
précipitée
de Schérer
à la suite
de la bataille
de Magnano.

La bataille était évidemment perdue, et il fallait songer à la retraite. La perte avait été grande des deux côtés. Les Autrichiens avaient eu trois mille morts ou blessés, et deux mille prisonniers. Les Français avaient eu un nombre égal de morts et de blessés, mais ils avaient perdu quatre mille prisonniers. C'est là que fut blessé mortellement le général Pigeon, qui pendant la première campagne d'Italie avait déployé aux avant-gardes tant de talent et d'intrépidité.

Moreau conseillait de coucher sur le champ de bataille, pour éviter le désordre d'une retraite de nuit ; mais Schérer voulut se replier le soir même. Le lendemain, il se retira derrière la Molinella, et le surlendemain, 18 germinal (7 avril), sur le Minicio. Appuyé sur Peschiera d'un côté, sur Mantoue de l'autre, il pouvait opposer une résistance vigou-

reuse, rappeler Macdonald du fond de la Péninsule, et, par cette concentration de forces, regagner la supériorité perdue dans la journée de Magnano. Mais le malheureux Schérer avait entièrement perdu la tête. Les soldats étaient plus mal disposés que jamais. Maîtres depuis trois ans de l'Italie, ils étaient indignés de se la voir arracher, et ils n'imputaient leurs revers qu'à l'impéritie de leur général. Il est certain que, pour eux, ils avaient fait leur devoir aussi bien que dans les plus beaux jours de leur gloire. Les reproches de son armée avaient ébranlé Schérer autant que sa défaite. Ne croyant pas pouvoir tenir sur le Mincio, il se retira sur l'Oglio, puis sur l'Adda, où il se porta le 12 avril. On ne savait où s'arrêterait ce mouvement rétrograde.

Avril 1799.

La campagne était à peine ouverte depuis un mois et demi, et déjà nous étions en retraite sur tous les points. Le chef d'état-major Ernouf, que Jourdan avait laissé avec l'armée du Danube à l'entrée des défilés de la Forêt-Noire, avait pris peur en apprenant une incursion de quelques troupes légères sur l'un de ses flancs, et s'était retiré en désordre sur le Rhin. Ainsi, en Allemagne comme en Italie, nos armées, aussi braves que jamais, perdaient cependant leurs conquêtes, et rentraient battues sur la frontière. Ce n'est qu'en Suisse que nous avons conservé l'avantage. Là, Masséna se

Avril 1799.

maintenait avec toute la ténacité de son caractère, et, sauf la tentative infructueuse sur Feldkirch, il avait toujours été vainqueur. Mais, établi sur le saillant que forme la Suisse entre l'Allemagne et l'Italie, il était placé entre deux armées victorieuses, et il devenait indispensable qu'il se retirât. Il venait en effet d'en donner l'ordre à Lecourbe, et il se repliait dans l'intérieur de la Suisse, mais avec ordre, et en gardant l'attitude la plus imposante.

Le congrès
de Rastadt
déserté par
le plus grand
nombre
des députés.

Nos armes étaient humiliées, et nos ministres allaient devenir à l'étranger les victimes du plus odieux et du plus atroce attentat. La guerre étant déclarée à l'Empereur et non à l'empire germanique, le congrès de Rastadt était resté assemblé. On était près de s'entendre sur la dernière difficulté, celle des dettes, mais les deux tiers des États avaient déjà rappelé leurs députés. C'était un effet de l'influence de l'Autriche, qui ne voulait pas qu'on fit la paix. Il ne restait plus au congrès que quelques députés de l'Allemagne, et la retraite de l'armée du Danube ayant ouvert le pays, on délibérait au milieu des troupes autrichiennes. Le cabinet de Vienne conçut alors un projet infâme, et qui jeta un long déshonneur sur sa politique. Il avait fort à se plaindre de la fierté et de la vigueur que nos ministres avaient déployées à Rastadt. Il leur imputait une divulgation qui l'avait

Projet infâme
conçu
par le cabinet
de Vienne.

singulièrement compromis aux yeux du corps germanique, c'était celle des articles secrets convenus avec Bonaparte pour l'occupation de Mayence. Ces articles secrets prouvaient que, pour avoir Palmanova dans le Frioul, le cabinet autrichien avait livré Mayence et trahi d'une manière indigne les intérêts de l'Empire. Ce cabinet était fort irrité, et voulait tirer vengeance de nos ministres. Il voulait de plus se saisir de leurs papiers, pour connaître quels étaient ceux des princes germaniques qui, dans le moment, traitaient individuellement avec la république française. Il conçut donc la pensée de faire arrêter nos ministres, à leur retour en France, pour les dépouiller, les outrager, peut-être même les assassiner. On n'a jamais su cependant si l'ordre de les assassiner avait été donné d'une manière positive.

Déjà nos ministres avaient quelque défiance, et sans craindre un attentat sur leurs personnes, ils craignaient, du moins, pour leur correspondance. En effet, elle fut interrompue le 30 germinal, par l'enlèvement des pontonniers qui servaient à la passer. Nos ministres réclamèrent ; la députation de l'Empire réclama aussi, et demanda si le congrès pouvait se croire en sûreté. L'officier autrichien auquel on s'adressa ne fit aucune réponse tranquillissante. Alors nos ministres déclarèrent qu'ils partiraient sous trois jours, c'est-à-dire

Avril 1799.

Interruption
de la
correspondance
des ministres
français
à Rastadt

Avril 1799.

Assassinat
des plénipoten-
tiaires
français à leur
sortie
de Rastadt.

le 9 floréal (28 avril), pour Strasbourg, et ils ajoutèrent qu'ils demeureraient dans cette ville, prêts à renouer les négociations dès qu'on en témoignerait le désir. Le 7 floréal, un courrier de la légation fut arrêté. De nouvelles réclamations furent faites par tout le congrès, et il fut demandé expressément s'il y avait sûreté pour les ministres français. Le colonel autrichien qui commandait les hussards de Szecklers, cantonnés près de Rastadt, répondit que les ministres français n'avaient qu'à partir sous vingt-quatre heures. On lui demanda une escorte pour eux, mais il la refusa, et assura que leurs personnes seraient respectées. Nos trois ministres, Jean Debry, Bonnier et Roberjot, partirent le 9 floréal (28 avril), à neuf heures du soir. Ils occupaient trois voitures avec leurs familles. Après eux venaient la légation ligurienne et les secrétaires d'ambassade. D'abord on fit difficulté de les laisser sortir de Rastadt ; mais enfin tous les obstacles furent levés, et ils partirent. La nuit était très-sombre. A peine étaient-ils à cinquante pas de Rastadt, qu'une troupe de hussards de Szecklers fondit sur eux le sabre à la main, et arrêta les voitures. Celle de Jean Debry était la première. Les hussards ouvrirent violemment la portière, et lui demandèrent, en un jargon à demi barbare, s'il était Jean Debry. Sur sa réponse affirmative, ils le saisirent à la gorge,

l'arrachèrent de sa voiture, et, aux yeux de sa femme et de ses enfants, le frappèrent de coups de sabre. Le croyant mort, ils passèrent aux autres voitures, et égorgèrent Roberjot et Bonnier dans les bras de leurs familles. Les membres de la légation ligurienne et les secrétaires d'ambassade eurent le temps de se sauver. Les brigands chargés de cette exécution pillèrent ensuite les voitures, et enlevèrent tous les papiers.

Avril 1799.

Jean Debry n'avait pas reçu de coup mortel. La fraîcheur de la nuit lui rendit l'usage de ses sens, et il se traîna tout sanglant à Rastadt. Quand cet attentat fut connu, il excita l'indignation des habitants et des membres du congrès. La loyauté allemande fut révoltée d'une violation du droit des gens inouïe chez les nations civilisées, et qui n'était concevable que d'un cabinet à demi barbare. Les membres de la députation restés au congrès prodiguèrent à Jean Debry et aux familles des ministres assassinés les soins les plus empressés. Ils se réunirent ensuite pour rédiger une déclaration, dans laquelle ils dénonçaient au monde l'attentat qui venait d'être commis, et repoussaient tout soupçon de complicité avec l'Autriche. Ce crime, connu sur-le-champ de toute l'Europe, excita une indignation universelle. L'archiduc Charles écrivit à Masséna une lettre pour annoncer qu'il allait faire poursuivre le colonel

Indignation
des membres
du congrès en
apprenant cette
catastrophe.

Avril 1799.

des hussards de Szecklers ; mais cette lettre froide et contrainte, qui prouvait l'embarras du prince, n'était pas digne de lui et de son caractère. L'Autriche ne répondit pas, et ne pouvait pas répondre, aux accusations dirigées contre elle.

Ainsi, la guerre était implacable entre les deux systèmes qui partageaient le monde. Les ministres républicains, mal reçus d'abord, puis outragés pendant une année de paix, venaient enfin d'être assassinés indignement, et avec autant de férocité qu'on aurait pu le faire entre nations barbares. Le droit des gens, observé entre les ennemis les plus acharnés, n'était violé que pour eux.

LIVRE XLI

TRENTE PRAIRIAL.

Effets de nos premiers revers. — Accusations multipliées contre le Directoire. — Élections de l'an vii. — Sieyès est nommé directeur en remplacement de Rewbell. — Continuation de la campagne de 1799; Masséna réunit le commandement des armées d'Helvétie et du Danube, et occupe la ligne de la Limmat. — Arrivée de Souwarow en Italie. — Schérer transmet le commandement à Moreau. — Bataille de Cassano. Retraite de Moreau au delà du Pô et de l'Apennin. — Essai de jonction avec l'armée de Naples; bataille de la Trebbia. — Coalition de tous les partis contre le Directoire. — Révolution du 30 prairial. — Larévellière et Merlin sortent du Directoire.

Les revers si peu attendus qui signalèrent le début de la campagne, l'attentat de Rastadt, produisirent l'impression la plus funeste au Directoire. Dès le moment même de la déclaration de guerre, les deux oppositions commençaient à perdre toute mesure : elles n'en gardèrent plus aucune quand elles virent nos armées battues et nos ministres assassinés. Les patriotes, repoussés par le système des scissions, les militaires, dont on avait voulu réprimer la licence, les royalistes, se cachant derrière ces mécontents de différente

Effets
de nos premiers
revers.

Avril 1799.Accusations
accumulées
contre
le Directoire.

espèce, tous s'armèrent à la fois des derniers événements pour accuser le Directoire. Ils lui adressaient les reproches les plus injustes et les plus multipliés. Les armées, disaient-ils, avaient été entièrement abandonnées. Le Directoire avait laissé leurs rangs s'éclaircir par la désertion, et n'avait mis aucune activité à les remplir au moyen de la conscription nouvelle. Il avait retenu dans l'intérieur un grand nombre de vieux bataillons, qui, au lieu d'être envoyés sur la frontière, étaient employés à gêner la liberté des élections, et à ces armées, ainsi réduites à un nombre si disproportionné avec celui des armées ennemies, le Directoire n'avait fourni ni magasins, ni vivres, ni effets d'équipement, ni moyens de transport, ni chevaux de remonte. Il les avait livrées à la rapacité des administrations, qui avaient dévoré inutilement un revenu de six cents millions. Enfin, il avait fait, pour les commander, les plus mauvais choix. Championnet, le vainqueur de Naples, était dans les fers, pour avoir voulu réprimer la rapacité des agents du gouvernement. Moreau était réduit au rôle de simple général de division. Joubert, le vainqueur du Tyrol, Augereau, l'un des héros d'Italie, étaient sans commandement. Schérer, au contraire, qui avait préparé toutes les défaites par son administration, Schérer avait le commandement de l'armée d'Italie, parce qu'il

était compatriote et ami de Rewbell. On ne s'en tenait pas là. Il y avait d'autres noms qu'on rap-
pelait avec amertume. L'illustre Bonaparte, ses
illustres lieutenants Kléber, Desaix, leurs qua-
rante mille compagnons d'armes vainqueurs de
l'Autriche, où étaient-ils?... En Égypte, sur une
terre lointaine, où ils allaient périr par l'impru-
dence du gouvernement ou peut-être par sa mé-
chanceté. Cette entreprise si admirée naguère, on
commençait à dire maintenant que c'était le Direc-
toire qui l'avait imaginée pour se défaire d'un
guerrier célèbre qui lui faisait ombrage.

Avril 1799.

On remontait plus haut encore : on reprochait
au gouvernement la guerre elle-même ; on lui im-
putait de l'avoir provoquée par ses imprudences
à l'égard des puissances. Il avait envahi la Suisse,
renversé le pape et la cour de Naples, poussé
ainsi l'Autriche à bout, et tout cela sans être pré-
paré à entrer en lutte. En envahissant l'Égypte, il
avait décidé la Porte à une rupture. En décidant
la Porte, il avait délivré la Russie de toute crainte
pour ses derrières, et lui avait permis d'envoyer
soixante mille hommes en Allemagne. Enfin, la
fureur était si grande, qu'on allait jusqu'à dire
que le Directoire était l'auteur secret de l'assassinat
de Rastadt. C'était, disait-on, un moyen imaginé
pour soulever l'opinion contre les ennemis, et de-
mander de nouvelles ressources au corps législatif.

Avril 1799.

Ces reproches étaient répétés partout, à la tribune, dans les journaux, dans les lieux publics. Jourdan était accouru à Paris pour se plaindre du gouvernement et pour lui imputer tous ses revers. Ceux des généraux qui n'étaient pas venus avaient écrit pour exposer leurs griefs. C'était un déchaînement universel, et qui serait incompréhensible, si l'on ne connaissait les fureurs et surtout les contradictions des partis.

Injustice
des reproches
adressés
au Directoire.

Pour peu qu'on se souvienne des faits, on peut répondre à tous ces reproches. Le Directoire n'avait pas laissé éclaircir les rangs des armées, car il n'avait donné que douze mille congés ; mais il lui avait été impossible d'empêcher les désertions en temps de paix. Il n'y a pas de gouvernement au monde qui eût réussi à les empêcher. Le Directoire s'était même fait accuser de tyrannie en voulant obliger beaucoup de soldats à rejoindre. Il y avait, en effet, quelque dureté à ramener sous les drapeaux des hommes qui avaient déjà versé leur sang pendant six années. La conscription n'était décrétée que depuis cinq mois, et il n'avait pas eu le moyen, en aussi peu de temps, d'organiser ce système de recrutement, et surtout d'équiper, d'instruire les conscrits, de les former en bataillons de campagne, et de les faire arriver en Hollande, en Allemagne, en Suisse, en Italie. Il avait retenu quelques vieux bataillons, parce

qu'ils étaient indispensables pour maintenir le repos pendant les élections, et parce que l'on ne pouvait confier ce soin à de jeunes soldats dont l'esprit n'était pas formé, et l'attachement à la république pas assez décidé. Une raison importante avait de plus justifié cette précaution : c'était la Vendée, travaillée encore par les émissaires de l'étranger, et la Hollande, menacée par les flottes anglo-russes.

Avril 1799.

Quant au désordre de l'administration, les torts du Directoire n'étaient pas plus réels. Il y avait eu des dilapidations sans doute, mais presque toutes au profit de ceux mêmes qui s'en plaignaient, et malgré les plus grands efforts du Directoire. Il y avait eu dilapidation de trois manières : en pillant les pays conquis ; en comptant à l'État la solde des militaires qui avaient déserté ; enfin, en faisant avec les compagnies des marchés désavantageux. Or, toutes ces dilapidations, c'étaient les généraux et les états-majors qui les avaient commises et qui en avaient profité. Ils avaient pillé les pays conquis, fait le profit sur la solde et partagé les profits des compagnies. On a vu que celles-ci abandonnaient quelquefois jusqu'à quarante pour cent sur leurs bénéfices, afin d'obtenir la protection des états-majors. Schérer, vers la fin de son ministère, s'était brouillé avec ses compagnons d'armes pour avoir essayé de réprimer tous ces désordres. Le Di-

Avril 1799.

rectoire s'était efforcé, pour y mettre un terme, de nommer des commissions indépendantes des états-majors, et on a vu comment Championnet les avait accueillies à Naples. Les marchés désavantageux faits avec les compagnies avaient encore une autre cause, la situation des finances. On ne donnait aux fournisseurs que des promesses, et alors ils se dédommageaient sur le prix de l'incertitude du paiement. Les crédits ouverts cette année s'élevaient à 600 millions d'ordinaire, et à 125 millions d'extraordinaire. Sur cette somme, le ministre avait déjà ordonné 400 millions pour dépenses consommées. Il n'en était pas encore rentré 210 ; on avait fourni les 190 de surplus en délégations.

Il n'y avait donc rien d'imputable au Directoire quant aux dilapidations. Le choix des généraux, excepté pour un seul, ne devait pas lui être reproché. Championnet, après sa conduite à l'égard des commissaires envoyés à Naples, ne pouvait pas conserver le commandement. Macdonald le valait au moins, et était connu par une probité sévère. Joubert, Bernadotte, n'avaient pas voulu du commandement de l'armée d'Italie. Ils avaient désigné eux-mêmes Schérer. C'est Barras qui avait repoussé Moreau ; c'est lui seul encore qui avait voulu la nomination de Schérer. Quant à Augereau, sa turbulence démagogique était une raison fondée de lui refuser un commandement ; et du

Avril 1799.

reste, malgré ses qualités incontestables, il était au-dessous du commandement en chef. Quant à l'expédition d'Égypte, on a vu si le Directoire en était coupable, et s'il est vrai qu'il eût voulu déporter Bonaparte, Desaix, Kléber et leurs quarante mille compagnons d'armes. Laréveillère-Lépaux s'était brouillé avec le héros d'Italie pour sa fermeté à combattre l'expédition.

La provocation à la guerre n'était pas plus le fait du Directoire que tous les autres malheurs. On a pu voir que l'incompatibilité des passions déchainées en Europe avait seule provoqué la guerre. Il n'en fallait faire un reproche à personne ; mais, dans tous les cas, ce n'étaient certainement pas les patriotes et les militaires qui avaient droit d'accuser le Directoire. Qu'eussent dit les patriotes si on n'eût pas soutenu les Vaudois, puni le gouvernement papal, renversé le roi de Naples, forcé celui de Piémont à l'abdication ? N'étaient-ce pas les militaires qui, à l'armée d'Italie, avaient toujours poussé à l'occupation de nouveaux pays ? La nouvelle de la guerre les avait enchantés tous. N'était-ce pas d'ailleurs Bernadotte à Vienne, un frère de Bonaparte à Rome, qui avaient commis des imprudences, s'il y en avait eu de commises ? Ce n'était pas la détermination de la Porte qui avait entraîné celle de la Russie, mais, la chose eût-elle été vraie, c'était l'auteur de l'expédition

Avril 1799.

d'Égypte qui pouvait seul en mériter le reproche.

Rien n'était donc plus absurde que la masse des accusations accumulées contre le Directoire. Il ne méritait qu'un reproche, c'était d'avoir trop partagé la confiance excessive que les patriotes et les militaires avaient dans la puissance de la république. Il avait partagé les passions révolutionnaires et s'était livré à leur entraînement. Il avait cru qu'il suffisait, pour le début de la guerre, de cent soixante-dix mille hommes ; que l'offensive déciderait de tout, etc. Quant à ses plans, ils étaient mauvais, mais pas plus mauvais que ceux de Carnot en 1796, pas plus mauvais que ceux du conseil aulique, et calqués d'ailleurs en partie sur un projet du général Jourdan. Un seul homme en pouvait faire de meilleurs, comme nous l'avons dit, et ce n'était pas la faute du Directoire, si cet homme n'était pas en Europe.

Grande
consommation
de
gouvernements
depuis le
commencement
de la
révolution.

Du reste, c'est dans un intérêt d'équité que l'histoire doit relever l'injustice de ces reproches ; mais tant pis pour un gouvernement quand on lui impute tout à crime. L'une des qualités indispensables d'un gouvernement, c'est d'avoir cette bonne renommée qui repousse l'injustice. Quand il l'a perdue, et qu'on lui impute les torts des autres, et ceux mêmes de la fortune, il n'a plus la faculté de gouverner, et cette impuissance doit le condamner à se retirer. Combien de gouvernements ne s'étaient-

 Avril 1799.

ils pas usés depuis le commencement de la révolution ! L'action de la France contre l'Europe était si violente, qu'elle devait détruire rapidement tous ses ressorts. Le Directoire était usé comme l'avait été le comité de salut public, comme le fut depuis Napoléon lui-même. Toutes les accusations dont le Directoire était l'objet prouvaient non pas ses torts, mais sa caducité.

Du reste, il n'était pas étonnant que cinq magistrats civils, élus au pouvoir non à cause de leur grandeur héréditaire ou de leur gloire personnelle, mais pour avoir mérité un peu plus d'estime que leurs concitoyens, que cinq magistrats, armés de la seule puissance des lois pour lutter avec les factions déchaînées, pour soumettre à l'obéissance des armées nombreuses, des généraux couverts de gloire et pleins de prétentions, pour administrer enfin une moitié de l'Europe, parussent bientôt insuffisants, au milieu de la lutte terrible qui venait de s'engager de nouveau. Il ne fallait qu'un revers pour faire éclater cette impuissance. Les factions alternativement battues, les militaires réprimés plusieurs fois, les appelaient avec mépris les *avocats*, et disaient que la France ne pouvait être gouvernée par eux.

Par une bizarrerie assez singulière, mais qui se voit quelquefois dans le conflit des révolutions, l'opinion ne montrait quelque indulgence que pour celui

L'opinion
publique
indulgente pour
Barras,
seul directeur
coupable.

Avril 1799.

des cinq directeurs qui en aurait mérité le moins. Barras, sans contredit, méritait à lui seul tout ce qu'on disait du Directoire. D'abord, il n'avait jamais travaillé, et il avait laissé à ses collègues tout le fardeau des affaires. Sauf dans les moments décisifs, où il faisait entendre sa voix plus forte que son courage, il ne s'occupait de rien. Il ne se mêlait que du personnel du gouvernement, ce qui convenait mieux à son génie intrigant. Il avait pris part à tous les profits des compagnies, et justifié seul le reproche de dilapidation. Il avait toujours été le défenseur des brouillons et des fripons ; c'était lui qui avait appuyé Brune et envoyé Fouché en Italie. Il était la cause des mauvais choix des généraux, car il s'était opposé à la nomination de Moreau, et il avait fortement demandé celle de Schérer. Malgré tous ces torts si graves, lui seul était mis à part. D'abord, il ne passait pas, comme ses quatre collègues, pour un *avocat*, car sa paresse, ses habitudes débauchées, ses manières soldatesques, ses liaisons avec les jacobins, le souvenir du 18 fructidor qu'on lui attribuait exclusivement, en faisaient en apparence un homme d'exécution, plus capable de gouverner que ses collègues. Les patriotes lui trouvaient avec eux des côtés de ressemblance, et croyaient qu'il leur était dévoué. Les royalistes en recevaient des espérances secrètes. Les états-majors, qu'il flattait et

qu'il protégeait contre la juste sévérité de ses collègues, l'avaient en assez grande faveur. Les fournisseurs le vantaient, et il se sauvait de cette manière de la défaveur générale. Il était même perfide avec ses collègues, car tous les reproches qu'il méritait, il avait l'art de les rejeter sur eux seuls. Un pareil rôle ne peut pas être longtemps heureux, mais il peut réussir un moment : il réussit dans cette occasion.

Avril 1799.

On connaît la haine de Barras contre Rewbell. Celui-ci, administrateur vraiment capable, avait choqué, par son humeur et sa morgue, tous ceux qui traitaient avec lui. Il s'était montré sévère pour les gens d'affaires, pour tous les protégés de Barras, et notamment pour les militaires. Aussi était-il devenu l'objet de la haine générale. Il était probe, quoique un peu avare. Barras avait l'art, dans sa société, qui était nombreuse, de diriger contre lui les plus odieux soupçons. Une circonstance malheureuse contribuait à les autoriser. L'agent du Directoire en Suisse, Rapinat, était beau-frère de Rewbell. On avait exercé en Suisse les exactions qui se commettaient dans tous les pays conquis, beaucoup moins cependant que partout ailleurs. Mais les plaintes excessives de ce petit peuple avare avaient causé une rumeur extrême. Rapinat avait eu la commission malheureuse de mettre le scellé sur les caisses et sur le trésor de Berne; il avait

Calomnies
dirigées contre
Rewbell.

Avril 1799.

traité avec hauteur le gouvernement helvétique ; ces circonstances et son nom, qui était malheureux, lui avaient valu de passer pour le Verrès de la Suisse, pour l'auteur de dilapidations qui n'étaient pas son ouvrage ; car il avait même quitté la Suisse avant l'époque où elle avait le plus souffert. Dans la société de Barras on faisait de malheureux calembours sur son nom, et tout retombait sur Rewbell, dont il était le beau-frère. C'est ainsi que la probité de Rewbell s'était trouvée exposée à toutes les calomnies.

Ridicules
donnés
à Laréveillère.

Laréveillère, par son inflexible sévérité, par son influence dans les affaires politiques d'Italie, n'était pas devenu moins odieux que Rewbell. Cependant, sa vie était si simple et si modeste, qu'accuser sa probité eût été impossible. La société de Barras lui donnait des ridicules. On se moquait de sa personne et de ses prétentions à une papauté nouvelle. On disait qu'il voulait fonder le culte de la théophilanthropie, dont il n'était cependant pas l'auteur. Merlin et Treilhard quoique moins anciens au pouvoir, et moins en vue que Rewbell et Laréveillère, étaient cependant enveloppés dans la même défaveur.

Élection
de l'an VII
favorables
aux patriotes

C'est dans cette disposition d'esprit que se firent les élections de l'an VII, qui furent les dernières. Les patriotes, furieux, ne voulaient pas être exclus cette année, comme la précédente, du corps légis-

Avril 1799.

latif. Ils s'étaient déchaînés contre le système des scissions, et s'étaient efforcés de le flétrir d'avance. Ils y avaient assez réussi, pour qu'en effet on n'osât plus l'employer. Dans cet état d'agitation, où l'on suppose à ses adversaires tous les projets qu'on en redoute, ils disaient que le Directoire, usant, comme au 18 fructidor, de moyens extraordinaires, allait proroger pour cinq ans les pouvoirs des députés actuels, et suspendre pendant tout ce temps l'exercice des droits électoraux. Ils disaient qu'on allait faire venir des Suisses à Paris, parce qu'on travaillait à organiser le contingent helvétique. Ils firent grand bruit d'une circulaire aux électeurs, répandue par le commissaire du gouvernement (préfet) auprès du département de la Sarthe. Ce n'était pas une circulaire comme nous en avons vu depuis, mais une exhortation. On obligea le Directoire à l'improuver par un message. Les élections, faites dans ces dispositions, amenèrent au corps législatif une quantité considérable de patriotes. On ne songea pas cette année à les exclure du corps législatif, et leur élection fut confirmée. Le général Jourdan, qui avait raison d'imputer ses revers à l'infériorité numérique de son armée, mais qui manquait à sa raison accoutumée en imputant au gouvernement le désir de le perdre, fut envoyé de nouveau au corps législatif, le cœur gros de ressentiments. Augereau y

Avril 1799.

fut envoyé aussi, avec un surcroît d'humeur et de turbulence.

Il fallait choisir un nouveau directeur. Le hasard ne servit pas la république ; car, au lieu de Barras, ce fut Rewbell, le plus capable des cinq directeurs, qui fut désigné pour membre sortant. Ce fut un grand sujet de satisfaction pour tous les ennemis de ce directeur, et une occasion nouvelle de le calomnier plus commodément. Cependant, comme il avait été élu au conseil des Anciens, il saisit une occasion de répondre à ses accusateurs, et le fit de la manière la plus victorieuse.

Prélèvement
illégal
de cent mille
francs en faveur
du directeur
sortant.

Il fut commis, à la sortie de Rewbell, la seule infraction aux lois rigoureuses de la probité qu'on pût reprocher au Directoire. Les cinq premiers directeurs, nommés à l'époque de l'institution du Directoire, avaient fait une convention entre eux, par laquelle ils devaient prélever sur leurs appointements chacun dix mille francs, afin de les donner au membre sortant. Le but de ce noble sacrifice était de ménager aux membres du Directoire la transition du pouvoir suprême à la vie privée, surtout pour ceux qui étaient sans fortune. Il y avait même une raison de dignité à en agir ainsi, car il était dangereux pour la considération du gouvernement de rencontrer dans l'indigence l'homme qu'on avait vu la veille au pouvoir suprême. Cette raison même décida les directeurs à pourvoir d'une

Avril 1799.

manière plus convenable au sort de leurs collègues. Leurs appointements étaient déjà si modiques, qu'un prélèvement de dix mille francs parut déplacé. Ils résolurent d'allouer une somme de cent mille francs à chaque directeur sortant. C'était cent mille francs par an qu'il en devait coûter à l'État. On devait demander cette somme au ministre des finances, qui pouvait la prendre sur l'un des mille profits qu'il était si facile de faire sur des budgets de six ou huit cents millions. On décida de plus que chaque directeur emporterait sa voiture et ses chevaux. Comme tous les ans le corps législatif allouait des frais de mobilier, cette dépense devait être avouée, et dès lors devenait légitime. Les directeurs décidèrent de plus que les économies faites sur les frais de mobilier seraient partagées entre eux. Certes, c'était là une bien légère atteinte à la fortune publique, si c'en était une ; et tandis que des généraux, des compagnies, faisaient des profits si énormes, cent mille francs par an, consacrés à donner des aliments à l'homme qui venait d'être chef du gouvernement, n'étaient pas un vol. Les raisons et la forme de la mesure l'excusaient en quelque sorte. Laréveillère, auquel on en fit part, ne voulut jamais y consentir. Il déclara à ses collègues qu'il n'accepterait jamais sa part. Rewbell reçut la sienne. Les cent mille francs qu'on lui donna furent pris sur les deux millions de dépenses secrètes, dont le

Avril 1799.

Directoire était dispensé de rendre compte. Telle est la seule faute qu'on puisse reprocher collectivement au Directoire. Un seul de ses membres, sur les douze qui se succédèrent, fut accusé d'avoir fait des profits particuliers. Quel est le gouvernement au monde duquel on puisse dire la même chose?

Sieyès nommé
directeur en
remplacement
de Rewbell.

Il fallait un successeur à Rewbell. On souhaitait avoir une grande réputation, pour donner un peu de considération au Directoire, et on songea à Sieyès, dont le nom, après celui de Bonaparte, était le plus important de l'époque. Son ambassade en Prusse avait encore ajouté à sa renommée. Déjà on le considérait, et très-justement, comme un esprit profond ; mais depuis qu'il était allé à Berlin, on lui attribuait la conservation de la neutralité prussienne, qui, du reste était due beaucoup moins à son intervention qu'à la situation de cette puissance. Aussi le regardait-on comme aussi capable de diriger le gouvernement que de concevoir une constitution. Il fut élu directeur. Beaucoup de gens crurent voir dans ce choix la confirmation du bruit généralement répandu de modifications très-prochaines à la Constitution. Ils disaient que Sieyès n'était appelé au Directoire que pour contribuer à ces modifications. On croyait si peu quel'état actuel des choses pût se maintenir, qu'on voyait dans tous les faits des indices certains de changement.

Dans l'intervalle qu'on mit à faire dans le gou-

vernement les modifications que nous venons de raconter, le Directoire n'avait cessé de faire les plus grands efforts pour réparer les revers qui venaient de signaler l'ouverture de la campagne. Jourdan avait perdu le commandement de l'armée du Danube, et Masséna avait reçu le commandement en chef de toutes les troupes cantonnées depuis Dusseldorf jusqu'au Saint-Gothard. Ce choix heureux devait sauver la France. Schérer, impatient de quitter une armée dont il avait perdu la confiance, avait obtenu l'autorisation de transmettre le commandement à Moreau. Macdonald avait reçu l'ordre pressant d'évacuer le royaume de Naples et les États romains, et de venir faire sa jonction avec l'armée de la haute Italie. Tous les vieux bataillons retenus dans l'intérieur étaient acheminés sur la frontière; l'équipement et l'organisation des conscrits s'accéléraient, et les renforts commençaient à arriver de toutes parts.

Masséna, à peine nommé commandant en chef des armées du Rhin et de Suisse, songea à disposer convenablement les forces qui lui étaient confiées. Il ne pouvait prendre le commandement dans une situation plus critique. Il avait au plus trente mille hommes, épars en Suisse depuis la vallée de l'Inn jusqu'à Bâle; il avait en présence trente mille hommes sous Bellegarde, dans le Tyrol, vingt-huit mille sous Hotze, dans le Vorarlberg, quarante

Mai 1799.

Continuation
de la campagne
de 1799.

Masséna réunit
le
commandement
des armées
du Rhin
et de Suisse.

Situation
critique
de Masséna en
présence de
forces ennemies
triples
des siennes.

Mai 1799.

mille sous l'archiduc, entre le lac de Constance et le Danube. Cette masse de près de cent mille hommes pouvait l'envelopper et l'anéantir. Si l'archiduc n'avait pas été contrarié par le conseil aulique et retenu par une maladie, et qu'il eût franchi le Rhin entre le lac de Constance et l'Aar, il aurait pu fermer à Masséna la route de France, l'envelopper et le détruire. Heureusement il n'était pas libre de ses mouvements; heureusement encore on n'avait pas mis immédiatement sous ses ordres Bellegarde et Hotze. Il y avait entre les trois généraux un tiraillement continuel, ce qui empêchait qu'ils ne se concertassent pour une opération décisive. (*Voir la carte entre Pô et Danube, n° 24.*)

Masséna occupe
la ligne
de la Limmat.

Ces circonstances favorisèrent Masséna, et lui permirent de prendre une position solide et de distribuer convenablement les troupes mises à sa disposition. Tout prouvait que l'archiduc ne voulait qu'observer la ligne du Rhin du côté de l'Alsace, et qu'il se proposait d'opérer en Suisse, entre Schaffhouse et l'Aar. En conséquence, Masséna fit refluer en Suisse la plus grande partie de l'armée du Danube et lui assigna des positions qu'elle aurait dû prendre dès le début, c'est-à-dire immédiatement après la bataille de Stokach. Il avait eu le tort de laisser Lecourbe engagé trop longtemps dans l'Engadine. Celui-ci fut obligé de s'en retirer, après avoir livré des combats brillants, où il mon-

tra une intrépidité et une présence d'esprit admirables. Les Grisons furent évacués. Masséna distribua alors son armée depuis la grande chaîne des Alpes jusqu'au confluent de l'Aar dans le Rhin, en choisissant la ligne qui lui parut la meilleure.

La Suisse présente plusieurs lignes d'eau, qui, partant des grandes Alpes, la traversent tout entière pour aller se jeter dans le Rhin. (*Voir la carte de la Suisse, n° 31.*) La plus étendue et la plus vaste est celle du Rhin même, qui, prenant sa source non loin du Saint-Gothard, coule d'abord au nord, puis s'étend en un vaste lac ¹, d'où il sort près de Stein, et court à l'ouest vers Bâle, où il recommence à couler au nord pour former la frontière de l'Alsace. Cette ligne est la plus vaste, et elle enferme toute la Suisse. Il y en a une seconde, celle de Zurich, inscrite dans la précédente : c'est celle de la Linth, qui, prenant sa source dans les petits cantons, s'arrête pour former le lac de Zurich, en sort sous le nom de Limmat, et va finir dans l'Aar, non loin de l'embouchure de cette dernière rivière dans le Rhin. Cette ligne, qui n'enveloppe qu'une partie de la Suisse, est beaucoup moins vaste que la première. Il y en a enfin une troisième, celle de la Reuss, inscrite encore dans la précédente, qui du lit de la Reuss passe dans le lac de Lucerne, et de Lucerne

1. Le lac de Constance.

Mai 1799.

va se rendre dans l'Aar, tout près du point où se jette la Limmat. Ces lignes, commençant à droite contre des montagnes énormes, finissant à gauche dans de grands fleuves, consistant tantôt en des rivières, tantôt en des lacs, présentent de nombreux avantages pour la défensive. Masséna ne pouvait espérer de conserver la plus grande, celle du Rhin, et de s'étendre depuis le Saint-Gothard jusqu'à l'embouchure de l'Aar. Il fut obligé de se replier sur celle de la Limmat, où il s'établit de la manière la plus solide. Il plaça son aile droite, formée des trois divisions Lecourbe, Ménard et Lorges, depuis les Alpes jusqu'au lac de Zurich, sous les ordres de Férino; il plaça son centre sur la Limmat, et le composa des quatre divisions Oudinot, Vandamme, Thureau et Soult. Sa gauche gardait le Rhin, vers Bâle et Strasbourg.

Avant de se renfermer dans cette position, il essaya d'empêcher par un combat la jonction de l'archiduc avec son lieutenant Hotze. Ces deux généraux placés sur le Rhin, l'un avant l'entrée du fleuve dans le lac de Constance, l'autre après sa sortie, étaient séparés par toute l'étendue du lac. En franchissant cette ligne, afin de s'établir devant celle de Zurich et de la Limmat, où s'était placé Masséna, ils devaient partir des deux extrémités du lac pour venir faire leur jonction au delà. Masséna pouvait choisir le moment où Hotze ne s'était pas

encore avancé, se jeter sur l'archiduc, le repousser au delà du Rhin, se rabattre ensuite sur Hotze, et le repousser à son tour. On a calculé qu'il aurait eu le temps d'exécuter cette double opération et de battre isolément les deux généraux autrichiens. Malheureusement il ne songea à les attaquer qu'au moment où ils étaient près de se réunir, et où ils étaient en mesure de se soutenir réciproquement. Il les combattit sur plusieurs points le 5 prairial (24 mai), à Aldenfingen, à Frauenfeld, et quoiqu'il eût partout l'avantage, grâce à cette vigueur qu'il mettait toujours dans l'exécution, néanmoins il ne put empêcher la jonction, et il fut obligé de se replier sur la ligne de la Limmat et de Zurich, où il se prépara à recevoir vigoureusement l'archiduc, si celui-ci se décidait à l'attaquer.

Les événements étaient bien autrement malheureux en Italie. Là, les désastres ne s'étaient point arrêtés.

Souwarow avait rejoint l'armée autrichienne avec un corps de vingt-huit ou trente mille Russes. Mélas avait pris le commandement de l'armée autrichienne. Souwarow commandait en chef les deux armées, s'élevant au moins à quatre-vingt-dix mille hommes. On l'appelait l'*Invincible*. Il était connu par ses campagnes contre les Turcs, et par ses cruautés en Pologne. Il avait une grande vigueur de caractère, une bizarrerie affectée et

Mai 1799.

Les armées
autrichiennes
et russes
en Italie sous
les ordres
de Souwarow,
appelé
l'*Invincible*.

Mai 1799.

poussée jusqu'à la folie, mais aucun génie de combinaison. C'était un vrai Barbare, heureusement incapable de calculer l'emploi de ses forces, car autrement la république aurait peut-être succombé. Son armée lui ressemblait. Elle avait une bravoure remarquable, et qui tenait du fanatisme, mais aucune instruction. L'artillerie, la cavalerie, le génie y étaient réduits à une véritable nullité. Elle ne savait faire usage que de la baïonnette, et s'en servait comme les Français s'en étaient servis pendant la révolution. Souwarow, fort insolent pour ses alliés, donna aux Autrichiens des officiers russes, pour leur apprendre le maniement de la baïonnette. Il employa le langage le plus hautain, il dit que *les femmes, les petits-maitres, les paresseux* devaient quitter l'armée, que les parleurs occupés à fronder le service souverain seraient traités comme des égoïstes, et perdraient leurs grades, et que tout le monde devait se sacrifier pour délivrer l'Italie des Français et des athées. Tel était le style de ses allocutions. Heureusement, après nous avoir causé bien du mal, cette énergie brutale allait rencontrer l'énergie savante et calculée, et se briser devant elle.

Malheureuses
dispositions
de Schérer,
retiré
sur l'Adda.

Schérer, ayant entièrement perdu l'usage de ses esprits, s'était promptement retiré sur l'Adda, au milieu des cris d'indignation des soldats. De son armée de quarante-six mille hommes, il en avait

 Mai 1799.

perdu dix mille, ou morts ou prisonniers. Il fut obligé d'en laisser à Peschiera ou à Mantoue encore huit mille, et il ne lui en resta ainsi que vingt-huit mille. Néanmoins si, avec cette poignée d'hommes, il avait su manœuvrer habilement, il aurait pu donner à Macdonald le temps de le rejoindre, et éviter bien des désastres. Mais il se plaça sur l'Adda de la manière la plus malheureuse. Il partagea son armée en trois divisions. La division Serrurier était à Lecco, à la sortie de l'Adda du lac de Lecco. La division Grenier était à Cassano, la division Victor à Lodi. Il avait placé Montrichard, avec quelques corps légers, vers le Modénois et les montagnes de Gènes, pour maintenir les communications avec la Toscane, par où Macdonald devait déboucher. Ses vingt-huit mille hommes, ainsi dispersés sur une ligne de vingt-quatre lieues, ne pouvaient résister solidement nulle part, et devaient être enfoncés partout où l'ennemi se présenterait en forces. (*Voir la carte de Piémont et Lombardie, n° 16.*)

Le 8 floréal (27 avril) au soir, au moment même où la ligne de l'Adda était forcée, Schérer remit à Moreau la direction de l'armée. Ce brave général avait quelque droit de la refuser. On l'avait fait descendre au rôle de simple divisionnaire, et maintenant que la campagne était perdue, qu'il n'y avait plus que des désastres à essuyer, on lui donnait le commandement. Cependant, avec un dé-

Schérer remet
le
commandement
à Moreau.

Mai 1799.Bataille
de Cassano
livrée
le 28 avril.

vouement patriotique que l'histoire ne saurait trop célébrer, il accepta une défaite, en acceptant le commandement le soir même où l'Adda était forcé. C'est ici que commence la moins vantée et la plus belle partie de sa vie.

Souwarow s'était approché de l'Adda sur plusieurs points. Quand le premier régiment russe se montra à la vue du pont de Lecco, les carabiniers de la brave 18^e légère sortirent des retranchements, et coururent au-devant de ces soldats, qu'on peignait comme des colosses effrayants et invincibles. Ils fondirent sur eux la baïonnette croisée, et en firent un grand carnage. Les Russes furent repoussés. Il venait de s'allumer un admirable courage dans le cœur de nos braves; ils voulaient faire repentir de leur voyage les Barbares insolents qui venaient se mêler dans une querelle qui n'était pas la leur. La nomination de Moreau enflammait toutes les âmes, et remplit l'armée de confiance. Malheureusement la position n'était plus tenable. Souwarow, repoussé à Lecco, avait fait passer l'Adda sur deux points, à Brivio et à Trezzo, au-dessus et au-dessous de la division Serrurier, qui formait la gauche. Cette division se trouva ainsi coupée du reste de l'armée. Moreau, avec la division Grenier, livra à Trezzo un combat furieux, pour repousser l'ennemi au delà de l'Adda, et se remettre en communication avec la division Serrurier. Il com-

Mai 1799.

battit avec huit ou neuf mille hommes un corps de plus de vingt mille. Ses soldats, animés par sa présence, firent des prodiges de bravoure, mais ne purent rejeter l'ennemi au delà de l'Adda. Malheureusement Serrurier, auquel on ne pouvait plus faire parvenir d'ordre, n'eut pas l'idée de se reporter sur ce point même de Trezzo, où Moreau s'obstinait à combattre pour se remettre en communication avec lui. Il fallut céder, et abandonner la division Serrurier à son sort. Elle fut entourée par toute l'armée ennemie, et se battit avec la dernière opiniâtreté. Enveloppée enfin de toutes parts, elle fut obligée de mettre bas les armes. Une partie de cette division, grâce à la hardiesse et à la présence d'esprit d'un officier, se sauva par les montagnes en Piémont. Pendant cette action terrible, Victor s'était heureusement retiré en arrière avec sa division intacte. Telle fut la fatale journée dite de Cassano, 9 floréal (28 avril), qui réduisit l'armée à environ vingt mille hommes.

C'est avec cette poignée de braves que Moreau entreprit de se retirer. Cet homme rare ne perdit pas un instant ce calme d'esprit dont la nature l'avait doué. Réduit à vingt mille soldats, en présence d'une armée qu'on aurait pu porter à quatre-vingt-dix mille si on avait su la faire marcher en masse, il ne s'ébranla pas un instant. Ce calme était bien autrement méritoire que celui qu'il

Belle retraite
de Moreau
au delà du Pô e
de l'Apennin.

Mai 1799.

déploya lorsqu'il revint d'Allemagne avec une armée de soixante mille hommes victorieux, et pourtant il a été beaucoup moins célébré, tant les hasards des passions influent sur les jugements contemporains !

Il s'attacha d'abord à couvrir Milan, pour donner le moyen d'évacuer les parcs et les bagages, et pour laisser aux membres du gouvernement cisalpin, et à tous les Milanais compromis, le temps de se retirer sur les derrières. Rien n'est plus dangereux pour une armée que ces familles de fugitifs qu'elle est obligée de recevoir dans ses rangs. Elles embarrassent sa marche, ralentissent ses mouvements, et peuvent quelquefois compromettre son salut. Moreau, après avoir passé deux jours à Milan, se remit en marche pour repasser le Pô. A la conduite de Souwarow, il put juger qu'il aurait le temps de prendre une position solide. Il avait deux objets à atteindre, c'était de couvrir ses communications avec la France, et avec la Toscane, par où s'avancait l'armée de Naples. Pour arriver à ce but important, il lui parut convenable d'occuper le penchant des montagnes de Gênes ; c'était le point le plus favorable. Il marcha en deux colonnes : l'une, escortant les parcs, les bagages, tout l'attirail de l'armée, prit la grande route de Milan à Turin ; l'autre s'achemina vers Alexandrie, pour occuper les routes de la rivière

de Gênes. Il exécuta cette marche sans être trop pressé par l'ennemi. Souwarow, au lieu de fondre avec ses masses victorieuses sur notre faible armée et de la détruire complètement, se faisait décerner à Milan les honneurs du triomphe par les prêtres, les moines, les nobles, toutes les créatures de l'Autriche rentrées en foule à la suite des armées coalisées.

Mai 1799.

Moreau eut le temps d'arriver à Turin, et d'ache-miner vers la France tout son attirail de guerre. Il arma la citadelle, tâcha de réveiller le zèle des partisans de la république, et vint rejoindre ensuite la colonne qu'il avait dirigée vers Alexandrie. Il choisit là une position qui prouve toute la justesse de son coup d'œil. Le Tanaro, en tombant de l'Apennin, va se jeter dans le Pô au-dessous d'Alexandrie. Moreau se plaça au confluent de ces deux fleuves. Couvert à la fois par l'un et par l'autre, il ne craignait pas une attaque de vive force ; il gardait en même temps toutes les routes de Gênes, et pouvait attendre l'arrivée de Macdonald. Cette position ne pouvait être plus heureuse. Il occupait Casale, Valence, Alexandrie ; il avait une chaîne de postes sur le Pô et le Tanaro, et ses masses étaient disposées de manière qu'il pouvait courir en quelques heures sur le premier point attaqué. Il s'établit là avec vingt mille hommes, et y attendit avec un imperturbable sang-

Moreau se pla
au confluent
du Pô
et du Tanaro

Mai 1799.

froid les mouvements de son formidable ennemi.

Souwarow avait mis très-heureusement beaucoup de temps à s'avancer. Il avait demandé au conseil aulique que le corps autrichien de Bellegarde, destiné au Tyrol, fût mis à sa disposition. Ce corps venait de descendre en Italie, et portait l'armée combinée à beaucoup plus de cent mille hommes. Mais Souwarow, ayant ordre d'assiéger à la fois Peschiera, Mantoue, Pizzighettone, voulant en même temps se garder du côté de la Suisse, et ignorant d'ailleurs l'art de distribuer les masses, n'avait guère plus de quarante mille hommes sous sa main, force du reste très-suffisante pour accabler Moreau, s'il avait su la manier habilement.

Souwarow
s'établit
à Tortone.

Il vint longer le Pô et le Tanaro, et se placer en face de Moreau. Il s'établit à Tortone, et y fixa son quartier général. Après quelques jours d'inaction, il résolut enfin de faire une tentative sur l'aile gauche de Moreau, c'est-à-dire du côté du Pô. Un peu au-dessus du confluent du Pô et du Tanaro, vis-à-vis Mugarone, se trouvent des îles boisées, à la faveur desquelles les Russes résolurent de tenter un passage. Dans la nuit du 22 au 23 floréal (du 11 au 12 mai), ils passèrent, au nombre à peu près de deux mille, dans l'une de ces îles, et se trouvèrent ainsi au delà du bras principal. Le bras qui leur restait à passer était peu considérable, et pouvait même être franchi à la nage. Ils

le traversèrent hardiment, et se portèrent sur la rive droite du Pô. Les Français, prévenus du danger, coururent sur le point menacé. Moreau, qui était averti d'autres démonstrations faites du côté du Tanaro, attendit que le véritable point du danger fût bien déterminé pour s'y porter en force : dès qu'il en fut certain, il y marcha avec sa réserve, et culbuta dans le Pô les Russes qui avaient eu la hardiesse de le franchir. Il y en eut deux mille cinq cents tués, noyés ou prisonniers.

Ce coup de vigueur assurait tout à fait la position de Moreau dans le singulier triangle où il s'était placé. Mais l'inaction de l'ennemi l'inquiétait ; il craignait que Souwarow n'eût laissé devant Alexandrie un simple détachement, et qu'avec la masse de ses forces il n'eût remonté le Pô, pour se porter sur Turin et prendre la position des Français par derrière, ou bien qu'il n'eût marché au-devant de Macdonald. Dans l'incertitude où le laissait l'inaction de Souwarow, il résolut d'agir lui-même pour s'assurer du véritable état des choses. Il imagina de déboucher au delà d'Alexandrie, et de faire une forte reconnaissance. Si l'ennemi n'avait laissé devant lui qu'un corps détaché, le projet de Moreau était de changer cette reconnaissance en attaque sérieuse, d'accabler ce corps détaché, et puis de se retirer tranquillement, par la grande route de la Bocchetta, vers les montagnes de Gènes, afin

Mai 1799.

L'inaction
des Russes
détermine
Moreau
à déboucher
au delà
d'Alexandrie

Mai 1799.

d'y attendre Macdonald. Si au contraire il trouvait la masse principale, son projet était de se replier sur-le-champ, et de regagner en toute hâte la rivière de Gênes, par toutes les communications accessibles qui lui restaient. Une raison qui le décidait surtout à prendre ce parti décisif, c'était l'insurrection du Piémont sur ses derrières. Il fallait qu'il se rapprochât de sa base le plus tôt possible.

Souwarow
divise ses forces
pour faire
tomber
la position
de Moreau.

Tandis que Moreau formait ce projet fort sage, Souwarow en formait un autre qui était dépourvu de sens. Sa position à Tortone était certainement la meilleure qu'il pût prendre, puisqu'elle le plaçait entre les deux armées françaises, celle de la Cisalpine et celle de Naples. Il ne devait la quitter à aucun prix. Cependant il imagina d'emmener une partie de ses forces au delà du Pô, pour remonter le fleuve jusqu'à Turin, s'emparer de cette capitale, y organiser les royalistes piémontais, et faire tomber la position de Moreau. Rien n'était plus mal calculé qu'une pareille manœuvre ; car, pour faire tomber la position de Moreau, il fallait essayer une attaque directe et vigoureuse ; mais par-dessus tout ne pas quitter la position intermédiaire entre les deux armées qui cherchaient à opérer leur jonction.

Tandis que Souwarow, divisant ses forces, en laissait une partie aux environs de Tortone, le

Mai 1799.

long du Tanaro, et portait l'autre au delà du Pô, pour marcher sur Turin, Moreau exécutait la reconnaissance qu'il avait projetée. Il avait porté la division Victor en avant pour attaquer vigoureusement le corps russe qu'il avait devant lui. Il se tenait lui-même avec toute sa réserve un peu en arrière, prêt à changer cette reconnaissance en une attaque sérieuse, s'il jugeait que le corps russe pût être accablé. Après un engagement très-vif, où les troupes de Victor déployèrent une rare bravoure, Moreau crut que toute l'armée russe était devant lui : il n'osa pas attaquer à fond, de peur d'avoir sur les bras un ennemi trop supérieur. En conséquence, entre les deux partis qu'il s'était proposé d'adopter, il préféra le second, comme le plus sûr. Il résolut donc de se retirer vers les montagnes de Gênes. Sa position était des plus critiques. Tout le Piémont était en révolte sur ses derrières. Un corps d'insurgés s'était emparé de Ceva, qui ferme la principale route, la seule accessible à l'artillerie. Le grand convoi des objets d'art recueillis en Italie courait risque d'être enlevé. Ces circonstances étaient des plus fâcheuses. En prenant les routes situées plus en arrière, et qui aboutissaient à la rivière du Ponent, Moreau craignait de trop s'éloigner des communications de la Toscane, et de les laisser en prise à l'ennemi, qu'il supposait réuni en masse autour de Tortone. Dans

Mai 1799.

Moreau
se retire dans
la rivière
de Gênes.

cette perplexité, il prit sur-le-champ son parti, et fit les dispositions suivantes. Il détacha la division Victor, sans artillerie ni bagages, et la jeta, par des sentiers praticables à la seule infanterie, vers les montagnes de Gênes. Elle devait se hâter d'occuper tous les passages de l'Apennin pour se joindre à l'armée venant de Naples, et la renforcer, dans le cas où elle serait attaquée par Souwarow. Moreau, ne gardant que huit mille hommes au plus, vint avec son artillerie, sa cavalerie, et tout ce qui pouvait suivre les sentiers des montagnes, gagner l'une des routes charretières qui se trouvaient en arrière de Céva, et aboutissaient dans la rivière du Ponent. Il faisait un autre calcul, en se décidant à cette retraite excentrique, c'est qu'il attirerait à lui l'armée ennemie, la détournerait de poursuivre Victor et de se jeter sur Macdonald.

Victor se retira heureusement par Acqui, Spigno et Dego, et vint occuper les crêtes de l'Apennin. Moreau, de son côté, se retira avec une célérité extraordinaire sur Asti. La prise de Céva, qui fermait sa principale communication, le mettait dans un embarras extrême. Il achemina par le col de Fenestrelle la plus grande partie de ses parcs, ne garda que l'artillerie de campagne qui lui était indispensable, et résolut de s'ouvrir une route à travers l'Apennin, en la faisant construire par ses propres soldats. Après quatre jours d'efforts in-

croyables, la route fut rendue praticable à l'artillerie, et Moreau fut transporté dans la rivière de Gênes sans avoir rétrogradé jusqu'au col de Tende, ce qui l'eût trop éloigné des troupes de Victor détachées vers Gênes.

Souwarow, en apprenant la retraite de Moreau, se hâta de le faire poursuivre ; mais il ne sut ni deviner ni prévenir ses savantes combinaisons. Ainsi, grâce à son sang-froid et à son adresse, Moreau avait ramené ses vingt mille hommes sans se laisser entamer une seule fois, en contenant au contraire les Russes partout où il les avait rencontrés. Il avait laissé une garnison de trois mille hommes dans Alexandrie, et il était avec dix-huit mille à peu près dans les environs de Gênes. Il était placé sur la crête de l'Apennin, attendant l'arrivée de Macdonald. Il avait porté la division Lapoype, le corps léger de Montrichard, et la division Victor, sur la haute Trebbia, pour les joindre à Macdonald. Lui se tenait aux environs de Novi avec le reste de son corps d'armée. Son plan de jonction était profondément médité. Il pouvait attirer l'armée de Naples à lui par les bords de la Méditerranée, la réunir à Gênes, et déboucher avec elle de la Bocchetta ; ou bien la faire déboucher de la Toscane dans les plaines de Plaisance et sur les bords du Pô. Le premier parti assurait la jonction, puisqu'elle se faisait à l'abri de l'Apennin ; mais il

Mai 1799.

Plan de jonction
de Moreau
avec l'armée
de Naples.

Juin 1799.

fallait de nouveau franchir l'Apennin, et donner de front sur l'ennemi pour enlever la plaine. En débouchant au contraire en avant de Plaisance, on était maître de la plaine jusqu'au Pô, on prenait son champ de bataille sur les bords mêmes du Pô, et, en cas de victoire, on y jetait l'ennemi. Moreau voulait que Macdonald eût sa gauche toujours serrée aux montagnes, pour se lier avec Victor, qui était à Bobbio. Quant à lui, il observait Souwarow, prêt à se jeter dans ses flancs dès qu'il voudrait marcher à la rencontre de Macdonald. Dans cette situation, la jonction paraissait aussi sûre que derrière l'Apennin, et se faisait sur un terrain bien préférable.

Croisière
de Bruix dans la
Méditerranée.

Dans ce moment, le Directoire venait de réunir dans la Méditerranée des forces maritimes considérables. Bruix, le ministre de la marine, s'était mis à la tête de la flotte de Brest, avait débloqué la flotte espagnole, et croisait avec cinquante vaisseaux dans la Méditerranée, dans le but de la délivrer des Anglais et d'y rétablir les communications avec l'armée d'Égypte. Cette jonction tant désirée était enfin opérée, et elle pouvait nous redonner la prépondérance dans les mers du Levant. Bruix dans ce moment était devant Gènes. Sa présence avait singulièrement remonté le moral de l'armée. On disait qu'il apportait des vivres, des munitions et des renforts. Il n'en était rien,

mais Moreau profita de cette opinion, et fit effort pour l'accréditer. Il fit répandre le bruit que la flotte venait de débarquer vingt mille hommes et des approvisionnements considérables. Ce bruit encouragea l'armée et diminua beaucoup la confiance de l'ennemi.

Juin 1799.

On était au milieu de prairial (premiers jours de juin). Un événement nouveau venait d'avoir lieu en Suisse. On a vu que Masséna avait occupé la ligne de la Limmat ou de Zurich, et que l'archiduc, débouchant en deux masses des deux extrémités du lac de Constance, était venu border cette ligne dans toute son étendue. Il résolut de l'attaquer entre Zurich et Bruck, c'est-à-dire entre le lac de Zurich et l'Aar, tout le long de la Limmat. Masséna avait pris position, non pas sur la Limmat elle-même, mais sur une suite de hauteurs qui sont en avant de la Limmat, et qui couvrent à la fois la rivière et le lac. Il avait retranché ces hauteurs de la manière la plus redoutable, et les avait rendues presque inaccessibles. Quoique cette partie de notre ligne, entre Zurich et l'Aar, fût la plus forte, l'archiduc avait résolu de l'attaquer, parce qu'il eût été trop dangereux de faire un long détour pour venir tenter une attaque au-dessus du lac, le long de la Linth : Masséna pouvait profiter de ce moment pour accabler les corps laissés devant lui, et se procurer ainsi un avantage décisif.

Juin 1799.

Masséna
se retire
sur la chaîne
de l'Albis.

L'attaque projetée s'exécuta le 4 juin (16 prairial). Elle eut lieu sur toute l'étendue de la Limmat, et fut repoussée partout victorieusement, malgré l'opiniâtre persévérance des Autrichiens. Le lendemain, l'archiduc, pensant que de pareilles tentatives doivent se poursuivre, afin qu'il n'y ait pas de pertes inutiles, recommença l'attaque avec la même opiniâtreté. Masséna, réfléchissant qu'il pouvait être forcé, qu'alors sa retraite deviendrait difficile, que la ligne qu'il abandonnait était suivie immédiatement d'une plus forte, la chaîne de l'Albis, qui borde en arrière la Limmat et le lac de Zurich, résolut de se retirer volontairement. Il ne perdait à cette retraite que la ville de Zurich, qu'il regardait comme peu importante. La chaîne des monts de l'Albis, longeant le lac de Zurich, et la Limmat jusqu'à l'Aar, présentant de plus un escarpement continu, était presque inattaquable. En l'occupant, on ne faisait qu'une légère perte de terrain, car on ne reculait que de la largeur du lac et de la Limmat. En conséquence, il s'y retira volontairement et sans perte, et s'y établit d'une manière qui ôta à l'archiduc toute envie de l'attaquer.

Notre position était donc toujours à peu près la même en Suisse : l'Aar, la Limmat, le lac de Zurich, la Linth et la Reuss, jusqu'au Saint-Gothard, formaient notre ligne défensive contre les Autrichiens. (*Voir la carte de la Suisse*).

Du côté de l'Italie, Macdonald s'avancait enfin vers la Toscane. Il avait laissé garnison au fort Saint-Elme, à Capoue et à Gaëte, conformément à ses instructions. C'était compromettre inutilement des troupes qui n'étaient pas capables de soutenir le parti républicain, et qui laissaient un vide dans l'armée active. L'armée française, en se retirant, avait laissé la ville de Naples en proie à une réaction royale, qui égalait les plus épouvantables scènes de notre révolution. Macdonald avait rallié à Rome quelques milliers d'hommes de la division Garnier ; il avait recueilli en Toscane la division Gauthier, et dans le Modénois le corps léger de Montrichard. Il avait formé ainsi un corps de vingt-huit mille hommes. Il était à Florence le 6 prairial (25 mai). Sa retraite s'était opérée avec beaucoup de rapidité et un ordre remarquable. Il perdit malheureusement beaucoup de temps en Toscane, et ne déboucha au delà de l'Apennin, dans les plaines de Plaisance, que vers la fin de prairial (milieu de juin).

S'il eût débouché plus tôt, il aurait surpris les coalisés dans un tel état de dispersion, qu'il aurait pu les accabler successivement, et les rejeter au delà du Pô. Souwarow était à Turin, dont il venait de s'emparer, et où il avait trouvé des munitions immenses. Bellegarde observait les débouchés de Gênes ; Kray assiégeait Mantoue, la citadelle de Milan et les places. Nulle part il n'y avait trente

 Juin 1799.

Retraite
de Macdonald
de Naples
sur Florence.

Dispersion
des coalisés.

Juin 1799.

Macdonald,
en perdant
du temps en
Toscane, permet
à Souwarow
de réparer
ses fautes.

mille Autrichiens ou Russes réunis. Macdonald et Moreau, débouchant ensemble avec cinquante mille hommes, auraient pu changer la destinée de la campagne. Mais Macdonald crut devoir employer quelques jours pour faire reposer son armée, et réorganiser les divisions qu'il avait successivement recueillies. Il perdit ainsi un temps précieux, et permit à Souwarow de réparer ses fautes. Le général russe, apprenant la marche de Macdonald, se hâta de quitter Turin, et de marcher avec vingt mille hommes de renfort, pour se placer entre les deux généraux français, et reprendre la position qu'il n'aurait jamais dû abandonner. Il ordonna au général Ott, qui était en observation sur la Trebbia, aux environs de Plaisance, de se retirer sur lui, s'il était attaqué, il prescrivit à Kray de lui faire passer de Mantoue toutes les troupes dont il pourrait disposer ; il laissa à Bellegarde le soin d'observer Novi, d'où Moreau devait déboucher, et il se disposa à marcher lui-même dans les plaines de Plaisance à la rencontre de Macdonald.

Ces dispositions sont les seules qui, pendant la durée de cette campagne, aient mérité à Souwarow l'approbation des militaires. Les deux généraux français occupaient toujours les positions que nous avons indiquées. Placés tous deux sur l'Apennin, ils devaient en descendre pour se réunir dans les plaines de Plaisance. Moreau devait déboucher de

Novi, Macdonald de Pontremoli. Moreau avait fait passer à Macdonald la division Victor pour le renforcer. Il avait placé à Bobbio, au penchant des montagnes, le général Lapoye avec quelques bataillons, pour favoriser la jonction, et son projet était de saisir le moment où Souwarow marcherait de front contre Macdonald, pour donner dans son flanc. Mais il fallait pour cela que Macdonald se tint toujours appuyé aux montagnes, et n'acceptât pas la bataille trop loin dans la plaine.

Macdonald s'ébranla vers la fin de prairial (milieu de juin). Le corps de Hohenzollern, placé aux environs de Modène, gardait le bas Pô (*voir la carte de l'Italie, n° 20*) ; il fut accablé par des forces supérieures, perdit quinze cents hommes, et faillit être enlevé tout entier. Ce premier succès encouragea Macdonald, et lui fit hâter sa marche. La division Victor, qui venait de le joindre et de porter son armée à trente-deux mille hommes à peu près, forma son avant-garde. La division polonaise Dombrowsky marchait à la gauche de la division Victor ; la division Rusca les appuyait toutes deux. Quoique le gros de l'armée, formé par les divisions Montrichard, Olivier et Watrin, fût encore en arrière, Macdonald, alléché par le succès qu'il venait d'obtenir sur Hohenzollern, voulut accabler Ott, qui était en observation sur le Tidone, et ordonna à Victor, Dombrowsky et

 Juin 1799.

Succès
de l'avant-garde
de Macdonald
sur le corps de
Hohenzollern.

Rusca, de marcher contre lui à l'instant même.

Juin 1799.

Bataille
de la Trebbia,
livrée les 17, 18
et 19 juin.

Trois torrents, coulant parallèlement de l'Apenin dans le Pô, formaient le champ de bataille : c'étaient la Nura, la Trebbia et le Tidone. Le gros de l'armée française était encore sur la Nura ; les divisions Victor, Dombrowsky et Rusca s'avançaient sur la Trebbia, et avaient l'ordre de la franchir pour se porter sur le Tidone, afin d'accabler Ott, que Macdonald croyait sans appui. Elles marchèrent le 29 prairial (17 juin). Elles repoussèrent d'abord l'avant-garde du général Ott des bords du Tidone, et l'obligèrent à prendre une position en arrière vers le village de Sermet. Ott allait être accablé ; mais dans ce moment Souwarow arrivait à son secours avec toutes ses forces. Il opposa le général Bagration à Victor, qui marchait le long du Pô ; il reporta Ott au centre sur Dombrowsky, et dirigea Mélas à droite sur la division Rusca. Bagration ne fut pas d'abord heureux contre Victor, et fut forcé de rétrograder ; mais au centre, Souwarow fit charger la division Dombrowsky par l'infanterie russe, jeta dans son flanc deux régiments de cavalerie et la rompit. Dès cet instant, Victor, qui s'était avancé sur le Pô, se trouva débordé et compromis. Bagration, renforcé par les grenadiers, reprit l'offensive. La cavalerie russe, qui avait rompu les Polonais au centre, et qui avait ainsi débordé Victor, le chargea en flanc, et l'obligea à se retirer. Rusca,

à droite, fut alors obligé de céder le terrain à Mélas. Nos trois divisions repassèrent le Tidone, et rétrogradèrent sur la Trebbia.

Juin 1799.

Cette première journée, où un tiers de l'armée au plus s'était trouvé engagé contre toute l'armée ennemie, n'avait pas été heureuse. Macdonald, ignorant l'arrivée de Souwarow, s'était trop hâté. Il résolut de s'établir derrière la Trebbia, d'y réunir toutes ses divisions, et de venger l'échec qu'il venait d'essuyer. Malheureusement, les divisions Olivier, Montrichard et Watrin étaient encore en arrière sur la Nura, et il résolut d'attendre le surlendemain, c'est-à-dire le 1^{er} messidor (19 juin), pour livrer bataille.

Mais Souwarow ne lui laissa pas le temps de réunir ses forces, et il se disposa à attaquer dès le lendemain même, c'est-à-dire le 30 prairial (18 juin). Les deux armées allaient se joindre le long de la Trebbia, appuyant leurs ailes au Pô et à l'Apennin. Souwarow, jugeant sagement que le point essentiel était dans les montagnes, par où les deux armées françaises pourraient communiquer, porta de ce côté sa meilleure infanterie et sa meilleure cavalerie. Il dirigea la division Bagration, qui d'abord était à sa gauche le long du Pô, vers sa droite contre les montagnes. Il les plaça avec la division Schweikofsky sous les ordres de Rosenberg, et leur ordonna à tous deux de passer la Trebbia

Juin 1792.

vers Rivalta, dans la partie supérieure de son cours, afin de détacher les Français des montagnes. Les divisions Dombrowsky, Rusca et Victor étaient placées vers ce point, à la gauche de la ligne des Français. Les divisions Olivier et Montrichard devaient venir se placer au centre, le long de la Trebbia. La division Watrin devait venir occuper la droite, vers le Pô et Plaisance.

Dès le matin du 30 prairial (18 juin), les avant-gardes russes attaquèrent les avant-gardes françaises, qui étaient au delà de la Trebbia, à Casaliggio et Grignano, et les repoussèrent; Macdonald, qui ne s'attendait pas à être attaqué, s'occupait à faire arriver en ligne ses divisions du centre. Victor, qui commandait à notre gauche, porta aussitôt toute l'infanterie française au delà de la Trebbia, et mit un moment Souwarow en péril. Mais Rosenberg, arrivant avec la division Schweikofsky, rétablit l'avantage, et, après un combat furieux, dans lequel les pertes furent énormes des deux parts, obligea les Français à se retirer derrière la Trebbia. Pendant ce temps, les divisions Olivier, Montrichard arrivaient au centre, la division Watrin à droite, et une canonnade s'établissait sur toute la ligne. Après avoir échangé quelques boulets, on s'arrêta de part et d'autre sur les bords de la Trebbia, qui sépara les deux armées.

Telle fut la seconde journée. Elle avait consisté

Juin 1799.

en un combat vers notre gauche, combat terrible, mais sans résultat. Macdonald, disposant désormais de tout son monde, voulait rendre décisive la troisième journée. Son plan consistait à franchir la Trebbia sur tous les points, et à déborder les deux ailes de l'ennemi. Pour cela la division Dombrowsky devait remonter la rivière jusqu'à Rivalta, et la passer au-dessus des Russes. La division Watrin devait la franchir presque à son embouchure dans le Pô, et gagner l'extrême gauche de Souwarow. Il comptait en même temps que Moreau, dont il attendait la coopération depuis deux jours, entrerait en action ce jour-là au plus tard. Tel fut le plan pour la journée du 1^{er} messidor (19 juin). Mais une horrible échauffourée eut lieu pendant la nuit. Un détachement français ayant traversé le lit de la Trebbia pour prendre position, les Russes se crurent attaqués et coururent aux armes. Les Français y coururent de leur côté. Les deux armées se mêlèrent et se livrèrent un combat de nuit, où des deux côtés on s'égorgeait, sans distinguer amis ni ennemis. Après un carnage inutile, les généraux parvinrent enfin à ramener leurs soldats au bivouac. Le lendemain les deux armées étaient tellement fatiguées par trois jours de combat et par le désordre de la nuit, qu'elles n'entrèrent en action que vers les dix heures du matin.

La bataille commença à notre gauche, sur la

— Juin 1799.

haute Trebbia. Dombrowsky franchit la Trebbia à Rivalta, malgré les Russes. Souwarow y détacha le prince Bagration. Ce mouvement laissa à découvert les flancs de Rosemberg. Sur-le-champ Victor et Rusca en profitèrent pour se jeter sur lui en passant la Trebbia. Ils s'avancèrent avec succès et enveloppèrent de toutes parts la division Schweikofsky, où se trouvait Souwarow. Ils la mirent dans le plus grand danger ; mais elle fit front de tous côtés et se défendit vaillamment. Bagration, apercevant le péril, se rabattit promptement sur le point menacé, et obligea Victor et Rusca à lâcher prise. Si Dombrowsky, saisissant le moment, se fût de son côté rabattu sur Bagration, l'avantage nous serait resté sur ce point, qui était le plus important, puisqu'il touchait aux montagnes. Malheureusement, il resta inactif, et Victor et Rusca furent obligés de se replier sur la Trebbia. Au centre, Montrichard avait passé la Trebbia vers Grignano ; Olivier l'avait franchie vers San-Nicolo. Montrichard marchait sur le corps de Forster, lorsque les réserves autrichiennes, que Souwarow avait demandées à Mélas, et qui défilaient sur le derrière du champ de bataille, donnèrent inopinément dans les flancs de sa division. Elle fut surprise, et la 5^e légère, qui avait fait des prodiges en cent batailles, s'enfuit en désordre. Montrichard se vit obligé de repasser la Trebbia. Olivier,

Juin 1799

qui s'était avancé avec succès vers San-Nicolo, et avait vigoureusement repoussé Ott et Mélas, se trouva découvert par la retraite de Montrichard. Mélas alors, donnant contre-ordre aux réserves autrichiennes, dont la présence avait jeté le trouble dans la division Montrichard, les dirigea sur la division Olivier, qui fut forcée à son tour de repasser la Trebbia. Pendant ce temps, la division Watrin, portée inutilement à l'extrême droite, où elle n'avait rien à faire, s'avancait le long du Pô, sans être d'aucun secours à l'armée. Elle fut même obligée de repasser la Trebbia, pour suivre le mouvement général de retraite. Souwarow, craignant toujours de voir Moreau déboucher sur ses derrières, fit de grands efforts le reste de la journée pour passer la Trebbia, mais il ne put y réussir. Les Français lui opposèrent sur toute la ligne une fermeté invincible, et ce torrent, témoin d'une lutte si acharnée, sépara encore pour la troisième fois les deux armées ennemies.

Tel fut le troisième acte de cette sanglante bataille. Les deux armées étaient désorganisées. Elles avaient perdu environ douze mille hommes chacune. La plupart des généraux étaient blessés. Des régiments entiers étaient détruits. Mais la situation était bien différente. Souwarow recevait tous les jours des renforts, et n'avait qu'à gagner au prolongement de la lutte. Macdonald, au contraire,

Juin 1799.

avait épuisé toutes ses ressources, et pouvait, en s'obstinant à se battre, être jeté en désordre dans la Toscane. Il songea donc à se retirer sur la Nura, pour regagner Gênes par derrière l'Apennin. Il quitta la Trebbia le 2 messidor (20 juin) au matin. Une dépêche, dans laquelle il peignait à Moreau sa situation désespérée, étant tombée dans les mains de Souwarow, celui-ci fut rempli de joie, et se hâta de le poursuivre à outrance. Cependant la retraite se fit avec assez d'ordre sur les bords de la Nura. Malheureusement, la division Victor, qui soutenait depuis quatre jours des combats continuels, fut enfin rompue, et perdit beaucoup de prisonniers. Macdonald eut cependant le temps de recueillir son armée au delà de l'Apennin, après une perte de quatorze ou quinze mille hommes, en tués, blessés ou prisonniers.

Très-heureusement, Souwarow, entendant le canon de Moreau sur ses derrières, se laissa détourner de la poursuite de Macdonald, Moreau, que des obstacles insurmontables avaient empêché de se mettre en mouvement avant le 30 prairial (18 juin), venait enfin de déboucher de Novi, de se jeter sur Bellegarde, de le mettre en déroute, et de lui prendre près de trois mille prisonniers. Mais cet avantage tardif était inutile, et n'eut d'autre résultat que de rappeler Souwarow et de l'empêcher de s'acharner sur Macdonald.

Juin 1799.

Cette jonction, de laquelle on attendait de si grands résultats, avait donc amené une sanglante défaite ; elle fit naitre entre les deux généraux français des contestations qui n'ont jamais été bien éclaircies. Les militaires reprochèrent à Macdonald d'avoir trop séjourné en Toscane, d'avoir fait marcher ses divisions trop loin les unes des autres, de manière que les divisions Victor, Rusca et Dombrowsky furent battues deux jours de suite, avant que les divisions Montrichard, Olivier et Watrin fussent en ligne ; d'avoir cherché, le jour de la bataille, à déborder les deux ailes de l'ennemi, au lieu de diriger son principal effort à sa gauche vers la haute Trebbia ; de s'être tenu trop éloigné des montagnes, de manière à ne pas permettre à Lapoype, qui était à Bobbio, de venir à son secours ; enfin de s'être, par-dessus tout, beaucoup trop hâté de livrer bataille, comme s'il eût voulu avoir seul l'honneur de la victoire. Les militaires, en approuvant le plan savamment combiné par Moreau, ne lui ont reproché qu'une chose, c'est de n'avoir pas mis de côté tout ménagement pour un ancien camarade, de n'avoir pas pris le commandement direct des deux armées, et surtout de n'avoir pas commandé en personne à la Trebbia. Quoi qu'il en soit de la justesse de ces reproches, il est certain que le plan de Moreau, exécuté comme il avait été conçu, aurait sauvé l'Italie. Elle fut entièrement

— Juin 1799.

La bataille
de la Trebbia
entraîne la perte
de l'Italie.

perdue par la bataille de la Trebbia. Heureusement, Moreau était encore là pour recueillir nos débris et empêcher Souwarow de profiter de son immense supériorité. La campagne n'était ouverte que depuis trois mois, et, excepté en Suisse, nous n'avions eu partout que des revers. La bataille de Stokach nous avait fait perdre l'Allemagne ; les batailles de Magnano et de la Trebbia nous enlevaient l'Italie. Masséna seul, ferme comme un roc, occupait encore la Suisse, le long de la chaîne de l'Albis. Il ne faut pas oublier cependant, au milieu de ces cruels revers, que le courage de nos soldats avait été inébranlable et aussi brillant qu'aux plus beaux jours de nos victoires ; que Moreau avait été à la fois grand citoyen et grand capitaine, et avait empêché que Souwarow ne détruisit d'un seul coup nos armées d'Italie.

Adresses des
départements
dirigées contre
le Directoire.

Ces derniers malheurs fournirent de nouvelles armes aux ennemis du Directoire, et provoquèrent contre lui un redoublement d'invectives. La crainte d'une invasion commençait à s'emparer des esprits. Les départements du Midi et des Alpes, exposés les premiers au débordement des Austro-Russes, étaient dans une extrême fermentation. Les villes de Chambéry, de Grenoble et d'Orange envoyèrent au corps législatif des adresses qui firent la plus vive sensation. Ces adresses renfermaient les reproches injustes qui circulaient depuis deux mois

 Juin 1799

dans toutes les bouches ; elles revenaient sur le pillage des pays conquis, sur les dilapidations des compagnies, sur le dénûment des armées, sur le ministère de Schérer, sur son généralat, sur l'injustice faite à Moreau, sur l'arrestation de Championnet, etc. « Pourquoi, disaient-elles, les conscrits fidèles se sont-ils vus forcés de rentrer dans leurs foyers, par le dénûment où on les laissait ? Pourquoi toutes les dilapidations sont-elles restées impunies ? Pourquoi l'inepte Schérer, signalé comme un traître par Hoche, est-il resté si longtemps au ministère de la guerre ? Pourquoi a-t-il pu consommer, comme général, les maux qu'il avait préparés comme ministre ? Pourquoi des noms chers à la victoire sont-ils remplacés par des noms inconnus ? Pourquoi le vainqueur de Rome et de Naples est-il en accusation ?... »

On a déjà pu apprécier la valeur de ces reproches. Les adresses qui les contenaient obtinrent l'honneur de l'impression, la mention honorable et le renvoi au Directoire. Cette manière de les accueillir prouvait assez les dispositions des deux Conseils. Elles ne pouvaient être plus mauvaises. L'opposition constitutionnelle s'était réunie à l'opposition patriote. L'une composée d'ambitieux qui voulaient un gouvernement nouveau, et d'importants qui se plaignaient que leurs avis et leurs recommandations n'eussent pas été assez bien ac-

Coalition
de tous les partis
contre
le Directoire .

—
Juin 1799.

cueillis ; l'autre formée de patriotes exclus par les scissions du corps législatif, ou réduits au silence par la loi du 19 fructidor ; elles voulaient également la ruine du gouvernement existant. Ils disaient que le Directoire avait à la fois mal administré et mal défendu la France ; qu'il avait violé la liberté des opinions, opprimé la liberté de la presse et des sociétés populaires. Ils le déclaraient à la fois faible et violent ; ils allaient même jusqu'à revenir sur le 18 fructidor, et à dire que, n'ayant pas respecté les lois dans cette journée, il ne pouvait plus les invoquer en sa faveur.

La nomination de Sieyès au Directoire avait été l'un des premiers motifs de ces dispositions. Appeler au Directoire un homme qui n'avait cessé de regarder comme mauvaise la Constitution directoriale, qui déjà, par cette raison, avait refusé d'être directeur, c'était annoncer en quelque sorte qu'on voulait une révolution. L'acceptation de Sieyès, dont on doutait à cause de ses refus antérieurs, ne fit que confirmer ces conjectures.

Les mécontents
se groupent
autour
de Sieyès auquel
se rattache
Barras.

Les mécontents de toute espèce, qui voulaient un changement, se groupèrent autour de Sieyès. Sieyès n'était point un chef de parti habile ; il n'en avait ni le caractère à la fois souple et audacieux, ni même l'ambition ; mais il ralliait beaucoup de monde par sa renommée. On savait qu'il trouvait tout mauvais dans la Constitution et le gouverne-

ment, et on se pressait autour de lui, comme pour l'inviter à tout changer. Barras, qui avait su se faire pardonner son ancienne présence au Directoire par ses liaisons et ses intrigues avec tous les partis, s'était rapproché de Sieyès, et était parvenu à se rattacher à lui, en livrant lâchement ses collègues. C'est autour de ces deux directeurs que se ralliaient tous les ennemis du Directoire. Ce parti avait songé à se donner l'appui d'un jeune général qui eût de la réputation, et qui passât, comme beaucoup d'autres, pour une victime du gouvernement. La position de Joubert, sur lequel on fondait de grandes espérances, et qui était sans emploi depuis sa démission, avait fixé le choix sur lui. Il allait s'allier à M. de Sémonville en épousant une demoiselle de Montholon. On l'avait rapproché de Sieyès ; on le fit nommer général de la 17^e division militaire, celle de Paris, et on s'efforça d'en faire le chef de la nouvelle coalition.

On ne songeait point encore à faire des changements ; on voulait d'abord s'emparer du gouvernement, sauver ensuite la France d'une invasion, et on ajournait les projets constitutionnels à une époque où tous les périls seraient passés. La première chose à obtenir était l'éloignement des membres de l'ancien Directoire. Sieyès n'y était que depuis une quinzaine ; il y était entré le 1^{er} prairial, en remplacement de Rewbell. Barras s'était sauvé de

Juin 1799.Projets
de l'oppos

— Juin 1799.

l'orage comme on l'a vu. Toute la haine se déchargeait contre Laréveillère, Merlin et Treilhard, tous trois fort innocents de ce qu'on reprochait au gouvernement.

Incompatibilité
entre
les directeurs.

Ils avaient la majorité, puisqu'ils étaient trois ; mais on voulait leur rendre impossible l'exercice de l'autorité. Ils avaient résolu d'avoir les plus grands égards pour Sieyès, de lui pardonner même son humeur, afin de ne pas ajouter aux difficultés de la position celles que des divisions personnelles pourraient encore faire naître. Mais Sieyès était intraitable ; il trouvait tout mauvais, et il était en cela de très-bonne foi ; mais il s'exprimait de manière à prouver qu'il ne voulait pas s'entendre avec ses collègues pour porter remède au mal. Un peu infatué de ce qu'il avait vu dans le pays d'où il venait, il ne cessait de leur dire : « Ce n'est pas ainsi qu'on fait en Prusse. — Enseignez-nous donc, lui répondaient ses collègues, comment on fait en Prusse ; éclairez-nous de vos avis, et aidez-nous à faire le bien. — Vous ne m'entendriez pas, répliquait Sieyès ; il est inutile que je vous parle ; faites comme vous avez coutume de faire. »

Attaques
à propos
des finances,
de la presse
et des sociétés
populaires.

Tandis que dans le sein du Directoire l'incompatibilité se déclarait entre la minorité et la majorité, les attaques les plus vives se succédaient au dehors de la part des Conseils. Il y avait déjà querelle ouverte sur les finances. La détresse, comme

Juin 1799.

on l'a dit, provenait de deux causes : la lenteur des rentrées et le déficit dans les produits supposés. Sur 400 millions déjà ordonnancés pour dépenses consommées, 210 millions étaient à peine rentrés. Le déficit dans l'évaluation des produits s'élevait, suivant Ramel, à 67 et même à 75 millions. Comme on lui contestait toujours la quotité du déficit, il donna un démenti formel au député Génissieux dans *le Moniteur*, et prouva ce qu'il avançait. Mais que sert de prouver dans certains moments ? On n'en accabla pas moins le ministre et le gouvernement d'invectives ; on ne cessa pas de répéter qu'ils ruinaient l'État, et demandaient sans cesse de nouveaux fonds pour fournir à de nouvelles dilapidations. Cependant la force de l'évidence obligea à accorder un supplément de produits. L'impôt sur le sel avait été refusé : pour y suppléer, on ajouta un décime par franc sur toutes les contributions, et on doubla encore celle des portes et fenêtres. Mais c'était peu que de décréter des impôts, il fallait assurer leur rentrée par différentes lois relatives à leur assiette et à leur perception. Ces lois n'étaient pas rendues. Le ministre pressait leur mise en discussion ; on ajournait sans cesse, et on répondait à ses instances en criant à la trahison, au vol, etc.

Outre la querelle sur les finances, on en avait ouvert une autre. Déjà il s'était élevé des réclama-

Juin 1799.

tions sur certains articles de la loi du 19 fructidor, qui permettaient au Directoire de fermer les clubs et de supprimer les journaux sur un simple arrêté. Un projet de loi avait été ordonné sur la presse et les sociétés populaires, afin de modifier la loi du 19 fructidor, et d'enlever au Directoire le pouvoir arbitraire dont il était revêtu. On s'élevait beaucoup aussi contre la faculté que cette loi donnait au Directoire de déporter à sa volonté les prêtres suspects, et de rayer les émigrés de la liste. Les patriotes eux-mêmes semblaient vouloir lui enlever cette dictature, funeste seulement à leurs adversaires. On commença par la discussion sur la presse et les sociétés populaires. Le projet mis en avant était l'ouvrage de Berlier. La discussion s'ouvrit dans les derniers jours de prairial (au milieu de juin). Les partisans du Directoire, parmi lesquels se distinguaient Chénier, Bailleul, Creuzé-Latouche, Lecointe-Puyraveau, soutenaient que cette dictature accordée au Directoire par la loi du 19 fructidor, bien que redoutable en temps ordinaire, était de la plus indispensable nécessité dans la circonstance actuelle. Ce n'était pas, disaient-ils, dans un moment de péril extrême qu'il fallait diminuer les forces du gouvernement. La dictature qu'on lui avait donnée le lendemain du 18 fructidor lui était devenue nécessaire, non plus contre la faction royaliste, mais contre la faction monarchique, non

Juin 1799.

moins redoutable que la première, et secrètement alliée avec elle. Les disciples de Babeuf, ajoutaient-ils, reparaissaient de toutes parts, et menaçaient la république d'un nouveau débordement.

Les patriotes, qui fourmillaient dans les Cinq-Cents, répondaient avec leur véhémence accoutumée aux discours des partisans du Directoire. Il fallait, disaient-ils, donner une commotion à la France, et lui rendre l'énergie de 1793, que le Directoire avait entièrement étouffée en faisant peser sur elle un joug accablant. Tout patriotisme allait s'éteindre si on n'ouvrait pas les clubs, et si on ne rendait pas la parole aux feuilles patriotiques. « Vainement, ajoutaient-ils, on accuse les patriotes, vainement on feint de redouter un débordement de leur part. Qu'ont-ils fait, ces patriotes tant accusés ? Depuis trois ans ils sont égorgés, proscrits, sans patrie dans la république, qu'ils ont contribué puissamment à fonder et qu'ils ont défendue. Quels crimes avez-vous à leur reprocher ? Ont-ils réagi contre les réacteurs ? Non. Ils sont exagérés, turbulents ; soit. Mais sont-ce là des crimes ? Ils parlent ; ils crient même, si l'on veut ; mais ils n'assassinent pas, et tous les jours ils sont assassinés... » Tel était le langage de Briot (du Doubs), du Corse Aréna et d'une foule d'autres.

Les membres de l'opposition constitutionnelle s'exprimaient autrement. Ils étaient naturellement

juin 1799.

modérés. Ils avaient le ton mesuré, mais amer et dogmatique. Il fallait, suivant eux, revenir aux principes trop méconnus, et rendre la liberté à la presse et aux sociétés populaires. Les dangers de fructidor avaient bien pu valoir une dictature momentanée au Directoire, mais cette dictature donnée de confiance, comment en avait-il usé ? Il n'y avait qu'à interroger les partis, disait Boulay (de la Meurthe). Quoique ayant tous des vues différentes, royalistes, patriotes, constitutionnels, étaient d'accord pour déclarer que le Directoire avait mal usé de sa toute-puissance. Un même accord, chez des hommes si opposés de sentiments et de vues, ne pouvait pas laisser de doute, et le Directoire était condamné.

Abrogation
des articles
de la loi
du 19 fructidor
relatifs
aux journaux
et aux clubs.

Ainsi les patriotes irrités se plaignaient d'oppression ; les constitutionnels, pleins de prétentions, se plaignaient du mal-gouverné. Tous se réunirent, et firent abroger les articles de la loi du 19 fructidor relatifs aux journaux et aux sociétés populaires. C'était là une victoire importante, qui allait amener un déchaînement d'écrits périodiques et le ralliement de tous les jacobins.

L'agitation allait croissant vers les derniers jours de prairial. Les bruits les plus sinistres couraient de toutes parts. La nouvelle coalition résolut d'employer les tracasseries ordinaires que les oppositions emploient dans les gouvernements représenta-

tifs pour obliger un ministre à se retirer. Questions embarrassantes et réitérées, menaces d'accusation, on mit tout en usage. Ces moyens sont si naturels, que, sans la pratique du gouvernement représentatif, l'instinct seul des partis les découvre sur-le-champ.

Juin 1799.

Les commissions des dépenses, des fonds et de la guerre, établies dans les Cinq-Cents pour s'occuper de ces divers objets, se réunirent et projetèrent un message au Directoire. Boulay (de la Meurthe) fut chargé du rapport, et le présenta le 15 prairial. Sur sa proposition, le conseil des Cinq-Cents adressa au Directoire un message par lequel il demandait à être instruit des causes des dangers intérieurs et extérieurs qui menaçaient la république, et des moyens qui existaient pour y pourvoir. Les demandes de cette nature n'ont guère d'autre effet que d'arracher des aveux de détresse, et de compromettre davantage le gouvernement auquel on les arrache. Un gouvernement, nous le répétons, doit réussir : l'obliger à convenir qu'il n'a pas réussi, c'est l'obliger au plus funeste de tous les aveux. A ce message furent jointes une foule de motions d'ordre, qui toutes avaient un objet analogue. Elles étaient relatives au droit de former des sociétés populaires, à la liberté individuelle, à la responsabilité des ministres, à la publicité des comptes, etc.

Message
des Cinq-Cen
au Directoir

 Juin 1799.

Le Directoire, en recevant le message en question, résolut d'y faire une réponse détaillée, dans laquelle il tracerait le tableau de tous les événements et exposerait les moyens qu'il avait employés, et ceux qu'il se proposait d'employer encore, pour retirer la France de la crise où elle se trouvait. Une réponse de cette nature exigeait le concours de tous les ministres, pour que chacun d'eux pût fournir son rapport. Il fallait au moins plusieurs jours pour le rédiger ; mais ce n'était pas ce qui convenait aux meneurs des Conseils. Ils ne voulaient pas un état exact et fidèle de la France, mais des aveux prompts et embarrassés. Aussi, après avoir attendu quelques jours, les trois commissions qui avaient proposé le message firent aux Cinq-Cents une proposition nouvelle, par l'organe du député Poulain-Grand-Pré. C'était le 28 prairial (16 juin). Le rapporteur proposa aux Cinq-Cents de se déclarer en permanence jusqu'à ce que le Directoire eût répondu au message du 15. La proposition fut adoptée. C'était jeter le cri d'alarme, et annoncer un prochain événement. Les Cinq-Cents firent part aux Anciens de leur détermination, en les engageant à suivre leur exemple. L'exemple en effet fut imité, et les Anciens siégèrent aussi en permanence. Les trois commissions des dépenses, des fonds, de la guerre, étant trop nombreuses, furent changées en une seule commission composée de onze mem-

Les Cinq-Cents
et les Anciens se
déclarent
en permanence.

bres, et chargée de présenter les mesures exigées par les circonstances.

Juin 1799.

Le Directoire répondit, de son côté, qu'il allait se constituer en séance permanente, pour hâter le rapport qu'on lui demandait. On conçoit quelle agitation devait résulter d'une pareille détermination. On faisait, comme d'usage, courir les bruits les plus sinistres : les adversaires du Directoire disaient qu'il méditait un nouveau coup d'État, et qu'il voulait dissoudre les Conseils. Ses partisans répandaient au contraire qu'il y avait une coalition formée entre tous les partis pour renverser violemment la Constitution. Rien de pareil n'était médité de part ni d'autre. La coalition des deux oppositions voulait seulement la démission des trois anciens directeurs. On imagina un premier moyen pour l'amener. La Constitution voulait que le directeur entrant en fonction eût quitté la législature depuis un an révolu. On s'aperçut que Treilhard, qui depuis treize mois siégeait au Directoire, était sorti de la législature le 30 floréal an v, et qu'il avait été nommé au Directoire le 26 floréal an vi. Il manquait donc quatre jours au délai prescrit. Ce n'était là qu'une chicane, car cette irrégularité était couverte par le silence gardé pendant deux sessions, et d'ailleurs Sieyès lui-même était dans le même cas. Sur-le-champ la commission des onze proposa d'annuler la nomination de Treilhard. Cette

Annulation
de la
nomination
de Treilhard au
Directoire
après une année
d'exercice.

Juin 1799.

annulation eut lieu le jour même du 28, et fut signifiée au Directoire.

Treilhard était rude et brusque, mais n'avait pas une fermeté égale à la dureté de ses manières. Il était disposé à céder. Laréveillère était dans une tout autre disposition d'esprit. Cet homme honnête et désintéressé, auquel ses fonctions étaient à charge, qui ne les avait acceptées que par devoir, et qui faisait des vœux tous les ans pour que le sort le rendît à la retraite, ne voulait plus abandonner ses fonctions depuis que les factions coalisées paraissaient l'exiger. Il se figurait qu'on ne voulait expulser les anciens directeurs que pour abolir la constitution de l'an III; que Sieyès, Barras et la famille Bonaparte concouraient au même but dans des vues différentes, mais toutes également funestes à la république. Dans cette persuasion, il ne voulait pas que les anciens directeurs abandonnassent leur poste. En conséquence, il courut chez Treilhard, et l'engagea à résister. « Avec Merlin et moi, lui dit-il, vous formerez la majorité, et nous nous refuserons à l'exécution de cette détermination du corps législatif, comme illégale, séditeuse et arrachée par une faction. » Treilhard n'osa pas suivre cet avis, et envoya sur-le-champ sa démission aux Cinq-Cents.

Gohier nommé
directeur en
remplacement
de Treilhard.

Laréveillère, voyant la majorité perdue, n'en persista pas moins à refuser sa démission, si on la

Juin 1799.

lui demandait. Les meneurs des Cinq-Cents résolurent de donner tout de suite un successeur à Treilhard. Sieyès aurait voulu faire nommer un homme à sa dévotion ; mais son influence fut nulle dans cette occasion. On nomma un ancien avocat de Rennes, président actuel du tribunal de cassation, et connu pour appartenir plutôt à l'opposition patriote qu'à l'opposition constitutionnelle. C'était Gohier, citoyen probe et dévoué à la république, mais peu capable, étranger à la connaissance des hommes et des affaires. Il fut nommé le 29 prairial, et dut être installé le lendemain même.

Ce n'était pas assez d'avoir exclu Treilhard, on voulait arracher du Directoire Laréveillère et Merlin. Les patriotes surtout étaient furieux contre Laréveillère ; ils se souvenaient que, quoique régicide, il n'avait jamais été montagnard, qu'il avait lutté souvent contre leur parti depuis le 9 thermidor, et que l'année précédente il avait encouragé le système des scissions. En conséquence, ils menacèrent de le mettre en accusation, lui et Merlin, s'ils ne donnaient pas tous deux leur démission. Sieyès fut chargé de faire une première ouverture, pour les engager à céder volontairement à l'orage.

Le 29 au soir, jour de la sortie de Treilhard, Sieyès proposa une réunion particulière des quatre directeurs chez Merlin. On s'y rendit. Barras, comme si on se fût trouvé en danger, y vint avec le sabre

Nombreuses
tentatives pour
obtenir
la démission
de Laréveillère
et de Merlin.

Juin 1799.

au côté, et n'ouvrit point la bouche. Sieyès prit la parole avec embarras, fit une longue digression sur les fautes du gouvernement, et balbutia longtemps avant d'en venir au véritable objet de la réunion. Enfin Laréveillère le somma de s'expliquer clairement. « Vos amis, répondit Sieyès, et ceux de Merlin, vous engagent tous deux à donner votre démission. » Laréveillère demanda quels étaient ces amis. Sieyès n'en put nommer aucun qui méritât quelque confiance. Laréveillère lui parla alors avec le ton d'un homme indigné de voir le Directoire trahi par ses membres, et livré par eux aux complots des factieux. Il prouva que jusqu'ici sa conduite et celle de ses collègues avaient été irréprochables, que les torts qu'on leur imputait n'étaient qu'un tissu de calomnies ; puis il attaqua directement Sieyès sur ses projets secrets, et le jeta dans le plus grand embarras par ses véhémentes apostrophes. Barras, pendant tout ce temps, garda le plus morne silence. Sa position était difficile, car seul il avait mérité tous les reproches dont on accablait ses collègues. Leur demander leur démission pour des torts qu'ils n'avaient pas, et qui n'étaient qu'à lui seul, eût été trop embarrassant ; il se tut donc. On se sépara sans avoir rien obtenu. Merlin, qui n'osait pas prendre un parti, avait déclaré qu'il suivrait l'exemple de Laréveillère.

Barras imagina d'employer un intermédiaire pour obtenir la démission de ses deux collègues. Il se servit d'un ancien girondin, Bergoing, que le goût des plaisirs avait attiré dans sa société. Il le chargea d'aller voir Laréveillère pour le décider à se démettre. Bergoing vint dans la nuit du 29 au 30, invoqua auprès de Laréveillère l'ancienne amitié qui les liait, et employa tous les moyens pour l'ébranler. Il lui assura que Barras l'aimait, l'honorait, et regardait son éloignement comme injuste, mais qu'il le conjurait de céder, pour n'être pas exposé à une tempête. Laréveillère demeura inébranlable. Il répondit que Barras était dupe de Sieyès, Sieyès de Barras, et que tous deux seraient dupés par les Bonaparte ; qu'on voulait la ruine de la république, mais qu'il résisterait jusqu'à son dernier soupir.

Le lendemain 30, Gohier devait être installé.

Les quatre directeurs étaient réunis ; tous les ministres étaient présents. A peine l'installation fut-elle achevée, et les discours du président et du nouveau directeur prononcés, qu'on revint à l'objet de la veille. Barras demanda à parler en particulier à Laréveillère ; ils passèrent tous deux dans une salle voisine. Barras renouvela auprès de son collègue les mêmes instances, les mêmes caresses, et le trouva aussi obstiné. Il

Juin 1799.

Installation
de Gohier.
Scène
entre Barras
et Laréveillère.

Juin 1799.

rentra, assez embarrassé de n'avoir rien obtenu, et craignant toujours la discussion des actes de l'ancien Directoire, qui ne pouvait pas être à son avantage. Alors il prit la parole avec violence, et n'osant pas attaquer Laréveillère, il se déchaîna contre Merlin qu'il détestait, fit de lui la peinture la plus ridicule et la plus fausse, et le représenta comme une espèce de fier-à-bras, méditant, avec une réunion de coupe-jarrets, un coup d'État contre ses collègues et les Conseils. Laréveillère, venant au secours de Merlin, prit aussitôt la parole, et démontra l'absurdité de pareilles imputations. Rien dans le jurisconsulte Merlin, en effet, ne ressemblait à ce portrait. Laréveillère retraça alors l'historique de toute l'administration du Directoire, et le fit avec détail pour éclairer les ministres et le directeur entrant. Barras était dans une perplexité cruelle; il se leva enfin, en disant : « Eh bien, c'en est fait, les sabres sont tirés. — Misérable, lui répondit Laréveillère avec fermeté, que parles-tu de sabres ? Il n'y a ici que des couteaux, et ils sont dirigés contre des hommes irréprochables, que vous voulez égorger, ne pouvant les entraîner à une faiblesse. »

Gohier voulut alors servir de conciliateur, mais ne put y réussir. Dans ce moment plusieurs membres des Cinq-Cents et des Anciens s'étant réunis, vinrent prier les deux directeurs de céder, en pro-

mettant qu'il ne serait point dirigé contre eux d'acte d'accusation. Laréveillère leur répondit avec fierté qu'il n'attendait point de grâce, qu'on pouvait l'accuser, et qu'il répondrait. Les députés qui s'étaient chargés de cette mission retournèrent aux deux Conseils, et y causèrent un nouveau soulèvement en rapportant ce qui s'était passé. Boulay (de la Meurthe) dénonça Laréveillère, avoua sa probité, mais lui prêta mal à propos des projets de religion nouvelle, et accusa beaucoup son entêtement, qui allait, dit-il, perdre la république. Les patriotes se déchaînèrent avec plus de violence que jamais, et dirent que, puisqu'ils s'obstinaient, il ne fallait faire aucune grâce aux directeurs.

L'agitation était au comble, et la lutte se trouvant engagée, on ne savait plus jusqu'où elle pourrait être poussée. Beaucoup d'hommes modérés des deux Conseils se réunirent, et dirent que, pour éviter des malheurs, il fallait aller conjurer Laréveillère de céder à l'orage. Ils se rendirent auprès de lui dans la nuit du 30, et le supplièrent, au nom des dangers que courait la république, de donner sa démission. Ils lui dirent qu'ils étaient exposés tous aux plus grands périls, et que s'il s'obstinait à résister, ils ne savaient pas jusqu'où pourrait aller la fureur des partis. « Mais ne voyez-vous pas, leur répondit Laréveillère, les dangers plus grands que court la république ? Ne voyez-

 Juin 1799.

Laréveillère
sollicité
par les modérés
eux-mêmes,
cède enfin.

Juin 1799.

vous pas que ce n'est pas à nous qu'on en veut, mais à la Constitution; qu'en cédant aujourd'hui, il faudra céder demain, et toujours, et que la république sera perdue par notre faiblesse? Mes fonctions, ajouta-t-il, me sont à charge; si je m'obstine à les garder aujourd'hui, c'est parce que jè crois devoir opposer une barrière insurmontable aux complots des factions. Cependant, si vous croyez tous que ma résistance vous expose à des périls, je vais me rendre; mais, je vous le déclare, la république est perdue. Un seul homme ne peut pas la sauver; je cède donc, puisque je reste seul, et je vous remets ma démission. »

Démission
de Laréveillère
et de Merlin.

Il la donna dans la nuit. Il écrivit une lettre simple et digne pour exprimer ses motifs. Merlin lui demanda à la copier, et les deux démissions furent envoyées en même temps. Ainsi fut dissous l'ancien Directoire. Toutes les factions qu'il avait essayé de réduire s'étaient réunies pour l'abattre, et avaient mis leurs ressentiments en commun. Il n'était coupable que d'un seul tort, celui d'être plus faible qu'elles; tort immense, il est vrai, et qui justifie la chute d'un gouvernement.

Malgré le déchaînement général, Laréveillère emporta l'estime de tous les citoyens éclairés. Il ne voulut pas, en quittant le Directoire, recevoir les cent mille francs que ses collègues étaient convenus de donner au membre sortant; il ne reçut

pas même la part à laquelle il avait droit sur les retenues faites à leurs appointements ; il n'emporta pas la voiture qu'il était d'usage de laisser au directeur sortant. Il se retira à Andilly, dans une petite maison qu'il possédait, et il y reçut la visite de tous les hommes considérés que la fureur des partis n'intimidait pas. Le ministre Talleyrand fut du nombre de ceux qui allèrent le visiter dans sa retraite.

Juin 1799.

LIVRE XLII

NOVI.

Formation du nouveau Directoire. — Moulins et Roger-Ducos remplacent Laréveillère et Merlin. — Changement dans le ministère. — Levée de toutes les classes de conscrits. — Emprunt forcé de cent millions. — Loi des otages. — Nouveaux plans militaires. — Reprise des opérations en Italie ; Joubert général en chef ; bataille de Novi, et mort de Joubert. — Débarquement des Anglo-Russes en Hollande. — Nouveaux troubles à l'intérieur ; déchaînement des patriotes ; arrestation de onze journalistes ; renvoi de Bernadotte : proposition de déclarer la patrie en danger.

Les années usent les partis, mais il en faut beaucoup pour les épuiser. Les passions ne s'éteignent qu'avec les cœurs dans lesquels elles s'allument. Il faut que toute une génération disparaisse ; alors il ne reste des prétentions des partis que les intérêts légitimes, et le temps peut opérer entre ces intérêts une conciliation naturelle et raisonnable. Mais avant ce terme les partis sont indomptables par la seule puissance de la raison. Le gouvernement qui veut leur parler le langage de la justice et des lois leur devient bientôt insupportable, et plus il a été modéré, plus ils le méprisent

comme faible et impuissant. Veut-il, quand il trouve des cœurs sourds à ses avis, employer la force, on le déclare tyrannique, on dit qu'à la faiblesse il joint la méchanceté. En attendant les effets du temps, il n'y a qu'un grand despotisme qui puisse dompter les partis irrités. Le Directoire était ce gouvernement légal et modéré qui voulut faire subir le joug des lois aux partis que la révolution avait produits, et que cinq ans de lutte et de réaction n'avaient pas encore épuisés. Ils se coalisèrent tous, comme on vient de le voir, au 30 prairial, pour amener sa chute. L'ennemi commun renversé, ils se trouvaient en présence les uns des autres sans aucune main pour les contenir. On va voir comment ils se comportèrent.

La Constitution, quoique n'étant plus qu'un fantôme, n'était pas abolie, et il fallait remplacer par une ombre le Directoire déjà renversé. Gohier avait remplacé Treilhard; il fallait donner des successeurs à Laréveillère et à Merlin. On choisit Roger-Ducos et Moulins. Roger-Ducos était un ancien girondin, homme honnête, peu capable, et tout à fait dévoué à Sieyès. Il avait été nommé par l'influence de Sieyès sur les Anciens. Moulins était un général obscur, employé autrefois dans la Vendée, républicain chaud et intègre, nommé comme Gohier par l'influence du parti patriote. On avait proposé d'autres notabilités ou civiles ou

Juin 1799.

Roger-Ducos
et Moulins
remplacent
les directeurs
démission-
naires.

Juin 1799.

militaires, pour composer le Directoire ; mais elles avaient été rejetées. Il était clair, d'après de pareils choix, que les partis n'avaient pas voulu se donner des maîtres : ils n'avaient porté au Directoire que ces médiocrités chargées ordinairement de tous les *intérim*.

Le Directoire actuel, composé, comme les Conseils, de partis opposés, était encore plus faible et moins homogène que le précédent. Sieyès, le seul homme supérieur parmi les cinq directeurs, rêvait, comme on l'a vu, une nouvelle organisation politique. Il était le chef du parti qui se qualifiait de modéré ou de constitutionnel, et dont tous les membres cependant souhaitaient une Constitution nouvelle. Il n'avait de collègue dévoué que Roger-Ducos. Moullins et Gohier, tous deux chauds patriotes incapables de concevoir autre chose que ce qui existait, voulaient la Constitution actuelle, mais voulaient l'exécuter et l'interpréter dans le sens des patriotes. Quant à Barras, appelé naturellement à les départager, qui pouvait compter sur lui ? Ce chaos de vices, de passions, d'intérêts, d'idées contraires, que présentait la république mourante, il en était à lui seul l'emblème vivant. La majorité, dépendant de sa voix, était donc commise au hasard.

Sieyès dit assez nettement à ses nouveaux collègues qu'ils prenaient la direction d'un gouverne-

ment menacé d'une chute prochaine, mais qu'il fallait sauver la république si on ne pouvait sauver la constitution. Ce langage déplut fort à Gohier et à Moulins, et fut mal accueilli par eux. Aussi dès le premier jour les sentiments parurent peu d'accord. Sieyès tint le même langage à Joubert, le général qu'on voulait engager dans le parti réorganisateur. Mais Joubert, vieux soldat de l'armée d'Italie, en avait les sentiments ; il était chaud patriote, et les vues de Sieyès lui parurent suspectes. Il s'en ouvrit secrètement à Gohier et à Moulins, et parut se rattacher entièrement à eux. Du reste, c'étaient là des questions qui ne pouvaient arriver qu'ultérieurement en discussion. Le plus pressant était d'administrer et de défendre la république menacée. La nouvelle de la bataille de la Trebbia, répandue partout, jetait tous les esprits dans l'alarme. Il fallait de grandes mesures de salut public.

 Juin 1799.

Le premier soin d'un gouvernement est de faire tout le contraire de celui qui l'a précédé, ne fût-ce que pour obéir aux passions qui l'ont fait triompher. Championnet, ce héros de Naples si vanté, Joubert, Bernadotte, devaient sortir des fers ou de la disgrâce, pour occuper les premiers emplois. Championnet fut mis sur-le-champ en liberté et nommé général d'une nouvelle armée qu'on se proposait de former le long des grandes

Changements
dans
le personnel du
gouvernement
et des armées.

Juin 1799.

Alpes. Bernadotte fut chargé du ministère de la guerre. Joubert fut appelé à commander l'armée d'Italie. Ses triomphes dans le Tyrol, sa jeunesse, son caractère héroïque, inspiraient les plus grandes espérances. Les réorganiseurs lui souhaitaient assez de succès et de gloire pour qu'il pût appuyer leurs projets. Le choix de Joubert était fort bon sans doute, mais c'était une nouvelle injustice pour Moreau, qui avait si généreusement accepté le commandement d'une armée battue, et qui l'avait sauvée avec tant d'habileté. Mais Moreau était peu agréable aux chauds patriotes, qui triomphaient dans ce moment. On lui donna le commandement d'une prétendue armée du Rhin qui n'existait pas encore.

Il y eut en outre divers changements dans le ministère. Le ministre des finances, Ramel, qui avait rendu de si grands services depuis l'installation du Directoire, et qui avait administré pendant cette transition si difficile du papier-monnaie au numéraire, Ramel avait partagé l'odieux jeté sur l'ancien Directoire. Il fut si violemment attaqué, que, malgré l'estime qu'ils avaient pour lui, les nouveaux directeurs furent obligés d'accepter sa démission. On lui donna pour successeur un homme qui était cher aux patriotes, et respectable pour tous les partis : c'était Robert Lindet, l'ancien membre du comité de salut public, si indécom-

ment attaqué pendant la réaction. Il se défendit longtemps contre la proposition d'un portefeuille : l'expérience qu'il avait faite de l'injustice des partis devait peu l'engager à rentrer dans les affaires. Cependant il y consentit par dévouement à la république.

La diplomatie du Directoire n'avait pas été moins blâmée que son administration financière. On l'accusait d'avoir remis la république en guerre avec toute l'Europe, et c'était bien à tort, si l'on considère surtout quels étaient les accusateurs. Les accusateurs, en effet, étaient les patriotes eux-mêmes, dont les passions avaient engagé de nouveau la guerre. On reprochait surtout au Directoire l'expédition d'Égypte, naguère si vantée, et on prétendait que cette expédition avait amené la rupture avec la Porte et la Russie. Le ministre Talleyrand, déjà peu agréable aux patriotes, comme ancien émigré, avait encouru toute la responsabilité de cette diplomatie, et il était si vivement attaqué qu'il fallut en agir avec lui comme avec Ramel, et accepter sa démission. On lui donna pour successeur un Wurtembergeois, qui sous les apparences de la bonhomie allemande cachait un esprit remarquable, et que M. de Talleyrand avait recommandé comme l'homme le plus capable de lui succéder. C'était M. Reinhard. On a dit que ce choix n'avait été que provisoire, et que M. Rein-

Juin 1799.

hard n'était là qu'en attendant le moment où M. de Talleyrand pourrait être rappelé. Le ministère de la justice fut retiré à Lambrechts, à cause de l'état de sa santé, et donné à Cambacérès. On plaça à la police Bourguignon, ancien magistrat, patriote sincère et honnête. Fouché, cet ex-jacobin, si souple, si insinuant, que Barras avait intéressé dans le trafic des compagnies, et pourvu ensuite de l'ambassade à Milan, Fouché, destitué à cause de sa conduite en Italie, passait aussi pour une victime de l'ancien Directoire. Il devait donc prendre part au triomphe décerné à toutes les victimes ; il fut envoyé à La Haye.

Tels furent les principaux changements apportés au personnel du gouvernement et des armées. Ce n'était pas tout que de changer les hommes, il fallait leur fournir de nouveaux moyens de remplir la tâche sous laquelle leurs prédécesseurs avaient succombé. Les patriotes, revenant, suivant leur usage, aux moyens révolutionnaires, soutenaient qu'il fallait aux grands maux les grands remèdes. Ils proposaient les mesures urgentes de 1793. Après avoir tout refusé au précédent Directoire, on voulait tout donner au nouveau ; on voulait mettre dans ses mains des moyens extraordinaires, et l'obliger même d'en user. La commission des onze, formée des trois commissions des dépenses,

des fonds et de la guerre, et chargée, pendant la crise de prairial, d'aviser aux moyens de sauver la république, conféra avec les membres du Directoire, et arrêta avec eux différentes mesures qui se ressentaient de la disposition du moment. Au lieu de deux cent mille hommes à prendre sur les cinq classes de conscrits, le Directoire put appeler toutes les classes. Au lieu des impôts proposés par l'ancien Directoire, et repoussés avec tant d'acharnement par les deux oppositions, on imagina encore un emprunt forcé. Conformément au système des patriotes, il fut progressif, c'est-à-dire qu'au lieu de faire contribuer chacun suivant la valeur de ses impôts directs, ce qui procurait tout de suite les rôles de la contribution foncière et personnelle pour base de répartition, on obligea chacun à contribuer suivant sa fortune. Alors il fallait recourir au jury taxateur, c'est-à-dire frapper les riches par le moyen d'une commission. Le parti moyen combattit ce projet et dit qu'il était renouvelé de la terreur, que la difficulté de la répartition rendrait encore cette mesure inefficace et nulle, comme les anciens emprunts forcés. Les patriotes répondirent qu'il fallait faire supporter les frais de la guerre non pas à toutes les classes, mais aux riches seuls. Les mêmes passions employaient toujours, comme on le voit, les mêmes raisons. L'emprunt forcé et progressif fut décrété ;

Juin 1799.

Levée de toutes
les classes. —
Emprunt forcé
de cent millions.

— Juin 1799.

il fut fixé à cent millions, et déclaré remboursable en biens nationaux.

Outre ces mesures de recrutement et de finances, on dut en prendre une de police contre le renouvellement de la chouannerie dans le Midi et les départements de l'Ouest, théâtres de l'ancienne guerre civile. Il se commettait là de nouveaux brigandages ; on assassinait les acquéreurs de biens nationaux, les hommes réputés patriotes, les fonctionnaires publics : on arrêtait surtout les diligences, et on les pillait. Il y avait parmi les auteurs de ces brigandages beaucoup d'anciens Vendéens et chouans, beaucoup de membres des fameuses compagnies du Soleil, et aussi beaucoup de conscrits réfractaires. Quoique ces brigands, dont la présence annonçait une espèce de dissolution sociale, eussent pour but réel le pillage, il était évident, d'après le choix de leurs victimes, qu'ils avaient une origine politique. Une commission fut nommée pour imaginer un système de répression. Elle proposa une loi qui fut appelée loi des otages, et qui est demeurée célèbre sous ce titre. Comme on attribuait aux parents des émigrés ou ci-devant nobles la plupart de ces brigandages, on voulut en conséquence les obliger à donner des otages. Toutes les fois qu'une commune était reconnue en état notoire de désordre, les parents ou alliés d'émigrés, les ci-devant nobles, les ascen-

Loi des otages.

dants des individus connus pour faire partie des rassemblements, étaient considérés comme otages, et comme civilement et personnellement responsables des brigandages commis. Les administrations centrales devaient désigner les individus choisis pour otages, et les faire enfermer dans des maisons choisies pour cet objet. Ils devaient y vivre à leurs frais et à leur gré, et demeurer enfermés pendant toute la durée du désordre. Quand les désordres iraient jusqu'à l'assassinat, il devait y avoir quatre déportés pour un assassinat. On conçoit tout ce qu'on pouvait dire pour ou contre cette loi. C'était, disaient ses partisans, le seul moyen d'atteindre les auteurs des désordres, et ce moyen était doux et humain. C'était, répondaient ses adversaires, une loi des suspects, une loi révolutionnaire, qui, dans l'impuissance d'atteindre les vrais coupables, frappait en masse, et commettait toutes les injustices ordinaires aux lois de cette nature. En un mot, on dit pour et contre tout ce qu'on a vu et répété si souvent dans cette histoire sur les lois révolutionnaires. Mais il y avait une objection plus forte que toutes les autres à faire contre cette mesure : ces brigands ne provenant que d'une véritable dissolution sociale, le seul remède était dans une réorganisation vigoureuse de l'État, et non dans des mesures tout à fait discréditées, et qui n'étaient capables de rendre

Juin 1799.

Mesures
restrictives
de la puissance
du Directoire.

aucune énergie aux ressorts du gouvernement.

La loi fut adoptée après une discussion assez vive, où les partis qui avaient été un moment d'accord pour renverser l'ancien Directoire se séparèrent avec éclat. A ces mesures importantes, qui avaient pour but d'armer le gouvernement de moyens révolutionnaires, on en ajouta qui, sous d'autres rapports, limitaient sa puissance. Ces mesures accessoires étaient la conséquence des reproches faits à l'ancien Directoire. Pour prévenir les scissions à l'avenir, on décida que le vœu de toute fraction électorale serait nul ; que tout agent du gouvernement cherchant à influencer les élections serait puni pour attentat à la souveraineté du peuple ; que le Directoire ne pourrait plus faire entrer des troupes dans le rayon constitutionnel sans une autorisation expresse ; qu'aucun militaire ne pourrait être privé de son grade sans une décision d'un conseil de guerre ; que le droit accordé au Directoire de lancer des mandats d'arrêt ne pourrait plus être délégué à des agents ; qu'aucun employé du gouvernement ou fonctionnaire quelconque ne pourrait être ni fournisseur, ni même intéressé dans les marchés de fournitures ; qu'un club ne pourrait être fermé sans une décision des administrations municipale et centrale. On ne put pas s'entendre sur une loi de la presse ; mais l'article de la loi du 19 fructidor, qui donnait au

Directoire la faculté de suppression à l'égard des journaux, n'en demeura pas moins aboli, et en attendant un nouveau projet, la presse resta indéfiniment libre.

Juin 1799.

Telles furent les mesures prises à la suite du 30 prairial, soit pour réparer de prétendus abus, soit pour rendre au gouvernement l'énergie dont il manquait. Ces mesures, qu'on prend dans les moments de crise, à la suite d'un changement de système, sont imaginées pour sauver un État, et arrivent rarement à temps pour le sauver, car tout est souvent décidé avant qu'elles puissent être mises à exécution. Elles fournissent tout au plus des ressources pour l'avenir. L'emprunt des cent millions, les nouvelles levées, ne pouvaient être exécutés que dans quelques mois. Cependant l'effet d'une crise est de donner une secousse à tous les ressorts et de leur rendre une certaine énergie. Bernadotte se hâta d'écrire des circulaires pressantes, et parvint de cette manière à accélérer l'organisation déjà commencée des bataillons de conscrits. Robert Lindet, auquel l'emprunt des cent millions n'ouvrait aucune ressource actuelle, rassembla les principaux banquiers et commerçants de la capitale, et les engagea à prêter leur crédit à l'État. Ils y consentirent et prêtèrent leur signature au ministère des finances. Ils se formèrent en syndicat, et en attendant la rentrée des impôts, signèrent

Embarras
et ressources
du nouveau
Directoire.

—
Juillet 1799.

des billets dont ils devaient être remboursés au fur et à mesure des recettes. C'était une espèce de banque temporaire établie pour le besoin du moment.

Plan
de campagne
présenté
par Bernadotte.

On voulait faire aussi de nouveaux plans de campagne ; on demanda un projet à Bernadotte, qui se hâta d'en présenter un fort singulier, mais qui heureusement ne fut pas mis à exécution. Rien n'était plus susceptible de combinaisons multipliées qu'un champ de bataille aussi vaste que celui sur lequel on opérait. Chacun, en y regardant, devait avoir une idée différente ; et si chacun pouvait la proposer et la faire adopter, il n'y avait pas de raison pour ne pas changer à chaque instant de projet. Si, dans la discussion, la diversité des avis est utile, elle est déplorable dans l'exécution. Au début, on avait pensé qu'il fallait agir à la fois sur le Danube et en Suisse. Après la bataille de Stoc-kach, on ne voulut plus agir qu'en Suisse, et on supprima l'armée du Danube. En ce moment, Bernadotte pensa autrement ; il prétendit que la cause des succès des alliés était dans la facilité avec laquelle ils pouvaient communiquer, à travers les Alpes, d'Allemagne en Italie. Pour leur interdire ces moyens de communication, il voulait qu'on leur enlevât le Saint-Gothard et les Grisons à l'aile droite de l'armée de la Suisse, et qu'on formât une nouvelle armée du Danube, qui reportât la guerre

en Allemagne. Pour former cette armée du Danube, il proposait d'organiser promptement l'armée du Rhin, et de la renforcer de vingt mille hommes enlevés à Masséna. C'était compromettre celui-ci, qui avait devant lui toutes les forces de l'archiduc, et qui pouvait être accablé pendant ce revirement. Il est vrai qu'il eût été bon de ramener la guerre sur le Danube, mais il suffisait de donner à Masséna les moyens de prendre l'offensive, pour que son armée devînt elle-même cette armée du Danube. Alors il fallait tout réunir dans ses mains, loin de l'affaiblir. Dans le plan de Bernadotte, une armée devait être formée sur les grandes Alpes, pour couvrir la frontière contre les Austro-Russes du côté du Piémont. Joubert, réunissant les débris de toutes les armées d'Italie, et renforcé des troupes disponibles à l'intérieur, devait déboucher de l'Apennin, et attaquer Souwarow de vive force.

Ce plan, fort approuvé par Moulins, fut envoyé aux généraux. Masséna, fatigué de tous ces projets extravagants, offrit sa démission. On ne l'accepta pas, et le plan ne fut point mis à exécution. Masséna conserva le commandement de toutes les troupes depuis Bâle jusqu'au Saint-Gothard. On persista dans le projet de réunir une armée sur le Rhin pour couvrir cette ligne. On forma un noyau d'armée sur les Alpes, sous les ordres de Championnet. Ce noyau était à peu près de quinze mille

Juillet 1799.

hommes. On envoya tous les renforts disponibles à Joubert, qui devait déboucher de l'Apennin. On était au milieu de la saison, en messidor (juillet) ; les renforts commençaient à arriver. Un certain nombre de vieux bataillons, retenus dans l'intérieur, étaient rendus sur la frontière. Les conscrits s'organisaient et allaient remplacer les vieilles troupes dans les garnisons. Enfin, comme les cadres manquaient pour la grande quantité de conscrits, on avait imaginé d'augmenter le nombre des bataillons dans les demi-brigades ou régiments, ce qui permettait d'incorporer les nouvelles levées dans les anciens corps.

On savait qu'un renfort de trente mille Russes arrivait en Allemagne, sous les ordres du général Korsakow. On pressait Masséna de sortir de ses positions et d'attaquer celles de l'archiduc, pour tâcher de le battre avant sa jonction avec les Russes. Le gouvernement avait parfaitement raison sous ce rapport, car il était urgent de faire une tentative avant la réunion d'une masse de forces aussi imposante. Cependant Masséna refusait de prendre l'offensive, soit qu'il manquât ici de son audace accoutumée, soit qu'il attendît la reprise des opérations offensives en Italie. Les militaires ont tous condamné son inaction, qui, du reste, devint bientôt heureuse par les fautes de l'ennemi, et qui fut rachetée par d'immortels services. Pour

obéir cependant aux instances du gouvernement, et exécuter une partie du plan de Bernadotte, qui consistait à empêcher les Austro-Russes de communiquer d'Allemagne en Italie, Masséna ordonna à Lecourbe de prolonger sa droite jusqu'au Saint-Gothard, de s'emparer de ce point important et de reprendre les Grisons. Par cette opération, les grandes Alpes rentraient sous la domination des Français, et les armées ennemies qui opéraient en Allemagne se trouvaient sans communication avec celles qui opéraient en Italie. Lecourbe exécuta cette entreprise avec l'intrépidité et la hardiesse qui le signalaient dans la guerre de montagnes, et redevint maître du Saint-Gothard.

Juillet 1799.

Pendant ce temps, de nouveaux événements se préparaient en Italie. Souwarow, obligé par la cour de Vienne d'achever le siège de toutes les places avant de pousser ses avantages, n'avait nullement profité de la victoire de la Trebbia. Il aurait même pu, tout en se conformant à ses instructions, se réserver une masse suffisante pour disperser entièrement nos débris ; mais il n'avait pas assez le génie des combinaisons militaires pour agir de la sorte. Il consumait donc le temps à faire des sièges. Peschiera, Pizzighettone, la citadelle de Milan, étaient tombées. La citadelle de Turin avait eu le même sort. Les deux places célèbres de Mantoue et d'Alexandrie tenaient encore, et faisaient prévoir

Siège
des places fortes
d'Italie
par Souwarow.

Juillet 1799.

une longue résistance. Kray assiégeait Mantoue, et Bellegarde Alexandrie. Malheureusement toutes nos places avaient été confiées à des commandants dépourvus ou d'énergie ou d'instruction. L'artillerie y était mal servie, parce qu'on n'y avait jeté que des corps délabrés; l'éloignement de nos armées actives, repliées sur l'Apennin, désespérait singulièrement les courages. Mantoue, la principale de ces places, ne méritait pas la réputation que les campagnes de Bonaparte lui avaient value. Ce n'était pas sa force, mais la combinaison des événements, qui avait prolongé sa défense. Bonaparte, en effet, avec une dizaine de mille hommes, en avait réduit quatorze mille à y mourir des fièvres et de la misère. Le général Latour-Foissac en était le commandant actuel. C'était un savant officier du génie; mais il n'avait pas l'énergie nécessaire pour ce genre de défense. Découragé par l'irrégularité de la place et le mauvais état des fortifications, il ne crut pas pouvoir suppléer aux murailles par de l'audace. D'ailleurs sa garnison était insuffisante; et après les premiers assauts il parut disposé à se rendre. Le général Gardanne commandait à Alexandrie. Il était résolu, mais point assez instruit. Il repoussa vigoureusement un premier assaut; mais il ne sut pas voir dans la place les ressources qu'elle présentait encore.

On était en thermidor (milieu de juillet); plus

d'un mois s'était écoulé depuis la révolution du 30 prairial et la nomination de Joubert. Moreau sentait l'importance de prendre l'offensive avant la chute des places, et de déboucher, avec l'armée réorganisée et renforcée, sur les Austro-Russes dispersés. Malheureusement il était enchaîné par les ordres du gouvernement, qui lui avait prescrit d'attendre Joubert. Ainsi, dans cette malheureuse campagne, ce fut une suite d'ordres intempestifs qui amena toujours nos revers. Le changement d'idées et de plans dans les choses d'exécution, et surtout à la guerre, est toujours funeste. Si Moreau, auquel on aurait dû donner le commandement dès l'origine, l'avait eu du moins depuis la journée de Cassano et l'avait eu sans partage, tout eût été sauvé ; mais associé tantôt à Macdonald, tantôt à Joubert, on l'empêcha pour la seconde et le troisième fois de réparer nos malheurs et de relever l'honneur de nos armes.

Joubert, qu'on avait voulu, par un mariage et des caresses, attacher au parti qui projetait une réorganisation, perdit un mois entier, celui de messidor (juin et juillet), à célébrer ses noces, et manqua ainsi une occasion décisive. On ne l'attacha pas réellement au parti dont on voulait le faire l'appui, car il resta dévoué aux patriotes, et on lui fit perdre inutilement un temps précieux. Il partit en disant à sa jeune épouse : *Tu me reverras mort*

 Juillet 1799.

Joubert,
général en chef,
réclame
les conseils
de Moreau.

Août 1799.

ou victorieux. Il emporta, en effet, la résolution héroïque de vaincre ou de mourir. Ce noble jeune homme, en arrivant à l'armée dans le milieu de thermidor (premiers jours d'août), témoigna la plus grande déférence au maître consommé auquel on l'appelait à succéder. Il le pria de rester auprès de lui pour lui donner des conseils. Moreau, tout aussi généreux que le jeune général, voulut bien assister à sa première bataille, et l'aider de ses conseils : noble et touchante confraternité, qui honore les vertus de nos généraux républicains, et qui appartient à un temps où le zèle patriotique l'emportait encore sur l'ambition dans le cœur de nos guerriers !

Forces de
l'armée d'Italie.

L'armée française, composée des débris des armées de la haute Italie et de Naples, des renforts arrivés de l'intérieur, s'élevait à quarante mille hommes, parfaitement réorganisés et brûlant de se mesurer de nouveau avec l'ennemi. Rien n'égalait le patriotisme de ces soldats, qui, toujours battus, n'étaient jamais découragés, et demandaient toujours de retourner à l'ennemi. Aucune armée républicaine n'a mieux mérité de la France, car aucune n'a mieux répondu au reproche injuste fait aux Français, de ne pas savoir supporter les revers. Il est vrai qu'une partie de sa fermeté était due au brave et modeste général dans lequel elle avait mis toute sa confiance, et qu'on lui enlevait tou-

jours au moment où il allait la ramener à la victoire.

Août 1799.

Ces quarantemille hommes étaient indépendants de quinze mille qui devaient servir, sous Championnet, à former le noyau de l'armée des grandes Alpes. Ils avaient débouché par la Bormida sur Acqui, par la Bocchetta sur Gavi, et ils étaient venus se ranger en avant de Novi. Ces quarantemille hommes, débouchant à temps, avant la réunion des corps occupés à faire des sièges, pouvaient remporter des avantages décisifs. Mais Alexandrie venait d'ouvrir ses portes, le 4 thermidor (22 juillet). Le bruit était vaguement répandu que Mantoue venait aussi de les ouvrir. Cette triste nouvelle fut bientôt confirmée, et on apprit que la capitulation avait été signée le 12 thermidor (30 juillet). Kray venait de rejoindre Souwarow avec vingt mille hommes; la masse agissante des Austro-Russes se trouvait actuellement de soixante et quelques mille. Il n'était donc plus possible à Joubert de lutter à chance égale contre un ennemi si supérieur. Il assembla un conseil de guerre; l'avis général fut de rentrer dans l'Apennin, et de se borner à la défensive, en attendant de nouvelles forces.

Chute
des places fortes
aux mains
des coalisés.

Joubert allait exécuter sa résolution, lorsqu'il fut prévenu par Souwarow, et obligé d'accepter la bataille. L'armée française était formée en demi-cercle, sur les pentes du Monte-Rotondo, domi-

Résolution
de Joubert
de rentrer dans
l'Apennin.

Août 1799.

nant toute la plaine de Novi. La gauche, formée des divisions Grouchy et Lemoine, s'étendait circulairement en avant de Pasturana. Elle avait à dos le ravin de Riasco, ce qui rendait ses derrières accessibles à l'ennemi qui oserait s'engager dans ce ravin. La réserve de cavalerie, commandée par Richepanse, était en arrière de cette aile. Au centre, la division Laboissière couvrait les hauteurs à droite et à gauche de la ville de Novi. La division Watrin, à l'aile droite, défendait les accès du Monte-Rotondo, du côté de la route de Tortone. Dombrowsky avec une division bloquait Seravalle. Le général Pérignon commandait notre aile gauche, Saint-Cyr notre centre et notre droite. La position était forte, bien occupée sur tous les points, et difficile à emporter. Cependant quarante mille hommes contre plus de soixante mille avaient un désavantage immense. Souwarow résolut d'attaquer la position avec sa violence accoutumée. Il porta Kray vers notre gauche avec les divisions Ott et Bellegarde. Le corps russe de Derfelden ayant en tête l'avant-garde de Bagration, devait attaquer notre centre vers Novi. Mélas, demeuré un peu en arrière avec le reste de l'armée, devait assaillir notre droite. Par une combinaison singulière, ou plutôt par un défaut de combinaison, les attaques devaient être successives, et non simultanées.

Bataille de Novi
livrée le 15 août.

Le 28 thermidor (15 août 1799), Kray com-

mença l'attaque à cinq heures du matin. Bellegarde attaqua la division Grouchy à l'extrême gauche, et Ott la division Lemoine. Ces deux divisions, n'étant pas encore formées, faillirent être surprises et rompues. La résistance opiniâtre de l'une des demi-brigades obligea Kray à se jeter sur la 20^e légère, qu'il accabla en réunissant contre elle son principal effort. Déjà ses troupes prenaient pied sur le plateau, lorsque Joubert accourut au galop sur le lieu du danger. Il n'était plus temps de songer à la retraite, et il fallait tout oser pour rejeter l'ennemi au bas du plateau. S'avancant au milieu des tirailleurs pour les encourager, il reçut une balle qui l'atteignit près du cœur et l'étendit par terre. Presque expirant, le jeune héros criait encore à ses soldats : *En avant, mes amis ! en avant !* Cet événement pouvait jeter le désordre dans l'armée ; mais heureusement Moreau avait accompagné Joubert sur ce point. Il prit sur-le-champ le commandement qui lui était déferé par la confiance générale, rallia les soldats, bouillants de ressentiment, et les ramena sur les Autrichiens. Les grenadiers de la 34^e les chargèrent à la baïonnette, et les précipitèrent au bas de la colline. Malheureusement les Français n'avaient pas encore leur artillerie en batterie, et les Autrichiens, au contraire, sillonnaient leurs rangs par une grêle d'obus et de boulets. Pendant cette action, Bellegarde tâchait de

Août 1799.

Mort
de Joubert. —
Moreau prend
commandement.

Août 1799.

tourner l'extrême gauche par le ravin du Riasco, qui a déjà été désigné comme donnant accès sur nos derrières. Déjà il s'était introduit assez avant, lorsque Pérignon, lui présentant à propos la réserve commandée par le général Clausel, l'arrêta dans sa marche. Pérignon acheva de le culbuter dans la plaine, en le faisant charger par les grenadiers de Partouneaux et par la cavalerie de Richepanse. Ce coup de vigueur débarrassa l'aile gauche.

Les premières
attaques des
Austro-Russes
sont toutes
repoussées.

Grâce à la singulière combinaison de Souwarow, qui voulait rendre ses attaques successives, notre centre n'avait pas encore été attaqué. Saint-Cyr avait eu le temps de faire ses dispositions, et de rapprocher de Novi la division Watrin, formant son extrême droite. Sur les instances de Kray, qui demandait à être appuyé par une attaque vers le centre, Bagration s'était enfin décidé à l'assaillir avec son avant-garde. La division Laboissière, qui était à la gauche de Novi, laissant approcher les Russes de Bagration à demi-portée de fusil, les accabla tout à coup d'un feu épouvantable de mousqueterie et de mitraille, et couvrit la plaine de morts. Bagration, sans s'ébranler, dirigea alors quelques bataillons pour tourner Novi par notre droite ; mais, rencontrés par la division Watrin, qui se rapprochait de Novi, ils furent rejetés dans la plaine.

On était ainsi arrivé à la moitié du jour sans que notre ligne fût entamée. Souwarow venait d'arriver avec le corps russe de Derfelden. Il ordonna une nouvelle attaque générale sur toute la ligne. Kray devait assaillir de nouveau la gauche, Derfelden et Bagration le centre. Mélas était averti de hâter le pas, pour venir accabler notre droite. Tout étant disposé, l'ennemi s'ébranle sur toute la ligne. Kray, s'acharnant sur notre gauche, essaye encore de la faire assaillir de front par Ott ; mais la réserve Clausel repousse les troupes de Bellegarde, et la division Lemoine culbute Ott sur les pentes des collines. Au centre, Souwarow fait livrer une attaque furieuse à droite et à gauche de Novi. Une nouvelle tentative de tourner la ville est déjouée, comme le matin, par la division Watrin. Malheureusement nos soldats, entraînés par leur ardeur, s'abandonnant trop vivement à la poursuite de l'ennemi, s'aventurent dans la plaine, et sont ramenés dans leur position. A une heure, le feu se ralentit de nouveau par l'effet de la fatigue générale ; mais il recommence bientôt avec violence, et pendant quatre heures les Français, immobiles comme des murailles, résistent avec une admirable froideur à toute la furie des Russes. Ils n'avaient fait encore que des pertes peu considérables. Les Austro-Russes, au contraire, avaient été horriblement traités. La plaine

Août 1799.

Nouvelle
attaque général
ordonnée
par Souwarow

— Août 1799.

était jonchée de leurs morts et de leurs blessés.

Malheureusement le reste de l'armée austro-russe arrivait de Rivalta, sous les ordres de Mélas. Cette nouvelle irruption allait se diriger sur notre droite. Saint-Cyr, s'en apercevant, ramène la division Watrin, qui s'était trop engagée dans la plaine, et la dirige sur un plateau à droite de Novi. Mais tandis qu'elle opère ce mouvement, elle se voit déjà enveloppée de tous côtés par le corps nombreux de Mélas. Cette vue la saisit, elle se rompt, et gagne le plateau en désordre. On la rallie cependant un peu en arrière. Pendant ce temps, Souwarow, redoublant d'efforts au centre vers Novi, rejette enfin les Français dans la ville, et s'empare des hauteurs qui la commandent à droite et à gauche. Dès cet instant, Moreau, jugeant la retraite nécessaire, l'ordonne avant que de nouveaux progrès de l'ennemi interdisent les communications sur Gavi. A droite, la division Watrin est obligée de se faire jour pour regagner le chemin de Gavi déjà fermé. La division Laboissière se retire de Novi ; les divisions Lemoine et Grouchy se replient sur Pasturana, en essayant les charges furieuses de Kray. Malheureusement un bataillon s'introduit dans le ravin du Riasco, qui passe derrière Pasturana. Son feu jette le désordre dans nos colonnes ; artillerie, cavalerie, tout se confond. La division Lemoine, pressée par l'en-

Moreau ordonne
la retraite.
La confusion
se jette
dans l'armée
française.

nemi, se débande et se jette dans le ravin. Nos soldats sont emportés comme la poussière soulevée par le vent. Pérignon et Grouchy rallient quelques braves, pour arrêter l'ennemi et sauver l'artillerie ; mais ils sont sabrés, et restent prisonniers. Pérignon avait reçu sept coups de sabre, Grouchy, six. Le brave Colli, ce général piémontais qui s'était si distingué dans les premières campagnes contre nous, et qui avait ensuite pris du service dans notre armée, se forme en carré avec quelques bataillons, résiste jusqu'à ce qu'il soit enfoncé, et tombe tout mutilé dans les mains des Russes.

Août 1799.

Après ce premier moment de confusion, l'armée se rallia en avant de Gavi. Les Austro-Russes étaient trop fatigués pour la poursuivre. Elle put se remettre en marche sans être inquiétée. La perte des deux côtés était égale ; elle s'élevait à environ dix mille hommes pour chaque armée. Mais les blessés et les tués étaient beaucoup plus nombreux dans l'armée austro-russe. Les Français avaient perdu beaucoup plus de prisonniers. Ils avaient perdu aussi le général en chef, quatre généraux de division, trente-sept bouches à feu et quatre drapeaux. Jamais ils n'avaient déployé un courage plus froid et plus opiniâtre. Ils étaient inférieurs à l'ennemi du tiers au moins. Les Russes avaient montré leur bravoure fanatique, mais

Pertes essayées
par les
diverses armées

— Août 1799.

Conséquences
de la perte
de la bataille
- de Novi.

n'avaient dû l'avantage qu'au nombre, et non aux combinaisons du général, qui avait montré ici la plus grande ignorance. Il avait, en effet, exposé ses colonnes à être mitraillées l'une après l'autre, et n'avait pas assez appuyé sur notre gauche, point qu'il fallait accabler. Cette déplorable bataille nous interdisait définitivement l'Italie, et ne nous permettait plus de tenir la campagne. Il fallait nous renfermer dans l'Apennin, heureux de pouvoir le conserver. La perte de la bataille ne pouvait être imputée à Moreau, mais à la circonstance malheureuse de la réunion de Kray à Souwarow. Le retard de Joubert avait seul causé ce dernier désastre.

Expédition
anglo-russe
contre
la Hollande.

Tous nos malheurs ne se bornaient pas à la bataille de Novi. L'expédition contre la Hollande, précédemment annoncée, s'exécutait enfin par le concours des Anglais et des Russes. Paul I^{er} avait stipulé un traité avec Pitt, par lequel il devait fournir dix-sept mille Russes, qui seraient à la solde anglaise, et qui agiraient en Hollande. Après beaucoup de difficultés vaincues, l'expédition avait été préparée pour la fin d'août (commencement de fructidor). Trente mille Anglais devaient se joindre aux dix-sept mille Russes, et si le débarquement s'effectuait sans obstacle, on avait l'espérance certaine d'arracher la Hollande aux Français. C'était pour l'Angleterre l'intérêt le plus cher ; et

n'eût-elle réussi qu'à détruire les flottes et les arsenaux de la Hollande, elle eût encore été assez payée des frais de l'expédition. Une escadre considérable se dirigea vers la Baltique, pour aller chercher les Russes. Un premier détachement mit à la voile sous les ordres du général Abercrombie, pour tenter le débarquement. Toutes les troupes d'expédition une fois réunies devaient se trouver sous les ordres supérieurs du duc d'York.

Août 1799.

Le point le plus avantageux pour aborder en Hollande était l'embouchure de la Meuse. On menaçait ainsi la ligne de retraite des Français, et l'on abordait très-près de La Haye, où le stathouder avait le plus de partisans. La commodité des côtes fit préférer la Nord-Hollande. Abercrombie se dirigea vers le Helder, où il arriva vers la fin d'août. (*Voir la carte de la Hollande, n° 14.*) Après bien des obstacles vaincus, il débarqua près du Helder, aux environs de Groot-Keeten, le 10 fructidor (27 août). Les préparatifs immenses qu'avait exigés l'expédition, et la présence de toutes les escadres anglaises sur les côtes, avaient assez averti les Français pour qu'ils fussent sur leurs gardes. Brune commandait à la fois les armées batave et française. Il n'avait guère sous la main que sept mille Français et dix mille Hollandais, commandés par Daendels. Il avait dirigé la division batave aux environs du Helder, et disposé aux environs de Harlem la division fran-

Débarquement
d'un premier
détachement
d'Anglais
près du Helder.

Septembre 1799.

çaise. Abercrombie, en débarquant, rencontra les Hollandais à Groot-Keeten, les repoussa, et parvint ainsi à assurer le débarquement de ses troupes. Les Hollandais en cette occasion ne manquèrent pas de bravoure, mais ne furent pas dirigés avec assez d'habileté par le général Daendels, et furent obligés de se replier. Brune les recueillit, et fit ses dispositions pour attaquer promptement les troupes débarquées avant qu'elles fussent solidement établies et qu'elles eussent été renforcées des divisions anglaises et russes qui devaient rejoindre.

Les Hollandais montraient les meilleures dispositions. Les gardes nationales s'étaient offertes à garder les places, ce qui avait permis à Brune de mobiliser de nouvelles troupes. Il avait appelé à lui la division Dumonceau, forte de six mille hommes, et il résolut d'attaquer dès les premiers jours de septembre le camp où venaient de s'établir les Anglais. Ce camp était redoutable ; c'était le Zip, ancien marais desséché par l'industrie hollandaise, formant un vaste terrain coupé de canaux, hérissé de digues, et couvert d'habitations. Dix-sept mille Anglais l'occupaient, et y avaient fait les meilleures dispositions défensives. Brune pouvait l'assaillir avec vingt mille hommes au plus, ce qui était fort insuffisant à cause de la nature du terrain. Il aborda le camp le 22 fructidor (8 septembre), et, après un combat opiniâtre, fut obligé

de battre en retraite, et de se replier sur Amsterdam. Il ne pouvait plus dès cet instant empêcher la réunion de toutes les forces anglo-russes, et devait attendre la formation d'une armée française pour les combattre. Cet établissement des Anglais dans la Nord-Hollande amena l'événement qu'on devait redouter le plus, la défection de la grande flotte hollandaise. Le Texel n'avait pas été fermé, et l'amiral anglais Mitchell put y pénétrer avec toutes ses voiles. Depuis longtemps les matelots hollandais étaient travaillés par des émissaires du prince d'Orange; à la première sommation de l'amiral Mitchell, ils s'insurgèrent, et forcèrent Story, leur amiral, à se rendre. Toute la marine hollandaise se trouva au pouvoir des Anglais, ce qui était déjà pour eux un avantage du plus grand prix.

Ces nouvelles, arrivées coup sur coup à Paris, y produisirent l'effet qu'on devait naturellement en attendre. Elles augmentèrent la fermentation des partis, et surtout le déchaînement des patriotes, qui demandèrent, avec plus de chaleur que jamais, l'emploi des grands moyens révolutionnaires. La liberté rendue aux journaux et aux clubs en avait fait renaître un grand nombre. Les restes du parti jacobin s'étaient réunis dans l'ancienne salle du Manège, où avaient siégé nos premières assemblées. Quoique la loi défendit

Septembre 1799.

Défection
de la marine
hollandaise qui
se livre tout
entière
aux Anglais.

Déchaînement
du club
du Manège
et des journaux
patriotes.

Septembre 1799.

aux sociétés populaires de prendre la forme d'assemblées délibérantes, la société du Manège ne s'en était pas moins donné, sous des titres différents, un président, des secrétaires, etc. On y voyait figurer l'ex-ministre Bouchotte, Drouet, Félix Lepelletier, Aréna, tous disciples ou complices de Babeuf. On y invoquait les mânes de Goujon, de Soubrany et des victimes de Grenelle. On y demandait en style de 93 la punition de toutes les sangsues du peuple, le désarmement des royalistes, la levée en masse, l'établissement des manufactures d'armes dans les places publiques, et la restitution des canons et des piques aux gardes nationales, etc. On y demandait surtout la mise en accusation des anciens directeurs, auxquels on attribuait les derniers désastres, comme étant les résultats de leur administration. Quand la nouvelle de la bataille de Novi et des événements de Hollande fut connue, la violence n'eut plus de bornes. Les injures furent prodiguées aux généraux. Moreau fut traité de tâtonneur ; Joubert lui-même, malgré sa mort héroïque, fut accusé d'avoir perdu l'armée par sa lenteur à la rejoindre. Sa jeune épouse, MM. de Sémonville, Sainte-Foy, Talleyrand, auxquels on attribuait son mariage, furent accablés d'outrages. Le gouvernement hollandais fut accusé de trahison ; on dit qu'il était composé d'aristocrates, de stathoudériens, enne-

mis de la France et de la liberté. Le *Journal des hommes libres*, organe du même parti qui se réunissait à la salle du Manège, répétait toutes ces déclamations, et ajoutait au scandale des paroles celui de l'impression.

Septembre 1799.

Ce déchaînement causait à beaucoup de gens une espèce de terreur. On craignait une nouvelle représentation des scènes de 93. Ceux qui s'appelaient les *modérés*, les *politiques*, et qui, à la suite de Sieyès, avaient l'intention louable et la prétention hasardée de sauver la France des fureurs des partis en la constituant une seconde fois, s'indignaient du déchaînement de ces nouveaux jacobins. Sieyès surtout avait une grande habitude de les craindre, et il se prononçait contre eux avec toute la vivacité de son humeur. Au reste, ils pouvaient paraître redoutables, car, indépendamment des criards et des brouillons qui étalaient leur énergie dans les clubs ou dans les journaux, ils comptaient des partisans plus braves, plus puissants, et par conséquent plus dangereux, dans le gouvernement lui-même. Il y avait dans les conseils tous les patriotes repoussés une première fois par les scissions, et entrés de force aux élections de cette année qui, en langage plus modéré, répétaient à peu près ce qui se disait dans la société du Manège. C'étaient des hommes qui ne voulaient pas courir la chance d'une nouvelle

Septembre 1799.

Ascendant
du parti patriote
dans
les Cinq-Cents.

Constitution, qui se défiaient d'ailleurs de ceux qui voulaient la faire, et qui craignaient qu'on ne cherchât dans les généraux un appui redoutable. Ils voulaient de plus, pour tirer la France de ses périls, des mesures semblables à celles qu'avait employées le comité de salut public. Les Anciens, plus mesurés et plus sages, par leur position, partageaient peu cet avis, mais plus de deux cents membres le soutenaient chaudement dans les Cinq-Cents. Il n'y avait pas seulement dans le nombre des têtes chaudes, comme Augereau, mais des hommes sages et éclairés, comme Jourdan. Ces deux généraux donnaient au parti patriote un grand ascendant sur les Cinq-Cents. Au Directoire, ce parti avait deux voix : Gohier et Moulins. Barras restait indécis : d'une part, il se défiait de Seiyès, qui lui témoignait peu d'estime et le regardait comme pourri; d'autre part, il craignait les patriotes et leurs extravagances. Il hésitait ainsi à se prononcer. Dans le ministère, les patriotes venaient de trouver un appui dans Bernadotte. Ce général était beaucoup moins prononcé que la plupart des généraux de l'armée d'Italie, et on doit se souvenir que sa division, en arrivant sur le Tagliamento, fut en querelle avec la division Augereau au sujet du mot *monsieur*, qu'elle substituait déjà à celui de *citoyen*. Mais Bernadotte avait une ambition inquiète; il avait vu avec humeur la confiance ac-

cordée à Joubert par le parti réorganisateur ; il croyait qu'on songeait à Moreau depuis la mort de Joubert, et cette circonstance l'indisposant contre les projets de réorganisation, le rattachait entièrement aux patriotes. Le général Marbot, commandant de la place de Paris, républicain violent, était dans les mêmes dispositions que Bernadotte.

Septembre 1799.

Ainsi, deux cents députés prononcés dans les Cinq-Cents, à la tête desquels se trouvaient deux généraux célèbres, le ministre de la guerre, le commandant de la place de Paris, deux directeurs, quantité de journaux et de clubs, un reste considérable d'hommes compromis et propres aux coups de main, pouvaient causer quelque effroi ; et bien que le parti montagnard ne pût naître, on concevait les craintes qu'il inspirait encore à des hommes tout pleins des souvenirs de 1793.

On était peu satisfait du magistrat Bourguignon pour l'exercice des fonctions de la police. C'était un honnête citoyen, mais trop peu avisé. Barras proposa à Sieyès sa créature, qu'il venait d'envoyer à l'ambassade de Hollande, le souple et astucieux Fouché. Ancien membre des jacobins, instruit parfaitement de leur esprit et de leurs secrets, nullement attaché à leur cause, ne cherchant au milieu du naufrage des partis qu'à sauver sa fortune, Fouché était éminemment propre à

Fouché
remplace
Bourguignon
au ministère
de la police.

Septembre 1799

espionner ses anciens amis, et à garantir le Directoire de leurs projets. Il fut accepté par Sieyès et Roger-Ducos, et obtint le ministère de la police. C'était une précieuse acquisition dans les circonstances. Il confirma Barras dans l'idée de se rattacher plutôt au parti réorganisateur qu'au parti patriote, parce que ce dernier n'avait point d'avenir, et pouvait d'ailleurs l'entraîner trop loin.

Clôture
de la salle du
Manège.

Cette mesure prise, la guerre aux patriotes commença. Sieyès, qui avait sur les Anciens une grande influence, parce que ce conseil était tout composé des *modérés* et des *politiques*, usa de cette influence pour faire fermer la nouvelle société des jacobins. La salle du Manège, attenante aux Tuileries, était comprise dans l'enceinte du palais des Anciens. Chaque Conseil ayant la police de son enceinte, les Anciens pouvaient fermer la salle du Manège. En effet, la commission des inspecteurs prit un arrêté, et défendit toute réunion dans cette salle. Une simple sentinelle placée à la porte suffit pour empêcher la réunion des nouveaux jacobins. C'était là une preuve que si les déclamations étaient les mêmes, les forces ne l'étaient plus. Cet arrêté fut motivé auprès du conseil des Anciens par un rapport du député Cornet. Courtois, le même qui avait fait le rapport sur le 9 thermidor, en profita pour faire une nouvelle dénonciation contre les complots des jacobins. Sa dénonciation fut suivie

d'une délibération tendant à ordonner un rapport sur ce sujet.

Septembre 1799

Les patriotes, chassés de la salle du Manège, se retirèrent dans un vaste local, rue du Bac, et recommencèrent là leurs déclamations habituelles. Leur organisation en assemblée délibérante demeurant la même, la constitution donnait au pouvoir exécutif le droit de dissoudre leur société. Sieyès, Roger-Ducos et Barras, à l'instigation de Fouché, se décidèrent à la fermer. Gohier et Moulins n'étaient pas de cet avis, disant que, dans le danger présent, il fallait raviver l'esprit public par des clubs ; que la société des nouveaux jacobins renfermait de mauvaises têtes, mais point de factieux redoutables, puisqu'ils avaient cédé devant une simple sentinelle quand la salle du Manège avait été fermée. Leur avis ne fut pas écouté et la décision fut prise. L'exécution en fut renvoyée après la célébration de l'anniversaire du 10 août, qui devait avoir lieu le 23 thermidor. Sieyès était président du Directoire ; à ce titre, il devait parler dans cette solennité. Il fit un discours remarquable, dans lequel il s'attachait à signaler le danger que les nouveaux anarchistes faisaient courir à la république, et les dénonçait comme des conspirateurs dangereux, rêvant une nouvelle dictature révolutionnaire. Les patriotes présents à la cérémonie accueillirent mal ce discours, et poussèrent quel-

Septembre 1799.

ques vociférations. Au milieu des salves d'artillerie, Sieyès et Barras crurent entendre des balles siffler à leurs oreilles. Ils rentrèrent au Directoire fort irrités. Se défiant des autorités de Paris, ils résolurent d'enlever le commandement de la place au général Marbot qu'on accusait d'être un chaud patriote et de participer aux prétendus complots des jacobins. Fouché proposa à sa place Lefebvre, brave général, ne connaissant que la consigne militaire, et tout à fait étranger aux intrigues des partis. Marbot fut donc destitué, et le surlendemain l'arrêté qui ordonnait la clôture de la société de la rue du Bac fut signifié.

Dissolution
de la société
du Manège
retirée
rue du Bac.

Les patriotes n'opposèrent pas plus de résistance à la rue du Bac que dans la salle du Manège. Ils se retirèrent et demeurèrent définitivement séparés. Mais il leur restait les journaux, et ils en firent un redoutable usage. Celui qui se qualifiait de *Journal des Hommes libres* déclama avec une extrême violence contre tous les membres du Directoire qui étaient connus pour avoir approuvé la délibération. Sieyès fut traité cruellement. Ce prêtre perfide, disaient les journaux patriotes, a vendu la république à la Prusse. Il est convenu avec cette puissance de rétablir en France la monarchie, et de donner la couronne à Brunswick. Ces accusations n'avaient d'autre fondement que l'opinion bien connue de Sieyès sur la constitution, et son séjour en Prusse.

Attaques
du parti patriote
contre Sieyès.

Il répétait en effet tous les jours que les brouillons et les bavards rendaient tout gouvernement impossible; qu'il fallait concentrer l'autorité; que la liberté pouvait être compatible même avec la monarchie, témoin l'Angleterre; mais qu'elle était incompatible avec cette domination successive de tous les partis. On lui prêtait même cet autre propos, *que le nord de l'Europe était plein de princes sages et modérés, qui pourraient, avec une forte constitution, faire le bonheur de la France.* Ces propos, vrais ou faux, suffisaient pour qu'on lui prêtât des complots qui n'existaient que dans l'imagination de ses ennemis. Barras n'était pas mieux traité que Sieyès. Les ménagements que les patriotes avaient eus longtemps pour lui, parce qu'il les avait toujours flattés de son appui, avaient cessé. Ils le déclaraient maintenant un traître, un homme pourri, qui n'était plus bon à aucun parti. Fouché, son conseil, apostat comme lui, était poursuivi des mêmes reproches. Roger-Ducos n'était, suivant eux, qu'un imbécile, adoptant aveuglément l'avis des deux traîtres.

La liberté de la presse était illimitée. La loi proposée par Berlier n'ayant pas été accueillie, il n'existait qu'un moyen pour attaquer les écrivains, c'était de faire revivre une loi de la Convention contre ceux qui, par des actions ou par des écrits, tendraient au renversement de la république. Il fal-

Septembre 1

Septembre 1799.

Arrestation
des auteurs
de onze
journaux.

lait que cette intention fût démontrée pour que la loi devînt applicable, et alors la loi portait peine de mort. Il était donc impossible d'en faire usage. Une nouvelle loi avait été demandée au corps législatif, et on décida qu'on s'en occuperait sur-le-champ. Mais, en attendant, le déchaînement continuait avec la même violence ; et les trois directeurs composant la majorité déclaraient qu'il était impossible de gouverner. Ils imaginèrent d'appliquer à ce cas l'article 144 de la constitution, qui donnait au Directoire le droit de lancer des mandats d'arrêt contre les auteurs ou complices des complots tramés contre la république. Il fallait singulièrement torturer cet article pour l'appliquer aux journalistes. Cependant, comme c'était un moyen d'arrêter le débordement de leurs écrits, en saisissant leurs presses et en les arrêtant eux-mêmes, la majorité directoriale, sur l'avis de Fouché, lança des mandats d'arrêt contre les auteurs de onze journaux, et fit mettre le scellé sur leurs presses. L'arrêté fut signifié le 17 fructidor (3 septembre) au corps législatif, et produisit un soulèvement de la part des patriotes. On cria au coup d'État, à la dictature, etc.

Telle était la situation des choses. Dans le Directoire, dans les conseils, partout enfin, les *modérés*, les *politiques* luttaient contre les patriotes. Les premiers avaient la majorité dans le Directoire comme

dans les conseils. Les patriotes étaient en minorité, mais ils étaient ardents, et faisaient assez de bruit pour épouvanter leurs adversaires. Heureusement les moyens étaient usés comme les partis, et de part et d'autre on pouvait se faire beaucoup plus de peur que de mal. Le Directoire avait fermé deux fois la nouvelle société des jacobins et supprimé leurs journaux. Les patriotes criaient, menaçaient, mais n'avaient plus assez d'audace ni de partisans pour attaquer le gouvernement. Dans cette situation, qui durait depuis le 30 prairial, c'est-à-dire depuis près de trois mois, on eut l'idée, si ordinaire à la veille des événements décisifs, d'une réconciliation. Beaucoup de députés de tous les côtés proposèrent une entrevue avec les membres du Directoire pour s'expliquer et s'entendre sur leurs griefs réciproques. « Nous aimons tous la liberté, disaient-ils, nous voulons tous la sauver des périls auxquels elle se trouve exposée par la défaite de nos armées ; tâchons donc de nous entendre sur le choix des moyens, puisque ce choix est notre seule cause de désunion. » L'entrevue eut lieu chez Barras. Il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir de réconciliation entre les partis, car il faudrait qu'ils renoncassent à leur but, ce qu'on ne peut obtenir d'une conversation. Les députés patriotes se plaignirent de ce qu'on parlait tous les jours de complots, de ce que le président du Directoire avait lui-même

Septembre 1

Tentative
infructueuse
de
réconciliation
entre les chefs
des partis.

Septembre 1799.

signalé une classe d'hommes dangereux et qui méditaient la ruine de la république. Ils demandaient qu'on désignât quels étaient ces hommes, afin de ne pas les confondre avec les patriotes. Sieyès, à qui cette interpellation s'adressait, répondit en rappelant la conduite des sociétés populaires et des journaux, et en signalant les dangers d'une nouvelle anarchie. On lui demanda encore de désigner les véritables anarchistes, pour se réunir contre eux et les combattre. « Et comment nous réunir contre eux, dit Sieyès, quand tous les jours les membres du corps législatif montent à la tribune pour les appuyer ? — C'est donc nous que vous attaquez ? repartirent les députés auxquels Sieyès venait de faire cette réponse. Quand nous voulons nous expliquer avec vous, vous nous injuriez et nous repoussez. » L'humeur arrivant, sur-le-champ on se sépara, en s'adressant des paroles plutôt menaçantes que conciliatrices.

Jourdan
propose
aux Cinq-Cents
de déclarer
la patrie
en danger.

Immédiatement après cette entrevue, Jourdan forma le projet d'une proposition importante, celle de déclarer la patrie en danger. Cette déclaration entraînait la levée en masse et plusieurs grandes mesures révolutionnaires. Elle fut présentée aux Cinq-Cents le 27 fructidor (13 septembre). Le parti modéré la combattit vivement, en disant que cette mesure, loin d'ajouter à la force du gouvernement, ne ferait que la diminuer, en excitant des craintes

Septembre 179

exagérées et des agitations dangereuses. Les patriotes soutinrent qu'il fallait donner une grande commotion pour réveiller l'esprit public et sauver la révolution. Ce moyen, excellent en 1793, ne pouvait plus réussir aujourd'hui, et n'était qu'une application erronée du passé. Lucien Bonaparte, Boulay (de la Meurthe), Chénier, le combattirent vivement, et on obtint l'ajournement au lendemain. Les patriotes des clubs avaient entouré le palais des Cinq-Cents en tumulte, et ils insultèrent plusieurs députés. On répandait que Bernadotte, pressé par eux, allait monter à cheval, se mettre à leur tête et faire une journée. Il est certain que plusieurs des brouillons du parti l'y avaient fortement engagé. On pouvait craindre qu'il ne se laissât entraîner. Barras et Fouché le virent et cherchèrent à s'expliquer avec lui. Ils le trouvèrent plein de ressentiment contre les projets qu'il disait avoir été formés avec Joubert. Barras et Fouché lui assurèrent qu'il n'en était rien, et l'engagèrent à demeurer tranquille.

Ils retournèrent auprès de Sieyès, et convinrent d'arracher à Bernadotte sa démission, sans la lui donner. Sieyès, s'entretenant le jour même avec Bernadotte, l'amena à dire qu'il désirait reprendre bientôt un service actif, et qu'il regarderait le commandement d'une armée comme la plus douce récompense de son ministère. Sur-le-champ, inter-

Renvoi
de Bernadot
remplacé
au ministèr
de la guer
par
Dubois-Cranc

Septembre 1799.

prêtant cette réponse comme la demande de sa démission, Sieyès, Barras et Roger-Ducos résolurent d'écrire à Bernadotte que sa démission était acceptée. Ils avaient saisi le moment où Gohier et Moulins étaient absents pour prendre cette détermination. Le lendemain même, la lettre fut écrite à Bernadotte. Celui-ci fut tout étonné, et répondit au Directoire une lettre très-amère dans laquelle il disait qu'on acceptait une démission qu'il n'avait pas donnée, et demandait son traitement de réforme. La nouvelle de cette destitution déguisée fut annoncée aux Cinq-Cents au moment où l'on allait voter sur le danger de la patrie. Elle excita une grande rumeur. « On prépare des coups d'État, s'écrièrent les patriotes. — Jurons, dit Jourdan, de mourir sur nos chaises curules ! — Ma tête tombera, s'écria Augereau, avant qu'il soit porté atteinte à la représentation nationale. » Enfin, après un grand tumulte, on alla aux voix. A une majorité de deux cent quarante-cinq contre cent soixante et onze voix, la proposition de Jourdan fut rejetée, et la patrie ne fut point déclarée en danger.

Quand les deux directeurs Gohier et Moulins apprirent le renvoi de Bernadotte, décidé sans leur participation, ils se plaignirent à leurs collègues, en disant qu'une pareille mesure ne devait pas être prise sans le concours des cinq directeurs. « Nous formions la majorité, reprit Sieyès, et nous

avons le droit de faire ce que nous avons fait. »
Gohier et Moulins allèrent sur-le-champ rendre
une visite officielle à Bernadotte, et ils eurent soin
de le faire avec le plus grand éclat.

Septembre 1799.

L'administration du département de la Seine
inspirait aussi quelque défiance à la majorité direc-
toriale, elle fut changée. Dubois-Crancé remplaça
Bernadotte au ministère de la guerre.

La désorganisation était donc complète sous tous
les rapports : battue au dehors par la coalition,
presque bouleversée au dedans par les partis, la
république semblait menacée d'une chute pro-
chaine. Il fallait qu'une force surgît quelque part,
soit pour dompter les factions, soit pour résister
aux étrangers. Cette force, on ne pouvait plus l'es-
pérer d'un parti vainqueur, car ils étaient tous
également usés et discrédités ; elle ne pouvait
naître que du sein des armées, où réside la force,
et la force silencieuse, régulière, glorieuse, comme
elle convient à une nation fatiguée de l'agitation
des disputes et de la confusion des volontés. Au
milieu de cette grande dissolution, les regards
erraient sur les hommes illustrés pendant la révo-
lution, et semblaient chercher un chef. *Il ne faut
plus de bavards*, avait dit Sieyès, *il faut une tête
et une épée*. La tête était trouvée, car il était au
Directoire. On cherchait une épée. Hoche était
mort. Joubert, que sa jeunesse, sa bonne volonté.

La
désorganisation
générale
fait sentir
le besoin
d'une tête
et d'une épée.

Septembre 1799.

Le général
Bonaparte.

son héroïsme, recommandaient à tous les amis de la république, venait d'expirer à Novi. Moreau, jugé le plus grand homme de guerre parmi les généraux restés en Europe, avait laissé dans les esprits l'impression d'un caractère froid, indécis, peu entreprenant et peu jaloux de se charger d'une grande responsabilité. Masséna, l'un de nos plus grands généraux, n'avait pas encore acquis la gloire d'être notre sauveur. On ne voyait d'ailleurs en lui qu'un soldat. Jourdan venait d'être vaincu. Augereau était un esprit turbulent, Bernadotte un esprit inquiet, et aucun des deux n'avait assez de renommée. Il y avait un personnage immense, qui réunissait toutes les gloires, qui à cent victoires avait joint une belle paix, qui avait porté la France au comble de la grandeur à Campo-Formio, et qui semblait, en s'éloignant, avoir emporté sa fortune, c'était Bonaparte ; mais il était dans les contrées lointaines, il occupait de son nom les échos de l'Orient. Seul il était resté victorieux, et faisait retentir aux bords du Nil et du Jourdain les foudres dont il avait naguère épouventé l'Europe sur l'Adige. Ce n'était pas assez de le trouver glorieux, on le voulait intéressant ; on le disait exilé par une autorité défiante et ombreuse. Tandis qu'en aventurier il cherchait une carrière grande comme son imagination, on croyait que, citoyen soumis, il payait par des victoires

l'exil qu'on lui avait imposé. « Où est Bonaparte ? se disait-on. Sa vie déjà épuisée se consume sous un ciel dévorant. Ah ! s'il était parmi nous, la république ne serait pas menacée d'une ruine prochaine. L'Europe et les factions la respecteraient également ! » Des bruits confus circulaient sur son compte. On disait quelquefois que la victoire, infidèle à tous les généraux français, l'avait abandonné à son tour dans une expédition lointaine. Mais on repoussait de tels bruits. Il est invincible, disait-on ; loin d'avoir essuyé des revers, il marche à la conquête de tout l'Orient. On lui prêtait des projets gigantesques. Les uns allaient jusqu'à dire qu'il avait traversé la Syrie, franchi l'Euphrate et l'Indus ; les autres, qu'il avait marché sur Constantinople, et qu'après avoir renversé l'empire ottoman, il allait prendre l'Europe à revers. Les journaux étaient pleins de ces conjectures, qui prouvent ce que les imaginations attendaient de ce jeune homme.

Le Directoire lui avait mandé l'ordre de revenir, et avait réuni dans la Méditerranée une flotte immense, composée de marins français et espagnols, pour ramener l'armée¹. Les frères du général restés

Septembre 1799.

1. Il faut dire que cet ordre est contesté. On connaît un arrêté du Directoire, signé de Treilhard, Barras et Laréveillère, et daté du 7 prairial, qui rappelle Bonaparte en Europe. Laréveillère, dans ses Mémoires, déclare ne pas se souvenir d'avoir donné cette

Septembre 1799.

à Paris, et chargés de l'informer de l'état des choses, lui avaient envoyé dépêches sur dépêches, pour l'instruire de l'état de confusion où était tombée la république, et pour le presser de revenir. Mais ces avis avaient à traverser les mers et les escadres anglaises, et on ne savait si le héros serait averti et revenu avant la ruine de la république.

signature, et regarde l'arrêté comme supposé. Cependant l'expédition maritime de Bruix resterait alors sans explication. Du reste, il est certain que le Directoire, à cette époque, souhaitait Bonaparte, et qu'il craignait son ambition beaucoup moins que la férocité de Souwarow. Si l'ordre n'est pas authentique, il est vraisemblable, et d'ailleurs il est de peu d'importance, car Bonaparte était autorisé à revenir quand il le jugerait convenable.

FIN DU LIVRE QUARANTE-DEUXIÈME.

LIVRE XLIII

MONT THABOR ET ZURICH.

Suite des opérations de Bonaparte en Égypte. Conquête de la haute Égypte par Desaix ; bataille de Sédiman. — Expédition de Syrie ; prise du fort d'El-Arisch et de Jaffa, bataille du mont Thabor ; siège de Saint-Jean-d'Acre. — Retour en Égypte ; bataille d'Aboukir. — Départ de Bonaparte pour la France. — Opérations en Europe. Marche de l'archiduc Charles sur le Rhin, et de Souwarow en Suisse ; mouvement de Masséna ; mémorable victoire de Zurich ; situation périlleuse de Souwarow ; sa retraite désastreuse ; la France sauvée. — Événements en Hollande ; défaite et capitulation des Anglo-Russes ; évacuation de la Hollande. — Fin de la campagne de 1799.

Bonaparte, après la bataille des Pyramides, s'était trouvé maître de l'Égypte. Il avait commencé à s'y établir, et avait distribué ses généraux dans les provinces pour en faire la conquête. Desaix, placé à l'entrée de la haute Égypte avec une division de trois mille hommes environ, était chargé de conquérir cette province contre les restes de Mourad-Bey. C'est en vendémiaire et brumaire de l'année précédente (octobre 1798), au moment où l'inondation finissait, que Desaix avait commencé son expédition. L'ennemi s'était

Suite
des opérations
de Bonaparte
en Égypte.

Octobre 1798.Bataille
de Sédiman
livrée
le 7 octobre.

retiré devant lui, et ne l'avait attendu qu'à Sédiman ; là, Desaix avait livré, le 16 vendémiaire an VII (7 octobre 1798), une bataille acharnée contre les restes désespérés de Mourad-Bey. Aucun des combats des Français en Égypte ne fut aussi sanglant. Deux mille Français eurent à lutter contre quatre mille mamelucks et huit mille fellahs retranchés dans le village de Sédiman. La bataille se passa comme celle des Pyramides, et comme toutes celles qui furent livrées en Égypte. Les fellahs étaient derrière les murs du village, et les cavaliers dans la plaine. Desaix s'était formé en deux carrés, et avait placé sur ses ailes deux autres petits carrés, pour amortir le choc de la cavalerie ennemie. Pour la première fois, notre infanterie fut rompue, et l'un des petits carrés enfoncé. Mais, par un instinct subit et admirable, nos braves soldats se couchèrent aussitôt par terre, afin que les grands carrés pussent faire feu sans les atteindre. Les mameluks, passant sur leurs corps, chargèrent les grands carrés avec furie pendant plusieurs heures de suite, et vinrent expirer en désespérés sur les baïonnettes. Suivant l'usage, les carrés s'ébranlèrent ensuite pour attaquer les retranchements, et les emportèrent. Pendant ce mouvement, les mameluks, décrivant un arc de cercle, vinrent égorger les blessés sur les derrières, mais on les chassa bientôt de ce champ de

carnage, et les soldats furieux en massacrèrent un nombre considérable. Jamais plus de morts n'avaient jonché le champ de bataille. Les Français avaient perdu trois cents hommes. Desaix continua sa marche pendant tout l'hiver, et après une suite de combats, devenu mattre de la haute Égypte jusqu'aux cataractes, il fit autant redouter sa bravoure que chérir sa clémence. Au Caire, on avait appelé Bonaparte le sultan Kébir, *sultan de feu*, dans la haute Égypte, Desaix fut nommé *sultan le juste*.

Novembre 1798.

Conquête
de la
haute Égypte
par Desaix.

Bonaparte, pendant ce temps, avait fait une marche jusqu'à Belbeys, pour rejeter Ibrahim-Bey en Syrie, et il avait recueilli en route les débris de la caravane de la Mecque, pillée par les Arabes. Revenu au Caire, il continua à y établir une administration toute française. Une révolte, excitée au Caire par les agents secrets de Mourad-Bey, fut durement réprimée, et découragea tout à fait les ennemis des Français ¹. L'hiver de 1798 à 1799 s'écoula ainsi dans l'attente des événements. Bonaparte apprit dans cet intervalle la déclaration de guerre de la Porte, et les préparatifs qu'elle faisait contre lui avec l'aide des Anglais. Elle formait deux armées, l'une à Rhodes, l'autre en Syrie. Ces deux armées devaient agir simultanément au printemps

1. Cet événement eut lieu le 30 vendémiaire an VII (21 octobre 1798).

Janvier 1799.

de 1799, l'une en venant débarquer à Aboukir, près d'Alexandrie, l'autre en traversant le désert qui sépare la Syrie de l'Égypte. Bonaparte sentit sur-le-champ sa position, et voulut, suivant son usage, déconcerter l'ennemi en le prévenant par une attaque soudaine. Il ne pouvait pas franchir le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie, dans la belle saison, et il résolut de profiter de l'hiver pour aller détruire les rassemblements qui se formaient à Acre, à Damas, et dans les villes principales. Le célèbre pacha d'Acre, Djezzar, était nommé séraskier de l'armée réunie en Syrie, Abdallah, pacha de Damas, commandait son avant-garde, et s'était avancé jusqu'au fort d'El-Arisch, qui ouvre l'Égypte du côté de la Syrie. Bonaparte voulut agir sur-le-champ. Il avait des intelligences parmi les peuplades du Liban. Les Druses, tribus chrétiennes, les Mutualis, mahométans schismatiques, lui offraient leurs secours et l'appelaient de tous leurs vœux. En brusquant l'assaut de Jaffa, d'Acre et de quelques places mal fortifiées, il pouvait s'emparer en peu de temps de la Syrie, ajouter cette belle conquête à celle de l'Égypte, devenir maître de l'Euphrate comme il l'était du Nil, et avoir alors toutes les communications avec l'Inde. Son ardente imagination allait plus loin encore, et formait quelques-uns des projets que ses admirateurs lui prêtaient en Europe. Il n'était pas impos-

sible qu'en soulevant les peuplades du Liban, il réunit soixante ou quatre-vingt mille auxiliaires, et qu'avec ces auxiliaires, appuyés de vingt-cinq mille soldats, les plus braves de l'univers, il marchât sur Constantinople pour s'en emparer. Que ce projet gigantesque fût exécutable ou non, il est certain qu'il occupait son imagination ; et quand on a vu ce qu'il a fait, aidé de la fortune, on n'ose plus déclarer insensé aucun de ses projets.

Bonaparte se mit en marche en pluviôse (premiers jours de février), à la tête des divisions Kléber, Reynier, Lannes, Bon et Murat, fortes de treize mille hommes environ. La division de Murat était composée de la cavalerie. Bonaparte avait créé un régiment d'une arme toute nouvelle : c'était celui des dromadaires. Deux hommes, assis dos à dos, étaient portés sur un dromadaire, et pouvaient, grâce à la force et à la célérité de ces animaux, faire vingt-cinq ou trente lieues sans s'arrêter. Bonaparte avait formé ce régiment pour donner la chasse aux Arabes qui infestaient les environs de l'Égypte. Ce régiment suivait l'armée d'expédition. Bonaparte ordonna en outre au contre-amiral Perrée de sortir d'Alexandrie avec trois frégates, et de venir sur la côte de Syrie pour y transporter l'artillerie de siège et les munitions. (*Voir la carte d'Égypte et Syrie, n° 27.*) Il arriva devant le fort d'El-Arisch le 29 pluviôse (17 février).

Février 1799.Expédition
de Syrie.

Mars 1799.

Prise
d'El-Arisch,
de Gazah
et de Jaffa.

Après un peu de résistance, la garnison se rendit prisonnière au nombre de treize cents hommes. On trouva dans le fort des magasins considérables. Ibrahim-Bey, ayant voulu le secourir, fut mis en fuite, son camp resta au pouvoir des Français, et leur procura un butin immense. Les soldats eurent beaucoup à souffrir en traversant le désert, mais ils voyaient leur général marchant à leurs côtés, supportant, avec une santé débile, les mêmes privations, les mêmes fatigues, et ils n'osaient se plaindre. Bientôt on arriva à Gazah ; on prit cette place à la vue de Djezzar-Pacha, et l'on y trouva, comme dans le fort d'El-Arisch, beaucoup de matériel et d'approvisionnements. De Gazah l'armée se dirigea sur Jaffa, l'ancienne Joppé. Elle y arriva le 13 ventôse (3 mars). Cette place était entourée d'une grosse muraille flanquée de tours. Elle renfermait quatre mille hommes de garnison. Bonaparte la fit battre en brèche, et puis somma le commandant, qui pour toute réponse coupa la tête au parlementaire. L'assaut fut donné, la place emportée avec une audace extraordinaire, et livrée à trente heures de pillage et de massacres. On y trouva encore une quantité innombrable d'artillerie et de vivres de toute espèce. Il restait quelques mille prisonniers, qu'on ne pouvait pas envoyer en Égypte, parce qu'on n'avait pas les moyens ordinaires de les faire escorter, et qu'on ne voulait pas renvoyer

à l'ennemi, dont ils auraient grossi les rangs. Bonaparte se décida à une mesure terrible, et qui est le seul acte cruel de sa vie. Transporté dans un pays barbare, il en avait involontairement adopté les mœurs : il fit passer au fil de l'épée les prisonniers qui lui restaient. L'armée consumma avec obéissance, mais avec une espèce d'effroi, l'exécution qui lui était commandée. Nos soldats prirent en s'arrêtant à Jaffa les germes de la peste.

Mars 1799.

Bonaparte s'avança ensuite sur Saint-Jean-d'Acre, l'ancienne Ptolémaïs, situé au pied du mont Carmel. C'était la seule place qui pût encore l'arrêter. La Syrie était à lui s'il pouvait l'enlever. Mais Djezzar s'y était enfermé avec toutes ses richesses et une forte garnison. Il comptait sur l'appui de Sidney-Smith, qui croisait dans ces parages et qui lui fournait des ingénieurs, des canonniers et des munitions. Il devait d'ailleurs être bientôt secouru par l'armée turque réunie en Syrie, qui s'avavançait de Damas pour franchir le Jourdain. Bonaparte se hâta d'attaquer la place pour l'enlever comme celle de Jaffa, avant qu'elle fût renforcée de nouvelles troupes, et que les Anglais eussent le temps d'en perfectionner la défense. On ouvrit aussitôt la tranchée. Malheureusement l'artillerie de siège, qui devait venir par mer d'Alexandrie, avait été enlevée par Sidney-Smith. On avait pour toute artillerie de siège et de campagne une caro-

Bonaparte
marche sur
Saint-Jean-
d'Acre.

Mars 1799.

nade de trente-deux, quatre pièces de douze, huit obusiers et une trentaine de pièces de quatre. On manquait de boulets, mais on imagina un moyen de s'en procurer. On faisait paraître sur la plage quelques cavaliers ; à cette vue, Sidney-Smith faisait un feu roulant de toutes ses batteries, et les soldats, auxquels on donnait cinq sous par boulet, allaient les ramasser au milieu de la canonnade et des rires universels.

Siege
de Saint-Jean-
d'Acre.

La tranchée avait été ouverte le 30 ventôse (20 mars). Le général du génie Sanson, croyant être arrivé, dans une reconnaissance de nuit, au pied du rempart, déclara qu'il n'y avait ni contrescarpe ni fossé. On crut n'avoir à pratiquer qu'une simple brèche et à monter ensuite à l'assaut. Le 5 germinal (25 mars), on fit brèche, on se présenta à l'assaut, et on fut arrêté par une contrescarpe et un fossé. Alors on se mit sur-le-champ à miner. L'opération se faisait sous le feu de tous les remparts et de la belle artillerie que Sidney-Smith nous avait enlevée. Il avait donné à Djezzar d'excellents pointeurs anglais, et un ancien émigré, Phélippeaux, officier du génie d'un grand mérite. La mine sauta le 8 germinal (28 mars), et n'emporta qu'une partie de la contrescarpe. Vingt-cinq grenadiers, à la suite du jeune Mailly, montèrent à l'assaut. En voyant ce brave officier poser une échelle, les Turcs furent épouvantés,

mais Mailly tomba mort. Les grenadiers furent alors découragés ; les Turcs revinrent ; deux bataillons qui suivaient furent accueillis par une horrible fusillade ; leur commandant Laugier fut tué, et l'assaut manqua encore.

Avril 17

Malheureusement la place venait de recevoir plusieurs mille hommes de renfort, une grande quantité de canonniers exercés à l'européenne, et des munitions immenses. C'était un grand siège à exécuter avec treize mille hommes, et presque sans artillerie. Il fallait ouvrir un nouveau puits de mine pour faire sauter la contrescarpe entière, et commencer un autre cheminement. On était au 12 germinal (1^{er} avril). Il y avait déjà dix jours d'employés devant la place ; on annonçait l'approche de la grande armée turque ; il fallait poursuivre les travaux et couvrir le siège, et tout cela avec la seule armée d'expédition. Le général en chef ordonna qu'on travaillât sans relâche à miner de nouveau, et détacha la division Kléber vers le Jourdain, pour en disputer le passage à l'armée venant de Damas.

Approc
de la
grande ar
turque

Cette armée, réunie aux peuplades des montagnes de Naplouse, s'élevait à environ vingt-cinq mille hommes. Plus de douze mille cavaliers en faisaient la force. Elle traînait un bagage immense. Abdallah, pacha de Damas, en avait le commandement. Elle passa le Jourdain au pont d'Iacoub,

Avril 1799.

le 15 germinal (4 avril). Junot, avec l'avant-garde de Kléber, forte de cinq cents hommes au plus, rencontra les avant-gardes turques sur la route de Nazareth, le 19 (8 avril). Loin de reculer, il brava hardiment l'ennemi, et, formé en carré, couvrit le champ de bataille de morts et prit cinq drapeaux. Mais obligé de céder au nombre, il se replia sur la division Kléber. Celle-ci s'avancait et hâtait sa marche pour rejoindre Junot. Bonaparte, instruit de la force de l'ennemi, se détacha avec la division Bon, pour soutenir Kléber, et livrer une bataille décisive. Djezzar, qui se concertait avec l'armée qui venait le débloquent, voulut faire une sortie ; mais, mitraillé à outrance, il laissa nos ouvrages couverts de ses morts ; Bonaparte se mit aussitôt en marche.

Bataille
au mont Thabor
livrée
le 16 avril.

Kléber, avec sa division, avait débouché dans les plaines qui s'étendent au pied du mont Thabor, non loin du village de Fouli. Il avait eu l'idée de surprendre le camp turc pendant la nuit, mais il était arrivé trop tard pour y réussir. Le 27 germinal (16 avril) au matin il trouva toute l'armée turque en bataille. Quinze mille fantassins occupaient le village de Fouli, plus de douze mille cavaliers se déployaient dans la plaine. Kléber avait à peine trois mille fantassins en carré. Toute cette cavalerie s'ébranla et fondit sur nos carrés. Jamais les Français n'avaient vu tant de cavaliers

Avril 1799.

caracoler, charger, se mouvoir dans tous les sens. Ils conservèrent leur sang-froid accoutumé, et, les recevant à bout portant par un feu terrible, ils en abattirent à chaque charge un nombre considérable. Bientôt ils eurent formé autour d'eux un rempart d'hommes et de chevaux, et, abrités par cet horrible abatis, ils purent résister six heures de suite à toute la furie de leurs adversaires. Dans le moment Bonaparte débouchait du mont Thabor avec la division Bon. Il vit la plaine couverte de feu et de fumée, et la brave division Kléber résistant à l'abri d'une ligne de cadavres. Sur-le-champ il partagea la division qu'il amenait en deux carrés; ces deux carrés s'avancèrent de manière à former un triangle équilatéral avec la division Kléber, et mirent ainsi l'ennemi au milieu d'eux. Ils marchèrent en silence, et sans donner aucun signe de leur approche, jusqu'à une certaine distance : puis tout à coup Bonaparte fit tirer un coup de canon, et se montra alors sur le champ de bataille. Un feu épouvantable partant aussitôt des trois extrémités de ce triangle, assaillit les mameluks qui étaient au milieu, les fit tourbillonner sur eux-mêmes, et fuir en désordre dans toutes les directions. La division Kléber, redoublant d'ardeur à cette vue, s'élança sur le village de Fouli, l'enleva à la baïonnette, et fit un grand carnage de l'ennemi. En un instant toute cette

Mai 1799.

multitude s'écoula, et la plaine ne fut plus couverte que de morts. Le camp turc, les trois queues du pacha, quatre cents chameaux, un butin immense, devinrent la proie des Français. Murat, placé sur les bords du Jourdain, tua un grand nombre de fugitifs. Bonaparte fit brûler tous les villages des Naplousins. Six mille Français avaient détruit cette armée, que les habitants disaient innombrable *comme les étoiles du ciel et les sables de la mer*.

Suite du siège
de Saint-Jean-
d'Acre.

Pendant cet intervalle on n'avait cessé de miner, de contre-miner autour des murs de Saint-Jean-d'Acre. On se disputait un terrain bouleversé par l'art des sièges. Il y avait un mois et demi qu'on était devant la place, on avait tenté beaucoup d'assauts, repoussé beaucoup de sorties, tué beaucoup de monde à l'ennemi ; mais, malgré de continuels avantages, on faisait d'irréparables pertes de temps et d'hommes. Le 18 floréal (7 mai), il arriva dans le port d'Acre un renfort de douze mille hommes. Bonaparte, calculant qu'ils ne pourraient pas être débarqués avant six heures, fait sur-le-champ jouer une pièce de vingt-quatre sur un pan de mur ; c'était à la droite du point où depuis quelque temps on déployait tant d'efforts. La nuit venue, on monte à la brèche, on envahit les travaux de l'ennemi, on les comble, on encloue les pièces, on égorge tout, enfin on est maître

Public per figure in Euros

1



Mai 1799.

de la place, lorsque les troupes débarquées s'avancent en bataille, et présentent une masse effrayante. Rambaut, qui commandait les premiers grenadiers montés à l'assaut, est tué. Lannes est blessé. Dans le même moment, l'ennemi fait une sortie, prend la brèche à revers, et coupe la retraite aux braves qui avaient pénétré dans la place. Les uns parviennent à ressortir ; les autres, prenant un parti désespéré, s'enfuient dans une mosquée, s'y retranchent, y épuisent leurs dernières cartouches, et sont prêts à vendre chèrement leur vie, lorsque Sidney-Smith, touché de tant de bravoure, leur fait accorder une capitulation. Pendant ce temps, les troupes de siège, marchant sur l'ennemi, le ramènent dans la place, après en avoir fait un carnage épouvantable, et lui avoir enlevé huit cents prisonniers. Bonaparte, obstiné jusqu'à la fureur, donne deux jours de repos à ses troupes, et le 21 (10 mai) ordonne un nouvel assaut. On y monte avec la même bravoure, on escalade la brèche ; mais on ne peut pas la dépasser. Il y avait toute une armée gardant la place et défendant toutes les rues. Il fallut y renoncer.

Il y avait deux mois qu'on était devant Acre, on avait fait des pertes irréparables, et il eût été imprudent de s'exposer à en faire davantage. La peste était dans cette ville, et l'armée en avait pris le germe à Jaffa. La saison des débarquements

Mai 1799.

Bonaparte
lève le siège
de Saint-Jean-
d'Acre.

approchait, et on annonçait l'arrivée d'une armée turque vers les bouches du Nil. En s'obstinant davantage, Bonaparte pouvait s'affaiblir au point de ne pouvoir repousser de nouveaux ennemis. Le fond de ses projets était réalisé, puisqu'il avait détruit les rassemblements formés en Syrie, et que de ce côté il avait réduit l'ennemi à l'impuissance d'agir. Quant à la partie brillante de ces mêmes projets, quant à ces vagues et merveilleuses espérances de conquêtes en Orient, il fallait y renoncer. Il se décida enfin à lever le siège. Mais son regret fut tel, que, malgré sa destinée inouïe, on lui a entendu répéter souvent, en parlant de Sidney-Smith : *Cet homme m'a fait manquer ma fortune*. Les Druses, qui pendant le siège avaient nourri l'armée, toutes les peuplades ennemies de la Porte, apprirent sa retraite avec désespoir.

Il avait commencé le siège le 30 ventôse (21 mars), il le leva le 1^{er} prairial (20 mai) : il y avait employé deux mois. Avant de quitter Saint-Jean-d'Acre, il voulait laisser une terrible trace de son passage : il accabla la ville de ses feux et la laissa presque réduite en cendres. Il reprit la route du désert. Il avait perdu par le feu, les fatigues ou les maladies, près du tiers de son armée d'expédition, c'est-à-dire environ quatre mille hommes. Il emmenait douze cents blessés. Il se mit en marche pour repasser le désert. Il ravagea sur sa route tout le

pays, et y imprima une profonde terreur. Arrivé à Jaffa, il en fit sauter les fortifications. Il y avait là une ambulance pour nos pestiférés. Les emporter était impossible : en ne les emportant pas on les laissait exposés à une mort inévitable, soit par la maladie, soit par la faim, soit par la cruauté de l'ennemi. Aussi Bonaparte dit-il au médecin Desgenettes qu'il y aurait bien plus d'humanité à leur administrer de l'opium qu'à leur laisser la vie ; à quoi ce médecin fit cette réponse fort vantée : *Mon métier est de les guérir, et non de les tuer*. On ne leur administra point d'opium, et ce fait servit à propager une calomnie indigne, et aujourd'hui détruite.

Mai 1799.

Bonaparte rentra enfin en Égypte après une expédition de trois mois. Il était temps qu'il y arrivât. L'esprit d'insurrection s'était répandu dans tout le Delta. Un imposteur, qui s'appelait l'ange El-Mohdhy, qui se disait invulnérable, et qui prétendait chasser les Français en soulevant de la poussière, avait réuni quelques mille insurgés. Les agents des mameluks l'aidaient de leur concours ; il s'était emparé de Damanhour, et en avait égorgé la garnison. Bonaparte envoya un détachement, qui dispersa les insurgés et tua l'ange invulnérable. Le trouble s'était communiqué aux différentes provinces du Delta ; sa présence ramena partout la soumission et le calme. Il ordonna au Caire des

Retour
de Bonaparte
en Égypte.
Insurrections
dans le Delta.

Juin 1799.Mécontentement
de l'armée.

fêtes magnifiques pour célébrer ses triomphes en Syrie. Il n'avouait pas la partie manquée de ses projets, mais il vantait avec raison les nombreux combats livrés en Syrie, la belle bataille du mont Thabor, les vengeances terribles exercées contre Djezzar. Il répandit de nouvelles proclamations aux habitants, dans lesquelles il leur disait qu'il était dans le secret de leurs pensées, et devinait leurs projets à l'instant où ils les formaient. Ils ajoutaient foi à ces étranges paroles du sultan Kebir et le croyaient présent à toutes leurs pensées. Bonaparte n'avait pas seulement à contenir les habitants, mais encore ses généraux et l'armée elle-même. Un mécontentement sourd y régnait. Ce mécontentement ne provenait ni des fatigues, ni des dangers, ni surtout des privations, car l'armée ne manquait de rien, mais de l'amour du pays, qui poursuit les Français en tous lieux. Il y avait un an entier qu'on était en Égypte, et depuis près de six mois on n'avait aucune nouvelle de France. Aucun navire n'avait pu passer : une sombre tristesse dévorait tous les cœurs. Chaque jour les officiers et les généraux demandaient des congés pour repasser en Europe. Bonaparte en accordait peu, ou bien y ajoutait de ces paroles qu'on redoutait comme le déshonneur. Berthier lui-même, son fidèle Berthier, dévoré d'une vieille passion, demandait à revoir l'Italie. Il fut honteux pour la seconde fois de sa

faiblesse, et renonça à partir. Un jour l'armée avait formé le projet d'enlever ses drapeaux du Caire, et de marcher sur Alexandrie pour s'y embarquer. Mais elle n'en eut que la pensée, et n'osa jamais braver son général. Les lieutenants de Bonaparte, qui donnaient tous l'exemple des murmures, se taisaient dès qu'ils étaient devant lui, et pliaient sous son ascendant. Il avait eu plus d'un démêlé avec Kléber. L'humeur de celui-ci ne venait pas de découragement, mais de son indocilité accoutumée. Ils s'étaient toujours raccommodés, car Bonaparte aimait la grande âme de Kléber, et Kléber était séduit par le génie de Bonaparte.

Juillet 1799.

On était en prairial (juin). L'ignorance des événements de l'Europe et des désastres de la France était toujours la même. On savait seulement que le continent était dans une véritable confusion, et qu'une nouvelle guerre était inévitable. Bonaparte attendait impatiemment de nouveaux détails, pour prendre un parti et retourner, s'il le fallait, sur le premier théâtre de ses exploits. Mais avant, il voulait détruire la seconde armée turque, réunie à Rhodes, dont on annonçait le débarquement très-prochain.

Cette armée, montée sur de nombreux transports, et escortée par la division navale de Sidney-Smith, parut le 23 messidor (11 juillet) à la vue d'Alexandrie, et vint mouiller dans la rade d'Abou-

Juillet 1799.Débarquement
des Turcs
à Aboukir.

kir, la même où notre escadre avait été détruite. Le point de débarquement choisi par les Anglais était la presqu'île qui ferme cette rade, et qui porte le même nom. Cette presqu'île étroite s'avance entre la mer et le lac Madieh, et vient se terminer par un fort. Bonaparte avait ordonné à Marmont, qui commandait à Alexandrie, de perfectionner la défense du fort, et de détruire le village d'Aboukir, placé tout autour. Mais au lieu de détruire le village, on avait voulu le conserver pour y loger les soldats, et on l'avait simplement entouré d'une redoute pour le protéger du côté de la terre. Mais la redoute, ne joignant pas les deux bords de la mer, ne présentait pas un ouvrage fermé, et associait le sort du fort à celui d'un simple ouvrage de campagne. Les Turcs en effet débarquèrent avec beaucoup de hardiesse, abordèrent les retranchements le sabre au poing, les enlevèrent, et s'emparèrent du village d'Aboukir, dont ils égorgèrent la garnison. Le village pris, le fort ne pouvait guère tenir, et fut obligé de se rendre. Marmont, commandant à Alexandrie, en était sorti à la tête de douze cents hommes, pour courir au secours des troupes d'Aboukir. Mais, apprenant que les Turcs étaient débarqués en nombre considérable, il n'osa pas tenter de les jeter à la mer par une attaque hardie. Il rentra dans Alexandrie, et les laissa s'établir tranquillement dans la presqu'île d'Aboukir.

Les Turcs étaient à peu près dix-huit mille hommes d'infanterie. Ce n'étaient pas de ces misérables fellahs qui composaient l'infanterie des mameluks ; c'étaient de braves janissaires portant un fusil sans baïonnette, le rejetant en bandoulière sur le dos quand ils avaient fait feu, puis s'élançant sur l'ennemi le pistolet et le sabre à la main. Ils avaient une artillerie nombreuse et bien servie, et ils étaient dirigés par des officiers anglais. Ils manquaient de cavalerie, car ils avaient à peine amené trois cents chevaux, mais ils attendaient l'arrivée de Mourad-Bey, qui devait quitter la haute Égypte, longer le désert, traverser les oasis, et venir se jeter à Aboukir avec deux à trois mille mameluks.

Quand Bonaparte apprit les détails du débarquement, il quitta le Caire sur-le-champ, et fit du Caire à Alexandrie une de ces marches extraordinaires dont il avait donné tant d'exemples en Italie. Il emmenait avec lui les divisions Lannes, Bon et Murat. Il avait ordonné à Desaix d'évacuer la haute Égypte, à Kléber et Reynier, qui étaient dans le Delta, de se rapprocher d'Aboukir. Il avait choisi le point de Birket, intermédiaire entre Alexandrie et Aboukir, pour y concentrer ses forces, et manœuvrer selon les circonstances. Il craignait qu'une armée anglaise ne fût débarquée avec l'armée turque.

Juillet 1799.

Composition
de
l'armée turque.

Marche
de Bonaparte
du Caire
à Alexandrie.

Juillet 1799.

Mourad-Bey, suivant le plan convenu avec Mustapha-Pacha, avait essayé de descendre dans la basse Égypte; mais, rencontré, battu par Murat, il avait été obligé de regagner le désert. Il ne restait à combattre que l'armée turque, privée de cavalerie, mais campée derrière des retranchements, et disposée à y résister avec son opiniâtreté accoutumée Bonaparte, après avoir jeté un coup d'œil sur Alexandrie et sur les beaux travaux exécutés par le colonel Crétin, après avoir réprimandé son lieutenant Marmont, qui n'avait pas osé attaquer les Turcs au moment du débarquement, quitta Alexandrie le 6 thermidor (24 juillet). Il était le lendemain 7 à l'entrée de la presqu'île. Son projet était d'abord d'enfermer l'armée turque par des retranchements, et d'attendre, pour attaquer, l'arrivée de toutes ses divisions; car il n'avait sous la main que les divisions Lannes, Bon, Murat, environ six mille hommes. Mais, à la vue des dispositions faites par les Turcs, il changea d'avis, et résolut de les attaquer sur-le-champ, espérant les renfermer dans le village d'Aboukir, et les accabler d'obus et de bombes.

Position
des Turcs
à Aboukir.

Les Turcs occupaient le fond de la presqu'île, qui est fort étroite. Ils étaient couverts par deux lignes de retranchements. A une demi-lieue en avant du village d'Aboukir, où était leur camp, ils avaient occupé deux mamelons de sable, appuyant

l'un à la mer, l'autre au lac de Madiéh, et formant ainsi leur droite et leur gauche. Au centre de ces deux mamelons était un village, qu'ils gardaient aussi. Ils avaient mille hommes au mamelon de droite, deux mille à celui de gauche, et trois à quatre mille hommes dans le village. Telle était leur première ligne. La seconde était au village même d'Aboukir. Elle se composait de la redoute construite par les Français, et se joignait à la mer par deux boyaux. Ils avaient placé là leur camp principal et le gros de leurs forces.

Bonaparte fit ses dispositions avec sa promptitude et sa précision accoutumées. Il ordonna au général Destaing de marcher avec quelques bataillons sur le mamelon de gauche, où étaient les mille Turcs; à Lannes, de marcher sur le mamelon de droite, où étaient les deux mille autres, et à Murat, qui était au centre, de faire filer la cavalerie sur les derrières des deux mamelons. Ces dispositions sont exécutées avec une grande précision : Destaing marche sur le mamelon de gauche, et le gravit hardiment; Murat le fait tourner par un escadron. Les Turcs, à cette vue, abandonnent leur poste, rencontrent la cavalerie qui les sabre et les pousse dans la mer, où ils aiment mieux se jeter que de se rendre. Vers la droite, la même opération s'exécute. Lannes aborde les deux mille Mameluks; Murat les tourne; ils sont également

Juillet 1799

Bataille
d'Aboukir
livrée
le 24 juillet.

Juillet 1799.

sabrés et jetés dans la mer. Destaing et Lannes se portent ensuite vers le centre, formé par un village, et l'attaquent de front. Les Turcs s'y défendent bravement, comptant sur un secours de la seconde ligne. Une colonne, en effet, se détache du camp d'Aboukir ; mais Murat, qui a déjà filé sur le derrière du village, sabre cette colonne, et la repousse dans Aboukir. L'infanterie de Destaing et celle de Lannes entrent au pas de charge dans le village, en chassent les Turcs, qu'on pousse dans toutes les directions, et qui, s'obstinant toujours à ne pas se rendre, n'ont pour retraite que la mer où ils se noient.

Déjà quatre à cinq mille avaient péri de cette manière, la première ligne était emportée, le but de Bonaparte était rempli, et il pouvait, resserrant les Turcs dans Aboukir, les bombarder, en attendant l'arrivée de Kléber et de Reynier. Mais il veut profiter de son succès, et achever sa victoire à l'instant même. Après avoir laissé reprendre haleine à ses troupes, il marche sur la seconde ligne. La division Lanusse, restée en réserve, appuie Lannes et Destaing. La redoute qui couvrait Aboukir était difficile à emporter ; elle renfermait neuf à dix mille Turcs. Vers la droite, un boyau la joignait à la mer ; vers la gauche, un autre boyau la prolongeait, mais sans joindre tout à fait le lac Madieh. L'espace ouvert était occupé par l'ennemi

Juillet 1799.

et balayé par de nombreuses canonnières. Bonaparte, habitué à porter ses soldats sur les plus formidables obstacles, les dirige sur la position ennemie. Ses divisions d'infanterie marchent sur le front et la droite de la redoute. La cavalerie, cachée dans un bois de palmiers, doit l'attaquer par la gauche, et traverser, sous le feu des canonnières, l'espace laissé ouvert entre la redoute et le lac Madieh. La charge s'exécute; Lannes et Destaing poussent leur brave infanterie en avant; la 32^e marche l'arme au bras sur les retranchements, la 18^e les tourne par l'extrême droite. L'ennemi, sans les attendre, s'avance à leur rencontre. On se joint corps à corps. Les soldats turcs, après avoir tiré leur coup de fusil et leurs deux coups de pistolet, font étinceler leur sabre. Ils veulent saisir les baïonnettes avec leurs mains; mais ils les reçoivent dans les flancs avant d'avoir pu les saisir. On s'égorge ainsi sur les retranchements. Déjà la 18^e est près d'arriver dans la redoute; mais un feu terrible d'artillerie la repousse et la ramène au pied des ouvrages. Le brave Leturcq est tué glorieusement en voulant se retirer le dernier; Fugières perd un bras. Murat, de son côté, s'était avancé avec sa cavalerie, pour franchir l'espace compris entre la redoute et le lac Madieh. Plusieurs fois il s'était élancé et avait refoulé l'ennemi; mais, pris entre les feux de la redoute et des canonnières, il avait

Juillet 1799.

été obligé de se replier en arrière. Quelques-uns de ses cavaliers s'étaient même avancés jusqu'aux fossés de la redoute ; les efforts de tant de braves paraissaient devoir être impuissants. Bonaparte contemplait ce carnage, attendant le moment favorable pour revenir à la charge. Heureusement les Turcs, suivant leur usage, sortent des retranchements pour venir couper les têtes des morts. Bonaparte saisit cet instant, lance deux bataillons, l'un de la 22^e, l'autre de la 69^e, qui marchent sur les retranchements et s'en emparent. A la droite, la 18^e profite aussi de l'occasion, et entre dans la redoute. Murat, de son côté, ordonne une nouvelle charge. L'un de ses escadrons traverse cet espace si redoutable qui règne entre les retranchements et le lac, et pénètre dans le village d'Aboukir. Alors les Turcs effrayés fuient de toutes parts ; on en fait un carnage épouvantable. On les pousse la baïonnette dans les reins, et on les précipite dans la mer. Murat, à la tête de ses cavaliers, pénètre dans le camp de Mustapha-Pacha. Celui-ci, saisi de désespoir, prend un pistolet, et le tire sur Murat qu'il blesse légèrement. Murat lui coupe deux doigts d'un coup de sabre, et l'envoie prisonnier à Bonaparte. Les Turcs qui ne sont ni tués ni noyés se retirent dans le fort d'Aboukir.

Destruction
complète de
l'armée turque.

Plus de douze mille cadavres flottaient sur cette mer d'Aboukir, qui naguère avait été couverte des

Juillet 1798

corps de nos marins : deux ou trois mille avaient péri par le feu ou le fer. Les autres, enfermés dans ce fort, n'avaient plus d'autre ressource que la clémence du vainqueur. Telle est cette extraordinaire bataille, où, pour la première fois peut-être dans l'histoire de la guerre, l'armée ennemie fut détruite tout entière. C'est dans cette occasion que Kléber, arrivant à la fin du jour, saisit Bonaparte au milieu du corps, et s'écria : *Général, vous êtes grand comme le monde !*

Ainsi, soit par l'expédition de Syrie, soit par la bataille d'Aboukir, l'Égypte était délivrée, du moins momentanément, des forces de la Porte. La situation de l'armée française pouvait être regardée comme assez rassurante. Après toutes les pertes qu'elle avait faites, elle comptait vingt-cinq mille hommes environ, mais les plus braves et les mieux commandés de l'univers. Chaque jour devait la faire mieux sympathiser avec les habitants, et consolider son établissement. Bonaparte y était depuis un an : arrivé en été avant l'inondation, il avait employé les premiers moments à s'emparer d'Alexandrie et de la capitale, ce qu'il avait obtenu par la bataille des Pyramides. Après l'inondation, et en automne, il avait achevé la conquête du Delta, et confié à Desaix la conquête de la haute Égypte. En hiver, il avait tenté l'expédition de Syrie, et détruit l'armée turque de Djezzar au mont

— Août 1799.

Thabor. Il venait, en été, de détruire la seconde armée de la Porte à Aboukir. Le temps avait donc été aussi bien employé que possible, et tandis que la victoire abandonnait en Europe les drapeaux de la France, elle leur restait fidèle en Afrique et en Asie. Les trois couleurs flottaient triomphantes sur le Nil et le Jourdain, sur les lieux mêmes d'où est partie la religion du Christ.

En apprenant
les nouvelles
d'Europe,
Bonaparte
se décide
sur-le-champ
à retourner
en France.

Bonaparte ignorait encore ce qui se passait en France ; aucune des dépêches du Directoire ni de ses frères ne lui était arrivée : il était dévoré d'inquiétude. Pour tâcher d'obtenir quelques nouvelles, il faisait croiser des bricks avec ordre d'arrêter les vaisseaux de commerce, et de s'instruire par eux des événements qui se passaient en Europe. Il envoya à la flotte turque un parlementaire qui, sous le prétexte de négocier un échange de prisonniers, devait tâcher d'obtenir quelques nouvelles. Sidney-Smith arrêta ce parlementaire, l'accueillit fort bien, et voyant que Bonaparte ignorait les désastres de la France, se fit un malin plaisir de lui donner un paquet de tous les journaux. Le parlementaire revint, et remit le paquet à Bonaparte. Celui-ci passa une nuit entière à dévorer ces feuilles, et à s'instruire de tout ce qui se passait dans sa patrie. Sur-le-champ sa détermination fut prise : il résolut de s'embarquer secrètement pour l'Europe, et d'essayer la traversée, au risque d'être saisi en

route par les flottes anglaises. Il manda le contre-amiral Gantheaume, et lui enjoignit de mettre les frégates *le Muiron* et *la Carrère* en état de faire voile. Il ne fit part de son projet à personne, courut au Caire pour faire toutes ses dispositions, rédigea une longue instruction pour Kléber, auquel il voulait laisser le commandement de l'armée, repartit aussitôt après pour Alexandrie.

Août 1799.

Le 5 fructidor (22 août), emmenant avec lui Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Marmont, Berthollet et Monge, il se rendit, escorté de quelques-uns de ses guides, sur une plage écartée. Quelques canots étaient préparés; ils s'embarquèrent et montèrent sur les deux frégates *le Muiron* et *la Carrère*. Elles étaient suivies des chebecks *la Revanche* et *la Fortune*. A l'instant même on mit à la voile, pour n'être plus au jour en vue des croiseurs anglais. Malheureusement un calme survint; on trembla d'être surpris, on voulait rentrer à Alexandrie; Bonaparte ne le voulut pas. « Soyez tranquilles, dit-il, nous passerons. » Comme César, il comptait sur la fortune.

Départ
de Bonaparte
pour la France

Ce n'était pas, comme on l'a dit, une lâche désertion, car il laissait une armée victorieuse, pour aller braver des dangers de tout genre, et, le plus terrible de tous, celui d'aller porter des fers à Londres. C'était une de ces témérités par lesquelles les grands ambitieux tentent le ciel et



Août 1799.

Opérations
en Europe.

auxquelles ils doivent ensuite cette confiance immense qui tour à tour les élève et les précipite.

Tandis que cette grande destinée était commise au hasard des vents ou d'une rencontre, la victoire revenait sous nos drapeaux en Europe, et la république sortait, par un sublime effort, des périls auxquels nous venons de la voir exposée. Masséna était toujours sur la ligne de la Limmat, différant le moment de reprendre l'offensive. L'armée d'Italie, après avoir perdu la bataille de Novi, s'était dispersée dans l'Apennin. Heureusement Souwarow ne profitait pas mieux de la victoire de Novi que de celle de la Trebbia, et perdait dans le Piémont un temps que la France employait en préparatifs. Dans ce moment, le conseil aulique, aussi peu constant dans ses plans que l'avait été le Directoire, en imagina un qui ne pouvait manquer de changer la face des événements. Il était jaloux de l'autorité que Souwarow avait voulu exercer en Italie, et avait vu avec peine que ce général eût écrit au roi de Sardaigne pour le rappeler dans ses États. Le conseil aulique avait des vues sur le Piémont, et tenait à en écarter le vieux maréchal. De plus, il régnait peu d'accord entre les Russes et les Autrichiens ; et ces raisons réunies décidèrent le conseil aulique à changer entièrement la distribution des troupes sur la ligne d'opération. Les Russes étaient mêlés aux Autrichiens

Le
conseil aulique
change
la distribution
des troupes
sur la ligne
d'opération.

sur les deux théâtres de la guerre. Korsakow opérait en Suisse avec l'archiduc Charles, et Souwarow avec Mélas en Italie. Le conseil aulique imagina de transporter l'archiduc Charles sur le Rhin et Souwarow en Suisse. De cette manière les deux armées russes devaient agir toutes deux en Suisse. Les Autrichiens devaient agir seuls sur le Rhin, ils devaient aussi agir seuls en Italie, où ils allaient être bientôt renforcés par une nouvelle armée, destinée à remplir le vide laissé par Souwarow. Le conseil aulique donna pour raison de ce changement qu'il fallait faire combattre ensemble les troupes de chaque nation ; que les Russes trouveraient en Suisse une température plus analogue à leur climat, et que le mouvement de l'archiduc Charles sur le Rhin seconderait l'expédition de Hollande. L'Angleterre ne pouvait manquer d'approuver ce plan, car elle espérait beaucoup, pour l'expédition de Hollande, de la présence de l'archiduc Charles sur le Rhin, et elle n'était pas fâchée que les Russes, entrés déjà à Corfou, et ayant le projet de s'emparer de Malte, fussent écartés de Gênes.

Ce revirement, exécuté en présence de Masséna, était excessivement dangereux, et d'ailleurs il transportait les Russes sur un théâtre qui ne leur convenait pas du tout. Ces soldats, habitués à charger en plaine et à la baïonnette, ne savaient

Août 1799.

Marche
de l'archiduc
Charles
sur le Rhin.



Août 1799.

pas tirer un coup de fusil ; et ce qu'il faut par-dessus tout dans les montagnes, ce sont d'habiles tirailleurs. Le conseil aulique, qui, suivant l'esprit des cabinets, faisait passer les raisons politiques avant les raisons militaires, défendit à ses généraux de faire une seule objection, et ordonna la rigoureuse exécution de ce plan pour les derniers jours d'août (milieu de fructidor).

Description
du théâtre
de la guerre
en Suisse.

On a déjà décrit la configuration du théâtre de la guerre et la distribution des armées sur ce théâtre. (*Voir la carte de la Suisse*¹, n° 31.) Les eaux partant des grandes Alpes, et tantôt coulant en forme de fleuves, tantôt séjournant en forme de lacs, présentaient différentes lignes inscrites les unes dans les autres, commençant à droite contre une grande chaîne de montagnes, et allant finir, à gauche, dans le grand fleuve qui sépare l'Allemagne de la France. Les deux principales étaient celles du Rhin et de la Limmat. Masséna, obligé d'abandonner celle du Rhin, s'était replié sur celle de la Limmat. Il avait même été obligé de se retirer un peu en arrière de celle-ci, et de s'appuyer sur l'Albis. La ligne de la Limmat n'en séparait par moins les deux armées.

1. Quelque soin que je mette à me rendre clair, je n'espérerais pas faire comprendre les événements qui vont suivre, si le lecteur n'avait sous les yeux la carte de la Suisse. Ces événements sont si extraordinaires, et ont décidé d'une manière si positive du salut de la France, que je les crois dignes d'être compris, et que j'engage vivement le lecteur à consulter cette carte.

Cette ligne se composait de la Linth, qui naît contre les grandes Alpes, dans le canton de Glaris, et se jette ensuite dans le lac de Zurich; du lac de Zurich; de la Limmat, qui sort de ce lac à Zurich même, et va se jeter enfin dans l'Aar près de Bruch. L'archiduc Charles était derrière la Limmat, de Bruck à Zurich. Korsakow était derrière le lac de Zurich, attendant qu'on lui assignât sa position. Hotze gardait la Linth.

D'après le plan convenu, l'archiduc, destiné au Rhin, devait être remplacé derrière la Limmat par Korsakow. Hotze devait rester sur la Linth avec le corps autrichien du Vorarlberg, afin de donner la main à Souwarow arrivant d'Italie. La question était de savoir quelle route on ferait prendre à Souwarow. Il avait à franchir les monts, et pouvait suivre l'une ou l'autre des lignes qui occupent la Suisse. S'il préférait pénétrer par la vallée du Rhin, il pouvait, en traversant le Splügen, se rendre par Coire sur le Rhin supérieur, et faire là sa jonction avec Hotze. On avait calculé qu'il pourrait être arrivé vers le 25 septembre (3 vendémiaire an VIII). Ce mouvement avait l'avantage de s'opérer loin des Français, hors de leur portée, et de ne dépendre ainsi d'aucun accident. Souwarow pouvait également prendre une autre route, et au lieu de suivre la ligne du Rhin, entrer par le Saint-Gothard dans la vallée de la Reuss, et

Septembre 1799.

Marche
de Souwarow
en Suisse.

Septembre 1799

déboucher par Schwitz derrière la ligne de la Linth, occupée par les Français. Cette marche avait l'avantage de le porter sur le revers de la ligne ennemie ; mais il fallait traverser le Saint-Gothard occupé par Lecourbe, il fallait préparer un mouvement de Hotze au delà de la Linth, pour qu'il vînt tendre la main à l'armée arrivant du Saint-Gothard ; il fallait, pour seconder ce mouvement, une attaque sur la Limmat ; il fallait, en un mot, une opération générale sur toute la ligne, et un à-propos, une précision difficiles à obtenir quand on agit à de si grandes distances et en détachements aussi nombreux. Ce plan, que les Russes rejettent sur les Autrichiens, et les Autrichiens sur les Russes, fut néanmoins préféré. En conséquence, une attaque générale fut prescrite sur toute la ligne, pour les derniers jours de septembre. Au moment où Souwarow débouchait du Saint-Gothard dans la vallée de la Reuss, Korsakow devait attaquer au-dessous du lac de Zurich, c'est-à-dire le long de la Limmat, et Hotze, au-dessus du lac, le long de la Linth. Deux des lieutenants de Hotze, Linken et Jellachich, devaient pénétrer dans le canton de Glaris jusqu'à Schwitz, et donner la main à Souwarow. La jonction générale une fois opérée, les troupes réunies en Suisse allaient s'élever à quatre-vingt mille hommes. Souwarow arrivait avec dix-huit mille ; Hotze en





LECOURBE.

Publié par Fume à Paris.

avait vingt-cinq, Korsakow trente. Ce dernier avait en réserve le corps de Condé et quelques mille Bavares. Mais, avant la jonction, trente mille sous Korsakow, et vingt-cinq mille sous Hotze, c'est-à-dire cinquante-cinq mille, se trouvaient exposés aux coups de toute l'armée de Masséna.

Septembre 1799.

Le moment, en effet, où l'archiduc Charles quittait la Limmat, et où Souwarow n'avait pas encore passé les Alpes, était trop favorable pour que Masséna ne le saisît pas, et ne sortît point enfin de l'inaction qu'on lui avait tant reprochée. Son armée avait été portée à soixante-quinze mille hommes environ, par les renforts qu'elle avait reçus ; mais elle devait s'étendre du Saint-Gothard à Bâle, ligne immense à couvrir. Lecourbe, formant sa droite, et ayant Gudin et Molitor sous ses ordres, gardait le Saint-Gothard, la vallée de la Reuss et la haute Linth, avec douze ou treize mille hommes. Soult, avec dix mille, occupait la Linth jusqu'à son embouchure dans le lac de Zurich. Masséna, avec les divisions Mortier, Klein, Lorges et Mesnard, formant un total de trente-sept mille hommes, était devant la Limmat, de Zurich à Bruck. La division Thureau, forte de neuf mille hommes, et la division Chabran, de huit, gardaient l'une le Valais, l'autre les environs de Bâle.

Forces
et disposition
de l'armée
de Masséna.

Masséna, quoique inférieur en forces, avait

Septembre 1799.

l'avantage de pouvoir réunir sa masse principale sur le point essentiel. Ainsi, il avait trente-sept mille hommes devant la Limmat, qu'il pouvait jeter sur Korsakow. Celui-ci venait de s'affaiblir de quatre mille hommes, envoyés en renfort à Hotze, par derrière le lac de Zurich, ce qui le réduisait à vingt-six mille. Le corps de Condé et les Bavares, qui devaient lui servir de réserve, étaient encore fort en arrière à Schaffhouse. Masséna pouvait donc lancer trente-sept mille hommes contre vingt-six mille. Korsakow battu, il pouvait se rejeter sur Hotze, et après les avoir tous deux mis en déroute, peut-être détruits, accabler Souwarow, qui arrivait en Suisse avec l'espoir d'y trouver un ennemi vaincu, ou du moins contenu dans sa ligne.

Masséna
fixe le jour
de son attaque
générale au
25 septembre.

Masséna, averti des projets des ennemis, devança d'un jour son attaque générale, et la fixa pour le 3 vendémiaire (25 septembre 1799). Depuis qu'il était retiré sur l'Albis, à quelques pas en arrière de la Limmat, le cours de cette rivière appartenait à l'ennemi. Il fallait le lui enlever par un passage : c'est ce qu'il se proposa d'exécuter avec ses trente-sept mille hommes. Tandis qu'il allait opérer au-dessous du lac de Zurich, il chargea Soult d'opérer au-dessus, et de franchir la Linth le même jour. Les militaires ont adressé un reproche à Masséna : il fallait, disent-ils, plutôt attirer Sou-

warow en Suisse que l'en éloigner : si donc, au lieu de laisser Lecourbe se battre inutilement au Saint-Gothard contre Souwarow, Masséna l'eût réuni à Soult, il aurait été plus assuré d'accabler Hotze et de franchir la Linth. Au reste, comme le résultat obtenu fut aussi grand qu'on pouvait le souhaiter, on n'a fait ce reproche à Masséna que dans l'intérêt rigoureux des principes.

La Limmat sort du lac de Zurich à Zurich même, et coupe la ville en deux parties. Conformément au plan convenu avec Hotze et Souwarow, Korsakow se disposait à attaquer Masséna, et pour cela il avait porté la masse de ses forces dans la partie de Zurich qui est en avant de la Limmat. Il n'avait laissé que trois bataillons à Closter-Fahr, pour garder un point où la Limmat est plus accessible ; il avait dirigé Durasow avec une division près de l'embouchure de la Limmat dans l'Aar, pour veiller de ce côté ; mais sa masse, forte de dix-huit mille hommes au moins, était en avant de la rivière, en situation offensive.

Masséna basa son plan sur cet état de choses. Il résolut de masquer plutôt que d'attaquer le point de Zurich, où Korsakow avait amassé ses forces ; puis avec une portion considérable de ses troupes, de tenter le passage de la Limmat à Closter-Fahr, point faiblement défendu. Le passage opéré, il voulait que cette division remontât la Limmat sur

Septembre 1799.

Plan
de Masséna.

Septembre 1799.

la rive opposée, et vint se placer sur les derrières de Zurich. Alors il se proposait d'attaquer Korsakow sur les deux rives et de le tenir enfermé dans Zurich même. Des conséquences immenses pouvaient résulter de cette disposition.

Mortier avec sa division, qui était forte de huit mille hommes, et occupait la droite de ce champ de bataille, fut dirigé sur Zurich. Elle devait contenir d'abord, puis attaquer la masse russe. Klein avec sa division, qui était forte de dix mille hommes, devait être placé à Altstetten, entre le point de Zurich et celui de Closter-Fahr, où l'on allait tenter le passage. Elle pouvait ainsi ou se porter devant Zurich, et donner secours à Mortier contre la masse russe, ou courir au point du passage, s'il était nécessaire de le seconder. Cette division renfermait quatre mille grenadiers, et une réserve de superbe cavalerie. La division Lorges, avec une partie de la division Mesnard, devait exécuter le passage à Closter-Fahr. Quinze mille hommes à peu près formaient cette masse. Le reste de la division Mesnard devait faire des démonstrations sur la basse Limmat pour tromper et retenir Durasow. (*Voir le plan de Zurich, n° 32.*)

Bataille
de Zurich livrée
les 25 et
26 septembre.

Ces dispositions, qui ont fait l'admiration de tous les critiques, furent mises à exécution le 3 vendémiaire an VIII (25 septembre 1799), à cinq heures du matin. Les apprêts du passage avaient été faits

près du village de Dietikon, avec un soin et un secret extraordinaires. Des barques avaient été traînées à bras, et cachées dans les bois. Dès le matin elles étaient à flot, et les troupes étaient rangées en silence sur la rive. Le général Foy, illustré depuis comme orateur, commandait l'artillerie à cette immortelle bataille ; il disposa plusieurs batteries de manière à protéger le passage. Six cents hommes s'embarquèrent hardiment, et arrivèrent sur l'autre rive. Sur-le-champ ils fondirent sur les tirailleurs ennemis, et les dispersèrent. Korsakow avait mis là, sur le plateau de Closter-Fahr, trois bataillons avec du canon. Notre artillerie, supérieurement dirigée, éteignit bientôt les feux de l'artillerie russe, et protégea le passage successif de notre avant-garde. Lorsque le général Gazan eut réuni aux six cents hommes qui avaient passé les premiers un renfort suffisant, il marcha sur les trois bataillons russes qui gardaient Closter-Fahr. Ceux-ci s'étaient logés dans un bois, et s'y défendirent bravement. Gazan les enveloppa, et fut obligé de tuer presque jusqu'au dernier homme pour les déloger. Ces trois bataillons détruits, le pont fut jeté. Le reste de la division Lorges et partie de la division Mesnard passèrent la Limmat : c'étaient quinze mille hommes portés au delà de la rivière. La brigade Bontemps fut placée à Regensdorf, pour faire face à Durasow, s'il voulait remon-

Septembre 1796Passage
de la Limmat.

septembre 1799.

ter de la basse Limmat. Le gros des troupes, dirigé par le chef d'état-major Oudinot, remonta la Limmat, pour se porter sur les derrières de Zurich.

Cette partie de l'opération achevée, Masséna se reporta de sa personne sur l'autre rive de la Limmat, pour veiller au mouvement de ses ailes. Vers la basse Limmat, Mesnard avait si bien trompé Durasow par ses démonstrations, que celui-ci s'était porté sur la rive, où il déployait tous ses feux. A sa droite, Mortier s'était avancé sur Zurich par Wollishofen, mais il y avait rencontré la masse de Korsakow, postée, comme on l'a dit, en avant de la Limmat, et avait été obligé de se replier. Masséna, arrivant dans cet instant, ébranla la division Klein, qui était à Altstetten. Humbert, à la tête de ses quatre mille grenadiers, marcha sur Zurich, et rétablit le combat. Mortier renouvela ses attaques, et on parvint à renfermer ainsi les Russes dans Zurich.

On parvient
à renfermer les
Russes
dans Zurich.

Pendant ce temps, Korsakow, chagriné d'entendre du canon sur ses derrières, avait reporté quelques bataillons au delà de la Limmat; mais ces faibles secours avaient été inutiles. Oudinot, avec ses quinze mille hommes, continuait à remonter la Limmat. Il avait enlevé le petit camp placé à Hong, ainsi que les hauteurs qui sont sur les derrières de Zurich, et s'était emparé de la grande route de Winterthur, qui donne issue en Alle-

magne, et la seule par laquelle les Russes pussent se retirer. Septembre 1799.

La journée était presque achevée, et d'immenses résultats étaient préparés pour le lendemain. Les Russes étaient enfermés dans Zurich; Masséna avait porté par le passage à Closter-Fahr quinze mille hommes sur leurs derrières, et placé dix-huit mille hommes devant eux. Il était difficile qu'il ne leur fit pas essuyer un désastre. On a pensé qu'il aurait dû, au lieu de laisser la division Klein devant Zurich, la porter par Closter-Fahr derrière cette ville, de manière à fermer tout à fait la route de Winterthur. Mais il craignait que, Mortier restant avec huit mille hommes seulement, Korsakow ne lui passât sur le corps et ne se jetât sur la Linth. Il est vrai que Korsakow aurait rencontré Soult et Lecourbe; mais il aurait pu rencontrer aussi Souwarow venant d'Italie, et on ne sait ce qui serait arrivé de cette singulière combinaison.

Korsakow s'était enfin aperçu de sa position, et avait porté ses troupes dans l'autre partie de Zurich, en arrière de la Limmat. Durasow, sur la basse Limmat, apprenant le passage, s'était dérobé; et, évitant la brigade Bontemps par un détour, était venu regagner la route de Winterthur. Le lendemain 4 vendémiaire (26 septembre), le combat devait être acharné, car les Russes voulaient se faire jour, et les Français voulaient re-

Reprise
du combat le 2

septembre 1799.

Korsakow bat
en retraite.

cueillir d'immenses trophées. Le combat commença de bonne heure. La malheureuse ville de Zurich, encombrée d'artillerie, d'équipages, de blessés, attaquée de tous côtés, était comme enveloppée de feux. De ce côté-ci de la Limmat, Mortier et Klein l'avaient abordée, et étaient près d'y pénétrer. Au delà, Oudinot la serrait par derrière et voulait fermer la route à Korsakow. Cette route de Winterthur, théâtre d'un combat sanglant, avait été prise et reprise plusieurs fois. Korsakow, songeant enfin à se retirer, avait mis son infanterie en tête, sa cavalerie au centre, son artillerie et ses équipages à la queue. Il s'avancait ainsi formant une longue colonne. Sa brave infanterie, chargeant avec furie, renverse tout devant elle, et s'ouvre un passage ; mais quand elle a passé avec une partie de la cavalerie, les Français reviennent à la charge, attaquent le reste de la cavalerie et les bagages, et les refoulent jusqu'aux portes de Zurich. Au même instant, Klein, Mortier, y entrent de leur côté. On se bat dans les rues. L'illustre et malheureux Lavater est frappé, sur la porte de sa maison, d'une balle par un soldat suisse ivre qui lui mit son fusil sur la poitrine pour avoir de l'argent ; il tomba atteint d'une blessure grave à la cuisse dont il mourut quelques mois après. Enfin, tout ce qui était resté dans Zurich est obligé de mettre bas les armes. Cent pièces de canon, tous les bagages,

les administrations, le trésor de l'armée et cinq mille prisonniers deviennent la proie des Français. Korsakow avait eu en outre huit mille hommes hors de combat dans cette lutte acharnée. Huit et cinq faisaient treize mille hommes perdus, c'est-à-dire la moitié de son armée. Les grandes batailles d'Italie n'avaient pas présenté des résultats plus extraordinaires. Les conséquences pour le reste de la campagne ne devaient pas être moins grandes que les résultats matériels. Korsakow, avec treize mille hommes au plus, se hâta de regagner le Rhin.

Septembre 1799Pertes
des Russes.

Pendant ce temps, Soult, chargé de passer la Linth au-dessus du lac de Zurich, exécutait sa mission avec non moins de bonheur que le général en chef. Il avait exécuté le passage entre Bilten et Richenburg. Cent cinquante braves, portant leur fusil sur leur tête, avaient traversé la rivière à la nage, abordé sur l'autre rive, balayé les tirailleurs, et protégé le débarquement de l'avant-garde. Hotze, accouru sur-le-champ au lieu du danger, était tombé mort d'un coup de feu, ce qui avait mis le désordre dans les rangs autrichiens. Petrasch, succédant à Hotze, avait en vain essayé de rejeter dans la Linth les corps qui avaient passé ; il avait été obligé de se replier, et s'était retiré précipitamment sur Saint-Gall et le Rhin, en laissant trois mille prisonniers et du canon. De leur côté, les

Succès
de Soult
au-dessus du lac
de Zurich.

Septembre 1799.

généraux Jellachich et Linken, chargés de venir par la haute Linth dans le canton de Glaris recevoir Souwarow au débouché du Saint-Gothard, s'étaient retirés en apprenant tous ces désastres. Ainsi, près de soixante mille hommes étaient repoussés déjà de la ligne de la Limmat, au delà de celle du Rhin, et repoussés après des pertes immenses. Souwarow, qui croyait déboucher en Suisse dans le flanc d'un ennemi attaqué de tous côtés, et qui croyait décider sa défaite en arrivant, allait trouver au contraire tous ses lieutenants dispersés, et s'engager au milieu d'une armée victorieuse de toutes parts.

Entrée
de Souwarow
en Suisse.

Parti d'Italie avec dix-huit mille hommes, il était arrivé au pied du Saint-Gothard le cinquième jour complémentaire de l'an VII (21 septembre). Il avait été obligé de démonter ses Cosaques pour charger son artillerie sur le dos de leurs chevaux. Il envoya Rosenberg avec six mille hommes, pour tourner le Saint-Gothard par Dissentis et le Crispalt. Arrivé le 1^{er} vendémiaire (23 septembre) à Airolo, à l'entrée de la gorge du Saint-Gothard, il y trouva Gudin avec une des brigades de la division Lecourbe. Il se battit là avec la dernière opiniâtreté; mais ses soldats, mauvais tireurs, ne sachant qu'avancer et se faire tuer, tombaient par pelotons sous les balles et les pierres. Il se décida enfin à inquiéter Gudin sur ses flancs, et il

l'obligea ainsi à céder la gorge jusqu'à l'Hôpital. Gudin, par sa résistance, avait donné à Lecourbe le temps de recueillir ses troupes. Celui-ci, n'ayant guère sous la main que six mille hommes, ne pouvait résister à Souwarow, qui arrivait avec douze mille, et à Rosemberg, qui, transporté déjà à Urseren, en avait six mille sur ses derrières. Il jeta son artillerie dans la Reuss, gagna ensuite la rive opposée en gravissant des rochers presque inaccessibles, et s'enfonça dans la vallée. Arrivé au delà d'Urseren, n'ayant plus Rosemberg sur ses derrières, il rompit le pont du Diable, et tua une multitude de Russes avant qu'ils eussent franchi le précipice en descendant dans le lit de la Reuss et en remontant la rive opposée. Lecourbe avait fait ainsi une retraite pied à pied, profitant de tous les obstacles pour fatiguer et tuer un à un les soldats de Souwarow.

L'armée russe arriva ainsi à Altorf, au fond de la vallée de la Reuss, accablée de fatigue, manquant de vivres et singulièrement affaiblie par les pertes qu'elle avait faites. A Altorf, la Reuss tombe dans le lac de Lucerne. Si Hotze, suivant le plan convenu, avait pu faire arriver Jellachich et Linken au delà de la Linth, jusqu'à Schwitz, il aurait envoyé des bateaux pour recevoir Souwarow à l'embouchure de la Reuss. Mais après les événements qui s'étaient passés, Souwarow ne trouva

Septembre 179

Situation
périlleuse
de Souwarow

septembre 1799.

pas une embarcation, et se vit enfermé dans une vallée épouvantable. C'était le 4 vendémiaire (26 septembre), jour du désastre général sur toute la ligne. Il ne lui restait d'autre ressource que de se jeter dans le Schachenthal, et de passer à travers des montagnes horribles, où il n'y avait aucune route tracée, pour pénétrer dans la vallée de Muthenthal. Il se mit en route le lendemain. Il ne pouvait passer qu'un homme de front dans le sentier qu'on avait à suivre. L'armée mit deux jours à faire ce trajet de quelques lieues. Le premier homme était déjà à Muten, que le dernier n'avait pas encore quitté Altorf. Les précipices étaient couverts d'équipages, de chevaux, de soldats mourants de faim ou de fatigue. Arrivé dans la vallée de Muthenthal, Souwarow pouvait déboucher par Schwitz, non loin du lac de Zurich, ou bien remonter la vallée, et par le Bragel se jeter sur la Linth. Mais du côté de Schwitz, Masséna arrivait avec la division Mortier, et de l'autre côté du Bragel était Molitor, qui occupait le défilé du Kloenthal, vers les bords de la Linth. Après avoir donné deux jours de repos à ses troupes, Souwarow se décida à rétrograder par le Bragel. Le 8 vendémiaire (30 septembre) il se mit en marche ; Masséna l'attaquait en queue, tandis que de l'autre côté du Bragel, Molitor lui tenait tête au défilé du Kloenthal. Rosenberg résista bravement à toutes les

Retraite
désastreuse
de Souwarow.

Octobre 1799.

attaques de Masséna, mais Bagration fit de vains efforts pour percer Molitor. Il s'ouvrit la route de Glaris, mais ne put percer celle de Wesen. Souwarow, après avoir livré des combats sanglants et meurtriers, coupé de toutes les routes, rejeté sur Glaris, n'avait d'autre ressource que de remonter la vallée d'Engi pour se jeter dans celle du Rhin. Mais cette route était encore plus affreuse que celle qu'il avait parcourue. Il s'y décida cependant, et, après quatre jours d'efforts et des souffrances inouïes, atteignit Coire et le Rhin. De ses dix-huit mille hommes, il en avait à peine sauvé dix mille. Les cadavres de ses soldats remplissaient les Alpes. Ce barbare prétendu invincible se retirait couvert de confusion et plein de rage. En quinze jours, plus de vingt mille Russes et cinq à six mille Autrichiens avaient succombé. Les armées prêtes à nous envahir étaient chassées de la Suisse et rejetées en Allemagne. La coalition était dissoute, car Souwarow, irrité contre les Autrichiens, ne voulait plus servir avec eux. On peut dire que la France était sauvée.

Gloire éternelle à Masséna, qui venait d'exécuter l'une des plus belles opérations dont l'histoire de la guerre fasse mention, et qui nous avait sauvés dans un moment plus périlleux que celui de Valmy et de Fleurus ! Il faut admirer les batailles grandes par la conception ou le résultat politique ; mais il faut célébrer surtout celles qui sauvent. On doit

Octobre 1799.

l'admiration aux unes et la reconnaissance aux autres. Zurich est le plus beau fleuron de Masséna, et il n'en existe pas de plus beau dans aucune couronne militaire.

Événements
en Hollande.

Pendant que ces événements si heureux se passaient en Suisse, la victoire nous revenait en Hollande. Brune, faiblement pressé par l'ennemi, avait eu le temps de concentrer ses forces, et après avoir battu les Anglo-Russes à Kastrikum, les avait enfermés au Zip, et réduits à capituler. Les conditions étaient l'évacuation de la Hollande, la restitution de ce qui avait été pris au Helder, et l'élargissement sans échange de huit mille prisonniers. On aurait souhaité la restitution de la flotte hollandaise ; mais les Anglais s'y refusaient, et on craignait, en rejetant la capitulation, le mal qu'ils pouvaient faire au pays.

Défaite
et capitulation
des
Anglo-Russes.

Coup d'œil
sur la campagne
de 1799.

Ainsi se termina cette mémorable campagne de 1799. La république, entrée trop tôt en action, et commettant la faute de prendre l'offensive, sans avoir auparavant concentré ses forces, avait été battue à Stockach et à Magnano, et avait perdu ainsi par ces deux défaites l'Allemagne et l'Italie. Masséna, resté seul en Suisse, formait un saillant dangereux entre deux masses victorieuses. Il s'était replié sur le Rhin, puis sur la Limmat, et enfin sur l'Albis. Là, il s'était rendu inattaquable durant quatre mois. Pendant ce temps, l'armée de Na-

Octobre 1799.

ples, tâchant de se réunir à l'armée de la haute Italie, avait été battue à la Trebbia. Réunie plus tard à cette armée par derrière l'Apennin, ralliée et renforcée, elle avait perdu son général à Novi, avait été battue de nouveau, et avait définitivement perdu l'Italie. L'Apennin était même envahi et le Var menacé. Mais là avait été le terme de nos malheurs. La coalition, revirant ses forces, avait porté l'archiduc Charles sur le Rhin, et Souwarow en Suisse. Masséna, saisissant ce moment, avait détruit Korsakow privé de l'archiduc, et mis en fuite Souwarow privé de Korsakow. Il avait ainsi réparé nos malheurs par une immortelle victoire. En Orient, de beaux triomphe avaient terminé la campagne. Mais, il faut le dire, si ces grands exploits avaient soutenu la république près de succomber, s'ils lui avaient rendu quelque gloire, ils ne lui avaient rendu ni sa grandeur ni sa puissance. La France était sauvée, mais elle n'était que sauvée; elle n'avait point encore recouvré son rang, et elle courait même des dangers sur le Var.

LIVRE XLIV

DIX-HUIT BRUMAIRE.

Retour de Bonaparte ; son débarquement à Fréjus ; enthousiasme qu'il inspire. — Agitation de tous les partis à son arrivée. — Il se coalise avec Sieyès pour renverser la constitution directoriale. — Préparatifs et journée du 18 brumaire. — Renversement de la constitution de l'an III, institution du consulat provisoire. — Fin de cette histoire.

Situation
de la France
à la fin de 1799.

Les nouvelles de la bataille de Zurich et de la capitulation des Anglo-Russes se succédèrent presque immédiatement, et rassurèrent les imaginations épouvantées. C'était la première fois que ces Russes si odieux étaient battus, et ils l'étaient si complètement que la satisfaction devait être profonde. Mais l'Italie était toujours perdue, le Var était menacé, la frontière du Midi en péril. Les grandeurs de Campo-Formio ne nous étaient pas rendues. Du reste, les périls les plus grands n'étaient pas au dehors, mais au dedans. Un gouvernement désorganisé, des partis ingouvernables, qui ne voulaient pas subir l'autorité et qui n'étaient cependant plus assez forts pour s'en emparer ; partout une espèce

Octobre 1799.

de dissolution sociale, et le brigandage, signe de cette dissolution, infestant les grandes routes, surtout dans les provinces déchirées autrefois par la guerre civile; telle était la situation de la république. Un répit de quelques mois étant assuré par la victoire de Zurich, c'était moins d'un défenseur qu'on manquait dans le moment, que d'un chef qui s'emparât des rênes du gouvernement. La masse entière de la population voulait à tout prix du repos, de l'ordre, la fin des disputes, l'unité des volontés. Elle avait peur des jacobins, des émigrés, des chouans, de tous les partis. C'était le moment d'une merveilleuse fortune pour celui qui calmerait toutes ces peurs.

Les dépêches contenant le récit de l'expédition de Syrie, des batailles du mont Thabor et d'Aboukir, produisirent un effet extraordinaire, et confirmèrent cette idée que le héros de Castiglione et de Rivoli resterait vainqueur partout où il se montrerait. Son nom se retrouva aussitôt dans toutes les bouches, et la question : *Que fait-il? Quand vient-il?* se renouvela de toutes parts. S'il allait revenir ! disait-on... Par un instinct singulier, le bruit qu'il était arrivé courut deux ou trois fois. Ses frères lui avaient écrit, sa femme aussi ; mais on ignorait si ces dépêches lui étaient parvenues. On a vu, en effet, qu'elles n'avaient pu traverser les croisières anglaises.

Effet
extraordinaire
produit par
les nouvelles
d'Egypte.

Octobre 1799.

Navigation
de Bonaparte.

Pendant ce temps, cet homme, objet de vœux si singuliers, voguait tranquillement sur les mers, au milieu des flottes anglaises. La traversée n'était pas heureuse, et les vents contraires la prolongeaient. Plusieurs fois on avait vu les Anglais, et on avait craint de devenir leur proie. Lui seul, se promenant sur le pont de son vaisseau avec un air calme et serein, se confiant à son étoile, apprenait à y croire et à ne pas s'agiter pour des périls inevitables. Il lisait la Bible et le Koran, œuvres des peuples qu'il venait de quitter. Craignant, d'après les derniers événements, que le midi de la France ne fût envahi, il avait fait gouverner, non vers les côtes de Provence, mais vers celles du Languedoc. Il voulait débarquer à Collioure ou à Port-Vendres. Un coup de vent l'avait ramené vers la Corse. L'île entière était accourue au-devant du célèbre compatriote. On avait ensuite fait voile vers Toulon. On allait arriver, lorsque tout à coup, au coucher du soleil, on vit sur le flanc gauche du vaisseau trente voiles ennemies : on les voyait au milieu des rayons du soleil couchant. On proposait de mettre un canot à la mer pour aborder furtivement à terre. Se confiant toujours dans le destin, Bonaparte dit qu'il fallait attendre. L'ennemi, en effet, disparut, et le 17 vendémiaire an VIII (8 octobre 1799), à la pointe du jour, les frégates *le Muiron* et *la Carrère*, les chebecs *la Revanche* et *la For-*

Son
débarquement
à Fréjus
le 8 octobre.

tune vinrent mouiller dans le golfe de Fréjus ¹.

Octobre 1799.

Les habitants de la Provence avaient craint, pendant trois années de suite, l'invasion de l'ennemi. Bonaparte les avait délivrés de cette crainte en 1796 ; mais elle leur était revenue plus grande que jamais depuis la bataille de Novi. En apprenant que Bonaparte était mouillé sur la côte, ils crurent leur sauveur arrivé. Tous les habitants de Fréjus accoururent, et en un instant la mer fut couverte d'embarcations. Une multitude ivre d'enthousiasme et de curiosité envahit les vaisseaux, et, violant toutes les lois sanitaires, communiqua avec les nouveaux arrivés. Tous demandaient Bonaparte, tous voulaient le voir. Il n'était plus temps de faire observer les lois sanitaires. L'administration de la santé dut dispenser le général de la quarantaine, car il aurait fallu condamner à la même précaution toute la population, qui avait déjà communiqué avec les équipages. Bonaparte descendit sur-le-champ à terre, et le jour même voulut monter en voiture pour se rendre à Paris.

Le télégraphe, aussi prompt que les vents, avait déjà répandu sur la route de Fréjus à Paris la grande nouvelle du débarquement de Bonaparte. Sur-le-champ la joie la plus confuse avait éclaté. La nouvelle, annoncée sur tous les théâtres, y

Euthousiasme
général inspiré
par le retour
de Bonaparte.

1. Voyez la note à la fin du volume.

Octobre 1799.

avait produit des élans extraordinaires. Les chants patriotiques avaient remplacé partout les représentations théâtrales. Le député Baudin (des Ardennes), l'un des auteurs de la constitution de l'an III, républicain sage et sincère, attaché à la république jusqu'à la passion, et la croyant perdue si un bras puissant ne venait la soutenir; Baudin (des Ardennes) expira de joie en apprenant cet événement.

Bonaparte était parti le jour même du 15 vendémiaire (9 octobre) pour Paris. Il avait passé par Aix, Avignon, Valence, Lyon. Dans toutes ces villes, l'enthousiasme fut immodéré. Les cloches retentissaient dans les villages, et pendant la nuit des feux étaient allumés sur les routes. A Lyon surtout, les élans furent plus vifs encore que partout ailleurs. En partant de cette dernière ville, Bonaparte, qui voulait arriver incognito, prit une autre route que celle qu'il avait indiquée à ses courriers. Ses frères et sa femme, trompés sur sa direction, couraient à sa rencontre, tandis qu'il arrivait à Paris. Le 24 vendémiaire (16 octobre), il était déjà dans sa maison de la rue Chantierine, sans que personne se doutât de son arrivée. Deux heures après, il se rendit au Directoire. La garde le reconnut, et poussa, en le voyant, le cri de *Vive Bonaparte!* Il courut chez le président du Directoire : c'était Gohier. Il fut convenu qu'il serait présenté le lendemain au Directoire. Le len-

Arrivée
de Bonaparte
à Paris.

demain 25, il se présenta en effet devant cette magistrature suprême. Il dit qu'après avoir consolidé l'établissement de son armée en Égypte, par les victoires du mont Thabor et d'Aboukir, et confié son sort à un général capable d'en assurer la prospérité, il était parti pour voler au secours de la république, qu'il croyait perdue. Il la trouvait sauvée par les exploits de ses frères d'armes, et il s'en réjouissait. Jamais, ajoutait-il en mettant la main sur son épée, jamais il ne la tirerait que pour la défense de cette république. Le président le complimenta sur ses triomphes et sur son retour, et lui donna l'accolade fraternelle. L'accueil fut en apparence très-flatteur, mais au fond les craintes étaient maintenant trop réelles et trop justifiées par la situation, pour que son retour fit plaisir aux cinq magistrats républicains.

Lorsque, après une longue apathie, les hommes se réveillent et s'attachent à quelque chose, c'est avec passion. Dans ce néant où étaient tombés les opinions, les partis et toutes les autorités, on était demeuré quelque temps sans s'attacher à rien. Le dégoût des hommes et des choses était universel; mais à l'apparition de l'individu extraordinaire que l'Orient venait de rendre à l'Europe d'une manière si imprévue, tout dégoût, toute incertitude venaient de cesser. C'est sur lui que

Octobre 1799.

Première
entrevue
de Bonaparte et
du Directoire.

Octobre 1799.

Bonaparte
est recherché
par
les mécontents
de tous
les partis.

se fixèrent sur-le-champ les regards, les vœux et les espérances.

Tous les généraux, employés ou non employés, patriotes ou modérés, tous accoururent chez Bonaparte. C'était naturel, puisqu'il était le premier membre de cette classe si ambitieuse et si mécontente. En lui elle semblait avoir trouvé un vengeur contre le gouvernement. Tous les ministres, tous les fonctionnaires successivement disgraciés pendant les fluctuations du Directoire, accoururent aussi auprès du nouvel arrivé. Ils allaient en apparence visiter le guerrier illustre, et en réalité observer et flatter l'homme puissant auquel l'avenir semblait appartenir.

Bonaparte avait amené Lannes, Murat et Berthier qui ne le quittaient pas. Bientôt Jourdan, Augereau, Macdonald, Beurnonville, Leclerc, Lefebvre, Marbot, malgré des différences d'opinions, se montrèrent auprès de lui. Moreau lui-même fit bientôt partie de ce cortège. Bonaparte l'avait rencontré chez Gohier. Sentant que sa supériorité lui permettait de faire le premier pas, il alla à Moreau, lui témoigna son impatience de le connaître, et lui exprima une estime qui le toucha profondément. Il lui donna ensuite un damas enrichi de pierreries, et parvint à le gagner tout à fait. En quelques jours Moreau fut de sa cour. Il était mécontent aussi, et il allait avec tous

ses camarades chez le vengeur présumé. A ces guerriers illustres se joignirent des hommes de toutes les carrières : on y vit Bruix, l'ex-ministre de la marine qui venait de parcourir la Méditerranée à la tête des flottes française et espagnole, homme d'un esprit fin et délié, aussi habile à conduire une négociation qu'à diriger une escadre. On y vit aussi M. de Talleyrand, qui avait des raisons de craindre le mécontentement de Bonaparte pour n'être point allé à Constantinople. Mais M. de Talleyrand comptait sur son esprit, sur son nom, sur son importance pour être bien accueilli. Il le fut bien. Ces deux hommes avaient trop de goût l'un pour l'autre, et trop besoin de se rapprocher, pour se boudier mutuellement. On voyait encore rue Chantierine Rœderer, l'ancien procureur de la commune, homme plein de franchise et d'esprit ; Regnaud de Saint-Jean d'Angely, ancien constituant, orateur brûlant et fécond auquel Bonaparte s'était attaché en Italie, et qu'il avait employé à Malte.

Mais ce n'étaient pas seulement les disgraciés, les mécontents qui se rendaient chez Bonaparte. Les chefs actuels du gouvernement s'y montrèrent avec le même empressement. Tous les directeurs et tous les ministres lui donnèrent des fêtes, comme au retour d'Italie. Une grande partie des députés des deux conseils se firent présenter chez lui. Les

Octobre 1799.

Empressement
des directeurs et
des ministres
auprès
de Bonaparte.

Octobre 1799.

ministres et les directeurs lui décernèrent un hommage bien plus flatteur ; ils vinrent le consulter à chaque instant sur ce qu'ils avaient à faire. Dubois-Crancé, le ministre de la guerre, avait en quelque sorte transporté son portefeuille chez Bonaparte. Moulins, celui des directeurs qui s'occupait spécialement de la guerre, passait une partie des matinées avec lui. Gohier, Roger-Ducos y allaient aussi. Cambacérès, ministre de la justice, jurisconsulte habile, qui avait pour Bonaparte le goût que les hommes faibles ont pour la force, et que Bonaparte affectait de caresser pour prouver qu'il savait apprécier le mérite civil ; Fouché, ministre de la police, qui voulait échanger son protecteur usé, Barras, contre un protecteur neuf et puissant ; Réal, commissaire près le département de la Seine, ardent et généreux patriote, et l'un des hommes les plus spirituels du temps, étaient également assidus auprès de Bonaparte, et s'entretenaient avec lui des affaires de l'État. Il y avait à peine huit jours que le général était à Paris, et déjà le gouvernement des affaires lui arrivait presque involontairement. A défaut de sa volonté, qui n'était rien encore, on lui demandait son avis. Pour lui, avec sa réserve accoutumée, il affectait de se soustraire aux empressements dont il était l'objet. Il refusait beaucoup de monde, il se montrait peu, et ne sortait pour ainsi dire qu'à la

Conduite
réservée
de Bonaparte.

 Octobre 1799.

dérobée. Son visage était devenu plus sec, son teint plus foncé. Il portait depuis son retour une petite redingote grise et un sabre turc attaché à un cordon de soie. Pour ceux qui avaient eu la bonne fortune de le voir, c'était un emblème qui rappelait l'Orient, les Pyramides, le mont Thabor, Aboukir. Les officiers de la garnison, les quatre adjudants de la garde nationale, l'état-major de la place, demandaient à lui être présentés. Il différait de jour en jour, et semblait ne se prêter qu'à regret à tous ces hommages. Il écoutait, ne s'ouvrait encore à personne, et observait toutes choses. Cette politique était profonde. Quand on est nécessaire, il ne faut pas craindre d'attendre ; on irrite l'impatience des hommes, ils accourent à vous, et vous n'avez plus qu'à choisir.

Que va faire Bonaparte ? était la question que tout le monde s'adressait. Elle prouvait qu'il y avait quelque chose d'inévitable à faire. Deux partis principaux, et un troisième, subdivision des deux autres, s'offraient à lui, et étaient disposés à le servir, s'il adoptait leurs vues : c'étaient les patriotes, les modérés ou politiques, enfin les *pourris*, comme on les appelait, corrompus de tous les temps et de toutes les factions.

Les patriotes se défiaient bien de Bonaparte et de son ambition ; mais avec leur goût de détruire, et leur imprévoyance du lendemain, ils se seraient

Les patriotes
souhaitent
que Bonaparte
se rende
à la frontière.

Octobre 1799.

servis de son bras pour tout renverser, sauf à s'occuper ensuite de l'avenir. Du reste, il n'y avait de cet avis que les forcenés, qui, toujours mécontents de ce qui existait, regardaient le soin de détruire comme le plus pressant de tous. Le reste des patriotes, ceux qu'on pouvait appeler les républicains, se défiaient de la renommée du général, voulaient tout au plus qu'on lui donnât place au Directoire, voyaient même avec peine qu'il fallût pour cela lui accorder une dispense d'âge, et souhaitaient par-dessus tout qu'il allât aux frontières relever la gloire de nos armes, et rendre à la république sa première splendeur.

Les modérés
demandent
un changement.

Les modérés ou politiques, gens craignant les fureurs des partis, et surtout celles des jacobins, n'espérant plus rien d'une constitution violée et usée, voulaient un changement, et souhaitaient qu'il se fît sous les auspices d'un homme puissant. « Prenez le pouvoir, faites-nous une constitution « sage et modérée, et donnez-nous de la sécurité, » tel était le langage intérieur qu'ils adressaient à Bonaparte. Ils composaient le parti le plus nombreux en France. Il y entrait même beaucoup de patriotes compromis, qui, ayant peur pour la révolution, voulaient en confier le salut à un homme puissant. Ils avaient la majorité dans les Anciens, une minorité assez forte dans les Cinq-Cents. Ils avaient suivi jusqu'ici la plus grande renommée

civile, celle de Sieyès, et s'y étaient d'autant plus attachés que Sieyès avait été plus maltraité au Manège. Aujourd'hui ils devaient courir avec bien plus d'empressement au-devant de Bonaparte, car c'était la force qu'ils cherchaient, et elle était bien plus grande dans un général victorieux que dans un publiciste, quelque illustre qu'il fût.

Octobre 1799.

Les *pourris* enfin étaient tous les fripons, tous les intrigants qui cherchaient à faire fortune, qui s'étaient déshonorés en la faisant, et qui voulaient la faire encore au même prix. Ils suivaient Barras et le ministre de la police Fouché. Il y avait de tout parmi eux, des jacobins, des modérés, des royalistes même. Ce n'était point un parti, mais une coterie nombreuse.

Coterie
des *pourris*.

Il ne faut pas, à la suite de cette énumération, compter les partisans de la royauté. Ils étaient trop annulés depuis le 18 fructidor, et d'ailleurs Bonaparte ne leur inspirait rien. Un tel homme ne pouvait songer qu'à lui, et ne pouvait prendre le pouvoir pour le remettre à d'autres. Ils se contentaient donc de faire nombre avec les ennemis du Directoire, et de l'accuser dans la langue de tous les partis.

Parmi ces différents partis, Bonaparte ne pouvait faire qu'un choix. Les patriotes ne lui convenaient pas du tout. Les uns, attachés à ce qui existait, se défiaient de son ambition ; les autres voulaient un

Quel était le
choix possible
de Bonaparte.

Octobre 1799.

coup de main, puis rien que des agitations interminables, et on ne pouvait rien fonder avec eux. D'ailleurs ils étaient en sens contraire de la marche du temps, et ils exhalaient leurs dernières ardeurs. Les *pourris* n'étaient rien, ils n'étaient quelque chose que dans le gouvernement, où ils s'étaient naturellement introduits, car c'est là que tendent toujours leurs vœux. Au reste, il n'y avait qu'à ne pas s'en occuper ; ils devaient venir à celui qui réunirait le plus de chances en sa faveur, parce qu'ils voulaient rester en possession des places et de l'argent. Le seul parti sur lequel Bonaparte pût s'appuyer était celui qui, partageant les besoins de toute la population, voulût mettre la république à l'abri des factions, en la constituant d'une manière solide. C'était là qu'était tout l'avenir, c'était là qu'il devait se ranger.

Son choix ne pouvait être douteux : par instinct seul il était fait d'avance. Bonaparte avait horreur des hommes turbulents, dégoût des hommes corrompus. Il ne pouvait aimer que ces hommes modérés qui voulaient qu'on gouvernât pour eux. C'était d'ailleurs la nation même. Mais il fallait attendre, se laisser prévenir par les offres des partis, et observer leurs chefs, pour voir avec lesquels d'entre eux on pourrait faire alliance.

Les partis étaient tous représentés au Directoire. Les patriotes avaient, comme on l'a vu, Moulins

et Gohier. Les *pourris* avaient Barras. Les politiques ou modérés avaient Sieyès et Roger-Ducos.

Octobre 1799.

Gohier et Moulins, patriotes sincères et honnêtes, plus modérés que leur parti, parce qu'ils étaient au pouvoir, admiraient Bonaparte ; mais ne voulant se servir de son épée que pour la gloire de la constitution de l'an III, ils souhaitaient de l'envoyer aux armées. Bonaparte les traitait avec beaucoup d'égards ; il estimait leur honnêteté, car il l'a toujours aimée chez les hommes (c'est un goût naturel et intéressé chez un homme né pour gouverner). D'ailleurs, les égards qu'il avait pour eux étaient un moyen de prouver qu'il honorait les vrais républicains. Sa femme s'était liée avec celle de Gohier. Elle calculait aussi, et elle avait dit à madame Gohier : « Mon intimité avec vous répondra à toutes les calomnies. »

Barras, qui sentait sa fin politique approcher, et qui voyait dans Bonaparte un successeur inévitable, le détestait profondément. Il aurait consenti à le flatter comme autrefois, mais il se sentait plus méprisé que jamais par lui, et il en demeurait éloigné. Bonaparte avait pour cet épicurien ignorant, blasé, corrompu, une aversion tous les jours plus insurmontable. Le nom de *pourris* qu'il avait donné à lui et aux siens prouvait assez son dégoût et son mépris. Il était difficile qu'il consentît à s'allier à lui.

Octobre 1799.

Antipathie
de Sieyès
et de Bonaparte.

Restait l'homme vraiment important, c'était Sieyès, entraînant à sa suite Roger-Ducos. En appelant Sieyès au Directoire au moment du 30 prairial, il semblait qu'on eût songé à se jeter dans ses bras. Bonaparte lui en voulait presque d'avoir pris la première place en son absence, d'avoir fixé un moment les esprits, et d'avoir fait naître des espérances. Il avait contre lui une humeur qu'il ne s'expliquait pas. Quoique fort opposés par le génie et les habitudes, ils avaient cependant assez de supériorité pour s'entendre et se pardonner leurs différences, mais trop d'orgueil pour se faire des concessions. Malheureusement ils ne s'étaient point encore adressé la parole, et deux grands esprits qui ne se sont pas encore flattés sont naturellement ennemis. Ils s'observaient, et chacun des deux attendait que l'autre fit les premiers pas. Ils se rencontrèrent à dîner chez Gohier. Bonaparte s'était senti assez au-dessus de Moreau pour faire les premiers pas ; il ne crut pas pouvoir les faire envers Sieyès, et il ne lui parla pas. Celui-ci garda le même silence. Ils se retirèrent furieux. « Avez-vous vu ce petit insolent ? dit Sieyès ; il n'a pas même salué le membre d'un gouvernement qui aurait dû le faire fusiller. — Quelle idée a-t-on eue, dit Bonaparte, de mettre ce prêtre au Directoire ? il est vendu à la Prusse, et si on n'y prend garde, il vous livrera à elle. » Ainsi, dans les hommes

de la plus grande supériorité, l'orgueil l'emporte même sur la politique. Si, du reste, il en était autrement, ils n'auraient plus cette hauteur qui les rend propres à dominer les hommes.

Ainsi, le personnage que Bonaparte avait le plus d'intérêt à gagner était celui pour lequel il avait le plus d'éloignement. Mais leurs intérêts étaient tellement identiques, qu'ils allaient être, malgré eux-mêmes, poussés l'un vers l'autre par leurs propres partisans.

Tandis qu'on s'observait, et que l'affluence chez Bonaparte allait toujours croissant, celui-ci, incertain encore du parti qu'il devait prendre, avait sondé Gohier et Ducos, pour savoir s'ils voudraient consentir à ce qu'il fût directeur, quoiqu'il n'eût pas l'âge nécessaire. C'était à la place de Sieyès qu'il aurait voulu entrer au gouvernement. En excluant Sieyès, il devenait le maître de ses autres collègues, et était assuré de gouverner sous leur nom. C'était sans doute un succès bien incomplet ; mais c'était un moyen d'arriver au pouvoir sans faire précisément une révolution ; et une fois arrivé, il avait le temps d'attendre. Soit qu'il fût sincère, soit qu'il voulût les tromper, ce qui est possible, et leur persuader qu'il ne portait pas son ambition au delà d'une place au Directoire, il les sonda, et les trouva intraitables sous le rapport de l'âge. Une dispense, quoique donnée par les conseils, leur

Octobre 1799.

paraissait une infraction à la constitution. Il fallut renoncer à cette idée.

Les deux directeurs Gohier et Moulins, commençant à s'inquiéter de l'ardeur que Bonaparte montrait pour les fonctions politiques, imaginèrent de l'éloigner, en lui donnant le commandement d'une armée. Sieyès ne fut pas de cet avis, et dit avec humeur que, loin de lui fournir l'occasion d'une gloire nouvelle, il fallait, au contraire, l'oublier et le faire oublier. Comme on parlait de l'envoyer en Italie, Barras dit qu'il y avait assez bien fait ses affaires pour n'avoir pas envie d'y retourner. Enfin il fut décidé qu'on l'appellerait pour l'inviter à prendre un commandement, en lui laissant le choix de l'armée à commander.

Le Directoire
veut faire
accepter
à Bonaparte le
commandement
d'une armée.

Bonaparte, mandé, se rendit au Directoire. Il connaissait le propos de Barras. Avant qu'on lui eût notifié l'objet pour lequel on l'appelait, il prit la parole d'un ton haut et menaçant, cita le propos dont il avait à se plaindre, et, regardant Barras, dit que s'il avait fait sa fortune en Italie, ce n'était pas, du moins, aux dépens de la république. Barras se tut. Le président Gohier répondit à Bonaparte que le gouvernement était persuadé que ses lauriers étaient la seule fortune qu'il eût rapportée d'Italie. Il lui dit ensuite que le Directoire l'invitait à prendre un commandement, et lui laissait d'ailleurs le choix de l'armée. Bonaparte ré-

pondit froidement qu'il n'était pas encore assez reposé de ses fatigues, que la transition d'un climat sec à un climat humide l'avait fortement éprouvé, et qu'il lui fallait encore quelque temps pour se remettre. Il se retira sans plus d'explication. Un pareil fait devait avertir les directeurs de ses vues, et l'avertir lui-même de leurs défiances.

C'était un motif de se hâter : ses frères, ses conseillers habituels, Rœderer, Réal, Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Bruix, Talleyrand, lui amenaient tous les jours des membres du parti modéré et politique dans les conseils. C'étaient, dans les Cinq-Cents, Boulay (de la Meurthe), Gaudin, Chazal, Cabanis, Chénier ; dans les Anciens, Cornudet, Lemer cier, Fargues, Daunou. Leur avis à tous était qu'il fallait s'allier au vrai parti, au parti réformateur, et s'unir à Sieyès, qui avait une constitution toute faite, et la majorité dans le conseil des Anciens. Bonaparte était bien de leur avis, et sentait qu'il n'avait pas de choix à faire ; mais il fallait qu'on le rapprochât de Sieyès, et c'était difficile. Cependant les intérêts étaient si grands, et il y avait entre son orgueil et celui de Sieyès des entremetteurs si délicats, si adroits, que l'alliance ne pouvait pas tarder à se faire. M. de Talleyrand eût concilié des orgueils encore plus sauvages que celui de ces deux hommes. Bientôt la négociation fut entamée et achevée. Il fut convenu qu'une

Octobre 1799.

Des
intermédiaires
rapprochent
Bonaparte
et Sieyès.

Octobre 1799.

constitution plus forte serait donnée à la France, sous les auspices de Sieyès et de Bonaparte. Sans qu'on se fût expliqué sur la forme et l'espèce de cette constitution, il fut sous-entendu qu'elle serait républicaine, mais qu'elle délivrerait la France de ce que l'un et l'autre appelaient les bavards, et donnerait aux deux esprits puissants qui s'alliaient la plus grande part d'influence.

Un systématique rêvant l'accomplissement trop différé de ses conceptions, un ambitieux voulant régir le monde, étaient, au milieu de ce néant de tous les systèmes et de toutes les forces, éminemment propres à se coaliser. Peu importait l'incompatibilité de leur humeur. L'adresse des intermédiaires et la gravité des intérêts suffisaient pour pallier cet inconvénient, du moins pour un moment : et c'était assez d'un moment pour faire une révolution.

Bonaparte était donc décidé à agir avec Sieyès et Roger-Ducos. Il montrait toujours le même éloignement pour Barras, les mêmes égards pour Gohier et Moulins, et gardait une égale réserve avec les trois. Mais Fouché, habile à deviner la fortune naissante, voyait avec le plus grand regret l'éloignement de Bonaparte pour son patron Barras, et était désolé de voir que Barras ne fît rien pour vaincre cet éloignement. Il était tout à fait décidé à passer dans le camp du nouveau César, mais hésitant, par un reste de pudeur, à abandonner

son protecteur, il aurait voulu l'y entraîner à sa suite. Assidu auprès de Bonaparte, et assez bien accueilli, parce qu'il avait le portefeuille de la police, il tâchait de vaincre sa répugnance pour Barras. Il était secondé par Réal, Bruix, et les autres conseillers du général. Croyant avoir réussi, il engagea Barras à inviter Bonaparte à dîner. Barras l'invita pour le 8 brumaire (30 octobre). Bonaparte s'y rendit. Après le dîner, ils commencèrent à s'entretenir des affaires. Bonaparte et Barras s'attendaient. Barras entra le premier en matière. Il débuta par des généralités sur sa situation personnelle. Espérant sans doute que Bonaparte affirmerait le contraire, il lui dit qu'il était malade, usé, et condamné à renoncer aux affaires. Bonaparte gardant toujours le silence, Barras ajouta que la république était désorganisée, qu'il fallait, pour la sauver, concentrer le pouvoir et nommer un président ; et puis il nomma le général Hédouville comme digne d'être élu. Hédouville était aussi inconnu que peu capable. Barras déguisait sa pensée, et désignait Hédouville pour ne pas se nommer lui-même. « Quant à vous, général, ajouta-t-il, votre intention est de vous rendre à l'armée ; allez y acquérir une gloire nouvelle, et replacer la France à son véritable rang. Moi, je vais me rejeter dans la retraite dont j'ai besoin. » Bonaparte jeta un regard fixe sur Barras, ne répondit

Octobre 1799.

Tentative
infructueuse
de Barras auprès
de Bonaparte.

Octobre 1799.

Alliance
entre Sieyès
et Bonaparte.

rien, et laissa là l'entretien. Barras interdit n'ajouta plus une seule parole. Bonaparte se retira sur-le-champ, et, avant de quitter le Luxembourg, passa dans l'appartement de Sieyès. Il vint lui déclarer d'une manière expresse qu'il voulait marcher avec lui seul, et qu'ils n'avaient plus qu'à convenir des moyens d'exécution. L'alliance fut scellée dans cette entrevue, et l'on convint de tout préparer pour le 18 ou le 20 brumaire.

Bonaparte en rentrant chez lui y trouva Fouché, Réal et les amis de Barras. « Eh bien, votre Barras, leur dit-il, savez-vous ce qu'il m'a proposé ? de faire un président qui serait Hédouville, c'est-à-dire lui, et de m'en aller, moi, à l'armée. Il n'y a rien à faire avec un pareil homme. » Les amis de Barras voulurent réparer cette maladresse et cherchèrent à l'excuser. Mais Bonaparte insista peu, et changea d'entretien, car son parti était pris. Fouché se rendit aussitôt chez Barras, pour lui faire des reproches, et pour l'engager à aller corriger l'effet de ses gaucheries. Dès le lendemain matin, Barras courut chez Bonaparte pour excuser ses paroles de la veille, et lui offrit son dévouement et sa coopération à tout ce qu'il voudrait tenter. Bonaparte l'écouta peu, lui répondit par des généralités, et à son tour lui parla de ses fatigues, de sa santé délabrée et de son dégoût des hommes et des affaires.

Octobre 1799.

Barras se vit perdu et sentit son rôle achevé. Il était temps qu'il recueillit le prix de ses doubles intrigues et de ses lâches défections. Les patriotes ardents n'en voulaient plus depuis sa conduite envers la société du Manège; les républicains, attachés à la constitution de l'an III, n'avaient que du mépris et de la défiance pour lui. Les réformateurs, les politiques, n'y voyaient qu'un homme déconsidéré, et lui appliquaient le mot de *pourri*, imaginé par Bonaparte. Il ne lui restait que quelques intrigues avec les royalistes, au moyen de certains émigrés cachés dans sa cour. Ces intrigues étaient fort anciennes : elles avaient commencé dès le 18 fructidor. Il en avait fait part au Directoire, et s'était fait autoriser à les poursuivre, pour avoir dans les mains les fils de la contre-révolution. Il s'était ainsi ménagé le moyen de trahir à volonté la république ou le prétendant. Il était question dans ce moment, avec ce dernier, d'une somme de quelques millions, pour seconder son retour. Il est possible, du reste, que Barras ne fût pas sincère avec le prétendant, car tous ses goûts devaient être pour la république. Mais savoir au juste les préférences de ce vieux corrompu serait difficile. Peut-être les ignorait-il lui-même. D'ailleurs, à ce point de corruption, un peu d'argent doit malheureusement prévaloir sur toutes les préférences de goût ou d'opinion.

Octobre 1799.

Zèle de Fouché
pour
Bonaparte.

Fouché, désespéré de voir son patron perdu, désespéré surtout de se voir compromis dans sa disgrâce, redoubla d'assiduité auprès de Bonaparte. Celui-ci, se défiant d'un pareil homme, lui cacha tous ses secrets ; mais Fouché ne se rebutant pas, parce qu'il voyait la victoire de Bonaparte assurée, résolut de vaincre ses rigueurs à force de services. Il avait la police, il la faisait habilement, et il savait que l'on conspirait partout. Il se garda d'en avertir le Directoire, dont la majorité, composée de Moulins, Gohier et Barras, aurait pu tirer de ses révélations un parti funeste aux conjurés.

Préparatifs pour
la journée
du 18 brumaire.

Il y avait une quinzaine de jours que Bonaparte était à Paris, et presque tout était déjà préparé. Berthier, Lannes, Murat, gagnaient chaque jour les officiers et les généraux. Parmi eux, Bernadotte par jalousie, Jourdan par attachement à la république, Augereau par jacobinisme, s'étaient rejoints en arrière, et avaient communiqué leurs craintes à tous les patriotes des Cinq-Cents ; mais la masse des militaires était gagnée. Moreau, républicain sincère, mais suspect aux patriotes qui dominaient, mécontent du Directoire qui avait si mal récompensé ses talents, n'avait de recours qu'en Bonaparte. Caressé, gagné par lui, et supportant très-bien un supérieur, il déclara qu'il seconderait tous ses projets. Il ne voulait pas être

mis dans le secret, car il avait horreur des intrigues politiques, mais il demandait à être appelé au moment de l'exécution. Il y avait à Paris les 8^e et 9^e de dragons, qui avaient servi autrefois sous Bonaparte en Italie, et qui lui étaient dévoués. Le 21^e de chasseurs, organisé par lui quand il commandait l'armée de l'intérieur, et qui avait compté autrefois Murat dans ses rangs, lui appartenait également. Ces régiments demandaient toujours à défiler devant lui. Les officiers de la garnison, les adjudants de la garde nationale, demandaient aussi à lui être présentés, et ne l'avaient pas encore obtenu. Il différait, se réservant de faire concourir cette réception avec ses projets. Ses deux frères Lucien et Joseph, et les députés de son parti, faisaient chaque jour de nouvelles conquêtes dans les conseils.

Une entrevue fut fixée le 15 brumaire avec Sieyès, pour convenir du plan et des moyens d'exécution. Ce même jour, les conseils devaient donner un banquet au général Bonaparte, comme on avait fait au retour d'Italie. Ce n'étaient point comme alors les conseils qui le donnaient officiellement. La chose avait été proposée en comité secret ; mais les Cinq-Cents, qui, dans le premier moment du débarquement, avaient nommé Lucien président, pour honorer le général dans la personne de son frère, étaient maintenant en défiance, et se

Novembre 1799.

Banquet offert
au général
Bonaparte par
les conseils.

Novembre 1799.

refusaient à donner un banquet. Il fut décidé alors qu'on le donnerait par souscription. Du reste, le nombre des souscripteurs fut de six à sept cents. Le repas eut lieu à l'église Saint-Sulpice ; il fut froid et silencieux : tout le monde s'observait et gardait la plus grande réserve. Il était visible qu'on s'attendait à un grand événement, et qu'il était l'ouvrage d'une partie des assistants. Bonaparte fut sombre et préoccupé. C'était assez naturel, puisqu'au sortir de là il allait arrêter le lieu et l'heure d'une conjuration. A peine le dîner était-il achevé, qu'il se leva, fit avec Berthier le tour des tables, adressa quelques paroles aux députés, et se retira ensuite précipitamment.

Arrangements
arrêtés pour
la révolution
à faire.

Il se rendit chez Sieyès, pour faire avec lui ses derniers arrangements. Là, on convint d'abord du gouvernement qu'on substituerait à celui qui existait. Il fut arrêté qu'on suspendrait les conseils pour trois mois, qu'on substituerait aux cinq directeurs trois consuls provisoires, qui, pendant ces trois mois, auraient une espèce de dictature, et seraient chargés de faire une constitution. Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos devaient être les trois consuls. Il s'agissait ensuite de trouver les moyens d'exécution. Sieyès avait la majorité assurée dans les Anciens. Comme on parlait tous les jours de projets incendiaires formés par les jacobins, on imagina de supposer de leur part un projet

Novembre 1791

d'attentat contre la représentation nationale. La commission des inspecteurs des Anciens, toute à la disposition de Sieyès, devait proposer de transférer le corps législatif à Saint-Cloud. La constitution donnait, en effet, ce droit au conseil des Anciens. Ce conseil devait à cette mesure en ajouter une autre qui n'était pas autorisée par la constitution, c'était de confier le soin de protéger la translation à un général de son choix, c'est-à-dire à Bonaparte. Les Anciens devaient lui déférer en même temps le commandement de la 17^e division militaire et de toutes les troupes cantonnées dans Paris. Bonaparte, avec ces forces, devait conduire le corps législatif à Saint-Cloud. Là, on espérait devenir maître des Cinq-Cents, et leur arracher le décret d'un consulat provisoire. Sieyès et Roger-Ducos devaient donner ce jour même leur démission de directeurs. On se proposait d'emporter celle de Barras, Gohier ou Moulins. Alors le Directoire était désorganisé par la dissolution de la majorité; on allait dire aux Cinq-Cents qu'il n'y avait plus de gouvernement, et on les obligeait à nommer les trois consuls. Ce plan était parfaitement conçu, car il faut toujours, quand on veut faire une révolution, déguiser l'illégal autant qu'on le peut, se servir des termes d'une constitution pour la détruire, et des membres d'un gouvernement pour le renverser.

novembre 1799.

Partage
des rôles.

On fixa le 18 brumaire pour provoquer le décret de translation, et le 19 pour la séance décisive à Saint-Cloud. On se partagea la tâche. Le décret de translation, le soin de l'obtenir, fut confié à Sieyès et à ses amis. Bonaparte se chargea d'avoir la force armée et de conduire les troupes aux Tuileries.

Tout étant arrêté, ils se séparèrent. Il n'était bruit de toutes parts que d'un grand événement près d'éclater. C'est toujours ainsi que cela s'était passé. Il n'y a de révolutions qui réussissent que celles qui peuvent être connues d'avance. Fouché d'ailleurs se gardait d'avertir les trois directeurs restés en dehors de la conjuration. Dubois-Grancé, malgré sa déférence pour les lumières de Bonaparte en matière de guerre, était chaud patriote ; il eut avis du projet, courut le dénoncer à Gohier et à Moulins, mais n'en fut pas cru. Ils croyaient bien à une grande ambition, mais non encore à une conjuration près d'éclater. Barras voyait bien un grand mouvement, mais il se sentait perdu de toute façon, et il se laissait lâchement aller aux événements.

La commission
des Anciens
prépare
le décret de
translation du
corps législatif
à Saint-Cloud.

La commission des Anciens, que présidait le député Cornet, eut la mission de tout préparer dans la nuit du 17 au 18 pour faire rendre le décret de translation. On ferma les volets et les rideaux des fenêtres, pour que le public ne fût

pas averti par les lumières du travail de nuit qui se faisait dans les bureaux de la commission. On eut soin de convoquer le conseil des Anciens pour sept heures, et celui des Cinq-Cents pour onze. De cette manière le décret de translation devait être rendu avant que les Cinq-Cents fussent en séance ; et comme toute délibération était interdite par la constitution à l'instant où le décret de translation était promulgué, on fermait par cette promulgation la tribune des Cinq-Cents, et on s'épargnait toute discussion embarrassante. On eut un autre soin, ce fut de différer pour certains députés l'envoi des lettres de convocation. On fut certain par là que ceux dont on se défiait n'arriveraient qu'après la décision rendue.

De son côté, Bonaparte avait pris toutes les précautions nécessaires. Il avait mandé le colonel Sébastiani, qui commandait le 9^e dragons, pour s'assurer des dispositions du régiment. Ce régiment se composait de quatre cents hommes à pied et de six cents hommes à cheval. Il renfermait beaucoup de jeunes soldats ; mais les vieux soldats d'Arcole et de Rivoli y donnaient le ton. Le colonel répondit du régiment à Bonaparte. Il fut convenu que le colonel, sous prétexte de passer une revue, sortirait à cinq heures de ses casernes, distribuerait son monde partie sur la place de la Révolution, partie dans le jardin des Tuileries, et qu'il viendrait

Novembre 1796

Précautions
prises
par Bonaparte

18 novembre 1799.

lui-même, avec deux cents hommes à cheval, occuper les rues du Mont-Blanc et Chantereine. Bonaparte fit ensuite dire aux colonels des autres régiments de cavalerie qu'il les passerait en revue le 18. Il fit dire aussi à tous les officiers qui demandaient à lui être présentés qu'il les recevrait le matin du même jour. Pour excuser le choix de l'heure, il prétextait un voyage. Il avertit Moreau et tous les généraux de vouloir bien se trouver rue Chantereine à la même heure. A minuit, il envoya un aide de camp à Lefebvre pour l'engager à passer chez lui à six heures du matin. Lefebvre était tout dévoué au Directoire ; mais Bonaparte comptait bien qu'il ne résisterait pas à son ascendant. Il n'avait fait prévenir ni Bernadote ni Augereau. Il avait eu soin, pour tromper Gohier, de s'inviter à dîner chez lui le 18 même, avec toute sa famille, et en même temps, pour le décider à donner sa démission, il le fit prier par sa femme de venir le lendemain matin, à huit heures, déjeuner rue Chantereine.

18 brumaire.
Grand concours
de militaires
auprès
de Bonaparte.

Le 18 au matin, un mouvement imprévu de ceux mêmes qui concouraient à le produire, se manifesta de toutes parts. Une nombreuse cavalerie parcourait les boulevards ; tout ce qu'il y avait de généraux et d'officiers dans Paris se rendaient en grand uniforme rue Chantereine, sans se douter de l'affluence qu'ils allaient y trouver.

Les députés des Anciens couraient à leur poste, étonnés de cette convocation si soudaine. Les Cinq-Cents ignoraient, pour la plupart, ce qui se préparait. Gohier, Moulins, Barras, étaient dans une complète ignorance. Mais Sieyès, qui depuis quelque temps prenait des leçons d'équitation, et Roger-Ducos, étaient déjà à cheval, et se rendaient aux Tuileries.

Dès que les Anciens se furent rassemblés, le président de la commission des inspecteurs prit la parole. La commission chargée de veiller à la sûreté du corps législatif avait, dit-il, appris que des projets sinistres se tramaient, que des conspirateurs accouraient en foule à Paris, y tenaient des conciliabules, et y préparaient des attentats contre la liberté de la représentation nationale. Le député Cornet ajouta que le conseil des Anciens avait dans les mains le moyen de sauver la république, et qu'il devait en user. Ce moyen, c'était de transférer le corps législatif à Saint-Cloud pour le soustraire aux attentats des conspirateurs, de mettre pendant ce temps la tranquillité publique sous la garde d'un général capable de l'assurer, et de choisir Bonaparte pour ce général. A peine la lecture de cette proposition et du décret qui la contenait était-elle achevée, qu'une certaine émotion se manifesta dans le conseil. Quelques membres voulurent s'y opposer; Cornudet, Lebrun, Fargues,

Novembre 1799.

Le décret
de translation
est rendu
par les Anciens
à huit heures
du matin.

Novembre 1799.

Le
commandement
général délégué
à Bonaparte.

Régnier, l'appuyèrent. Le nom de Bonaparte, qu'on avait fait valoir, et de l'appui duquel on se savait assuré, décida la majorité. A huit heures le décret était rendu. Il transférait les conseils à Saint-Cloud, et les y convoquait pour le lendemain à midi. Bonaparte était nommé général en chef de toutes les troupes contenues dans la 17^e division militaire, de la garde du corps législatif, de la garde du Directoire, des gardes nationales de Paris et des environs. Lefebvre, le commandant actuel de la 17^e division, était mis sous ses ordres. Bonaparte avait ordre de venir à la barre recevoir le décret, et prêter serment dans les mains du président. Un messenger d'État fut chargé de porter sur-le-champ le décret au général.

Bonaparte
s'assure
de l'appui
des officiers
accourus
chez lui.

Le messenger d'État, qui était le député Cornet lui-même, trouva les boulevards encombrés d'une nombreuse cavalerie; la rue du Mont-Blanc, la rue Chantereine, remplies d'officiers et de généraux en grand uniforme. Tous accouraient se rendre à l'invitation du général Bonaparte. Les salons de celui-ci étant trop petit pour recevoir autant de monde, il fit ouvrir les portes, s'avança sur le perron, et harangua les officiers. Il leur dit que la France était en danger, et qu'il comptait sur eux pour l'aider à la sauver. Le député Cornet lui présentant le décret, il s'en saisit, le leur lut, et leur demanda s'il pouvait compter sur leur appui. Tous

Novembre 1799.

répondirent, en mettant la main sur leurs épées, qu'ils étaient prêts à le seconder. Il s'adressa aussi à Lefebvre. Celui-ci voyant les troupes en mouvement sans son ordre, avait interrogé le colonel Sébastiani, qui, sans lui répondre, lui avait enjoint d'entrer chez le général Bonaparte. Lefebvre était entré avec humeur. « Eh bien, Lefebvre, lui dit Bonaparte, vous, l'un des soutiens de la république, voulez-vous la laisser périr dans les mains de ces *avocats* ? Unissez-vous à moi pour m'aider à la sauver. Tenez, ajouta Bonaparte en prenant un sabre, voilà le sabre que je portais aux Pyramides : je vous le donne comme un gage de mon estime et de ma confiance. — Oui, reprit Lefebvre, tout ému, jetons les *avocats* à la rivière. » Joseph avait amené Bernadotte ; mais celui-ci, voyant de quoi il s'agissait, se retira pour aller avertir les patriotes. Fouché n'était point dans le secret ; mais, averti de l'événement, il avait ordonné la fermeture des barrières, et suspendu le départ des courriers et des voitures publiques. Il vint en toute hâte en prévenir Bonaparte, et lui faire ses protestations de dévouement. Bonaparte, qui l'avait laissé de côté jusqu'ici, ne le repoussa point, mais lui dit que ses précautions étaient inutiles, qu'il ne fallait ni fermer les barrières, ni suspendre le cours ordinaire des choses ; qu'il marchait avec la nation et comptait sur elle. Bonaparte apprit dans

Novembre 1799.

le moment que Gohier n'avait pas voulu se rendre à son invitation ; il en témoigna quelque humeur, et lui fit dire par un intermédiaire qu'il se perdrait inutilement en voulant résister. Il monta aussitôt à cheval pour se rendre aux Tuileries, et prêter serment devant le conseil des Anciens. Presque tous les généraux de la république étaient à cheval à ses côtés. Moreau, Macdonald, Berthier, Lannes, Murat, Leclerc, étaient derrière lui comme ses lieutenants. Il trouva aux Tuileries les détachements du 9^e, les harangua, et, après les avoir enthousiasmés, entra dans le palais.

Bonaparte
à la barre
des Anciens.

Il se présenta devant les Anciens, accompagné de ce magnifique état-major. Sa présence causa une vive sensation, et prouva aux Anciens qu'ils s'étaient associés à un homme puissant, et qui avait tous les moyens nécessaires pour faire réussir un coup d'État. Il se présenta à la barre : « Citoyens
« représentants, dit-il, la république allait périr,
« votre décret vient de la sauver ! Malheur à ceux
« qui voudraient s'opposer à son exécution ; aidé
« de tous mes compagnons d'armes rassemblés ici
« autour de moi, je saurai prévenir leurs efforts.
« On cherche en vain des exemples dans le passé
« pour inquiéter vos esprits ; rien dans l'histoire ne
« ressemble au dix-huitième siècle, et rien dans ce
« siècle ne ressemble à sa fin... Nous voulons la ré-
« publique... Nous la voulons fondée sur la vraie

« liberté, sur le régime représentatif... Nous l'aurons, je le jure en mon nom, et au nom de mes compagnons d'armes... » Nous le jurons tous ! répétèrent les généraux et les officiers qui étaient à la barre. La manière dont Bonaparte venait de prêter son serment était adroite, en ce qu'il avait évité de prêter serment à la constitution. Un député voulut prendre la parole pour en faire la remarque ; le président la lui refusa, sur le motif que le décret de translation interdisait toute délibération. On se sépara sur-le-champ. Bonaparte se rendit alors dans le jardin, monta à cheval, accompagné de tous les généraux, et passa en revue les régiments de la garnison, qui arrivaient successivement. Il adressa une harangue courte et énergique aux soldats, et leur dit qu'il allait faire une révolution qui leur rendrait l'abondance et la gloire. Des cris de *Vive Bonaparte !* retentissaient dans les rangs. Le temps était superbe, l'affluence extraordinaire : tout semblait seconder l'inévitable attentat qui allait terminer la confusion par le pouvoir absolu.

Dans ce moment, les Cinq-Cents, avertis de la révolution qui se préparait, s'étaient rendus en tumulte à la salle de leurs séances. A peine réunis, ils avaient reçu un message des Anciens, contenant le décret de translation. A cette lecture, une foule de voix avaient éclaté à la fois ; mais le président Lucien Bonaparte les avait réduites au silence, en

Novembre 1799.

Bonaparte passe
la revue
des régiments
de la garnison.

Novembre 1799.

vertu de la constitution qui ne leur permettait plus de délibérer. Les Cinq-Cents s'étaient séparés aussitôt; les plus ardens, courants les uns chez les autres, formaient des conciliabules, pour s'indigner en commun, et imaginer quelques moyens de résistance. Les patriotes des faubourgs étaient en grande agitation, et s'ameutaient autour de Santerre.

Bonaparte s'installe en permanence aux Tuileries avec les commissions des conseils.

Pendant ce temps, Bonaparte, ayant achevé la revue des troupes, était rentré aux Tuileries, et s'était rendu à la commission des inspecteurs des Anciens. Celle des Cinq-Cents avait entièrement adhéré à la révolution nouvelle, et se prêtait à tout ce qu'on préparait. C'était là que tout devait se faire, sous le prétexte d'exécuter la translation. Bonaparte y siégea en permanence. Déjà le ministre de la justice Cambacérès s'y était rendu. Fouché y vint de son côté. Sieyès et Roger-Ducos venaient d'y donner leur démission. Il importait d'en avoir encore une troisième au Directoire, parce qu'alors la majorité était dissoute; il n'y avait plus de pouvoir exécutif, et on n'avait plus à craindre un dernier acte d'énergie de sa part. On n'espérait pas que Gohier ni Moulins la donnassent; on dépêcha M. de Talleyrand et l'amiral Bruix à Barras, pour lui arracher la sienne.

Démission de Sieyès et de Roger-Ducos.

Distribution du commandement des troupes.

Bonaparte distribua ensuite le commandement des troupes. Il chargea Murat avec une nombreuse cavalerie et un corps de grenadiers d'aller

occuper Saint-Cloud. Serrurier fut mis au *Point-du-Jour* avec une réserve. Lannes fut chargé de commander les troupes qui gardaient les Tuileries. Bonaparte donna ensuite à Moreau une commission singulière, et certainement la moins honorable de toutes dans ce grand événement : il le chargea d'aller, avec cinq cents hommes, garder le Luxembourg. Moreau avait pour instruction de bloquer les directeurs, sous prétexte de veiller à leur sûreté, et de leur interdire absolument toute communication au dehors. Bonaparte fit signifier en même temps au commandant de la garde directoriale de lui obéir, de quitter avec sa troupe le Luxembourg, et de venir se rendre auprès de lui aux Tuileries. On prit enfin une dernière et importante précaution, avec le secours de Fouché. Le Directoire avait la faculté de suspendre les municipalités ; le ministre Fouché, agissant en sa qualité de ministre de la police, comme s'il était autorisé par le Directoire, suspendit les douze municipalités de Paris, et leur enleva tout pouvoir. Il ne restait, par ce moyen, aux patriotes aucun point de ralliement, ni au Directoire, ni dans les douze communes qui avaient succédé à la grande commune d'autrefois. Fouché fit ensuite afficher des placards, pour inviter les citoyens à l'ordre et au repos, et leur assurer qu'on travaillait dans ce moment à sauver la république de ses périls.

Novembre 1799.

Suspension
des
municipalités
de Paris.

Novembre 1799.

Ces mesures réussirent complètement. L'autorité du général Bonaparte fut reconnue partout, bien que le conseil des Anciens n'eût pas agi constitutionnellement en la lui conférant. Ce conseil, en effet, pouvait bien ordonner la translation, mais ne pouvait pas nommer un chef suprême de la force armée. Moreau se rendit au Luxembourg, et le bloqua avec cinq cents hommes. Le commandant de la garde directoriale, Jubé, obéissant sur-le-champ aux ordres qu'il venait de recevoir, fit monter sa troupe à cheval, et quitta le Luxembourg pour se rendre aux Tuileries. Pendant ce temps, les trois directeurs, Moulins, Gohier et Barras, étaient dans une cruelle perplexité. Moulins et Gohier s'apercevant enfin de la conjuration qui leur avait échappé, s'étaient rendus dans l'appartement de Barras pour lui demander s'il voulait tenir ferme avec eux, et former la majorité. Le voluptueux directeur était dans le bain, et apprenait à peine ce que Bonaparte faisait dans Paris. « Cet homme, s'écria-t-il avec une expression grossière, nous a tous trompés. » Il promit de s'unir à ses collègues, car il promettait toujours, et il envoya son secrétaire Bottot aux Tuileries pour aller à la découverte. Mais à peine Gohier et Moulins l'eurent-ils quitté, qu'il tomba dans les mains de Bruix et de M. de Talleyrand. Il n'était pas difficile de lui faire sentir l'impuissance à la-

quelle il était réduit, et on n'avait pas à craindre qu'il voulût succomber glorieusement en défendant la constitution directoriale. On lui promit repos et fortune, et il consentit à donner sa démission. On lui avait rédigé une lettre qu'il signa, et que MM. de Talleyrand et Bruix se hâtèrent de porter à Bonaparte. Dès cet instant, Gohier et Moulins firent pour parvenir auprès de lui des efforts inutiles, et apprirent qu'il venait de se démettre. Réduits à eux seuls, n'ayant plus le droit de délibérer, ils ne savaient quel parti prendre, et ils voulaient cependant remplir loyalement leurs devoirs envers la constitution de l'an III. Ils résolurent donc de se rendre à la commission des inspecteurs, pour demander à leurs deux collègues, Sieyès et Ducos, s'ils voulaient se réunir à eux pour reconstituer la majorité, et promulguer du moins le décret de translation. C'était là une triste ressource. Il n'était pas possible de réunir une force armée, et de venir lever un étendard contraire à celui de Bonaparte ; dès lors il était inutile d'aller aux Tuileries affronter Bonaparte au milieu de son camp et de toutes ses forces.

Ils s'y rendirent cependant, et on les y laissa aller. Ils trouvèrent Bonaparte entouré de Sieyès, de Ducos, d'une foule de députés et d'un nombreux état-major. Bottot, le secrétaire de Barras, venait d'être fort mal accueilli. Bonaparte, élevant la voix,

Novembre 1799

Démission
de Barras.

Efforts
de Moulins
et de Gohier
pour défendre
la
constitution.

Novembre 1799.

Allocution
foudroyante
de Bonaparte.

Altercation
de Bonaparte
avec Gohier
et Moulins.

lui avait dit : « Qu'a-t-on fait de cette France
« que j'avais laissée si brillante ? J'avais laissé la
« paix, j'ai retrouvé la guerre ; j'avais laissé des vic-
« toires, j'ai retrouvé des revers ; j'avais laissé les
« millions de l'Italie, j'ai retrouvé partout des lois
« spoliatrices et la misère. Que sont devenus cent
« mille Français que je connaissais, tous mes com-
« pagnons de gloire ? Ils sont morts !... » L'envoyé
Bottot s'était retiré atterré ; mais dans ce moment la
démission de Barras était arrivée et avait calmé le
général. Il dit à Gohier et à Moulins qu'il était sa-
tisfait de les voir ; qu'il comptait sur leur démis-
sion, parce qu'il les croyait trop bons citoyens
pour s'opposer à une révolution inévitable et salu-
taire. Gohier répondit avec force qu'il ne venait
avec son collègue Moulins que pour travailler à
sauver la république. « Oui, repartit Bonaparte,
la sauver, et avec quoi ?... avec les moyens de la
constitution, qui croule de toutes parts ? — Qui vous
a dit cela ? » répliqua Gohier ; des personnes qui n'ont
ni le courage ni la volonté de marcher avec elle. »
Une altercation assez vive s'engagea entre Gohier
et Bonaparte. Dans ce moment, on apporta un
billet au général. Il contenait l'avis d'une grande
agitation au faubourg Saint-Antoine. « Général
Moulins, dit Bonaparte, vous êtes parent de San-
terre ? — Non, répondit Moulins, je ne suis pas
son parent, mais son ami. — J'apprends, ajouta

Bonaparte, qu'il remue dans les faubourgs ; dites-lui qu'au premier mouvement je le fais fusiller. » Moullins répliqua avec force à Bonaparte, qui lui répéta qu'il ferait fusiller Santerre. L'altercation continua avec Gohier. Bonaparte lui dit en finissant : « La république est en péril ; il faut la sauver... *je le veux*. Sieyès et Ducos ont donné leur démission ; Barras vient de donner la sienne. Vous êtes deux, isolés, impuissants, vous ne pouvez rien ; je vous engage à ne pas résister. » Gohier et Moullins répondirent qu'ils ne déserteraient pas leur poste. Ils retournèrent au Luxembourg, où ils furent dès ce moment consignés, séparés l'un de l'autre, et privés de toute communication par les ordres de Bonaparte transmis à Moreau. Barras venait de partir pour sa terre de Gros-Bois, escorté par un détachement de dragons.

Il n'y avait donc plus de pouvoir exécutif ! Bonaparte avait seul la force dans les mains. Tous les ministres étaient réunis auprès de lui, à la commission des inspecteurs. Tous les ordres partaient de là, comme du seul point où il existât une autorité organisée. La journée s'acheva avec assez de calme. Les patriotes formaient de nombreux conciliabules, proposaient des résolutions désespérées, mais sans croire à la possibilité de les exécuter, tant on redoutait l'ascendant de Bonaparte sur les troupes.

Le soir on tint conseil à la commission des

Novembre 1799.

Tous les
pouvoirs réunis
dans la main
de Bonaparte.

Novembre 1799.

Projet
des mesures
à faire adopter
à Saint-Cloud.

inspecteurs. L'objet de ce conseil était de convenir, avec les principaux membres des Anciens, de ce qu'on ferait le lendemain à Saint-Cloud. Le projet arrêté avec Sieyès était de proposer l'ajournement des conseils avec un consulat provisoire. Cette proposition présentait quelques difficultés. Beaucoup de membres des Anciens, qui avaient contribué à rendre le décret de translation, s'effrayaient maintenant de la domination du parti militaire. Ils n'avaient pas cru que l'on songeât à créer une dictature au profit de Bonaparte et de ses deux associés; ils auraient voulu seulement que l'on composât autrement le Directoire, et malgré l'âge de Bonaparte, ils auraient consenti à le nommer directeur. Ils en firent la proposition. Mais Bonaparte répondit, d'un ton décidé, que la constitution ne pouvait plus marcher, qu'il fallait une autorité plus concentrée, et surtout un ajournement de tous les débats politiques qui agitaient la république. La nomination de trois consuls et la suspension des conseils jusqu'au 1^{er} ventôse furent donc proposées. Après une discussion assez longue, ces mesures furent adoptées. On choisit Bonaparte, Sieyès et Ducos pour consuls. Le projet fut rédigé et dut être proposé le lendemain matin à Saint-Cloud. Sieyès, connaissant parfaitement les mouvements révolutionnaires, voulait qu'on arrêtât dans la nuit quarante des meneurs des Cinq-Cents.

Bonaparte ne le voulut pas, et eut à s'en repentir.

Novembre 1799

La nuit fut assez tranquille. Le lendemain matin, 19 brumaire (10 novembre), la route de Saint-Cloud était couverte de troupes, de voitures et de curieux. Trois salles avaient été préparées au château : l'une pour les Anciens, l'autre pour les Cinq-Cents, la troisième pour la commission des inspecteurs et pour Bonaparte. Les préparatifs devaient être achevés à midi, mais ils ne purent l'être avant deux heures. Ce retard manqua de devenir funeste aux auteurs de la révolution nouvelle. Les députés des deux conseils se promenaient dans les jardins de Saint-Cloud, et s'entretenaient ensemble, avec une extrême vivacité. Ceux des Cinq-Cents, irrités d'avoir été déportés en quelque sorte par ceux des Anciens, avant même qu'ils pussent prendre la parole, leur demandaient naturellement ce qu'ils voulaient, ce qu'ils projetaient pour la journée. « Le gouvernement est décomposé, leur disaient-ils ; eh bien, soit ; nous convenons qu'il faut le recomposer, et qu'il en a besoin. Voulez-vous, au lieu d'hommes ineptes et sans renommée, y porter des hommes imposants ? voulez-vous y porter Bonaparte?... quoiqu'il n'ait pas l'âge requis, nous y consentons encore. » Ces questions pressantes embarrassaient les Anciens. Il fallait convenir qu'on voulait autre chose, et qu'on avait le projet d'un renversement de constitution. Quel-

19 brumaire.

Le projet
de révolution
compromis par
les dispositions
des conseils.

Novembre 1799.

ques-uns d'entre eux firent des insinuations à ce sujet : mais elles furent mal accueillies. Les Anciens, déjà effrayés la veille de ce qui s'était passé à la commission des inspecteurs, furent ébranlés tout à fait en voyant la résistance qui se manifestait dans les Cinq-Cents. Dès ce moment, les dispositions du corps législatif parurent douteuses, et le projet de révolution fut très-compromis. Bonaparte était à cheval à la tête de ses troupes ; Sieyès et Ducos avaient une chaise de poste, attelée de six chevaux, qui les attendait à la grille de Saint-Cloud. Beaucoup d'autres personnages en avaient aussi, se disposant, en cas d'échec, à prendre la fuite. Sieyès, du reste, montra dans toute cette scène un rare sang-froid et une grande présence d'esprit. On craignait que Jourdan, Augereau et Bernadotte ne vinssent parler aux troupes. On donna l'ordre de sabrer le premier individu qui se présenterait pour les haranguer, représentant ou général, n'importe.

Séance
des conseils.

La séance des deux conseils s'ouvrit à deux heures. Dans les Anciens, des réclamations s'élevèrent de la part des membres qui n'avaient pas été convoqués la veille pour assister à la discussion sur le décret de translation. Ces réclamations furent écartées, puis on s'occupa d'une notification aux Cinq-Cents, pour leur apprendre que le conseil était en majorité et prêt à délibérer. Aux Cinq-Cents,

la délibération commença autrement. Le député Gaudin, qui avait mission de Sieyès et de Bonaparte d'ouvrir la discussion, parla d'abord des dangers que courait la république, et proposa deux choses : premièrement, de remercier les Anciens d'avoir transféré le corps législatif à Saint-Cloud, et secondement de former une commission chargée de faire un rapport sur les dangers de la république, et sur les moyens de pourvoir à ces dangers. Si cette proposition avait été adoptée, on avait un rapport tout préparé, et on eût proposé le consulat provisoire et l'ajournement. Mais à peine le député Gaudin a-t-il achevé de parler, qu'un orage épouvantable éclate dans l'assemblée. Des cris violents retentissent ; on entend de toutes parts : « A bas les dictateurs, point de dictature, vive la constitution ! — La constitution ou la mort ! s'écrie Delbrel... Les baionnettes ne nous effrayent pas, nous sommes libres ici. » Ces paroles sont suivies de nouveaux cris. Quelques députés furieux répètent en regardant le président Lucien : « Point de dictature, à bas les dictateurs ! » A ces cris insultants, Lucien prend la parole. « Je sens trop, dit-il, la dignité de président pour souffrir plus longtemps les menaces insolentes de certains orateurs ; je les rappelle à l'ordre. » Cette injonction ne les calme pas, et les rend plus furieux. Après une longue agitation, le député Grandmaison propose de

Novembre 1794Agitation
des Cinq-Cent

10 novembre 1799.

Le serment
de la constitution
de l'an III
renouvelé par
tous
les membres
des Cinq-Cents.

prêter serment à la constitution de l'an III. La proposition est aussitôt accueillie. On demande de plus l'appel nominal. L'appel nominal est aussi adopté. Chaque député vient à son tour prêter serment à la tribune, aux cris et aux applaudissements de tous les assistants. Lucien est obligé lui-même de quitter le fauteuil, pour prêter le serment qui ruine les projets de son frère.

Les événements prenaient une tournure dangereuse. Au lieu de nommer une commission pour écouter des projets de réforme, les Cinq-Cents prêtaient un serment de maintenir ce qui existait, et les Anciens ébranlés étaient prêts à reculer. C'était une révolution manquée. Le danger était imminent. Augereau, Jourdan, les patriotes influents, étaient à Saint-Cloud, attendant le moment favorable pour ramener les troupes de leur côté. Bonaparte et Sieyès arrêtent sur-le-champ qu'il faut agir, et ramener à soi la masse flottante. Bonaparte se décide à se présenter aux deux conseils à la tête de son état-major. Il rencontre Augereau, qui d'un ton railleur lui dit : « Vous voilà dans une jolie position ! — Les affaires étaient en bien plus mauvais état à Arcole, » lui répond Bonaparte ; et il se rend à la barre des Anciens. Il n'avait point l'habitude des assemblées. Parler pour la première fois en public est embarrassant, effrayant même pour les esprits les plus fermes, et dans les

Bonaparte
se rend
aux Anciens.

circonstances les plus ordinaires. Au milieu de pareils événements, et pour un homme qui n'avait jamais paru à une tribune, ce devait être bien plus difficile encore. Bonaparte, fort ému, prend la parole, et d'une voix entrecoupée, mais forte, dit aux Anciens : « Citoyens représentants, vous « n'êtes point dans des circonstances ordinaires, « mais sur un volcan. Permettez-moi quelques « explications. Vous avez cru la république en « danger ; vous avez transféré le corps législatif à « Saint-Cloud ; vous m'avez appelé pour assurer « l'exécution de vos décrets ; je suis sorti de ma « demeure pour vous obéir, et déjà on nous abreuve « de calomnies, moi et mes compagnons d'armes : « on parle d'un nouveau Cromwell, d'un nouveau « César. Citoyens, si j'avais voulu d'un tel rôle, il « m'eût été facile de le prendre au retour d'Italie, « au moment du plus beau triomphe, et lorsque « l'armée et les partis m'invitaient à m'en emparer. « Je ne l'ai pas voulu alors, je ne le veux pas « aujourd'hui. Ce sont les dangers seuls de la « patrie qui ont éveillé mon zèle et le vôtre. » Bonaparte fait ensuite, toujours d'une voix émue, le tableau de la situation dangereuse de la république, déchirée par tous les partis, menacée d'une nouvelle guerre civile dans l'Ouest, et d'une invasion vers le Midi. « Prévenons, ajoute-t-il, tant de « maux ; sauvons les deux choses pour lesquelles

Novembre 1799.

Discours
de Bonaparte
aux Anciens.

Novembre 1799.

« nous avons fait tant de sacrifices, la liberté et
« l'égalité... — Parlez donc aussi de la constitu-
« tion ! » s'écrie le député Linglelet. Cette interrup-
tion déconcerte un instant le général ; mais bientôt
il se remet, et d'une voix entrecoupée il répond :
« De constitution ! vous n'en avez plus. C'est vous
« qui l'avez détruite, en attendant, le 18 fructidor,
« à la représentation nationale, en annulant, le 22
« floréal, les élections populaires, et en attaquant,
« le 30 prairial, l'indépendance du gouvernement.
« Cette constitution dont vous parlez, tous les
« partis veulent la détruire. Ils sont tous venus me
« faire confidence de leurs projets, et m'offrir de
« les seconder. Je ne l'ai pas voulu ; mais, s'il le
« faut, je nommerai les partis et les hommes. —
« Nommez-les, s'écrient alors les opposants, nom-
« mez-les, demandez un comité secret. » Une longue
agitation succède à cette interruption. Bonaparte
reprend enfin la parole, et peignant de nouveau
l'état où la France est placée, engage les Anciens à
prendre des mesures qui puissent la sauver. « En-
« vironné, dit-il, de mes frères d'armes, je saurai
« vous seconder. J'en atteste ces braves grenadiers,
« dont j'aperçois les baïonnettes, et que j'ai si
« souvent conduits à l'ennemi ; j'en atteste leur
« courage, nous vous aiderons à sauver la patrie.
« Et si quelque orateur, ajoute Bonaparte d'une
« voix menaçante, si quelque orateur, payé par

« l'étranger, parlait de me mettre hors la loi, alors
« j'en appellerais à mes compagnons d'armes.
« Songez que je marche accompagné du dieu de la
« fortune et du dieu de la guerre. »

Novembre 1799.

Ces paroles audacieuses étaient un avis pour les Cinq-Cents. Les Anciens les accueillirent très-bien, et parurent ramenés par la présence du général. Ils lui accordèrent les honneurs de la séance.

Bonaparte, après avoir réchauffé les Anciens, songe à se rendre aux Cinq-Cents, pour essayer de leur imposer. Il s'avance suivi de quelques grenadiers ; il entre, mais il les laisse derrière lui au bout de la salle. Il avait à parcourir la moitié de l'enceinte pour arriver à la barre. A peine est-il arrivé au milieu que des cris furieux partent de toutes parts. « Quoi ! s'écrient une foule de voix, des soldats ici ! des armes ! Que veut-on ?... A bas le dictateur ! à bas le tyran ! » Un grand nombre de députés s'élancent au milieu de la salle, entourent le général, lui adressent les interpellations les plus vives : « Quoi ! lui dit-on, c'est pour cela que vous avez vaincu ?... Tous vos lauriers sont flétris... Votre gloire s'est changée en infamie. Respectez le temple des lois. Sortez, sortez ! » Bonaparte est confondu au milieu de la foule qui le presse. Les grenadiers qu'il avait laissés à la porte accourent, repoussent les députés, et le saisissent au milieu du corps. On dit que dans ce tumulte

Accueil fait
à Bonaparte par
les Cinq-Cents.

Novembre 1799.

des grenadiers reçurent des coups de poignard qui lui étaient destinés. Le grenadier Thomé eut ses vêtements déchirés. Il est très-possible que dans le tumulte ses vêtements aient été déchirés, sans qu'il y eût là des poignards. Il est possible aussi que des poignards fussent dans plus d'une main. Des républicains qui croyaient voir un nouveau César pouvaient s'armer du fer de Brutus, sans être des assassins. Il y a une grande faiblesse à les en justifier. Quoi qu'il en soit, Bonaparte est emporté hors de la salle. On dit qu'il était troublé, ce qui n'est pas plus étonnant que la supposition des poignards. Il monte à cheval, se rend auprès des troupes, leur dit qu'on a voulu l'assassiner, que ses jours ont été en péril, et est accueilli partout par les cris de *Vive Bonaparte* ?

Les Cinq-Cents
veulent mettre
Bonaparte hors
la loi.

Dans ce moment l'orage continue, plus violent que jamais, dans l'assemblée, et se dirige contre Lucien. Celui-ci déploie une fermeté et un courage rares. « Votre frère est un tyran, lui dit-on ; en un jour il a perdu toute sa gloire. » Lucien cherche en vain à le justifier. « Vous n'avez pas voulu, dit-il, l'entendre. Il venait vous expliquer sa conduite, vous faire connaître sa mission, répondre à toutes les questions que vous ne cessez d'adresser depuis que vous êtes réunis. Ses services méritaient du moins qu'on lui donnât le temps de s'expliquer. — Non, non, à bas le tyran ! s'écrient les patriotes

furieux. Hors la loi ! ajoutent-ils, hors la loi ! » Ce mot était terrible, il avait perdu Robespierre. Prononcé contre Bonaparte, il pouvait peut-être faire hésiter les troupes et les détacher de lui. Lucien, avec courage, résiste à la proposition de mise hors la loi, et demande auparavant qu'on écoute son frère. Il lutte longtemps au milieu d'un tumulte épouvantable. Enfin, déposant sa toque et sa toge : « Misérables, s'écrie-t-il, vous voulez que je mette hors la loi mon propre frère ! je renonce au fauteuil, et je vais me rendre à la barre pour défendre celui qu'on accuse. »

Dans ce moment, Bonaparte entendait du dehors la scène qui se passait dans l'assemblée. Il craignait pour son frère ; il envoie dix grenadiers pour l'arracher de la salle. Les grenadiers entrent, trouvent Lucien au milieu d'un groupe, le saisissent par le bras en lui disant que c'est par ordre de son frère, et l'entraînent hors de l'enceinte. C'était le moment de prendre un parti décisif. Tout était perdu si on hésitait. Les moyens oratoires de ramener l'assemblée étant devenus impossibles, il ne restait que la force. Il fallait hasarder un de ces actes audacieux devant lesquels hésitent toujours les usurpateurs. César hésita en passant le Rubicon, Cromwell en fermant le parlement. Bonaparte se décide à faire marcher les grenadiers sur l'assemblée. Il monte à cheval avec Lucien, et

Novembre 1799.

Les Cinq-Cents
sont expulsés de
leur salle par
la force armée.

Novembre 1799.

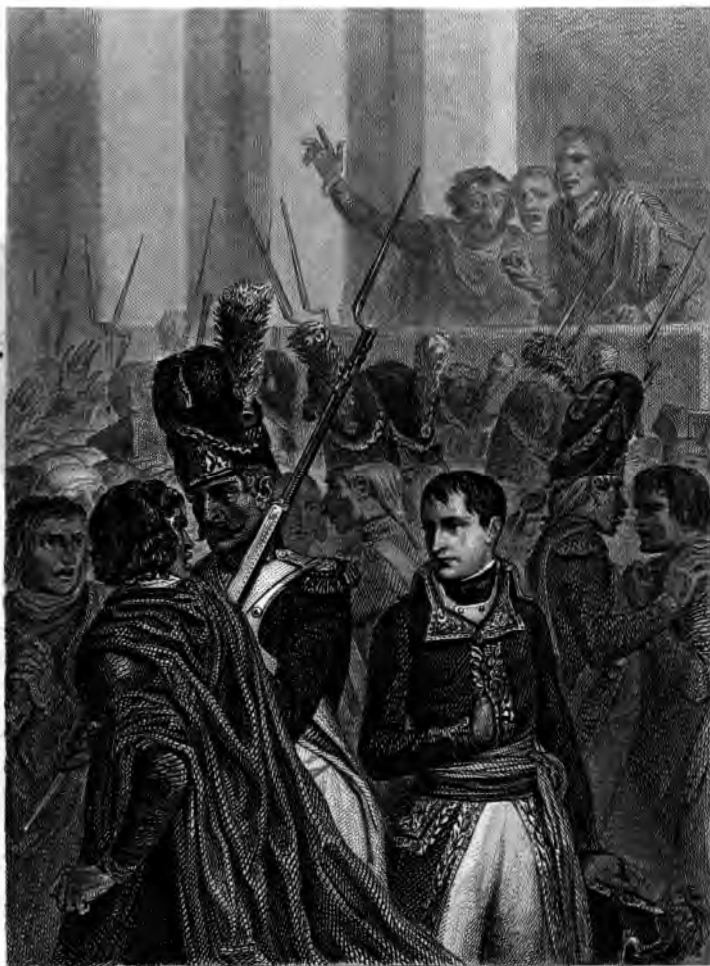
parcourt le front des troupes. Lucien les harangue. « Le conseil des Cinq-Cents est dissous, leur dit-il ; c'est moi qui vous le déclare. Des assassins ont envahi la salle des séances, et ont fait violence à la majorité ; je vous somme de marcher pour la délivrer. » Lucien jure ensuite que lui et son frère seront les défenseurs fidèles de la liberté. Murat et Leclerc ébranlent alors un bataillon de grenadiers, et le conduisent à la porte des Cinq-Cents. Ils s'avancent jusqu'à l'entrée de la salle. A la vue des baïonnettes, les députés poussent des cris affreux, comme ils avaient fait à la vue de Bonaparte ; mais un roulement de tambours couvre leurs cris. *Grenadiers, en avant !* s'écrient les officiers. Les grenadiers entrent dans la salle, et dispersent les députés, qui s'enfuient, les uns par les couloirs, les autres par les fenêtres. En un instant la salle est évacuée, et Bonaparte reste maître de ce déplorable champ de bataille.

La nouvelle est portée aux Anciens, qui en sont remplis d'inquiétude et de regrets. Ils n'avaient pas souhaité un pareil attentat. Lucien se présente à leur barre et vient justifier sa conduite à l'égard des Cinq-Cents. On se contente de ses raisons, car que faire dans une pareille situation ?... Il fallait en finir et remplir l'objet qu'on s'était proposé. Le conseil des Anciens ne pouvait pas décréter à lui seul l'ajournement du corps législatif et l'insti-

Institution
du consulat
provisoire
déféré
à Bonaparte,
Roger-Ducos,
Sieyès.



THEY SAY THE KING
IS HERE



Raffet del.

Burdet sc.

BONAPARTE AUX CINQ CENTS.

(18 Brumaire 1799.)

Off. per l'anno 1800.

tution du consulat. Le conseil des Cinq-Cents était dissous ; mais il restait une cinquantaine de députés, partisans du coup d'État. On les réunit, et on leur fait rendre le décret, objet de la révolution qu'on venait de faire. Le décret est ensuite porté aux Anciens, qui l'adoptent vers le milieu de la nuit. Bonaparte, Roger-Ducos, Sieyès, sont nommés consuls provisoires, et revêtus de toute la puissance exécutive. Les conseils sont ajournés au 1^{er} ventôse prochain. Ils sont remplacés par deux commissions de vingt-cinq membres chacune, prises dans les conseils, et chargées d'approuver les mesures législatives que les trois consuls auront besoin de prendre. Les consuls et les commissions sont chargés de rédiger une constitution nouvelle.

Telle fut la révolution du 18 brumaire, jugée si diversement par les hommes, regardée par les uns comme l'attentat qui anéantit l'essai de notre liberté, par les autres comme un acte hardi, mais nécessaire, qui termina l'anarchie. Ce qu'on en peut dire, c'est que la révolution, après avoir pris tous les caractères, monarchique, républicain, démocratique, prenait enfin le caractère militaire, parce qu'au milieu de cette lutte perpétuelle avec l'Europe, il fallait qu'elle se constituât d'une manière solide et forte. Les républicains gémissent de tant d'efforts infructueux, de tant de sang inutilement versé pour fonder la liberté en France,

 Novembre 1799.

Ajournement
des conseils,
remplacés par
deux
commissions
chargées
de rédiger
une nouvelle
constitution
de concert
avec les consuls.

Novembre 1799.

et ils déplorent de la voir immolée par l'un des héros qu'elle avait enfantés. En cela le plus noble sentiment les trompe. La révolution, qui devait nous donner la liberté, et qui a tout préparé pour que nous l'ayons un jour, n'était pas et ne devait pas être elle-même la liberté. Elle devait être une grande lutte contre l'ancien ordre de choses. Après l'avoir vaincu en France, il fallait qu'elle le vainquît en Europe. Mais une lutte si violente n'admettait pas les formes et l'esprit de la liberté. On eut un moment de liberté sous la Constituante, et il fut court ; mais quand le parti populaire devint menaçant au point d'intimider tous les esprits ; quand il envahit les Tuileries au 10 août ; quand au 2 septembre il immola tous ceux qui lui donnaient des défiances ; quand au 21 janvier il obligea tout le monde à se compromettre avec lui en trempant les mains dans le sang royal ; quand il obligea, en août 93, tous les citoyens à courir aux frontières, ou à livrer leur fortune ; quand il abdiqua lui-même sa puissance, et la remit à ce grand comité de salut public, composé de douze individus, y avait-il, pouvait-il y avoir liberté ? Non ; il y avait un violent effort de passions et d'héroïsme ; il y avait cette tension musculaire d'un athlète qui lutte contre un ennemi puissant. Après ce moment de danger, après nos victoires, il y eut un instant de relâche. La fin de la Conven-

Novembre 1799.

tion et le Directoire présentèrent des moments de liberté. Mais la lutte avec l'Europe ne pouvait être que passagèrement suspendue. Elle recommença bientôt ; et au premier revers les partis se soulevèrent tous contre un gouvernement trop modéré, et invoquèrent un bras puissant. Bonaparte, revenant d'Orient, fut salué comme un souverain, et appelé au pouvoir. On dira vainement que Zurich avait sauvé la France. Zurich était un accident, un répit ; il fallait encore Marengo et Hohenlinden pour la sauver. Il fallait plus que des succès militaires, il fallait une réorganisation puissante à l'intérieur de toutes les parties du gouvernement, et c'était un chef politique plutôt qu'un chef militaire dont la France avait besoin. Le 18 et le 19 brumaire étaient donc nécessaires. On pourrait seulement dire que le 20 fut condamnable, et que le héros abusa du service qu'il venait de rendre. Mais on répondra qu'il venait achever une tâche mystérieuse, qu'il tenait, sans s'en douter, de la destinée, et qu'il accomplissait sans le vouloir. Ce n'était pas la liberté qu'il venait continuer, car elle ne pouvait pas exister encore ; il venait, sous les formes monarchiques, continuer la révolution dans le monde ; il venait la continuer en se plaçant, lui plébéen, sur un trône ; en conduisant le pontife à Paris pour verser l'huile sacrée sur un front plébéen ; en créant une aristocratie avec des plé-

Novembre 1799.

béiens, en obligeant les vieilles aristocraties à s'associer à son aristocratie plébéienne; en faisant des rois avec des plébéiens; en recevant dans son lit la fille des Césars, et en mêlant un sang plébéien à l'un des sangs les plus vieux de l'Europe; en mêlant enfin tous les peuples, en répandant les lois françaises en Allemagne, en Italie, en Espagne; en donnant des démentis à tant de prestiges, en ébranlant, en confondant tant de choses. Voilà qu'elle tâche profonde il allait remplir; et pendant ce temps la nouvelle société allait se consolider à l'abri de son épée, et la liberté devait venir un jour. Elle n'est pas venue, elle viendra. J'ai décrit la première crise qui en a préparé les éléments en Europe; je l'ai fait sans haine, plaignant l'erreur, révéant la vertu, admirant la grandeur, tâchant de saisir les profonds desseins de la Providence dans ces grands événements, et les respectant dès que je croyais les avoir saisis.

FIN DU LIVRE QUARANTE-QUATRIÈME.

NOTE
ET
PIÈCE JUSTIFICATIVE
DU TOME DIXIÈME.

NOTE PAGE 335.

SANTÉ PUBLIQUE.

Ce jour'd'hui dix-sept vendémiaire an huit de la République française une et indivisible, à dix heures du matin, nous, Remi Martel et Louis Collombet, agents municipaux de ce canton de Fréjus, en cette qualité intendants de la santé publique aux rade de Fréjus et ports obliques d'Agay et de Théoules; ayant été avertis que quatre bâtiments de l'État dont deux pinques et deux frégates, venant d'Égypte, dans l'une desquelles nous a-t-on assuré être le général Bonaparte et plusieurs généraux et savants qui l'accompagnaient à son retour d'Égypte; ce qui nous a été confirmé par le citoyen Pierre Giraud, notre lieutenant de port, qui est venu nous annoncer cette heureuse nouvelle par des cris répétés : Vive la République! le sauveur de la France est arrivé dans notre rade, ainsi que le général Berthier et son état-major! nous invitant de nous rendre de suite à Saint-Raphaël, pour y entendre l'officier de marine chargé de venir demander la libre entrée qui lui avait été refusée par notre préposé de la santé publique en cette rade.

Le témoignage de ce fonctionnaire public ayant levé toute incertitude, comme des éclairs, nous nous sommes transportés au rivage de la mer avec le susdit lieutenant de port et le

général Perreymond, qui se trouvait de passage en cette ville.

Quelle fut notre joie, quand nous fûmes arrivés au bord de la mer, d'y trouver un peuple immense qui, par des acclamations réitérées, criait : Vive notre père ! vive Bonaparte ! Ici, fonctionnaires publics, citoyens de tout âge de l'un et de l'autre sexe, chacun voulut avoir sa part à cette heureuse surprise et témoigner sa reconnaissance au vainqueur d'Égypte. Nous eûmes assez de peine d'aborder le rivage de la mer, où abordait le canot où était l'officier chargé de nous demander la libre entrée, d'après le refus qui lui en avait été fait par notre préposé de santé ; mais après avoir interrogé le susdit officier, lequel nous a remis sa patente visée à Ajaccio avec libre entrée, et nous ayant assuré que pendant la traversée de quarante-cinq jours, aucune maladie contagieuse ne s'était manifestée à leur bord, et ce qui nous fut garant de cette assertion, c'était le général Bonaparte lui-même, qui nous invitait à lui donner la libre entrée ainsi qu'aux gens de sa suite.

Sur quoi, nous, agents municipaux susdits, considérant que le moindre retard à donner l'entrée à des personnes si précieuses et si distinguées, pourrait compromettre les intérêts de la République ;

Arrêtent qu'il sera donné de suite la libre entrée au général Bonaparte, ainsi qu'au général Berthier et à toute leur suite ; et de plus, que pour donner une preuve de notre attachement au vainqueur d'Égypte, nous nous rendrons à bord de la frégate *la Muiron*, commandée par le contre-amiral Gantheaume, décorés de nos écharpes, pour lui témoigner l'expression de nos vœux et les sentiments de la plus sincère reconnaissance.

Ainsi délibéré à Fréjus, les jour, mois et an susdits : Signé au registre : Martel cadet, agent municipal ; Collombet, agent municipal, et Martel aîné, secrétaire en chef.

TABLE

DU TOME DIXIÈME.

LIVRE XXXIX.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

Départ de Toulon. — Arrivée devant Malte; conquête de cette Ile. — Départ pour l'Égypte. — Débarquement à Alexandrie; prise de cette place. — Marche sur le Caire. — Combat de Chébreiss. — Bataille des Pyramides. — Occupation du Caire. — Travaux administratifs de Bonaparte en Égypte. — Etablissement de la nouvelle colonie. — Bataille navale d'Aboukir, destruction de la flotte française par les Anglais..... 1

LIVRE XL.

DEUXIÈME COALITION.

Effets de l'expédition d'Égypte en Europe. — Conséquences funestes de la bataille navale d'Aboukir. — Déclaration de guerre de la Porte. — Efforts de l'Angleterre pour former une nouvelle coalition. — Conférences avec l'Autriche à Seltz. Progrès des négociations de Rastadt. — Nouvelles commotions en Hollande, en Suisse et dans les républiques italiennes. Changement de la Constitution cisalpine; grands embarras du Directoire à ce sujet. — Situation intérieure. Une nouvelle opposition se prononce dans les conseils. — Disposition générale à la guerre. Loi sur la conscription. — Finances de l'an VII. — Reprise des hostilités. Invasion des Etats romains par l'armée napolitaine. — Conquête du royaume de Naples par le général Championnet. — Abdication du roi de Piémont. — Etat de l'administration de la république et des armées au commencement de 1799. — Préparatifs militaires. — Levée de 200 mille conscrits. — Moyens et plans de guerre du Directoire et des puissances coalisées. — Déclaration de guerre de l'Autriche. — Ouverture de la campagne de 1799. — Invasion des Grisons. — Combat de Pfulendorf. — Bataille de Stokach. — Retraite de Jourdan. — Opérations militaires en Italie. — Bataille de Magnano; retraite de Schérer. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. 60

LIVRE XLI.

TRENTE PRAIRIAL.

Effets de nos premiers revers. — Accusations multipliées contre le Directoire. — Elections de l'an VII. — Sieyès est nommé directeur en

remplacement de Rewbell. — Continuation de la campagne de 1799; Masséna réunit le commandement des armées d'Helvétie et du Danube, et occupe la ligne de la Limmat. — Arrivée de Souwarow en Italie. — Schérer transmet le commandement à Moreau. — Bataille de Cassano. Retraite de Moreau au delà du Pô et de l'Apennin. — Essai de jonction avec l'armée de Naples; bataille de la Trebbia. — Coalition de tous les partis contre le Directoire. — Révolution du 30 prairial. — Laréveillère et Merlin sortent du Directoire... 171

LIVRE XLII.

NOVI.

Formation du nouveau Directoire. — Moulins et Roger-Ducos remplacent Laréveillère et Merlin. — Changement dans le ministère. — Levée de toutes les classes de conscrits. — Emprunt forcé de cent millions. — Loi des otages. — Nouveaux plans militaires. — Reprise des opérations en Italie; Joubert général en chef; bataille de Novi, et mort de Joubert. — Débarquement des Anglo-Russes en Hollande. — Nouveaux troubles à l'intérieur; déchaînement des patriotes; arrestation de onze journalistes; renvoi de Bernadotte; proposition de déclarer la patrie en danger..... 238

LIVRE XLIII.

MONT THABOR ET ZURICH.

Suite des opérations de Bonaparte en Égypte. Conquête de la haute Égypte par Desaix; bataille de Sédiman. — Expédition de Syrie; prise du fort d'El-Arisch et de Jaffa, bataille du mont Thabor; siège de Saint-Jean-d'Acre. — Retour en Égypte; bataille d'Aboukir. — Départ de Bonaparte pour la France. — Opérations en Europe. Marche de l'archiduc Charles sur le Rhin, et de Souwarow en Suisse; mouvement de Masséna; mémorable victoire de Zurich; situation périlleuse de Souwarow; sa retraite désastreuse; la France sauvée. — Événements en Hollande; défaite et capitulation des Anglo-Russes; évacuation de la Hollande. — Fin de la campagne de 1799... 285

LIVRE XLIV.

DIX-HUIT BRUMAIRE.

Retour de Bonaparte; son débarquement à Fréjus; enthousiasme qu'il inspire. — Agitation de tous les partis à son arrivée. — Il se coalise avec Sieyès pour renverser la constitution directoriale. — Préparatifs et journée du 18 brumaire. — Renversement de la constitution de l'an III, institution du consulat provisoire. — Fin de cette histoire..... 312

TABLE ANALYTIQUE

DE

L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

- ABANCOURT (D').** Mis en accusation comme ministre, est massacré avec les prisonniers à Versailles, III, 3.
- ABBAYE.** Le peuple enfonce les portes de cette prison pour délivrer quelques gardes françaises, I, 80. — Les Suisses faits prisonniers le 10 août y sont transférés, II, 265. — Vingt-quatre prêtres sont égorgés dans la cour de cette prison, 314. — Tous les prisonniers y sont massacrés, 343.
- ABDALLAH,** pacha de Damas. Commande l'avant-garde de l'armée de Diezzar, X, 288. — Force de son armée, 294. — Livre la bataille du mont Thabor, 298.
- ABERCROMBIE,** général. Commande une division sous les ordres du duc d'York, VI, 304. — Commande le premier détachement des Anglais destinés à faire une descente en Hollande, X, 263. — Débarque au Helder, 264.
- ABOUKIR.** La flotte française est mise à l'ancre dans cette rade, X, 28. — Y reste, contrairement aux ordres de Bonaparte, 50. — Description de cette rade, 51. — Nelson y détruit l'escadre française, 53. — Une armée turque y débarque, 302. — Bataille d'Aboukir, livrée le 24 juillet 1799, 305.
- ACROQUE,** chef de bataillon. Reste auprès du roi pendant la journée du 20 juin, II, 132.
- ACRE.** (Voy. SAINT-JEAN D'ACRE.)
- ACTON,** favori de la reine de Naples. Vendu aux Anglais, VIII, 166. — Décide la cour à se réfugier en Sicile, X, 114.
- ADAM LUX,** député de Mayence. Sa condamnation par le tribunal révolutionnaire, V, 164.
- ADDA.** L'armée de Bonaparte traverse ce fleuve à Lodi, VIII, 178.
- ADÉLAÏDE** (madame), tante du roi. Sa gratitude pour Lafayette, I, 173. — Emigre, 264.
- ADIGE.** Avantages qu'il y a à être maître de son cours, VIII, 206. — Description du cours de ce fleuve, 273. — Bonaparte l'occupe, *ib.* — Les Autrichiens lui enlèvent cette ligne de défense, 278. — Cours de ce fleuve en sortant de Vérone, 368. — Son cours près Rivoli, 412.
- ADMINISTRATIONS.** Leur désorganisation en 1792, III, 127.
- ADMINISTRATIONS DÉPARTEMENTALES ET MUNICIPALES.** Instituées par la Constitution directoriale, VII, 336. — Achèvement de leur organisation confié au Directoire, VIII, 46.
- ADRESSES** des villes et des provinces pour exprimer leur vœu et leur approbation à l'Assemblée nationale, I, 68. — Contre la royauté, 296. — Au roi, à la suite du 20 juin, II, 142. — Des commissaires des assemblées primaires aux départements, IV, 344. — Des jacobins à la Convention à propos du décret sur l'existence de l'Être suprême, VI, 30. — De toute la France, à la même occasion, 32. — Du club électoral à la Convention, VI, 340. — De la Convention au peuple français sur sa nouvelle marche, 342. — De l'armée d'Italie contre les royalistes, IX, 223. — Des sections, pour féliciter la Convention de la clôture du club des Jacobins, 388. — Des villes de Chambéry, Grenoble et Orange, contre le Directoire, X, 218.
- AFFRY (D'),** commandant des Suisses. S'appuie sur ses capitulations pour refuser de quitter Paris, II, 186.
- AGENCE ROYALISTE.** Sa composition, ses faux rapports, IV, 326. — Ses intrigues au commencement de 1795, VII, 151. — Impute la mort du fils de Louis XVI à l'empoisonnement, 263. — Ses intrigues en Vendée, 264. —

- Ses menées pour empêcher le succès de l'expédition de Quiberon, 285. — Son plan en opposition à celui de Puisaye, 297. — Attribue à Puisaye et à l'Angleterre la non-réussite de l'expédition de Quiberon, 314. — Ses inquiétudes à la suite de la paix avec l'Espagne, 319. — Agite les sections par ses menées, 324. — Gagne quelques députés conventionnels et modérés, 326. — Pousse l'opposition à l'insurrection, 341. — Appelle des chouans et des émigrés à Paris, et provoque des mouvements dans diverses villes, 349. — Son mécompte après la non-réussite de l'insurrection du 13 vendémiaire, 373. — Recommence ses menées, 374. — Condamnation de quelques-uns de ses membres, VIII, 50. — Ses nouveaux plans, 114, 257. — Fonde quelques espérances sur Barras, IX, 12. — Ménagements de ses journaux pour quelques directeurs et ministres, 13. — Ses intrigues, 18. — Sa composition, 19. — Son complot, 20. — Forme la maçonnerie dite des *Philanthropes*, et l'association des *Fidèles*, 22. — Faiblesse de ses moyens, 26. — Reçoit l'argent de l'Angleterre, 28. — Ses complots découverts, 29. — Cherche à gagner la force armée de Paris, 30. — Condamnation de ses principaux membres, 32. — Révélation de ses plans par Duverne de Préisle, 33.
- AGIOTAGE.** Ce qui l'amène et sur quoi il s'exerce, IV, 332. — Quelques députés accusés de s'y livrer, 334. — La terreur le fait presque cesser, V, 479. — Prend un nouvel essor, VII, 191. — Porté au dernier degré de fureur, 241.
- AGUILLOU (duc d').** Propose l'abolition des privilèges, I, 123. — Président du comité des finances, 152. — S'empresse auprès de la reine à sa rentrée dans Paris, après la fuite à Varennes, 287.
- AGRICULTURE.** Règlements du gouvernement révolutionnaire pour son amélioration, VI, 87.
- AIX-LA-CHAPELLE.** Abandonnée aux Autrichiens par les Français, III, 316.
- ALB.** Chaîne de montagnes séparant le Neckar du Danube, VIII, 240. — Description de cette chaîne, 296.
- ALBANI, cardinal.** Envoyé à Vienne, par le pape, VIII, 348. ●
- ALBARÈDE (D'), ministre de la marine.** Mal vu des jacobins, IV, 278. — Plaintes dirigées contre lui, 294. — Dénonce Danton, 292.
- ALBERT (duc).** (Voy. SAXE-TECHEN.)
- ALBITTE, aîné.** Commissaire de la Convention auprès de l'armée des Alpes, IV, 493. — Demande à la Convention de former un bureau pendant la séance de nuit du 1^{er} prairial, VII, 215. — Son arrestation, 221. — Décrété d'accusation, 228.
- ALEXANDRE.** Commandant du f. u. bourg Saint-Marceau, II, 146. — Adjoint au comité insurrectionnel, 187.
- ALEXANDRIE, en Piémont.** Livrée aux Français par suite de l'armistice de Cherasco, VIII, 157. — Assiégée par Bellegarde, X, 252. — Ouvre ses portes aux Russes, 256.
- ALEXANDRIE, d'Égypte.** Bonaparte arrive en vue de cette ville, X, 10. — Description de cette antique cité, 41. — Est prise, 42.
- ALLÈGRE (D'), Puisaye** l'expédie en avant pour annoncer l'expédition de Quiberon, VII, 275. — Joint l'expédition avec ses chouans, 278.
- ALLEMAGNE.** Théâtre de la guerre dans ce pays en 1796, VIII, 230.
- ALPES.** Description de ces montagnes, VII, 162. — Fleuves qui en descendent pour se jeter dans le Pô ou dans l'Adriatique, 172. — Alpes de Souabe, 231. — Routes conduisant d'Italie à Vienne, à travers les Alpes Rhétiennes, Noriques et Juliennes, IX, 59.
- ALVINZY, maréchal.** Mis à la tête de la troisième armée envoyée par l'Autriche contre Bonaparte, VIII, 344. — S'avance vers l'Italie avec quarante mille hommes environ, 355. — Sa marche, 359. — Prend position sur les hauteurs de Caldiero, 362. — Livre bataille à Caldiero, 363. — Bataille d'Arcole, 370. — Se retire après un combat de soixante-douze heures, 377. — Fait sa retraite dans le Tyrol, 378. — Son armée portée à plus de soixante mille hommes, 405. — Se décide à attaquer la position de Rivoli, 412. — Commence l'attaque le 12 janvier 1797, 413. — Bataille de Rivoli, 417. — Joubert lui enlève sept mille hommes dans sa retraite, 424.
- AMAR, conventionnel.** Appuie le projet du comité pour l'organisation du tribunal extraordinaire, III, 528. — Rédacteur de l'acte d'accusation des Girondins, V, 152. — Membre du comité de sûreté générale, 296. — Veut secouer le joug du comité de salut public, VI, 110. — Participe aux plaisirs de Barère, 157. — Veut faire continuer la discussion sur les accusations de Lecointre contre les membres des anciens comités, 282. — Dé-

- crété d'arrestation et envoyé à Ham, VII, 117. — Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 149.
- AMBERT, général.** Ses opérations dans les Vosges, V, 241.
- AMÉRIQUE.** Ses relations avec la France troublées, IX, 40. — Fait un traité de commerce avec l'Angleterre, 41.
- Ami des Lois.** Cette pièce est l'occasion de quelques démonstrations en faveur de Louis XVI, III, 241.
- Ami du peuple (l').** Journal rédigé par Marat, II, 82.
- Ami du roi (l').** Royou, rédacteur de ce journal, est mis en accusation, II, 82.
- AMNISTIE.** Necker obtient une amnistie générale, aussitôt révoquée, I, 414. — Une amnistie générale pour tous les faits relatifs à la révolution est proclamée, sur la proposition de Lafayette, 303. — La Convention, au moment de sa clôture, prononce une amnistie générale pour tous les faits relatifs à la révolution, excepté pour la révolte du 13 vendémiaire, VII, 384.
- AMSTERDAM.** Pétition des habitants pour s'opposer à toute tentative de défense, VII, 13. — Accueil qu'ils font aux Français, 21.
- ANCAR, commissaire aux subsistances.** Est compris dans le procès des hébertistes, V, 366. — Sa mort, 371.
- ANCÔNE.** Reçoit garnison française, VIII, 217. — Reste au pouvoir de la France jusqu'à la paix générale, IX, 53.
- ANDRÉ (D'), député.** Est commis pour recevoir les déclarations du roi et de la reine, I, 388.
- ANDRÉ, député aux Cinq-Cents.** Son serment de haine à toute tyrannie, VIII, 93. — Condamné à la déportation, IX, 283.
- ANDRÉOSSY, général d'artillerie.** Porte à la réception de Bonaparte, par le Directoire, l'admirable drapeau donné à l'armée d'Italie, IX, 350. — Retourne d'Égypte en France avec Bonaparte, X, 314.
- ANGLETERRE.** Charge son ambassadeur de la justifier, I, 192. — Son intention en formant la ligue anglo-prussienne, 212. — Accusée de favoriser les discordes en France, 213. — Sa neutralité promise à Louis XVI par Léopold, 274. — Proteste des ses intentions amicales, II, 49. — Politique de son cabinet, III, 209. — Retire son ambassadeur de Paris, 274. — Ses griefs contre la France, 275. — Prend des mesures contre elle, 276. — La France lui déclare la guerre, 277. — Ses intrigues dans Toulon, IV, 319. — Exige le siège de Dunkerque, V, 22. — Occupe Toulon, 13. — L'évacue et incendie l'arsenal, 252. — Son acharnement contre la France, VI, 33. — Augmente ses armées de terre et de mer, 36. — Ses violences à l'égard des neutres, 38. — Ne reconnaît pas Monsieur comme régent, 324. — Bénéfices qu'elle retire de la défaite de ses alliés, VII, 29. — Promesses qu'elle fait à Puisaye, 154. — Etat de ce pays au printemps de 1795, 164. — Ses grandes ressources, 165. — Accorde un subside à l'Autriche, 168. — Ouvre des emprunts, 169. — Méfiance qu'elle inspire aux royalistes, 266. — Moyens qu'elle fournit à Puisaye, 270. — On y fabrique trois milliards de faux assignats, 272. — Expédition de Quiberon, 273. — L'agence royaliste lui attribue la non-réussite de cette expédition, 314. — Envoie une seconde expédition sur les côtes de l'ouest de la France, VIII, 26. — Non-réussite de cette expédition, 66. — Exaspération du peuple de Londres demandant la paix, 77. — Fait une ouverture insignifiante à la France, 120. — Excite les puissances de l'Italie contre les Français, 214. — Sa situation critique en 1796, 266, 335. — Continue sa négociation avec la France, 383. — Fournit aux frais de la contre-révolution en France, IX, 28. — Sa triple alliance avec l'Autriche et la Russie, 42. — Sa triste situation, 43. — Sa situation périlleuse après la signature des préliminaires de Léoben, 140. — Suspension de paiements de la Banque, 142. — Entre dans la voie du papier-monnaie, 143. — Entre en négociation avec la France pour la paix, 144. — Conférences de Lille, 235. — Ses intrigues pour exciter l'Europe contre la France, 420. — Projet de descente conçu par le Directoire, X, 60. — Pousse la Turquie à déclarer la guerre à la France, 61. — Essuie un échec à Ostende, 102. — Dirige une expédition contre la Hollande, 265. — Cette expédition échoue, 330.
- ANJOU.** Berceau de la guerre de Vendée, IV, 78.
- ANSELME, général.** Passe le Var, III, 61. — Occupe Nice, 62. — Remplacé par Brunet, IV, 220.
- ANSONS, membre du directoire du département.** Signe une pétition au roi, provoquant l'apposition du veto au décret contre les prêtres, II, 30.

- ANTIBOUL**, député à la Convention. Comparait devant le tribunal révolutionnaire, V, 153.
- ANTOINE**, ex-constituant. Adjoint au comité insurrectionnel, II, 187.
- ANTONELLE**, député à la Convention. Président des jurés dans le procès des Girondins, V, 160. — Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 119.
- ANVERS**. Occupé par Labourdonnaye, III, 134. — Sa citadelle prise par Miranda, 136.
- AOUT**. (Voy. DIX AOUT.)
- APENNIN**. Description de cette chaîne des Alpes, VIII, 56, 162.
- APPEL AU PEUPLE**. Proposé dans la Convention lors du procès de Louis XVI, III, 223. — Discuté, 225. — Rejeté, 241.
- APPROVISIONNEMENT**. Difficultés de l'approvisionnement de Paris, I, 108.
- ARANDA (D^e)**. Sage ministre espagnol remplacé par le prince de la Paix, III, 271. — Disgracié pour avoir conseillé la paix avec la France, VI, 45.
- ARAU**. Se soulève contre l'autorité bernoise et est pris sous la protection française, IX, 396.
- ARCHEVÊQUE D'AIX (JEAN DE DIEU RAYMOND DE BOISGELIN)**. Sollicite du pape son consentement au décret qui impose le serment civique au clergé, I, 256.
- ARCHEVÊQUE D'ARLES (JEAN-MARIE DULAU)**. Tué dans la prison des Carmes, II, 312.
- ARCHEVÊQUE DE VIENNE (J.-G. LEFRANC DE POMPIGNAN)**. Se joint, à la tête de la majorité du clergé, à l'Assemblée nationale réunie dans l'église de Saint-Louis, la salle du Jeu de Paume ayant été fermée, I, 63. — S'oppose à une protestation du cardinal de La Rochefoucauld, 71.
- ARCOLE**. Village situé sur l'Alpon, VIII, 369. — Bataille d'Arcole livrée les 15, 16 et 17 novembre 1796, 370.
- ARÇON (général D^e)**. Breda se rend à lui, III, 294. — S'empare des travaux avancés de Gertruydenberg, 295. — Cette place lui ouvre ses portes, 296.
- ARÉNA**, député. Défend les patriotes des attaques dirigées contre eux par le Directoire, X, 225. — Fait partie du club du Manège, 266.
- ARGENTEAU (D^e)**. Commande la droite des Autrichiens à la bataille de Loano, VIII, 60. — Commande le centre de l'armée de Beaulieu, en Piémont, 146.
- ARGONNE**. Description de cette forêt, II, 335. — Occupée par Dumouriez, 338. — Franchie par l'ennemi, 346.
- ARISTOCRATIE**. (Voy. NOBLESSE.)
- ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE**. Son organisation, V, 57. — Son licenciement, VI, 9.
- ARMÉES**. (Voy. GUERRE.)
- ARMOIRE DE FER**. Ce que c'était, III, 192.
- ARNOULT**. Propose de confirmer les renonciations de la branche d'Espagne à la couronne de France, I, 148.
- ARRAS**. Sa population déclinée par Lebon, VI, 147. — Ses réclamations repoussées par le comité de salut public, 148.
- ARTIGOTTE**, commissaire de la Convention à Toulouse. Rencontre de l'opposition de la part des jacobins, VI, 331. — La Convention procède contre lui, VII, 235.
- ARTOIS (comte D^e)**, frère de Louis XVI. Son impopularité, I, 16. — Accompanye le roi à l'Assemblée nationale, 101. — Quitte le premier la France, 104. — Décrété d'accusation, II, 49. — Ses voyages. Se trouve au quartier général du duc d'York, VI, 324. — Promet de venir se mettre à la tête de l'expédition organisée à Londres, par M. de Puisaye, VII, 154. — Devient *Monsieur* pour les royalistes par suite de la mort du fils de Louis XVI, 263. — Donne tous pouvoirs à Puisaye pour l'expédition de Quiberon, 273. — Doit faire partie d'une seconde expédition, 274. — A bord du *lord Moira*, 315. — A bord d'une escadre anglaise sur les côtes de l'ouest de la France, VIII, 26. — Reste en vue des côtes, 28. — Vivement pressé de débarquer, 62. — Demande au ministère anglais de le rappeler, 65. — Se retire en Ecosse, IX, 19.
- ASSEMBLÉE CENTRALE de résistance à l'oppression**, formée à Caen par les députés des départements, IV, 262.
- ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**. (Voy. ASSEMBLÉE NATIONALE.)
- ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**. Sa composition, II, 10. — Abolition des titres de *seigneur* et de *majesté*, 17. — Accueille parfiement le roi, mais le blesse en demeurant assise, 48. — Ses décrets contre les émigrés, 53. — Manifeste un grand mécontentement du *vetu* apposé à ces décrets par le roi, 55. — Ses décrets contre les prêtres non assermentés, 57. — Pousse au dernier degré d'irritation par les préparatifs des émigrés, 54. — Son décret

pour exiger des Électeurs le désarmement des émigrés, 36. — L'envoi par un message au roi, *ib.* — Décide que le discours du roi sera envoyé aux quatre-vingt-trois départements, 37. — Accueille parfaitement Lafayette et approuve la nomination des maréchaux Luckner et Rochambeau, 39. — Supprime le cérémonial du premier de l'an, 43. — Envoie aux départements le compte rendu de Narbonne de l'état des armées, 46. — Décrète d'accusation les princes émigrés, 49. — Déclare infâme tout Français qui prendrait part à un congrès formé pour modifier la Constitution, 51. — Décrète que le roi ne traitera plus qu'au nom de la nation, *ib.* — Décrète Delessart d'accusation, 54. — Décrète d'accusation l'ambassadeur Noailles, 69. — Lève ce décret après avoir reçu communication de la note de M. de Cobenzel, 71. — Le roi proposant la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême, l'Assemblée déclare qu'il y a urgence, 73. — Inquiète de ce qui se passe à la cour, se déclare en permanence, 85. — Décrète le licenciement de la garde, 86. — La déportation des prêtres factieux, 87. — Un camp de vingt mille fédérés sous Paris, 88. — Déclare que les ministres girondins disgraciés emportent la confiance de la nation, 104. — Ses impressions à la lecture de la lettre de Lafayette exprimant sa désapprobation contre tout ce qui tendait à attaquer le roi ou la Constitution, 112. — Renvoie cette lettre au comité des douze, 114. — Agitée par la lecture de la pétition des Marseillais, 123. — Décrète l'envoi de cette pétition aux départements, 124. — Sa conduite pendant la journée du 30 juin, 125. — Discussion sur la journée du 20 juin, 137. — Mande devant elle les ministres pour rendre compte des précautions prises, sur les troubles religieux et la sûreté de la capitale, 142. — Agitée par les adresses diverses provoquées par la journée du 20 juin, 144. — Admet Lafayette à sa barre, *ib.* — Renvoie la pétition de Lafayette à la commission extraordinaire, 147. — Modifie le projet de la réserve sous Soissons proposé par le roi, 152. — Décrète la dissolution de tous les États-majors de garde nationale, 153. — Adopte la formule *La patrie est en danger* pour les cas de péril extrême, 168. — Tous les partis dans l'Assemblée sont réconciliés un moment sur la motion de Lamourette, 171. — Mécontente de la suspension de Pétion et Manuel, 174. — Déclare

la patrie en danger, 176. — Réintègre Pétion, 181. — Prend des mesures militaires, 185. — Pour empêcher le peuple de pénétrer dans le jardin des Tuileries ordonne d'apposer un écriteau avec ces mots : Défense de passer sur le territoire étranger, 210. — Casse un arrêté du département des Bouches-du-Rhône inspiré par Barbaroux, 220. — Ajourne au 9 août la question de la déchéance, 222. — Casse l'arrêté de la section de Mauconseil prononçant la déchéance du roi, 223. — Met Lafayette hors d'accusation, 226. — Mande Roderer à sa barre pour garantir l'inviolabilité des députés, 227. — Appelle Pétion à sa barre dans la nuit du 9 au 10 août, 236. — Reçoit le roi dans son sein, 244. — Ordonne que vingt de ses commissaires iront calmer le peuple, 246. — Décrète la suspension de Louis XVI et la convocation d'une Convention nationale, 251. — Son autorité reconnue par la commune insurrectionnelle, 257. — Approuve tout ce qui a été fait par cette commune, 258. — Décrète la formation d'un camp sous Paris, 259. — Supplée à la royauté détruite par les ministres formés en conseil exécutif, *ib.* — Donne force de loi à tous les décrets sur lesquels Louis XVI avait apposé son veto, 259. — Charge des commissaires, pris dans son sein, d'éclairer les provinces et les armées sur les événements du 10 août, 260. — Ses efforts pour calmer le peuple, 264. — Mesures qu'elle prend à l'égard de la famille royale et des prisonniers, 263. — Reprend sa séance après une courte interruption, 264. — Accusée de faiblesse et de royalisme par Robespierre, 267. — Confère aux municipalités les pouvoirs les plus étendus, 270. — Donne la garde de la famille royale à la commune de Paris, 272. — Rencontre l'opposition de la commune et lui cède, 273. — Refuse la création d'un tribunal extraordinaire demandée par la commune, 275. — Décrète la création d'un tribunal criminel extraordinaire, 277. — Ses commissaires aux armées sont arrêtés par ordre de Lafayette, 280. — Déclare Lafayette traître à la patrie, et le décrète d'accusation, 281. — Décrète le maintien de la haute cour nationale à Orléans, 295. — Décrète la peine de mort contre quiconque, dans une place assiégée, parlerait de se rendre, 298. — Ordonne une levée de trente mille hommes, 299. — Décrète que douze commissaires de l'Assemblée iront travailler aux retranchements du camp sans Paris, 308. —

Oblige tout citoyen, sous peine de mort, à servir de sa personne ou à remettre ses armes, 309. — Envoie des députés pour sauver les victimes pendant le massacre des prisons, 316. — Son Inaction, 323. — Ordonne que la commune rendra compte de l'état de Paris, 326. — Ecrit à Dumouriez de repasser la Marne, 360. — Déclare qu'on ne traitera avec l'ennemi que lorsqu'il sera sorti de France, 362. — Fin de sa législation, 111, 22.

ASSEMBLÉE NATIONALE. L'Assemblée des députés du tiers-état prend ce titre, sur la proposition de Legrand, I, 54. — Ses premières résolutions, 56. — Se réunit dans la salle du Jeu de Paume, 60. — Prête le serment de ne pas se séparer avant l'établissement d'une Constitution, 61. — La salle du Jeu de Paume étant fermée, se rend à l'église de Saint-Louis, où elle reçoit la majorité du clergé, 63. — Subit des humiliations le jour de la séance royale, *ib.* — Reçoit du roi l'ordre de se séparer sur-le-champ, 64. — Vote à l'unanimité le maintien de ses précédents arrêtés, et décrète l'inviolabilité de ses membres, 66. — Rejointe par la minorité de la noblesse, 68. — Reçoit la députation du Palais-Royal, *ib.* — Se prépare à donner une Constitution, 74. — Nomme un comité des subsistances, 75. — Intervient à l'occasion des gardes françaises délivrés de prison par le peuple, 80. — Demande au roi le renvoi des troupes réunies à Paris à la veille du 14 juillet, 83. — Sa consternation à l'approche du 14 juillet, 90. — Envoie une députation au roi pour demander le renvoi des troupes et l'établissement des gardes bourgeoises, 94. — Prend diverses mesures pleines d'énergie et se déclare en permanence, *ib.* — Continue ses travaux de Constitution dans la matinée du 14 juillet, 92. — Envoie des députations réitérées au roi, 93. — Envoie une cinquième députation au roi, 99. — Appelée pour la première fois *Assemblée nationale* par le roi, 101. — Envoie une députation à l'Hôtel de Ville, 102. — Élit le duc de Liancourt pour président, 105. — Reçoit Necker avec empressement, 113. — Fait une proclamation pour calmer le peuple, 120. — Discute la Déclaration des Droits de l'homme, 128. — Ses membres renoncent aux droits féodaux et à tous les privilèges, 124. — Décrète l'abolition des redevances et des services personnels, 126. — Décrète l'abolition de la dîme, 130. — Confie aux municipalités le main-

tien de l'ordre, 131. — Sa confiance dans l'avenir de la France, 132. — Vote, en le modifiant, l'emprunt demandé par Necker, 133. — S'occupe de la Déclaration des Droits de l'homme, 134. — Agitée, 142. — Vote la permanence des assemblées, 144. — Décrète l'unité de l'Assemblée, 145. — Adopte le *vetos* suspensif, 146. — Vote l'hérédité du trône et l'inviolabilité royale, 147. — Rejette l'inviolabilité de l'héritier présomptif, 148. — Passe à l'ordre du jour sur la question de régence, 149. — Demande au roi la promulgation des articles du 4 août, 151. — Étend à deux législatures la durée du *vetos* suspensif, *ib.* — Adopte le plan financier de Necker, 155. — Est agitée par un message du roi, 164. — Séance de la nuit du 5 au 6 octobre, 181. — Décrète qu'elle est inséparable de la personne du monarque, 175. — Se transporte à Paris, 183. — Déclare les biens du clergé mis à la disposition de l'Etat, 186. — Assure l'existence de tous les ecclésiastiques, 187. — Divise la France en départements, 188. — Fixe la qualité de citoyen, 189. — Censure les départements, 191. — Reçoit le roi au milieu des applaudissements, 194. — Prête le serment civique, 196. — Décrète la vente de 400 millions de biens du domaine et de l'Eglise, 203. — Passe à l'ordre du jour sur une motion relative à la religion catholique, 207. — Rejette la motion de l'abbé Maury sur le renouvellement de l'Assemblée, 209. — Discute la question du droit de la paix et de la guerre, 217. — Adopte le décret proposé par Mirabeau, amendé par Chapelier, 221. — Continue ses travaux de finances, 222. — Donne cours forcé de monnaie aux assignats, 224. — Décrète 400 millions d'assignats forcés avec intérêt, 226. — Demande la communication du *Livre Rouge*, 227. — Fixe la liste civile du roi, *ib.* — Régle le nouvel ordre judiciaire, *ib.* — Décrète la constitution civile du clergé, 229. — Admet des étrangers à faire partie de la première fédération; 231. — Décrète l'abolition des titres de noblesse, 232. — Décrète, sur la proposition de Lafayette, qu'un même individu ne pourra commander plus d'une garde de département, 233. — Met Mirabeau et le duc d'Orléans hors d'accusation dans la procédure contre les auteurs des 5 et 6 octobre, 242. — Fâché Bouillé de sa conduite, 245. — Décrète une nouvelle émission d'assignats sans intérêts, 246. — Accorde à Necker la faculté de se retirer en Suisse, 248.

— Impose le serment civique au clergé, 356. — Nomme des évêques et des curés, 357. — Autorise le départ des tantes du roi, 361. — Décrète la résidence des fonctionnaires, *ib.* — Force respective des partis dans son sein, 364. — S'occupe de la loi contre l'émigration, 365. — Ajourne cette loi, 368. — Interrompt ses travaux à la nouvelle de la mort de Mirabeau, 371. — Promet à Louis XVI de faire tout ce qui dépendra d'elle pour assurer sa liberté, 373. — Mesures qu'elle arrête après la fuite du roi, 379. — Députe trois commissaires pour reconduire le roi à Paris, 385. — Suspend le roi de ses fonctions, 388. — Ordonne de grands préparatifs pour résister aux puissances étrangères, 393. — Décrète que le roi ne peut être mis en cause pour le fait de son évasion, 397. — Charge la municipalité de veiller à l'ordre menacé au Champ-de-Mars, 398. — Décrète qu'aucun de ses membres ne serait réélu, 399. — Vote la Constitution de 1791 avec quelque hâte, 392. — Proclame une amnistie générale, 393. — Clôture de l'Assemblée constituante, *ib.* — Réflexions sur ses travaux. Justification de ses actes. Récapitulation des objections présentées contre la Constituante, et réfutation, II, 4. — Mesures qu'elle avait prises contre l'émigration, 22. — Ses idées et ses sentiments, III, 156.

ASSEMBLÉES PRIMAIRES. Leurs commissaires arrivent à Paris pour célébrer l'anniversaire du 10 août et accepter la Constitution, IV, 337. — Accueillies avec empressement par les jacobins, 338. — Leur visite à la commune et au club de l'Évêché, 339. — A la Convention, 340. — Rédigent une adresse aux départements, 341. — Discours que leur adresse Robespierre, 342. — Rédigent une pétition pour demander à la Convention de grandes mesures de salut public, 353. — Demandent la levée en masse, 354. — La Constitution directoriale, dite de l'an III, soumise à leur acceptation, ainsi que les décrets des 5 et 13 fructidor, VII, 338. — Acceptent la Constitution et les décrets, 347. /

ASSIGNATS. La première idée des assignats suggérée par la proposition de Bailly de créer un *papier municipal*, I, 323. — Reçoivent cours forcé de monnaie, 224. — 400 millions forcés avec intérêt, 226. — 800 millions sans intérêt, 246. — Nouvelle création, outre les 4,500 millions déjà dépensés, III, 26. — Nouvelle émission de 800 millions, 294. — Baisse

de leur valeur, 298. — Leur avilissement en juin et août 1793, IV, 323. — Causes de leur discrédit, 328. — Cinq milliards émis, 332, 370. — Démonétisation des assignats à effigie royale, 370. — Moyens employés pour diminuer la masse en circulation, 372. — Remontent au pair avec l'argent sous la terreur, V, 477. — L'émission s'élève à huit milliards au commencement de 1794, VI, 87. — Sont réduits au huitième de leur valeur, 266. — Divers systèmes sur les moyens de les retirer, VII, 67. — Leur baissécroissante, 191. — Divers projets pour leur réduction, 194. — Leur démonétisation en proportion des émissions, 247. — Exceptions à cette échelle de réduction, 248. — On en fabrique pour 3 milliards de faux en Angleterre, 272. — Sont réduits au cinquième de leur valeur, VIII, 43. — L'émission s'élève à 29 milliards, 14. — Ce que produisent 3 milliards d'assignats au Directoire, 30. — Réflexions sur le taux auquel le gouvernement aurait dû les réduire, 31. — Leur émission ne doit pas dépasser 30 milliards, 35. — Leur réduction à leur valeur réelle, 38. — Sont reçus à cent capitaux pour un dans l'emprunt forcé de 600 millions, 44. — Épuisement de cette ressource, 84. — Leur émission s'élève à 45 milliards, 107. — La planche en est brisée, 110.

AUBERT-DUBAYET, général. Enfermé dans Mayence assiégée, IV, 216. — Commande les troupes avec Kléber, 305. — Evacue Mayence, 314. — Après une courte incarcération est rendu à son armée transportée en Vendée, 362. — Destitué, V, 110. — Ministre de la guerre, VIII, 47.

ACERY, député à la Convention. Reçoit la direction de la force armée de Paris, VII, 228. — Chargé du personnel de l'armée, opère une réaction contre les officiers patriotes, 254. — Son arrestation, 381. — Ses propositions contraires au Directoire, IX, 175. — Condamné à la déportation, 285. — Déporté à la Guyane, 289.

AUDOUIN. Remplit le ministère de la guerre de prêtres mariés comme lui, III, 146. — Demande la levée en masse et l'arrestation générale des suspects, IV, 333. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, VI, 127. — Renvoyé devant le tribunal d'Eure-et-Loir, VII, 234.

AUGEREAU, général. Les Français lui doivent la victoire sur La Union, VII, 28. — Arrive à l'armée d'Italie

avec sa division, VIII, de — Sa participation à la bataille 56, Loano, 59. — Sa participation à la conquête du Piémont sous Bonaparte, 142, 148. — Ne veut pas qu'on traite avec le roi de Piémont, 156. — Occupe Pavie, 181. — Remonte le Mincio pour donner la chasse aux Autrichiens, 200. — Se dirige sur Bologne, 212. — Entre à Bologne, 215. — Posté à Legnago, 275. — S'oppose à la retraite conseillée à Bonaparte par tous les autres généraux, 279. — Quitte Legnago, 283. — Se porte sur Brescia par le pont de Legnago, 281. — Entre à Brescia sans coup férir, 282. — Occupe Monte-Chiaro, *ib.* — Se distingue par sa bravoure à Castiglione, 285. — Sa participation à la bataille de Castiglione, 290. — Se porte au pont de Borghetto, et devant Vérone, 291. — Livre un combat devant Serravalle, 305. — Contribue au gain de la bataille de Bassano, 312. — Dirigé vers Legnago, 314. — Contribue au gain de la bataille de Saint-Georges, 315. — Marche vers la Brenta à l'appui de Masséna, 339. — Attaque Kwasdanowich devant Bassano, 360. — Combat de Caldiero, 363. — Force de sa division, 364. — Sa participation à la bataille d'Arcole, 370. — Ses héroïques efforts pour passer le pont, 371. — Marche sur Doice, 378. — Les Conseils donnent à Bonaparte et à lui les drapeaux qu'ils ont pris sur le pont d'Arcole, 379. — Garde Legnago, 411. — Se jette à la suite de Provera et marche sur Mantoue, 423. — Participe à la victoire de la Favorite, 424. — Envoyé à Paris pour y porter des drapeaux, IX, 63. — Candidat pour la place de directeur, 155. — Son républicanisme ardent, 191. — Adresse énergique de sa division contre les royalistes, 223. — Envoyé au Directoire par Bonaparte, 225. — Son caractère, sentiments qu'il inspire aux divers membres du Directoire, 226. — Mis à la tête des forces de Paris, 227. — Se prépare avec Barras pour l'exécution du coup d'Etat décidé par la majorité du Directoire, 271. — Sa participation au 18 fructidor, 275. — A l'ambition de siéger au Directoire, 293. — Ses menaces à La Fayette, 295. — Écrit à l'armée d'Italie pour l'éclairer sur le 18 fructidor, 296. — Reçoit le commandement de l'armée d'Allemagne, 301. — Porte ombrage à l'Empire, 371. — Envoyé à Perpignan, 372. — Réglu membre du corps législatif en l'an VII, X, 183. — Donne aux patriotes un grand ascendant sur les Cinq-Cents,

269. — Son exclamation en apprenant la destitution de Bernadotte, 280. — Se rapproche de Bonaparte, 338. — Alarme les Cinq-Cents sur les projets de ce général, 334.

AUGUIS, commissaire de la Convention à Marseille. Dangers que lui font courir les jacobins, sa fermeté, VI, 330. — Blessé pendant l'insurrection du 12 germinal, VII, 414. — Marche au secours de la Convention, à la tête d'une section, pendant l'insurrection du 1^{er} prairial, 208, 218.

AUMONT (duc d'). Refuse le commandement de la milice bourgeoise, I, 102. — Elargi sous un nom supposé, VI, 240.

AUTICHAMP (d'), chef vendéen. Veut qu'on passe sur la rive droite de la Loire, V, 117.

AUTRICHE. Répond pacifiquement à la notification de Louis XVI, relative à l'acceptation de la Constitution, II, 49. — Marche contre la France, 287. — Ses motifs pour faire la guerre en 1794, VI, 41. — Ne reconnaît pas Monsieur comme régent, 324. — Ne songe point encore à poser les armes après la campagne de 1791, VII, 32. — Sa politique après la paix de Bâle, 135. — Fait un traité de subsides avec l'Angleterre, 168. — Fait faire des ouvertures à la France par le Danemark, VIII, 80. Ses espérances au printemps de 1796, 123. — Forces de ses armées sur le Rhin, commandées par l'archiduc Charles, 223. — Retraite de ses armées sur la ligne du Danube, 238. — Ses alarmes, 266. — Rassurées sur l'Allemagne, mais inquiète pour l'Italie, fait de nouveaux préparatifs, 335. — Ses efforts pour recouvrer la Lombardie, 344. — Ses nouveaux efforts en Italie, 359. — Ses motifs pour ne pas admettre les propositions du Directoire, 361. — Ses dernières tentatives en Italie, 404. — Sa triple alliance avec l'Angleterre et la Russie, IX, 42. — Sa situation périlleuse, 44. — Envoie des plénipotentiaires à Léoben, 52. — Reconnaît la cession des provinces belges à la France, 94. — Repoli en dédommagement les provinces de la terre-ferme de Venise, 96. — Occupe les provinces vénitiennes de l'Istrie et de la Dalmatie, 228. — Envoie des négociateurs pour traiter de la paix, 230. — Ses étranges prétentions, 232. — Ses immenses préparatifs de guerre depuis les préliminaires, 327. — Ouvre les conférences d'Udine dans le but de trancher les choses en longueur, 329. —

- Après le 18 fructidor, envoie M. de Cobenzel à Udine pour traiter sérieusement, 330. — Traité de Campo-Formio, 333. — N'exécute pas franchement les articles secrets de ce traité, 367. — Fait des difficultés pour recevoir Marescalchi accrédité auprès d'elle par la Cisalpine, 379. — Voit avec peine l'influence française s'étendre en Italie, 389. — Regrets de son cabinet de l'insulte faite à Bernadotte, 422. — Ses hésitations à entrer dans une nouvelle coalition contre la France, X, 66. — Signe un traité d'alliance avec la Russie, 98. — Ses immenses préparatifs, 138. — Distribution de ses forces, 140. — Son projet infâme à l'égard des ministres français à Rastadt, 166. — Le conseil aulique change la distribution des troupes sur la ligne d'opération, 312.
- AZARA (D').** Envoyé par le pape auprès de Bonaparte pour intercéder en faveur de Rome, VIII, 216. — Son enthousiasme pour ce général, 247. — Serl d'intermédiaire à Bonaparte auprès des cours du midi de l'Italie, 294. — S'empresse auprès de Joseph Bonaparte après la mort de Duphot, IX, 384. — Médiateur entre le gouvernement romain et le général Berthier, 386.
- BABEUF.** Publie le *Tribun du Peuple*, VIII, 97. — Effet produit par son journal, 98. — Plusieurs numéros de ce journal sont saisis, 99. — L'un des quatre membres du directoire secret de salut public formé par les patriotes, 115. — Sa conspiration, 116. — Dénoncé au ministre de la police, et arrêté, 119. — Sa lettre au Directoire, 120. — Sa mort, IX, 33.
- BADÉ.** Signe la paix avec la France, VIII, 266.
- BAGRATION, général russe.** Sa participation à la bataille de la Trebbia, X, 240. — A la bataille de Novi, 237. — Ses vains efforts pour percer Molitor, 329.
- BAILLEUL, député.** Partisan du Directoire, X, 224.
- BAILLY.** Nommé électeur et député, I, 37. — Président du tiers-état, est chargé de remettre une adresse au roi, *ib.* — Son caractère, 49. — Sa fermeté pendant la séance où les communes se constituent en assemblée nationale, 54. — Des gardes françaises lui refusent l'entrée dans la salle des communes fermée par ordre du roi, 59. — S'oppose au projet que forme l'Assemblée de se transporter à Paris, 60. — Prête le premier le serment du Jeu de Paume, 61. — Sommé, au nom du roi, de prononcer la séparation de l'Assemblée, prend les ordres de cette Assemblée, 65. — Ses espérances après la réunion définitive des trois ordres, 69. — Exerce la présidence avec mesure et fermeté, 70. — Envoyé à l'Hôtel de Ville par l'Assemblée nationale, 102. — Maire de Paris, *ib.* — Sa rencontre avec les enfants trouvés, 103. — Décide le roi au voyage de Paris, et le reçoit à l'Hôtel de Ville, 104. — S'occupe sans relâche des subsistances de Paris, 107. — S'oppose à la demande d'une amnistie générale, 114. — Reçoit le roi à l'Hôtel de Ville, 175. — Propose la loi martiale, 184. — Fonde le club des Feuillants, 211. — Propose un plan pour la vente des biens du clergé, 223. — Proclame la loi martiale, 298. — Quitte la mairie, II, 16. — Son buste enlevé de la salle du conseil général, 257. — En octobre 1793, obtient deux voix pour être maire, III, 80. — Enfermé à la Conciergerie, V, 137. — Tiré de prison pour servir de témoin dans le procès de Marie-Antoinette, 144. — Sa confrontation avec elle, 146. — Sa condamnation à mort, et son exécution, 166.
- BALE.** Lieu choisi pour les négociations de la Prusse avec la France, VII, 30. — Interruption momentanée des négociations dans cette ville, 126. — Reprise des négociations, 128. — Paix de la France avec la Prusse signée dans cette ville, le 5 avril 1795, 134. — La paix avec l'Espagne y est signée le 12 juillet, 319.
- BALLAND, général.** Opposé à Clerfayt, tandis que les coalisés attaquent Maubeuge, V, 405. — Commande à Vérone, IX, 109. — Ses efforts pour arrêter le massacre des Français connu sous le nom de *Paques véronaises*, 110.
- BALLAND, député.** Défend le système adopté pour la vente des biens nationaux, VII, 244.
- BANGAL.** Commissaire envoyé par la Convention pour amener Dumouriez à Paris, IV, 30. — Livré par lui aux Autrichiens, 35. — Échangé contre la fille de Louis XVI, VIII, 54. — Sa rentrée au corps législatif, 93.
- BANQUE.** Tentative faite par le Directoire pour l'établissement d'une banque, VIII, 81.
- BANQUEROUTE.** Pronostiquée par Mirabeau, I, 154. — Admettre les assignats, seulement au cours, n'en a pas été une banqueroute, VIII, 31. — Espèce de banqueroute à propos des

- mandate, 254. — Le remboursement des deux tiers de la dette, considéré comme une banqueroute, IX, 308.
- BARAGUAY D'HILLIERS.** Commande une division de l'armée d'Italie, IX, 61. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, 418.
- BARBANTANE, général.** Continue à battre le général Ricardos, IV, 252. — Doit être remplacé par Dagobert, V, 83.
- BARBAROUX.** Son portrait. Plan qu'il forme avec les députés du Midi, II, 147. — Excite les Marseillais, 123. — S'entend avec le comité insurrectionnel, 187. — Son entrevue avec Marat, 193. — Son entrevue avec Robespierre, 197. — Va à la rencontre des Marseillais arrivant à Paris, 210. — Inspire au département des Bouches-du-Rhône l'idée de retenir les impôts pour payer les troupes, 220. — Ses dispositions pour la journée du 10 août, 229. — Se prononce avec énergie en arrivant à la Convention, III, 45. — Se joint à Rebecqui pour dénoncer Robespierre, 35. — Demande que la Convention décide si elle sera corps judiciaire, 53. — Propose quatre décrets formidables, 93. — Son opinion pour remédier à la disette, 181. — Combatta justification de Louis XVI, 226. — Sa présence à la tribune excite un soulèvement tel qu'il ne peut parler, 320. — L'un des 23 girondins dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, IV, 59. — Se prépare à se défendre contre l'insurrection, 144. — Veut que les girondins bravent leurs ennemis, 169. — Assiste à la séance du 2 juin, 174. — Refuse de donner sa démission, 176. — Décrété par la Convention, 201. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 16. — Quitte cette province pour se rendre à Bordeaux, 244.
- BARBÉ-MARBOIS, député au corps législatif,** VIII, 3. — Désigné dans les plans des royalistes pour être ministre des finances, IX, 31. — Membre des Anciens dévoué à Carnot, 174. — Son arrestation, 281. — Condamné à la déportation, 285. — Déporté à la Guyane, 289.
- BARBETS.** Bandes formées par l'aristocratie de Gènes contre les Français, VIII, 210. — Ceux saisis les armes à la main par les Français sont fusillés, 215. — Le roi de Piémont continue à les souffrir dans ses États, 225.
- BARRENTIN, garde des sceaux.** Prononce un discours à l'ouverture des États-Généraux, I, 42.
- BARÈRE.** Représente le centre dans le comité de Constitution de la Convention, III, 52. — Propose un ordre du jour motivé sur l'accusation de Robespierre par Louvet, 101. — Interprète sa proposition devant les jacobins, 102. — Préside la Convention le jour où Louis XVI comparait à sa barre, 196. — Demande la destitution de Roland et de Pache, 221. — Exerce une influence décisive sur le procès de Louis XVI, 229. — S'oppose au sursis, 250. — S'élève contre les désordres, 207. — Demande des jurés auprès du tribunal extraordinaire, 328. — Membre du comité de salut public, IV, 45. — Propose la nomination d'une commission de douze membres pour parer aux maux de la république, 144. — Propose la suppression de la commission des douze et la mise de la force armée à la disposition de la Convention, 157. — Rédige en projet la pétition présentée au nom du département, de la commune et des commissaires des sections, 159. — Rédige la proclamation de la Convention sur la journée du 31 mai, 163. — S'indigne des exigences de la commune, 165. — Rédige un projet pour proposer aux 22 et à la commission des douze de donner leur démission de députés, 167. — Présente ce projet à la Convention, 174. — Propose à l'Assemblée, consignée par la commune, d'être transporter tout entière au milieu de la force armée, 177. — Propose un projet de décret portant des mesures de conciliation envers les départements soulevés, 198. — Défend le comité de salut public, V, 52. — Démonstre la nécessité de détruire la Vendée, 65. — Présente à la Convention le décret contre Lyon, 92. — Son rapport sur les arrestations, 342. — Poursuit par haine les nouveaux modérés, 344. — Chargé de presque tous les rapports dans le comité, VI, 21. — Nom qu'il donne à ses rapports quotidiens adressés à la Convention, 94. — Son rapport sur la tentative d'assassinat dirigée contre Collot-d'Herbois, 96. — Commence à haïr Robespierre, 109. — Adopte le projet de Robespierre et de Couthon pour rendre la procédure révolutionnaire plus expéditive, 117. — S'oppose au sacrifice de nouvelles victimes désignées par Robespierre, 127. — Rédige le rapport de Vouland sur la secte de Cath. Théot, 123. — Son rapport sur les réclamations soulevées par la conduite de Lebon à Arras, 148. — S'empare du manèment des affaires en l'absence de Robespierre, et gagne la majorité du comité, 156. — Ses plat-

sirs, 157. — Consent à une conciliation passagère avec Robespierre, 158. — Dit dans ses rapports que les membres du gouvernement sont parfaitement unis, 162. — Sacrifices qu'il consentirait à faire pour s'entendre avec Robespierre, 180. — Son rapport sur l'état de la France, 183. — Soutient la demande d'impression du fameux discours de Robespierre, 191. — Vient faire à la Convention les propositions délibérées dans la nuit par le comité, 204. — Continue son rôle de rapporteur après la chute de Robespierre, 231. — Propose de remplacer les trois membres du comité de salut public, morts la veille sur l'échafaud, par trois membres nouveaux, 232. — Ses observations sur l'inconvenance des sollicitations en faveur des détenus, 239. — Sort du comité de salut public par la voie du sort, 286. — Les comités décident qu'il y a lieu à examen contre lui, 390. — Son arrestation décrétée par la Convention, VII, 76. — Comparet devant la Convention, 96. — Condamné à la déportation, 116. — Envoyé devant le tribunal de la Charente-Inférieure, 234. — Déporté, 385. — Nommé député aux Cinq-Cents, IX, 147. — Son élection annulée, 153.

BARNAVE. Rappelé à l'Assemblée qu'aucune des mesures prises par elle n'a besoin de la sanction royale, I, 65. — Forme un triumvirat avec les Lameth, 117. — Son opinion touchant la Constitution, 139. — Son parti offre des concessions à Mounier, 140. — Accrédite le bruit qu'on va donner le ministère à Mirabeau, 181. — Son opinion sur le droit de la paix et de la guerre, 219. — Porté en triomphe, *ib.* — Subit la réplique de Mirabeau, 220. — Empêché de répondre par l'Assemblée, 221. — Rend visite à Mirabeau mourant, 269. — Commissaire pour reconduire Louis XVI à Paris, 285. — Monte dans la voiture du roi, *ib.* — Conçoit du dévouement pour la famille royale, 286. — S'entend avec la cour et prête secours au trône, 289. — Dicte la réponse du roi aux commissaires nommés par l'Assemblée, *ib.* — Orateur de la bourgeoisie modérée, 300. — Ses projets touchant la Constitution, 302. — Conseille la cour, II, 10. — Conseille au roi de refuser sa sanction au décret contre les prêtres, 28. — Enfermé à la Conciergerie, V, 137. — Sa mort, 163.

BARRAS. Crainte et mécontentement que lui inspire le comité de salut public, VI, 412. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — Commissaire de la Convention à

Toulon, fait mitrailler les habitants, 146. — S'entend avec les autres adversaires de Robespierre, 157. — Commandant de la force armée dans la nuit du 9 thermidor, 217. — Distribue les bataillons réunis autour de la Convention, 218. — Annonce à l'Assemblée la soumission des sections, 219. — Court chercher l'Ecole de Mars pour prêter secours à la Convention, 220. — Echange des injures avec la Montagne, à la tribune de la Convention, VII, 53. — Adjoint à Pichegru nommé général de la force armée, 117. — Nommé général de l'intérieur, le 12 vendémiaire, 359. — Demande Bonaparte pour commandant en second, 360. — Renvoie aux comités un parlementaire des sections, 366. — Désigné par les conventionnels pour être directeur, VIII, 6. — Directeur, 9. — S'occupe du personnel, 48. — Fait les honneurs du Luxembourg, 103. — Son portrait, IX, 3. — Ses désordres et son luxe, 9. — Son opinion politique, 12. — Sa haine pour Carnot, 14. — Désapprouve les préliminaires de Léoben, 104. — Vend sa voix dans le Directoire à la république de Venise, 139. — Ses sentiments pour ses collègues, 184. — Forme une alliance avec Laréveillère et Rewbell pour sauver la république, 185. — Ecrit à Hoche, à l'insu de ses deux collègues, 197. — Son goût pour M. de Talleyrand, 202. — Semble s'entendre avec l'opposition constitutionnelle, 207. — Excite l'indignation de cette opposition par ses votes dans le Directoire, 210. — Dénoncé par Willot comme ayant été nommé directeur sans avoir l'âge, 218. — Ne vient point en aide à Hoche, accusé d'avoir franchi la limite constitutionnelle, 219. — Sa sympathie pour Augereau envoyé au Directoire par Bonaparte, 226. — Se charge de gagner les grenadiers du Corps législatif, 227. — Veut qu'on reprenne les hostilités contre l'Autriche, 242. — Ses avances à Carnot pour le ramener, 261. — Ses préparatifs avec Augereau, 271. — Se décide à agir dans la nuit du 17 fructidor, 273. — Avertit ses collègues, 274. — Ses menaces à Lavalette, 296. — Combat la loi contre les ci-devant nobles, 309. — Prononce un long discours à la réception de Bonaparte par le Directoire, 318. — Affecte un grand dévouement pour Bonaparte, 337. — Partage les bénéfices des fournitures, X, 89. — S'oppose au choix de Moreau pour général en chef de l'armée d'Italie, 136. — Propose Schérer, 137. — Indulgence de l'opinion publique envers lui, 178. — Se rapproche de Sieyès, 220. — Sa con-

- duite à l'égard de ses collègues Larévillière et Merlin, dont les patriotes demandent la démission, 232. — Sa position dans le nouveau Directoire, 269. — Se rattache au parti réorganisateur, 270. — Attaques dirigées contre lui par les patriotes, 274. — Tente de réconcilier le Directoire avec les patriotes, 277. — Calme Bernadotte disposé à faire une journée avec les patriotes, 279. — Chef des *Pourris*, 313. — Sa haine contre Bonaparte, 343. — Son propos contre lui, 348. — Sa tentative infructueuse pour s'en rapprocher, 351. — Son intrigue avec le prétendant, 353. — Ignore les projets formés pour la journée du 18 brumaire, 361. — Sa démission de directeur lui est demandée par Talleyrand et Bruni, 366. — Promet à Gohier et à Moutins de résister à la révolution tentée par Bonaparte, 368. — Donne sa démission, 369. — Part pour sa terre de Gros-Bois, 371.
- BARTHÉLEMY.** Signe la paix avec l'Espagne à Bâle le 12 juillet 1795, VII, 319. — N'inspire point de confiance aux patriotes, VIII, 42. — L'ambassadeur anglais Wickam lui fait une ouverture insignifiante, 121. — Proposé par les Glichyens pour être directeur, IX, 35. — Elu directeur en remplacement de Letourneur, 154. — Son portrait, 155. — Sa faiblesse, 201. — Vote pour que le Directoire accepte les conditions de l'Autriche et de l'Angleterre, 242. — Refuse de signer le message du Directoire en réponse aux plaintes des Conseils, 254. — Sa fausse sécurité, 275. — Son arrestation, 279. — Condamné à la déportation, 286. — Se refuse à s'évader, 288. — Déporté à la Guyane, 289. — Son domestique Letellier se fait déporter avec lui, 290.
- BASSAL.** commissaire de la Convention. Décide le Jura à se soumettre à la Constitution, IV, 234.
- BASSANO.** Bataille de ce nom livrée le 8 septembre 1796, VIII, 312.
- BASSEVILLE.** agent français. Ézorgé dans Rome, VI, 44. — Le traité de Tolentino stipule une réparation, IX, 54.
- BASTILLE.** Prise par le peuple assisté des gardes françaises, I, 93. — Visitée par la foule, 403. — Principal lieu de réunion pendant les fêtes de la première fédération, 338.
- BATAILLONS D'ORLÉANS.** Ce que c'était, IV, 228. — Leur conduite sur le champ de bataille, 301. — Se débattent avant de se mettre en marche, V, 262.
- BATTAGLIA,** sénateur de Venise. Opine pour l'alliance de Venise avec la France, VIII, 195. — Venise l'envoie auprès de Bonaparte pour le calmer, 201. — Semble prédire la haute destinée de Bonaparte, 206. — Podestat de Brescia, se retire devant le soulèvement de cette ville, IX, 75. — S'adresse à Villetard pour amener la fin des embarras du gouvernement de Venise, 129.
- BATZ** (baron de). Son intrigue financière avec quelques députés, IV, 335. — Sa spéculation sur les actions de la compagnie des Indes, V, 179.
- BAUDIN,** des Ardennes. L'un des auteurs de la Constitution directoriale, VII, 332. — Propose deux consuls, 334. — Secrétaire du conseil des Anciens, VIII, 5.
- BAUDOT.** S'oppose aux trop nombreux élargissements de prisonniers, VI, 245. — La Convention procède contre lui, VII, 235.
- BEAUMEIZ,** membre du directoire du département. Signe une pétition au roi, provoquant l'opposition du veto au décret contre les prêtres, II, 30.
- BAVIÈRE.** Opine pour la paix en 1795, VII, 31.
- BAYALITSCH.** Commande une division sous le général Wurmsen en Italie, VIII, 283. — Battu à Lonato, 284. — Sa division dirigée sur le col de Tarvis, IV, 67. — Se rend prisonnier avec sa division, 70.
- BAYARD,** député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 285.
- BAYLE** (Molse). Commissaire de la Convention à Marseille, IV, 75. — Son autorité méconnue, 192. — Membre du comité de sûreté générale, ne veut plus souscrire à aucune liste de proscription, VI, 129. — Sort du comité de sûreté générale, 286.
- BAZIRE.** Membre exagéré de la Gironde, II, 12. — Un mandat d'amener est lancé contre lui, 32. — Ne peut parvenir à sauver les victimes du massacre des prisons, 317. — Demande une discussion solennelle sur l'abolition de la royauté, III, 25. — Prend part à la discussion sur le procès du roi, 190. — Se refuse au bannissement des Bourbons, 210. — Refuse d'entrer dans l'intrigue sur les actions de la compagnie des Indes, V, 180. — Dépopularisé, 217. — Son arrestation, 226. — Transféré à la Conciergerie, 228. — Paraît de-

- vant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- BEAUMARNAIS**, général. Laisse échapper l'occasion de sauver Mayence, IV, 313. — Sa veuve épouse Bonaparte, VIII, 105.
- BEAUMARNAIS** (M^{me} de), veuve du général. Brille dans les salons de Paris pendant l'hiver de 1794 à 1795, VI, 337. — Epouse le général Bonaparte, VIII, 405. — Entourée d'une cour de jeunes et belles femmes à Milan, IX, 437. — Sa grâce, 355.
- BEAULIEU**. Remplace Clavière aux finances, II, 101.
- BEAULIEU**, général autrichien. Campe au-dessus de Berthaimont, III, 144. — Emel, avant la bataille de Jemmapes, un avis qui n'est pas suivi, 143. — Prend la route de Bruxelles sans avoir été entamé à la bataille de Jemmapes, 146. — Se retranche du côté de Luxembourg, 281. — Contribue à la déroute des Français à Menin, V, 28. — Sa participation à la bataille de Fleurus, VI, 474. — Envoyé en Piémont, VIII, 123. — Son portrait, 144. — Position qu'il prend, 146. — Sa première rencontre avec l'armée française, 147. — Perd la bataille de Montenotte, 148. — Veut surprendre les trois principales places du Piémont, 173. — Surprend Valence, 174. — Battu en voulant porter secours à la division Liptai, 177. — Jeté hors de Lodi, 178. — Sa position pour défendre la ligne du Mincio, 198. — Trompe les Vénitiens et occupe Peschiera, 199. — Perd la ligne du Mincio, 200. — Rentre dans le Tyrol, 202.
- BRAUPOIL**, chef de brigade. Sa conduite courageuse pendant les massacres des Français à Vérone, IX, 412.
- BEAUPUY**, général. Commande la gauche des Mayençais en Vendée, V, 144. — Sa participation à la bataille de Cholet, 117. — Commande l'avant-garde à la poursuite des Vendéens en Bretagne, 260. — Sa mort, 263.
- BEAUREGARD**, général. Seconde le mouvement de Duquesnoy sur Wattignies, V, 405. — Surpris par les Autrichiens, 407.
- BEAUVAIS**, général. Représentant de Stofflet aux conférences de La Prévalaye, VII, 159.
- BEFFROY**. Commande la division de Luçon de l'armée républicaine, aux ordres de Rossignol, V, 36.
- BELGARDE**. Ce représentant accompagne Picheurru à son entrée dans Amsterdam, VII, 21.
- BELGIQUE**. Sa situation morale et politique lors de la conquête de Dumouriez, III, 420. — Une Convention nationale doit décider de son sort, 422. — Occupée tout entière par les Français jusqu'à la Meuse, 436. — Désire une révolution modérée, 283. — Tombe dans l'anarchie, 285. — Commence à s'insurger contre la France, 318. — Evacuée par les Français, IV, 47. — Bataille de Fleurus, VI, 169. — Les Français maîtres de la Belgique, 300. — Sa situation sous l'administration révolutionnaire des Français, VII, 2. — La Convention décrète sa réunion à la France, 384. — Mise à contribution pour nourrir l'armée de Sambre-et-Meuse, VIII, 424. — Importance de son acquisition pour la France, 336. — Sa cession à la France reconnue par l'Autriche, IX, 94.
- BELLEGARDE**, lieutenant général autrichien. Demande une suspension d'armes à Bonaparte, arrive à Léoben, IX, 91. — Commande l'armée autrichienne dans le Tyrol, X, 440. — Passe avec son corps en Italie, sous Souwarow, 497. — Epreuve un échec, 216. — Assiège Alexandrie, 252. — Sa participation à la bataille de Novi, 257.
- BELLIARD**, général. Délivre Bonaparte tombé dans la fange à Arcole, VIII, 373. — Fait partie de l'expédition d'Egypte, IX, 418.
- BELMONTE-PIGNATELLI** (prince de). Envoyé auprès de Bonaparte pour lui offrir la soumission de Naples, VIII, 242. — S'oppose à ce que Naples prenne l'initiative des hostilités contre la France, X, 407. — Reste à Naples après la fuite de la cour en Sicile, 445. — Quitte Naples, 447.
- BENDER**, général. Reçoit de l'empereur d'Allemagne l'ordre de porter de prompts secours à l'électeur de Trèves, II, 42.
- BENEZECH**. Ministre de l'intérieur, VIII, 47. — Propose la suppression des distributions de rations dans Paris, 85. — Attaqué par tous les partis à ce sujet, 97. — Offre sa démission refusée par le Directoire, 100. — Mé nagé par les journaux royalistes, IX, 16. — La majorité du Directoire décide son remplacement, 200. — Exclu du ministère, 209.
- BENJAMIN CONSTANT**. Publie une brochure intitulée : *De la force du gouvernement*, VIII, 105. (V. CONSTANT.)
- BENTABOLLE**. Commissaire des jacobins pour interroger Dumouriez sur

- sa conduite, III, 77. — Se plaint aux Jacobins du manque d'énergie des patriotes dans la Convention, 330. — Demande que le président des Jacobins donne l'accolade fraternelle à Collot d'Herbois et à Robespierre, échappés à l'assassinat, VI, 101. — Appuie la loi sur les sociétés populaires, 349. — Dénonce à la Convention le discours contre les réacteurs, prononcé aux Jacobins par Billaud-Varennes, 373. — Attaque la conduite du comité de sûreté générale à l'égard des jacobins, 383.
- BERCHINY** (hussards de). Ce régiment passe tout entier aux Impériaux avec Dumouriez, IV, 41.
- BERGAME**. Bonaparte en fait occuper le château, VIII, 408. — Se soulève contre le gouvernement de Venise, IX, 74. — Entre dans la formation de la république Cisalpine, 318.
- BERGASSE**. Membre du comité chargé par l'Assemblée nationale de préparer les questions relatives à la Constitution, I, 92.
- BERGOING**. Se prépare à se défendre contre l'insurrection dans la nuit du 30 au 31 mai, IV, 144. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 186. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 202. — Ses efforts pour réprimer l'insurrection du 4^{er} prairial, VII, 217. — Agent de Barras pour obtenir de Laréveillère sa démission de directeur, X, 233.
- BERLIER**. Député à la Convention, l'un des auteurs de la Constitution directoriale, VII, 332. — Son projet de loi contre la loi du 49 fructidor, X, 223.
- BERNADOTTE**. Attaqué à Neumarcq par l'archiduc Charles, fait une résistance honorable, VIII, 300. — Se retire à Nuremberg, 301. — Sa division envoyée de l'armée de Sambres-et-Meuse à celle d'Italie, IX, 47. — Marche sur Vienne sous les ordres de Bonaparte, 63. — Sa participation à la bataille de Tagliamento, 65. — Perd inutilement du monde à l'attaque de Gradisca, 68. — Ses progrès en Carniole, 87. — Commande l'armée du Rhin, 192. — Sa présence à Paris à la veille du 18 fructidor, 248. — Son attitude à l'égard du Directoire, 266. — Ministre de France à Vienne, 389. — Son imprudence provoque une scène fâcheuse, 421. — Se retire de Vienne à Rastadt, 422. — Refuse de succéder à Joubert à la tête de l'armée d'Italie, X, 130. — Reçoit le commandement de l'armée du Rhin, 140. — Ministre de la guerre, 240. — Hâte l'organisation des bataillons de conscrits, 248. — Son singulier plan de campagne, 249. — Se rattache aux patriotes, 269. — Renonce à faire une journée avec leur concours, 279. — Remplacé au ministère, 280. — Alarme les Cinq-Cents sur les projets de Bonaparte, 354, 363.
- BERNARD**, de Saintes. Membre du comité de sûreté générale après la chute de Robespierre, VI, 235. — Son arrestation, VII, 235.
- BERNE**. Son gouvernement, IX, 391. — Les Vaudois réclament l'intervention de la France contre lui, 392. — Messieurs de Berne réunissent une armée pour comprimer l'insurrection, 395. — Ses troupes commettent des désordres dans Arau soulevé contre son autorité, 396. — Des violences exercées par ses troupes contre un parlementaire français décident la guerre, 397. — Les Français y pénètrent, 398. — Ils en enlèvent le trésor, 400.
- BERNERON**, général. Laissé devant Klundert et Willemstadt, III, 294.
- BERNIER**, abbé. Son influence, son ambition, son portrait, VI, 348. — Joue le rôle de ministre auprès de Stofflet, VIII, 429. — Accusé de l'avoir livré à Hoche, 432.
- BERRUYER**, général. Remplacé dans son commandement en Vendée, IV, 226. — Mis à la tête des patriotes réarmés le 12 vendémiaire, VII, 334.
- BERTHIER**, général. Blessé en défendant Saumur contre les Vendéens, IV, 231. — Dénoncé par Ronsin et mandé à Paris, 302. — Sa participation à la conquête du Piémont sous Bonaparte, VIII, 413. — Sa participation à la bataille de Rivoli, 418. — Porte le traité de Campo-Formio à Paris, IX, 337. — Son embarras pour le présenter au Directoire, 338. — Représente le gouvernement français dans la Cisalpine, 377. — Modifie militairement les conseils de ce gouvernement, 378. — Reçoit l'ordre de marcher sur Rome, 385. — Occupe le château Saint-Ange, 386. — Part pour Paris, 387. — Chef d'état-major de l'expédition d'Égypte, 418. — Son découragement après une année de séjour dans ce pays, X, 304. — Retourne en France avec Bonaparte, 314. — Gagne les militaires à la cause de ce général, 354. — Sa participation à la journée du 18 brumaire, 364.
- BERTHIER DE SAUVIGNY**. Massacré par la populace de Paris, I, 112.
- BERTHOIS**, officier du génie. Massacré

- par les troupes et par le peuple de Lille, II, 78.
- BERTHOLET.** Laissé à Rome par Bonaparte pour choisir les objets d'art destinés aux musées de Paris, VIII, 247. — Sa société recherchée par Bonaparte, IX, 335. — Fait partie de l'expédition d'Egypte, 417. — Son courage au combat de Chébreiss, X, 33. — Retourne en France avec Bonaparte, 314.
- BERTRAND.** Député girondin, mis en accusation, IV, 180. — Son arrestation, 186.
- BERTRAND DE MOLEVILLE.** La reine lui exprime sa résignation, II, 9. — Aurait voulu voir cesser l'émigration, 21. — Conserve son portefeuille avec un ministère constitutionnel, 32. — Sa destitution, 52. — Continue à se rendre au château, 83. — Sa répugnance à entrer en relation avec le constitutionnel Duport, 202. — Epuise inutilement la liste civile pour payer des clubs royalistes, 224.
- BEZENVAL** (baron de) Reçoit le commandement particulier des troupes appelées autour de Paris à l'approche du 14 juillet, I, 82. — Ecrit au gouverneur de la Bastille de défendre la place, 96. — Sa mise en liberté ordonnée par les représentants de la commune, 114. — Sa détention maintenue, *ib.* — Doit être jugé par le Châtelet, 184. — Son élargissement, 194.
- BESSIÈRES, général.** Reçoit le commandement des *Guides*, à leur création, VIII, 202.
- BEURNONVILLE, général.** Commande le camp de Maulde, II, 288. — Rejoint Dumouriez à Sainte-Menehould, 352. — Poursuit faiblement les Prussiens, 365. — Repousse les Autrichiens, III, 56. — Commande l'avant-garde de Dumouriez, 114. — Sa conduite à la bataille de Jemmapes, 113. — Remplace Kellermann, 139. — Attaque vainement Trèves, se replie vers la Lorraine, *ib.* — Remplace Pache au ministère de la guerre, 266. — Impose aux agitateurs, 335. — S'adjoint aux commissaires envoyés par la Convention pour amener Dumouriez à Paris, IV, 31. — Livré avec eux aux Autrichiens par Dumouriez, 35. — Echangé contre la fille de Louis XVI, VIII, 51. — Sa rentrée au corps législatif, 93. — Mis à la tête de l'armée en Hollande, 125. — Remplace provisoirement Jourdan à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, 395. — Se rapproche de Bonaparte, X, 338.
- BRYSSER.** Commande l'ancienne armée de Brest, V, 40. — Sa colonne est surprise dans Montaigu, 45. — Sa condamnation et sa mort, 406.
- BIBERACH.** Bataille de ce nom livrée le 2 octobre 1796, VIII, 324.
- BICÊTRE.** On y massacre les prisonniers, II, 329.
- BIENS DU CLERGÉ.** L'Assemblée nationale décrète la vente de 400 millions de ces biens, I, 204.
- BIENS NATIONAUX.** Forment la ressource dont la révolution peut disposer, IV, 368. — Valeur de ce gage en 1795, VII, 66. — Difficultés pour les vendre, 68. — Bourdon (de l'Oise) propose une mesure pour en faciliter la vente, 200. — Nombre extraordinaire de soumissions pour l'achat de ces biens, 242. — Le décret sur leur vente, rapporté, 245. — Ce qu'il en restait à l'installation du Directoire, VIII, 31. — Projet pour leur emploi, 36. — 2,400,000 fr. affectés aux mandats, créés par le Directoire, 109. — Mise en vente de 125 millions, X, 104.
- BIGOT.** propose une loi contre les pétitions armées, II, 138.
- BILLAUD-VARENNES,** membre du conseil de la commune. Organisateur des massacres de septembre, II, 341. — Fait payer les *travailleurs* par la commune, 324. — Député à la Convention par Paris, III, 9. — Fait adopter l'ère républicaine, 25. — Obtient 14 voix pour être maire, 80. — Veut qu'on décide par acclamation la mise en jugement de Louis XVI, 156. — S'oppose à ce qu'il lui soit accordé un conseil, 200. — Se plaint aux Jacobins des projets incendiaires de quelques-uns d'entre eux, 338. — Demande le rapport sur une pétition de la commune, séance tenante, IV, 173. — Adjoint au comité de salut public, V, 64. — Son rapport pour le perfectionnement du gouvernement révolutionnaire, 227. — Commence à poursuivre par haine les nouveaux modérés, 344. — S'oppose aux demandes faites au tribunal révolutionnaire par Danton, 396. — S'occupe de correspondance dans le comité, VI, 21. — Commence à haïr Robespierre, 109. — Peu empressé de venger Robespierre dont l'orgueil a été blessé, 116. — S'oppose au sacrifice de nouvelles victimes désignées par Robespierre, 127. — Ne paraît plus aux Jacobins, toujours dévoués à Robespierre, 130. — S'empare du manèment des affaires et gagne la majorité du comité, 156. — Consent à une conciliation passagère avec Robes-

- pierre, 158. — Ses attaques véhémentes contre Robespierre, 193. — Propose l'arrestation de Dumas, 204. — Annonce à la Convention qu'Henriot fait le siège de la salle, 215. — Sa réponse aux accusations de Leconte, 280. — Donne sa démission de membre du comité de salut public, 286. — Continue à assister en silence aux séances des Jacobins, 339. — Explique son silence, 354. — Son discours contre les réacteurs, 372. — Justifie devant la Convention le discours prononcé aux Jacobins, 374. — Les comités décident qu'il y a lieu à examen contre lui, 390. — Son arrestation décrétée par la Convention, VII, 76. — Comparait devant la Convention, 96. — Condamné à la déportation, 116. — Envoyé devant le tribunal de la Charente-Inférieure, 234. — Déporté, 385.
- BINASCO.** Bonaparte fait brûler ce bourg pour intimider les campagnes soulevées de la Lombardie, VIII, 192.
- BIRON**, lieutenant général. Doit se diriger sur Mons pour soutenir el masquer l'attaque confiée à Lafayette, II, 77. — Terreur panique de ses troupes, *ib*. — Placé en Alsace avec 30 mille hommes, 289. — Reçoit le commandement de l'armée d'ile des côtes de La Rochelle, IV, 226. — Composition de son armée, 227. — Son plan, 229. — Ses efforts pour se composer une armée, 218. — Accourt au secours de Nantes, 250. — Dénoncé par Marat, 258. — Son plan rejeté par les représentants; dénoncé et mandé à la barre, 300. — Mis en jugement, 387.
- BIROTEAU.** L'un des 22 girondins dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, IV, 59. — Mis en accusation, 180. — En arrestation, 186. — Va diriger le mouvement des Lyonnais, 193. — Quitte Lyon devenu royaliste, 318. — Son arrestation près Bordeaux, sa mort, V, 131.
- BISCHOWSKER.** Son emprisonnement, VII, 134.
- BLAD.** Commissaire de la Convention envoyé auprès de Hoche après le débarquement de l'expédition de Quiberon, VII, 283.
- BLAIN**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 288.
- BLANCHARD.** Commandant en second des grenadiers du Corps législatif, gagné par le Directoire, IX, 271. — Excite la défection parmi ses grenadiers, 277.
- BLANQUET-DUCHAYLA**, contre-amiral. Fait partie de l'expédition d'Egypte, IX, 418.
- BLOSS.** Se fait tuer à la tête des grenadiers, V, 263.
- BO**, député du corps législatif. Décrété d'accusation, VII, 332.
- BACAGE.** Description de cette contrée, IV, 78. — Insurrection générale qu'y excite la levée de 300 mille hommes, 84.
- BOCQUILLON**, juge de paix. Accusé d'avoir fait partie du comité secret des Tuileries, égorgé à l'Abbaye, II, 316.
- BOILEAU.** Lit à la Convention une feuille de Marat, provoquant le peuple à l'insurrection, III, 42. — Mis en accusation, IV, 180. — En arrestation, 186. — Comparait devant le tribunal révolutionnaire, V, 133. — Sa honteuse faiblesse pour se justifier, 137. — Retrouve de l'énergie en s'entendant condamner, 161. — Sa mort, 162.
- BOISGRYON.** Attaché aux députés pros crits, est enfermé à la Conciergerie, V, 137.
- BOIS-HARDI.** Commande la division des chouans des Côtes du Nord, VII, 41. — Se soulève après la pacification, sa mort, 269.
- BOIS-LE-DUC.** Cette place se rend à Pichegru après cinq attaques consé cutives, VI, 311.
- BOISSET.** Commissaire de la Convention à Marseille qui méconnaît son autorité, IV, 192. — A Lyon, où il ne peut empêcher le massacre des patriotes dans les prisons, VII, 184.
- BOISSY-D'ANGLAS.** Maltraité en voulant sortir de la Convention, consignée par la commune, IV, 177. — Les montagnards lui demandent le concours de la Plaine contre Robespierre, VI, 200. — Ses attaques contre la commission d'approvisionnement, VII, 61. — Ses efforts pour rassurer Paris sur les subsistances, 75. — Propose de mettre les habitants de Paris à la ration, 79. — Surnommé *Boissy-famine*, 80. — Son rapport sur les divers systèmes adoptés en matière de subsistances, 107. — Propose de prendre dans les sections une force armée pour protéger l'arrivage des grains, 113. — Occupe le fauteuil pendant l'insurrection du 1^{er} prairial, son calme, 210. — Dangers qui le menacent, 212. — Regardé comme royaliste secret, 396. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, 352. — Propose un président de la république, 334. — Condamné à la déportation le 18 fructidor, IX, 288.

BOLLET. Commissaire de la Convention chargé de pacifier la Bretagne, VII, 449.

BOLLETTI, député à la Convention. Chargé de commander la force armée sous les ordres de Barras, VI, 217.

BOLOGNE. Cette Légation est prête à se soulever contre le pape, VIII, 210. — Les Français entrent, 215. — Bonaparte encourage les sentiments de liberté de sa population, 216. — Indépendance de cette Légation reconnue par le saint-siège, 217. — Demande son organisation en république, 324. — Incorporée à la république Cispadane, IX, 53. — Entre dans la formation de la république Cisalpine, 318.

BOMMEL (Ile de). Attaque infructueuse des Français sur cette île, VII, 9. — Prise par les Français, 12.

BON, général Blessé à Arcole, VIII, 371. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, IX, 418. — Commande une colonne à l'attaque d'Alexandrie, X, 42. — Sa participation à la bataille des Pyramides, 37. — Commande une division de l'expédition de Syrie, 290. — Bataille d'Aboukir, 304.

BONAPARTE. Commande l'artillerie au siège de Toulon. Propose d'attaquer le fort de l'Éguillette, V, 249. — Attaque le fort Malbosquet, 250. — Emporte le fort de l'Éguillette, 252. — Général de brigade. Suggère un plan de campagne contre l'Italie, VI, 56. — Sa participation à cette campagne, 57. — Quel était son plan, 315. — Accusé d'être complice de Robespierre, 316. — Remporte un avantage important sur Colloredo, *ib.* — Son portrait, VII, 360. — Commandant en second de l'armée de l'intérieur, dans la nuit du 42 vendémiaire, *ib.* — Dispositions qu'il prend pour défendre la Convention, 362. — Renvoie aux comités un parlementaire des sections, 366. — Fait distribuer des armes aux membres de la Convention, 367. — Fait tirer à mitraille sur les sectionnaires qu'il met en fuite, 368. — Son artillerie repousse un second effort des insurgés, 369. — Investit le Palais-Royal et rétablit entièrement le calme dans la journée du 13, 370. — Reçoit le commandement de l'armée de l'intérieur, VII, 49. — Son mariage avec la veuve du général Beauharnais, 105. — Suggère un plan de campagne en Italie, 125. — Reçoit le commandement de l'armée d'Italie, à la place de Schérer, 126. — Dans quel état il trouve l'armée d'Italie, 141. — Reçoit un accueil peu empressé de l'armée, 144. — Son

langage énergique en s'adressant à elle, *ib.* — Son plan pour la conquête du Piémont, 145. — Gagne la bataille de Montenotte, 147. — Fait attaquer les gorges de Millesimo par Augereau, 149. — Livre la bataille de Millesimo, 150. — Reprend Dego sur les Autrichiens, 151. — Maître de la vallée de la Bormida, il se résout à diriger ses efforts contre les Piémontais, 152. — Sa sévérité envers les pillards, 153. — Bat Colli à Mondovì, 154. — Prend Cherasco, 155. — Des ouvertures lui sont faites au nom du roi de Piémont, 156. — Consent à accorder un armistice signé à Cherasco le 28 avril 1796, 157. — Ses efforts pour amener l'alliance du Piémont avec la France, 158. — Envoie au Directoire les drapeaux pris sur l'ennemi, 159. — Sa proclamation à ses soldats, 160. — Ce qu'il a à faire après la soumission du Piémont, 162. — Impossibilité pour lui de songer à affranchir l'Italie, 174. — Critiques dirigées contre sa marche, 172. — Ses projets gigantesques, *ib.* — Sa feinte touchant le lieu où il se propose de franchir le Pô, 173. — Accorde un armistice au duc de Parme, 174. — Passe le Pô à Plaisance, 175. — Déloge la division Liptai de Fombio, 176. — Se décide à passer l'Adda à Lodi, 177. — Exécute ce passage, 179. — Salué par 15 soldats du titre de *Petit Caporal*, 180. — Prend possession de la Lombardie, 181. — Son entrée à Milan, 182. — Sa conduite avec les Milanais, 183. — Accorde des armistices aux ducs de Parme et de Modène, 184. — Envoie quelques millions au Directoire et à Moreau, 185. — Offre sa démission pour ne pas exécuter le plan de campagne en Italie, formé par Carnot, 187. — Sa proclamation à ses soldats en quittant Milan pour se porter sur l'Adige, 188. — Son départ pour Lodi après huit jours passés à Milan, 190. — Les campagnes de la Lombardie se soulèvent sur ses derrières, 191. — Revient sur Pavie et brûle le bourg de Binasco, 192. — Prend Pavie et la livre au pillage pendant trois heures, 193. — Rejoint son armée sur l'Oglio, 194. — Cherche à rassurer Venise et marche sur le Mincio, 198. — Attaque les Autrichiens à Borghetto, 199. — Obtient des prodiges de valeur de sa cavalerie, 200. — Surpris par un corps autrichien dans Varesio, *ib.* — Crée le corps des *Cuivres*, 201. — Part qu'il tire de la violation de la neutralité de Venise par les Autrichiens, 202. — Accueille qu'il fait à l'envoyé de Venise, 203. — Occupe Vérone, 204. — Obtient que Venise nourrisse l'armée française et propose

une alliance, 205. — Maître de la ligne de l'Adige, 206. — Entreprend le siège de Mantoue, 207. — Le Directoire approuve ses idées, 208. — Doit chasser Rome et Naples, 209. — Ses dispositions, 212. — Accorde un armistice à Naples, 213. — Tient un langage ferme à Gènes qui se soumet à ses injonctions, 214. — Entre à Modène. Conseils qu'il donne à ses habitants, 215. — Arrivé à Bologne, il encourage les sentiments de liberté de la population, et dicte ses conditions au saint-siège, 216. — Pénètre en Toscane et met garnison à Livourne, 217. — Le grand-duc de Toscane lui fait une réception magnifique à Florence, 218. — Acharnement des partis contre lui, 243. — Le Directoire lui renouvelle le témoignage de sa confiance, 244. — Sa temporisation, 270. — Le château de Milan tombe en son pouvoir, 271. — Force de son armée, 272. — Avantages que lui offre la ligne de l'Adige, 273. — Manière dont il dispose ses forces, 275. — Etablit son quartier général à Castel-Novo, 276. — Perd la ligne de l'Adige, 277. — Tient un conseil de guerre, 278. — Prend sa détermination, 279. — Se concentre sur la pointe du lac de Garda, 280. — Arrête le corps de Kwasdanovich et rouvre sa communication avec Milan, 281. — Revient vers Wurmsér sur le Mincio, 282. — Livre la bataille de Lonato, le 3 août, 283. — Résultats qu'il retire de cette victoire, 285. — Réunit toutes ses forces à Castiglione pour livrer une bataille décisive, 286. — Sa présence d'esprit devant un corps autrichien qui le somme de se rendre, 287. — Livre la bataille de Castiglione, 289. — Cette victoire lui assure l'Italie, 291. — Prend Vérone, *ib.* — Récapitulation des avantages résultant de cette campagne de six jours, 292. — Nommé *sergent* par les vieux soldats, 293. — Revient de nouveau à la temporisation, 294. — Donne des encouragements à divers peuples de l'Italie, 295. — Forme un nouveau plan de campagne, 303. — Sa précaution pour la défense de l'Adige, 305. — Livre la bataille de Roveredo, le 4 septembre, 306. — Résultats qu'il tire de cette victoire, 308. — Entré à Trente cherche à rassurer les Tyroliens, 309. — Prend la résolution de poursuivre Wurmsér dans les gorges de la Brenta, 310. — Sa marche rapide, 311. — Livre la bataille de Bassano le 8 septembre, 312. — Débouche dans la plaine en même temps que Wurmsér, 313. — Essaie de couper à Wurmsér la route de Mantoue, 314. — L'y renferme entièrement, après l'a-

voir battu à Saint-Georges, 315. — Résultats de sa marche sur la Brenta, 316. — Danger extrême de sa situation en Italie, 344. — Politique qu'il conseille au Directoire avec les puissances italiennes, 345. — Demande un supplément de forces, 346. — Investi des pleins pouvoirs du Directoire pour traiter avec Rome, temporise avec le pape, 348. — Sa lettre au cardinal Mallet, 350. — Sa politique avec les puissances de la haute Italie, 351. — Déclare le duc de Modène déchu, 352. — Fonde la république Cispadane, 353. — Sa politique à l'égard de la Lombardie et du duc de Parme, 354. — Affranchit la Corse occupée par les Anglais, 355. — Insuffisance de ses forces en Italie, *ib.* — Dit au Directoire qu'il va perdre l'Italie, 356. — Se porte à l'appui de Masséna replié par Alvinzy, 359. — Affaire de Bassano, 360. — Revient vers le haut Adige, 361. — Donne une leçon sévère à deux demi-brigades, 362. — Retourne à Vérone pour opérer contre Alvinzy, *ib.* — Combat de Caldiero, 363. — Rentre dans Vérone, 364. — Sa situation désespérante, 365. — Adresse des vives plaintes au Directoire, 366. — Affecte une complète sécurité aux yeux de ses soldats, 367. — Prend une grande résolution, 368. — Prend position à Ronco, *ib.* — Livre la bataille d'Arcole, 370. — Résultats de la journée du 15 novembre, 373. — Passe sans effort décisif la journée du 16, 374. — Prend diverses dispositions qui assurent la victoire dans la journée du 17, 376. — Fait poursuivre Alvinzy, et se porte au secours de Vaubois, 377. — Ne poursuit pas les Autrichiens dans le Tyrol, 378. — Les Conseils donnent à lui et à Augereau les drapeaux pris par eux sur le pont d'Arcole, 379. — Désapprouve les vues politiques du Directoire, 380. — Clarke a mission de l'observer, 383. — Subjugué Clarke, 384. — Son état malade, 406. — Fait la guerre aux voleurs, 407. — Occupe le château de Bergame, 408. — Transige avec le grand-duc de Toscane, *ib.* — Ses projets contre le saint-siège, 409. — Se rend à Bologne et revient à Vérone, 410. — Distribution de ses forces, 411. — Devine les projets d'Alvinzy, 414. — Se transporte à Rivoli, 415. — Se décide à défendre à tout prix le plateau de Rivoli, 416. — Livre la bataille de Rivoli, le 14 janvier 1797, 417. — La victoire assurée, il vole vers Mantoue, 423. — Livre la bataille de la Favorite, 424. — Résultats qu'il a obtenus en trois jours, 425. — Conditions qu'il impose à Wurmsér pour la capitulation de Mantoue, 426. — Part pour la Roma-

gne, 427. — Résumé de cette campagne, 428. — Ses nouveaux projets, 430; IX, 46. — Reçoit un renfort de trente mille hommes, 47. — Ses projets à l'égard du pape, 48. — Sa marche contre les Etats romains, 50. — Rend la liberté aux prisonniers faits sur l'armée papale; envoie à Paris la Vierge de Notre-Dame-de-Lorette, et arrive à Tolentino, 51. — Fait porter des paroles de paix à Pie VI, 52. — Signe le traité de Tolentino avec le pape, 53. — Prend une mesure en faveur des prêtres français bannis, 54. — Se résout à marcher sur Vienne, 55. — Force de son armée, 56. — Conclut une alliance offensive et défensive avec le Piémont, 57. — Ses efforts pour conclure un traité d'alliance avec Venise, 58. — Distribution de ses forces pour marcher sur Vienne, 61. — Passe la Piave, 64. — Livre la bataille de Tagliamento le 16 mars, 65. — Suit l'archiduc Charles se retirant sur le Frioul, 67. — Se trouve au sommet des Alpes, 70. — Succès de sa marche, 71. — Sa politique à l'égard de Venise, 73. — Peine qu'il éprouve du soulèvement des provinces de Venise, 78. — Sa réponse aux envoyés de cette république, 79. — Ordonne à Kilmaine de redoubler de vigilance, 82. — Lettre foudroyante au sénat de Venise, 83. — S'exprime avec amertume sur la conduite des armées du Rhin, 86. — Fait des ouvertures de paix au prince Charles, 87. — Sa marche rapide sur Vienne, 89. — Bat l'archiduc Newmark et à Unzmark, 90. — Arrivé à Léoben, accorde une suspension d'armes, 91. — La cour de Vienne lui envoie des plénipotentiaires, 92. — Commence des négociations, 93. — Son projet de fonder en Italie deux républiques alliées de la France, 98. — Signe les préliminaires de la paix, à Léoben, le 18 avril, 102. — Envoie des courriers aux armées du Rhin, pour faire cesser les hostilités, 103. — Son entrevue à Gratz avec les députés de Venise, 117. — Manifeste de guerre contre Venise, 120. — Mesures et préparatifs contre elle, 124. — Accueil qu'il fait aux commissaires du sénat de cette ville, 125. — Accorde une suspension d'armes de six jours, 126. — Assuré de la soumission de Venise, part pour Milan, 127. — Signe un traité avec les plénipotentiaires vénitiens, 132. — Donne des ordres pour l'occupation des îles vénitienes de la Grèce, 134. — Consultés sur la Constitution à donner à Gènes, 136. — Son influence sur les destins du monde, 137. — Sa conduite approuvée par le Directoire, 139. — On propose de

lui donner le surnom d'*Italie*, 140. — Obtient du comte d'Entraigues la révélation des secrets du prétendant, 182. — Sa haine pour la faction royaliste, 192. — Offre au Directoire son concours contre les contre-révolutionnaires, 193. — Adresse aux armées d'Italie une proclamation menaçante pour les partis, 221. — Envoie au Directoire les adresses énergiques de plusieurs divisions de l'armée d'Italie, 223. — Envoie à Paris son aide de camp Lavalette, pour tout observer, 224. — Envoie Augereau au Directoire qui lui avait demandé un général divisionnaire, 225. — Obtient de M. de Gallo que l'Autriche renonce au congrès général de Berne, 329. — Refuse de se rendre à Udine pour conférer avec le plénipotentiaire autrichien, 231. — Fait une réponse vigoureuse aux notes de l'Autriche, et en réfère au Directoire, 233. — Se décide à demeurer indépendant entre le Directoire et les Conseils, 264. — Demeure seul chargé de traiter avec l'Autriche, 312. — Mécontent du nouvel ultimatum signifié à l'Autriche, offre sa démission, 314. — Ses immenses travaux en Italie, 315. — Fonde la république Cisalpine, 318. — Répand le goût des armes en Italie, 319. — Son plan pour la Cisalpine. Création de la route du Simplon, 321. — Son arbitrage entre la Valteline et les Grisons, 322. — Ses conseils touchant la Constitution de Gènes, 323. — Ses vastes projets sur la Méditerranée, 324. — Sa première idée de l'expédition d'Egypte, 326. — Crée une marine capable d'imposer à toute la Méditerranée, 328. — Occupe les îles Ioniennes; forme un établissement à Corfou, 327. — Ses forces et ses efforts pour conserver ses avantages vis-à-vis des Autrichiens, 328. — Prétentions qu'il oppose à celles mises en avant par M. de Cobentzel, 331. — Conditions auxquelles il se résout à traiter, 332. — Ses motifs pour traiter avec l'Autriche, 333. — Sa dernière conférence avec les plénipotentiaires autrichiens, 334. — Signe le traité de Campo-Formio le 17 octobre 1797, 335. — Fait porter ce traité à Paris par Berthier et Monge, 337. — Nommé général en chef de l'armée d'Angleterre, 340. — Ses derniers soins avant de quitter l'Italie, 341. — Sa proclamation aux Italiens, en quittant leur pays, 342. — Son voyage triomphal de Milan à Rastadt, 343. — Quitte Rastadt après l'échange des ratifications du traité de Campo-Formio, 344. — Arrivé à

Paris le 5 décembre, semble se dérober à l'empressement public, 345. — Réception triomphale que lui fait le Directoire, 346. — Sensation générale à son aspect, 347. — Son discours, 348. — Reçoit l'accolade des cinq directeurs, 351. — Son attitude pendant son séjour à Paris, 352. — Sa dureté pour madame de Staël, 354. — Sa société ordinaire, 355. — Accepte la place vacante à l'Institut par la déportation de Carnot, *ib.* — Ses rapports avec le Directoire, 356. — Ne veut pas paraître s'attacher à lui, 357. — Fait difficulté pour se rendre à la fête du 21 janvier, 359. — N'a point de rôle politique à jouer en ce moment, 360. — Peu favorable au projet de descente en Angleterre, médite une expédition en Egypte, 363. — Soumet son projet au Directoire, 409. — Ses idées touchant l'Egypte, 411. — Force le Directoire à adopter son projet, 414. — Moyens mis à sa disposition. Ses préparatifs, 415. — Conjectures de la France et de l'Europe sur son expédition, 418. — Refuse de se rendre à Rastadt, 423. — Obtient l'autorisation de partir pour Toulon, 424. — Arrive à Toulon, X, 1. — Sa proclamation à l'armée d'Italie réunie pour son expédition, 2. — Met à la voile, 3. — Conquête de l'île de Malte, 6. — Ses dispositions pour un combat naval, 9. — Arrive en vue d'Alexandrie après une navigation d'un mois et demi, 10. — Débarque à l'anse du Marabout, 11. — Prend Alexandrie, 12. — Sa politique, 23. — Sa lettre au pacha, 25. — Langage qu'il tient à ses soldats, 26. — Ses mesures d'administration et de défense avant de quitter Alexandrie, 27. — Ordres pour la flotte, 28. — Combat de Chébreïss, 32. — Son enthousiasme à la vue du Caire et des Pyramides, 36. — Ses dispositions de bataille, 37. — Gagne la bataille des Pyramides le 24 juillet 1798, 38. — Obtient des grands seigneurs une déclaration en faveur des Français, 42. — Institue un grand divan, 43. — Ses soins pour le bien-être des soldats, 44. — Ses efforts pour maintenir les relations commerciales, 45. — Assiste aux fêtes des Arabes, 47. — Crée l'Institut d'Egypte, 48. — Questions qu'il lui propose, 49. — Son calme en recevant la nouvelle du désastre d'Aboukir, 57. — Sa proclamation à l'armée à la fête du 1^{er} vendémiaire, 58. — Suite de ses opérations, 285. — Appelé *Sultan de feu*, 287. — Se décide à marcher contre la Syrie,

288. — Se met en marche, 290. — Crée le régiment des Dromadaires, *ib.* — Prend le fort d'El-Ariach et Gazah, 291. — Prend Jaffa et attaque Saint-Jean-d'Acre, 292. — Gagne la bataille du mont Thabor, 295. — Livre un nouvel assaut à Saint-Jean-d'Acre, 297. — Se décide à lever le siège après un dernier assaut, 298. — Rentre en Egypte, 299. — Ses soins à son retour, 300. — Sa marche du Caire à Alexandrie, 303. — Quitte Alexandrie, 304. — Livre la bataille d'Aboukir, 305. — Se décide à retourner en Europe, 310. — Part pour la France, 311. — Sa navigation, 334. — Débarque à Fréjus, 335. — Enthousiasme qu'inspire son retour, 336. — Arrive à Paris, 337. — Sa première entrevue avec le Directoire, *ib.* — Recherché par les mécontents de tous les partis, 338. — Ses avances à Moreau, *ib.* — Empressement général auprès de lui, 339. — Sa conduite réservée, 340. — Son portrait, 341. — Quel était le choix possible pour lui, 343. — Ses égards pour Gohier et Moulins, et son aversion pour Barras, 345. — Son antipathie pour Sieyès, 346. — Songe à remplacer Sieyès au Directoire, 347. — Mandé au Directoire pour recevoir le commandement d'une armée, 348. — Des intermédiaires le rapprochent de Sieyès, 349. — Se décide à agir avec Sieyès et Roger-Ducos, 350. — Son alliance avec Sieyès, 352. — Ses préparatifs pour la journée du 18 brumaire, 354. — Accepte un banquet par souscription offert par les députés, 355. — Arrête avec Sieyès les derniers arrangements pour la révolution du 18 brumaire, 356. — Se charge d'avoir la force armée, 358. — Ses précautions, 359. — Pourvu du commandement, s'assure de l'appui des officiers accourus chez lui, 362. — Ses paroles à Lefebvre, 363. — Se présente à la barre des Anciens, 364. — Passe la revue des régiments de la garnison, 365. — S'installe en permanence aux Tuileries avec les commissions des Con-cis, 366. — Distribue le commandement des troupes, 367. — Son allocution à l'envoyé de Barras, 369. — Son altercation avec Gohier et Moulins, 370. — Tient tous les pouvoirs réunis dans sa main, 371. — Refuse d'être directeur, 372. — Se rend aux Anciens réunis à Saint-Cloud le 19 brumaire, 376. — Son discours, 377. — Reçoit les honneurs de la séance, 378. — Se présente aux Cinq-Cents, 379. — Ceux-ci veulent le mettre hors la loi, 380. — Fait expulser les Cinq-Cents de leur salle par la force armée, 381. — Nommé consul provisoire, et chargé avec ses collègues Sieyès et

- Roger-Ducos de rédiger une Constitution de concert avec les deux commissions des Conseils, 383.
- BONAPARTE (Joseph).** Représente la France à Rome, IX, 379. — Ses efforts pour contenir les démocrates français dans cette ville, 383. — Quitte Rome après avoir eu le général Duphot tué à ses côtés, 384. — Sa conduite à Paris à son retour, 403. — Invite son frère à revenir en France, X, 284. — Gagne des partisans à son frère, 385.
- BONAPARTE (Lucien), député aux Cinq-Cents.** Son opposition au Directoire IX, 404. — Ses déclamations contre la conduite du Directoire en Italie, X, 95. — Son ardente opposition, 131. — Combat la proposition, faite par Jourdan, de déclarer la patrie en danger, 279. — Président des Cinq-Cents, 335. — Préside la séance du 18 brumaire, 363. — Rappelé quelques députés à l'ordre dans la séance tenue à Saint-Cloud, le 19 brumaire, 375. — Courage et fermeté qu'il déploie dans cette séance, 380. — Harangue les troupes après l'expulsion des Cinq-Cents hors de leur salle, 382.
- BONCHAMP (de).** Mis à la tête de l'insurrection du Bocage, IV, 88. — Son plan, 246. — Propose un projet hardi, V, 39. — Commande sur les bords de la Loire du côté d'Angers, *ib.* — Son opinion avant la bataille de Cholet, 417. — Blessé mortellement, 420. — Sa générosité avant sa mort, 424. — Grâce de la vie accordée à sa femme, VII, 39.
- BONNAUD, général.** Employé à l'armée du Nord en 1794, VI, 64. — Occupe Dordrecht et La Haye avec sa division, VII, 22.
- BONNET, général.** Sa participation à la bataille de l'Ourthe, VI, 305.
- BONNIER.** Plénipotentiaire du Directoire aux conférences de Lille, IX, 312. — Au congrès de Rastadt, 366. — Assassiné en quittant Rastadt, X, 468.
- BONS DES TROIS QUARTS.** Nature de cette valeur, IX, 467. — Leur emploi, 304.
- BONTÉMS, général.** Commande une brigade à la bataille de Zurich, X, 323.
- BORDRAUX.** Unanimité dans cette ville en faveur des girondins, IV, 75. — Désarme les jacobins, 99. — Son adresse patriotique, 406. — Se prépare à l'insurrection, 493. — Se soulève et forme une *commission populaire de salut public*, 496. — Son insurrection permanente, 205. — Les girondins songent à s'y résugier après l'échec des fédéralistes à Vernon, 244. — Cesse d'annoncer sa marche sur Paris, 245. — Accepte la Constitution, 295. — Soumise aux exécutions et proscriptions, V, 430.
- BORDREUX (archevêque de).** (Voyez DE CICK.)
- BORGHETTO.** Village situé sur le Minicio occupé par Braulieu, VIII, 498. — Bonaparte y attaque les Autrichiens, 499.
- BORIE, député à la Convention.** Décrète d'arrestation comme dévastateur du Midi, VII, 221. — Mis en accusation, 228.
- BORNE, député aux Cinq-Cents.** Condamné à la déportation, le 18 fructidor, IX, 285.
- BOTINOUX.** L'un des chefs de la chouannerie, entre en rapport avec les représentants, VII, 40.
- BOTTOT, secrétaire de Barras.** Envoyé aux Tuileries à la découverte, le 18 brumaire, X, 368. — Mal accueilli, 369.
- BOUCHES-DU-RHÔNE.** Ce département donne un des premiers l'exemple de l'insurrection, II, 152. — Retient les impôts pour payer les troupes, 220. — Envoie des fédérés pour protéger la Convention, III, 145.
- BOUCHART, général.** Répond énergiquement à une sommation faite par les Anglais de rendre Belle-Ile, VII, 277.
- BOUCHOTTE.** Ministre de la guerre, IV, 43. — Ordonne à Wimpfen de se rendre à Paris, 202. — Conserve la faveur des jacobins, 278. — De quoi il compose l'armée révolutionnaire, V, 58. — On demande une instruction contre lui, VI, 390. — Déféré à l'examen du comité de sûreté générale, VII, 78. — Son arrestation, 232. — Envoyé au tribunal d'Eure-et-Loir, 234. — Elargi, 330. — Membre du club du Manège, X, 266.
- BOUGAINVILLE.** Bonaparte l'entretient dans le salon du ministre des affaires étrangères, IX, 345.
- BOUILLE.** Son portrait, son rôle, I, 499. — Répond évasivement à Lafayette, 204. — Ses efforts pour maintenir la subordination dans son armée, 243. — Réprime la sédition de ses troupes, à Metz et à Nancy, 244. — Son commandement aux environs, 245. — Se prépare à venir au secours du roi, 246. — Privé de la liberté dont il usait dans son commandement, 249. — Résiste au projet de départ du roi, puis s'y prête, 251. —

- Est prêt à seconder Mirabeau, 253. — Méconseille au roi de prendre la route de Châlons par Clermont et Varennes, 275. — Ses préparatifs pour recevoir le roi, *ib.* — Ses vains efforts pour sauver le roi arrêté à Varennes, 284. — Se déclare seul auteur du voyage du roi, 290. — Passe à l'étranger, 294.
- BOULANGER** Ardent agitateur, arrêté le 9 thermidor, VI, 304.
- BOULARD**, général. Se maintient pendant deux mois dans la basse Vendée, IV, 226.
- BOULAY** (de la Meurthe), député. Membre de la commission formée par les Cinq-Cents dans le système du Directoire, le 18 fructidor, IX, 282. — Rapporteur de cette commission propose le coup d'Etat, dit du 18 fructidor, 283. — Appuie la loi contre les ci-devant nobles, 309. — Son langage contraire au Directoire, X, 225. — Auteur du message du conseil des Cinq-Cents au Directoire, 226. — Combat la proposition faite par Jourdan de déclarer la patrie en danger, 277. — Se rapproche de Bonaparte, 349.
- BOURBONS**. La Convention rend contre eux un décret de déportation et d'accusation, IV, 387.
- BOURBOTTE**, représentant. Manque d'être pris par les Vendéens à Vihiers, IV, 302. — Commissaire de la Convention, en Vendée, V, 46. — Demande l'arrestation des journalistes, VII, 215. — Membre de la commission extraordinaire destinée à remplacer tous les comités, *ib.* — Se réjouit du triomphe des patriotes, 219. — Son arrestation, 221. — Décrété d'accusation, 228. — Sa condamnation, sa tentative de suicide, son supplice, 238.
- BOURDON** (Léonard). Manque d'être assassiné à Orléans, IV, 49. — Accuse le comité de salut public de manquer d'énergie, 287. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, VI, 427. — Propose à la Convention de se montrer en corps au peuple pour le ramener, 218. — Chargé de commander la force armée sous les ordres de Barras, 217. — Marche sur l'Hôtel de Ville, 220. — Combat la proposition de Granet sur la réincarcération des détenus élargis, 246. — Propose d'imprimer le nom des élargis sans celui des répondants, 248. — Décrété d'arrestation et envoyé à Ham, VII, 447.
- BOURDON DE L'OISE**. Ses dispositions à ménager les Vendéens, V, 44. — Lutte contre Rossignol, 45. — Rap-
- pelé, 46. — Dénoncé aux Jacobins par Hébert, 307. — Appelé à leur barre, 308. — Ne paraît plus aux Jacobins, 329. — Craintes et mécontentement que lui inspire le comité de salut public, VI, 442. — Menace Robespierre de la Roche Tarpéienne, 445. — Appuie l'ajournement de la loi du 22 prairial, 421. — Présente un amendement à cette loi, 423. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 426. — S'entend avec de vieux membres de la Montagne, également menacés par Robespierre, 457. — Demande le renvoi du fameux discours de Robespierre aux comités, 491. — Chargé de commander la force armée sous les ordres de Barras, 217. — S'oppose à une réorganisation précipitée du gouvernement après la chute de Robespierre, 234. — S'oppose à la liberté illimitée de la presse, 258. — Membre du comité de sûreté générale, 286. — S'élève contre les sociétés populaires et l'abus du droit de pétition, 242. — Soutient la loi sur les sociétés populaires, 350. — Appuie les paroles de Tallien contre Billaud-Varennes, 376. — Défend le comité de sûreté générale contre les attaques des jacobins, 383. — Veut empêcher Robert Lindet de prendre la défense de ses anciens collègues au comité, VII, 97. — S'oppose à toute proposition tendant à la banqueroute, 197. — Propose une mesure pour faciliter la vente des biens nationaux, 300. — S'oppose au renvoi à leurs juges naturels des députés montagnards traduits devant la commission militaire, 237. — Plein succès de son plan pour la vente des biens nationaux, 243. — Défend ce système attaqué par Rewbell, 244. — Membre d'une commission des Cinq-Cents qui dirige des outrages contre les conventionnels, IX, 160. — Son arrestation au 18 fructidor, 281. — Condamné à la déportation, 285. — Déporté à la Guyane, 289.
- BOURGUIGNON**. Ministre de la police, X, 243. — Remplacé par Fouché, 270.
- BOURSAULT**, député à la Convention. Se plaint d'avoir été arrêté par la commune de Longjumeau, V, 232. — Commissaire de la Convention, entre en négociation avec les chefs en Bretagne, VII, 44. — N'a point de confiance dans leurs dispositions, 149.
- BOUSSE**. Le Directoire prononce la clôture de celle de Paris, VIII, 112.
- BOUVET**, contre-amiral. Réunit l'escadre de Brest dispersée par une tem-

- pête, entre dans la baie de Bantry et regagne les côtes de France, VIII, 393.
- BOYER-FONFRÈRE.** Fait adopter une mesure relative aux fédérés, III, 320. — Son opinion sur le choix des jurés auprès du tribunal extraordinaire, 328. — Demande à être adjoint aux 22 députés que les sections veulent faire expulser de la Convention, IV, 60. — Membre de la commission des douze, 413. — Rayé de la liste des députés mis en accusation, 480. — Demande l'exécution du décret ordonnant sous trois jours le rapport sur les détenus, 491. — Comparet devant le tribunal révolutionnaire, V, 453. — Ses paroles à son frère en attendant son arrêt, 461. — Sa mort, 462.
- BOZE,** peintre du roi. Engage les girondins à écrire ce qu'ils croiraient propre à sauver le roi et la liberté, II, 204.
- BRASCHI** (duc de). Conclut le traité de Tolentino avec Bonaparte, IX, 53.
- BRÉARD.** Membre du comité de salut public, IV, 45. — Nommé de nouveau après la chute de Robespierre, VI, 235. — Secrétaire du conseil des Anciens, VII, 5.
- BREDA.** Reddition de cette place aux Français, III, 294. — Résiste aux Français, VII, 40.
- BRENTA.** Cours de ce fleuve, VIII, 304. — Bonaparte se décide à poursuivre Wurmser dans les gorges de la Brenta, 349.
- BRESCIA.** Son penchant à la révolte, VIII, 240. — Occupé par les Autrichiens, 278. — Se soulève contre le gouvernement de Venise, IX, 75. — Entre dans la formation de la république Cisalpine, 348.
- BRETAGNE.** Le clergé l'inonde de protestations contre l'aliénation de ses biens, I, 494. — Ses dispositions hostiles, IV, 76. — Se prépare à l'insurrection, 193. — Se fédéralise contre la Convention, 496. — Se rétracte, 245. — Devient le théâtre de la guerre des chouans, VI, 74, 320. — Etat de ce pays en 1795, VII, 34. — Sa disposition à recevoir la paix en l'absence de Puisaye, 35. — Négociations avec les généraux républicains, 440. — N'est point disposée à se soumettre, 445. — Paix simulée de ses chefs avec les républicains, 460. — Disposée à un soulèvement, 466. — Ne montre pas, après le débarquement de l'expédition à Quiberon, l'ardeur qu'on en attendait, 985. — Désorganisée par la discorde, VIII, 67. — Plan adopté pour la pacifier, 427. — Se soumet, 438.
- BRETRUIL** (baron de). Contrarie à la cour de Vienne toutes les démarches des princes émigrés, I, 274. — Conseille au roi de partir, 275.
- BRÉZÉ** (marquis de), grand maître des cérémonies. Somme le président de l'Assemblée d'exécuter les ordres du roi, I, 65.
- BRIDPORT** (lord). Protège le convoi de l'expédition de Quiberon, VII, 275. — Bat l'escadre de Villaret-Joyeuse, 276.
- BRIENNE** (de). Archevêque de Toulouse, nommé ministre, I, 42. — Son caractère, *ib.* — Fait adopter les plans de Calonne, 43. — Exile le Parlement à Troyes, 46. — Rappelle le Parlement à Paris, 47. — Sa faiblesse au dehors et au dedans, 48. — Sa cupidité, 49. — Frappe d'exil huit cours souveraines, 52. — Sa retraite, 53. — Conseille au roi le rappel de Necker, 24. — On brûle son effigie, 35.
- BRIEZ,** représentant. Contribue à la défense de Valenciennes, IV, 315. Lit à la Convention un mémoire critique sur les opérations militaires, V, 51. — Adjoint au comité de salut public en est aussitôt retranché sur les observations de Robespierre, 52.
- BRIGANDS.** Ceux qu'on désigne sous ce nom se montrent pour la première fois à l'incendie de la maison Réveillon, I, 38. — Réparaissent dans la nuit du 42 au 43 juillet, 86. — Menacent l'Hôtel de Ville, 90. — Terreur mal fondée que leur nom répand dans toute la France, 420. — Veulent mettre le feu à l'Hôtel de Ville, 463. — Pénètrent dans le château de Versailles, 472.
- BRIOT,** député. Repousse les reproches que le Directoire adresse aux patriotes, X, 225.
- BRISSAC** (duc de). Chef de la maison militaire de Louis XVI, II, 85. — Décrété d'accusation, 86. — Massacré avec les prisonniers à Versailles, III, 3.
- BRISSOT.** Rival de Robespierre aux Jacobins, II, 45. — Son opinion touchant les émigrés, 22. — Soutient l'opinion à la guerre, 46. — Défend Narbonne menacé de disgrâce, 52. — Accuse Delessart d'avoir trahi la confiance de la nation, 53. — Consulté pour la formation du ministère, 60. — Parle sur la question du danger public et demande qu'on traite la question de la déchéance, 474. —

Accusé par Fréron de vouloir être dictateur, 198. — Ses propositions pour empêcher la déchéance, 206. — Grand par la haine de Robespierre, III, 11. — Soutient la doctrine du fédéralisme, 18. — Secrétaire de la Convention, 22. — Membre du comité de Constitution, 52. — Exclu du club des Jacobins, 74. — Présenté par les jacobins comme maître du gouvernement, 148. — Soutient l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, 239. — Son rapport sur la conduite du gouvernement anglais envers la France, 277. — L'un des 22 girondins dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, IV, 59. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 186, 194. — Comparet devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Sa réponse à une interpellation d'Hébert, 158. — Sa condamnation, 161. — Sa mort, 162.

BROGLIE (maréchal de). Reçoit le commandement général des troupes appelées autour de Paris à la veille du 14 juillet, I, 82.

BROTTIER. Agent royaliste à l'intérieur, adjoint à Lemaître, VI, 327. — Se ménage des communications avec les provinces insurgées, VII, 157. — Écrit en Bretagne pour désapprouver l'expédition de Quiberon, 296. — Son procès, Acquitté, VII, 50. — Devient chef de l'agence royaliste par la mort de Lemaître, 113; IX, 19. — Ses intrigues, 27. — Cherche à gagner la force armée de Paris, 30. — Son arrestation, 31. — Sa condamnation à mort commuée en détention, 32. — Condamné à la déportation, 286. — Déporté à la Guyane, 289.

BUCKY, amiral. Mandé dans l'Adriatique par Bonaparte pour prendre possession des îles vénitiennes de la Grèce, IX, 324. — Commande l'escadre de l'expédition d'Égypte, 418. — Composition de son escadre, X, 3. — Reçoit de Bonaparte l'ordre de mettre la flotte en sûreté à Alexandrie ou à Corfou, 28. — Reste dans la rade d'Aboukir, 50. — Y reçoit la bataille, 54. — Son courage, sa mort, 56.

BUUX, amiral, ministre de la marine. Sa belle croisière dans la Méditerranée, X, 204. — Se rapproche de Bonaparte, 339. — Dépêché à Barras pour lui arracher sa démission de directeur le 18 brumaire, 366. — Y réussit, 368.

BRUNE, général. Marche contre la Suisse, IX, 397. — Pénètre dans Berne, 398. — Retourne en Italie où

il se met à la tête des patriotes les plus véhéments, X, 84. — Cherche à se ménager l'appui de Barras, 94. — Fait diverses altérations à la Constitution de la Cisalpine, 93. — Sa destitution, 94. — Reçoit le commandement de l'armée de Hollande, 140. — Commande en Hollande au moment de l'expédition anglo-russe, 264. — Fait une tentative infructueuse contre le camp des Anglais débarqués, 265. — Défait les Anglo-Russes à Kasrikun, 330.

BRUNEL, commissaire de la Convention à Toulon. Se brûle la cervelle, VII, 233.

BRUNET, général. Reprend le poste de Sospello, III, 141. — Ecloue dans une tentative sur Saorgio, IV, 220. — Renfermé à la Conciergerie, V, 138. — Sa mort, 168.

BRUNSWICK (duc de). Commande les Prussiens en marche contre la France, II, 150. — Son manifeste, inspiré par les passions de Coblenz, 242. — S'oppose à l'expédition hardie voulue par le roi de Prusse, 290. — Lenteur de ses mouvements, 353. — Attaque les Français à Valtin, 356. — Ordonne la rentrée au camp, 357. — Répond arrogant aux mémoires envoyés au roi de Prusse par Dumouriez, 362. — Commande le corps d'observation du côté des Vosges, IV, 306. — Fait essuyer un échec aux Français sous Pirminsen, V, 30. — S'empare avec Wurmer des lignes de Wissembourg, 124. — Sa retraite après avoir échoué dans une tentative sur le château de Bille, 240. — Remporte un succès sur Hoche à Kayserlautern, 244. — Empêche l'occupation immédiate de Wissembourg par les Français, 244. — Sa démission, 245.

BUNGET. Budget de l'an v, VIII, 333. — Ce budget divisé en deux parties, 400; IX, 163. — Budget de l'an vi, 302. — Déficit de ce budget, X, 97.

BULLETIN DES LOIS. Sa création, V, 227.

BUON, juge de paix. Accusé d'avoir fait partie du comité secret des Tuileries, égorgé à l'Abbaye, II, 316.

BUONAROTTI, député à la Convention. Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 419.

BUREAUX DE PUY. Mandé à la barre de l'Assemblée pour avoir été l'intermédiaire des propositions de Lafayette à Luckner, II, 225. — Quitte l'armée et la France avec Lafayette, 284.

BURNS, membre du parlement anglais,

- Sa haine pour la révolution, III, 270.
- BUSCA** (cardinal), secrétaire d'Etat. Sa correspondance interceptée, IX, 49. — Son renvoi, 53.
- BUSCH** (de). Général de l'armée coalisée employée dans le Nord, en 1794, VI, 69.
- BUZOT**. Partisan de la république, I, 294. — Nommé député de la Convention malgré les efforts des jacobins, III, 8. — Son portrait, 15. — Soutient la doctrine du système fédératif, 18. — Présente une motion contre les provocateurs au meurtre, 27. — Ses paroles sur la dictature, 33. — Demande en vain des mesures révolutionnaires, 94. — Son opinion sur la cause des troubles, 186. — Demande la peine de mort contre quiconque proposerait le rétablissement de la royauté, 190. — Propose l'exil de la famille d'Orléans, 208. — Demande l'exil volontaire des d'Orléans, 209. — Approuve l'appel au peuple après que la Convention aura condamné Louis XVI à mort, 226. — Vante la fermeté des fédérés bretois pendant les pillages, 320. — Ses paroles sur l'organisation du tribunal extraordinaire et du ministère, 326. — Se prête de bonne foi aux conférences provoquées par Danton entre les chefs des deux opinions, IV, 20. — L'un des 22 girondins dont les sections demandent l'expulsion, 59. — Se prépare à se défendre contre l'insurrection, 144. — Conseille aux girondins de mourir à leur poste, 169. — Empêché par ses amis d'assister à la séance du 2 juin, 171. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 186. — Veut soulever le département de l'Eure, 194.
- CABANIS**. Assiste Mirabeau à ses derniers moments. I, 269. — Se rapproche de Bonaparte, X, 349.
- CACAULT**. Ministre du Directoire à Rome, VIII, 350. — Se retire de cette ville, IX, 49. — Représente la France en Toscane, 379.
- CADOUDAL**. (Voyez GEORGES.)
- CADROI**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 285.
- CARN**. Centre de la fédération en Normandie, IV, 195. — Siège d'une assemblée insurrectionnelle, 202. — Premières mesures prises par cette assemblée, 203. — Décret portant suppression de la colonne infamante qui devait être élevée dans cette ville en mémoire du fédéralisme, VI, 364.
- CAFFARELLI-DUFALGA**, général. Sa société recherchée par Bonaparte, IX, 355. — Commande le génie de l'expédition d'Egypte, 418. — Son mot sur la prise de Malte par les Français, X, 8. — Accusé par les soldats d'avoir trompé Bonaparte, relativement à l'Egypte, 34.
- CAHIER DE GERVILLE**. Ministre de l'intérieur, II, 32. — Ne peut maintenir l'accord dans le ministère, 52. — Se retire, 53.
- CAHIERS**. Vœu exprimé par la plupart des cahiers, I, 71. — Le plus grand nombre s'expliquent sur les principes fondamentaux d'une Constitution, 73. — Invoqués par l'Assemblée pour refuser un emprunt, 133. — Quelques cahiers bornaient les pouvoirs des députés à un an, 207.
- CAIRE**. Position de cette ville, X, 35. — Bonaparte en prend possession, 42.
- CALDIERO**. Alvinzy prend position sur les hauteurs de ce nom, VIII, 362. — Combat de Caldiero livré le 12 novembre 1796, 363.
- CALENDRIER**. Réformé et remplacé par le calendrier républicain, V, 184.
- CALONNE** (de), ministre. Son caractère, confiance qu'il inspire à la cour, I, 40. — Imagine l'assemblée des *Notables*, 41. — Renversé par l'opposition des Notables, 12. — Ministre de la cour émigrée à Turin, 203. — Ecrit au roi pour justifier l'Angleterre, 217. — Continue à diriger l'aristocratie, 259. — Négocie auprès de l'empereur Léopold, 273.
- CALVADOS** (département du). Envoie des bataillons qui devancent le décret sur la garde départementale, III, 81. — Envoie des fédérés pour protéger la Convention, 145. — Arrête deux commissaires de la Convention, IV, 195.
- CALVET**, député à l'Assemblée législative. Se fait rappeler à l'ordre pour une exclamation pusillanime, II, 128.
- CANBACRÈS**. Demande l'organisation du tribunal extraordinaire et du ministère, III, 326. — Adjoint au comité de salut public, IV, 45. — Secrétaire du conseil des Cinq-Cents, VIII, 5. — Porté sur la liste des candidats pour le Directoire, 8. — Ministre de la justice, X, 342. — Son empressement auprès de Bonaparte, 340. — Son concours à la journée du 18 brumaire, 366.

CAMBON, député à l'Assemblée législative. S'élève contre l'arrêt de la section de Mauconseil prononçant la déchéance du roi, II, 223. — Fait un rapport sur les finances, III, 26. — Dénonce les placards de Marat, 37. — Adversaire des fournisseurs, 128. — Fait décréter Malus, d'Espagne et Petit-Jean, 132. — Provoque par ses discours sur les frais du culte les premiers troubles dans l'Ouest, 183. — Ses raisonnements sur les ressources de la France, 278. — Son discours sur la nécessité de se déclarer *pouvoir révolutionnaire* dans les pays où entrent les armées françaises, 283. — Parle contre le projet du comité pour l'organisation du tribunal extraordinaire, 328. — Membre du comité de salut public, IV, 45. — Présente un projet d'emprunt forcé d'un milliard, 101. — Cherche à se porter médiateur entre les partis dans la Convention le 31 mai, 149. — S'indigne de l'audace de la commune, 164. — Annonce que le comité de salut public va faire son rapport, 174. — Son rapport sur l'état de la France en juillet 1793, 207. — Propose la création du grand livre de la dette publique, 364. — Son amendement au décret sur la compagnie des Indes, V, 481. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, VI, 126. — Justifie ses lois de finances et sa probité attaquées par Robespierre, puis dénonce Robespierre lui-même, 192. — Demande la réorganisation du gouvernement en entier après la chute de Robespierre, 233. — S'oppose à la liberté illimitée de la presse, 238. — Invite la Convention à ne pas donner suite aux accusations de Lecointre, 281. — Ses services dans le comité des finances, 356. — Sa réponse aux attaques de Tallien, 358. — Fait renoncer à la fonte de l'argenterie des églises, 360. — Propose une loterie pour opérer la vente des biens nationaux, VII, 70. — Fait adopter une mesure pleine d'humanité pour la liquidation des créanciers des émigrés, 72. — Réfute les arguments de Sieyès pour la réintégration des girondins survivants, 77. — Manque d'être égaré par les patriotes à Toulon, 122. — Décrété et arrêté pour être envoyé en détention à Ham, 123. — Désigné pour être mis à la tête d'un mouvement des patriotes, 182. — Sommé de se constituer prisonnier, 183.

CAMP DE CÉSAR. Menacé par les coalisés, IV, 344. — Abandonné par l'armée du Nord, 345.

CAMP DE FAMARS. Dampierre l'occupe IV, 214. — Lamarche y ramène l'armée, 212. — Les coalisés l'attaquent, *ib.*

CAMP DE GAVRELLE. Sa description IV, 345. — L'armée du Nord l'occupe, 346.

CAMP DE GRENNELLE. Les patriotes l'attaquent, VIII, 260. — Mauvais succès de cette tentative, 261.

CAMP DES CASTORS. Canonné par les Hollandais et les Anglais, III, 295.

CAMPO-FORMIO. Donne son nom au traité de paix entre la France et l'Autriche, signé à Passeriano le 17 octobre 1797, IX, 335. — Conditions de ce traité, 336.

CAMUS. Veut faire réduire toutes les pensions ecclésiastiques au taux le plus modique, I, 187. — Secrétaire de la Convention, III, 22. — Commissaire à l'armée de Dumouriez, 138. — Sa discussion fort vive avec lui, 319. — Envoyé comme commissaire par la Convention pour amener Dumouriez à Paris, IV, 30. — Lit à Dumouriez le décret de la Convention et lui enjoint de s'y soumettre, 34. — Livré par lui aux Autrichiens, 35. — Échangé contre la fille de Louis XVI, VIII, 51. — Sa rentrée au corps législatif, 93.

CANCLAU, général. Opposé à Charette dans la basse Vendée, IV, 226. — Reçoit le commandement de l'armée dite des Côtes de Brest, 227. — Défend victorieusement Nantes contre les Vendéens, 249. — Le plan convenu entre lui et Biron rejeté par les représentants, 300. — Son opinion sur le plan de campagne après l'arrivée des Mayençais en Vendée, V, 48. — Commence à mettre ce plan à exécution, 40. — Prend Montaigu et Clisson, 42. — Se replie sur Nantes, 46. — Résout une attaque au centre de la Vendée, 109. — Ses succès et sa destitution, 110. — Chargé avec Hoche de pacifier la Vendée, VII, 48. — Etat de son armée, 56. — Envoyé à la poursuite de Stofflet, 148. — Remplacé à la tête de l'armée de l'Ouest, par Hoche, VIII, 28.

CANDEILLE (mademoiselle). Fête donnée chez elle à Dumouriez par les artistes, III, 77.

CANUEL, général. Commande une division à la poursuite des Vendéens en Bretagne, V, 260. — Sa participation à la destruction complète des Vendéens à Savenay, 264.

CAPITAINE. Leur abolition, I, 126.

CARLETTI (comte). Ministre de Flo-

- rence à Paris, reçoit l'ordre de quitter cette ville, VIII, 52.
- CARMAGNOLÉ.** Couplet chanté par les commissaires des assemblées primaires en défilant dans la salle de la Convention, IV, 344.
- CARMES** (prison des). Deux cents préêtres y sont massacrés, II, 342.
- CARNOT.** Nommé membre du comité de salut public en même temps que Robespierre, IV, 381. — Commence à donner une bonne direction aux opérations militaires, V, 24. — Se rend auprès de Jourdan à Guise pour mettre à exécution un nouveau système de guerre, 68. — Son influence sur les progrès de l'art de la guerre, 99. — Décide l'attaque de Dourenls malgré Jourdan, 105. — S'occupe de guerre dans le comité, VI, 24. — Son plan défectueux pour l'armée du Nord, 60. — Conçoit un nouveau plan de campagne, 64. — Substitue une mauvaise idée à un plan bien conçu de Pichegru, après la victoire de Fleurus, 174. — Sa déclaration au nom du comité de salut public, pour rassurer les patriotes, VII, 16. — Défend ses anciens collègues au comité mis en accusation, et demande à partager la responsabilité de leurs actes, 99. — Dénoncé avec violence par Henri Larivière, 235. — Directeur, VIII, 40. — S'occupe des armées, 48. — Son plan de campagne en Italie, 186. — (Son plan de campagne en Allemagne, 221. — Ce que son plan empêchait de faire, 239. — Son caractère, IX, 2. — Son opinion politique, 12. — Écrit à Bonaparte qu'il ne doit point compter sur le concours des armées du Rhin, 83. — Approuve les préliminaires de Léoben, 104. — Imprudence de sa conduite, 148. — Ses partisans aux Anciens, 173. — Erreur de ses collègues sur son compte, 187. — Sondé par l'opposition, ne veut concourir qu'à des projets constitutionnels, 203. — Se croit joué par Barras, 240. — Vérifie par quels ordres Hoche a marché sur Paris, 242. — Désapprouve les projets formés par l'opposition contre le Directoire, 244. — Menace Hoche d'accusation pour avoir franchi la limite constitutionnelle, 249. — Vote pour que le Directoire accepte les conditions de l'Angleterre et de l'Autriche, 242. — Refuse de signer le message du Directoire en réponse aux plaintes des Conseils, 254. — Sa fausse position dans le Directoire, 260. — Résiste aux avances de ses collègues, 262. — Avis sinistre qu'il reçoit, 269. — Sa fausse sécurité, 275. — S'envade du Luxembourg, 278. — Condamné à la déportation, 286. — Fuit en Suisse, 288.
- CAROLINE**, reine de Naples. Son mari lui abandonne le gouvernement de son royaume, VIII, 166.
- CARRA.** Ce journaliste accuse publiquement Bertrand de Molleville et Montmorin, II, 83. — Dirige le faubourg Saint-Antoine avec Santerre, 415. — Adjoint au comité insurrectionnel, 187. — Sa participation à la journée du 10 août, 229. — Compare devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Son maintien en attendant sa condamnation, 161. — Sa mort, 162.
- CARRIER**, commissaire de la Convention. Envoyé à Nantes. Son portrait VI, 142. — Fait mitrailler les Vendéens soumis, 143. — Commence par faire fusiller les Vendéens et guillotiner les Nantais, 144. — Fait noyer hommes, femmes et enfants dans la Loire, *ib.* — Punit tout mouvement de pitié, 145. — Remplacé, 146. — Continué à assister, en silence, aux séances des Jacobins, après la chute de Robespierre, 339. — Dénoncé par les membres du comité révolutionnaire de Nantes et mis en jugement, 366. — Décrété d'accusation, 368. — Sa condamnation et sa mort, 390.
- CARTEAUX**, général. S'assure des deux rives du Rhône, IV, 253. — Entre dans Marseille, V, 40. — S'empare des gorges d'Ollioules et s'établit en vue de Toulon, 246. — Remplacé par Doppet, 248. — Ne veut pas engager le combat dans la journée du 13 vendémiaire, VII, 365.
- CASA-BIANCA**, général. A un commandement en Italie, X, 105. — Repousse les Napolitains dans les Marches, 110.
- CASSAIGNE.** Commissaire à l'armée des Pyrénées, V, 33.
- CASSANO.** Bataille de ce nom livrée le 28 avril 1799, X, 195.
- CASTAGNIER.** Commande la flottille de défense de Dunkerque pendant le siège de cette place, V, 23.
- CASTELLANE** (de). Impliqué dans l'insurrection du 13 vendémiaire, VII, 372.
- CASTIGLIONE.** La division Liptal en repousse le général Valette, VIII, 283. — Augereau y déploie une grande bravoure, 285. — Bonaparte y réunit toutes ses forces pour livrer une bataille décisive, 286. — Description du champ de bataille, 288. — Bataille de Castiglione livrée le 5 août

- 1796, 289. — La victoire assure l'Italie aux Français, 291.
- CATHÉLINEAU**, voiturier. Se met à la tête de l'insurrection en Vendée, IV, 82. — S'empare de Cholet, 84. — Généralissime des Vendéens, 247. — Sa mort, 249.
- CATHERINE**, impératrice de Russie. Garantit les Gallicies à l'Autriche, VIII, 267. — Sa mort, IX, 42.
- CATHERINE THÉOT**. (Voyez THÉOT.)
- CAZALÈS**, député de la noblesse. Fait adopter les motions les plus fougueuses, I, 45. — Défenseur de la noblesse, 115. — Conseille la banqueroute, 202. — S'oppose à ce qu'on demande au roi le renvoi des ministres, 249.
- CAZOTTE**. Sauvé par sa fille du massacre des prisonniers à l'Abbaye, II, 318.
- CÉDULES HYPOTHÉCAIRES**. Leur création, VIII, 36. — La difficulté de leur placement les fait remplacer par les *mandats*, 109.
- CERCLE CONSTITUTIONNEL**. Formés sous le Directoire par les patriotes modérés, IX, 189. — Sa suppression, 218.
- CERVONI**, général. Chargé d'intimider le sénat de Gènes en marchant sur Voltri, VIII, 446.
- CHABOT**, ex-capucin. Membre exagéré de la Gironde, II, 42. — Frappé d'un mandat d'amener, 83. — Assiste à des conciliabules révolutionnaires, 121. — S'entend avec Grangeneuve pour s'immoler tous deux afin d'enflammer les esprits contre la cour, ne se rend pas à l'endroit convenu, 188. — Refuse d'empêcher l'insurrection du 40 août, 228. — Ses paroles à propos des prisonniers faits pendant cette journée, 265. — Fait l'apologie de Marat, III, 9. — S'élève avec véhémence contre tout cérémonial limité de la royauté, 23. — L'un des orateurs favorisés des Jacobins, 71. — Ses paroles aux Jacobins à la suite de l'accusation dirigée par Louvet contre Robespierre et Marat, 91. — S'oppose à ce qu'il soit accordé un conseil à Louis XVI, 200. — Se refuse au bannissement des Bourbons, 210. — Ses attaques contre le comité de salut public accusé de défaut d'énergie, IV, 288. — Se livre à l'agiologie, 335. — Dépose contre les Girondins, V, 152, 154. — Sa spéculation sur les actions de la compagnie des Indes, 179. — Falsifie le décret de la Convention prononçant l'abolition de cette compagnie, 181. — Dépopularisé, 207. — Dévoile à Robespierre l'intrigue financière de quelques députés, 234. — Son arrestation, 236. — Transféré à la Conciergerie, 388. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- CHABOT**, général. Employé à l'armée opposée à l'expédition de Quiberon, VII, 284.
- CHABRAN**, général. Commande une division sous Masséna en Suisse, X, 317.
- CHABROUD**. Chargé du rapport à l'Assemblée dans la procédure contre les auteurs des 5 et 6 octobre, I, 241.
- CHAILLOS**, général. Repoussé dans Niort, IV, 225. — Commande la division de Niort dans l'armée républicaine aux ordres de Rossignol, V, 36. — Arrête la retraite précipitée des républicains chassés de Châtillon, 113. — Sa participation à la bataille de Cholet, 117. — Commande une division à la poursuite des Vendéens en Bretagne, 260. — Reçoit le commandement en chef retiré à Léchelle et refusé par Kléber, 264. — Se retire sur les derrières de l'armée pour refaire sa santé, 271.
- CHALIER**. Chef des montagnards de Lyon, IV, 73. — Y excite les plus grands orages, 193. — Son supplice, 318. — Circonstances de sa mort, V, 297.
- CHAMBRON**. Maire de Paris, sur le refus de Pétion, III, 145. — Communique à Louis XVI l'arrêt de la Convention qui le mande à sa barre, 195. — Cesse d'être maire, 297. — L'un des 22 députés dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59. — Menace les agitateurs de la retraite des députés dans leurs départements, 184. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 186.
- CHAMBRONAS**. Appelé au ministère lors de la retraite de Dumouriez, II, 104.
- CHAMP-DE-MARS**. On y célèbre la fête de la première fédération, I, 234. — On y proclame la loi martiale, 298. — On y célèbre la deuxième fête de la fédération, II, 181.
- CHAMPION DE CICK**, archevêque de Bordeaux. Se réunit avec l'archevêque de Paris à l'Assemblée nationale, I, 67. — Membre du comité chargé par l'Assemblée de préparer les questions relatives à la Constitution, 92. — Garde des sceaux, reçoit des coups de sabre dans un mouvement comprimé des faubourgs, II, 209.
- CHAMPIONNET**, général. A l'armée de Sambre-et-Meuse, VI, 107. — Sa par-

- Hétipation à la bataille de Fleurus, 470 — A celle de la Roër, 307. — Mis à la tête de l'armée de Rome, X, 106. — Evacue Rome, 109. — Son plan de campagne, 110. — Rentre dans Rome, 113. — Entreprend la conquête du royaume de Naples, 114. — Faute qu'il commet, 115. — Repousse les ouvertures de Mack, 116. — Accorde un armistice, *ib.* — Sa belle conduite envers Mack, 117. — Marche sur Naples, 118. — S'en rend maître et proclame la république Parthénopéenne, 119. — Tranche du législateur, 128. — Sa destitution, 129. — Remis à la tête d'une armée, 240.
- CHAMPMORIN**, général. Bat en retraite, III, 317. — Sa participation à la bataille de Nerwinde, IV, 6.
- CHANCEL**, général. Renvoyé devant le tribunal révolutionnaire pour une faute commise par le général Fermand, V, 107.
- CHANT DU DÉPART**. Entonné par les troupes françaises dans une charge à Rivoli, VII, 421.
- CHAPELIER**. Membre du comité de Constitution, I, 92. — Soutient que les articles du 4 août ne peuvent être soumis à la sanction, 147. — Amende le décret proposé par Mirabeau sur le droit de la paix et de la guerre, 221. — Présente la loi contre l'émigration, 263.
- CHAPPUIS**, général. A l'armée du Nord, en 1794, VI, 62. — Mis en déroute, *ib.*
- CHARBONNIER**, général. Calomnié par les jacobins malgré ses succès sur les Autrichiens, VI, 45. — A l'armée du Nord, en 1794, 61. — A l'armée de Sambre-et-Meuse, 166.
- CHARBONNIER**, député à la Convention. Accusé de diriger secrètement les patriotes insurgés de Toulon, VII, 232. — Son arrestation, 234.
- CHARETTE**. Mis à la tête de l'insurrection dans le Marais, IV, 87. — S'empare de l'île de Noirmoutiers, 88. — Ses succès balancés, 226. — Est aux portes de Nantes, 245. — Attaque cette ville, 249. — Battu à Luçon, V, 14. — Commande dans la basse Vendée, 39. — Surprend la colonne de Beyer dans Montaigu, 45. — Refuse de poursuivre les républicains avec MM. d'Elbée et de Bonchamp, 46. — Se sépare des chefs de la haute Vendée, 112. — S'empare de l'île de Noirmoutiers, *ib.* — La perd, VI, 73. — Commande dans la basse Vendée, 317. — Forme un conseil supérieur avec Stofflet et Sapinaud, 318. — S'oppose aux projets de Stofflet, VII, 33. — Consent à avoir une entrevue avec Canclaux et les représentants, 40. — Ses demandes absurdes, 141. — Sa soumission, 146. — Son entrée solennelle à Nantes, *ib.* — Son portrait, 147. — Conserve le commandement des gardes territoriales, *ib.* — Nommé lieutenant général par le régent, 162. — Se prépare un noyau d'armée pour rentrer en campagne, 263. — Sa réponse évasive aux instances de M. de Puisaye débarqué à Quiberon, 286. — Nommé commandant en chef des pays catholiques; attaque les républicains, VIII, 24. — Son plan déjoué par leur énergie, 27. — Battu, 28. — Son irritation du départ de l'expédition qui portait un prince, sans avoir rien tenté, 66. — Ses derniers efforts, 67. — Se cache dans les bois avec une faible troupe, 74. — Franchit la ligne de désarmement, 129. — Poursuivi par le général Travot, 130. — Reste avec quarante ou cinquante hommes, 131. — Demande à Hoche la permission de passer en Vendée, 134. — Se remet à courir les bois et est pris, 135. — Sa mort, 136.
- CHARLEROI**. Cette place est investie par Jourdan, VI, 166. — Se rend, 169.
- CHARLES**, archiduc. Ses succès sur la Meuse, III, 316. — A l'armée du Nord en 1794, VI, 69. — Remplace Clerfayt à la tête de l'armée du Bas-Rhin, VIII, 123. — Reçoit le commandement en chef des deux armées impériales sur le Rhin, 223. — Attaque Jourdan à Wetzlar et bat son extrême gauche, 225. — Son mouvement en apprenant le passage du Rhin par Moreau, 223. — Amène un renfort de vingt-cinq mille hommes à Latour, 234. — Moreau prévient l'attaque qu'il préparait contre lui, 235. — Se décide à se retirer sur la ligne du Danube, 236. — Opère une belle retraite, 238. — Commet la faute de vouloir livrer bataille à Moreau avec le Danube à dos, 297. — Livre la bataille de Neresheim, 298. — Repasse le Danube, 299. — Forme la résolution de marcher contre Jourdan, 300. — Bat Bernadotte à Neumarch, *ib.* — Livre combat à Jourdan à Amberg, et l'oblige à se retirer sur le Mein, 301. — Continue son mouvement à la poursuite de Jourdan, 317. — Le bat à Würzburg, 319. — Assiège le fort de Kehl avec une grande vigueur, 380. — Le fait capituler, 403. — Position par lui prise pour s'opposer à la marche de Bonaparte sur Vienne, IX, 60. — Bataille de Trazlamente, 65. — Se retire sur le Frioul, 67. — Dispute le col de Tarwis à Masséna, 68. — Conseille à la cour de Vienne de transiger, 67. — Sa réponse aux ou-

- vertures faites par Bonaparte, 89. — Battu à Neumarch, propose une suspension d'armes, 90. — Conseille la paix, 92. — Improuve le plan de campagne de la nouvelle coalition, X, 139. — Commande l'armée sur le Danube, 140. — Franchit le Lech, 143. — Attaque Jourdan à Ostrach et l'oblige à la retraite, 146. — Livre la bataille de Stokach, 148. — Ne peut poursuivre ses avantages, 149. — Sa lettre à l'occasion de l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt, 170. — Opère sa jonction avec le général Holze, 190. — Attaque Masséna sur toute la ligne de la Limmat, 205. — Sa marche sur le Rhin, 343.
- CHARLES-EMMANUEL**, roi de Piémont. (Voyez PIÉMONT.)
- CHARLIER**. Somme Robespierre de nommer les individus dont il demande le sacrifice, VI, 194.
- CHARRIER**. En se constituant chef de la révolte de la Lozère, tombe au pouvoir des troupes de la Convention. IV, 251.
- CHARTON**, général. Veut s'opposer à la rentrée de Wurmser dans Mantoue, VIII, 314.
- CHARTRES** (duc de). Commande le centre à la bataille de Jemmapes. III, 112. — Sa participation à la bataille de Nerwinde, IV, 8. — Sa belle retraite, 12. — Son arrestation décrétée par la Convention, 38. — Accompagne Dumouriez au rendez-vous convenu avec Cobourg, 39. — Passe avec lui aux Impériaux, 41.
- CHARLES**, député. Demande que la Déclaration des Droits soit exposée dans la salle de la Convention, VII, 89. — Arrêté, et condamné à être détenu à Ham, 116.
- CHAZOT**, général. Ne peut garder le passage de la Croix-aux-Bois dans l'Argonne, II, 346. — Rejoint Dumouriez à Sainte-Menehould, 352.
- CHASSE**. Abolition du droit exclusif de chasse, I, 425, 427.
- CHASSET**. Dirige les mouvements des Lyonnais, IV, 193. — Quitte Lyon, 318.
- CHATEAUNEUF-RANDON**, représentant. Envoyé par la Convention en Auvergne pour faire une levée en masse contre Lyon, V, 82. — Y conduit la levée du Puy-de-Dôme, 86.
- CHATILLON**. Les Vendéens y mettent Westermann en déroute, IV, 299.
- CHAUDRON-ROUSSEAU**. Commissaire de la Convention à Toulouse, y rencontre l'opposition de la part des Jacobins, VI, 331. — Décrété d'accusation, VII, 332.
- CHAUMETTE**, procureur général de la commune. S'oppose au *maximum*, III, 299. — Hué par les tribunes au moment où il propose à la commune des mesures pour arrêter le pillage des boutiques, 305. — Soutient Pache contre les fauteurs d'une nouvelle insurrection, 334. — Propose diverses mesures adoptées par la commune, IV, 96. — Fait reconstituer l'Assemblée de l'Évêché, 98. — Dévoile à la commune la conspiration qui se trame contre la liberté, 137. — Dirige la commune, 274. — Introduit les commissaires des assemblées primaires au club de l'Évêché, 340. — Fait étendre la définition des suspects, V, 431. — Dépose contre les girondins, 152, 154. — Son discours contre les marchands, 171. — Pousse à l'athéisme. Son portrait, 189. — Fait interdire l'exercice du culte hors des temples, 190. — Annonce au nom de la commune l'abdication du sacerdoce faite par le clergé de Paris, 194. — Fait convertir Notre-Dame en temple de la Raison, 199. — Son discours à la Convention lors de la première fête de la Raison, 200. — Indispose Robespierre contre lui, 211. — Fait modifier l'arrêté de la commune sur les cultes, 225. — Son excès d'obéissance aux décrets de la Convention, 230. — Désigné pour être censeur dans le projet de Constitution des nouveaux révolutionnaires, 337. — Se hâte de désavouer les agitateurs ultrarévolutionnaires, 362. — Son arrestation, 364. — Sa condamnation et sa mort, 406.
- CHAUVEAU-LAGARDE**. Défend Charlotte Corday, IV, 266. — Défend Marie-Antoinette, V, 148.
- CHAUVELIN** (de). En quelle qualité l'Angleterre le reconnaît, III, 274.
- CHAZAL**, député. Membre de la commission formée le 18 fructidor par les Cinq-Cents dans le système du Directoire, IX, 282. — Appuie la loi contre les ci-devant nobles, 309. — Se rapproche de Bonaparte, X, 349.
- CHEMBLÉ**, député aux Cinq-Cents. Correspond avec Wickam, IX, 146.
- CHEMILLÉ**. Catholique en l'enlève aux républicains, IV, 82.
- CHÉNIER** (André). Son exclamation avant de mourir sur l'échafaud, VI, 197.
- CHÉNIER** (Marie-Joseph). Expression de ses regrets sur la mort des girondins, VII, 77. — Son rapport sur les menées des royalistes et du clergé, 185. — Ses efforts pour réprimer l'insurrection du premier prairial, 217. — Secrétaire du conseil

- des Cinq-Cents, VIII, 5. — Compose un hymne pour la réception de Bonaparte par le Directoire, 346. — Partisan du Directoire, X, 224. — Combat la proposition faite par Jourdan, de déclarer la patrie en danger, 279. — Se rapproche de Bonaparte, 349.
- CHERASCO.** Bonaparte occupe cette place importante par sa position, VIII, 455. — Un armistice y est signé le 28 avril 1796, 157.
- CHÉRIN.** Chef d'état-major de Hoche. Sa présence à Paris à la veille du dix-huit fructidor, IX, 248.
- CHEVALIERS DU POIGNARD.** Se portent aux Tuileries pour défendre le roi, I, 265. — Leurs réunions fréquentes, II, 201.
- CHOLET.** Attaqué par Cathelineau, IV, 82. — Tombé entre ses mains, 84. — Evacué par les Vendéens, 115. — Bataille de Cholet, livrée le 15 octobre 1793, V, 117.
- CHOLLET,** député aux Cinq-Cents. Demande un délai pour examiner les propositions faites par la commission des cinq, le 18 fructidor, IX, 284.
- CHOUANS.** Commencement de leur guerre, VI, 74. — Leur composition et leur manière de faire la guerre, 320. — M. de Puisaye leur chef secret, 321. — Battus, VII, 159. — Signent une transaction avec les républicains, 160. — Se préparent à un nouveau soulèvement, 265. — Se joignent en grand nombre à l'expédition de Quiberon, 278. — Distribuées en trois corps, 281. — Leurs postes avancés, repliés par Hoche, 286. — Leurs plaintes, 288. — Leur découragement, 290. — Attaqués sur toute la ligne, 291. — Se débattent, 292. — Se retirent dans la presqu'île de Quiberon, 293. — Font une sortie infructueuse, 294. — Perdent le fort Penhithèvre, 308. — Leur défaite complète, 310. — Ne peuvent résister à Hoche, passé en Bretagne, VIII, 137. — Se soumettent, 138. — Recommencent leurs brigandages en 1799, X, 244.
- CHOUDIEU,** député à l'Assemblée législative. Réprimande un envoyé de la commune porteur d'une pétition II, 277. — Demande le renvoi des fédérés, III, 320. — Commissaire en Vendée, V, 16. — Ses apostrophes au président de la Convention Dumont, pendant l'insurrection du 12 germinal, VII, 111. — Arrêté, et condamné à être détenu à Ham, 116. — Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 119.
- CHRISTINE** (archiduchesse). Assisté au bombardement de Lille, III, 55.
- CINQUANTE-SEPTIÈME DEMI-BRIGADE.** Reçoit le nom de *la Terrible* à la bataille de la Favorite, VIII, 424.
- CINQ OCTOBRE.** Événements arrivés à Versailles à cette date, I, 167. La cour remet à l'ordre du jour la procédure contre les auteurs de ces événements, 240.
- CISALPINE** (république). Sa fondation, IX, 318. — Ses violentes agitations, 377. — Ses Conseils modifiés militairement par Berthier, 378. — Désordre de son administration, X, 83. — Inconduite des officiers français dans la Cisalpine, 85. — Sa nouvelle Constitution, 91.
- CISPADANE** (république). Sa fondation par Bonaparte, VIII, 352. — Accroissement que lui procure le traité de Tolentino, IX, 53.
- CITOYENS.** Leur admission à tous les emplois volée dans la nuit du 14 août, I, 125. — La qualité de citoyen fixée par l'Assemblée, 188.
- CLARKE,** général. Envoyé par le Directoire à Vienne pour négocier directement avec l'Autriche, VIII, 357. — Arrive au quartier général de l'armée d'Italie, 379. — Ne peut obtenir de passe-ports pour se rendre à Vienne, 381. — Invité à se rendre à Vicence pour y conférer avec M. de Vincent, 382. — A mission d'observer Bonaparte, 383. — Subjugué par lui, 384. — Plénipotentiaire avec Bonaparte pour traiter de la paix avec l'Autriche, IX, 228. — Entre en conférence avec M. de Meerfeld à Udine, 231. — Rappelé, 312.
- CLAUSSEL.** Membre du comité de sûreté générale, VI, 286. — Demande l'ajournement de la loi sur les sociétés populaires, 352. — Appuie le comité de sûreté générale contre les attaques des jacobins, 383. — Remplace Thibaudeau au fauteuil, VII, 91. — Veut rassurer la Convention menacée par les patriotes, 95.
- CLAUZEL,** général. Commande la réserve à la bataille de Novi, X, 238.
- CLAVIÈRE.** Proposé par la Gironde pour le ministère des finances, II, 61. — Opine pour que le roi engage l'Assemblée à déclarer la guerre, 71. — Renvoyé du ministère, 101. — Réintégré, 258. — Son caractère, III, 148. — Ajouté à la liste des vingt-deux, IV, 180. — Destitué et frappé d'un mandat d'arrêt, 186. — Enfermé à la Conciergerie, V, 137.
- CLÉMENTINE.** L'un des agents principaux de la police de Robespierre, envoyé

- au tribunal d'Eure-et-Loir, VII, 234.
- CLERFAYT, général.** Marche contre la France à la tête de 20 mille Autrichiens, occupe Stenay, II, 287. — Occupe les deux rives de la Meuse, 338. — Se porte au secours du duc Albert, III, 60. — Passe sans difficulté du Luxembourg en Belgique. 410. — Occupe Jemmapes et Cuesmes, 441. — Résiste héroïquement aux Français, 445. — Abandonne la victoire à Dumouriez, et se retire sur Bruxelles, 446. — Retranché sur les bords de l'Erft, 284. — Livre la bataille de Nerwinde, IV, 7. — Forme le corps d'observation de l'armée attaquant Maubeuge, V, 103. — Battu en Flandre, VI, 63. — Se porte dans la West-Flandre, 65. — Epreuve un second échec à Courtray, 66. — Battu par Macdonald, 165. — Succède au commandement du prince de Cobourg, 303. — Livre la bataille de l'Ourthe, 304. — Bat en retraite sur Aix-la-Chapelle, 306. — Concentre ses forces sur la Roër, *ib.* — Bat en retraite après la bataille de la Roër, 310. — Se porte des bords du Mein à Heidelberg, VII, 377. — Marche sur Jourdan, *ib.* — Enlève les lignes de Mayence, VIII, 50. — Repousse Pichegru sous Landau, 41. — Reçoit les honneurs du triomphe à son entrée à Vienne, 80. — Remplacé par l'archiduc Charles, 123.
- CLERGÉ.** Demande la convocation des Etats-Généraux, I, 23. — Se rapproche de la cour, 40. — Veut maintenir la division des ordres, 43. — Vote la vérification des pouvoirs par chaque ordre séparément, 44. — Nomme des commissaires pour concilier les différends, *ib.* — Son rôle obligé, *ib.* — Tend des pièges au tiers-état, 45. — Renonce à ses privilèges pécuniaires, 46. — Hésite à répondre au Tiers qui l'avait sommé de déclarer s'il voulait se réunir à lui, 48. — Accepte le moyen de conciliation entre les ordres proposé au nom du roi, 51. — Envoie une députation aux Communes pour s'occuper avec elles de la misère du peuple, *ib.* — Décide sa réunion à l'Assemblée nationale, 57. — La majorité se réunit à l'Assemblée nationale, pour se soumettre à la vérification en commun, 63. — Une partie suit le roi après la séance royale du 23 juin, 64. — La minorité continue à délibérer séparément, 67. — Se réunit à l'Assemblée nationale, avec la majorité de la noblesse, 69. — Agit de concert avec la cour, les parlements et la noblesse, 114. — Trouve l'abbé Maury pour défenseur, 115. — Renonce à ses privilèges, à l'exemple de la noblesse, 124. — Préfère la dime à un salaire adjugé par l'Etat, 129. — Discussion à l'occasion de ses biens, 185. — Ses biens mis à la disposition de l'Etat, 186. — Son existence assurée, 187. — Ne se montre à l'Assemblée que dans les discussions de parti, 189. — Inonde la Bretagne de protestations contre l'aliénation de ses biens, 191. — Excite partout des agitations, 202. — L'Assemblée décrète la vente d'une partie de ses biens, 203. — Sème des craintes pour la religion catholique, *ib.* — Excite des troubles dans le Midi, 205. — Repousse le système proposé par Bailly pour l'aliénation de ses biens, 225. — Se soulève contre la Constitution civile du clergé et en appelle à Rome, 230. — Intrigue dans la Vendée et se concerta avec les émigrés, 254. — Soumis au serment civique, 255. — Le refuse pour la majeure partie, 257. — Excite des troubles dans l'Ouest, II, 26. — Adresse un mémoire au roi contre le décret rendu par la Législative contre les prêtres non assermentés, 28. — Sa conduite factieuse provoque un décret de l'Assemblée prononçant la déportation des prêtres, 87. — Sa constitution civile, V, 187. — Le clergé constitutionnel de Paris abdique le sacerdoce, 195. — Rapport de Chénier sur ses menées en 1793, VII, 185. — Les prêtres rentrent en foule, IX, 159, 179.
- CLERMONT-TONNERRE.** Proteste, avec la minorité de la noblesse, contre une démarche de cet ordre, I, 62. — Ses paroles, en se réunissant à l'Assemblée nationale avec la minorité de la noblesse, 68. — Médite l'établissement de la Constitution anglaise, 81. — Proclame que la Constitution sera ou que l'Assemblée ne sera plus, 90. — Membre du comité chargé par l'Assemblée de préparer les questions relatives à la Constitution, 92. — Décide avec ses amis la fuite du roi à Gaillon, II, 202.
- CLÉRY.** Valet de chambre de Louis XVI, enfermé avec lui au Temple, III, 150. — Moyen qu'il emploie pour tenir la famille royale au courant des nouvelles, 152. — Convient avec madame Elisabeth d'un moyen de lui donner des nouvelles du roi pendant son procès, 194. — Veille auprès de Louis XVI, la nuit qui précède son exécution, 237. — Assiste le roi dans les derniers moments qu'il passe au Temple, 269. — Reçoit

- les derniers ordres de Louis XVI, 260.
- CLICHYENS.** Formation de leur club, IX, 47. — Les royalistes prétendent les avoir gagnés tous, 27. — Leurs candidats pour une place de directeur, 35. — Devennent de plus en plus violents, 147. — Veulent obliger les directeurs à faire publiquement le tirage au sort du membre sortant, 154. — Font nommer Barthélemy directeur, 154. — Leur violence, 156. — Forment des projets insensés, 157. — Leurs propositions financières, 165. — Veulent s'assurer le concours des gardes nationales, 199. — Sondent Carnot, 203. — Se réjouissent de la déconvenue des constitutionnels, 212. — Leurs résolutions contre le Directoire, 214. — Font rendre une loi contre les sociétés politiques, 218. — Empressent des Clichyens royalistes pour agir contre le Directoire, 254. — Déclament contre la faiblesse des constitutionnels, 259. — Alarmes que leur inspirent les discours de Laréveillère, 267. — Leur trouble et leurs projets désespérés, 272.
- CLOOTZ (ANACHARSIS),** Prussien. Demande au nom du genre humain à faire partie de la première fédération, I, 231. — Combat le fédéralisme, III, 91. — Prêche la république universelle et le culte de la Raison, V, 491. — Exhorte l'évêque constitutionnel Gobel à abjurer le catholicisme, 493. — Provoque le mécontentement de Robespierre, 211. — Exclu des Jacobins, 221. — Son arrestation, 364. — Son procès, 366. — Sa mort, 371.
- CLUB CENTRAL.** Réunion des révolutionnaires exaltés de Lyon, IV, 73. — Affilié aux Jacobins, 74.
- CLUB DE CLICHY.** (Voyez CLICHYENS).
- CLUB DES JACOBINS.** (Voyez JACOBINS).
- CLUB DES QUINZE-VINGTS.** (Voy. CLUBS).
- CLUB ÉLECTORAL.** Comment il se compose après le 9 thermidor, VI, 262. — Fait une adresse à la Convention pour demander la reconstitution de la municipalité de Paris, 314.
- CLUB FRANÇAIS.** Formé par la cour. De qui il était composé, II, 201.
- CLUBS.** Diverses assemblées se forment sous ce nom, I, 33. — Le peuple s'agit avec véhémence dans le club breton, 117. — Leur importance augmente, 210. — Club des Jacobins, *ib.* — Dépouillent le respect dont la personne du roi avait été l'objet, 295. — Devennent dominateurs sous la Législative, II, 12. — Leur influence sur les élections pour la Convention, III, 8. — Clôture du club des Jacobins, VI, 385. — Fermeture de celui des Quinze-Vingts, VII, 59. — Les patriotes forment un club au Panthéon, VIII, 53. — Nouvelle dissolution des clubs, IX, 218.
- COALITION.** Commence à agir avec activité, II, 212. — Son projet après le 10 août, 287. — Ses forces et son plan en 1793, III, 315. — Tient un congrès à Anvers, IV, 210. — Ses forces, 211. — Ses troupes bloquent Condé, *ib.* — Occupent le camp de Famars, 212. — Assiège Valenciennes, 213. — Force de son armée menaçant la frontière de l'Est, 214. — Assiège Mayence et Valenciennes, 217. — Vues personnelles de chacun de ses membres, 233. — Ses forces devant Mayence, 306. — Assiège Valenciennes, 314. — Assiège le Quesnoy et Dunkerque, V, 2. — Désunion entre la Prusse et l'Autriche, 5. — Ses forces dans le Nord, 20. — Lève le siège de Dunkerque, 25. — Succès de ses armes, 30. — Position de ses forces et son projet sur Mauberge, 104. — Ses forces, 103. — Ses échecs au Nord, 106. — S'empare des lignes de Wissembourg, 123. — Forcée à la retraite sur le Rhin, 244. — L'Angleterre en est l'âme, VI, 33. — Se partage la Pologne, 43. — Ses forces en 1794, 45. — Ses plans au Nord, 46. — Plan de destruction conçu dans l'état-major autrichien, et effort concentrique des coalisés sur Turcoing, 68. — Battue à Turcoing, 70. — Se replie sur Tournay, 71. — Méintelligence des Anglais et des Autrichiens, 165. — Ses forces commandées par le prince d'Orange, 167. — Perd la bataille de Fleurus, 169. — Concentre ses forces vers Bruxelles, 173. — Son découragement, 302. — Veut défendre les bords de la Meuse, 303. — Perd les batailles de l'Ourthe et de la Roër, 305, 307. — Ne conserve plus que Mayence et Luxembourg sur la rive gauche du Rhin, 315. — Son plan pour la défense de Nimègue, VII, 4. — Ses revers en Hollande et en Espagne, 11, 28. — Commence à se dissoudre, 30. — Ses préparatifs pour une nouvelle campagne, 175. — A quoi elle est réduite, VIII, 76. — Forces qu'elle oppose à Bonaparte mis à la tête de l'armée d'Italie, 144. — Nouvelle coalition, X, 62. — Son plan de campagne, 141.
- COBENTZEL.** Ministre, plénipotentiaire autrichien, répond aux premières dépêches de Dumouriez, II, 70. —

- Est envoyé à Udine pour traiter de la paix, IX, 330. — Prétentions exagérées qu'il met d'abord en avant, 331. — Ses conférences avec Bonaparte, 332. — Signe le traité de Campo-Formio le 17 octobre 1797, 335. — Plénipotentiaire de l'Autriche aux conférences de Seltz, X, 67. — Ses propositions, 68. — Se rend à Berlin et à Saint-Petersbourg, 69. — Ne peut décider la Prusse à entrer dans la coalition, 98.
- COBLENTZ** Devient le lieu de refuge de l'émigration, I, 259. — Les émigrés s'y rendent en foule, II, 20.
- COMBOURG** (prince de). Commande une partie des forces autrichiennes, III, 316. — S'empare du cours de la Meuse, IV, 3. — Répare la faute qu'il avait commencée par commettre à la bataille de Nerwinde, 7. — Passe une convention avec Dumouriez par l'intermédiaire du colonel Mack, 18. — Accepte un rendez-vous de Dumouriez à Condé, 39. — Traite avec beaucoup d'égards Dumouriez réfugié auprès de lui, 41. — Commande 15 mille Autrichiens et huit mille Hessois, 211. — Assiège Valenciennes, 315. — Bivouaque en face du camp de César, 344. — Prend le Quesnoy, V, 26. — Dirige ses attaques contre Maubeuge, 403. — Sa prompte retraite à Wattignies, 407. — Continue à commander en chef les coalisés, VI, 60. — Rempporte des avantages sur les Français, 61. — Prend Landrecies, 65. — Se porte vers la Flandre, 68. — Veut s'opposer au siège d'Ypres par Pichegru, 464. — Arrive en vue des lignes françaises au moment de la reddition de Charleroi, 469. — Commence la bataille de Fleurus, 470. — Ordonne la retraite générale, 472. — Livre le commandement à Clerfayt, 303.
- COCARDES** Adoption de la cocarde verte imaginée par C. Desmoulins, I, 86. — La cocarde parisienne substituée à la verte, 88. — La cocarde tricolore adoptée par la garde nationale, 108. — Des cocardes d'une seule couleur distribuées au repas des gardes du corps; la cocarde tricolore foulée aux pieds, 160. — Les cocardes d'une seule couleur prohibées par la commune, 161.
- COCHON**, député à la Convention. Contribue à la défense de Valenciennes, VI, 315. — Membre du comité de salut public, VI, 286. — Ministre de la police, VIII, 104. — La conspiration de Babeuf lui est dénoncée, 119. — Devient l'objet principal de la haine des patriciens, 258. — Ménagé par les royalistes, IX, 46. — Découvre une partie des complots royalistes, 29. — Ses circulars au sujet des élections de l'an V, 35. — Proposé par les Clichyens pour être directeur, 18. — Obtient un grand nombre de voix, 155. — La majorité du Directoire décide son remplacement, 200. — Exclu du ministère, 209. — Condamné à la déportation, 238.
- COFFINHAL**, vice-président du tribunal révolutionnaire. Dévoué à Robespierre, VI, 154. — Chargé par la commune de délivrer Robespierre et les députés arrêtés avec lui, 213. — Délivre Henriot et ses aides de camp, 214. — Jette Henriot par une fenêtre de l'Hôtel de Ville, 222. — Son arrestation, 223. — Sa mort, 225.
- COLLI**, général. Commande l'armée piémontaise, VIII, 58. — Battu par Sérurier, 60. — Campe à Ceva, 144. — Battu à Millesimo, 150. — Sa retraite honorable, 153. — Battu à Mondovi, 154. — Chargé par le roi de Piémont de faire des ouvertures à Bonaparte, 156. — Jette garnison dans le château de Milan, 178. — Gagne la chaussée de Brescia, 180. — Envoyé au pape pour commander son armée, 405; IX, 49. — Battu, 50. — Se retire à Rome, 51.
- COLLOREDO**, général. Son rôle dans l'attaque de Maubeuge par les coalisés, V, 103. — Essuie un échec considérable près de Savone, VI, 316.
- COLLOT d'HERBOIS**. Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Demande l'abolition immédiate de la royauté, 24. — Un des orateurs favorisés des Jacobins, 71. — Son discours à Dumouriez, 72. — Rejette les désordres de Paris sur les aristocrates et les girondins, 306. — Promet que les jacobins sauveront la république, 334. — Fait repousser la pétition des cordeliers contre la Constitution de l'an II, 229. — Adjoint au comité de salut public, V, 64. — Chargé de l'exécution du décret contre Lyon vaincu, 129. — Y emploie la mine et la mitraille, 129. — Son zèle en faveur de Ronsin, 295. — Justifie les mesures de terreur employées à Lyon, 296. — Son discours aux Jacobins à ce sujet, 297. — Propose aux Jacobins l'expulsion de Philippeaux et la censure de C. Desmoulins, 321. — Empêche les jacobins de prendre part à une insurrection tentée par les extra-révolutionnaires, 335. — Arrête les cordeliers dans l'exécution de leur mouvement, 359. — Sa haine pour

Danton, 376. — Ses menaces contre les modérés, 380. — Expose la politique du comité de salut public, VI, 5. — Ce qu'il dit à l'occasion du décret contre les ex-nobles, 8. — Se plaint des trop nombreuses dénonciations faites par les jacobins, 15. — Porte les paroles du comité dans les clubs, 21. — Tentative d'assassinat sur sa personne, 95. — Accueilli avec enthousiasme à la Convention, 98. — De même aux Jacobins, 100. — Commence à haïr Robespierre, 109. — Peu empressé de venger Robespierre dont l'orgueil a été blessé, 116. — Adopte le projet de Robespierre et Couthon, pour rendre la procédure révolutionnaire plus expéditive, 117. — S'oppose au sacrifice de nouvelles victimes désignées par Robespierre, 127. — Ne paraît plus aux Jacobins toujours dévoués à Robespierre, 130. — Reproche à Fouquier de vouloir *démoraliser le supplice*, 136. — S'empare du maniement des affaires et gagne la majorité du comité, 156. — Consent à une conciliation passagère avec Robespierre, 158. — Expulsé des Jacobins au milieu d'outrages et de menaces, 196. — Se rend aux comités, 198. — Occupe le fauteuil à l'ouverture de la séance de la Convention le 9 thermidor, 201. — Donne l'exemple du courage à la Convention contre l'attaque d'Henriot, 216. — Donne sa démission de membre du comité de salut public, 236. — Continue à assister en silence aux séances des Jacobins, 339. — Explique ce silence, 354. — Les comités décident qu'il y a lieu à examen contre lui, 390. — Son arrestation votée par la Convention, VII, 76. — Comparet devant la Convention, 96. — Condamné à la déportation, 116. — Envoyé devant le tribunal de la Charente-Inférieure, 234. — Déporté, 385.

COLOMBEL. Membre du comité de sûreté générale, VI, 236.

COMÉDIE FRANÇAISE. Ses acteurs sont remis en liberté et rouvrent leur spectacle, VII, 47.

COMITÉ CENTRAL RÉVOLUTIONNAIRE. L'assemblée insurrectionnelle de la mairie prend ce nom, IV, 114. — Entend diverses motions contre la vie des girondins, 115. — Pache cherche à le maintenir dans la limite des lois, 116. — Prépare l'insurrection du 31 mai, 142. — Plan arrêté par les chefs de l'insurrection, 143. — Consomme l'insurrection, 147. — Arrête le plan d'une

seconde insurrection pour le 2 juin, 167.

COMITÉ DE DÉFENSE GÉNÉRALE. Se réunit pour délibérer sur les moyens de salut public, II, 301. — Arrête un plan de défense générale, III, 289. — Somme Danton de s'expliquer sur la conduite de Dumouriez, IV, 21.

COMITÉ DES ACHATS. Substitué aux administrations des vivres, III, 126, 128.

COMITÉ DE SAUT PUBLIC. Son établissement, IV, 44. — Sa composition, 45. — Ne peut empêcher la journée du 31 mai, 143. — Attend vainement, le 1^{er} juin, les membres de l'assemblée insurrectionnelle qui doivent lui faire connaître ce que veut la commune, 164. — Demande la démission volontaire des vingt-deux, 175. — Voit avec effroi l'insurrection du 31 mai, 188. — On lui adjoint cinq membres pour préparer une Constitution, 190. — Propose des mesures de conciliation à l'égard des départements soulevés, 198. — Quelles mesures il prend contre l'étranger, 235. — Son rôle dans la révolution, 271. — Sa composition, 272. — Ses grands travaux trouvés insuffisants, 276. — Il lui est adjoint de nouveaux membres, 277. — Accusé par les jacobins, 287. — Défendu par Robespierre, 289. — Renouvelé, 291. — Son rapport sur les grandes mesures de salut public demandées par les jacobins et les commissaires des assemblées, 353. — Présente le projet du décret de levée en masse, 355. — Modification dans sa composition. Robespierre y entre, 383. — Ordonne diverses mesures militaires V, 23, 26. — Attaqué par les cordeliers, 48. — Rencontre de nouveaux adversaires parmi les modérés, 50. — Attaqué par Briez, commissaire envoyé à Valenciennes, 51. — Défendu par Barère, 52. — La dictature lui est déléguée, 55. — Concentre tous les pouvoirs, 62. — Augmenté de deux membres, 64. — Prépare des décrets terribles contre Lyon vaincu, 92. — Adresse des proclamations aux armées du Nord et de la Vendée, 94. — Renouvelle tous les états-majors, 96. — Ordonne une nouvelle campagne dans le Nord après la victoire de Wattignies, 108. — Apporte les derniers perfectionnements au gouvernement révolutionnaire, 226. — Sa suprématie, 229. — Fait casser un arrêté de la commune, 230. — Sa politique à l'égard des partis, 237. — Envoie Lebas et Saint-Just en Alsace comme commissaires de la Convention, 239. —

Adresse des éloges à Hoche battu, 242. — Ordonne le siège de Toulon, 246. — Envoie un plan d'attaque régulière rédigé par le comité des fortifications, 248. — Ordonne la dissolution des Mayençais, 264. — Nomme Moreau général en chef en Vendée, et destitue tous les généraux mayençais, 280. — Attaqué dans le pamphlet de Philippeaux sur la guerre de la Vendée, 299. — Elargit Vincent et Ronsin; dangers de cet élargissement, 332. — Ses sentiments pour les modérés, 343. — Présente deux décrets relatifs aux détenus, 351. — Triomphe de l'insurrection des ultrarévolutionnaires, 363. — Fait rédiger l'acte d'accusation contre les députés faussaires, 365. — Sa politique après l'exécution des hébertistes et des étrangers, 372. — Garde un silence menaçant à l'égard des dantonistes, 379. — Ordonne l'arrestation de Danton, Desmoulin, Philippeaux, Lacroix, 380. — Son hésitation pendant le procès de Danton, 396. — Entraîné par Saint-Just, 397. — Sa dictature, VI, 2. — Sa politique, 3. — Fait licencier l'armée révolutionnaire et remplacer les ministres par des commissions, 9. — Supprime les comités révolutionnaires des communes, 41. — S'occupe de matières religieuses, 47. — Distribution du pouvoir et de l'administration entre ses membres, 24. — Ses préparatifs pour la levée, l'équipement et l'armement des armées de terre et de mer, 47. — Ses grands et nombreux travaux, 85. — Ses mesures de finances, 88. — Inspire le plus vif intérêt après la tentative d'assassinat sur Collet d'Herbois et Robespierre, 97. — Refuse les insignes du pouvoir souverain, 102. — Partage les attributions entre ses onze membres, divisés en groupes distincts, 109. — Inspire de la jalousie au comité de sûreté générale, 110. — Etablit un bureau de police dans son sein, 111. — Excite un commencement de mécontentement dans la Convention, 112. — Reste insensible à la colère de Robespierre, 116. — Défend à Fouquier de traduire plus de 60 individus à la fois au tribunal révolutionnaire, 136. — Rappelle Carrier de Nantes, 145. — Ne désapprouve pas la conduite de Lebon à Arras, 148. — Veut tout entier le régime de la Terreur, 150. — Dénoncé par Robespierre aux Jacobins, 152. — Sa politique à l'égard de Robespierre, 156. — Rejeté après la victoire de Fleurus un bon plan de Pichegru, 174. — Son rapprochement avec Robespierre rendu

impossible par les exigences de celui-ci, 180. — Ses regrets, ses hésitations et ses résolutions, 196. — Son effroi en apprenant l'insurrection de la commune, 215. — Se trouve réduit à six membres par la mort et les missions, 232. — Doit être renouvelé par quart tous les mois, les membres sortants n'étant pas immédiatement rééligibles, 234. — Sa recomposition, 235. — Diminution de ses attributions, 253. — Accusation dirigée contre ses anciens membres par Lecointre, 278. — Modification de son personnel, 288. — Chargé de présenter un rapport général sur l'état de la république, 288. — Résultats brillants de ses immenses efforts, 328. — Discute avec d'autres comités sur ce qu'il faut faire à l'égard des Jacobins, 382. — Arrête avec eux la clôture de ce club, 385. — Décide avec eux qu'il y a lieu à examen contre Billaud, Collet et Barère, 390. — Ses projets pour la conquête de la Hollande, VII, 9. — Sa déclaration pour rassurer les patriotes, 16. — Fait continuer les hostilités contre la Hollande et l'Espagne, et rend un décret d'amnistie pour la Vendée, 47. — Consent à ouvrir des négociations avec la Prusse à Bâle, 30. — Donne à deux de ses membres une mission secrète en Hollande, 128. — Recoit de nouveaux pouvoirs pour traiter avec les puissances étrangères, 130. — Signe la paix avec la Hollande, *ib.* — Avec la Prusse, 134. — Avec la Toscane, 139. — Pacifie la Vendée, 148. — Emploie divers moyens pour réduire Stofflet, 148. — Privé de plusieurs de ses attributions, 190. — Hoche en réfère à lui du sort des émigrés faits prisonniers, 214. — Ordonne qu'on leur applique les lois en vigueur, 217.

COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE. Tient secrète la lettre de Dumouriez à la Convention, IV, 3. — Les chefs des deux opinions qui divisent la Convention se réunissent dans ce comité, 19. — Ses attributions, 272. — Réformé, V, 65. — Fait arrêter les députés auteurs de l'allération du décret relatif à la compagnie des Indes, 235. — Rédige l'acte d'accusation contre les députés faussaires, 365. — Adhère à l'arrestation des dantonistes, 380. — Institue une police redoutable, VI, 91. — Devient jaloux du comité de salut public, 110. — Point consulté sur le projet de loi pour rendre la procédure révolutionnaire plus expéditive, 118. — Découvre la secte de la

- Mère de Dieu, 127.** — La fait saisir et la dénonce à la Convention, 128. — Dénoncé aux Jacobins par Robespierre, 152. — Le comité de salut public s'en rapproche, 156. — Se plaint de ce qu'on lui a enlevé ses fonctions, 160. — Les exigences de Robespierre rendent tout rapprochement avec lui impossible, 180. — Ses regrets, ses hésitations et ses résolutions, 198. — Subit des changements après la chute de Robespierre, 235. — Ordonne de nombreux élargissements de prisonniers, 238. — Assiégé de sollicitations, 240. — Accusation dirigée par Lecointre contre ses anciens membres, 278. — Modification de son personnel, 286. — Ses précautions à l'égard de Carrier, 368. — Intervient dans les rixes entre les jacobins et la jeunesse dorée, 379. — Délibère avec d'autres comités sur ce qu'il faut faire à l'égard des jacobins, 382. — Arrête avec eux la clôture de ce club, 385. — Décide avec eux qu'il y a lieu à examen contre Billaud, Collot, et Barère, 390. — Dissipe un rassemblement séditieux formé devant la Convention, VII, 81. — Accepte le concours de la jeunesse dorée pour dissoudre les groupes de patriotes menaçants pour la Convention, 94. — Dissout une assemblée illégale de la section des Graviilliers, 103. — Fait arrêter les chefs désignés d'une conspiration des patriotes, 183. — Fait sonner le tocsin pour résister à l'insurrection du 1^{er} prairial, 204. — Elargit Pache, Bouchotte et Héron, 330.
- COMITÉ DE SURVEILLANCE.** Ce que c'était, II, 271. — Fait exécuter des arrestations, 299. — Arrête le projet de massacrer les prisonniers, 304. — Lance un mandat d'arrêt contre Roland, 326. — Adresse une circulaire à toutes les communes de France, pour recommander l'imitation du massacre des prisons, 330. — Remplit de nouveau les prisons, III, 4. — Accuse des députés comme vendus à la cour, 48. — Déclaré calomniateur par la Convention, 49. — Composé de montagnards après l'assassinat de Lepelletier-Saint-Fargeau, 296.
- COMITÉ INSURRECTIONNEL.** Formé au sein des Jacobins. Son extension, ses actes, II, 187. — Son projet pour le 26 juillet, 208. — Fixe l'insurrection à la nuit du 9 au 10 août, 223. — Se forme sur trois points pour la journée du 10 août, 229.
- COMITÉS.** La Convention se partage en six comités divers, III, 54. — En seize, VI, 254. — Les comités font créer qu'aucun individu ne pourrait être porté au Panthéon avant un délai de vingt ans, VII, 58. — Ferment le club des Quinze-Vingts, 59. — Leurs alarmes pour la subsistance de Paris, 75. — Sieyès leur propose une loi de grande police, 82. — Accueillent ce projet avec empressement, 83. — Mettent à exécution la loi de grande police pendant l'insurrection du 12 germinal, 112. — Leur organisation attaquée par Thibaudeau, 188. — Modifications dans leurs attributions, 190. — La Convention désigne une commission extraordinaire destinée à les remplacer, 215. — Leur inaction apparente pendant l'insurrection du 1^{er} prairial, 216. — Mesures prises par eux, 217. — Dénoncent à la Convention le premier acte d'insurrection des sections, 351. — Ordonnent le désarmement de la section Lepelletier, 355. — Désignent Barras pour général de l'intérieur, 359. — Ne répondent point aux conditions offertes par les sections avant le combat, 366.
- COMMERCE.** Réduit à un état déplorable en 1794, VI, 267. — Décrets y relatifs, VII, 49. — Reprise des affaires commerciales et industrielles, VIII, 250.
- COMMISSION DES CINQ.** Nommée par la Convention pour présider à la transition d'un gouvernement à l'autre, VII, 382. — Décret proposé par elle, 384. — Fait décréter une contribution extraordinaire de guerre, VIII, 14.
- COMMISSION DES CINQ.** — Formée par les Cinq-Cents dans le système du Directoire, le 18 fructidor, IX, 282. — Propose le coup d'Etat dit du 18 fructidor, 283.
- COMMISSION DES DOUZE.** L'Assemblée lui renvoie la pétition de Lafayette, II, 147. — Propose à l'Assemblée un projet de salut public, 156.
- COMMISSION DES DOUZE.** But de son institution et sa composition, IV, 143. — Propose un décret de sûreté générale, 121. — Fait arrêter plusieurs agitateurs, 122. — Requiert la force armée pour défendre la Convention, 128. — Dissoute, 131. — Le décret prononçant sa dissolution est rapporté, 134. — Ne peut prévenir l'insurrection du 31 mai, 143. — Sa suppression décrétée par la Convention, 161. — Ses membres mis en accusation, 180. — Renvoyés devant le tribunal révolutionnaire, V, 78.
- COMMISSION DES INSPECTEURS.** Son renouvellement mensuel, IX, 265. —

- Sa composition, 266. — Sa police, 268. — Recueille de faux renseignements, 269. — Son rôle dans la journée du 18 brumaire, X, 374.
- COMMISSION DES SIX.** Nommée par l'Assemblée de l'Evêché pour imaginer des moyens de salut public, IV, 136. — Demande une confiance illimitée pour préparer le 31 mai, 139.
- COMMISSIONS.** Le comité de salut public en institue douze pour remplacer les ministères, VI, 9.
- COMMUNE AFFRANCHIE.** Nom imposé à Lyon après sa défaite, V, 93.
- COMMUNE DE PARIS.** Sa création, I, 87. — Ses premiers travaux, 106. — Interdit les cocardes d'une seule couleur, 161. — Ordonne à Lafayette de se rendre à Versailles, 170. — Prie le roi de rappeler ses gardes, 192. — Propose pour le 14 juillet une fédération générale de toute la France, 231. — Chargée de veiller à l'ordre menacé au Champ-de-Mars, 238. — Sa proclamation le lendemain du 20 juin, II, 140. — Il en est formé une nouvelle, 231. — Somme Mandat de comparaitre devant elle, 238. — Premières mesures prises par la nouvelle commune, 286. — Son organisation, 269. — Opère de nombreuses arrestations, 271. — Prend diverses mesures, 272. — Chargée de garder la famille royale, 273. — Son opposition à l'Assemblée, 274. — Demande la création d'un tribunal spécial pour juger les *crimes du 10 août*, 275. — Prend des mesures révolutionnaires, 299. — Mesures qu'elle arrête en apprenant la prise de Verdun, 306. — Sa conduite pendant le massacre des prisons, 316, 318. — Paie les assassins des prisonniers, 323. — Finit par arrêter les massacres, 330. — Ses abus de pouvoir et ses dilapidations, III, 4. — Reproches que lui adressent les girondins, 48. — Frappée par divers décrets de la Convention, 47. — Renouvelée, 80. — Accusée d'avoir enlevé 10 millions dans la caisse de Septeuil, 93. — Ses précautions à l'égard de la famille royale prisonnière, 152. — Ses abus en matière de subsistances, 179. — Ses mesures pour le procès de Louis XVI, 191. — Ordonne la suspension de tous les spectacles pendant ce procès, 211. — En séance dès le matin du 21 janvier, 259. — Son opposition au *maximum* la fait accuser de connivence avec les accapareurs, 299. — Prend des mesures pour arrêter le pillage des boutiques, 305. — S'oppose aux projets sanguinaires des jacobins, 334. — Somme de soumettre son registre des délibérations à la Convention, IV, 61. — Sa résistance à l'autorité de la Convention, 62. — Motifs d'irritation pour elle, 63. — Ordonne la levée d'une armée parisienne de 12 mille hommes, 93. — Lève un emprunt forcé, 94. — Rencontre diverses oppositions à ses arrêtés de la part des sections, 95. — Adopte diverses mesures proposées par Chaumette, 97. — Ordonne la levée d'une seconde armée révolutionnaire, l'arrestation de tous les suspects, l'assemblée centrale des sections, la répartition de l'emprunt forcé, 102. — Son courroux contre la section de la Fraternité, 120. — Declare sa séance permanente après l'arrestation d'Hébert, 123. — Sa pétition à la Convention, 124. — Décerne une couronne à Hébert, 137. — Encourage indirectement le club de l'Evêché à l'emploi des moyens extrêmes, 139. — Consomme l'insurrection du 31 mai, 145. — Envoie une députation à la Convention, 153. — Dépêche une seconde députation, 155. — Exprime, par une troisième députation, ses intentions à l'Assemblée, 157. — Ordonne d'illuminer pour célébrer la suppression de la commission des Douze, 162. — Somme par une députation la Convention de prendre des mesures énergiques, 173. — Consigne les députés dans le Palais-National, 177. — Lance des mandats d'arrêt contre Clavière, Lebrun et Roland, 186. — Son rapport sur les honneurs funèbres rendus à Marat, 267. — Ses travaux dirigés par Chaumette, 274. — Règle la distribution du pain dans les boulangeries, 326. — Etend la définition des suspects V, 131. — Ses mesures pour assurer l'application du *maximum*, 174. — Donne le premier exemple de l'abjuration du catholicisme, 188. — Etablit le culte de la Raison, 199. — Modifie son arrêté sur les cultes, 225. — Reçoit avec obéissance le nouveau décret sur l'institution du gouvernement révolutionnaire, 230. — Prend des mesures pour parer à la disette, 310. — Ne se laisse point entraîner par les ultrarévolutionnaires, 354. — S'empresse de dévouer les agitateurs, 362. — Dévouée à Robespierre, VI, 198. — Sa séance du 9 thermidor, 209. — Prépare l'insurrection, 210. — Son insurrection dans la soirée du 9 thermidor, 212. — Jure de mourir pour Robespierre, ramené dans son sein, 214. — Mise hors la loi, 217. — Abandonnée par les sections, 219. — Irrésolution des conspirateurs réunis dans son sein, 221.
- COMMUNES.** (Voyez TIERS-ÉTAT.)

- COMPAGNIE DES INDES.** Intrigue financière dont elle devient l'objet, IV, 335. — Intrigues sur les actions de cette compagnie, V, 479. — Son abolition, 481.
- COMPAGNIES DE JÉHU.** Leur formation, leur but, VII, 481. — Committent des massacres, 250.
- COMPAGNIES DU SOLEIL.** Leur formation, leur but, VII, 481. — Committent des massacres, 250.
- COMTAT VENAISIN.** Le pape cède à la France tous ses droits sur cette province, IX, 53.
- CONDÉ.** Les alliés en font le blocus, IV, 241. — Reddition de cette place, 316. — Reprise par les Français, VI, 301.
- CONDÉ (prince de).** Se place près du Rhin, I, 260. — A de nombreux corps de transfuges sous ses ordres, II, 33. — Décrété d'accusation, 49. — Se porte vers Philipsbourg avec six mille émigrés français, 288. — Toujours sur le Rhin, VI, 324. — Ses régiments passent à la solde de l'Angleterre, VII, 469. — Ses forces sur le Rhin, 258. — Sa disposition à tenter une entreprise, 259. — Sa tentative pour séduire Pichegru, 260. — Offres qu'il lui fait faire, 264. — Posté à Brisac avec son corps, VIII, 229. — Reste sur le Rhin, IX, 19. — Correspond avec Pichegru, 23. — Commence à se mêler de ce général, 25. — Son corps se retire en Pologne, 181. — Forme la réserve de Korsakoff en Suisse, X, 347.
- CONDORCET.** Écrivain du parti des girondins, II, 44. — Propose Monge pour le ministère de la marine, 259. — Son portrait, III, 14. — Secrétaire de la Convention, 22. — Membre du comité de Constitution, 51. — Excite un soulèvement général de la Montagne par le rapport qu'il fait au nom du comité de Constitution, 312. — Ce projet regardé comme non venu après le 31 mai, IV, 490.
- CONI.** Cette place est livrée aux Français par suite de l'armistice de Cherasco, VIII, 457.
- CONSCRIPTION.** Son établissement, X, 99. — Sa première mise à exécution, 430, 244.
- CONSEIL DES ANCIENS.** (Voy. CORPS LÉGISLATIF.) Créé par la Constitution directoriale, VII, 334. — Se constitue, VIII, 5. — Nomme les cinq directeurs, 9. — Rejette le plan de finances adopté par les Cinq-Cents, 40. — Adopte un emprunt forcé de 600 millions en valeur réelle, 44. — Etablit la peine de mort contre la désertion et l'embauchage, 45. — Prête son concours au Directoire, 87. — Adopte des mesures relatives aux émigrés et aux prêtres non assermentés, 90. — Institue la fête anniversaire du 21 janvier, 92. — Décrète une fête à la Victoire, 162. — S'oppose à l'établissement d'un journal officiel, 397. — Rejette les mesures de finances adoptées par les Cinq-Cents, IX, 474. — Sa fausse sécurité, 275. — Son président déclare la représentation nationale dissoute, 279. — La partie dévouée au Directoire se réunit à l'Ecole de Médecine, 284. — Déportation d'une partie de ses membres, 285. — Approuve les résolutions prises par les Cinq-Cents dans la journée du 18 fructidor, 288. — Rejette l'impôt du sel, X, 431. — Se déclare en permanence à l'imitation des Cinq-Cents, 227. — Offre un repas au général Bonaparte, 355. — Sa commission prépare le décret de translation du corps législatif à Saint-Cloud, 358. — Rend ce décret, 361. — Bonaparte à sa barre, 364. — Séance du 19 brumaire à Saint-Cloud, 374. — Discours de Bonaparte, 377. — Accorde à Bonaparte les honneurs de la séance, 379. — Après avoir confirmé la nomination de trois consuls provisoires, est ajourné et remplacé par une commission de 25 membres, 383.
- CONSEIL DES CINQ-CENTS.** (Voy. CORPS LÉGISLATIF.) Créé par la Constitution directoriale, VII, 334. — Se constitue, VIII, 5. — Sa supercherie pour forcer le choix du conseil des Anciens chargé de nommer les directeurs, 8. — Adopte le plan de finances proposé par le Directoire, 39. — Prête son concours au Directoire, 86. — Vérification des pouvoirs, 87. — Les partis se prononcent dans son sein, 88. — Sanctionne la loi du 3 brumaire, 89. — Adopte des mesures relatives aux émigrés et aux prêtres non assermentés, 90. — Réclame contre la mission de Fréron, 91. — Institue la fête anniversaire du 21 janvier, 92. — Décrète une fête à la Victoire, 162. — Consent à l'établissement d'un journal officiel, 397. — Son opposition au Directoire, IX, 447. — Rapporte la loi du 3 brumaire, 452. — Élit Pichegru pour président, 453. — Premières mesures adoptées après son renouvellement, 458. — Adopte des mesures désastreuses pour les finances, 469. — Prend des résolutions de toute espèce contre le gouvernement, 474. — Séance tumultueuse, 215. — Nomme une commission pour examiner le message du Directoire, 253. — Sa fausse sécurité, 275. — Son président déclare l'Assemblée nationale dissoute, 279.

La partie dévouée au Directoire se réunit à l'Odéon, 284. — Forme une commission dévouée au système du Directoire, 282. — Déportation d'une partie de ses membres, 283. — Prend diverses dispositions pour renforcer l'autorité du Directoire, 286. — Rétablit les lois révolutionnaires, et ajourne l'organisation de la garde nationale, 287. — Son message au Directoire, X, 226. — Se déclare en permanence, 227. — Rejette la proposition de déclarer la patrie en danger, 280. — Offre un banquet au général Bonaparte, 355. — Son agitation au 18 brumaire, 365. — Ses dispositions compromettent les succès de cette révolution, 373. — Séance du 49 brumaire à Saint-Cloud, 374. — Renouvelle le serment à la Constitution de l'an III, 376. — Accueil qu'il fait à Bonaparte, 379. — Veut mettre ce général hors la loi, 380. — Ses membres sont expulsés de leur salle par la force armée, 381. — Ses débris nomment trois consuls provisoires, 383. — Ajourné et remplacé par une commission de 25 membres, *ib.*

CONSEIL EXÉCUTIF. Nom que prend le ministère, supplant la royauté, après le dix août, II, 238. — Dominé par Danton, 296. — Reconstitué par la Convention, III, 49. — Adopte le plan militaire conçu par Dumouriez, 79. — Refuse d'approuver les opérations financières de Dumouriez en Belgique, 126. — Ordonne la continuation de spectacles pendant le procès de Louis XVI, 244. — En séance dès le matin du 21 janvier, 259. — Ne sait quelles mesures opposer aux attaques des Jacobins, 333. — Modification de ses attributions, IV, 24. — Soumis au comité de salut public, V, 56. — Dénoncé par Fabre d'Eglantine comme ayant employé Maillard, 232. — Reçoit l'ordre de se justifier devant la Convention, 233. — Remplacé par douze commissions VI, 9.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE DE PARIS. Refuse aux citoyens du faubourg Saint-Antoine la permission de se réunir en armes le 20 juin, II, 422. — Renouvelé à la suite du dix août, 374. — Mandé à la barre de la Convention, III, 93.

CONSPIRATEURS DU DIX AOÛT. Ce qu'on entendait par là, II, 265.

CONSTANT (BENJAMIN). Publie une brochure qui produit de la sensation, VIII, 405. — Occupe le premier rang dans le salon de madame de Staël, IX, 189. — Orateur du cercle constitutionnel, 490.

CONSTITUTION. Les membres de l'As-

semblée nationale prêtent serment de ne pas se séparer avant l'établissement d'une Constitution, I, 60. — Besoin d'une Constitution généralement senti, 73. — Difficultés pour fonder cette Constitution, 74. — Discutée, 136. — Acceptée par le roi, 169. — La Constitution de 1791, achevée avec quelque hâte, 302. — La Constitution demandée de toute part après la mort du roi, III, 266. — Principales dispositions de la Constitution de l'an II, IV, 237. — Constitution de de l'an III, VII, 332.

CONSTITUTION ANGLAISE. On veut l'appliquer à la France, I, 81. — En quoi elle consiste, 136. — Efforts pour la faire adopter, 137.

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ. Ses principales dispositions, I, 229.

CONSTITUTION DE L'AN II. Ses principales dispositions, IV, 237. — Adoptée, 238. — Attaquée par une pétition des Cordeliers, 239. — Soumise à l'approbation du peuple, 241. — Fête ordonnée pour son acceptation, 294. — Acceptée par les 44 mille municipalités, 347. — Fête célébrée à Paris pour son acceptation, *ib.* — Sa promulgation réclamée par une pétition impérieuse de deux sections de Paris, VII, 87. — La commission des sept déclare qu'elle est à refaire, 125.

CONSTITUTION DIRECTORIALE OU DE L'AN III. Ses auteurs, ses principales dispositions, VII, 332. — Soumise à l'acceptation des assemblées primaires, 338. — Soumise au vote des armées, 339. — Attaquée par tous les ennemis de la Convention, *ib.* — Acceptée par les sections, 344. — Adoptée par la France et les armées, 345. — Acceptée par les assemblées primaires, 346.

CONSTITUTIONNELS. Quels membres de l'Assemblée législative prennent ce nom, II, 40. — S'opposent aux décrets proposés contre les émigrés, 23. — Appelés au ministère, 32. — Démission de ce ministère, 53. — Rappelés au ministère, 104. — Leur projet en cherchant à se rattacher à la cour, 106. — Se rapprochent de Dumouriez, 107. — Faibles ressources de ce parti, 108. — S'opposent à toute attaque ouverte de Lafayette contre les Jacobins, 149. — Décident la fuite du roi à Gaillon, 302. — Leurs efforts rendus vains par le refus du roi, 224.

CONSULS. L'idée d'un Consulat provisoire mise en avant par Sieyès, X, 372. — Bonaparte, Roger Ducos et Sieyès, nommés consuls provisoires, 383. — Chargés de rédiger une nou-

velle Constitution, avec deux commissions des Conseils, *ib.*

CONVENTION NATIONALE. Sa convocation immédiate promise par Pétion à ceux qui préparent la journée du 40 août, II, 228. — Convoquée par décret de l'Assemblée législative, 251. — Se constitue, III, 22. — Ses premières mesures, 24. — Déclare la royauté abolie en France, 25. — Décrète l'admissibilité de tous les citoyens à toutes les fonctions, 26. — Décrète qu'il lui sera présenté un rapport sur l'état de Paris, une loi contre les provocateurs au meurtre et sur l'organisation d'une garde départementale, 30. — Se divise en côté droit et côté gauche, 41. — Ses décrets contre la commune de Paris, 47. — Reconstitue le pouvoir exécutif, 49. — Se partage en divers comités, 51. — Renvoie au comité de législation les questions relatives à la mise en jugement de Louis XVI, 53. — Reçoit Dumouriez à une de ses séances, 67. — Continue d'agir contre la commune, 50. — Décrète l'impression du rapport de Roland sur l'état de Paris, 83. — Ajourne la loi contre les provocateurs au meurtre, 94. — Mande à sa barre le conseil général de la commune, 95. — N'arrête aucune mesure à la veille du jour où Robespierre doit présenter sa défense, 96. — Prononce l'ordre du jour sur l'accusation de Robespierre par Louvet, 101. — Ordonne que le comité de législation donnera sous huit jours son avis sur les formes à observer dans le jugement de Louis XVI, 105. — Dépêche quatre commissaires à l'armée de Dumouriez, 138. — Promet secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, 143. — Ordonne l'impression du rapport de Mailhe sur le procès à faire à Louis XVI, 156. — Deux systèmes la divisent sur ce sujet, 159. — Désapprouve la transaction de ses commissaires avec les premiers révoltés de l'Ouest, 183. — Repousse le *maximum*, 184. — Fixe au 3 décembre la discussion sur le procès de Louis XVI, 186. — Déclare que Louis XVI sera jugé par elle, 190. — Décrète la peine de mort contre quiconque proposerait l'établissement de la royauté, 193. — Arrête les formes du procès du roi, 193. — Discute une loi sur les émigrés avant de faire comparaître Louis XVI à sa barre, 196. — Louis XVI comparait à sa barre, 197. — Accorde deux conseils à Louis XVI, et la faculté de voir sa famille, 200. — Restreint cette fa-

culté, 202. — Décrète l'exil du Duc d'Orléans et l'ajourne, 211. — Violents débats après la défense de Louis XVI, 218. — Ajourne du 7 au 14 janvier le jugement, 239. — Déclare Louis XVI coupable, 240. — Rejette l'appel au peuple, 241. — Décrète que l'arrêt sera rendu à la simple majorité, 243. — Adopte l'ordre du jour sur une note de l'ambassadeur d'Espagne, 247. — Condamne Louis XVI à mort, 248. — Admet ses défenseurs aux honneurs de la séance, 249. — Déclare nul l'appel au peuple fait par le roi, 250. — Déclare qu'il ne sera pas suris à l'exécution, 251. — Ordonne de nombreuses poursuites politiques, 252. — En séance dès le matin du 21 janvier, 259. — Renvoie Pache, 265. — Premières mesures prises après la mort du roi, 266. — Sa véritable mission, 267. — Se prépare à déclarer la guerre aux puissances qui tarderaient à s'expliquer, 274. — Déclare solennellement la guerre à la Hollande et à l'Angleterre, 277. — Rend un décret pour empêcher la désertion, 281. — Adopte des mesures révolutionnaires pour les pays conquis, 283. — Arrête un plan de défense générale, 289. — Ordonne une levée de 300 mille hommes, 290. — Décrète une nouvelle émission d'assignats, 294. — Décrète la suspension des poursuites contre les auteurs de septembre, 296. — Prend des mesures pour arrêter le pillage des boutiques, 305. — Commence à comprendre sa véritable mission, 312. — Rappelle Dumouriez de Hollande en Belgique, 318. — Ordonne à tous les officiers de rejoindre leurs corps sur-le-champ, 320. — Adopte les mesures proposées par Danton pour parer aux revers des armées, 321. — Séance du 9 mars, 322. — Décrète l'établissement d'un tribunal criminel extraordinaire, 323. — Rend différents décrets révolutionnaires, 324. — Débats sur l'organisation du tribunal extraordinaire, 326. — Décide qu'il y aura des jurés, 329. — Aspect qu'elle présente dans la soirée du 10 mars, 333. — Traite comme calomniateurs les dénonciateurs de Dumouriez, 337. — Lui envoie Danton et Lacroix pour obtenir la rétractation de sa lettre du 12 mars, IV, 3, 16. — Ses chefs opposés ont des conférences provoquées par Danton, 19. — Somme Danton de s'expliquer sur la conduite de Dumouriez, 21. — Rend divers décrets révolutionnaires, 24. — Concentre le pouvoir, 26. — Mande Dumouriez à sa barre, 30. — Se dé-

ciare permanente en apprenant la conduite de ce général, 33. — Prend diverses mesures, 36. — Décrète l'arrestation de Philippe d'Orléans et de sa famille, 38. — Prend diverses mesures énergiques, 43. — Décrète la création du comité de salut public, 44. — Décide qu'elle n'entendra plus d'accusation contre ses membres, 48. — Décrète Marat et le met en état d'arrestation, 57. — Témoigne sa sympathie aux 22 députés dont les sections demandent l'expulsion, 60. — Discute ces pétitions, 61. — Somme la commune de lui soumettre ses registres, 62. — Envoie des commissaires dans les sections, 101. — Tumulte qu'y excitent des pétitions de Lyon et de Marseille, 106. — Agitée par le désordre des tribunes, 109. — Nomme une commission de douze membres pour vérifier les actes de la commune, 113. — Déclare que la section de la Fraternité a bien mérité de la patrie, 120. — Se met sous la sauvegarde des bons citoyens, 121. — Prend des mesures de sûreté générale, 122. — Semble assiégée, 126. — Tient une séance de nuit, et décrète l'élargissement des citoyens incarcérés par la commission des douze, ainsi que la dissolution de cette commission, 131. — Rapporte ce décret, 134. — Reçoit de fâcheuses nouvelles des armées, 137. — Lutte et tumulte dans son sein pendant la séance du 31 mai, 148. — Admet une députation de la commune insurrectionnelle, 153. — Fait diverses concessions aux exigences de la commune, 155. — Déclare, sur la proposition de Vergniaud, que Paris a bien mérité de la patrie, 156. — Une députation lui exprime ses intentions au nom du département, de la commune et des commissaires de sections, 157. — Les pétitionnaires remplissent les bancs de la gauche, 159. — Décrète la suppression de la commission des douze, et quelques autres mesures, 161. — Se réunit au bruit du tocsin, 167. — Semble assiégée par les mesures militaires de Henriot, 170. — Terrible séance, 171. — Vote l'ordre du jour sur une pétition énergique de la commune, 174. — Consignée dans le Palais-National, 177. — Fait une vaine tentative pour traverser les troupes qui l'entourent, 178. — Décrète la mise en accusation des députés dénoncés par la commune, 180. — Renouvelle ses comités et le ministère, 190. — Aspect de ses séances depuis le 31 mai, 19. — Soixante-dix départements s'insurgent contre son autorité, 198. — Rend

divers décrets contre les départements insurgés, 200. — Envoie de nombreux commissaires aux armées de la Vendée, 228. — Ses mesures énergiques contre l'ennemi du dedans, 236. — Adopte la Constitution dite de l'an II, 238. — Repousse la pétition des cordeliers contre cette Constitution, 239. — Honneurs funèbres qu'elle rend à Marat, 262. — Son rôle dans la révolution, 270. — Réunit tous les pouvoirs, 272. — Caractère de ses séances après le 31 mai, 273. — Ordonne une fête pour l'acceptation de la Constitution, 294. — Décrète des peines contre les vendeurs de numéraire, 323. — Etablit le *maximum* des grains, 325. — Accueille avec enthousiasme les commissaires des assemblées primaires, 340. — Décrète l'arrestation des suspects en principe, 353. — Décrète la levée en masse, 355. — Rend les décrets nécessaires pour exécuter cette levée, 356. — Charge des commissaires pris dans son sein de l'exécution des mesures décrétées, 361. — Décrète la création du Grand-Livre de la dette publique proposée par Cambon, 367. — Arrête diverses mesures financières, 368. — Décrète un emprunt forcé d'un milliard, 375. — Etend le *maximum* à toutes les marchandises de première nécessité, 377. — Rend un décret d'extermination contre la Vendée, 381. — Décrète la mise en état d'arrestation de tous les étrangers, dénonce le gouvernement anglais à tous les peuples, et déclare Pitt l'ennemi du genre humain, 386. — Met en accusation divers généraux, les girondins et les Bourbons, 387. — Ordonne la destruction des tombes royales, de Saint-Denis, 388. — Le comité de salut public, attaqué dans son sein, V, 51. — Déclare que le comité conserve toute sa confiance, 54. — Déclare le gouvernement *révolutionnaire*, 56. — Composition de ce gouvernement, 57. — Décrète l'organisation de l'armée révolutionnaire, 58. — Décrète l'arrestation provisoire de tous les suspects, 59. — Rétablit les visites domiciliaires, 60. — Prend diverses mesures relatives à la Vendée, après un exposé de Barère, 66. — Donne le commandement de l'armée de l'Ouest à Léchelle, et décrète la victoire, 67. — Donne à Jourdan le commandement de l'armée du Nord et de celle de la Moselle, 19. — Donne de donner l'assaut à Lyon, 68. — Décrète la mise en accusation des vingt-deux et des douze, et l'arrestation de 73 membres du côté droit,

77. — Ordonne une levée en masse en Auvergne contre Lyon, 82. — Ne veut point faire de conditions avec les Lyonnais, 90. — Rend contre eux un décret de destruction, 92. — Reçoit de ses représentants la nouvelle que *la Vendée n'est plus*, 122. — Rigueurs déployées par ses commissaires, 127. — Rend un décret pour abréger la procédure devant le tribunal révolutionnaire, 160. — Décrète la seconde loi du *maximum*, 175. — Crée une commission des subsistances, 176. — Décrète l'abolition de la Compagnie des Indes. Falsification de ce décret, 181. — Décrète le système décimal, 183. — Institue le calendrier républicain, 184. — Refuse de prendre l'initiative de l'abolition des cultes, 188. — Le clergé de Paris vient abdiquer le sacerdoce dans son sein, 194. — Déclare qu'elle n'a jamais voulu gêner la liberté religieuse, 225. — Rend le décret du 14 frimaire, modèle du gouvernement provisoire, 227. — Institue le Bulletin des lois, *ib.* — Se déclare *contre d'impulsion* du gouvernement, 228. — Ordonne l'arrestation de divers ultrarévolutionnaires, 232. — Donne ordre au conseil exécutif de se justifier devant elle, 233. — Hésitations dans son jugement sur les mesures de ferreur employées à Lyon, 296. — Les ultrarévolutionnaires préparent une insurrection contre elle, 352. — Rend un décret d'arrestation contre tous les agitateurs, 355. — Décrète d'accusation Danton, C. Desmoulins, Philippeaux, Héault-Séchelles et Lacroix, 386. — Rend un décret pour hâter la fin du procès de Danton et de ses coaccusés, 400. — Rend un décret contre les ex-nobles, VI, 8. — Licencie l'armée révolutionnaire et remplace les ministères par douze commissions, 9. — Son décret sur l'existence de l'Être Suprême, 29. — Institue diverses fêtes républicaines, *ib.* — Reconnaît la liberté des cultes, 20. — Proclame que les jacobins ont bien mérité de la patrie, 31. — Rétablit l'École de Mars, 50. — Modifie incessamment la loi du *maximum*, 81. — Sa nullité auprès des comités, 93. — Vote des remerciements au citoyen qui a arrêté l'assassin de Collot d'Herbois, 97. — Manifeste un commencement de mécontentement envers le comité de salut public, 111. — Choisit Robespierre pour présider à la fête de l'Être Suprême, 113. — Son effroi en prenant connaissance du projet de loi tendant à rendre la procédure révolutionnaire plus expédi-

tive, 119. — Adopte cette loi qui reçoit le nom de loi du 22 prairial, 121. — Admet des amendements à cette loi, 122. — Les rapporte, 125. — Renvoie la secte de Catherine Théot au tribunal révolutionnaire, 128. — Sa terreur par suite de la domination de Robespierre, 132. — Décrète qu'on ne fera plus de prisonniers anglais et qu'on passera au fil de l'épée les garnisons qui ne se rendront pas tout de suite, 175. — Laisse sans réponse une pétition des Jacobins dénonçant les machinations des antagonistes de Robespierre, 183. — Ecoute dans un morne silence le discours prononcé par Robespierre le 8 thermidor, 184. — Hésitation des ennemis de Robespierre, 191. — Vote l'impression et l'envoi du discours à toutes les municipalités, 192. — Révoque sa décision et renvoie ce discours à l'examen des deux comités, 194. — Séance du 9 thermidor, 201. — Ordonne l'arrestation de Henriot, Dumas, et d'un nommé Boulanger, 201. — Abolit le grade de commandant général, et appelle le maire et l'agent national à la barre, 205. — Décrète l'arrestation de Robespierre, 207. — celle de Saint-Just, Couthon, Lebas et Robespierre jeune, 208. — Suspend imprudemment sa séance, 209. — Fait conduire les cinq députés arrêtés dans des prisons différentes, 213. — Henriot prépare le siège de sa salle, 214. — Son effroi en entrant en séance, 215. — Sa résolution courageuse suivie de la mise hors la loi de Henriot, 216. — Met hors la loi les députés accusés et la commune, 217. — Nomme Barras commandant de la force armée et lui adjoint sept autres députés, *ib.* — Envoie des représentants aux sections pour les éclairer, 218. — Refuse d'admettre devant elle les prisonniers amenés de l'Hôtel de Ville, 223. — Ses premières mesures après la chute de Robespierre, 231, 234. — Renouvelle les comités, 235. — Rapporte la loi du 22 prairial, *ib.* — Décrète l'arrestation de Fouquier-Tinville et autres agents de la dernière dictature, 236. — Deux partis se forment dans son sein, les Montagnards et les Thermidoriers, 241. — Ordonne l'impression de la liste des citoyens éligibles et de leurs répondants, 244. — Discussions relativement à cette loi, 245. — Rapporte son décret sur la liste des égarés, 249. — S'occupe de la réorganisation des comités de gouvernement, 250. — Établit seize comités, 253. — Modifie les comités révolutionnaires, 254. — Rend les

assemblées de sections moins fréquentes et sans rétribution, 255. — Épure les autorités locales, 16. — Remet le tribunal révolutionnaire en activité, 256. — Renvoie aux comités compétents les questions relatives à la presse, 258. — Laisse le parti des révolutionnaires en dehors du gouvernement, 259. — Discussion tumultueuse provoquée par les accusations de Lecointre contre les membres des anciens comités, 279. — Passe à l'ordre du jour sur ces accusations, 282. — Rapporte cette décision sur l'insistance de la Montagne, 284. — Déclare l'accusation de Lecointre fautive et calomnieuse, 285. — Différentes questions sur lesquelles elle demande des rapports à ses comités, 288. — Couvre d'applaudissements le rapport de Robert Lindet sur l'état de la république, 290. — Adopte de nombreux et importants décrets sur toutes les parties de l'administration, 294. — Porte au Panthéon les restes de Marat, et en retire ceux de Mirabeau, 296. — Continue ses réformes, 320. — Rencontre des obstacles pour les réaliser, 329. — Débats orageux provoqués par une adresse du club électoral, 341. — Fait connaître par une adresse au peuple français la marche nouvelle qu'elle veut suivre, 342, 346. — Ordonne une nouvelle épuration des jacobins, 344. — Discute le projet de décret contre les sociétés populaires, 348. — L'adopte séance tenante, 353. — Agitée inutilement par des controverses soulevées par les thermidoriens sur le système des moyens révolutionnaires, 355. — Rend des décrets relatifs aux finances, 360. — Apporte des modifications au *maximum* et aux réquisitions, 361. — Lève le séquestre à l'égard des Belges et des négociants de Hambourg, 362. — Rend des décrets pour ramener la sécurité et rappeler les négociants, 363. — Demande un rapport sur les 73 députés arrêtés après le 31 mai, 365. — Rend un décret sur les poursuites contre ses membres, 367. — Met Carrier en accusation, 369. — Discussion provoquée dans son sein par un discours contre les réacteurs prononcé aux Jacobins par Billaud-Varennes, 373. — Charge ses comités de lui présenter les moyens d'empêcher ses membres d'aller prêcher la révolte aux Jacobins, 378. — Séance tumultueuse à la suite de l'attaque de la salle des Jacobins par la jeunesse dorée, 383. — Sanctionne l'arrêt des quatre comités prononçant la clôture du club des Jacobins,

385. — Décrète l'élargissement et la réintégration des 73 députés emprisonnés après le 31 mai, 389. — Oblige tous ceux qui ont rempli des fonctions à rendre compte de leur gestion, 394. — Prend diverses mesures de modération tendant à pacifier la Bretagne et la Vendée, VII, 47, 39. — Effet produit par ces mesures, 48. — Ordonne la formation d'un musée, 47. — Fonde et ouvre diverses écoles, 48. — Rend des décrets relatifs au commerce, à l'industrie, à l'administration de la justice et des cultes, 49. — Fait un plan de fêtes décadales, 50. — Séances tumultueuses, 55. — Retire les restes de Marat du Panthéon, et ordonne la destruction du buste de tout citoyen, 58. — Enlève de la salle de ses séances les bustes de Marat et de Lepelletier, 59. — Abolit le *maximum* et les réquisitions 64. — Lève le séquestre, et rétablit la libre circulation du numéraire, 65. — Décrète la liquidation des créanciers des émigrés, 72. — Vote l'arrestation de Billaud, Collot, Barère et Vadier, 76. — Décide la réintégration des girondins survivants, 77. — Repousse une pétition séditieuse des sections de l'Observatoire et du Finistère, 81. — Agitée par une pétition de deux sections réclamant la promulgation de la Constitution de 1793, 86. — Adopte séance tenante la loi de grande police présentée par Sieyès, 94. — Remet cette loi en discussion, 95. — L'adopte de nouveau, 96. — Fait comparaître Billaud, Collot, Barère et Vadier devant elle, 99. — Discussion orageuse de plusieurs jours, 101. — Sa salle envahie par les auteurs de l'insurrection du 12 germinal, calme imposant des députés, 108. — Il se fait une seconde irruption dans la salle, 109. — Tumulte de plusieurs heures, 110. — Reprise des délibérations, 113. — Décrète qu'il sera instruit contre les auteurs de l'insurrection, 115. — Décrète la déportation de Billaud, Collot, Barère et Vadier, et l'arrestation de plusieurs députés montagnards, 116. — Fait un accueil honorable à Pichegru, 119. — Décrète le désarmement des patriotes dans toute la France, 122. — Ordonne de nouvelles arrestations de députés montagnards qu'elle envoie en détention à Ham, 123. — Consent à la mission secrète de deux membres du comité de salut public en Hollande, 128. — Confère à ce comité de nouveaux pouvoirs pour traiter, 130. — Reçoit les ambassadeurs étrangers, 177. — Rend un décret contre

les émigrés et sur l'exercice du culte, 488. — Modifie les attributions des comités, 490. — Adopte le projet proposé par Bourdon pour faciliter la vente des biens nationaux, 202. — Assiégée par les patriotes insurgés le 1^{er} prairial, 205. — Ses tribunes envahies par les femmes, 206. — La porte de la salle des séances abattue par la foule, 207. — Déclare que la section de Grenelle a bien mérité de la patrie, 208. — La populace fait irruption dans la salle, 209. — Calme du président Boissy-d'Anglas, 210. — Plongée dans la confusion, 211. — Parquée par les insurgés, se livre à une espèce de délibération, 214. — Désigne une commission extraordinaire de quatre membres destinée à remplacer tous les comités, 215. — Lutte suivie de l'évacuation de la salle. Reprise de la séance, 219. — Décrète l'arrestation d'un assez grand nombre de montagnards, 220. — Assiégée le 2 prairial par les insurgés, 225. — Son calme imposant, *ib.* — Envoie douze de ses membres pour fraterniser avec les sections assiégeantes, 226. — Admet une députation des bataillons insurgés, 227. — Rend divers décrets pour réprimer l'insurrection, 228. — Décrète d'accusation tous les députés arrêtés après les insurrections de germinal et de prairial, 229. — Ses menaces au faubourg Saint-Antoine, 230. — Ordonne de nombreuses arrestations et mises en accusation, 234. — Commence à procéder contre tous les députés ayant rempli des missions, 235. — Vote une fête commémorative en l'honneur des girondins, 236. — Supprime le tribunal révolutionnaire; réorganise les gardes nationales; rend les églises au culte catholique, 240. — Reprend les discussions de finance, 244. — Rapporte le décret sur la vente des biens, 245. — Prend des mesures contre les royalistes, 251. — Envoie deux commissaires auprès de Hoche en apprenant le débarquement à Quiberon, 283. — Célèbre une fête pour l'anniversaire du 9 thermidor, 316. — Prend des mesures à l'égard des émigrés rentrés, 329. — Décrète d'accusation un grand nombre de ses membres compromis dans leurs missions, 330. — Décrète la Constitution directoriale, dite de l'an III, 333. — Ses décrets des 5 et 13 fructidor sur la composition du corps législatif, 338. — Soumet la Constitution et les deux décrets à l'acceptation des assemblées primaires, *ib.* — Ses ennemis de tous les partis se déchaînent contre la

Constitution, 339. — Réunit quelques troupes sous Paris, 342. — Casse un arrêté de la section Lepelletier, 343. — Déclare la Constitution et les décrets lois de l'Etat, 347. — Ordonne la séparation de toute réunion d'électeurs non régulière, 351. — Accepte le concours des patriotes contre les royalistes, au 13 vendémiaire, 354. — Se déclare en permanence, 355. — Nomme Barras général de l'armée de l'intérieur et Bonaparte commandant en second, 360. — Forcé à ses ordres pour combattre l'insurrection, 361. — Bonaparte lui fait distribuer des armes pour qu'elle serve de réserve au besoin, 367. — Sa victoire, 369. — Use d'indulgence envers les vaincus, 371. — Confirme Barras et Bonaparte dans leurs commandements, 373. — Commence à soupçonner de royalisme les députés du côté droit, 379. — Décrète l'arrestation des députés montagnards devenus royalistes, 381. — Nomme une commission pour présider à la transition d'un gouvernement à l'autre, 382. — Décrète la réunion de la Belgique à la France; abolit la peine de mort, prononce une amnistie générale, 384. — Sa clôture, 385. — Jugement sur cette assemblée, 386.

CORDAY (Charlotte). Son histoire, ses opinions républicaines, son enthousiasme pour les girondins, sa résolution de se dévouer, IV, 256. — Choisit Marat pour victime, 257. — Le tue, 260. — Son arrestation, 261. — Son procès, 264. — Son interrogatoire, 265. — Sa condamnation; sa lettre à Barbaroux; son supplice, 266.

CORDILIERS. Club de ce nom. Leurs menées, I, 295. — Rivalisent de violence, mais non d'influence, avec les jacobins, II, 44. — S'opposent à la guerre, 47. — Reçoivent les Marseillais, 226. — Leur participation à la journée du dix août, 229. — Défèrent la souveraineté au département de la Seine, III, 331. — Proposent d'enlever et d'égorger les vingt-deux, IV, 403. — Leurs complots contre la majorité de la Convention, 417. — Leur pétition contre la Constitution de l'an II, 239. — Honneurs funèbres qu'ils rendent à Marat, 262. — Attaquent le comité de salut public, V, 48. — Demandent l'organisation du ministère constitutionnel et le rappel des députés en mission, 49. — Leurs diverses demandes révolutionnaires, 58. — Exigent le jugement des accusés renvoyés devant le tribunal révolutionnaire, 439. — Bruits qu'ils

- répondent contre Danton, 206. — Ouvrent une enquête sur divers députés qu'ils dépopularisent, 207. — Leur pétition peu respectueuse en faveur de Vincent et Ronsin, 293. — Excluent Camille Desmoulins, 310. — Font de nouvelles pétitions pour Vincent et Ronsin, 311. — Leur déclaration touchant Philippeaux, Bourdon de l'Oise, Fabre et C. Desmoulins, 330. — Tentent un mouvement contre la Convention, 333. — Renoncent à l'insurrection, 360. — Ont perdu toute importance, VI, 44.
- CONFOU.** Bonaparte y fixe le principal établissement de la marine par lui créée dans la Méditerranée, IX, 327.
- CORMATIN (DESOTTEUX, baron de).** Major-général, laissé en Bretagne par Puisaye pour le remplacer auprès du comité central, VII, 35. — Se rend avec ce comité auprès de Bois-Hardi, 41. — Sa duplicité et son inconséquence, 42. — Obtient du comité l'autorisation d'entamer une négociation simulée avec les républicains, 43. — Contribue involontairement à la pacification, 44. — Ses demandes absurdes, 144. — Son ardeur pour la paix, 144. — Sa soumission, 146. — Suit les représentants en Bretagne, 149. — Son activité pour seconder Hoche, 153. — Donne à Hoche des soupçons sur sa bonne foi, 159. — Décide la majorité des chefs chouans à une transaction avec les républicains, 160. — Reçoit une espèce de triomphe à son entrée à Rennes, 161. — Son importance ridicule, 263. — Son désir de rompre avec Puisaye, 266. — Ses menées découvertes, son arrestation, 267.
- CORNARO (J.-B.).** Le gouvernement de Venise le députe auprès de Bonaparte, IX, 78.
- CORNET, député aux Anciens.** Fait un rapport pour obtenir la clôture du club du Manège, X, 271. — Préside la commission des Anciens qui prépare le décret de translation du corps législatif à Saint-Cloud, 358.
- CORNUTET, député aux Anciens.** Se rapproche de Bonaparte, X, 343. — Appuie les propositions faites aux Anciens pour opérer la révolution du 18 brumaire, 361.
- CORNWALLIS (lord).** Fait des menaces sur les côtes de France au moment de l'expédition de Quiberon, VII, 275.
- CORON.** Les Vendéens y font essayer une échec aux républicains, commandés par Santerre, V, 44.
- CORPS LÉGISLATIF.** De quoi il se com-
- pose, VII, 334. — Son ouverture fixée au 6 novembre 1793, 347. — Se constitue, VIII, 5. — Nomme les cinq directeurs, 9. — Décrète un emprunt forcé de six cents millions en valeur réelle, 41. — Prête son secours au Directoire, 67. — Adopte des mesures relatives aux émigrés et aux prêtres non assermentés, 90. — Installe la fête anniversaire du 24 janvier, 92. — Décrète une fête à la Victoire, 162. — Déclare que l'armée d'Italie a bien mérité de la patrie, et donne à Bonaparte et à Augereau les drapeaux portés par eux sur le pont d'Arcole, 379. — Refuse au Directoire les lois demandées sur les abus de la presse, 396. — Censure le message du Directoire sur le dénuement dans lequel les conseils laissent le trésor, 399. — Entre en opposition ouverte avec le Directoire, IX, 418. — Sa lutte avec le Directoire, 217. — Prend diverses mesures financières, 246. — Ses plaintes sur la marche des troupes et sur la publication des adresses des armées, 249. — Ses réponses au message du Directoire, 254. — Sa fausse sécurité, 273. — La défection de ses grenadiers lui enlève toute défense, 277. — Les présidents des Conseils déclarent l'Assemblée nationale dissoute, 279. — Rassemblée dans les nouveaux lieux de ses réunions, se déclare en permanence, 282. — Déportation d'une partie de ses membres, 283. — Son adhésion au système du Directoire, 288. — Son opposition au remboursement des deux tiers de la dette publique, 303. — Adopte le projet de remboursement, 308. — Son choix entre les élections faites par les assemblées sectionnaires, 447. — Fait la déclaration de guerre demandée par le Directoire, X, 147. — Fait accueil à des adresses dirigées contre le Directoire, 218. — Sa vive opposition au Directoire, 222. — Abroge les principales dispositions de la loi du 19 fructidor, 225. — Annule l'élection de Treillard au Directoire, 228. — Obtient la dissolution de l'ancien Directoire, 230. — Adopte diverses lois révolutionnaires, emprunt forcé, loi des otages, 243. — Transféré à Saint-Cloud le 18 brumaire, 361. — Ses dispositions rendent le succès de la révolution du 18 brumaire très-douteux, 373. — Séance du 19 brumaire, 374. — Son ajournement, 383.
- CORSE.** La France est sur le point de la perdre en 1794, VI, 44. — Établissent le précaire de l'Angleterre dans ce pays, VIII, 323.

COSSURN. Commissaire de la Convention à l'armée de Dumouriez, III, 438.

COSTA, cardinal. Décide le roi de Piémont à se jeter dans les bras des Français, VIII, 455.

CÔTÉ DROIT. Quels hommes le composaient dans le corps législatif, II, 40. — Parti qui l'occupait dans la Convention, III, 45.

COUSÉ Son opinion sur la lettre de Lafayette à l'Assemblée, II, 413.

COUCHÉRY, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation le 48 fructidor, IX, 385.

COUPÉ DE L'OISÉ. Dénature les idées de Danton en les combattant, V, 217.

COUR (la). Son langage au commencement du règne de Louis XVI, I, 9. — Sa confiance en Calonne, 10. — Regarde comme la cause de tous les maux, 14. — Presse la convocation des États-Généraux, 23. — Convoque une nouvelle assemblée des notables, 27. — Se prononce pour le doublement du tiers, 29. — Refuse ses secours à la noblesse bretonne, 35. — Ne veut point influencer les élections, 37. — Les premiers ordres s'en rapprochent, 40. — Déploie une magnificence extraordinaire, 41. — Espère régner en divisant, 43. — Veut vider en sa faveur le différend élevé entre les trois ordres, 51. — Epouvantée de l'énergie des communes constituées en Assemblée nationale, 57. — Se réconcilie avec l'aristocratie, *ib.* — Veut arracher au roi une mesure vigoureuse, 58. — Ses complots, 81. — Fait approcher des troupes de Paris à la veille du 14 juillet, 82. — Ses projets pour la nuit du 14 au 15 juillet, 92. — Se raille du peuple qui attaque la Bastille, 99. — Ses alarmes, 101. — S'oppose au voyage du roi à Paris, *ib.* — Agit de concert avec les parlements, la noblesse et le clergé, 114. — Ses intrigues, 157. — Forme le projet d'entraîner le roi à Metz, 159. — Veut faire partir le roi, 169. — Doit son salut à Lafayette, 173. — Se rend au vœu du peuple, 174. — Tente de gagner Mirabeau, 180. — Compromet la réconciliation du roi avec le peuple, 197. — Traite avec Mirabeau, 198. — A pour elle Lafayette, Mirabeau et Bouillé, 199. — Sa conduite imprudente, 200. — Seconde l'opposition du clergé à l'aliénation de ses biens, 225. — Ses craintes à l'égard de l'ambition de Lafayette, 233. — Remet à l'ordre du jour la procédure contre les auteurs des 5

et 6 octobre, 210. — S'entend entièrement avec Mirabeau, 251. — Ses alarmes à la maladie de Mirabeau, 269. — Perd tout courage à sa mort, 272. — S'entend avec Barnave et les Lameth, 289. — Reçoit les conseils des Lameth, Duport, Barnave, II, 10. — Suspecte au côté gauche de l'Assemblée législative, 11. — Ne veut pas de Lafayette pour maire de Paris, 16. — Ses espérances quand le roi prend un ministère alourdissant, 56. — Cherche à répandre du ridicule sur le ministre Roland, 63. — Sa répugnance pour les feuillants, 108. — Refuse le concours de Lafayette, 148. — Sa consternation aux approches du jour de la fédération, 178. — Refuse de nouveau les secours de Lafayette, 180. — Ses précautions contre le parti populaire, 200. — Ses partisans clair-semés, 204. — Avertit d'avance du projet du comité insurrectionnel contre la liberté du roi, 209.

COURTOIS, député. Lit un rapport sur le 9 thermidor à la Convention célébrant l'anniversaire de cette journée, VII, 316. — Dénonce les complots des nouveaux jacobins, X, 271.

COURVOI, huissier. Signifie à la commune le décret qui met Henriot en arrestation et mande le maire et l'agent national à la barre, VI, 309.

COUSTARD, général. Sa belle conduite pour rentrer dans Saumur, IV, 231. — Sa condamnation à mort, V, 164.

COUTUON. Veut répondre à Guadet dans la séance du 31 mai, IV, 455. — Son allocution à la Convention après une vaine tentative pour traverser les troupes qui la tenaient assiégée, 479. — Adjoint au comité de salut public, 277. — Y est maintenu, 291. — Envoyé en Auvergne pour faire une levée en masse contre Lyon, V, 83. — L'opère dans le Puy-de-Dôme, 86. — Amène une nouvelle levée devant Lyon, 88. — Fait décider l'attaque de vive force, 89. — Sonné Lyon de se rendre, 90. — Mesures par lui prises et indiquées, 91. — Veut apaiser les dissensions élevées par le pamphlet de Philippeaux sur la guerre de la Vendée, 340. — Malade au moment où les ultrarévolutionnaires tentent une insurrection, 355. — Se rend aux Jacobins avec Robespierre, 362. — Sa haine pour Danton, 376. — Son rôle dans le comité, VI, 21. — Fait déclarer que les jacobins ont bien mérité de la patrie, 31. — Ses imprécations contre Pitt et Cobourg, auxquels il attribue l'assassinat de Collet-Derbois, 97. — Forme avec Robespierre et Saint-Just les gens de la haute-

- main** dans le comité, 109. — Prépare avec Robespierre un projet pour rendre la procédure révolutionnaire plus expéditive, VI, 117. — Son rapport sur ce projet, 118. — Se plaint de la résistance des indulgents, 123. — Désignation des députés qu'il voudrait sacrifier, 126. — Dément devant les jacobins le bruit d'une nouvelle proscription, 131. — Observe ses adversaires dans le comité, 136. — Fait rayer Dubois-Crancé de la liste des jacobins, 158. — Fait faire par les jacobins une pétition pour dénoncer quelques scélérats à la Convention, 182. — Demande l'envoi du fameux discours de Robespierre à toutes les communes et à toutes les armées, 191. — Propose aux jacobins d'expulser les députés qui ont voté contre Robespierre, 195. — La Convention décrète son arrestation, 208. — Conduit à Port-Libre, 213. — Ramené à la mairie, 214. — Mis hors la loi, 217. — Amené à la Convention, qui ne l'admet point devant elle, 223. — Transporté à la Conciergerie, 224. — Sa mort, 225.
- CRASSOUS.** Membre de la Convention fidèle aux séances des Jacobins après la chute de Robespierre, VI, 339. — Combat la loi contre les sociétés populaires, 348. — En demande l'ajournement, 352. — Fait un tableau des moyens employés pour perdre les patriotes, 371.
- CRÈME.** Cette ville se soulève contre le gouvernement de Venise, IX, 82.
- CRÉSPO,** général espagnol. S'empare de Villefranche, V, 32.
- CRÉTIN,** colonel du génie. Exécute des travaux superbes à Alexandrie, X, 28, 304.
- CRUZÉ-LATOUCHÉ,** député. L'un des auteurs de la Constitution directoriale, VII, 332. — Partisan du Directoire, X, 224.
- CRILLON** (comte de). Propose à l'Assemblée de se fier à la parole du roi, I, 84.
- CROIX-AUX-BOIS** (la). Un des cinq défilés qui traversent l'Argonne, II, 336. — Dumouriez le fait garder faiblement, 340. — Les Autrichiens l'occupent, 345.
- CULTE.** Attaques dont l'ancien culte est l'objet, V, 188. — Son exercice interdit hors des temples, 190. — Le culte catholique abjuré par divers évêques et curés, 195. — Son abolition prononcée par les sections de Paris, 196. — Institution du culte de la *Raison*, 199. — Modification de l'arrêté sur les cultes, 225. — Abolition du culte de la *Raison*, 226. — La liberté des cultes proclamée par la Convention, VI, 30. — Une nouvelle loi régle ce qui concerne le culte, VII, 50. — Décret sur l'exercice du culte, 188. — Restitution des églises au culte catholique, 240. — Loi du culte, IX, 161.
- Cussy.** Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, IV, 202.
- CUSTINE,** général. Occupe Landau avec quinze mille hommes, II, 289. — S'empare de Worms et de Mayence, III, 56. — Entre dans Francfort, 59. — Se plaint de Dumouriez et de Kellermann, 138. — Reçoit le commandement de l'armée du Rhin, IV, 43. — Nommé général de l'armée du Nord, 101. — S'enferme à Mayence, 214. — Sa négligence et ses terreurs, 215. — Sa retraite précipitée, 216. — Réunit les armées de la Moselle et du Rhin sous son commandement, 217. — Ses fautes et sa translation à l'armée du Nord, *ib.* — Dénoncé par Marat, 238. — Son inaction à la tête de son armée, 312. — Remplacé par Beauharnais, 313. — Sa mise en jugement, 387. — Coup d'œil sur sa campagne, V, 69. — Son procès, 71. — Démarches en sa faveur, 74. — Sa mort demandée par Robespierre, 75. — Parallèle établi entre lui et Dumouriez par Fouchier-Tinville, *ib.* — Sa condamnation et son exécution, 76.
- DAENDELS,** général hollandais. Propose une attaque sur l'île de Bommel, VII, 9. — Opère en Hollande un mouvement contraire aux démocrates, X, 76. — Commande les forces hollandaises sous Brune, 265.
- DAGOBERT,** général. Résiste à l'attaque de Ricardos, IV, 224. — Bat Ricardos, 232. — Ses succès en Cerdagne, V, 32. — Remplace Barbantane, 33. — Essuie un échec sous les murs de Perpignan, 34. — Retourne en Cerdagne, 35. — Remplacé par Turreau, 256. — Son plan d'invasion par la Cerdagne, VI, 53. — Sa mort, 55.
- DALLEMAGNE,** général de l'armée d'Italie, VIII, 282.
- DAMAS** (de). Arrivé à Varennes après l'arrestation du roi, ne peut le sauver, I, 283.
- DAMMARTIN,** général. Contribue au succès de la bataille de Rovereto, VIII, 308. — Prend part à la bataille de Tagliamento, IX, 66. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, 418.
- DAMPIERRE,** général. Sa conduite à la bataille de Jemmapes, III, 145. — Les Brabançons lui décernent une cou-

- ronne, 122. — Bat en retraite, 216. — Sa participation à la bataille de Nerwinde, IV, 9. — Reçoit le commandement général de l'armée de Belgique, 36. — Reçoit celui de l'armée du Nord, 43. — Attaque les Autrichiens, 211. — Sa mort, 212.
- DANDIGNÉ.** Cet officier, envoyé par Puitsaye de Londres en Bretagne, entre dans le système de l'agence de Paris, VII, 266.
- DANEMARK.** Garde une sage réserve à l'égard de la France, III, 274. — Conserve sa neutralité, VI, 44. — Se prépare à envoyer un ambassadeur auprès de la Convention, VII, 137. — Demande de la part de l'Autriche, au gouvernement français, la formation d'un congrès européen, VIII, 80.
- DANICAN,** général en chef des sections insurgées contre la Convention, le 13 vendémiaire, VII, 361. — Offre des conditions aux comités avant le combat, 366. — Ordonne l'attaque, 367. — Repoussé par l'artillerie de Bonaparte, renouvelle ses efforts, 368.
- DANTON.** Orateur de la multitude, I, 300. — Chef du club des Cordeliers, II, 44. — Se réunit au comité insurrectionnel, 187. — Ses débuts, son caractère, son aptitude à être chef du parti populaire, 199. — Reçoit des sommes assez considérables de la cour, 200. — Appelle le peuple aux armes, dans la nuit du 9 au 10 août, 230. — Seul conservé, avec Manuel, de l'ancienne municipalité, 237. — Dirige la première séance de la nouvelle commune, 256. — Ramène le peuple au combat, 237. — Sa déclaration à l'Assemblée au nom de la commune insurrectionnelle, *ib.* — Ministre de la justice, 259. — Songe à s'emparer du conseil exécutif, 267. — Le domine, 297. — Est l'homme le plus puissant de Paris, et penche pour les idées de vengeance, 298. — Fait prendre des mesures révolutionnaires par la commune, après la prise de Longwy, 299. — S'oppose à la translation du gouvernement au-delà de la Loire, et veut faire peur aux royalistes, 302. — S'associe à Marat pour préparer les journées de septembre, 304. — Mesures qu'il fait arrêter au bruit de la prise de Verdun, 306. — Ses paroles à l'Assemblée au commencement des journées de septembre, 309. — S'oppose à l'exécution du mandat d'arrêt décerné contre Roland par le comité de surveillance, 326. — Sa réponse au maire de Versailles lui annonçant la probabilité du massacre des prisonniers, III, 3. — Paris le nomme des premiers députés à la Convention, 9. — Accusé par les girondins d'aspirer à la suprême puissance, 10. — Se prête de bonne grâce aux tentatives de réconciliation avec les girondins, 21. — Fait décréter que la nouvelle Constitution ne sera valable qu'après avoir été sanctionnée par le peuple, 24. — Repousse toute idée de dictature, 32. — Demande l'unité de la France et de son gouvernement, 33. — Obligé d'opter, quitte le ministère pour rester député, 49. — Ses attaques contre Roland, 50. — Représente la Montagne dans le comité de Constitution, 53. — Répond à Dumouriez au nom des jacobins, 72. — Fait les honneurs de la nouvelle république à Dumouriez, 73. — Obtient 41 voix pour être maire, 80. — Se plaint du système de calomnie organisé contre la commune et la députation de Paris, 83. — Commissaire à l'armée de Dumouriez, 138. — Fait décréter que l'arrêt de la Convention sur Louis XVI sera rendu à la simple majorité, 243. — Veut qu'on réponde par une déclaration de guerre à la note de l'Espagne en faveur de Louis XVI, 247. — Sa double préoccupation, 313. — Ses propositions pour parer aux revers des armées, 320. — Fait adopter diverses mesures propres à rattacher les intérêts à la cause de la révolution, 324. — Adresse une violente allocution sur la nécessité de lois extraordinaires, 329. — Envoyé auprès de Dumouriez pour en obtenir la rétractation de sa lettre à la Convention, IV, 3. — Fait de vains efforts pour le détourner de ses idées de contre-révolution, 46. — Provoque des conférences entre les chefs des deux opinions divisant la Convention, 49. — Sommé de s'expliquer sur la conduite de Dumouriez, 21. — Propose la mise en exercice du tribunal révolutionnaire, 25. — Déclare une guerre à mort aux girondins, 37. — Membre du comité de salut public, 45. — Garde un silence menaçant, 47. — Ses encouragements aux auteurs de pétitions incendiaires, 49. — Sa menace à Guadet, 57. — S'oppose au décret d'accusation contre Marat, 58. — Imagine diverses ressources, 97. — Rassure les esprits, 100. — Accuse la Convention de *décréter la peur*, 122. — S'oppose à l'impression de paroles prononcées par Isnard présidant la Convention, 123. — Adresse des paroles menaçantes à l'Assemblée, 133. — Son rôle dans l'insurrection du 31 mai, 141. — Dit qu'on brisera seulement quelques presses, 144. — Ses paroles à la Convention le 31 mai, 151. — Accueille l'idée suggérée aux

- chefs de la révolution de s'annuler pour pacifier la France, 166. — Accusé par les jacobins de n'avoir pas conservé son énergie jusqu'au 2 juin, 188. — S'oppose aux mesures de conciliation avec les départements soulevés, 199. — Le discrédit l'atteint, 279. — Se justifie, 286. — Dénoncé par d'Albarade, 292. — Attaque les demi-mesures proposées par le comité de salut public, 353. — Refuse d'entrer dans ce comité, V, 63. — Prend un congé 64. — Son retour et son opinion sur l'exécution des girondins, 203. — Bruits répandus contre lui, 206. — Présente sa justification aux jacobins, 217. — Robespierre rend sa défense, 219. — Reçoit l'accolade du président des jacobins, mais sa popularité n'en est pas moins perdue, 221. — Intervient pour ramener le calme dans une séance des jacobins, 308. — Demande la nomination d'une commission pour juger les accusations de Philippeaux, 310. — Combat dans ses entretiens les attaques du comité contre les modérés, 313. — Inspiré de la jalousie à Robespierre, 375. — Acharnement des autres membres du comité de salut public contre lui, 376. — Son inaction obligée, 378. — Son arrestation, 380. — Décrété d'accusation, 386. — Transféré du Luxembourg à la Conciergerie, 387. — Son entrée en prison, 388. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Débats du procès, 390. — Son interrogatoire, 392. — Demande la comparaison de plusieurs membres de la Convention, 398. — Ses nouvelles demandes, 400. — Sa condamnation, 402. — Sa mort, et jugement sur lui, 403.
- DANUBE.** Cours de ce fleuve, VIII, 220. — L'archiduc Charles se décide à se replier sur la ligne du Danube, 236. — Moreau et Jourdan débouchent dans la vallée, 240.
- DARTHE.** Exécuté avec Babeuf, IX, 33.
- DAUBIGNY.** Adjoint de Bouchotte, envoyé avec lui au tribunal d'Eure-et-Loir, VII, 234.
- DAUNOU,** député. Reste à l'abri des soupçons des thermidorien, VII, 327. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, 332. — Propose deux consuls, 334. — Président du conseil des Cinq-Cents, VIII, 5. — Membre de la commission chargée d'organiser la république romaine, IX, 385. — Sage Constitution donnée à cette république, X, 86. — Se rapproche de Bonaparte, 349.
- DAUPHIN (le),** fils de Louis XVI, coiffé du bonnet rouge pendant la journée du 20 juin, II, 133. — Confié à la garde
- ducordonnier Simon, V, 142. — Aveu contre sa mère que Hébert prétend en avoir obtenu, 143. — Son sort adouci, VII, 13. — Sa mort, 263.
- DAVIRIHOUT.** Demande que quelqu'un soit puni à l'occasion du 20 juin, II, 139.
- DAVID,** peintre. Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Ordonnateur de la fête célébrée pour l'anniversaire du 10 août et l'acceptation de la Constitution de l'an II, IV, 347. — Exclu du comité de sûreté générale après la chute de Robespierre, VI, 235. — Décrété d'arrestation, 236. — Arrêté de nouveau, VII, 233.
- DAVIDOVICH,** général autrichien. Garde le Tyrol, VIII, 301. — Ses dispositions avant la bataille de Roveredo, 306. — Repoussé de Roveredo, se poste dans le défilé de Calliano, 308. — Rejeté dans le Tyrol, 316. — Remporte un avantage sur Vaubois sur le haut Adige, 360. — Ramené dans le Tyrol, 378.
- DAVOUT,** général. Repousse les Espagnols dans le camp de Mas d'Eu, V, 33.
- DEBAR,** général. Sa répugnance à agir contre les sections armées contre la Convention, VII, 157.
- DEBRASSÉ.** Fait partie du comité insurrectionnel, II, 157.
- DEBILLY.** Commandant l'artillerie en Vendée, sur la proposition de Kieffer, V, 378.
- DEBONS,** commandant de Grave. Ne rend cette place qu'après une héroïque défense, VII, 19.
- DEBRY (Jean),** député à la Législative et à la Convention. Motive le projet de salut public présenté par la commission des Douze, II, 157. — Propose de juger à la fois Marat et Louis XVI, III, 105. — Membre du comité de salut public, IV, 45. — Du comité de sûreté générale après la chute de Robespierre, VI, 225. — Remplace Treillard au comités de Rastadt, 408. — Ses exigences au nom de la France, X, 72. — Assassiné en quittant Rastadt, 168. — Rentre tout sanglant dans cette ville, 169.
- DÉCRÉANCE.** La question est soulevée par les journaux, II, 138. — Venant en partie le premier à l'Assemblée, 166. — Brissot demande qu'on la traite solennellement, 173. — De nombreuses pétitions la demandent, 177. — Demandée par Pétion au nom des 48 sections de Paris, 221. — Prononcée par la sec-

- tion de Mauconseil, 222. — Prononcée par la Convention, III, 329.
- DECRÈS**, contre-amiral. Fait partie de l'expédition d'Égypte, IX, 418.
- DEFERMONT**. Fait décider qu'un siège sera disposé pour Louis XVI pendant son procès, III, 496.
- DEFLEURS**, général. Reçoit le commandement de l'armée dans les Pyrénées-Orientales, IV, 233. — Contribue à battre Ricardos, 232.
- DEGELMANN**. Plénipotentiaire autrichien à Udine, IX, 329. — Désigné comme ambassadeur à Paris, 423.
- DEGOUY-D'ARCY**. Parle de la détresse du trésor, I, 131.
- DEGRAVES**. Remplace Narbonne au ministère de la guerre, II, 59. — Consent à ce que le roi déclare l'état de guerre, 72. — Se retire, 79.
- DELACROIX**. Voy. LACROIX (Charles de).
- DELAHAYE**, député aux Cinq-Cents. Provoque des débats orageux, IX, 215. — Condamné à la déportation le 18 fructidor, 283.
- DELAHOT**. Écrit contre la Constitution directoriale, VII, 340. — Président de la section Lepelletier au moment où elle refuse de rendre ses armes, 357.
- DELABURE**, député aux Cinq-Cents. Membre de la commission des inspecteurs, IX, 268. — Condamné à la déportation, 285. — Déporté à la Guyane, 289.
- DELAUNAY**, gouverneur de la Bastille. Veut faire sauter la place, I, 93. — Obligé par la garnison à se rendre, 97. — Décapité, *ib.*
- DELAUNAY d'Angers**. Sa motion tendant à déclarer l'Assemblée souveraine absolue, II, 458. — Se livre à l'agiologie, IV, 334. — Son intrigue financière avec le baron de Batz, 335. — Sa spéculation sur les actions de la compagnie des Indes, V, 179. — Falsifie le décret portant abolition de cette compagnie, 181. — D'popularisé, 207. — Arrêté, 236. — Transféré à la Conciergerie, 388. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- DELBREL**, député aux Cinq-Cents. Son opposition à la révolution du 18 brumaire, X, 373.
- DELECTOV**, député. Ses efforts pour réprimer l'insurrection du 1^{er} prairial, VII, 217.
- DELESSART**. Quitte le ministère de l'intérieur pour celui des affaires étrangères, II, 32. — Fait part à l'Assemblée de la réponse de Léopold et de la réplique qui lui a été faite, 42. — Accusé de traîner les négociations en longueur, 51. — Communiqué au comité diplomatique sa correspondance avec Kaunitz, 53. — Décrété d'accusation, 54. — Massacré avec les prisonniers à Versailles, III, 3.
- DELMAS**. Membre du comité de salut public, IV, 45. — Chargé de commander la force armée sous les ordres de Barras, VI, 217. — Fait décider que les membres sortants des comités ne seront pas immédiatement rééligibles, 231. — Membre du comité de salut public, 286. — Reçoit la direction de la force armée pendant l'insurrection de prairial an III, VII, 228. — Sa division envoyée de l'armée de Sambre-et-Meuse à celle d'Italie, IX, 47. — Mis sous les ordres de Joubert, 61. — Commande une division sous Schérer, 160. — Sa participation à la bataille de Magnano, 163.
- DÉPARTEMENTS**. Division de la France en départements, des départements en districts, I, 488. — Divers départements lèvent des hommes pour l'exécution du décret du camp de vingt mille hommes, II, 155. — Opinion des départements sur la marche du gouvernement, IV, 72. — Plusieurs lèvent des hommes contre les Vendéens, 93. — Presque tous sont prêts de prendre les armes contre la Convention après le 31 mai, 193. — Mesures qu'on y prend dans ce but, 196, 206. — Continuation de l'insurrection, 220. — Plusieurs se désistent, 244. — Soumission presque générale, 237. — Liste des quarante-huit dont les élections sont cassées au 18 fructidor, IX, 284.
- DERFELDEN**, général russe. Commande un corps d'armée à la bataille de Novi, X, 337.
- DESAIX**, général. Employé à la défense des lignes de Wissembourg, V, 29. — Commande la droite de l'armée du Rhin, 244. — Commande les troupes destinées à passer le Rhin à Strasbourg en juin 1796, VIII, 227. — Commande la gauche de l'armée de Moreau, 231. — Livre un combat à Malsch, 236. — A une belle affaire contre la cavalerie de Latour et de Nauendorf, 324. — Commande la gauche à la retraite de Moreau, 325. — Se distingue à la défense de Kehl, 403. — Passe le Rhin au-dessous de Strasbourg, IX, 404. — Sa société recherchée par Bonaparte, 335. — Son enthousiasme pour Bonaparte, 417. — Fait partie de l'expédition d'Égypte,

- ib.* — Sa division dispersée les premiers Mameluks rencontrés sur la route du Caire, X, 31. — Sa participation à la bataille des Pyramides, 37. — Placé à l'entrée de la haute Egypte, 48, 285. — Livre la bataille de Sédiman, 286. — Conquiert la haute Egypte, 287. — Appelé *sultan le juste*, *ib.* — Reçoit l'ordre d'évacuer la haute Egypte, 303.
- DÉSARMEMENT.** Tous les citoyens suspects sont désarmés, IV, 25.
- DÉSERITION.** Lois sur la désertion, VIII, 45.
- DÉSÈZE.** Adjoint aux conseils chargés de la défense de Louis XVI, III, 242. — Présente la défense devant la Convention, 244. — Interjette appel auprès du peuple du jugement rendu contre le roi, 248.
- DESFIEUX.** Appuie la proposition des jacobins de Marseille de demander à la Convention l'exclusion des *appelants*, III, 314. — Dénonce Mirande et tous les députés *appelants*, 332. — Dénoncé par Garat comme l'un des chefs des agitateurs, 344. — Dépopularisé par les jacobins, comme dantoniste et modéré, V, 208. — Son arrestation, 234. — Son procès, 366. — Sa mort, 371.
- DESFORGUES.** Remplace Lebrun aux relations extérieures, IV, 190.
- DESGENETTES.** Fait partie de l'expédition d'Egypte, IX, 417. — Sa réponse à Bonaparte à propos des blessés laissés à Jaffa, X, 299.
- DESILZ,** chef de chouans. Se soulève après la pacification, VII, 269. — Sa défaite et sa mort, *ib.*
- DEJARDINS,** général. Garde le cours de la Sambre, V, 402. — A l'armée du Nord en 1794, VI, 61. — A l'armée de Sambre-et-Meuse, 466.
- DESMETIERS.** Signe, comme membre du Directoire du département, une pétition au roi, demandant l'apposition du *veto* au décret contre les prêtres, II, 30.
- DESMOULINS** (Camille). Appelle le peuple aux armes, I, 85. — Excite les troubles du Palais-Royal, 142. — Orateur de la multitude, 300. — Ecrivain du club des Cordeliers, II, 14. — Présente une pétition contre le *veto*, 31. — Redoute la dictature militaire de Lafayette, 47. — Se réunit au comité insurrectionnel, 187. — Se distingue dans les clubs, 190. — Sa participation à la journée du 10 août, 229. — Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Défend Danton absent contre l'accusation de défaut d'énergie, IV, 188. —
- Traité de modéré par les jacobins, 284. — Son pamphlet en faveur de Dillon, 282. — Son désespoir en entendant la condamnation des girondins, V, 160. — Bruits répandus contre lui, 206. — Sa justification devant les jacobins, 233. — Son enthousiasme pour le pamphlet de Philippeaux, 300. — Fonde un nouveau journal : *le Vieux-Cordelier*, 304. — Immense sensation produite par ce journal, 306. — Demande l'institution d'un comité, dit *de clémence*, 307. — Dénoncé aux jacobins par Hébert, *ib.* — Appelé à leur barre, 308. — Exclu des Cordeliers 310. — Dirige contre Hébert un numéro du *Vieux-Cordelier*, 314. — Sa censure proposée aux jacobins par Collot d'Herbois, 322. — Demande à y lire le numéro du *Vieux-Cordelier* où il parle de lui et d'Hébert, 323. — Explique comment il a été amené à louer Philippeaux, 325. — Sa rupture avec Robespierre, 326. — Ne paraît plus aux jacobins, 329. — Irrite les membres du comité par ses écrits, 344. — Répond par le système du bonheur à celui de la vertu prôné par Saint-Just et Robespierre, 347. — Son arrestation, 380. — Décrété d'accusation, 386. — Transféré du Luxembourg à la Conciergerie, 387. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 390. — Son interrogatoire, 392. — Son exaspération, 401. — Sa condamnation et sa mort, 402. — Mort de sa femme, 407.
- DESPIERRES,** général. Sa répugnance à agir contre les sections armées contre la Convention, VII, 257.
- DESPINOY,** Général de l'armée d'Italie, VIII, 275.
- DESPOMELLES.** Membre de l'agence royaliste sous le Directoire, VIII, 144; IX, 49.
- DESSOLES,** général. Commande une division de l'armée d'Italie en 1799, X, 444. — Remporte un avantage à Nauders, 455.
- DESTAING,** général. Sa participation à la bataille d'Aboukir, X, 203.
- DESTOURNELLES.** Remplace Clavière aux finances, IV, 190. — Dépose contre les girondins, V, 154.
- DETTE PUBLIQUE.** Sa nature en 1793, IV, 363. — Révisée par la création du grand-livre, 364. — Son capital converti en 200 millions de rentes, 368. — Son montant après le 16 fructidor, IX, 303. — Projet de remboursement des deux tiers, 304. — Adoption de ce projet, 308.

DEUX JUIN. Événement de cette journée, IV, 170 à 180.

DEWINS. Ce général oblige Kellermann à se retirer derrière la ligne de Borghetto, VII, 256. — Se fait remplacer dans son commandement par Wallis, VIII, 58.

DEWINTER, général. Traverse le Wahal avec sa brigade, VII, 19.

DIDERICH, Danois. Paraît devant le tribunal révolutionnaire avec les dantonistes et les députés faussaires, V, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.

DJON. Opposition que les Jacobins de cette ville font aux réformes administratives ordonnées après le 9 thermidor, VI, 329.

DILLON (Arthur), général. Fait prêter aux troupes sous ses ordres le serment de fidélité à la loi et au roi, après le 10 août, II, 280. — Destitué et aussitôt réintégré par l'influence de Dumouriez, 286. — Emet l'avis, dans un conseil de guerre tenu par Dumouriez, de se retirer à Châlons, 333. — Occupe le passage des Islettes, 338. — Poursuit les Prussiens avec ardeur, 366. — Arrêté par ordre du comité de salut public, et défendu par C. Desmoulins, IV, 282. — Propos de lui transformé en conspiration, 397; VI, 134.

DILLON (Théobald). Massacré par ses troupes en proie à une terreur panique, II, 78.

DIMES. Leur rachat arrêté dans la nuit du 4 août, I, 425. — Discussion sur leur rachat, 428.

DIRECTEURS. La Constitution de l'an III met cinq directeurs à la tête du gouvernement en France, VII, 334. — Importance de leur choix, VIII, 6. — Sont nommés, 11. (Voy. **DIRECTOIRE EXÉCUTIF**.)

DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT. Provoque l'opposition du *veto* au décret contre les prêtres, II, 30. — Défend les attroupements armés, 422. — Son opposition à la journée du 20 juin, 425. — Prononce la suspension de Pétion et de Manuel, 473. — Se transporte auprès du roi pendant la nuit du 9 au 10 août, 235. — Conseille au roi de se retirer au sein de l'Assemblée, 243. — Sa reconstitution, III, 47. — Proclamation qu'il adresse aux commissaires des assemblées primaires, IV, 337.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF. Pouvoir composé de cinq membres mis à la tête du gouvernement par la Constitution de l'an III, VII, 334. — Date de son installation, VIII, 1. — Sa com-

position, 41. — Position difficile de ce nouveau gouvernement, 42. — Son installation au Luxembourg, 45. — Ses premiers travaux, 46. — Son zèle, 48. — Sa réponse aux bruits alarmants répandus par les ennemis du gouvernement, 29. — Son plan de finances, 31. — Propose un emprunt forcé de six cents millions en valeur réelle, 41. — L'achèvement de l'organisation administrative et judiciaire lui est confié, 42. — Partage des attributions entre les cinq directeurs, 48. — Renvoie le ministre de Florence de Paris, 52. — Refuse le congrès européen provoqué par l'Autriche, 80. — Continuation de ses travaux administratifs, 83. — Emet des *rescriptions*, et tente d'établir une banque, 81. — Supprime les distributions de rations dans Paris, 85. — Autorisé à faire une levée de chevaux, 86. — Obtient le concours des deux Conseils, 87. — Célèbre la fête anniversaire du 21 janvier, 92. — Son gouvernement attaqué par les ennemis de la révolution, 95. — Fait fermer le club du Panthéon, 99. — Refuse d'accepter la démission de Benezecq, 100. — Rappelle les conventionnels en mission, *ib.* — Insti-tue le ministère de la police, 101. — Ses dispositions à l'égard de la presse, 102. — S'entoure d'un certain appareil, 103. — Ses embarras financiers, 106. — Crée les *mandats*, 109. — Brise la planche des assignats, 110. — Donne cours forcé aux *mandats*, 111. — Ferme la Bourse de Paris, 112. — Conspiration dirigée contre lui par Babeuf, 116. — Dissout la légion de police, 118. — Ordonne l'instruction du procès de Babeuf, 120. — Sa réponse à l'ouverture insignifiante faite par l'Angleterre, 121. — Ses plans, 124. — Fait quelques changements dans le commandement des armées, 125. — Approuve les projets de Hoche pour la pacification de la Vendée et de la Bretagne, 128. — Fait un don national à Hoche, 133. — S'oppose à toute transaction avec Charette, 138. — Déclare que l'armée de l'Océan et son chef ont bien mérité de la patrie, 139. — Bonaparte lui envoie les drapeaux pris sur l'ennemi dans sa rapide campagne en Piémont, 159. — Bonaparte lui envoie d'Italie quelques millions de francs, 185. — Approuve les idées de Bonaparte, 208. — Veut que Bonaparte châtie Rome et Naples, 209. — Gènes soumise par Bonaparte envoie vers le Directoire pour s'entendre sur différents points, 215. — Renouvelle à Bonaparte le témoignage de sa confiance, 244. — Ses embarras financiers, 247. — Prend des mesures qui amènent la fin du

papier monnaie, 252. — Ses nombreuses ressources difficiles à réaliser, 256. — Marche de son gouvernement, 258. — Obtient l'autorisation de faire des visites domiciliaires à la suite de l'attaque du camp de Grenelle, 261. — Son projet de quadruple alliance avec les puissances du Midi, 262. — Renouvelle le pacte de famille avec l'Espagne, 263. — Projette une expédition en Irlande, 264. — Fait la paix avec Bade et le Wurtemberg, 266. — Avec le Piémont, 267. — Ses négociations en Italie, 268. — Défauts de son plan de campagne en Allemagne, 327. — Ses embarras financiers, 331. — Ses rapports avec l'Europe, 331. — Pitt ouvre une négociation avec lui, 338. — Se fait représenter par le ministre Delacroix, 340. — Sa réponse aux propositions de l'Angleterre, 342. — Publie les notes de cette négociation, 343. — Politique avec les puissances italiennes conseillée par Bonaparte, 345. — Traite avec Naples et Gênes, 347. — Négocie avec le Piémont et donne pouvoir à Bonaparte de traiter avec Rome, 348. — Suite de sa négociation avec l'Angleterre, 356. — Envoie Clarke à Vienne pour négocier directement avec l'Autriche, 357. — Conditions qu'il offre à l'Autriche, 358. — Ses vues politiques désapprouvées par Bonaparte, 380. — Suite de sa négociation avec l'Angleterre, 383. — Exige l'*ultimatum* de lord Malmesbury, 389. — Rompt la négociation, *ib.* — Fait exécuter l'expédition d'Irlande, 390. — Cette expédition échoue, 393. — Achemine vers le Rhin la majeure partie de l'armée de l'Océan, 394. — Demande des lois sur les abus de la presse, 396. — Propose l'établissement d'un journal officiel, 397. — Son message sur le dénuement dans lequel les Conseils laissent le trésor, 398. — Ses ressources financières, 400. — Sa situation pendant l'hiver de 1796 à 1797. IX, 4. — Manière de vivre de ses membres, 7. — Ses opinions républicaines, 11. — Discorde entre ses membres, 14. — Délégué à une commission militaire les conspirateurs royalistes, 32. — Elections de l'an v hostiles au Directoire, 33. — Maintient les bons rapports avec l'Amérique, 41. — Décide d'envoyer un renfort de trente mille hommes à l'armée d'Italie, 47. — Désire la destruction du saint-siège, 48. — Sa politique à l'égard des gouvernements italiens, 72. — Écrit à Bonaparte qu'il ne doit point compter sur le concours des armées du Rhin, 85. — Approuve, mais avec regret, les préliminaires de Loben, 101. — Comment il juge la conduite de Bonaparte en

Italie, 138. — Consent à ouvrir une négociation avec l'Angleterre à Lille, 145. — Les élections de l'an v lui sont contraires, 146. — Sa stipulation en faveur du directeur sortant, 150. — Se soumet à tirer publiquement au sort le nom du membre sortant, 151. — Ses expédients pour subvenir aux dépenses forcées, 167. — Tient secrètes les révélations de d'Entraigues et de Duverne de Prisle, 183. — Ses divisions intestines, 184. — La majorité se décide à un coup d'Etat pour sauver la république, 187. — Compte sur les patriotes, 188. — Assuré de l'appui des armées, 190. — Ses motifs pour préférer Hoche à Bonaparte, 196. — Opère quelques changements dans le ministère, 200, 208. — Hâte l'exécution de ses projets, 211. — Entrevue de Hoche avec lui, 218. — Demande un général à Bonaparte pour exécuter ses projets, 220. — Embarras que lui causent les adresses de l'armée d'Italie, 224. — Met Augereau à la tête des forces de Paris, 227. — Ses négociations avec les puissances de l'Europe, 228. — Bonaparte en réfère à lui sur les notes présentées par l'Autriche, 234. — Ses plénipotentiaires à Lille, 233. — Ses premières conditions pour faire la paix avec l'Angleterre, 236. — Autorise une négociation particulière entre lord Malmesbury et M. Maret, 238. — Opinions des cinq directeurs sur les offres de l'Angleterre et la conduite à tenir envers l'Autriche, 241. — Veut consulter ses alliés sur les propositions de l'Angleterre, 245. — Ses préparatifs contre les Conseils, 248. — Son message énergique en réponse aux plaintes des Conseils, 251. — Son plan définitif contre la majorité des Conseils, 262. — Recourt à Hoche pour avoir des fonds, 266. — Ses craintes, 269. — Donne les ordres pour la mise à exécution du projet arrêté contre la majorité des Conseils et la minorité du Directoire, 274. — Frappe le coup d'Etat dit du dix-huit fructidor, 275. — Son message aux deux Conseils, 281. — Dispositions propres à renforcer son autorité, 286. — Envoie au corps législatif pour hâter le vote des Anciens, 288. — Ses premières mesures, 292. — Le silence de Bonaparte l'inquiète, 295. — Réunit sous le commandement de Hoche les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, 297. — Fait faire de magnifiques obsèques à Hoche, 299. — Donne à Augereau le commandement de l'armée d'Allemagne, vacant par la mort de Hoche, 301. — Son projet de dépenses et de recettes pour l'an vi, 302. — Ses

nouvelles exigences dans les négociations de Lille et d'Udine, 311. — Ses espérances, 313. — Refuse la démission de Bonaparte, 315. — Insiste pour donner à la république cisalpine la Constitution française, 318. — Refuse les renforts demandés par Bonaparte, 328. — Reçoit le traité de Campo-Formio, suite d'une obéissance formelle à ses ordres, 338. — Ratifie ce traité, et nomme Bonaparte général en chef de l'armée d'Angleterre, 340. — Fait une réception triomphale à Bonaparte, 346. — Donne un magnifique drapeau à l'armée d'Italie, 350. — Ses rapports avec Bonaparte, 355. — Prend de grandes dispositions pour effectuer la descente en Angleterre, 361. — Retire à Augereau le commandement de l'armée d'Allemagne, 372. — Appuie le parti républicain modéré en Hollande, 373. — Manque de sujets pour la diplomatie, 375. — Recommande une grande réserve à tous ses agents à l'étranger, 379. — Ses intentions sages et sincères, 380. — Donne ordre à Berthier de marcher sur Rome, 385. — Le remplace par Masséna, 387. — Rappelle celui-ci et envoie une commission chargée d'organiser la république romaine, 388. — Son intervention provoquée en Suisse, 392. — Prend les Vaudois sous sa protection, 394. — Envoie un agent chez les Suisses pour concilier les divers partis, 399. — S'occupe des nouvelles élections, 401. — On lui reproche injustement le système de bascule, 402. — Oppositions qu'il rencontre, 403. — Son influence sur les élections de l'an vi, 405. — Repousse la proposition de changer la Constitution, 407. — Bonaparte lui soumet son projet d'expédition en Egypte, 409. — Ses objections contre ce projet, 413. — Consent à l'expédition, 414. — Ses ordres à Bonaparte à la suite de l'insulte faite à Bernadotte par le peuple de Vienne, 422. — Envoie François de Neufchâteau aux conférences de Seltz, X, 67. — Envoie Sieyès à Berlin, 70. — Ses soucis pour diriger les cinq républiques instituées autour de la France, 76. — Conclut un traité d'alliance avec la Suisse, 81. — Se révolte des déprédations commises en Italie, 88. — Adopte pour le gouvernement de l'Italie le plan proposé par Larévollière, 89. — Maintient dans la Cisalpine la Constitution proposée par Trouvé, 94. — L'opposition lui conteste quelques-unes de ses prérogatives, 96. — Mesures financières, 97. — Prévoit le renouvellement de la guerre, 98. — Etablit la conscription, 99. — Obtient une le-

vée de 200 mille hommes, 100. — Demande 160 millions d'extraordinaires, 101. — Empêche la guerre entre la Ligurie et le Piémont, 105. — Donne à Championnet le commandement de l'armée de Rome, 106. — Déclare que le Piémont sera provisoirement administré par la France, 120. — Sa situation au moment où la guerre recommence avec l'Europe, 121. — Adopte le plan proposé par Larévollière pour l'administration des pays où résident des armées françaises, 125. — Destitue Championnet, 127. — Ses embarras financiers, 128. — Immense champ de bataille ouvert aux armées républicaines, 130. — Son projet de prendre l'offensive, 133. — Dissémination de ses forces, 134. — Nomme au commandement des diverses armées, 137. — Ses réponses aux plaintes de ses généraux, 141. — Ses notes relatives à la marche des Russes, 142. — La guerre est déclarée, 143. — Envoie à Jourdan l'ordre d'attaquer, 145. — Même ordre à Schérer, 158. — Effet funeste pour lui produit par les revers des armées et par l'assassinat des agents français, 170. — Reproches qu'on lui adresse, 171. — Ses membres appelés les *avocats*, 178. — Arrangement pris en faveur des directeurs sortants, 183. — Ses efforts pour réparer les revers des armées, 186. — Réunit des forces maritimes considérables dans la Méditerranée, 204. — Redoublement d'invektives contre lui après les revers éprouvés en Allemagne et en Italie, 217. — Embarras de ses finances, 222. — Rencontre une vive opposition de la part des Conseils, 223. — Les Conseils lui retirent une partie des pouvoirs attribués par la loi du 19 fructidor, 228. — Se propose de faire une réponse détaillée au message du conseil des Cinq-Cents, 226. — Dissolution de l'ancien Directoire par le remplacement de Treillard et la démission de Larévollière et Merlin, 230. — Composition du nouveau, 237. — Ses premières mesures, 240. — Décide diverses mesures révolutionnaires, 243. — Emprunt forcé, recrutement, loi des otages, 245. — Mesures limitant sa puissance, 247. — Ferme le club du Manège, 272. — Arrête les auteurs de onze journaux, 275. — Remplace Bernadotte dans son ministère, 280. — Envoie à Bonaparte l'ordre de revenir en Europe, 283. — Bonaparte lui est présenté le lendemain de son arrivée à Paris, 337. — Emprisonnement de ses membres auprès de Bonaparte, 339. — Veut lui faire accepter le commandement d'une armée, 348. — Projets formés contre lui par Bona-

- partie et ses partisans, 356.—18 brumaire, démission de Sieyès et de Roger Ducos, 366.—Démission de Barras, 369.—Fin du Directoire, 372.
- DIRECTOIRE SECRET DE SALUT PUBLIC.** Son institution secrète, ses moyens, son but, VIII, 145.—Sa conspiration, 146.—Cette conspiration dénoncée au ministre de la police, 149.
- DISSETTE.** Règne dans Paris, I, 107, 163, 184.—Ses causes pendant l'hiver de 1792 à 1793, III, 178.—Moyens proposés pour la terminer, 180.—Est extrême en 1793, 301, IV, 325.—Continue au commencement de 1794, V, 337.—La commune de Paris prend des mesures pour y parer, 340.—Attribuée aux modérés, 341.—Dure toujours pendant l'hiver de 1794 à 1795, VII, 51.—Augmente dans Paris, 73.—Scènes tumultueuses à son occasion, 80.—Générale dans toute l'Europe, 166.
- DISTRICTS.** Les électeurs de Paris se forment en soixante districts, I, 78.—Les départements sont divisés en districts, les districts en municipalités, 188.
- DIX AOÛT.** L'insurrection fixée pour ce jour, II, 223.—Préparatifs pour cette journée, 226.—Nuit du 9 au 10 août, et journée du 10 août 1792, 229.—Résultat de cette journée, 263.—Fête célébrée pour son anniversaire, IV, 347.
- DIX-HUIT BRUMAIRE.** Préparatifs pour cette journée, X, 354.—Arrangements pour la révolution à faire, 356.—Détails de cette journée, 360.—Détails de la journée du lendemain, 373.—Jugement sur cette révolution, 383.
- DIX-HUIT FRUCTIDOR.** L'opposition des Conseils rend cette journée inévitable; événements qui la précèdent, IX, 247.—Nuit du 17 au 18 fructidor, 274.—Coup d'Etat du dix-huit fructidor, 276.—Ses conséquences, 290.
- DIX-HUITIÈME DEMI-BRIGADE.** Se distingue à Lonato, VIII, 294.—Combat à Rivoli, 415.—Combat à la Favorite, 424.—Attaque bravement les Russes au pont de Lecco, X, 193.
- DJEZZAR, pacha d'Acre.** Séraskier de l'armée réunie en Syrie, X, 288.—S'enferme dans Saint-Jean-d'Acre, 292.
- DORSÉNT,** président de la section de la Cité. Sa mise en liberté réclamée par cette section, IV, 127.—Sa participation à la journée du 31 mai, 145.
- DOROMEU,** Fait partie de l'expédition d'Egypte, IX, 417.
- DOBROWSKY, général.** Commande la division polonaise à la bataille de la Trebbia, X, 209.—Bloque Serravalle, 257.
- DONAT (François).** Député par Venise vers Bonaparte pour l'apaiser, IX, 107.—Son entrevue avec Bonaparte à Gratz, 117.—S'adresse à Villélard pour mettre fin aux embarras du gouvernement de Venise, 129.
- DOPPET, général.** Bat les insurgés marseillais, V, 40.—Remplace Kellermann, 86.—Attaque les hauteurs de Sainte-Foy, 87.—Occupe Lyon, 90.—Remplace Carteaux au siège de Toulon, 248.—Remplace Turreau à la tête de l'armée des Pyrénées, 257.
- DORDRECHT.** Entrée des Français dans cette ville, VII, 22.
- DOSSENVILLE.** Condamné à la déportation, IX, 286.—Déporté à la Guyane, 289.
- DOULCET DE PONTÉCOULANT.** (Voyez PONTÉCOULANT.)
- DOUMÉAC, député aux Cinq-Cents.** Condamné à la déportation, IX, 285.
- DOUZE GERMINAL.** Insurrection des patriotes, VII, 106.—Les députés arrêtés à la suite de cette journée déferés à une commission militaire, 234.
- DOYRÉ.** Participe à la défense de Mayence, IV, 303.
- DRESNAY (comte du).** Se compose un régiment de Bretons faits prisonniers, VII, 271.—Fait partie de l'expédition de Quiberon, 272, 300.
- DROITS DE L'HOMME.** La déclaration en doit être placée en tête de la Constitution, I, 123.—Discussion de cette déclaration, 134.
- DROITS FÉODAUX ET SEIGNEURIAUX.** Leur abolition, I, 124.—Difficultés et discussions qu'entraîne la proposition de leur abolition, 127.
- DROUET, député à la Convention.** Reconnaît le roi à Sainte-Menehould, court à Varennes le faire arrêter, I, 281.—Tente d'arracher Lanjuinais de la tribune, IV, 172.—Echangé contre la fille de Louis XVI, VIII, 51.—Sa rentrée au corps législatif, 93.—L'un des quatre membres du Directoire secret de salut public formé par les patriotes, 115.—Conspire, 117.—Arrêté, 119.—Son évasion, 257.—Participe à l'attaque du camp de Grenelle, 260.—Fait partie du club du Manège, X, 268.
- DUBARRAN.** L'un des meilleurs membres du comité de sûreté générale, VI, 130.—Combat le décret sur les sociétés populaires, 333.—Son arrestation, VII, 235.
- DUBOIS, général.** Employé à la défense

- des lignes de Wissembourg, V, 29. — Commande la cavalerie des sections de Paris, VII, 226. — Commande les hussards à la bataille de Roveredo; sa mort, VIII, 307.
- DUBOIS**, médecin. Fait partie de l'expédition d'Egypte, IX, 417.
- DUBOIS-BERTHELOT**. Joint l'expédition de Quiberon avec ses chouans, VII, 278. — Sa participation à l'expédition, 284, 287.
- DUBOIS - CRANÇÉ**. S'oppose au *maximum*, III, 299. — Veut s'opposer aux motions sanguinaires faites aux Jacobins, 332. — Commissaire de la Convention auprès de l'armée des Alpes, IV, 193. — Sa position difficile à Grenoble, 206. — Ses mesures énergiques du côté des Alpes, 252. — Garde le cours supérieur du Rhône contre les Lyonnais, V, 7. — Commence le blocus de Lyon, 8. — Bombarde cette ville, 9. — Continue le bombardement, 31. — Reçoit l'ordre de donner l'assaut à Lyon, 68. — Position par lui prise devant Lyon, 79. — Dirige toutes les opérations du siège, 80. — Force de son armée, 86. — Fait enlever les hauteurs de Sainte-Foy, 87. — Veut prendre Lyon par la famine, 88. — Révoqué, 89. — Dénoncé par Couthon, 91. — S'entend avec les adversaires de Robespierre, 157. — De nouveau dénoncé par Couthon, et rayé de la liste des jacobins, 158. — Demande qu'il soit fait un rapport sur son compte, 183. — Sa proposition touchant les membres du comité de salut public, 233. — Demande une nouvelle épuration des jacobins, 343. — Propose d'exiger l'impôt foncier en nature, VII, 198. — L'un des cinq membres de la commission chargée de présider à la transition du gouvernement révolutionnaire au gouvernement directorial, 382. — Remplace Bernadotte au ministère de la guerre, X, 284. — Son empressement auprès de Bonaparte, 340.
- DUBOUQUET**, général. Occupe le passage du Chêne-Populeux, II, 337. — Se retire sur Châlons, 346.
- DUBUISSON**. Emissaire envoyé par les jacobins auprès de Dumouriez, IV, 37. — Dépopularisé par eux, V, 208. — Son arrestation, 234. — Son procès, 366.
- DUCHATEL**. Prononce le bannissement de Louis XVI, III, 246. — Cherche à soulever la Bretagne, IV, 195. — Son arrestation dans les environs de Bordeaux, V, 131. — Comparait devant le tribunal révolutionnaire, 153.
- DUCHATELET** (Achille). Met son nom au bas d'une adresse contre la royauté, I, 296.
- DUCHÈNE** (le Père). Journal rédigé par Hébert, IV, 124.
- UDCOS**. Rayé de la liste des vingt-deux sur la proposition de Marat, IV, 180. — Comparait devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Sa réponse à Boyer-Fontrède après leur condamnation, 161. — Sa mort, 162.
- DUCHOCQUET**, commissaire aux subsistances. Compris dans le procès des hébertistes, V, 366. — Sa mort, 371.
- DUFOURNY**, membre de la commission des six. Demande qu'il soit nommé un commandant général de la garde parisienne, IV, 139.
- DUFRICHE-VALAZÉ**. (Voy. VALAZÉ.)
- DUGOMMIER**, général. Remplace Duperet et dirige le siège de Toulon, V, 248. — Obtient un premier succès, 250. — Présent au feu dans l'attaque du fort de l'Eguillette, 252. — Commande l'armée des Pyrénées, VI, 53. — Ses succès, 54. — Prend Bellegarde, Fontarabie et Saint-Sébastien, 317. — Sa mort, VII, 28.
- DUGUA**, général. Commande une charge de cavalerie à la bataille de Tagliamento, IX, 66. — Fait partie de l'expédition d'Egypte, 418. — Sa participation à la bataille des Pyramides, X, 37.
- DUREN**. Paroles de ce député à propos du tribunal extraordinaire, III, 328. — S'oppose aux trop nombreux élargissements, VI, 245. — Veut continuer la discussion sur les accusations de Lecointre contre les membres des anciens comités, 282. — Son propos sur les *Crapauds du Marais*, 287. — Combat la loi contre les sociétés populaires, 348. — Demande qu'on publie les lettres qui prouvent le prétendu accord entre les jacobins et les émigrés, 379. — Dirige une sortie des jacobins attaqués dans leur salle par la jeunesse dorée, 381. — Accuse le comité de sûreté générale de n'avoir pas fait son devoir, 383. — Menace Clausel de l'assassiner, dénonce un écrit antirévolutionnaire, se fait mettre à l'Abbaye, VII, 53. — Dit qu'on trompe la Convention sur le compte des patriotes, 95. — Son rôle à la Convention pendant l'insurrection du 12 germinal, 111. — Décrété d'arrestation et envoyé à Ham, 117.
- DUNOIS**. Commande la division d'Angers dans l'armée républicaine aux ordres de Rossignol, V, 36. — Se met à la tête des sections insurgées con-

- tre la Convention le 13 vendémiaire, VII, 364.
- DUIAC.** Agent du comité de saint public, 11 sur la place de l'Hôtel de Ville le décret de mise hors la loi prononcé contre la commune, VI, 220. — Opère l'arrestation des officiers municipaux, 223.
- DUMAS.** Se place au côté droit de l'Assemblée législative, II, 10. — Répond à Vergniaud dans la discussion sur une motion tendant à déclarer l'Assemblée souveraine absolue, 467. — Insulté par le peuple, 2 6. — Député au corps législatif, VIII, 3. — Dédoué à Carnot, IX, 173. — Menace de l'opposition constitutionnelle, 204, 212. — Se sauve sur un avis de ses collègues, 278. — Condamné à la déportation, 285.
- DUMAS.** Président du tribunal révolutionnaire, se prépare à vider les prisons au moyen de la loi du 23 prairial, VI, 132. — Préside avec deux pistolets sur la table, 436. — Sa manière d'instruire les procès, 437. — Dédoué à Robespierre, 131. — Pousse à un nouveau 31 mai, 478. — Son arrestation décrétée par la Convention, 204. — Son arrestation, 223.
- DUMERBION, général.** Commande aux Alpes. Se laisse diriger par Bonaparte, VI, 53.
- DUMOLARD.** Soutient que l'Assemblée doit s'opposer à la présentation de pétitions par des citoyens armés, II, 427. — S'oppose à ce que certains pouvoirs soient conférés au Directoire, VIII, 46. — Sa motion sur les événements de Venise et de Gènes, IX, 177. — Condamné à la déportation le 18 fructidor, 283.
- DUMONCAU, général.** Commande une division en Hollande sous Brune, X, 266.
- DUMONT (André)** Membre du comité de sûreté générale après la chute de Robespierre, VI, 235. — Veut en vain faire entendre raison à la multitude entrée par violence dans la Convention, VII, 110. — Répond avec fermeté aux pétitionnaires des sections, 141. — Propose la déportation de Billaud, Collot, Barère et Vadier, 416. — Occupe avec courage le fauteuil pendant une partie de l'insurrection du 4^{er} prairial, 206.
- DUMOURIEZ.** Offre ses services après la déclaration de Pnitz, I, 291. — Appelé auprès de Dessart et de Narbonne. Son caractère, sa Vie, II, 56. — Forme un vaste plan militaire, 57. — Ministre des affaires étrangères, 58. — Ses premiers actes, 69. — Son entretien avec la reine, 69. — Informe l'Assemblée de la note de M. de Cobentzel, 69. — Rédige un rapport déclarant que la France se trouve en état de guerre, 71. — Son premier différend avec la Gironde, 72. — Lit à l'Assemblée un rapport détaillé des négociations de la France avec l'Empire, 116. — Refuse de donner le commandement général à Lafayette, 76. — Se brouille avec les girondins, 80. — Sa conduite relativement à la formation du camp de 20,000 fédérés sous Paris, 89. — Se charge de renvoyer les ministres girondins, 99. — Joint le portefeuille de la guerre à celui des affaires étrangères, 101. — Présente à l'Assemblée un rapport sur l'armée, 102. — Donne sa démission, 103. — Annonce son départ pour l'armée, 107. — Refuse aux jacobins de marcher contre Lafayette, 149. — Se rend à l'armée de Luckner qui le relègue au camp de Maulde, 278. — Désobéit à Luckner, 279. — Refuse de faire prêter à ses troupes le serment de fidélité à la loi et au roi après le 10 août, 281. — Se déclare pour la révolution du 10 août, 283. — Général en chef des armées du nord et du centre, 283. — Renonce au projet d'une invasion dans les Pays-Bas, pour s'opposer à l'invasion des Prussiens en France, 291. — Tient un conseil de guerre, 333. — Son plan de campagne contre les Prussiens, 331. — Défense de l'Argonne, 335. — Bat en retraite sur Sainte-Menehould, 347. — Sa lettre à l'Assemblée, 351. — Sa force au camp de l'Épine, 353. — Ses mesures énergiques après la canonnade de Valmy, 358. — Entre en négociation avec les Prussiens, 362. — Les poursuit avec mollesse, 364. — Ses dispositions après leur retraite, 365. — Importance du service par lui rendu à la France, 367. — Son premier plan de campagne, III, 61. — Se rend à Paris, 66. — Sa position à l'égard des partis, 67. — Se présente à la Convention, 116. — Se rend au club des Jacobins, 71. — Parallèle entre Danton et lui, 73. — Assiste à un repas des girondins chez Roland, 74. — Accueille une fête des artistes chez M^{lle} Candeille, 75. — Son entrevue avec Marat à cette fête, 77. — Ne s'entend ni avec les girondins ni avec les jacobins, 78. — Son plan militaire, 79. — Retourne à l'armée, 10. — Suite de ses opérations militaires, 100. — Prépare l'arrivée des approvisionnements, 108. — Se réjouit de la nomination de Pache au ministère de la guerre, 109. — S'établit en présence des Au-

trichiens postés sur les hauteurs en avant de Mons, 412. — Livre la bataille de Jemmapes, 413. — Sa conduite politique en Belgique, 420. — Y convoque une Convention nationale, 421. — Ses soins administratifs, 422. — Passe des marchés et fait des emprunts, 423. — Veut couper la retraite aux Autrichiens, 425. — Entre à Bruxelles, 426. — Refuse de se soumettre à un arrêté de la Convention, créant un comité des achats, 430. — Obligé de livrer ses agents, 433. — Désigné par les jacobins sous le nom de César Dumouriez, 434. — Prend Liège, 435. — Situation malheureuse de son armée, 436. — Impossibilité de chasser l'ennemi devant lui, 241. — Ses ménagements pour la Belgique, 283. — Se rend à Paris pour exprimer son mécontentement de l'anarchie excitée en Belgique par les Jacobins, 286. — Communique ses plans au comité de sûreté générale, et se retire à la campagne, 288. — Accusations dirigées contre lui, *ib.* — Ses illusions, 289. — Ses forces pour envahir la Hollande, 294. — Son plan d'invasion, 292. — Envahit la Hollande, 294. — Donne à Miranda l'ordre de continuer le siège de Maëstricht, 317. — Rappelé de la Hollande à la défense de la Belgique, 318. — Exerce en Belgique une dictature qui excite contre lui la colère des jacobins, 319. — Sa mise en accusation demandée par la section Poissonnière, 336. — Reçoit un témoignage de confiance de la Convention, 337. — Sa lettre à la Convention, IV, 2. — Reprend l'offensive en Belgique, 3. — Nécessité pour lui de donner une grande bataille, 4. — Ses dispositions avant la bataille, 5. — Livre la bataille de Nerwinde, 6. — Resté maître du champ de bataille, se croit vainqueur, 9. — La défaite de son aile gauche le décide à la retraite, 10. — Ne réussit pas à enlever la hauteur de Wommessem, 11. — Prend d'excellentes dispositions pour occuper la Belgique, 12. — Sa convention avec le colonel Mack, 13. — Ses projets de contre-révolution, 14. — Résiste à Danton envoyé auprès de lui par la Convention pour le ramener à d'autres sentiments, 16. — Evacue la Belgique, *ib.* — A de nouvelles conférences avec le colonel Mack, 17. — Traite avec l'ennemi, 18. — Sa conduite expliquée et justifiée par Danton devant la Convention et les jacobins, 21. — Effet des revers des Français sur son esprit, 26. — Son entretien avec des émissaires des jacobins, 27.

X.

— Mandé à la barre de la Convention, 30. — Ses hésitations, 31. — Sessentatives malheureuses sur Lille et Valenciennes, 32. — Reçoit, à la tête de ses hussards et de son état-major, les commissaires de la Convention, 33. — Refuse de se soumettre au décret de la Convention, 34. — Fait arrêter et livrer aux Autrichiens les commissaires envoyés vers lui, 35. — Sa tête mise à prix par la Convention, *ib.* — Donne rendez-vous au prince de Cobourg à Condé, 38. — Manque d'être arrêté par deux bataillons de volontaires, 39. — Abandonné de son armée, se réfugie dans le camp des Impériaux, 40. — Se retire en Suisse, 41. — Jugement sur lui, 42. — Parallèle établi entre lui et Custine par Foulquier-Tinville, V, 75.

DUMUY, général. Remplace Kellermann devant Lyon, V, 80.

DUNKERQUE. Les Anglais en entreprennent le siège, V, 2, 20. — Description du pays environnant, 21. — Sa défense vigoureuse, 22.

DUPERRET, député à la Convention. Reçoit une lettre des mains de Charlotte Corday, IV, 260. — Comparet devant le tribunal révolutionnaire, V, 453.

DUPRÉTIT-THOUARS, capitaine de vaisseau. Sa mort à la bataille d'Aboukir, X, 5.

DUPHOT, général. Tué par les troupes papales dans une émeute à Rome, IX, 381. — Sa dépouille mortelle outragée par la populace romaine, X, 440.

DUPIN, ancien fermier général. Son rapport envoie tous les fermiers généraux à la mort; reçoit Barère à Passy, VI, 157. — Décrété d'accusation, VII, 332.

DUPLAIN. Membre du comité de surveillance, II, 303, 382.

DUPLANTIER, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation le 18 fructidor, IX, 235.

DUPORT, de Nemours. Écrit contre la Constitution directoriale, VII, 340. — Député au corps législatif, VIII, 3. — Demande l'ajournement du choix des directeurs, 8. — Ne veut pas que le Directoire soit chargé de pourvoir au remplacement des fonctionnaires morts ou démissionnaires, 47. — Son serment de haine à toute tyrannie, 93.

DUPORT. Son influence sur le Parlement, I, 45. — Proteste, avec la minorité de la noblesse, contre une démarche de cet ordre, 62. — Son

- rôle dans l'association des Lameth et de Barnave, 117. — Son opinion touchant la Constitution, 139. — Se prononce contre la recherche des auteurs de machinations, 143. — Prétend qu'un message du roi doit être contre-signé par un ministre, 163. — Commis pour recevoir les déclarations du roi et de la reine, 288. — Conseille la cour, II, 10. — Tente un dernier effort avec les feuilants pour sauver le roi et la Constitution, 107. — Décide avec ses amis la fuite du roi à Gaillon, 202.
- DUPORTAIL**. Remplace Latour-du-Pin au ministère de la guerre, 249.
- DUPONT DUTERTRE**, avocat. Gardes des sceaux, I, 249. — Porte à la Législative le *veto* du roi sur la loi contre les émigrés, II, 23. — Décide le conseil à faire apposer le *veto* sur la loi contre les prêtres, 29. — Accusé de favoriser le projet d'un congrès, 53. — Donne sa démission, 55.
- DUPRAT**, député à la Convention. Compare devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Condamné à la déportation le 18 fructidor, IX, 285.
- DUQUESNOY**, général. Chargé par Jourdan d'attaquer Wattignies, V, 103. — Demande qu'une commission extraordinaire de quatre membres remplace tous les comités; fait partie de cette commission, VII, 215. — Veut qu'elle se hâte, 218. — Son arrestation, 225. — Sa condamnation et son suicide, 238.
- DURAND-MAILLANE**. La Montagne lui demande le concours de la Plaine contre Robespierre, VI, 200. — Demande que la liberté de la presse soit garantie, 257. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, VII, 332. — Propose un président de la république, 334.
- DURANTON**. Ministre de la justice, II, 61. — Consent à ce que le roi déclare l'état de guerre, 72. — Veut s'opposer à la lecture de la lettre de Roland au roi, 90.
- DURASOFF**, général russe. Commande une division, sous Korsakoff, en Suisse, X, 319. — Bataille de Zurich, 323.
- DURFORT** (Alexandre de). Vient de Mantoue auprès du roi et de la reine s'informer de leurs dispositions, V, 273. — Retourne à Mantoue, 274.
- DUROV**, député à la Convention. Attaque la conduite du comité de sûreté générale à l'égard des jacobins, VI, 353. — Veut faire entendre raison à la multitude entrée par violence dans la Convention, VII, 110. — Ne peut obtenir la parole pendant l'occupation de la salle des séances par la foule le 1^{er} prairial, 212. — Demande le rappel des députés arrêtés au 12 germinal, 214. — Membre de la commission extraordinaire destinée à remplacer tous les comités, 215. — Son arrestation, 221. — Décrété d'accusation, 228. — Sa condamnation, sa tentative de suicide, son supplice, 238.
- DUSSAULX**. Fait de vains efforts pour sauver les victimes du massacre des prisons, II, 317. — Nommé par Paris député à la Convention, III, 9. — Offre sa démission, IV, 176. — Rayé de la liste des vingt-deux, 180. — Rentre à la Convention à la tête des soixante-treize députés arrêtés après le 31 mai, VI, 389.
- DUSSAILLANT**. Conspiration de cet ancien noble, II, 175.
- DUTERTRE**, général. Se comporte mal avec les déportés à la Guyane dont il commande l'escorte, IX, 290.
- DUVAL**. Veut que le président de la Convention fasse cesser la domination de Robespierre, VI, 207.
- DUVAL**, général. Commande le camp de Lille, II, 288. — Arrête les fuyards dans la retraite de Dumouriez, 350.
- DUVERNE-DE-PRESLE**. Employé par les agents royalistes de l'intérieur, VII, 157. — Membre de l'agence, VIII, 144 : IX, 19. — Sa mission à l'étranger, 20. — Cherche à gagner la force armée de Paris, 30. — Son arrestation, 31. — Sa condamnation commuée par suite de ses révélations, 32. — Ses révélations, 181. — Condamné à la déportation, 286.
- ÉCOLE DE MARS**. Son rétablissement, VI, 50. — Robespierre compte sur son concours pour l'insurrection contre la Convention, 197. — Barras l'amène au secours de la Convention, 220.
- ÉCOLE NORMALE**. La Convention demande un projet pour fonder cette école, VI, 294.
- EDGEWORTH DE FIRMONT**. Confesseur de Louis XVI. Son entrevue avec le roi au Temple, III, 235. — Dit la messe au roi, 257. — L'accompagne dans le trajet du Temple à la place de la Révolution, 260. — Ses paroles au roi au pied de l'échafaud, 261.
- ÉGYPTE** (États de l'). Description de cette contrée, VIII, 164.
- ÉGYPTE**. Première idée de Bonaparte sur ce pays, IX, 328. — Une expédition dans ce pays préoccupe Bonaparte, 383. — Son immense importance reconnue par tous les grands

- génies, 409. — Idées de Bonaparte touchant ce pays, 411. — Objections du Directoire à l'expédition, 413. — L'expédition ordonnée, moyens mis à la disposition de Bonaparte et ses préparatifs, 415. — Etat de l'escadre destinée à porter les troupes, X, 4. — Route de Toulon à Alexandrie; prise de Malte, 4. — Entrée à Alexandrie, 12. — Description de l'Egypte, sa géographie, 43. — Sa fertilité, 16. — Ses caravanes, 18. — Ses habitants, Coptes, Arabes, Turcs, Mameluks, 49. — Route, dans le désert, d'Alexandrie au Caire; mécontentement des soldats, 29. — Combat sur le Nil et sur terre contre Mourad-Bey, 34. — Dispositions des Mameluks près du Caire, 36. — Bataille des Pyramides, 37. — Création de l'Institut d'Egypte, ses travaux, 48. — Bataille navale d'Aboukir, destruction de notre escadre, 51. — Effets causés en Europe par l'expédition d'Egypte, 60. — Conséquences funestes de la bataille d'Aboukir, 61. — Conquête de la haute Egypte par Desaix. Bataille de Sédiman, 286. — Expédition en Syrie par Bonaparte, 280. — Prise du fort d'El-Arisch et de Gaza, 291. — Commencement du siège de Saint-Jean-d'Acre, 292. — Bataille de Mount-Thabor, 295. — Retour de l'armée en Egypte, 300. — Bataille d'Aboukir, 305.
- EURENBREITSTEIN.** La démolition de cette citadelle consentie par l'empire germanique, X, 75.
- ELBÉE (d').** Mis à la tête de l'insurrection du Bocage, IV, 88. — Contribue à la prise de Thouars, 91. — Battu à Lugon, V, 14. — Inspire de la jalousie aux chefs vendéens par le titre de généralissime, 38. — Conserve ce titre inutile, 39. — Veut qu'on reste sur la rive gauche de la Loire, 147. — Blessé mortellement, 120.
- ELECTEURS.** Les électeurs de Paris, réunis à l'Hôtel de Ville, livrent des armes au peuple, I, 86. — Forment une municipalité, 87. — Souhaitent le commandant de la Bastille de laisser introduire dans la place un détachement de la milice parisienne, 96. — Cherchent à justifier Flesselles aux yeux du peuple, 98. — Informent l'Assemblée de la prise de la Bastille, 99. — Se partagent en diverses commissions, 106. — Décrètent l'amnistie générale, 114.
- ELECTIONS.** Premières élections des députés aux Etats-Généraux, I, 37. — Travaux de l'Assemblée nationale sur les élections, 189. — Mouvements à Paris et en France à l'époque des élections de la Convention, III, 8. — Préparatifs des élections de l'an IV; effervescence des partis, IX, 33. — De l'an V, 146. — De l'an VI, 404. — De l'an VII, X, 181.
- ÉLIE,** garde française. Cherche vainement à sauver la vie du gouverneur de la Bastille, I, 97.
- ÉLISABETH (madame).** Sa fuite, I, 276. — Partage les dangers du roi pendant la journée du 20 juin, II, 134. — Ses adieux à Louis XVI, 237. — Retenue pour déposer contre la reine, IV, 388.
- ELLIS.** Chargé de la négociation secrète de l'Angleterre en France, en 1797, IX, 235. — Quitte Lille, 313.
- EL-MONDHY.** Un imposteur prend ce nom et soulève les Egyptiens contre les Français, X, 299.
- EMBAUCHAGE.** Puni de mort, VIII, 45.
- ÉMERV,** député. Membre influent de l'opposition constitutionnelle, IX, 204, 256. — De la commission des inspecteurs, 268.
- ÉMIGRATION.** Commence, I, 104. — Devient considérable, 176. — Divisée en deux partis, 204. — Sagitte à Turin, 256. — Conspire, 258. — Se transporte à Coblenz, 259. — Préfère le concours de l'étranger au soulèvement des provinces du midi, *ib.* — Ses progrès incessants, 260. — Menacée d'une loi contre elle, 264. — Ajournement de cette loi, 268. — Lève des corps au nom du roi, 291. — Assiège l'Espagne de ses émissaires, II, 19. — Ses préparatifs militaires contre la France, 20. — Louis XVI entretient une correspondance secrète avec elle, 21. — Mesures que la Constituante avait prises contre elle, 22. — Frappée de divers décrets par la Législative, 23. — Le roi appose son *veto* sur ces décrets, 24. — Résiste à une proclamation de Louis qui l'invite à rentrer en France, 26. — Continue ses préparatifs et ses menaces, 33. — Inspire de la méfiance aux puissances étrangères par son emportement, 106. — Imagine un projet de fuite pour le roi, 203. — Inspire le manifeste du duc de Brunswick, 212. — S'introduit dans les armées étrangères en marche contre la France, 288. — Répand un grand nombre de faux assignats, III, 122. — Infecte Lyon de son esprit, IV, 253. — Entraîne la trahison de Toulon qui se livre aux Anglais, V, 10. — Ses promesses aux Lyonnais, 82. — Suit en foule Wurmer avant pénétré en Alsace, 239. — Une division d'émigrés se sauve bravement du Menin, pris par les républicains,

- en se faisant jour le ser à la main, VI, 64. — Recommence ses correspondances avec l'intérieur après la chute de Robespierre, 327. — Fournit peu de sujets pour faire la guerre à l'intérieur, VII, 35. — Liquidation des créanciers des émigrés, 72. — Ses intrigues contre les projets de M. de Puisaye, 154. — Montre plus de présomption que jamais, 180. — Décret contre les émigrés, 188. — Rentre en foule en l'an V, 250. — Ses vues sur l'est de la France, 258. — Impression qu'éprouvent les émigrés débarqués à Quiberon, en voyant les chouans accourus auprès d'eux, 279. — Défaite des émigrés de l'armée de Puisaye, 341. — Les émigrés faits prisonniers sont fusillés, 347. — Continue à rentrer en grand nombre, 328. — Mesures prises à l'égard des émigrés rentrés, 329. — Fait insurger Georges Cadoudal contre Puisaye, VIII, 67. — Mesures relatives à elle arrêtées par les Conseils, 90. — Les émigrés rentrent en grand nombre, IX, 159, 177. — Mesures contre les émigrés rentrants ou rentrés, 287.
- EMPIRE.** Les conclusions de la diète de l'Empire tendent à la paix après la campagne de 1794, VII, 34. — Ses vœux pour la paix en 1798, X, 65. — Ses prétentions à Rastadt, 73.
- EMPRUNT.** Necker en demande un de trente millions, I, 433. — Ne réussit pas, 451. — Emprunt forcé sur les riches pour nourrir les armées révolutionnaires, IV, 96, 403. — Répartition de l'emprunt volontaire et forcé d'un milliard, 371. — Mode d'exécution de cet emprunt, 373. — Les emprunts se remplissent avec rapidité, V, 476. — Suspension de l'emprunt volontaire ouvert dans les derniers jours de la Convention, VIII, 30. — Emprunt forcé de six cents millions en valeur réelle, 41. — Cet emprunt se perçoit difficilement, 106. — Taux des valeurs admises en acquittement de cet emprunt, 253. — Emprunt forcé et progressif de cent millions, X, 244.
- ENTRAIGUES (comité d').** Intermédiaire de la cour de Vérone auprès des royalistes de l'intérieur, VI, 327. — Révèle les secrets du prétendant à Bonaparte, IX, 182.
- ÉPAULETIERS (les).** Ce que c'était, V, 341. — Leurs menaces contre la Convention, 252. — N'osent point recourir aux armes, 359.
- ERAZZO.** Venise envoie ce sénateur auprès de Bonaparte pour le calmer, VIII, 204. — Son admiration pour Bonaparte, duquel il prédit qu'il exercera une grande influence sur sa patrie, 206.
- ERLACH (général d').** Commande les troupes bernoises, couvre Berne contre les Français, IX, 397.
- ERNOUF, général.** Jourdan lui laisse le commandement de l'armée du Danube après la bataille de Stokach, X, 154. — Se retire en désordre sur le Rhin, 165.
- ESCAUT.** Ouvert à la libre navigation par Dumouriez, III, 275.
- ESCHASSÉRIAUX, l'abbé.** Membre du comité de salut public après la chute de Robespierre, VI, 235.
- ESCUPIER.** Arrêté comme l'un des auteurs des agitations du Midi, VII, 234.
- ESPAGNAC (abbé d').** Employé par Dumouriez dans ses opérations financières en Belgique, III, 424. — Envoyé à Paris, 425. — Dérégé par l'Assemblée, 432. — Son intrigue financière avec quelques députés, IV, 335. — Sa spéculation sur les actions de la compagnie des Indes, V, 480. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 390. — Son procès, 391. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- ESPAGNE.** Demande du secours à la France, I, 245. — Doit rassembler vingt mille hommes pour agir contre la France, 274. — Déclare à la France que ses bonnes dispositions ne sont pas changées après l'arrestation de Louis XVI, 291. — Ne se prononce pas après l'acceptation de la Constitution par Louis XVI, II, 49. — Sa démarche en faveur de Louis XVI, III, 247. — Se dispose à entrer en guerre avec la France, 274. — La guerre commence, IV, 221. — Ses forces, 222. — Sa force maritime en 1794, VI, 57. — Persiste à faire la guerre à la France, 44. — Fait des propositions d'accommodement, VII, 44. — Ses propositions sont rejetées, 47. — Ses promesses aux royalistes, 266. — Fait la paix avec la France, 318. — Renouvelle le pacte de famille avec la France républicaine, VIII, 263. — Sa politique dirigée par le prince de la Paix, IX, 36. — Sa médiation entre la France et les puissances coalisées, X, 103.
- ESPRÉMÉNIL (d'), conseiller au Parlement.** Son caractère; son rôle dans sa compagnie, I, 45. — Dénonce le plan concerté contre les Parlements, 49. — Son arrestation, 22. — Fait adopter par la noblesse les motions

- les plus fougueuses, 43. — Propose de faire poursuivre le tiers-état par le procureur général, 68. — Poursuivi et blessé par le peuple, II, 210.
- ESTAING** (d'), amiral. Commandant de la garde nationale de Versailles. Son caractère. Ses remontrances à la reine, I, 158. — Instruit la ville de Versailles des dangers qui l'avaient menacée, 159. — Tiré de prison pour déposer dans le procès de Marie-Antoinette, V, 441.
- ÉTATS-GÉNÉRAUX**. Provoqués par un jeu de mots, I, 14. — Leur convocation promise pour 1792, 47. — Leur ouverture fixée au 1^{er} mai 1789, 23. — Leur ouverture, 42.
- ÊTRE SUPRÊME**. Décret de la Convention sur l'existence de l'Être Suprême, VI, 29. — Fête à l'Être Suprême, le 8 juin 1794. Description et détails, 143.
- EURE** (département de l'). Buzot et Gorsas cherchent à le soulever contre la Convention, IV, 194. — Donne le signal de l'insurrection, 195.
- EURE-ET-LOIR**. Ce département se révolte par suite de la misère et de son attachement au culte, III, 183.
- EUROPE**. Sa situation politique au commencement de 1790, I, 214. — Ses dispositions à l'égard de la France après la fuite du roi à Varennes, 291. — A l'ouverture de l'Assemblée législative, II, 48. — Ses projets après le 10 août, 286. — Forces qu'elle dirige contre la France, 287. — Sa surprise en apprenant la victoire des Français à Jemmapes, III, 447. — Son étonnement et son indignation en apprenant la mort de Louis XVI, 263. — Rompt tout entière avec la France, 268. — Ses fautes contre elle-même, 272. — Réflexions sur sa politique, 279. — Sa situation après la campagne de 1794, VI, 34. — Sa terreur de la conquête de la Hollande par les Français, VII, 24. — Sa situation après la campagne de 1795, VIII, 192. — Son état en 1795, IX, 36. — Mouvement dans les diverses cours pour former une nouvelle coalition contre la France, X, 62.
- ÉVÊCHÉ** (club de l'). Ce que c'était, IV, 45. — Dissous, 61. — Se reconstitue, 98. — Nomme une commission de six membres chargée d'imaginer les moyens de salut public, 136. — Ses résolutions à la veille du 31 mai, 138. — Se déclare en insurrection, 142. — Consomme l'insurrection, 147. — Arrête le plan de l'insurrection pour le 2 juin, 167. — Son accueil aux commissaires des assemblées primaires de France, IV, 340. — Refuse des mécontents après la chute de Robespierre, VI, 220. — Fait une adresse des plus dangereuses à la Convention, 340. — Chassé de l'évêché, s'établit au musée; déclare que les pouvoirs de la Convention sont expirés, 346. — Les jacobins dispersés se réunissent à ce club, 387. — Sa dissolution, VII, 84.
- ÉVÊQUE D'AUTUN**. (Voy. TALLEYRAND-PÉRIGORD.)
- ÉVÊQUE DE DOL**. Emmené par Puisaye pour l'expédition de Quiberon, VII, 272, 275.
- EXÉCUTIONS**. Grandes exécutions des détenus en juin 1794, VI, 133. — Commandées à Nantes par Carrier, 143. — A Lyon, Toulon, Orange, Bordeaux, Marseille, par Fréron, Barras et Maignet, 147. — Dans le Nord par Lebon, 148. — Ressentiment et indignation que la terreur fait naître, 152.
- FABRE**, député à la Convention. Disperse les rebelles de la Lozère, IV, 250. — Commissaire à l'armée des Pyrénées, V, 33. — Fait attaquer le camp des Espagnols, 235.
- FABRE D'ÉGLANTINE**. Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Un des orateurs favorisés des Jacobins, 74. — Son discours à la suite de l'accusation dirigée contre Marat et Robespierre, 89. — Semé d'agiotage, IV, 335. — Sa déposition perfide contre les girondins, V, 156. — Fait décréter que l'Etat liquidera la compagnie des Indes, 181. — Se laisse gagner par les auteurs de l'intrigue sur les actions de cette compagnie, et falsifie le décret qui en porte l'abolition, *ib.* — Dépopularisé, 206. — Dénonce Mallard, Ronsin et Vincent, 232. — Dénoncé aux jacobins par Hébert, 307. — Appelé à leur barre, 308. — Ses explications, 323. — Son arrestation, 329. — Transféré à la Conciergerie, 388. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- FARGUES**, membre du conseil des Anciens. Se rapproche de Bonaparte, X, 349. — Prele son concours à la révolution du 18 brumaire, 361.
- FAUBOURGS** (les). Se mettent en mouvement, I, 164. — Celui de Saint-Antoine attaque le donjon de Vincennes, 263. — Il demande à se réunir en armes le 20 juin pour présenter une pétition, II, 422. — Fait la journée du 20 juin, 428. — Ajourne une insurrection fixée d'abord au

- 26 juillet, 209. — Leur participation à la journée du 40 août, 238. — Grand tumulte dans ceux Saint-Antoine et Saint-Marceau à l'occasion de la mise des habitants de Paris à la ration, VII, 80. — Font avec les patriotes l'insurrection du 12 germinal an III, 107. — Leur participation à l'insurrection du 1^{er} prairial, 204. — Le faubourg Saint-Antoine devient le centre des insurgés, 224. — Les patriotes s'y retranchent, 229. — S'ameutent contre Bonaparte le 48 brumaire, X, 366.
- FAUCHÉ-BORGL.** Sa tentative pour séduire Pichegru, au nom du prince de Condé, VII, 260.
- FAUCHET,** prêtre constitutionnel. Demande l'abolition de la peine de mort, III, 474. — L'un des 22 députés dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59. — Donne sa démission, sur le vœu exprimé par le comité de salut public, 475. — Impliqué dans le procès de Charlotte Corday, 204. — Comparet devant le tribunal révolutionnaire, V, 453. — Son maintien en entendant sa condamnation, 461. — Sa mort, 462.
- FAUJAS DE SAINT-FOND.** Intermédiaire des constitutionnels auprès de La Révellière, IX, 207.
- FAURE.** Son opinion sur la mise en jugement de Louis XVI, III, 473.
- FAUSSE-LENDRY** (madame). Veut suivre en prison son oncle, l'abbé de Rastignac, II, 307.
- FAVORITE** (la). Bataille de ce nom livrée le 16 janvier 1797, VIII, 424.
- FAYRAS** (marquis de). Son arrestation, I, 402. — Son prétendu complot, 493. — Sa condamnation, 201. — Sa mort, 202.
- FAYAU,** député à la Convention. Son arrestation pour avoir été l'un des exterminateurs de la Vendée, VII, 221. — Décreté d'accusation, 228.
- FAYPOULT.** Ministre des finances, VIII, 47. — Membre de la commission chargée d'organiser la république romaine, IX, 388. — Sage Constitution donnée à cette république, X, 86. — Sa nouvelle mission à Milan, 89. — Chargé de la partie financière à Naples, 129.
- FÉDÉRALISME.** Origine de ce mot, appliqué aux projets des girondins, III, 17. — Son centre à Caen et à Rennes, IV, 496. — Lève une armée départementale, 202. — Incertitude de ses chefs, 234. — Refroidissement dans le zèle des départements insurgés, 241. — Echec de ses troupes à Vernon, 243. — Dispersion des insurgés de la Lozère, 250. — Sa situation à la fin de juillet 1793, 254. — Sa fin, 295.
- FÉDÉRATION.** Une fédération générale de la France, décidée par la municipalité, I, 231. — Le serment civique objet de cette fédération, 232. — Toute la population prend part aux travaux du Champ-de-Mars pour la fête de la fédération, 234. — Description de la fête, 235. — Fête de la fédération du 14 juillet 1793, II, 481. — Fête de la troisième fédération, le 40 août 1793, IV, 347. — Caractère de cette troisième fédération, 351.
- FÉDÉRÉS.** De quoi ils se composaient en 1792, II, 184. — Se déclarent prêts à l'insurrection, 485. — Parcourent les rues et arrachent les cocardes de ruban, 212. — Aveu d'un fédéré, III, 92. — Leur renvoi demandé par Choudieu, 320.
- FEMMES.** Envahissent l'Hôtel de Ville, I, 463. — Marchent sur Versailles, 464. — Se précipitent dans l'Assemblée nationale, 466. — Douze d'entre elles sont introduites auprès du roi, 467. — Elles sont attendries par l'accueil qu'il leur fait, 468. — Sont sur le point de s'entre-déchirer, ib. — Occupent la salle de l'Assemblée, 469. — Participent à la journée du 20 juin, II, 429. — Veulent demander le *maximum* à la Convention, III, 302. — Commencent le pillage des boutiques des épiciers, 301. — Portent le désordre dans les tribunes de la Convention, IV, 408. — Jouent un grand rôle dans les séances de l'assemblée de l'Évêché, 436. — Leur enthousiasme pour Robespierre, VI, 407. — Se liguent avec la jeunesse dorée dans les salons de Paris, pendant l'hiver 1794 à 1795, 334. — Leur costume, 335. — Celles des tribunes appelées les *furtes de guillotine*, 381. — Leurs murmures à l'enlèvement des bustes de Marat et Lepelletier, VII, 59. — Font une émeute à la suite d'une distribution insuffisante de pain, 402. — Leur participation à l'insurrection du 12 germinal, 414. — Leur participation à l'insurrection du 1^{er} prairial, 203. — Envahissent les tribunes de la Convention, demandent du pain à grands cris, 205. — En sont chassées à coups de fouet, 207. — La Convention leur interdit l'accès des tribunes, 323.
- FÉRAUD,** député à la Convention. S'élève contre l'établissement du tribunal extraordinaire, III, 339. — Veut vainement s'opposer à l'irruption de la foule dans la salle de l'Assemblée, VII, 209. — Sa mort, 210. — Sa tête promenée dans la salle des séances au bout d'une baïonnette, 212. —

- Séance funèbre de la Convention en son honneur, 236.
- Ferdinand**, archiduc, grand-duc de Toscane. Un des premiers princes de l'Europe à reconnaître la république française, VIII, 164. — Envoie son ministre Manfredini à Bonaparte entré en Toscane, 217. — Fait une réception magnifique à Bonaparte à Florence, 218.
- Ferrino**, général. Reçoit le commandement de la droite de Moreau, VIII, 231. — Chargé de suivre les corps détachés des Souabes et de Condé, 232. — Commande la droite à la retraite de Moreau, 325. — Commande la droite à l'armée du Danube sous Jourdan, X, 146. — Sa participation à la bataille de Stokach, 151. — Commande l'aile droite de Masséna, postée sur la Limmat, 190.
- Fermont**. (Voyez Deffermon.) Occupe momentanément le fauteuil à l'ouverture de la séance du 31 mai, IV, 444. — Ajouté à la liste des vingt-deux, 180.
- Ferrand**, député à la Convention. Chargé de commander la force armée sous Barras, VI, 217.
- Ferrand**, général. Commande la gauche à la bataille de Jemmapes, III, 412. — Fait échouer la tentative de Dumouriez sur Valenciennes, IV, 33. — Défend cette place contre les Autrichiens, 343. — Son refus d'attaquer le corps d'investissement de Maubeuge, au bruit du canon de Wattignies, 407. — Employé à l'armée du Nord, en 1794, IV, 64.
- Ferrand-Vaillant**, député. Admis aux Anciens, malgré la loi du 3 brumaire, IX, 158. — Condamné à la déportation, 285.
- Ferrare**. Cette Légation est prête à se soulever contre le pape, VIII, 210. — Son indépendance reconnue par le saint-siège, 217. — Demande à Bonaparte son organisation en république, 351. — Incorporé à la république Cispadane, IX, 53. — Entre dans la formation de la république Cisalpine, 318.
- Ferrette**, général. Employé à la défense des lignes de Wissembourg, V, 29.
- Fersen** (de). Se déguise en cocher pour mener la voiture des enfants de France, I, 277. — Représente la Suède au congrès de Rastadt; Bonaparte refuse de le recevoir, IX, 344.
- Feuillants** (club des). Sa fondation, I, 214. — Réunion des constitutionnels, II, 13. — (Voy. CONSTITUTIONNELS).
- Fidèles** (les). Association formée par les royalistes, IX, 22.
- Fiévée**. Écrit contre la Constitution directoriale, VII, 340.
- Finances**. Leur détresse, I, 132. — Deux jours par semaine leur sont consacrés par l'Assemblée, 152. — L'Assemblée continue à s'en occuper, 222. — Leur état en 93, IV, 321, 362. — Opérations financières pour réduire la masse des assignats en circulation, 372. — Abolition des compagnies de finances, 374. — Leur situation pendant la terreur, V, 176; VI, 86. — Leur état déplorable après la chute de Robespierre, 266. — La Convention cherche à les améliorer, 360. — Leur situation au commencement de 1795, VII, 191. — Au milieu de l'année, 241. — Leur détresse à l'installation du Directoire, VIII, 13. — Le Directoire s'occupe d'un plan de finances, 16. — Plan proposé par le Directoire, 31. — Projet arrêté par la commission des finances, 35. — Emprunt forcé, 41. — Ressources financières diverses, 43. — Embarras financiers, 406. — Embarras financiers du Directoire, 245. — Nombreuses ressources difficiles à réaliser, 256. — Leur détresse après les retraites des armées d'Allemagne, 334. — Améliorations qui y sont apportées pour l'an V, 400. — Finances de l'an V, IX, 165. — Projet de dépenses et de recettes pour l'an VI, 302. — Déficit de ce budget, 97.
- Finistère** (département du). Envois des fédérés pour protéger la Convention, III, 145.
- Flesselles**, prévôt. Promet des armes au peuple, I, 88. — Tué d'un coup de pistolet tiré du milieu du peuple, 98.
- Fleuriot**, maire de Paris. Dévoué à Robespierre, VI, 154. — Son appel à la barre de la Convention demandé par les comités, 199. — Se tient à la commune le 9 thermidor dès le matin, 200. — Appelé à la barre de la Convention, 205. — Sa réponse à la signification du décret portant l'arrestation de Henriot et son appel à la barre, 209. — Son arrestation, 223. — Sa mort, 225.
- Fleurs**. Victoire de ce nom remportée par Jourdan. Événements militaires avant et après la bataille, VI, 169.
- Florence**. Le grand-duc de Toscane y fait une réception magnifique à Bonaparte, VIII, 218.
- Florent-Guyot**. L'un des cinq membres de la commission de gouver-

- nement formée avant l'installation du Directoire, VII, 382.
- FLORENT**. Membre de la commission chargée d'organiser la république romaine, IX, 388. — Sage Constitution donnée à cette république, X, 88.
- FONCTIONNAIRES**. Décret qui les oblige à la résidence, I, 264.
- FONTENAY**. Les Vendéens s'en emparent, IV, 437, 225.
- FORESTIER**, député à la Convention. Mis en accusation après le 4^{er} prairial, acquitté, VII, 237.
- FORT PRÉTHIÈVRE**. Les républicains le rendent à Puisaye, VII, 286. — Les chouans battus s'y réfugient, 293. — Défend la presqu'île de Quiberon, 304. — Repris par les républicains, 306.
- FOSCARELLI**, provéditeur. Envoyé par Venise à Bonaparte pour l'empêcher d'entrer à Vérone, VIII, 202. — Se retire consterné de l'accueil de Bonaparte, 204.
- FORCUNÉ**, de Nantes. Chargé de l'exécution du décret de la Convention contre Lyon vaincu, V, 428. — Dépouille les églises de leur argenterie qu'il envoie à la Convention, 497. — S'entend avec les adversaires de Robespierre, VI, 457. — Sommé de se justifier devant les jacobins, écrit une lettre évasive, 458. — Rayé de leur liste, 459. — Décrété d'accusation, VII, 332. — Remplace Trouvé à Milan, X, 93. — Rappelé, 94. — Envoyé à La Haye, 243. — Son portrait, 271. — Remplace Bourguignon au ministère de la police, *ib.* — Calme Bernadotte disposé à faire une journée avec les patriotes, 279. — Son empressement auprès de Bonaparte, 340, 351. — Chef des *pourris*, 343. — Cherche à rapprocher Barras de Bonaparte, 350. — Son zèle pour secourir la révolution du 48 brumaire, 363. — Suspend les douze municipalités de Paris, 367.
- FORLON**, ancien intendant. Son caractère. Pendu par le peuple de Paris, I, 414.
- FORQUIER-TINVILLE**, accusateur public. Etabli entre Dumouriez et Custine un parallèle qui perd ce dernier, V, 75. — Griets qu'il allègue contre Marie-Antoinette, 145. — Mandé à la Convention, reçoit l'ordre d'arrêter tous les agitateurs, 355. — Fait arrêter les ultrarévolutionnaires, 362. — Ses calomnies contre les accusés, 368. — Son embarras en présence de Danton accusé, 390, 396, 398, 400. — Un propos de lui faisant connaître la domination de Robespierre, VI, 405. — Autre propos sur les prisons, 432. — Son ardeur sanguinaire, 435. — Veut faire tomber 450 têtes en une décade, 439. Ses terreurs, 442. — Fait constater l'identité de Robespierre au tribunal révolutionnaire, 224. — Mis en accusation, 236. — On demande son jugement, 390. — Son supplice, VII, 202.
- FOURCROY**. Membre du comité de salut public, VI, 286.
- FOURIER**. Fait partie de l'expédition d'Égypte, IX, 417.
- FOURNIER l'Américain**. L'un des chefs des conciliabules qui se tiennent dans les faubourgs, II, 416. — Adjoint au comité insurrectionnel, 487. — Excite le faubourg Saint-Marceau pour le 40 août, 229. — Arrêté sur la dénonciation de Marat, III, 337. — Dénoncé par Garat comme un des chefs des agitateurs, 344.
- FOUSSEDOIRE**, député à la Convention. Propose de désarmer la garde nationale pendant l'insurrection du 49 germinal, VII, 416. — Arrêté et condamné à être détenu à Ham, 416.
- FOX**. Sa sympathie pour la révolution, III, 370. — Son opposition au système de guerre de Pitt, VI, 33. — Combat la politique de Pitt à l'égard de la France, VII, 473. — Proclame en plein parlement le droit d'insurrection, VIII, 79.
- FOY**, général. Commande l'artillerie à la bataille de Zurich, X, 324.
- FRANCASTEL**. Ce représentant est appelé de la Vendée, VI, 364.
- FRANCE**. Sa situation politique, morale et financière, sous Louis XVI et à l'époque de la révolution, I, 7, 31. — Se met tout entière en armes après le 4 juillet, 420. — Troubles et désordres, 421. — Son état alarmant en août 1793, 420. — Sa division en départements, 488. — État des esprits et situation politique au commencement de 1790, 492. — Troubles dans le midi en avril 1790, 209. — Son état politique à l'ouverture de l'Assemblée législative, II, 15. — Description de sa frontière est, 314. — Sa joie en apprenant les succès de Custine, III, 58, 66. — Sa situation militaire en octobre 1792, 63. — Remplie de joie par la victoire de Jemmapes, 417. — Déterreur par la mort de Louis XVI, 263. — Sa rupture avec toute l'Europe, 267. — Ses ressources au moment où elle déclare la guerre à la Hollande et à l'Angleterre, 277. — Sa force effective en entrant en campagne, 290. — Mécontentement des départements

après le 31 mai, IV, 492. — Une grande partie se soulève contre la Convention, 193. — Son état en juillet 1793, 207. — Forces qu'elle a à opposer aux coalisés, 215. — Sa position désespérante, 232. — Sa situation générale à la fin de juillet 1793, 254, 276. — Ses dangers extrêmes, 320. — Son état financier jusqu'en juillet 1793, 324. — Mise tout entière en mouvement, 356. — Son état financier en août 1793, 363. — Description de sa frontière au nord et à l'est, V, 4. — Son enthousiasme en apprenant les victoires des armées républicaines, 423. — Terreur générale, 469. — Sa situation financière pendant la terreur, 476. — Tableau de la France en novembre 1793, 202. — Sa joie de la prise de Toulon par les républicains, 254. — Sa soumission générale au comité de salut public, VI, 4. — Forces des puissances maritimes armées contre elle en 1794, 37. — Dispositions des puissances du continent envers elle, 39. — A douze cent mille hommes sous les armes, 47. — Sa situation intérieure au commencement de 1794, 81. — Terreur extrême inspirée par la domination de Robespierre, 132. — Disposition générale à se soulever, 151. — Son enthousiasme pour la victoire de Fleurus et l'occupation de toute la Belgique, 476. — Rapport sur sa situation fait le 7 thermidor an II, par Barère, 483. — Son ivresse en apprenant la chute de Robespierre, 230. — Il s'y forme un parti violent des mécontents, 261. — Et un parti réacteur, 262. — Tableau de sa situation déplorable sous les rapports des finances, des subsistances, du commerce, des manufactures, etc., 266. — Rapport de Robert-Lindet sur l'état de la France en septembre 1794, 290. — Sa brillante situation vers la fin de 1794, 328. — Inquiétude du parti révolutionnaire, 391. — Disposition générale des esprits à la paix, VII, 44. — Enthousiasme extraordinaire excité par la conquête de la Hollande, 24. — Fait la paix avec la Hollande, 131. — Avec la Prusse, 134. — Avec la Toscane, 139. — Pacifie la Vendée, 446. — Livrée à l'anarchie, 552. — Fait la paix avec l'Espagne, 319. — Adopte la Constitution directoriale et les décrets, 345. — Ses ressources à l'installation du Directoire, VIII, 39. — Sa situation satisfaisante contribue à lui faire supporter patiemment les sacrifices qui lui sont imposés, 94. — Son état intérieur vers le milieu de l'année 1796, 242. — Misère du gouvernement avec un

retour d'aisance chez les particuliers, 250. — Renouveau du pacte de famille avec l'Espagne, 263. — Sa situation après la retraite des armées d'Allemagne, 330. — Ses rapports avec l'Europe, 333. — Importance de l'acquisition des Pays-Bas, 336. — Sa joie en apprenant la victoire d'Arcole, 379. — Etat des esprits en janvier 1797, 395. — Sa gloire et sa grandeur après la campagne de 1796 en Italie, 434. — Entre en négociation avec l'Angleterre, IX, 444, 235. — Avantages de la paix de Campo-Formio pour elle, 336. — Ses rapports avec le continent en janvier 1798, 365. — Ses devoirs envers les républiques ses filles, 372. — Son intervention provoquée par les Vaudois contre Berne, 392. — S'empare du trésor de Berne, 400. — Sa situation intérieure depuis le 18 fructidor, 401. — Sa situation militaire au commencement de la campagne de 1799, X, 124. — Sauvée par la victoire de Zurich, 329. — Sa situation à la fin de la campagne de 1799, 332.

FRANCFORT-SUR-MEIN. Custine y entre, III, 59. — Les Autrichiens livrent cette ville à Jourdan par capitulation, VIII, 241.

FRANÇOIS I^{er}, roi de Hongrie et de Bohême. Succède à Léopold, II, 68. — Empereur d'Allemagne, se rend dans les Pays-Bas en 1794, VI, 60. — Envoie des plénipotentiaires à Léoben, IX, 92.

FRANÇOIS-DE-NEUFCHATEAU. Refuse le ministère quitté par Danton, III, 50. — Ministre de l'intérieur, IX, 309. — Directeur, 294. — Sort du Directoire, 408. — Plénipotentiaire aux conférences de Seltz, X, 67. — N'y peut rien conclure avec M. de Cobenzel, 69.

FRÉDÉRIC-GUILLEUME, roi de Prusse. Sa ligue anglo-prussienne, I, 212. — Renonce à cette ligue, 214. — Sa coopération promise à Louis XVI par Léopold, 274. — Fait en commun avec Léopold la déclaration de Pillnitz, 292. — Proteste de ses intentions amicales envers la France, II, 19. — Se rend à Mayence landis que ses troupes marchent contre la France, 287. — Vult l'expédition la plus hardie, 290. — Ses motifs pour battre en retraite, 364. — Passe le Rhin, IV, 215. — Assiège Mayence, 306. — Accorde une honorable capitulation à la garnison, 344. — Ne seconde pas l'ardeur de Wurmser, V, 5. — Se rend en Pologne, 424. — Prend de nouveaux engagements pour marcher contre la France, VI,

40. — Sa nouvelle ambition, VII, 134. — Son déplaisir de recevoir Sieyès en ambassade à Berlin, X, 74.
- FRÉRON.** Accuse Brissot de vouloir être dictateur, II, 478. — Nommé par Paris député à la Convention, III, 40. — Crainte et mécontentement que lui inspire le comité de salut public, VI, 142. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — Commissaire de la Convention à Toulon, fait mitrailler les habitants, 146. — S'entend avec les adversaires de Robespierre, 157. — Chargé de commander la force armée sous les ordres de Barras, 217. — Demande la liberté illimitée de la presse, 237. — Chef des journalistes, crée *l'Orateur du peuple*, 335. — Chef de la *jeunesse dorée*, VII, 47. — Echange des injures avec la Montagne à la tribune de la Convention, 53. — Demande le renvoi à leurs juges naturels des députés traduits devant la commission militaire, 237. — Continue sa mission dans le Midi, VIII, 91.
- FREY, frères.** Se livrent à l'agiotage, IV, 335. — Paraissent devant le tribunal révolutionnaire, 319. — Leur condamnation et leur mort, 402.
- FREYTAG, maréchal.** Commande une partie des forces coalisées dans le nord de la France, V, 20. — Sa position pendant le siège de Dunkerque, 21. — Attaqué par Houchard et obligé de se replier, 23. — Se retire sur Furnes après la bataille de Hondschoote, 25.
- FROMENTIN, général.** Commande une division sous Jourdan, V, 104.
- FROTTE (DE).** Chef royaliste en Normandie, IX, 20.
- FRUCTIDOR.** (Voy. DIX-HUIT FRUCTIDOR.)
- FOIÈRES.** Blessé à la bataille d'Aboukir, X, 307.
- GALBAUD, général.** Occupe le passage des Islettes, II, 338.
- GALEPPI, prélat.** Conclut avec Bonaparte le traité de Tolentino, IX, 53.
- GALIZOT.** Fait partie du comité insurrectionnel, II, 187.
- GALLO (marquis DE), ambassadeur de Naples à Vienne.** Plénipotentiaire de l'Autriche à Léoben, IX, 92. — Echange avec Bonaparte les ratifications des préliminaires de Léoben, 137. — Confère avec Bonaparte à Montebello, 228. — Renonce, de la part de l'Autriche, au congrès général de Berne, 229. — Désavoué par M. de Thugut, 230. — Ouvre les conférences à Udine, 329. — S'oppose à ce que Naples preigne l'initiative des hostilités contre la France, X, 107.
- GAMON, député à la Convention.** Essuie vainement de se plaindre de ce que les jacobins occupent en armes les tribunes de la Convention, III, 323.
- GANTHEAUME, contre-amiral.** Chef d'état-major de la marine dans l'expédition d'Egypte, IX, 418. — Reçoit l'ordre de mettre le *Nutren* et la *Carrère* en état de faire voile, X, 311.
- GARAT.** Parle en faveur de l'abolition des dîmes, I, 428. — Ministre de la justice, III, 50. — Son caractère, 148. — Signifie sa sentence à Louis XVI, 253. — Conduit lui-même au Temple le confesseur choisi par le roi, 255. — Son rapport sur le prétendu comité révolutionnaire, 340. — Son rapport, comme ministre de l'Intérieur, sur la situation des esprits dans Paris, IV, 128. — Questionne Danton sur ce que veut l'insurrection, 144. — Son rapport sur la situation de Paris fait le 31 mai au matin, 148. — Propose aux chefs de la révolution de s'annuler pour pacifier la France, 163. — Considéré comme modéré, 276. — Désigné au comité de sûreté générale, VII, 78. — Ministre de France à Naples, IX, 389. — Ne peut tenir aux mauvais traitements du cabinet napolitain, 421.
- GARAT, fameux chanteur.** Recherché dans les salons de la jeunesse dorée dans l'hiver de 1794 à 95, VI, 335.
- GARDA (lac de).** Par quelles eaux il est formé, VIII, 278.
- GARDANNE, général.** Traverse bravement le Mincio, VIII, 200. — Commande à Alexandrie assiégée par les Russes, X, 253.
- GARDE-NEUBLE.** Volé; bruits qui courent sur ce vol et sa destination, III, 6.
- GARDE NATIONALE.** Sa première origine, I, 88. — La milice bourgeoise prend le nom de garde nationale, 108. — Accusée d'aristocratie, 142. — La garde nationale de Paris veut entraîner Lafayette à Versailles, 164. — Celle de Versailles échange quelques coups de feu avec les gardes du corps, 168. — Reçoit la garde des Tuileries, 175. — Désarme les chevaliers du poignard, 263. — Remplit auprès des personnes royales un service qui la rend importune, 269. — Ne réussit pas à dissiper la foule en mouvement au Champ-de-Mars, 296.

- Dévouée à Lafayette, II, 40. — Accompagne Lafayette à son départ pour l'armée, 39. — Tous les états-majors dissous par décret de l'Assemblée, 453. — Un bataillon de celle de Paris a une rixe avec les Marseillais aux Champs-Élysées, 214. — Elle demande leur éloignement de Paris, 212. — Son organisation à l'époque du 10 août, 232. — Sa participation à la journée du 10 août, 241. — Sa désorganisation, III, 5. — Réorganisation, VII, 240. — Destitution de l'état-major de celle de Paris après le 13 vendémiaire, 374. — Rapport de Pichegru sur sa réorganisation, IX, 215. — Nouveau projet des Conseils pour l'organisation des gardes nationales, 247. — Réorganisation ajournée, 287.
- GARDES DU CORPS.** Donnent un repas aux officiers de la garnison de Versailles, I, 460. — Interviennent dans les journées d'octobre, 468. — Refus du roi de les rappeler, 491.
- GARDES FRANÇAISES.** Leurs dispositions, I, 79. — Quelques gardes françaises, enfermés à l'abbaye pour cause d'indiscipline, sont délivrés par le peuple, 80. — Font feu sur Royal-Allemand, 86. — Sont envoyés dans la garde bourgeoise, 88. — Veulent reprendre le service du roi, 458. — Dispersent les brigands, 472. — L'Assemblée ordonne leur réunion en corps de gendarmerie, II, 485.
- GARDIEN, député à la Convention.** Mis en accusation, IV, 486. — Comparet devant le tribunal révolutionnaire, V, 453. — Désavoue la commission des douze, 457. — Sa condamnation, 461. — Sa mort, 462.
- GARIN, écheleur.** Adjoint au comité insurrectionnel, II, 487.
- GARNIER, commissaire de la Convention.** Obtient la soumission du Jura, IV, 254.
- GARNIER, de l'Aube.** Reproche à Robespierre que le sang de Danton l'étouffe, VI, 207.
- GARNIER, général.** Commande une division à l'armée de Rome, X, 207.
- GARREAU.** Commissaire du Directoire auprès de l'armée d'Italie, VIII, 270. — Traité durement par Bonaparte, 384.
- GASPARIN.** Membre du comité de salut public renouvelé, IV, 291. — Donne sa démission pour cause de maladie, 383.
- GASTON, député.** Adresse des observations sévères à une députation de la commune, II, 275. — Commissaire de la Convention près l'armée des Pyrénées, V, 255. — Veut faire entendre raison à la multitude entrée violemment dans la salle de la Convention, VII, 410. — Crie victoire pour le triomphe des patriotes sur la Convention, 219.
- GASTON, perruquier.** Se met à la tête du soulèvement dans le Marais, IV, 84.
- GAUDIN, membre des Cinq-Cents.** Se rapproche de Bonaparte, X, 349. — Sa participation à la révolution du 18 brumaire, 375.
- GAULT.** Député aux Cinq-Cents admis malgré la loi du 3 brumaire, IX, 458. — Condamné à la déportation, 285.
- GAUTHIER.** Commissaire de la Convention à Lyon, IV, 493. — Révoqué, V, 89.
- GAUTHIER, général.** Détaché de l'armée de Schérer pour occuper la Toscane, X, 456. — Se joint à Macdonald, 207.
- GEFFROY, serrurier.** Arrête l'assassin de Collot d'Herbois, VI, 95. — La Convention lui décerne des remerciements, 97.
- GENDARMERIE.** Création de ce corps, II, 485. — Placée au Louvre et à l'Hôtel de Ville pendant la nuit du 9 au 10 août, 234.
- GÈNES.** Les Anglais s'emparent d'une frégate française dans son port, VI, 44. — Situation de cette république, VIII, 463. — Traite avec le Directoire, 347. — Renversement du gouvernement de cette république, IX, 435. — Consulte Bonaparte pour le choix d'une Constitution, 323. — Déclare la guerre au roi de Piémont, X, 105.
- GENÈVE.** Occupée par les troupes bernaises, III, 64. — Renvoie ces troupes, 65. — Réunie à la France, X, 82.
- GENSONNÉ.** Commissaire envoyé dans l'Ouest par l'Assemblée législative, II, 26. — Présente un rapport sur l'office de l'Empereur, 49. — Consulté pour la formation du ministère, 60. — Entre en correspondance avec le roi, 62. — Écrit une lettre sur la conduite à tenir par le roi, 305. — Son portrait, III, 44. — Fait partie du comité de Constitution, 51. — Reçoit de Dumouriez le conseil de se réconcilier avec Danton, 78. — Fait accorder les honneurs de la séance au conseil général de la commune mandé à la barre de la Convention, 93. — Soutient l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI,

239. — Demandé une instruction contre les auteurs des forfaits de septembre, 251. — Préside la séance où la Convention arrête l'organisation du tribunal extraordinaire, 328. — Se livre de bonne foi aux conférences entre les chefs des deux opinions, IV, 20. — L'un des vingt-deux girondins dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, 59. — Conseille aux girondins de mourir à leur poste, 169. — Décrété d'accusation, refuse de se soustraire à ses gardiens, 186. — Compareût devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Sa condamnation, 161. — Sa mort, 162.
- GEORGES CADOUAL.** Joint l'expédition de Quiberon avec ses chouans, VII, 278. — Ses vains efforts pour empêcher ses soldats de se débander, 292. — Se révolte contre Puisaye, VIII, 67.
- GERLE (dom).** Sa mollesse relative à la religion catholique, I, 205. — La retire, 206. — L'un des prophètes de la secte de la Mère de Dieu, VI, 108. — Porteur d'un certificat de civisme délivré par Robespierre, 127. — Arrêté, 128.
- GERMINAL.** (Voyez DOUZE GERMINAL.)
- GEROLA,** ministre autrichien. Instigateur secret des projets de l'aristocratie génoise contre les Français, VIII, 210. — Renvoyé de Gènes, 215.
- GERTRUYDENBERG.** Attaqué par les Français, III, 295. — Leur ouvre ses portes, 296.
- GILBERT-DESMOLIÈRES,** député. Son rapport aux Cinq-Cents sur le budget de l'an v, IX, 169. — Reproduit les mesures de finances rejetées par les Anciens, 171. — Condamné à la déportation, 285.
- GILLET,** représentant attaché aux armées républicaines en Vendée. Indigné de la destitution de Canclaux, V, 110. — Reçoit la direction de la force armée de Paris, VII, 228.
- GINGUENÉ.** Représentant de la France en Piémont, IX, 379.
- GIOT.** Son discours aux Jacobins sur les dangers qui menacent les sociétés populaires, VI, 345.
- GIRARDIN.** Se place au côté droit de l'Assemblée législative, II, 10. — Insulté par le peuple, 226.
- GIRRY DUPRÉ,** député girondin. Se rend à Bordeaux après l'échec des fédéralistes à Vernon, IV, 245. — Arrêté et envoyé à Paris, V, 131. — Enfermé à la Conciergerie, 137.
- GIRONDE.** Ce département donne l'un des premiers l'exemple de l'insurrection, II, 152. — Envoie des fédérés pour protéger la Convention, III, 143.
- GIRONDINS.** Origine de ce nom. Leur rôle dans l'Assemblée législative, II, 11. — Quelle dut être la destinée de ce parti, 15. — Sont pour la guerre, 46. — Se prononcent en faveur de Narbonne menacé de disgrâce, 52. — Appelés au ministère, 60. — Se brouillent avec Dumouriez, 80. — Redeviennent opposants, 83. — Leur puissance à son comble, 88. — Préfèrent une rupture avec le roi à l'incertitude, 90. — Renvoyés du ministère, 104. — Écrivent une lettre sur la conduite à tenir par le roi, 205. — Réintégré au ministère, 258. — Accusations dirigées contre eux par le peuple de Paris, 296. — Se rapprochent de Dumouriez, 342. — Presque tous nommés députés à la Convention malgré les efforts des jacobins, III, 8. — Se prononcent contre les excès de Paris, 10. — Leur situation à Paris, 16. — Accusés de fédéralisme, 17. — Reproches qu'ils adressent à la commune, 18. — Accusent Marat, Danton et Robespierre d'aspirer à la suprême puissance, 19. — Se prêtent peu aux tentatives de réconciliation avec leurs adversaires, 21. — Se rangent autour de Pétion; leurs projets, 16. — Leur première lutte avec les montagnards, 28. — Se placent au côté droit de la Convention, 45. — Proposent à l'Assemblée d'inviter Roland à garder son portefeuille, 50. — Conservent de la froideur à l'égard de Dumouriez, 68. — Se réunissent dans les salons de Mme Roland, 74. — Jugement sur leur conduite dans l'accusation dirigée contre Robespierre par Louvet, 102. — Applaudissent au succès remporté par Dumouriez à Jemmapes, 112. — Leur silence dans la question du procès de Louis XVI, 177. — Leur impression en voyant Louis XVI à la barre de la Convention, 197. — Leurs attaques contre les jacobins, 203. — Proposent l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, 222. — Adoptent presque tous l'amendement de Mailhe, en votant la mort du roi, 245. — Ne savent plus quels moyens employer pour sauver Louis XVI, 250. — Leurs inquiétudes après la mort du roi, 264. — Leur assiduité au comité de défense générale, 288. — Accusés des désordres de Paris, 306. — Leurs hésitations et leur impuissance, 314. — Perdent l'espoir d'enchaîner les factions avec les lois, 315. — Délibèrent paisiblement

- chez Pétion tandis que les jacobins menacent leur vie, 333. — Croient à un complot arrêté de la Montagne contre eux, 339. — Se prêtent de bonne foi aux conférences provoquées par Danton entre les chefs des deux opinions, IV, 20. — Sont regardés comme complices de Dumouriez, 36. — Leur réponse aux accusations dirigées contre eux, 37. — Danton leur déclare une guerre à mort, *ib.* — Dénoncés par les sections et les sociétés populaires, 45. — Dénoncés à la Convention par la section Bonne-Nouvelle, 48. — Accusés de complicité avec Dumouriez par Robespierre, 49. — Les sections demandent que vingt-deux d'entre eux soient expulsés de la Convention, 59. — Leur résolution de ne pas céder à leurs adversaires, 132. — Cherchent à se mettre à l'abri dans la nuit du 30 au 31 mai, 144. — L'huillier demande vengeance contre eux à la Convention, 158. — Accueillent l'idée suggérée aux chefs de la révolution de s'annuler pour pacifier la France, 166. — Leur dernier dîner, 168. — Se cachent chez Meilhan, 169. — Misen accusation, 180. — Jugement sur eux, 184. — Soulèvent les départements contre la Convention, 194. — Se rendent à Brest pour de là se retirer à Bordeaux, 244. — Sont accusés d'avoir armé Charlotte Corday, 261. — Leur procès renvoyé au tribunal révolutionnaire, 387; V, 78. — Soixante-treize mis en arrestation, 78. — Les fugitifs arrivent à Bordeaux, 130. — Lugubres divertissements des détenus à la Conciergerie, 138. — Leur procès, 149. — Se croient sauvés si on les laisse parler, 151. — Nom et âge des vingt-un girondins mis en jugement, 153. — Leur condamnation, 160. — Leur dernière nuit et leur exécution, 162. — Les survivants demandent leur réintégration à la Convention, VI, 389. — Réintégrés, VII, 77. — Fête commémorative en l'honneur des girondins morts, 236. — Les principaux se réunissent aux thermidoriens dans un banquet chez Tallien, 316. — Rendus suspects aux thermidoriens, 327. — Leur brouille avec les thermidoriens, 380.
- GORRE.** Evêque constitutionnel de Paris, V, 193. — Abdique l'épiscopat, 194. — Son arrestation, 364. — Sa condamnation et sa mort, 406.
- GONOT (Manuel).** (Voy. PRINCE DE LA PAIX.)
- GOGUILLAS (de).** Arrivé à Varennes après l'arrestation du roi ne peut le sauver, I, 283.
- GOMIER.** Directeur, X, 230. — Son installation, 233. — Dévoué aux patriotes, 269. — Se plaint du renvoi de Bernadotte, 280. — Son empressement auprès de Bonaparte, 340. — Souhaite de l'envoyer à l'armée, 345. — Ignore les projets formés pour la journée du 18 brumaire, 361. — Refuse de se rendre chez Bonaparte, 364. — Ses efforts pour résister à la révolution du 18 brumaire, 368. — Son altercation avec Bonaparte, 370.
- GOLTZ (baron de).** Plénipotentiaire de la Prusse à Bâle pour traiter de la paix avec la France, VII, 30. — Sa mort interrompt momentanément les négociations de Bâle, 126.
- GOMMAIRE,** député à la Convention. Mis en accusation, IV, 186.
- GORDON,** général piémontais. Commande l'aile gauche de l'armée du duc de Montferrat, V, 84.
- GORSAS.** Adjoint au comité insurrectionnel, II, 187. — Arrêté, III, 296. — Ses presses sont brisées par la populace, 325. — L'un des 22 girondins dont l'expulsion est demandée par les sections, IV, 59. — Engage les girondins à se cacher, 177. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 186. — Cherche à soulever le département de l'Eure, 194. — Quitte la Normandie pour se rendre à Bordeaux, 244.
- GOUGES (Olympe de).** Condamnée à mort pour des écrits prétendus contre-révolutionnaires, V, 164.
- GOUXON.** Demande que les accusations de Lecointre contre les membres des anciens comités ne soient point discutées, VI, 279. — Invite les jacobins à respecter la loi sur les sociétés populaires, 354. — Demande le remplacement des comités par une commission extraordinaire, VII, 215. — Son arrestation, 221. — Décrété d'accusation, 228. — Sa condamnation et son suicide, 238.
- GOUPIL DE PRÆFELN,** député. Se récrie contre la dictature de Mirabeau, I, 267. — Son arrestation au 18 fructidor, IX, 381.
- GOUPILLKAU,** député à la Convention. Porté à ménager les Vendéens, V, 14. — Lutte contre Rossignol, 45. — Rappelé, 46. — Membre du comité de sûreté générale après la chute de Robespierre, VI, 235.
- GOVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.** Son établissement, V, 56.
- GOVERNEMENT.** Décide avec ses amis la fuite du roi à Gaillon, II, 302.
- GOUVION.** Sa mort annoncée à l'Assemblée par Dumouriez, II, 102.

- GRAMMONT**, comédien. Agent des jacobins auprès des armées en Vendée, IV, 297. — Sa mort, V, 406.
- GRAND LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE**. Sa création en 1793, IV, 364. — Ses avantages, 365.
- GRAND-MAISON**. Membre du comité révolutionnaire de Nantes, condamné à mort avec Carrier, VI, 391.
- GRAND-MAISON**, député aux Cinq-Cents. Propose dans la séance tenue à Saint-Cloud, le 19 brumaire, de renouveler le serment à la Constitution de l'an III, X, 375.
- GRANET**, député de Marseille, demande la réincarcération des détenus élargis dont les répondants ne viendront pas donner leurs noms, VI, 245.
- GRANGENEUVE**, député à l'Assemblée législative. Exige un rapport contre l'auteur d'une insulte dirigée contre sa personne, II, 174. — Offre à Chabot de se tuer pour enflammer les esprits contre la cour, 188. — L'un des 22 girondins dont les sections demandent l'exclusion de la Convention, IV, 59. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 186.
- GRAYE**. Cette place résiste aux Français, VII, 10. — Sa reddition après une héroïque défense, 49.
- GRÉGOIRE** (l'abbé). Dénonce une lettre à l'Assemblée, I, 465. — Demande l'abolition immédiate de la royauté, III, 24. — Préside la Convention à la fin de la séance du 31 mai, IV, 157. — Refuse d'abdiquer l'épiscopat, V, 193.
- GRNELLE**. La poudrière prend feu, VI, 286. — Les patriotes attaquent le camp, VIII, 258.
- GRENIER**, général. Commande une division sous Schérer, X, 160. — Sa participation à la bataille de Magnano, 164.
- GRENOBLE**. Se soulève contre la Convention, IV, 197.
- GRENVILLE**, membre du cabinet de Pitt. Ses dispositions à la paix en 1797, IX, 144.
- GRIMOARD**, général. Les girondins auraient voulu le substituer à Dumouriez, II, 342.
- GRISONS**. S'en réfèrent à Bonaparte pour prononcer entre eux et les Valaisins, IX, 322. — Refusent de comparaître devant lui, 323. — Appellent les Autrichiens, X, 444. — De quoi se composent, 445. — Envahis par Masséna, 446.
- GROUCHY**, général. Commande avec Haxo la réserve de Canclaux, V, 40. — Destitué, 410. — Commande une division à la bataille de Novi, X, 256. — Reçoit six blessures à cette bataille, 261.
- GROUVELLE**, secrétaire du conseil exécutif. Lit à Louis XVI le décret de la Convention qui le condamne à mort, III, 254.
- GUADELOUPE**. Reste à la France, VI, 76.
- GUADET**, député. Son discours contre tout changement à la Constitution, II, 50. — Entre en correspondance avec le roi, 62. — Son opinion sur la lecture de Lafayette, 113. — Son discours sur la présence de Lafayette à Paris, 146. — Écrit sur la conduite à tenir par le roi, 205. — Obtient de Luckner l'aveu des propositions de Lafayette, 225. — S'oppose à l'idée de faire abandonner Paris par le gouvernement, 302. — Son portrait, III, 13. — Prend part à la discussion sur le procès de Louis XVI, 191. — Réussit presque à exclure les jacobins de la Convention, 203. — S'oppose à la création d'un tribunal sans appel, 323. — Se livre de bonne foi aux conférences entre les chefs des deux opinions, IV, 20. — Répond aux accusations dirigées contre les girondins par Robespierre, 56. — L'un des vingt-deux girondins dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, 59. — Ses paroles prophétiques, 107. — Propose la destitution des autorités anarchiques de Paris et la réunion d'une autre assemblée à Bourges, 110. — Siége comme secrétaire au commencement de la séance du 31 mai, 144. — Prononce des paroles irritantes, 154. — Mis en accusation, 180. — En arrestation, 186. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 204. — Quitte la Normandie pour se rendre à Bordeaux, 244.
- GUASTALLA**. (Voy. PARMÉ.)
- GUDIN**, général. Commande une division à la bataille de Zurich, X, 347. — Défend la gorge du Saint-Gothard, 326.
- GUERRE**. Etat de l'armée en août 1790, I, 242. — Premiers préparatifs, II, 39. — Etat des armées à la fin de 1791, 44. — Division des partis sur la question de la guerre, 46. — Est imminente, 60. — Déclarée au roi de Hongrie et de Bohême, 74. — Premières opérations en Belgique, 77. — Etat des armées après le 10 août, 278. — Leur mauvaise situation, 288. — Situation militaire de la France en octobre 1792, III, 65. — Affaires

militaires en octobre et novembre, 406. — Situation malheureuse de l'armée de Dumouriez en Belgique, 436. — Situation de l'armée du Rhin, sous Custine, 439. — De celle des Alpes, 440. — Leur détresse générale, 444. — Leur état après la mort de Louis XVI, 281. — Événements militaires en Belgique, 286. — Forces effectives en entrant en campagne, 290. — Revers, 316. — Disposition de l'armée de Dumouriez, IV, 31. — Elle l'abandonne, 40. — Mesures prises par la Convention pour trouver des hommes et de l'argent, 401. — Revers dans le nord et en Vendée, 437. — Situation militaire de la France en 1793, 213. — Etat de l'armée du Nord et de celle de la Moselle, *ib.* — Du Rhin, 214. — D'Italie, 218. — Des Pyrénées, 224. — De la Vendée, 224. — Echec des Vendéens devant Nantes, 218. — Victoire sur les Espagnols, 251. — Revers en Vendée, 300. — Siège de Mayence, 303. — Inaction des armées du Rhin et de la Moselle, 312. — Evacuation de Mayence, 314. — Siège et perte de Valenciennes et de Condé, 315. — Evacuation du camp de César, 345. — Mouvement des armées en août 1793, V, 4. — Etat de l'armée du Rhin, 3. — Commencement du siège de Lyon, 6. — Défaite des Vendéens à Luçon, 14. — Marche des troupes ennemies en août et septembre 1793, 20. — Victoire de Hondschoote, 24. — Revers dans le Nord, 26. — Echecs de l'armée des Pyrénées, 31. — Mise à exécution du plan de campagne dans la Vendée, 35. — Causes des revers éprouvés en Vendée, 46. — Organisation de l'armée de l'Ouest, 66. — L'armée des Alpes repousse les Piémontais, 83. — Réflexions au sujet des progrès de l'art de la guerre, 97. — Suite des opérations à la frontière du Nord, 101. — Victoire de Wattignies, 106. — Suite des opérations en Vendée, 109. — Les lignes de Wissembourg prises par l'ennemi, 123. — Jonction des armées du Rhin et de la Moselle, 242. — Les Autrichiens chassés de la frontière, 244. — Opérations insignifiantes de l'armée d'Italie, 245. — Siège et prise de Toulon par les républicains, 246. — Revers aux Pyrénées, 253. — Événements importants en Vendée, 257. — Coup d'œil général sur la campagne de 1793, 285. — Préparatifs en France de 1793 à 1794, pour la levée, l'équipement et l'armement des armées de terre et de mer, VI, 47. — Premiers événements de la campagne aux Pyrénées, 53. — Succès aux Pyrénées, 55. — Aux Al-

pes et vers l'Italie, 57. — Echecs au Nord, 59. — Victoire de Turcoing, 70. — Fin de la guerre en Vendée, 73. — Guerre en Bretagne contre les chouans, 74. — Révolte de Saint-Domingue, *ib.* — Perte de la Martinique, 76. — Combat naval du 4^{er} prairial an II, destruction du *Vengeur*, 79. — Reprise des opérations militaires en juin 1794, 464. — Formation de l'armée de Sambre-et-Meuse, 466. — Première affaire de cette armée, 467. — Victoire de Fleurus. Événements avant et après la bataille, 469. — Longue inaction, 299. — Reprise de Condé, Valenciennes, Landrecies et le Quesnoy, 300. — Vertus militaires des soldats de cette époque, 301. — Succès des premières opérations de Pichegru, 303. — Mouvements de l'armée du Nord. Bataille de l'Ourlthe, 304. — Bataille de la Roër, 307. — Passage de la Meuse par Pichegru, 312. — Mouvements et succès des armées de la Moselle et du Haut-Rhin, commandées par Michaud, 314. — Situation de l'armée des Alpes, 315. — Succès de l'armée des Pyrénées, 316. — Suite de la guerre de la Vendée, 347. — Situation de l'armée en Belgique à la fin de 1794, VII, 4. — Prise de Nimègue, 5. — Projets pour la conquête de la Hollande, 9. — Invasion de la Hollande, 11. — Prise de l'île de Bommel, 12. — L'armée française se répand en Hollande par divers points et occupe tout le pays, 18, 23. — Suite des opérations militaires en Espagne, 28. — Résultats de la campagne de 1794, 29. — Etat de l'armée de Canelaux en Vendée, 36. — Etat des armées après les événements de prairial an III, 253. — Opérations de Jourdan, Moreau, Pichegru et Kléber dans le Nord; *ib.* — Fâcheuse situation de l'armée des Alpes sous Kellermann, 233. — Position militaire en Espagne, 237. — Forces insuffisantes de Hoche en Bretagne, 268. — Expédition de Quiberon, 299. — Succès de Monecy en Biscaye, 318. — Passage du Rhin par Jourdan et Pichegru, 320. — Enthousiasme des armées pour la Constitution de l'an III, 345. — Fautes de Pichegru, 376. — Marche rétrograde de l'armée de Sambre-et-Meuse, 377. — Jourdan repasse le Rhin, VIII, 18. — Perte des lignes de Mayence, 30. — Reprise des hostilités en Vendée, 23. — Armistice sur le Rhin, 55. — Opérations de l'armée d'Italie, 56. — Bataille de Loano, 59. — Opérations en Vendée, 64. — Résultats de la campagne de 1793, 76. — Situation des armées au printemps de 1796, 423. —

Pacification de la Vendée et de la Bretagne, 127. — Ouverture de la campagne de 1796, 140. — Triste situation de l'armée d'Italie à l'arrivée de Bonaparte, 144. — Conquête du Piémont, 16. — L'armée d'Italie est déclarée par trois fois avoir bien mérité de la patrie, 161. — Conquête de la Lombardie, 173. — Bataille de Lodi, 178. — Passage du Mincio, 199. — Entrée des Français dans les États Romains et en Toscane, 214. — Suite de la guerre sur le Danube et sur le Rhin, 216. — Passage du Rhin par Moreau et suite des opérations militaires, 226. — Bataille de Rastadt, 232. — Etat de nos armées en Italie et en Allemagne en août 1796, 242. — Reprise des hostilités en Italie. Etat de l'armée française, 271. — Premiers succès des Autrichiens, 277. — Ligue sur l'Adige forcée par eux, 278. — Bataille de Lonato, 283. — Bataille de Castiglione, 289. — Opérations sur le Danube, 296. — Bataille de Neresheim, 298. — L'armée de Sambre-et-Meuse repoussée par l'archiduc, 300. — Suite de la guerre d'Italie, 303. — Bataille de Rovereto, 306. — Marche de Bonaparte sur la Brenta, 310. — Bataille de Bassano, 312. — Bataille de Saint-Georges, 315. — Nouvel échec de l'armée de Sambre-et-Meuse à Wurtzbourg. Retraite, 316. — Retraite de Moreau, 322. — Bataille de Biberach, 324. — Extrême danger de l'armée d'Italie, 344. — Insuffisance des forces de Bonaparte, 355. — Combat de Caldiero, 363. — Situation désespérée de l'armée française, 364. — Bataille d'Arcole, 370. — Expédition d'Irlande, 390. — Rendition du fort de Kehl, 403. — Reprise des hostilités en Italie, 405. — Description du champ de bataille de Rivoli, 412. — Bataille de Rivoli, 417. — Bataille de la Favorita, 424. — Prise de Mantoue, 425. — Réflexions sur la campagne de 1796 en Italie, 427. — Reprise de la campagne en l'an VII, IX, 44. — Situation satisfaisante de l'armée de Sambre-et-Meuse, 45. — Etat peu satisfaisant de l'armée du Haut-Rhin, 46. — Renforts envoyés à l'armée d'Italie, 47. — Nouvelle campagne contre l'Autriche, 60. — Passage du Tagliamento, 63. — Combat de Tarvis, 68. — Marche sur Vienne, 85. — Passage du Rhin à Neuwied par Hoche, à Diersheim par Desaix, 103. — Chaud républicanisme de l'armée d'Italie, 194. — Esprit de l'armée du Rhin fidèle, mais froid, 194. — Bon esprit de l'armée de Sambre-et-Meuse, 195. — Fêtes données aux armées d'Italie par Bona-

parte le 14 juillet, 221. — Adresses énergiques de ces armées contre les royalistes, 223. — Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, réunies sous le nom d'armées d'Allemagne, commandées par Hoche, 297. — Augereau reçoit le commandement de l'armée d'Allemagne, 301. — Ce commandement lui est retiré, 371. — Joubert nommé au commandement de l'armée de Hollande, 375. — Les Français occupent Rome, 386. — Expédition en Suisse; Brunes s'empare de Berne, 392. — Expédition d'Egypte. (Voyez EGYPT.) Reprise des hostilités en l'an VII. Une armée napolitaine envahit les États Romains, X, 109. — Manœuvres de Championnet, 110. — Les Napolitains battus, 111. — Championnet rentre dans Rome, 113. — Conquête du royaume de Naples, 114. — Campagne de 1799. Etat de nos forces militaires et plans de guerre, 123, 132. — Invasion des Grisons par Masséna, 146. — Bataille de Stokach, 147. — Retraite de Jourdan, 154. — Distribution de nos armées en Italie, 156. — Forces ennemies, 157. — Premières opérations de Schérer, 158. — Combats sanglants sous Vérone, 160. — Bataille de Magnano, 162. — Retraite précipitée de Schérer, 165. — Masséna réunit le commandement de l'armée du Danube et d'Helvétie, occupe la ligne de la Limmat, 1. — Suite de la guerre en Italie. Arrivée de Souwarow, 191. — Moreau remplace Schérer dans le commandement. Bataille de Cassano, 193. — Retraite de Moreau au delà du Pô et de l'Apennin. Détails de cette belle opération, 193. — Combat sur la Limmat en Suisse, 204. — Essai de jonction entre l'armée de Naples et celle de Moreau, 208. — Bataille de la Trebbia, 211. — Ses suites funestes. Retraite de Macdonald, 215. — Reprise de la campagne. Mouvements de Masséna vers les Grandes-Alpes, 251. — Suite des affaires en Italie, 263. — Joubert arrive à l'armée d'Italie pour remplacer Moreau. Etat de ses forces, 264. — Bataille de Novi, 265. — Débarquement des Anglo-Russes en Hollande. Echec de Brune, 266. — Suite de l'expédition d'Egypte, 266. (Voy. EGYPT.) — Nouveau plan du conseil autique, 312. — Description du théâtre de la guerre en Suisse, 314. — Bataille de Zurich, 320. — Défaite des Anglo-Russes en Hollande par Brune, 330. — Fin de la campagne de 1799. Ses résultats heureux, 331.

GUFFROY, député d'Arras. Appelle l'at-

- tention des comités sur la conduite de Lebon, VI, 148. — Mal reçu dans ses réclamations, 149. — S'entend avec les adversaires de Robespierre, 157.
- GUICHÉ** (comte de). Commandant les gardes du corps. Intervient dans les scènes des 5 et 6 octobre, I, 168.
- GUIDES**. Création de ce corps d'élite mis sous le commandement de Bessières, VIII, 201.
- GUILLAUME**, professeur à Caen. Fait partie du comité insurrectionnel, II, 187.
- GUSMAN**, Espagnol. Dénoncé par Garat comme un des chefs des agitateurs, III, 341. — Déclaré modéré et dantoniste par les jacobins, V, 208. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 330. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- GUSTAVE**, roi de Suède. Comment il se tire de la ligue anglo-prussienne, I, 243. — Déclare qu'il ne regarde pas Louis XVI comme libre, II, 49. — Meurt assassiné, 68.
- GUYANE**. Seize déportés du 18 fructidor y sont envoyés, IX, 289.
- GUYEUX**, général. Sa belle défense à Sa'o, VIII, 278. — Dégagé par le général Sauret, 284. — Rentre à Salo abandonné par Sauret, 284. — Essaie de passer l'Alpe — dessous d'Arcole, 374. — Enlève le village d'Arcole, 373. — Reçoit le commandement de la division Angereau, IX, 63. — Sa participation à la bataille de Tagliamento, 65. — Contribue à la prise de la division Bayalitsch, 70.
- GUYTON DE MORVEAU**. Membre du comité de salut public, IV, 43. — Repousse la proposition des deux Meilins tendant à prévenir la lutte des thermidorien et de la Montagne, VII, 105.
- HACQUIN**, général. Commande une colonne à la bataille de l'Ourthe, VI, 305.
- HAMMERSTEIN**, général. Préposé à la défense de l'espace compris entre la Meuse et le Walhal, VI, 312.
- HARCOURT** (duc d'). Agent du régent à Londres, VI, 323.
- HARDENBERG** (comte de). Continue les négociations de Bâle après la mort de M. de Goltz, VII, 128.
- HARDY**. L'un des vingt-deux députés girondins dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59.
- HARVILLE** (général d'). Dumouriez rapproche de lui la division de ce général, III, 114. — Sa conduite à la bataille de Jemmapes, 113, 116. — Recueille Stenzel et Neully à Namur, 317. — Reçoit l'ordre de se maintenir à Namur, IV, 43. — Se rallie sur Givet et Maubeuge, 26.
- HASSENFRATZ**. L'un des chefs jacobins du ministère de la guerre, III, 146. — Veut que les commissaires des Assemblées primaires renoncent à toute idée d'amnistie, IV, 339. — Envoyé devant le tribunal d'Eure-et-Loir, VII, 234.
- HATRY**, général. Investit Charleroi, VI, 166. — Sa participation à la bataille de Fleurus, 171. — A celle de la Roër, 307. — Commande le camp des Sablons, IX, 29. — Commande une division sous Selérier, X, 161. — Sa participation à la bataille de Magnano, 163.
- HAUPOULT** (d'). Commande la réserve de l'armée du Danube sous Jourdan, X, 148. — Sa participation à la bataille de Stokach, 154.
- HAUTE COUR NATIONALE**. Son organisation, VIII, 119.
- HAUY**. Un de ses frères forme la société des théophilanthropes, IX, 9.
- HAYRÉ** (duc d'). Agent du régent à Madrid, VI, 323.
- HAXO**. Commande avec Grouchy la réserve de Canclaux, V, 40. — Sa participation à la bataille de Cholet, 117. — Reste à Nantes, 255. — Reprend l'île de Noirmoutiers sur Charette, VI, 73.
- HÉBERT**. S'oppose au *maximum*, III, 299. — Iluë par les tribunes pour avoir proposé des mesures à la commune afin d'arrêter le pillage des boutiques, 305. — Soutient Pache contre les fauteurs d'une nouvelle insurrection, 334. — Publie la feuille *le Père Duchêne*. Son arrestation, IV, 122. — Vif intérêt que lui témoignent la commune et les sections, 121. — Remis en liberté, 135. — Reçoit une couronne de la commune, 137. — Dénonce le tribunal révolutionnaire comme capable d'innocenter Custine, V, 75. — Tourmente les restes de la famille déronnée. Sa conduite atroce, 141. — Témoin dans le procès de Marie-Antoinette, 144. — Accusations qu'il dirige contre elle, 145. — Dépose contre les girondins, 152, 154, 157. — Prévenu des mauvaises dispositions de Robespierre à son égard, provoque une explication, 211. — Ses efforts en faveur des ultra-révolutionnaires emprisonnés, 294. — Dénonce aux

- Jacobins** Philippeaux, Camille Desmoulins, Bourdon (de l'Oise) et Fabre (d'Eglantine), 307. — Numéro du *Vieux-Cordelier* dirigé contre lui, 314. — S'oppose à ce que C. Desmoulins lise ce numéro aux Jacobins, 323. — Reste sans réponse à une interpellation de Robespierre jeune, 324. — Son impuissance, 359. — Son arrestation, 362. — Sa faiblesse en prison, 363. — Son procès, 366. — Nature des charges articulées contre lui, 369. — Sa condamnation, sa lâcheté pour mourir, 374. — Mort de sa femme, 407.
- RÉBERTISTES.** Leur lutte contre les dantonistes, V, 300. — Personnel de ce parti, 333. — Leur tentative d'insurrection, 352. — Leur arrestation, 362. — Leur procès joint à celui des étrangers, 366. — Leur condamnation et leur exécution avec leurs co-accusés, 374.
- RECTOR** (comte d'). Se compose un régiment de six cents marins émigrés, VII, 274. — S'embarque pour l'expédition de Quiberon, 273.
- RÉDOUVILLE.** Commande un détachement de l'armée de Houchard, V, 23.
- REIDER.** Les Anglais y débarquent, X, 263.
- HELVÉTIQUE** (république). Voy. Suisse.
- RENAIOT.** Commandant général provisoire de la garde parisienne, IV, 446. — Fait tirer le canon d'alarme, 447. — Ses mesures militaires pour la journée du 2 juin, 470. — Refuse de laisser passer l'Assemblée assiégée par les troupes, 478. — Dévoué à Robespierre, VI, 454. — Pousse à un nouveau 31 mai, 478. — Sa destitution demandée à la Convention par les comités, 499. — Parcourt les rues de Paris à cheval dès le 9 thermidor au matin, 240. — Son arrestation décrétée par la Convention, 204. — Son grade aboli, 205. — Ses derniers excès, 210. — Fait arrêter Merlin de Thionville, et est arrêté, 212. — Délivré par Coffinhal, met le siège devant la Convention, 214. — Mis hors la loi, 216. — S'enfuit à la commune, 217. — Coffinhal le jette par une fenêtre de l'Hôtel de Ville, 222. — Sa mort, 225.
- RENTZ.** Ce représentant est rappelé de la Vendée, VI, 361.
- HERAULT.** Ce département donne l'un des premiers l'exemple de l'insurrection, II, 452. — Fait une levée spontanée d'hommes et d'argent, IV, 93.
- HERAULT DE SÉCHELLES.** Remplace Isnard au fauteuil de la présidence de la Convention, IV, 131. — Mis à la tête de la Convention pour traverser les troupes qui l'assiègent, 178. — Principal rédacteur de la Constitution de l'an II, 237. — Membre du comité de salut public renouvelé, 294. — Son arrestation, V, 365. — Décreté d'accusation, 386. — Transféré du Luxembourg à la Conciergerie, 387. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- HERCULE,** chef de bataillon. Sa participation à la bataille d'Arcole, VIII, 376.
- HERÉDITÉ.** L'hérédité du trône est votée, I, 147.
- HERMANN,** président du tribunal révolutionnaire. Viole la loi dans le procès de Danton, V, 390, 396. — Invente une nouvelle charge contre les accusés, 412. — Chef de la commission des administrations civiles, police et tribunaux, VI, 40. — Mis en état d'arrestation, 236.
- HÉRON.** Chef de la police instituée par le comité de sûreté générale, VI, 91. — Mis en état d'arrestation, 236. — Envoyé devant le tribunal d'Eure-et-Loir, VII, 234. — Elargi, 330.
- HERTZBERG.** Auteur de la ligue anglo-prussienne, I, 214.
- HEUVILLY** (comte d'). Porte aux Suisses la défense de faire feu pour repousser l'attaque des Tuileries au 10 août, II, 249. — Force de son régiment au moment de l'expédition de Quiberon, VII, 274. — Chargé de commander les régiments émigrés jusqu'après la descente, 273. — Retarde la descente de l'expédition mouillée dans la baie de Quiberon, 277. — Sa résistance à Puisaye, 280. — Forme un troisième bataillon à son régiment avec des prisonniers républicains, 283. — Mouvements impossibles ordonnés par lui, 289. — Seconde mal Puisaye, 290. — Arrive sur le champ de bataille après la défaite des chouans, 293. — Blessé mortellement, 301.
- НОСНН.** Sa conduite héroïque pendant le siège de Dunkerque, V, 22. — Promu au commandement de l'armée de la Moselle, 96, 239. — Ses manœuvres dans les Vosges, 311. — Forme la résolution de se joindre à l'armée du Rhin, 242. — Accable la droite de Wurmsier, 243. — Reçoit le commandement en chef des armées du Rhin et de la Moselle réunies, 26. — Repousse les coalisés au delà du Rhin, 244. — Elargi après la chute de Robespierre, VI, 239. — Appelé à commander en Bretagne, 265. — Chargé

de pacifier la Vendée, VII, 48. — Sa conduite humaine et politique, 37. — Accorde une trêve provisoire aux chouans, 43. — Son activité, sa politique pour pacifier la Vendée, 149. — Succès de sa politique, 152. — Présenté par les agents royalistes comme gagné par l'Espagne, 154. — Veut faire arrêter Cormatin, 159. — N'assiste pas à la signature de la soumission des chouans, sur leur demande, 161. — Succès de ses mesures, 162. — Sa vigilance, 267. — Surprend Cormatin en flagrant délit, 268. — Sa lettre pour reprocher un manque de générosité à ses soldats, 269. — Son calme après le débarquement de l'expédition de Quiberon, 283. — Ses mesures énergiques, 284. — Fait fuir devant lui tous les postes avancés des chouans, 286. — Fait attaquer les chouans sur toute la ligne, 291. — Accroissement de ses forces, 296. — Défait les royalistes, 300. — Se décide à tenter une surprise sur la presqu'île de Quiberon, 305. — Reprend le fort Penhlièvre, 306. — Poursuit son succès facilité par le désordre répandu parmi les royalistes, 308. — Détruit leur armée, 310. — Reçoit les émigrés sans capitulation, 311. — Réfère au comité de salut public et à Tallien du sort des émigrés prisonniers, 315. — Dément l'assertion de M. de Sombreuil relative à une prétendue capitulation accordée aux émigrés, 318. — Nommé au commandement de l'armée de l'Ouest, VIII, 25. — Porte son armée à 44 mille hommes, 26. — Ses dispositions vigoureuses pour surprendre Charette, 27. — Sagesse de ses dispositions, 61. — Ses mesures pour pacifier la Vendée, 68. — Lui enlève ses armes et une partie de ses subsistances, 69. — Succès complet de la ligne de désarmement, 72. — Difficultés qu'il rencontre, 75. — Mandé à Paris pour recevoir le commandement des trois armées de la Vendée, de Brest et de Cherbourg, 76. — Son portrait, 104. — Reçoit le commandement supérieur de l'armée des côtes de l'Océan, 126. — Adopte un plan de pacification pour la Vendée d'abord, puis pour la Bretagne, 127. — Mesures qu'il prend à son retour en Vendée, 130. — Marche contre Stofflet, qui est pris et fusillé, 131. — Abreuvé de dégoûts, 133. — Sa démission lui est refusée par le Directoire, qui lui fait un don national, 134. — Se porte en Bretagne après la mort de Charette et la pacification de la Vendée, 137. — Soumet la Bretagne, 138. — Déclaré avoir bien mérité de la patrie, 139. — Sa lettre pour répondre aux calomnies répandues

contre lui et Bonaparte, 244. — Suggeste au Directoire un projet d'expédition en Irlande, 261. — Ses préparatifs pour cette expédition, 265. — Ses grands projets, 391. — Composition de son escadre, 392. — Met à la voile et est séparé de l'escadre, 393. — Revient en France à travers des périls inouïs, 394. — Mis à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, 404. — Organise cette armée, IX, 44. — Son projet de république Cisrhénane, 45. — Passe le Rhin à Neuwied, et est arrêté dans sa marche victorieuse par les préliminaires de Léoben, 103. — Son projet contre l'Angleterre, 141. — Son dévouement à la république, 196. — Ses mesures pour secourir le Directoire, 197. — Nommé ministre de la guerre, 209. — Fait involontairement dépasser le rayon constitutionnel à ses troupes, 210. — Arrive à Paris, 218. — Son entrevue avec le Directoire, 219. — Retourne à son quartier général, n'ayant pas l'âge pour être ministre, 220. — Envoie 50,000 francs au Directoire, 266. — Reçoit le commandement des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin réunies sous le nom d'armée d'Allemagne, 297. — Sa maladie et sa mort, 298. — Coup d'œil sur sa carrière, 300.

HOHENLOHE-KIRCHBERG (prince de). Marche contre la France à la tête d'une partie des forces autrichiennes, II, 287. — Occupe Namur avec 30 mille Autrichiens, IV, 214.

HOHENZOLLERN, général autrichien. Commande une partie du corps de Provera, VIII, 423. — Accablé sur le Bas-Pô par Macdonald, X, 209.

HOLLANDE. S'insurge et est soumise, I, 213. — Fait une réponse satisfaisante à la notification de Louis XVI touchant son acceptation de la Constitution, II, 19. — Se dispose à faire la guerre à la France révolutionnaire, III, 269. — La France lui déclare la guerre, 277. — Plans formés pour l'envahir, 291. — Envahie par Dumouriez, 294. — Evacuée, IV, 26. — Sa force maritime en 1794, VI, 37. — Sa situation, 39. — Difficultés que présente la conquête de ce pays, VII, 7. — Dispositions des Hollandais, 9. — Envahie par Pichegru pendant l'hiver de 1794 à 1795, 41. — Fait des offres de paix, 43. — Voit ses offres rejetées, 46. — Occupée tout entière par les Français, 49. — Accueille les Français comme des libérateurs, 20. — Conduite prudente des Français, maîtres du pays. Sa nouvelle organisation politique. Abolition du stadthoudéral, 23. — Difficultés recon-

- trés dans l'organisation de ce pays, 428. — Paix et conditions du traité, 430. — Sa situation, IX, 38. — Partis qui la divisent, 373. — Sa révolution, 376. — Mouvement contraire aux démocrates, X, 76. — Les Anglais et les Russes y font une expédition, 264. — Ils y sont défaits et capitulent, 330.
- BOMPESCH** (Ferdinand de). Grand maître de l'ordre de Malte, refuse à Bonaparte de faire de l'eau dans l'île, X, 6. — Livre Malte aux Français, 7.
- BONDSCHOOTE**. Récit de cette victoire et des opérations militaires qui l'ont précédée, V, 24.
- BOOD**, amiral anglais. Paraît dans la Méditerranée avec trente-sept vaisseaux, IV, 221. — Communique avec les agents de la trahison dans Toulon, V, 11. — Prend le port de Toulon en dépôt au nom de Louis XVIII, 13. — Empêche la proclamation d'aucune autorité dans Toulon, 247. — Evacue Toulon en incendiant l'arsenal, 252.
- HOTEL DE VILLER**. (Voy. COMMUNE DE PARIS.) Les électeurs de Paris, demeurés assemblés après les élections, s'y réunissent, I, 78. — Entouré par le peuple demandant des armes, 86. — Confusion qui y règne dans les journées du 13 et du 14 juillet, 89. — Menacé par les brigands, 90. — Le roi s'y rend, 101. — Envahi par les femmes, 163. — On y prête le serment civique, 196. — Il s'y forme une nouvelle municipalité, II, 231. — Confusion qui y règne pendant la journée du 10 août, 239. — Le drapeau noir y est arboré, 111, 321. — La commune y fait sonner le tocsin après l'arrestation de Robespierre, VI, 213.
- HOTZE**, général autrichien. Commande dans le Vorarlberg une armée de 26 mille hommes, X, 140. — Opère sa jonction avec l'archiduc Charles, 190. — Sa position sur la Linth, 315. — Sa mort, 325.
- HOVAT** (île d'). Les restes de l'expédition de Quiberon sont débarqués dans cette île, VII, 315.
- HOUCHARD**. Général de l'armée du Rhin, IV, 101. — Remplace Kilmaine à la tête de l'armée du Nord, 383. — Vole au secours de Dunkerque, V, 2. — Marche contre Freytag, 22. — Donne de front sur lui, 23. — Gagne la bataille de Hondschoote, 24. — Ses opérations après cette victoire, 27. — Terreur panique de ses troupes et leur déroute à Menin, 28. — Renvoyé devant le tribunal révolutionnaire, 26. — Enfermé à la Conciergerie, 438. — Sa mort, 469.
- HOWE**, amiral. Commande la flotte anglaise croisant sur les côtes de Bretagne, en 1794, VI, 77. — Livre bataille à l'amiral Villaret-Joyeuse, 79.
- HUBERT**. Commande la légion des Français, IX, 210.
- HUGUET**, député. Son allocution à la multitude entrée par violence dans la salle de la Convention, VII, 110. — Décreté d'arrestation et envoyé à Ham, 117.
- HULLIN**, garde française. Défend jusqu'à la dernière extrémité la vie du gouverneur de la Bastille, I, 97.
- HUMBERT**, général. Contribue à la pacification de la Bretagne, VII, 41. — Accompagne Cormatin entré en négociation avec les représentants, 44. — Commande l'avant-garde de Hoche à l'affaire du 16 juillet près Quiberon, 300. — Ses soldats crient aux émigrés de se rendre, 314. — Sa présence à Paris à la veille du dix huit fructidor, IX, 248. — Son expédition en Irlande, X, 104. — Sa participation à la bataille de Zurich, 323.
- IBRAHIM-BEY**. Domine l'Égypte avec Mourad-Bey, X, 23. — Se prépare à la retraite à l'approche des Français, 35. — Se retire en Syrie après la bataille des Pyramides, 41. — Mis en fuite devant El Arisch, 290.
- ILE-DIEU**. Une escadre anglaise y mouille, VIII, 26. — Triste position de l'expédition débarquée dans cette île, 62. — Impossibilité pour l'expédition de débarquer sur la côte, 61. — L'expédition quitte cette île, 66.
- IMBERT-COLOMBES**. Agent de Louis XVIII dans le Midi, nommé député, IX, 33, 146. — Confident des royalistes, 136. — Admis aux Cinq-Cents, 158. — Veut faire retirer au Directoire le droit d'examiner les lettres venant de l'étranger, 174. — Condamné à la déportation, 283.
- IMPÊTS**. Leur égalité décidée dans la nuit du 4 août, I, 125.
- INDULGENTS** (les). Leur résistance à Robespierre, VI, 149. — Robespierre s'en plaint à la Convention, 123. — Parviennent au pouvoir, après la chute de Robespierre, sous le nom de *Thermidoriens*, 243, 296.
- INVOLABILITÉ**. L'inviolabilité royale votée, I, 147. — Celle de l'hérédité présumptif rejetée, 112. — Discussion au sujet de l'inviolabilité du roi, dans la Convention, III, 150.
- IRLANDE**. Le Directoire forme le projet d'y faire une expédition, VIII,

264. — Dispositions du peuple, 265. — Inspiré de graves inquiétudes à l'Angleterre, 390. — Non-réussite de l'expédition, 393. — Se soulève, X, 402.
- ISABRAU.** Commissaire de la Convention à Bordeaux, V, 430. — Propose un décret pour instruire contre les auteurs de l'insurrection du 12 germinal, VII, 114. — Lit à la Convention le manifeste des insurgés le 1^{er} prairial, 205.
- ISNARD.** Prononce à l'Assemblée législative un discours vivement applaudi, II, 34. — Appuie la motion tendant à déclarer l'Assemblée souveraine absolue, 159. — Demande la mise en accusation du président de la section Poissonnière, III, 337. — Adjoint au comité de salut public, IV, 45. — Sa déclaration sur un projet de l'Angleterre, 109 — Sa réponse à la députation de la commune, 124. — Sa réponse à la députation de la section de la Cité, 127. — Quitte le fauteuil de la présidence, 131. — Abdiqne ses fonctions de député, sur le vœu exprimé par le comité de salut public, 175. — Demande sa réintégration à la Convention, VI, 389. — Réintégré, VII, 77. — Réclame contre la mission de Fréron dans le Midi, VIII, 91.
- ITALIE.** Tousses gouvernements reconnaissent la république française, III, 441. — Description de ce pays, VIII, 462. — Vœu de ses habitants pour l'indépendance et l'unité de leur patrie, 470. — Politique de Bonaparte à l'égard de ses souverains, 485. — Plan de campagne formé par Carnot, 486. — Action de la présence des Français sur les esprits, 210. — Négociations du Directoire avec les puissances de l'Italie, 268. — Sentiments divers qu'excite l'arrivée de Wurmer, 276. — Assurée aux Français par la victoire de Castiglione, 291. — Sensations diverses à la suite de cette victoire, 293. — Exaltation de la haute Italie, 331. — Sa joie en apprenant la victoire des Français à Arcole, 379. — Définitivement conquise par les Français, 427. — Fondation de la république Cispadane, IX, 53. — Fondation de la république Cisalpine, 318. — Agitation dans tous ses États, 381. — Perdue pour les Français par la bataille de la Trebbia, X, 217.
- JACOBINS.** Club de ce nom. Son influence, I, 210. — Envioient Barnave auprès de Mirabeau sur son lit de mort, 269. — Leurs menées pour qu'il n'y ait plus de roi, 295. — Rédigent une pétition contre le roi,
297. — Leur club l'emporte sur tous les autres, II, 43. — Agitent la question de la guerre, 46. — Visités par Dumouriez, nommé ministre des affaires étrangères, 59. — Intimidés par les témoignages de dévouement donnés à Lafayette, 148. — Leur terreur panique, 149. — Forment un *comité insurrectionnel*, 187. — Forment la principale coalition des nouveaux révolutionnaires, 268. — Observent un silence convenu pendant le massacre des prisons, 316. — Leur influence sur les élections à la Convention, III, 8. — Leurs fureurs contre les Girondins, 18. — Se rangent tous autour de Robespierre, 21. — Occupent la gauche dans la Convention et forment la Montagne, 45. — Leur organisation et leur influence, 68, 70. — Font bon accueil à Dumouriez, 71. — Nomment des commissaires pour interroger Dumouriez sur sa conduite, 77. — Séance à la suite de l'accusation dirigée contre Marat et Robespierre, 89. — S'indignent des cris poussés contre Robespierre, 96. — Reçoivent Robespierre en triomphateur, 102. — Demandent chaque jour le jugement de Louis XVI, 104. — Applaudissent au succès de Dumouriez, 118. — Pénètrent dans les bureaux de la guerre où ils jettent la désorganisation, 136. — Leur puissance et l'opposition qu'ils rencontrent, 145. — Leur domination au ministère de la guerre, 146. — Leurs plaintes, 149. — Leur opinion sur la mise en jugement de Louis XVI, 167. — Leurs inquiétudes, 203. — Leurs efforts pour amener à eux l'opinion de la France, 204. — Décident une adresse pour montrer la différence qu'ils font entre Marat et Robespierre, 205. — Partagent la haine de Robespierre pour les girondins, 207. — Leur attitude pendant le procès de Louis XVI, 242. — S'efforcent pour assurer l'exécution du roi, 253. — Se déclarent en permanence après l'assassinat de Lapeletier-Saint-Fargeau, 258. — Leurs dispositions après la mort de Louis XVI, 264. — Inondent la Belgique de leurs agents qui la jettent dans l'anarchie, 285. — Accusations qu'ils dirigent contre Dumouriez, 288. — Obtiennent la suspension des poursuites contre les auteurs des massacres de septembre, 296. — Veulent qu'on instruisse contre Roland, Clavière, Lebrun et Bournoville, 297. — Font nommer Pache maire, 298. — Combattent le *maximum*, 299. — Moyens qu'ils imaginent pour remédier à la disette, 301. — Refusent de prêter leur salle aux femmes, 302. —

Déplorent le pillage des boutiques, 306. — Chargent d'imprécations Condorcet, Pétion et Sieyès, 312. — Rejetent la proposition faite par les jacobins de Marseille de demander à la Convention l'exclusion des *appelants*, 314. — Envahissent les tribunes de la Convention, et sont prêts à renouveler les journées de septembre, 322. — Satisfaits sur quelques points, forment de nouvelles demandes, 325. — Leurs motions sanguinaires, 331. — Somment Danton de s'expliquer sur la conduite de Dumouriez, IV, 21. — Envioient des émissaires auprès de Dumouriez pour connaître ses projets, 30. — Établissent une surveillance sur les membres de la réunion de l'Évêché, 47. — Leur pétition contre la Convention, 57. — Honneurs qu'ils rendent à Marat absous par le tribunal révolutionnaire, 66. — Leurs grandes ramifications, 70. — Leur effervescence croissante à la suite des troubles des départements, 100. — Leurs menaces, 103. — Tiennent une séance significative, 138. — Leur rôle dans la journée du 31 mai, 147. — Se plaignent du ralentissement de l'énergie de Danton, 167. — Leur joie après le décret de mise en accusation contre les girondins, 187. — Leurs projets, 189. — Font repousser la pétition des cordeliers contre la Constitution de l'an II, 239. — Honneurs funèbres qu'ils rendent à Marat, 262. — Leur immense puissance d'opinion, 275. — Accusent le comité de salut public, 287. — Leurs agents auprès des armées en Vendée, 297. — Accueillent avec empressement les commissaires des Assemblées primaires, 338. — Proposent de grandes mesures de salut public, 351. — Provoquent à un mouvement universel, 353. — Résultat de la présence des jacobins dans les armées républicaines de la Vendée, 383. — Leurs attaques contre le comité de salut public, V, 48. — Entendent la défense présentée par Robespierre, 54. — Choisisent l'état-major de l'armée révolutionnaire, 58. — Hébert leur dénonce le tribunal révolutionnaire, 75. — Font une enquête contre Dubois-Clancé, 92. — Exigent qu'on mette en jugement les accusés envoyés devant le tribunal révolutionnaire, 139. — Leur joie de l'exécution de Marie-Antoinette, 149. — Adressent une pétition à la Convention pour accélérer la procédure lors du procès des girondins, 159. — S'arrêlent au déisme, 189. — Bruits qu'ils répandent contre Danton, 206. — Ouvrent une en-

quête sur divers députés qu'ils dépopularisent, 207. — Leur courroux déturné par Robespierre sur les étrangers. Scrutin épuratoire adopté pour tous les jacobins, 216. — Grandes épurations, 221. — Excluent Cloutz, 223. — Décident l'exclusion de tous les nobles, prêtres, banquiers et étrangers, 223. — Leur pétition à l'occasion de Vincent et Ronsin, 295. — Improvent l'écrit de Philippeaux sur la guerre de la Vendée, et le nouveau journal de C. Desmoulin, le *Vieux Cordelier*, 307. — Appelent à leur barre C. Desmoulin, Philippeaux, Bourdon de l'Oise et Fabre d'Eglantine, 308. — Chargent une commission d'examiner les accusations de Philippeaux, et la conduite des trois autres, 310. — Repoussent une pétition des cordeliers en faveur de Ronsin et Vincent, 311. — Agités par un numéro du *Vieux Cordelier*, 321. — On leur propose d'exclure Philippeaux et de censurer C. Desmoulin, 322. — Séances orageuses, 323. — Examinent la conduite de C. Desmoulin, 324. — Celle de Fabre, 327. — Passent à l'ordre du jour sur les questions de personnes, 329. — Collot d'Herbois les empêche de prendre part au mouvement tenté par les extra-révolutionnaires, 335. — Se rangent aux volontés de Robespierre, 362. — Collot d'Herbois leur expose la politique du comité de salut public, VI, 6. — Seuls conservés parmi toutes les sociétés populaires, 13. — Nomment un comité pour régulariser les dénonciations, 16. — Envioient une députation à la Convention pour la féliciter de son décret sur l'Être Suprême, 30. — Sont déclarés avoir bien mérité de la patrie, 31. — Offrent un cavalier équipé pour la guerre, 50. — Leur enthousiasme pour Robespierre et Collot d'Herbois, échappés à des tentatives d'assassinat, 100. — Malgré les divisions des comités, restent dévoués à Robespierre, 130. — Force immense qu'ils auraient pu lui prêter, 153. — Raient Dubois-Clancé et Fouché de leur liste, 152. — Robespierre s'efforce de diminuer leur enthousiasme pour le succès des armées républicaines, 177. — Font une pétition pour dénoncer à la Convention les machinations qui menacent la liberté, 182. — Le 8 thermidor, couvrent d'applaudissements le discours de Robespierre lu à la Convention le même jour, 191. — Expulsent de leur sein les députés qui ont voté contre Robespierre, 196. — Tiennent une séance permanente, 201. — Suspens-

- dus dans la nuit du 9 au 10 thermidor, reçoivent l'autorisation de se reconstituer à la condition de s'épurer, 239. — Refuge des mécontents, 260. — Leur fureur provoquée par l'ordre du jour prononcé par la Convention sur les accusations de Lecointre contre les membres des anciens comités, 283. — Accusés de l'assassinat de Tallien, 287. — Leur dissolution demandée par Merlin, 288. — Leurs rixes avec des *muscadins*, 289. — Leurs affiliés de la plupart des grandes villes veulent résister aux réformes administratives ordonnées par la Convention, 329. — Envoyent une adresse aux sociétés affiliées pour répondre aux attaques dirigées contre eux, 332. — Plusieurs membres de la Convention continuent à se montrer à leurs séances, 339. — La Convention en ordonne une nouvelle épuración, 343. — Veulent s'opposer à ce décret, 344. — Reçoivent un premier coup par l'adoption d'une loi sur les sociétés populaires, 353. — Adoptent un moyen d'échapper cette loi tout en y restant fidèles, 354. — S'émouvent de l'arrestation de Carrier, 369, 371. — Discours de Billaud-Varennes contre les réacteurs, 372. — Se plaignent qu'on les calomnie et qu'on veut les dissoudre, 378. — Leurs rixes avec la jeunesse dorée, 379. — Leur salle attaquée par elle, 380. — Les commissaires de la Convention la font évacuer, 382. — Clôture de leur club, 385. — Jugement sur les jacobins, 386. — Se réunissent au club électoral, 387. — Leurs menaces, VII, 56. — Leur irritation excitée par les mesures de la Convention contre les restes et les bustes de Marat, 58. — Annoncent une insurrection, 82. — Manquent de plan et de chefs, 84. — Repoussés par la jeunesse dorée, 94. — Tentent un mouvement en faveur des députés condamnés à la déportation, 118. — Insurrection du 1^{er} prairial, 204, 224. — Se reforment en club au Panthéon, VIII, 52, 98. — Le Directoire fait dissoudre ce club, 99. — Se reforment au club du Manège, X, 266. — Chassés de cette salle, se retirent dans un local rue du Bac, 271. — Clôture de leur club, 273.
- JAFFA.** Les Français y prennent la peste, X, 292.
- JAGOT.** L'un des membres les plus méchants du comité de sûreté générale, VI, 110. — Exclu après la mort de Robespierre, 235. — Arrêté, VII, 235.
- JALLEZ.** Il s'y forme un camp fédératif, I, 254.
- JAUCOURT (de).** S'oppose à la motion tendant à déclarer l'Assemblée souveraine absolue, II, 159.
- JAVOURES,** représentant. Sa participation au siège de Lyon, V, 81. — La Convention procède contre lui, VII, 235.
- JEAN-BON-SAINT-ANDRÉ.** Demande la condamnation et le supplice de Louis XVI, sans autre forme de procès, III, 187. — Adjoint au comité de salut public, IV, 277. — Conservé au renouvellement de ce comité, 291. — Commissaire de la Convention à Brest pour réorganiser la marine, VI, 51. — A bord du vaisseau amiral, 76. — Consent au combat contre la flotte anglaise, 77. — S'oppose à un nouveau combat, 80. — Commissaire de la Convention à Toulon, se montre opposé au plan de campagne imaginé par Bonaparte, 316.
- JEAN-JEAN,** chef de chouans. Sa participation à l'expédition de Quiberon, VII, 293, 298, 304.
- JELLACHICH,** général. Sa retraite de Suisse, X, 326.
- JEMMAPES.** Village situé sur une hauteur en avant de Mons, III, 141. — Bataille de Jemmapes livrée le 6 novembre 1792, 143.
- JEU DE PAUME.** La salle du Jeu de Paume devient le lieu des séances de l'Assemblée nationale, I, 60. — Les députés y prêtent le serment de ne pas se séparer avant l'établissement d'une Constitution, *ib.* — Fermée pour les apprêts de la séance royale, 62.
- JEUNESSE DORÉE.** Nom donné à la jeunesse coalisée contre les jacobins, VI, 289. — Progrès et hardiesse croissante de ce parti, 333. — Ses rixes avec les jacobins, 379. — Attaque la salle des jacobins, 380. — Son ardeur pour les plaisirs, VII, 47. — Détruit les bustes de Marat, 57. — Disperse les groupes de patriotes menaçants pour la Convention, 94. — Prête son appui à la Convention pendant l'insurrection du 1^{er} prairial, 206. — Brave les insurgés retirés dans le faubourg Saint-Antoine, 230. — Ses sociétés fermées par le Directoire, VIII, 99.
- JOB AYMÉ.** La loi du 3 brumaire applicable à ce député, VIII, 87. — Exclu des Cinq-Cents, 89. — Admis, IX, 158. — Condamné à la déportation, 285.
- JOHANNOT.** Auteur d'un projet de banque, VII, 494.
- JORDAN (Camille).** Député aux Cinq-Cents, IX, 147. — Son rapport sur la

- loi du culte, 161. — Condamné à la déportation, 283.
- JOSEPH II**, empereur d'Allemagne. Sa mort change la face des événements, 1, 214.
- JOSNET**, général. Détruit un chef chouan soulevé après la pacification, VII, 269.
- JOUBERT**, député à la Convention. Accompagne Pichegru à son entrée dans Amsterdam, VII, 21.
- JOUBERT**, général. Blessé dans les gorges de Millesimo, VIII, 450. — Manque de se noyer dans la Cursaglia, 454. — Garde la Corona et Rivoli, 441. — Forcé à Rivoli, dont il conserve le plateau, 444. — Engage l'action à la bataille de Rivoli, 417. — A son cheval tué, s'élançe sur l'ennemi un fusil à la main, 420. — Enlève sept mille hommes à Alvinzy, 424. — Tâche que lui impose Bonaparte se mettant en marche sur Vienne, IX, 51. — Livre des combats de géant dans le Tyrol, 70. — Son républicanisme ardent, 491. — Adresse énergique de sa division contre les royalistes, 223. — Porte, à la réception de Bonaparte par le Directoire, l'admirable drapeau donné à l'armée d'Italie, 350. — Reçoit le commandement de l'armée de Hollande, 374. — A ordre d'appuyer un mouvement contraire aux démocrates, X, 77. — Remplace Brune à Milan, 94. — Occupe la citadelle de Turin, 419. — Donne sa démission, 429. — Devient l'objet des espérances des mécontents, 224. — Général de la 17^e division, *ib.* — Suspecte les intentions de Sieyès, se rattache à Gohier et à Moulins, 240. — Reçoit le commandement de l'armée d'Italie, *ib.* — Perd un mois à Paris, 253. — Arrive à l'armée, 254. — Demande à Moreau de l'assister de ses conseils, 255. — Reçoit la bataille à Novi, 257. — Sa mort, 258.
- JOURDAN**, d'Aubagne. Réclame contre la continuation de la mission de Fréron dans le Midi, VIII, 94. — Condamné à la déportation, IX, 283.
- JOURDAN**, général. Général en chef de l'armée du Nord et de celle des Ardennes, V, 67. — Se porte au secours de Maubeuge, 102. — Ses premiers mouvements, 104. — Attaque Dourlers, contrairement à son avis, 105. — Remporte la victoire de Wattignies, 106. — Perd le commandement de l'armée du Nord et remplace Hoche à l'armée de la Moselle, VI, 59. — Mis à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, investit Charleroi, 166. — Repasse la Sambre, 168. — Bombarde Charleroi, 169. — Gagne la bataille de Fleurus, 170. — Son armée fait sa jonction avec celle de Pichegru dans Bruxelles, 175. — Forces de son armée en septembre 1794, 301. — Ses opérations sur la Meuse, 304. — Livre la bataille de l'Ourlie, 305. — Livre la bataille de la Roë le 2 octobre, 307. — Résultat du succès de cette bataille, 310. — Occupe Cologne et Bonn, 311. — Commande l'armée de Sambre-et-Meuse, VII, 253. — Passe le Rhin, 320. — Sa position critique, 377. — Bat en retraite pour gagner le bas Rhin, 378. — Repasse le Rhin, VIII, 18. — Son dévouement pour dégager l'armée du Rhin, 41. — Conserve son commandement, 43. — Reçoit l'ordre de s'avancer en Allemagne, 221. — Se réunit à Moreau pour faire sentir au Directoire les inconvénients du plan de campagne de Carnot en Allemagne, 222. — Commence les hostilités, 224. — Attaqué à Weizlar par l'archiduc Charles qui bat son extrême gauche, 225. — Bat en retraite après sa diversion en faveur de Moreau, 226. — Passe de nouveau le Rhin à Dusseldorf, 238. — S'empare de Francfort et débouche dans la vallée du Danube, 241, 296. — L'archiduc Charles marche contre lui, 299. — Détache la division Bernadotte pour se mettre en communication avec Moreau, 300. — Se retire sur le Mein, 301. — Continue sa retraite, 317. — S'arrête à Wurtzbourg, 318. — Livre la bataille de Wurtzbourg, 319. — Se replie sur la Lahn, 320. — Donne sa démission, 394. — Député, IX, 147. — Rapporteur de la loi de la conscription, X, 99. — Reçoit le commandement de l'armée du Danube, 138. — Insuffisance des forces de son armée, 140. — Franchit le Rhin, 143. — Reçoit l'ordre d'attaquer, 145. — Occupe une bonne position entre le Danube et le lac de Constance, 146. — Attaqué par l'archiduc Charles, bat en retraite, 147. — Livre la bataille de Stokach, 148. — Se décide à la retraite, 154. — Se rend à Paris, 155. — Réglé membre du Corps législatif en l'an VII, 183. — Perd son commandement, 188. — Donne aux patriotes un grand ascendant sur les Cinq-Cents, 209. — Propose de déclarer la patrie en danger, 278. — Son exclamation en apprenant la destitution de Bernadotte, 280. — Se rapproche de Bonaparte, 338. — Alarme les Cinq-Cents sur les projets de ce général, 354.
- JOURNEUIL**. Membre du comité de surveillance, II, 303, 332.

- JOURNAL DE LA MONTAGNE.** Obligé de se rétracter pour des louanges données à Robespierre, VI, 106.
- JOURNAL DE LA RÉPUBLIQUE.** Son premier numéro lu à la Convention par son auteur, Marat, III, 43. — Extraits de ce journal, 76, 119.
- JOURNAL DES HOMMES LIBRES.** Ses attaques contre les généraux, le gouvernement, etc., X, 267. — Sa violence, 273.
- JOURNAUX.** Soulèvent la question de la déchéance, II, 153. — Leurs attaques contre la république, VII, 181. — Ceux de la contre-révolution louent les girondins avec affectation, 327. — Se déchaînent contre la Constitution directoriale, 339. — Poursuite de quelques journaux royalistes, VIII, 50. — Journaux existant à la fin de 1795, 51. — Leur déchaînement de 1796 à 1797, 356. — L'établissement d'un journal officiel refusé au Directoire, 397. — Leur langage à l'égard des directeurs et des ministres, IX, 43. — Leurs déclamations, 17. — Les propriétaires, éditeurs et rédacteurs de quarante-deux journaux sont condamnés à la déportation le 18 fructidor, 286. — Abrogation de la loi du 19 fructidor en ce qui les concerne, X, 225. — Renaissent en grand nombre, 266. — Leur violence, 273. — Arrestation des auteurs de onze journaux, 275.
- JOURNIAC DE SAINT-MÉARD.** Sauvé du massacre des prisonniers à l'Abbaye, II, 319.
- JUBÉ,** commandant de la garde directoriale. Obéit aux ordres que lui envoie Bonaparte le 18 brumaire, X, 368.
- JUGES DE PAIX.** Leur institution, VII, 336.
- JUGUÉ,** archevêque de Paris. Contraint de promettre sa réunion à l'Assemblée nationale, I, 67. — Accusé de menées contraires au peuple, 167.
- JULIEN** (de Toulouse). Tente d'arracher Lanjuinais de la tribune de la Convention, IV, 172. — Se livre à l'agiotage, 331. — Son intrigue financière avec le baron de Batz, 333. — Sa spéculation sur les actions de la compagnie des Indes, V, 479. — Faisait le décret prononçant l'abolition de cette compagnie, 181. — Abdiqne sa qualité de ministre protestant, 193. — Dépopularisé, 206. — Est arrêté et s'évade, 216.
- JUNOT,** général. Tue six cavaliers de sa main à la bataille de Louato; blessé, VIII, 335. — Lit au sénat de Venise une lettre foudroyante de Bonaparte, IX, 107. — Sa belle conduite à la tête de l'avant-garde de Kléber près Nazareth, X, 293.
- JURANDES.** Leur réformation, I, 125.
- JURÉS.** Institués auprès du tribunal criminel extraordinaire, III, 329.
- JURIDICTIONS SEIGNEURIALES.** Leur abolition, I, 123.
- JUSTINIANI.** Député par Venise vers Bonaparte pour l'apaiser, IX, 107. — Son entrevue avec Bonaparte à Gatz, 117.
- KAIM,** général autrichien. Commande une division de l'archiduc Charles à la bataille de Neumarek, IX, 90. — Sa participation à la bataille de Magnano, X, 163.
- KALKREUTH,** général. Assiège Mayence avec un corps prussien, IV, 216, 306.
- KAUNITZ,** ministre de Léopold. Veut attendre les résultats de l'expérience avant d'agir, II, 18.
- KAUNITZ** (prince de). Commande une division de l'armée coalisée dans le Nord en 1794, VI, 62. — Renforcé sur la Sambre, 68. — Commande une division à la bataille de Fleurus, 174.
- KEHL.** Position de ce fort sur le Rhin, VIII, 226. — Assiégé par l'archiduc Charles, 380. — Capitule, 403. — La démolition de ce fort consentie par la France, X, 74.
- KELLERMANN,** général. Remplace Luckner à la tête de son armée, II, 289. — Ses mouvements pendant la défense de l'Argonne par Dumouriez, 353. — Se porte à Valmy, 351. — livre bataille, 355. — Position qu'il prend après la canonnade de Valmy, 359. — Poursuit mollement les Prussiens, 361. — Se cantonne autour de Metz, III, 58. — Rappelé, 139. — Se porte au secours de l'armée des Alpes, IV, 220; V, 31, 80. — Rejette les Piémontais au delà des Alpes, 84. — Remplacé par le général Doppet, 86. — Commande l'armée des Alpes, 255. — Se retire derrière la ligne de Borghetto, 256; VIII, 56. — Remplacé par Schérer, 57.
- KELLERMANN,** adjudant-général. Commande une charge de cavalerie à la bataille de Tagliamento, IX, 66.
- KERPEN,** général autrichien. Battu sur l'Adige par Joubert, IX, 70. — Se retire au delà du Brenner, 71.
- KERSAINT.** Son observation sur la place que doit occuper le général Lafayette admis aux honneurs de la

- séance à l'Assemblée législative, II, 146. — Demande un décret qui déclare que Luckner a conservé la confiance nationale, 167. — Présente une motion contre les provocateurs au meurtre, III, 27. — S'oppose à la désorganisation du pouvoir exécutif, 211. — Envoie sa démission à la Convention après la condamnation de Louis XVI, 251.
- KERVÉGAN.** Fait prendre les armes au bataillon de Brest afin de défendre les girondins contre les jacobins, III, 333. — Membre de la commission des douze, IV, 143. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 202. — La quitte pour se rendre à Bordeaux, 244. — Ses efforts pour réprimer l'insurrection du 1^{er} prairial, VII, 217. — Blessé, 219.
- KIRKLIN.** Adjoint au comité insurrectionnel, II, 187.
- KILMANN, général.** Remplace Custine à la tête de l'armée du Nord. Se retire du camp de César, IV, 314. — Déchainement de l'opinion contre lui, 316. — Remplacé par Houchard, 383. — Elargi après la chute de Robespierre, VI, 239. — A un commandement à l'armée d'Italie, VIII, 276. — Reste à Vérone, 303. — Laisse à Vérone pour résister à un premier assaut, 369. — Reçoit le commandement de la haute Italie, IX, 62. — Fait marcher Lahoz contre les montagnards vénitiens soulevés contre les Français, 76. — Ses mesures pour faire cesser les massacres de Vérone, 143.
- KINSKI, général** de l'armée coalisée. Employé dans le Nord en 1794, VI, 69.
- KLEBER, général.** Enfermé dans Mayence assiégée, IV, 216. — Commande les troupes avec Aubert-Dubayet, 305. — Evacue Mayence, 314. — Après une courte incarcération est rendu à son armée transportée en Vendée, 382. — Ses ménagements pour ce pays, V, 40. — Essuie un désavantage passager à Torfou, 41. — Repousse les Vendéens, 45. — Dirige toutes les opérations, 141. — Empêche le pillage dans Cholet évacué par les Vendéens, 145. — Opère la jonction générale des forces républicaines, 116. — Défait les Vendéens à Cholet, 117. — Dirige la poursuite des Vendéens en Bretagne, 260. — S'oppose à une marche imprudente, 261. — Ses vains efforts pour arrêter les fuyards devant Laval, 263. — Refuse le commandement qui lui est offert par les représen-
- tants, 264. — Chargé de la dissolution de la garnison de Mayence, 265. — Son plan pour faire périr de faim les Vendéens, 273. — Ses conseils non suivis, ses mauvais succès, 274. — Sa noble réponse à Marceau nommé général en chef, 280. — Son concours à la prise du Mans, 281. — Renferme les Vendéens dans Savenay, 283. — Les détruit complètement, 284. — Son retour triomphal à Nantes, 285. — Employé sur la Sambre en 1794, VI, 66. — Sa position pendant l'investissement de Charleroi, 167. — Sa participation à la bataille de Fleurus, 169. — A celle de la Roër, 307. — Fait le siège de Maëstricht, 311. — Assiège Mayence, 315. — Pénurie de ses moyens de siège, VII, 254. — Bat les Autrichiens à Altenkirchen le 4 juin 1796, VIII, 224. — Frappe sur l'ennemi un coup vigoureux mais inutile à Ukerath, 226. — Figure parmi les candidats pour la place de directeur, IX, 153. — Sa présence à Paris à la veille du 18 fructidor, 248. — Son attitude vis-à-vis le Directoire, 265. — Sa société recherchée par Bonaparte, 335. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, 417. — Commande une colonne à la prise d'Alexandrie, X, 12. — Blessé, *ib.* — Commande à Alexandrie, 28. — *Pre-pare ses facultés* pour faire de grandes choses, 57. — Commande une division de l'expédition de Syrie, 290. — Détaché vers le Jourdain, 294. — Sa participation à la bataille du Mont-Thabor, 295. — Ses démêlés avec le général Bonaparte, 301. — Reçoit l'ordre de se rapprocher d'Aboukir, 303. — Son mot à Bonaparte après la bataille d'Aboukir, 309.
- KLEIN, général.** Commande une division sous Masséna en Suisse, X, 317. — Sa participation à la bataille de Zurich, 320.
- KLENAU.** Envoyé en parlementaire à Sérurier par Wurmser réduit à l'extrémité dans Mantoue, VIII, 425. — Allocution que lui adresse Bonaparte, 426.
- KLINGLIN, général autrichien.** Inter-médiaire entre Pichegru et le prince de Condé, IX, 23. — Saisie de son fourgon contenant la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, 191.
- KONIGS, général.** Commande un corps autrichien à la bataille de Rivoli, VIII, 445.
- KOCK, banquier étranger.** Son arrestation avec les ultra-révolutionnaires, V, 362. — Son procès, 366. — Sa mort, 374.

- KORSAKOFF**, général russe. Amène un corps de trente mille Russes en Allemagne, X, 250. — Doit remplacer l'archiduc Charles derrière la Limmat, 315. — Ses dispositions pour attaquer Masséna, 319. — Battu à Zurich, 321. — Sa retraite, 324.
- KRAY** (baron de), général. Commande l'armée autrichienne en Italie, X, 142, 159. — Son plan, surpris par Moreau, 162. — Assiège Mantoue, 253. — Rejoint Souwarow avec vingt mille hommes, 256. — Sa participation à la bataille de Novi, 257.
- KWASDANOVICH**. Déluge d'Heidelberg la division qu'y a laissée Pichegru, VII, 377. — Commande vingt mille hommes de l'armée impériale de Wurms, en Italie, VIII, 276. — Rempporte les premiers avantages, 278. — Repoussé de Lonato, s'arrête, 282. — Se retire derrière le lac de Garda, 291. — Commande une division à la bataille de Bassano, 312. — Se retire vers le Frioul, 313. — Repoussé sur Bassano par Augereau, 360. — Commande un corps d'armée à la bataille de Rivoli, 415.
- LABAROLLIÈRE**, général. Prend le commandement des troupes de Biron, et s'avance jusqu'à Vihiers, IV, 300. — Sa défaite, 301.
- LABOISSIÈRE**, général. Commande une division à la bataille de Novi, X, 256.
- LABOURDONNAYE**, général. Repousse les Autrichiens, III, 56. — Se conduit en jacobin dans la Belgique, 123. — Entre à Anvers, 134. — Remplacé par Miranda, *ib.*
- LABRÉTÈCHE**. Commandant de l'école de Mars, dévoué à Robespierre, VI, 497. — Destitué, 219.
- LACARRIÈRE**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, le 18 fructidor, IX, 283.
- LACAZE**, député à la Convention. L'un des 21 girondins mis en jugement et appelés devant le tribunal révolutionnaire, V, 153.
- LACOMBE** (femme). Célèbre parmi les meneuses, IV, 139.
- LACOSTE** (Elie). Ministre de la marine, II, 60. — Acquiesce à ce que le roi déclare l'état de guerre, 72. — Membre du comité de sûreté générale, promet de ne plus souscrire à aucune liste de proscription, VI, 129. — Accuse Robespierre, Couthon et Saint-Just de former un triumvirat, 158. — Propose la suspension du tribunal révolutionnaire, 234. — Sort du comité de sûreté générale, 286. — Accompagne Pichegru à son entrée dans Amsterdam, VII, 21. — Arrêté, 235.
- LACOSTE**, colonel. Signe l'armistice de Cherasco, VIII, 457.
- LACRETELLE**, jeune. Écrit contre la Constitution directoriale, VII, 340.
- LACROIX**. Commissaire de la Convention à l'armée de Dumouriez, III, 138. — Refuse de voter sur la question de l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, 241. — Envoyé auprès de Dumouriez par la Convention, pour obtenir rétractation de sa lettre du 12 mars, IV, 16. — Sa mauvaise réputation motivée nuit au parti des nouveaux modérés, V, 330. — Son arrestation, 380. — Décrété d'accusation, 386. — Transféré du Luxembourg à la Conciergerie, 387. — Sa surprise en voyant le grand nombre de détenus, 388. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 396. — Sa condamnation et sa mort, 403.
- LACROIX**. Auteur du *Spectateur*, journal royaliste, VII, 482.
- LACROIX** (Charles de). Fournit à Robespierre l'occasion de se plaindre de la résistance des *indulgent*, VI, 423. — Secrétaire du conseil des Anciens, VIII, 3. — Ministre des relations extérieures, 17. — Représente le Directoire dans ses négociations avec l'Angleterre, 310. — A une entrevue avec lord Malmesbury, 387. — Sa réponse aux prétentions du cabinet anglais, 388. — Attaque des royalistes contre son administration, IX, 16. — La majorité du Directoire décide son remplacement, 204. — Exclu du ministère à l'unanimité du Directoire, 208. — Remplace l'envoyé Noël en Hollande, 375. — Sa conduite démagogique, 376. — Son rappel, X, 77.
- LACROIX** (d'Eure-et-Loir). Membre du comité de salut public, IV, 45. — Son sentiment sur l'attentat qui se prépare après le 31 mai, 163. — Annonce à la Convention que ses membres ne sont plus libres, 176.
- LACUËR**, député aux Anciens. Dévoué à Carnot, IX, 473. — Meneur de l'opposition constitutionnelle, 204, 212.
- LADMIRAL**. Ses tentatives d'assassinat sur Collot d'Herbois et Robespierre, VI, 84.
- LAFAYETTE** (marquis de). Proteste, avec la minorité de la noblesse, contre une démarche de cet ordre, I, 62. — Vice-président de l'Assemblée nationale, 91. — Envoyé à l'Hôtel de

Ville par l'Assemblée, 402. — Proclamé commandant de la milice bourgeoise, 403. — Ses mesures pour renforcer la milice, qui prend le nom de *garde nationale*, 408. — Son caractère et son rôle dans la révolution, *ib.* — Cherche à sauver Foulon, 441. — Feint de se démettre du commandement, 443. — Fournit la première idée de la Déclaration des Droits de l'homme, 434. — A prêté à contenir les agitateurs, 442. — Traité de Cromwell, *ib.* — Fait rebrousser chemin aux agitateurs se portant sur Versailles, 446. — Délourne les gardes françaises du projet d'exiger qu'on leur rende le service du roi, 459. — Arrive à Versailles, 469. — Fait prêter à son armée serment d'être fidèle au roi, 470. — Sa conduite aux 5 et 6 octobre, *ib.* — Enthousiasme qu'inspire sa conduite, 473. — Réconcilie la reine et les gardes du corps avec le peuple, 474. — Désarme les brigands, 475. — Jaloux par Mirabeau, 477. — Oblige le duc d'Orléans à s'éloigner, 478. — Propose la loi martiale, 484. — Réprime un acte d'indiscipline, 492. — Ses conseils au roi, 497. — Veut servir le trône avec Bouillé, 201. — Fondateur du club des Feuillants, 211. — Dénonce une influence secrète, 215. — S'unit à Mirabeau dans la question du droit de la paix et de la guerre, 222. — Avertit la cour de la disposition de l'Assemblée à amender son décret portant abolition des titres de noblesse, 232. — Son désintéressement, 233. — Chef de la fédération, 234. — Porte à l'autel du Champ-de-Mars la formule du serment, 237. — Veille constamment sur la personne du roi, 250. — Etranger au projet conçu par Mirabeau pour soutenir la cause de la monarchie, 253. — Rompt avec les Lameth, 262. — Rétablit l'ordre à Vincennes, 263. — Fait évacuer les Tuileries envahies par les chevaliers du poignard, *ib.* — Sa popularité, 264. — Supplie le roi de rester dans sa voiture, que le peuple avait arrêtée, 272. — Ignore le projet de fuite du roi, 276. — Envoie à la poursuite de la famille royale fugitive, 277. — Prend les plus grandes précautions pour la rentrée du roi à Paris, 287. — Réprime par l'emploi de la loi martiale un mouvement excité par les jacobins, 298. — Chef militaire de la bourgeoisie modérée, 300. — Propose une amnistie générale, 303. — Sa retraite, II, 46. — Reçoit le commandement d'une partie des troupes réunies sur le Rhin, 38. — Parfaitement accueilli à l'Assemblée, 39. — Commande l'armée du centre, 44.

— Parvient à établir l'ordre dans son armée, 45. — S'offre pour exécuter le plan de Dumouriez, 76. — Reçoit l'ordre de marcher sur la Belgique, par Namur, Liège ou Bruxelles, 77. — S'arrête à Givet, en apprenant l'échec des officiers de Rochambeau, 78. — Veut tenter un dernier effort avec les feuillants, 407. — Adresse à l'Assemblée une lettre exprimant sa désapprobation contre tout ce qui tend à attaquer le roi ou la Constitution, 408. — Dépopularisé par cette lettre, 414. — Se rend à Paris à la suite du 20 juin, 443. — Se présente à l'Assemblée et expose ses plaintes, 444. — Invite aux honneurs de la séance, 446. — Mal accueilli à la cour; reçoit de la population de Paris des témoignages de dévouement, 448. — Se décide à agir contre les jacobins, n'est pas secondé, 449. — Retourne se mettre à la tête de son armée, 450. — Propose un projet de fuite au roi, 479. — Mis hors d'accusation par l'Assemblée, 226. — Son buste enlevé de la salle du conseil général, 297. — Change de position avec Luckner, et porte son quartier général à Sedan, 279. — Sa résistance au nouveau gouvernement, après le 10 août, 280. — Déclaré traître à la patrie et décrété d'accusation, 281. — Ses troupes paraissent l'abandonner, 283. — Abandonne son camp, *ib.* — Quitte la France, et est mis aux fers par les Autrichiens, 284. — Son élargissement stipulé par le traité de Campo Formio, IX, 335.

LAFLOTTE. Dénonce un propos de Dillon, V, 397.

LAFON. Refuse de voter sur la question de l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, III, 241.

LAFOND. Jeune émigré, commande les sections du faubourg Saint-Germain, le 13 vendémiaire, VII, 364, 365, 369. — Sa condamnation, 372.

LAFOND-LADEBAT, président des Anciens. Déclare la représentation nationale dissoute le 18 fructidor, IX, 279. — Son arrestation, 281. — Condamné à la déportation, 285. — Déporté à la Guyane, 289.

LAGRANGE. Sa société recherchée par Bonaparte, IX, 335.

LAGRELET. Les patriotes se réunissent chez lui pour conspirer, VII, 482.

LAGREVY, électeur. Adjoint au comité insurrectionnel, II, 487.

LAHARPE. Caractère de ses leçons au Lycée, VII, 48. — Se prononce contre la Constitution directoriale, 341.

LA HARPE, général. Sa participation à

- la conquête du Piémont, sous Bonaparte, VIII, 143, 147, 148, 150. — Sa mort, 177.
- LANZOZ**, général. Enlève le pont du Senio, IX, 50. — Commande la légion lombarde, 74. — Marche contre les montagnards armés par le gouvernement de Venise, 76. — Son patriotisme véhément, X, 85. — Cherche à se ménager l'appui de Barras, 91.
- LAIGNELOT**, conventionnel. Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 119.
- LAJARD**. Appelé au minis'tère à la sortie de Dommuriez, II, 104.
- LALLEMANT**, ministre de France à Venise. Sa conduite sage auprès du gouvernement de Venise, IX, 77, 107. — Reçoit de Bonaparte l'ordre de sortir de Venise déclarée en guerre avec la France, 120.
- LALLY-TOLLENDAL**. Proteste, avec la minorité de la noblesse, contre une démarche de cet ordre, I, 62. — Propose de faire des décrets sur la libre circulation des subsistances, 75. — Mérite l'établissement de la Constitution anglaise avec Necker, Mounier et Clermont-Tonnerre, 81. — Propose une adresse au roi, pour demander le rappel des ministres disgraciés, 90. — Fait partie du comité de Constitution, 92. — Envoyé à l'Hôtel de Ville par l'Assemblée nationale, 102. — Porté en triomphe, 105. — Veut arrêter la révolution, 117. — Veut une proclamation au peuple pour imprimer ses excès, 120. — Fait lever la séance dans la nuit du 4 août, 124. — Fait proclamer Louis XVI, restaurateur de la liberté française, 125. — Ses arguments pour faire adopter la Constitution anglaise, 137. — Dénonce une députée qu'il a reçue de Palais-Royal, 143. — Donne sa démission de membre du comité de Constitution, 146. — Soutient que les articles du 4 août sont législatifs, 147. — Donne sa démission de membre de l'Assemblée, 183. — Se joint aux feuillants pour tenter un dernier effort, II, 107. — Désire que Lafayette agisse promptement contre les jacobins, 148. — Décide avec ses amis la fuite du roi à Gaillon, 202.
- LALOI**. Membre du comité de salut public après la chute de Robespierre, VI, 235.
- LAMARCHE**, général. Prend le commandement provisoire de l'armée, après la mort de Dampierre, IV, 242. — Quitte le camp de Famars, 16. — Mis en jugement, 387.
- LAMARILLÈRE**, général. Bat en retraite, III, 317.
- LAMARQUE**. Commissaire envoyé par la Convention pour amener Dumouriez à Paris, IV, 30. — Livré par lui aux Autrichiens, 35. — Echoué contre la fille de Louis XVI, VIII, 51. — Sa rentrée au corps législatif, 93.
- LAMBALLE** (princesse de). Enfermée à la Force, ma-sacrée, II, 328. — Sa tête au bout d'une pique, est portée sous les yeux de la famille royale, 329.
- LAMBESC** (prince de). Sa conduite à la tête de Royal-allemand, le 12 juillet 1789, I, 86.
- LAMBRECHTS**. Ministre de la justice, IX, 295. — Remplacé par Cambacérès, X, 242.
- LAMRTH**. Les deux frères protestent, avec la minorité de la noblesse, contre la démarche de cet ordre, I, 62. — Forment un triumvirat avec Barnave, 117. — Leur opinion touchant la Constitution, 139. — Accréditent le bruit qu'on va donner le ministère à Mirabeau, 181. — Charles porte à la tribune une accusation contre le clergé, 205. — Dominent au club des Jacobins, 211. — Alexandre soulève la discussion sur le droit de la paix et de la guerre, 217. — Font reporter au trésor soixante mille francs, consacrés par la reine à leur éducation, 227. — Demandent la destruction d'une statue équestre de Louis XIV, 231. — Alexandre préside l'Assemblée, 256. — Leur rupture avec Lafayette, 262. — S'entendent avec la cour, et prêtent secours au trône, 289. — Leurs projets touchant la Constitution, 302. — Conseillent la cour, II, 40. — Abandonnent le club des Jacobins et se transportent aux Feuillants, 43. — Conseillent au roi de refuser sa sanction au décret contre les prêtres, 28. — Veulent tenter un dernier effort pour le roi et la Constitution, 107. — Alexandre quitte l'armée et la France avec Lafayette, 284.
- LAMOIGNON** (de). Garde des sceaux, ennemi des parlements, seconde M. de Brienne, I, 42. — Concerte avec M. de Brienne un plan contre la puissance politique des parlements, 49.
- LAMOURETTE**, évêque constitutionnel de Lyon et député à l'Assemblée législative. Sa motion, II, 169. — La réconciliation passagère de tous les partis, effet de cette motion, 171. — Demande que la commune rende compte de l'état de Paris après les journées de septembre, 326.
- LANDAU**. Déblocus de cette place, V, 244. — Pichegru s'attribue l'honneur

- de ce déblocus, qui appartient à Hoche, VI, 59.
- LANDRECIERS.** Siège de cette place, VI, 61. — Prise par Cobourg, 65. — Reprise par les Français, 300.
- LANGARA**, amiral. Paraît dans la Méditerranée, IV, 231. — Son humanité en évacuant Toulon, V, 253.
- LANGRES** (l'évêque de). Préside l'Assemblée, I, 144.
- LANJUNAIS**, député à la Convention, demande le bannissement des Bourbons, III, 210. — Demande l'annulation de la procédure suivie contre Louis XVI, 219. — Veut que l'arrêt soit rendu à la majorité des deux tiers des voix, 243. — S'oppose à la création d'un tribunal sans appel, 323. — L'un des vingt-deux députés dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59. — Son énergique protestation contre la faiblesse de la Convention, 133. — Assiste à la séance de la Convention réunie au son du tocsin, 170. — Sa conduite courageuse, 172. — Refuse de donner sa démission, 175. — Demande sa réintégration à la Convention, VI, 389. — Assiste à un banquet chez Tallien, VII, 316. — Regardé comme royaliste secret, 326. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, 332. — Propose un président de la république, 334. — Cherche à se justifier de son silence pendant les scènes de vendémiaire, 380. — Secrétaire du conseil des Anciens, VIII, 5.
- LANNES**, général. Fait colonel à Millelino, VIII, 151. — Commande l'avant-garde au passage du Pô à Plaisance, 176. — Disperse l'avant-garde des insurgés de Pavie, 192. — Châtie les fiefs impériaux, 214. — Blessé à Arcole, 371. — Marche contre l'armée papale, IX, 50. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, 418. — Son découragement en traversant le désert d'Alexandrie au Caire, X, 30. — Commande une division de l'expédition de Syrie, 290. — Blessé au siège de Saint-Jean d'Acre, 298. — Bataille d'Aboukir, 303. — Retourne en France avec Bonaparte, 341. — Lui gagne les militaires, 354. — Sa participation à la journée du 18 brumaire, 364. — Commis à la garde des Tuileries, 367.
- LANOT**, membre de la Convention. Fidèle aux séances des Jacobins après la chute de Robespierre, VI, 339. — Décrété d'accusation, VII, 332.
- LANOYE**, général. Mis en accusation sur la proposition de Robespierre, III, 326.
- LANTUÉNAS**, député à la Convention. L'un des vingt-deux dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59. — Donne sa démission de député sur le vœu exprimé par le comité de salut public, 175. — Rayé de la liste des vingt-deux, 180.
- LANTIVY** (de), chef de chouans. Sa participation à l'expédition de Quiberon, VII, 295, 298, 304.
- LANUSSE**, général. Sa bravoure à Dego, VIII, 151. — Commande une division à la bataille d'Aboukir, X, 306.
- LAPLACE**. Sa conversation recherchée par Bonaparte, IX, 355.
- LAPLANCHE**. Rapport de ce commissaire de la Convention sur sa mission dans le Cher, V, 127. — Décrété d'accusation, VII, 332.
- LAPORTE**, administrateur de la liste civile. Reçoit l'ordre de se prêter à l'exécution des plans conçus par Mirabeau pour secourir la cause de la monarchie, I, 251. — Communique à l'Assemblée un mémoire du roi contenant les motifs de son départ, 280. — Condamné à mort par le tribunal du 17 août, 294.
- LAPORTE**, député à la Convention. Coupe les communications des Lyonnais avec le Jura, V, 7. — Pénètre dans la section Lepelletier pour la désarmer, VII, 357. — Capitule avec cette section, 358.
- LAPORTE**, général. Détaché de l'armée d'Italie pour le siège de Toulon, V, 216. — Attaque le fort Fanon, 251. — Posté avec sa division sur la haute Trebbia, X, 303.
- LA PRÉVALAYE**. Lieu des conférences des principaux chouans, VII, 158. — Stofflet y envoie un représentant, 159.
- LAQUEUILLE**. Décrété d'accusation comme prévenu d'hostilité contre la France, II, 49.
- LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX**. Dit que tous les députés iront en prison avec les vingt-deux, IV, 474. — Réintégré dans la Convention, VII, 77. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, 332. — Président du conseil des Anciens, VIII, 8. — Désigné par les conventionnels pour être directeur, 6. — Son portrait, 7. — Directeur, 9. — S'occupe avec Letourneur de l'administration intérieure, 48. — Son portrait, IX, 6. — Ses idées sur la religion font naître la secte des *théophilanthropes*, 8. — Reste étranger à leurs cérémonies, 9. — Son républicanisme, 11. — Ses efforts pour calmer la discorde entre ses collègues, 15. — Fait approuver

- par le Directoire les projets de Bonaparte contre l'Autriche, 47. — Désapprouve les préliminaires de Léoben, 104. — S'oppose au mode de tirage au sort imposé par les cli-chyens pour la désignation du directeur sortant, 151. — Ses rapports avec ses collègues, 184. — Forme une alliance avec Rewbell et Barras pour sauver la république, 185. — Se décide à un coup d'Etat, 187. — Son goût pour M. de Talleyrand, 202. — Sollicite par les constitutionnels pour opérer le changement de ministère dans leur sens, 205. — Ne leur donne aucune satisfaction, 207. — Vient au secours de Hoche accusé d'avoir franchi la limite constitutionnelle, 219. — Subjugué Augereau, 227. — Veut qu'on reprenne les hostilités contre l'Autriche, 243. — Repousse les conditions offertes par l'Angleterre, 244. — Rédige le message du Directoire en réponse aux plaintes des Conseils, 251. — A une conférence avec les constitutionnels, 257. — Ses efforts infructueux pour ramener Carnot, 260. — Ses discours véhéments répondant indirectement aux rapports faits aux Conseils, 266. — Menacé d'assassinat, 269. — Se joint à Rewbell pour obliger Barras à s'expliquer, 270. — Se réunit à ses collègues chez Rewbell pour exécuter le coup d'Etat du 18 fructidor, 274. — Exige le remplacement des deux directeurs déportés, 293. — Reçoit le traité de Campo-Formio sans s'expliquer à son égard, 338. — Combat le projet d'expédition en Egypte, 413. — Est d'avis d'accepter la démission de Bonaparte s'il l'offre, 414. — Son plan relativement au gouvernement en Italie, X, 89. — Son plan d'administration pour les pays où résident des armées françaises, 427. — Objet de la haine générale, 481. — Engage son collègue Treillard à ne pas céder à l'opposition des Conseils, 230. — Sieyès lui demande sa démission, 231. — Son refus, 232. — Donne sa démission, 235. — Se retire à Andilly, 236.
- LARIVIÈRE**, Juge de paix. Décrété d'accusation pour avoir lancé un mandat d'amener contre trois députés, II, 83.
- LARIVIÈRE** (Henri). Ses paroles rassurantes pour la famille royale, II, 262. — Membre de la commission des douze, IV, 413. — Veut présenter les explications de la commission des douze, 430. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 486. — Demande sa réintégration à la Convention, VI, 389. — Réintégré, VII, 77. — Dénonce avec violence Carnot, Robert Lindet et Prieur, 235. — Regardé comme royaliste secret, 326, 379. — Essaie de se justifier de son silence pendant les scènes de vendémiaire, 380. — Appelé au bureau des Cinq-Cents, IX, 453. — Entrevoit un nouveau 31 mai pour les députés opposants, 216. — Condamné à la déportation le 18 fructidor, 285.
- LA ROBERIE**, aide de camp de Charette. Envoyé par lui à Londres, VII, 40. — Porte à Charette l'invitation de rompre les négociations, 158.
- LA ROCHEFOUCAULD** (cardinal de). Supplie le roi de réprimer l'audace du Tiers-État, I, 57. — Proteste au nom de la minorité du clergé, 70.
- LA ROCHEFOUCAULD** (duc de). Proteste, avec la minorité de la noblesse, contre une démarche de cet ordre, I, 62. — Sa proposition touchant la religion catholique, 207. — Signe une pétition au roi provoquant l'opposition du *veto* au décret contre les prêtres, II, 30. — Se rend au château des Tuileries dans la nuit du 9 au 10 août, 235.
- LA ROCHEJAQUELIN** (Henri de). Mis à la tête de l'insurrection du Bocage, IV, 88. — Attaque Thouars, 90. — Battu à Luçon, V, 44. — Commande dans le haut Anjou, 39. — Veut qu'on reste sur la rive gauche de la Loire, 117. — Insiste encore après la déroute de Cholet, 421. — Général en chef des Vendéens, 267. — Insuccès de la tentative sur Granville, 270. — Ses vains efforts pour entraîner les Vendéens vers la Normandie, 271. — Passe la Loire et ne peut la repasser, 282. — Remplacé, après sa mort, par Stoffet dans l'Anjou et le haut Poitou, VI, 317.
- LASOURCE**, secrétaire de la Convention, III, 22. — Dénonce les triumvirs sans les nommer, 30. — Réveille les soupçons élevés sur la conduite de Lacroix et de Danton dans la Belgique, IV, 37. — L'un des 22 députés dont les sections demandent l'expulsion, 59. — Président de la Convention, 61. — Dit que les conjurés se sont présentés chez lui pour l'enlever, 419. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 486. — Comparait devant le tribunal révolutionnaire, V, 453. — Ses paroles en entendant sa condamnation, 461. — Sa mort, 462.
- LASALLE**. Combat à Rivoli, VIII, 420.
- LATOUR**, général autrichien. Sa parti-

- cipation à la bataille de Fleurus, VI, 170. — A celle de l'Ourlthe, 305. — Signe l'armistice de Cherasco, VIII, 157. — Commande les troupes du haut Rhin sous l'archiduc Charles, 227. — Sa position après le passage du Rhin par Moreau, 233. — L'archiduc Charles lui amène un renfort de 25 mille hommes, 234. — Laisse avec 36 mille sur le Danube pour occuper Moreau, 299. — Suit Moreau dans sa retraite, 322. — Partage ses forces en trois corps, 323. — Battu à Biberach, 324.
- LATOUR-DU-PIN**, ministre de la guerre. Donne à Bouillé les pouvoirs les plus étendus, I, 243. — Se prête à toutes les volontés des chefs militaires, 248. — Remplacé par Duportail, 249. — Tiré de prison pour servir de témoin contre Marie-Antoinette, V, 144. — Ses vœux à la charge de la reine, 147.
- LATOUR-FOISSAC**, général. Chargé de la défense de Mantoue, X, 252.
- LATOUR-MAUBOURG**. Nommé commissaire par l'Assemblée pour reconduire Louis XVI à Paris, I, 285. — Monte dans la voiture de Mme de Tourzel, *ib.* — Quitte l'armée et la France avec Lafayette, II, 284.
- LAUDON**, général autrichien. Battu sur l'Adige par Joubert, IX, 70. — Descend l'Adige pour se porter sur Vérone, 108. — Battu par Lecourbe, X, 147.
- LAUER**, général autrichien. Chef d'état-major de Wurmser, VIII, 364.
- LAUGIER**, capitaine d'un lougre français. Sa mort dans le port du Lido, IX, 413.
- LAUGIER**. Sa mort au siège de Saint-Jean-d'Acre, X, 291.
- LAUMONT**, député aux Anciens. Condamné à la déportation, IX, 283.
- LA UNION**, général espagnol. Remplace Ricardos mort, VI, 53. — Battu, 54. — Sa défaite, VII, 28.
- LAVAL**. Attaque imprudente de Westermann sur cette place, V, 260. — Plan d'attaque proposé par Savary, 261.
- LAVALETTE**, aide de camp du général Bonaparte. Envoyé à Gènes soulevée contre les Français, IX, 136. — Bonaparte l'envoie à Paris pour tout observer, 223. — Conseille à Bonaparte de demeurer indépendant entre le Directoire et les Conseils, 264. — Menacé par Barras et Augereau, parti pour l'Italie, 293.
- LAVATER**. Sa mort, X, 324.
- LAVICOMTERIE**. Membre du comité de sûreté générale, VI, 130. — Exclu après la chute de Robespierre, 235. — Arrêté, VII, 235.
- LAVIEUVILLE**. Officier envoyé par Puits de Londres en Bretagne, VII, 266.
- LAVILLE-HRUANOIS**. Agent royaliste à l'intérieur, adjoint à Lemaître, VI, 327. — Se ménage des communications avec les provinces insurgées, VII, 157. — Membre de l'agence royaliste, VIII, 114; IX, 19. — Ses intrigues, 27. — Cherche à gagner la force armée de Paris, 30. — Son arrestation, 31. — Sa condamnation à mort commuée en détention, 32. — Condamné à la déportation, 286. — Déporté à la Guyane, 289.
- LAVOISIER**, fameux chimiste. Condamné par le tribunal révolutionnaire comme fermier général, VI, 93.
- LAZOUSKI**. Adjoint au comité insurrectionnel, II, 187. — Dirige les individus promoteurs de désordres, III, 325. — Dénoncé par Garat comme l'un des chefs des agitateurs, 341.
- LEBAS**. Commissaire de la Convention en Alsace, V, 339. — A l'armée du Nord, VI, 59. — Veut interroger Billaud-Varennes attaquant Robespierre, mais est forcé au silence, 303. — Adjoint sur sa demande au décret d'arrestation rendu contre Robespierre, 208. — Conduit à la maison de justice du département, et ramené à la mairie, 214. — Sa mise hors la loi, 217. — Tente de se suicider, 222. — Sa mort, 225.
- LEBON** (Joseph), commissaire de la Convention à Arras. Son portrait, VI, 147. — Réclamations provoquées par sa folie furieuse, 148. — Sa conduite sanguinaire n'est pas désapprouvée par le comité de salut public, 149. — Décret d'arrestation après la chute de Robespierre, 226. — Son procès, VII, 332.
- LEBRUN**. Ministre des affaires étrangères, II, 239. — Chargé provisoirement du portefeuille de la guerre, III, 50. — Son caractère, 148. — Ajouté à la liste des vingt-deux, IV, 180. — Destitué, se soustrait au mandat d'arrêt lancé contre lui par la commune, 186. — Membre des Anciens, dévoué à Carnot, IX, 173. — Prete son concours à la journée du 18 brumaire, X, 361.
- LECARLIER**. Envoyé en Suisse par le Directoire pour concilier les divers partis, IX, 399.
- LECARPENTIER**, député à la Convention. Son arrestation pour avoir été

- le bourreau de la Manche, VII, 221.
— Décrété d'accusation, 228.
- LÉCHILLE.** Reçoit le commandement de l'armée de l'Ouest, V, 67. — Son portrait, 110. — Son incapacité, 111. — Ordonne l'attaque de Laval, 262. — Sa déroute, 263. — Suspendu par les représentants, se retire à Nantes. Sa mort, 264.
- LECLERC.** Provoque une pétition des cordeliers contre la Constitution de l'an II, IV, 239. — Exclu du club, 241. — Compris dans le procès des hébertistes, V, 366. — Sa mort, 374.
- LECLERC, général.** Laisé par Dumouriez devant Berg-op Zoom, III, 294. — Combat à Rivoli, VIII, 420. — Se rapproche de Bonaparte, X, 338. — Fait évacuer la salle des Cinq-Cents par la force armée, le 19 brumaire, 382.
- LECOINTE-PUIRAVAX, député à la Convention.** Interrompt Robespierre, qui au lieu de se justifier fait son panégyrique, III, 34. — Partisan du Directoire, X, 221.
- LECOINTRE, de Versailles, député à la Convention.** Vote la mort de Louis XVI, III, 245. — Son fils envoyé en otage à Clerfayt par Dumouriez, VI, 33. — Appelé comme témoin dans le procès de Marie-Antoinette, V, 144. — Dénonce l'arrestation d'un courrier du comité de salut public, par un agent du ministère, 232. — Crainte et mécontentement que lui inspire le comité de salut public, VI, 112. — Appuie l'ajournement de la loi du 22 prairial, 120. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — S'entend avec de vieux montagnards, également menacés par Robespierre, 157. — Prend le premier la parole après le fameux discours de Robespierre, dont il demande l'impression, 191. — Combat la proposition de Granet, sur la réincarcération des élargis, 246. — Présente vingt-six chefs d'accusation contre les membres des anciens comités, 278. — Difficulté pour lui d'appuyer ces accusations de pièces probantes, 284. — Son accusation déclarée calomnieuse, 285. — Fait imprimer les pièces à l'appui de son accusation, 390. — Retourne à la Montagne, après la réintégration des girondins survivants, VII, 78. — Envoyé en détention à Ham, 124.
- LECOURE, général.** Commande l'aile droite de l'armée de Masséna, en 1799, X, 444. — Accable Laudon, 145. — Remporte un avantage à Tanfers, 156. — Se retire de l'Engadine, 188. — Sa position sur la Limmat, 190. —
- Redevient maître du Saint-Gothard, 251. — Forme la droite de Masséna, 317. — Sa belle retraite, 327.
- LEFÈVRE, général.** A l'armée de Sambre-et-Meuse, VI, 167. — Sa participation à la victoire de Fleurus, 170. — A celle de la Roër, 307. — Sa division formant l'aile gauche de Jourdan, battue à Wetzlar, VIII, 225. — Commande la réserve de Jourdan, ne prend pas part à la bataille de Wurtzbourg, 319. — Sa présence à Paris, à la veille du 18 fructidor, IX, 248. — Son attitude vis-à-vis le Directoire, 266. — Commande l'avant-garde à l'armée du Danube sous Jourdan, X, 148. — Blessé, 153. — Remplace Marbot dans le commandement de la place de Paris, 273. — Se rapproche de Bonaparte, 338. — Son concours à la journée du 18 brumaire, 363.
- LEFIOT, député à la Convention.** Décrété d'accusation, VII, 332.
- LEFORT.** Membre du comité de surveillance, II, 303, 332.
- LEGENDRE, député à la Convention.** L'un des chefs des conciliabules qui se tiennent dans les faubourgs, II, 116. — Veut arracher au roi la sanction du décret du camp sous Paris, 134. — Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Demande l'impression préalable des opinions sur le procès de Louis XVI, 186. — Veut qu'on effraie Louis XVI par le silence des tombeaux, 196. — S'oppose au projet d'insurrection proposé aux Cordeliers par Variet, IV, 118. — Menace Lanjuinais de le jeter à bas de la tribune, 134. — Traité d'endormeur par les jacobins, 138. — Tente d'arracher Lanjuinais de la tribune, 172. — Propose de faire quelques modifications à la liste des vingt-deux, 179. — Traité de modéré par les jacobins, 291. — S'oppose vainement à une pétition des cordeliers, dirigée contre le comité de salut public, V, 50. — Dénonce à la Convention des propos contre Marat, 379. — Demande que la Convention entende Danton, 384. — Sa soumission après l'exécution de Danton, VI, 3. — Propose de former une garde autour des membres du comité de salut public, 101. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — Cherche à rassurer l'Assemblée contre l'insurrection de la commune, 215. — Membre du comité de sûreté générale, 235. — Demande la mise en accusation de Fouquier-Tinville, 236. — Répand la joie dans les prisons qu'il visite, 238. — Demande le rap-

- port de la loi ordonnant l'impression de la liste des élargis avec leurs répondants, 246. — Désapprouve l'accusation que Lecointre porte contre les membres des anciens comités, 278. — Accuse les jacobins de l'assassinat de Tallien, 287. — Attribue tous les désordres aux membres des anciens comités, 341. — Demande que la Convention empêche ces membres d'aller prêcher la révolte aux Jacobins, 379. — Fait décider les poursuites contre Billaud, Collot et Barrère, 390. — Echange des injures avec la Montagne à la tribune de la Convention, VII, 55. — Demande la formation d'une commission de onze membres pour préparer les lois organiques dont la Constitution de 1793 doit être accompagnée, 92. — Veut parler après l'invasion de la salle par la multitude, 109. — Activité de ses efforts pour réprimer l'insurrection du 1^{er} prairial, 217. — Propose de rapporter les décrets rendus pendant le triomphe de l'insurrection, 220. — Propose d'attendre en silence ce qui adviendra du siège mis devant la Convention par les insurgés, 223. — Demande le renvoi à leurs juges naturels des députés traduits devant la commission militaire, 337. — Dénonce M^{me} de Staël, 339. — Reproche à Boissy, Lanjuinais, Larivière et Lesage, leur silence pendant les scènes de vendémiaire, 380.
- LEGRAND.** Propose pour l'Assemblée du Tiers-Etat, le titre d'*Assemblée nationale*, I, 54.
- LEGUEN DE KERENGAL.** Fait à l'Assemblée nationale le tableau du régime féodal, I, 123.
- LEHARDY**, député à la Convention. Demande que l'arrêt de la Convention sur Louis XVI soit rendu à la majorité des deux tiers des voix, III, 243. — L'un des 22 députés dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59. — Compare devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Demande l'arrestation de Robert-Lindet, VII, 222.
- LEJEUNE**, député à la Convention. Prend part à la discussion sur le procès de Louis XVI, III, 191. — Combat la loi contre les sociétés populaires, VI, 348. — Se plaint aux Jacobins de n'avoir pas été secondé à la Convention, 353. — La Convention procède contre lui, VII, 235.
- LEMAITRE.** Agent des princes émigrés à Paris, contribue à les induire en erreur sur les dispositions de la France, VI, 326. — Se ménage des communications avec les provinces insurgées, VII, 157. — Inspire un grand nombre de journaux, 181. — Écrit en Bretagne pour désapprouver l'expédition de Quiberon, 296. — Ses agents poussent l'opposition à l'insurrection, 341. — Appelle des chouans et des émigrés à Paris, 349. — Arrêté, 374. — Découverte de sa correspondance, 374. — Condamné à mort, VIII, 50.
- LEMARCHANT-GONICOURT**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 283.
- LEMARQUIS.** Sa bravoure à la bataille de Roveredo, VIII, 308.
- LEMERCIER.** Membre du conseil des Anciens, se rapproche de Bonaparte, X, 349.
- LEMERER**, député. Gagné par les royalistes, IX, 27, 156. — Dénoncé par Duverne de Presle, 181. — Condamné à la déportation, 285.
- LEMOINE**, général. Commande une division d'infanterie, IX, 210. — Sa présence à Paris, à la veille du 18 fructidor, 248. — A un commandement à l'armée d'Italie, X, 106. — Commande une division à la bataille de Novi, 256.
- LENFANT.** Membre du comité de surveillance, II, 303, 332.
- LENOIR-LAROCHE.** Ministre de la police, IX, 209.
- LÉOBEN.** Bonaparte y arrive après une marche rapide, IX, 90. — Suspension d'armes signée en ce lieu, 94. — Négociations de paix, 92. — Préliminaires de paix signés à Léoben, le 18 avril 1797, 102. — Echange des ratifications à Montebello, 229.
- LÉOPOLD**, archiduc. Son heureux règne sur la Toscane, VIII, 164.
- LÉOPOLD**, empereur d'Allemagne. Succède à Joseph II, I, 214. — Parcourt l'Italie, 273. — Envoie un agent auprès de Louis XVI et de la reine, *ib.* — Promet de faire marcher des troupes, 274. — Engage Louis XVI à ne pas partir, 275. — Désire la paix, 292. — Fait en commun, avec le roi de Prusse, la déclaration de Pillnitz, *ib.* — Son avis de ne pas agir trop précipitamment, II, 18. — Ne veut pas la guerre, souhaite un congrès, 40. — Sa réponse imprudente, 41. — Sa mort, 68.
- LEPELLETIER (Félix).** Fait partie du club du Manège, X, 266.
- LEPELLETIER DE SAINT-FARGEAU.** Assassiné par le garde du corps Paris, III, 258. — Son buste répandu partout, IV, 268. — Ses bustes subli-

- tués à ceux de la Vierge, V, 491. — Son buste retiré de la Convention, VII, 59.
- LEQUINIO**, député à la Convention. Décrété d'accusation, VII, 332.
- LESAGE**, d'Eure-et-Loir, député à la Convention. Mis en accusation, IV, 180. — Se rend dans les départements, 186. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 202. — Regardé comme royaliste secret, VII, 326. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, 332. — Propose un président de la république, 334. — Cherche à se justifier de son silence pendant les scènes de vendémiaire, 350.
- LESAGE-SENAULT**. Membre du comité de sûreté générale, VI, 286. — Se replace à gauche après la réintégration des girondins survivants, VII, 75. — Envoyé en détention à Ham, 124.
- LESCURE** (de). Se met à la tête de l'insurrection dans le Bocage, IV, 89. — Ses bons procédés pour le général Quéteau, 91. — S'empare de Fontenay, 137, 223. — Sa proclamation aux habitants des villes, 225. — Son rôle pendant le siège de Nantes par les Vendéens, 247. — Ses rixes envers les habitants de Parthenay, 298. — Battu à Luçon, V, 14. — Commande en Poitou, 39. — Surprend la colonne de Beysser dans Montaigu, 45. — Son armée mise en désordre, 112. — Surprend la colonne de Luçon, 113. — Blessé mortellement, 114.
- LESPIGASSE**, général. Commande une partie de l'artillerie à la bataille du Tagliamento, IX, 66.
- LESTERP-BRAUVAIS**. Comparet avec les girondins devant le tribunal révolutionnaire, V, 153.
- LETELLIER**, député à la Convention. Se brùle la cervelle pour n'avoir pu empêcher une émeute à Chartres, VII, 349.
- LETOURNEUR**, député. A bord de l'amiral de l'escadre réparée dans Toulon, VII, 121. — Désigné par les conventionnels pour être directeur, VIII, 6. — Directeur, 9. — S'occupe avec La Révellière-Lépeaux de l'administration intérieure, 48. — Son portrait, IX, 6. — Forme avec Carnot la minorité dans le Directoire, 14. — Désigné par le sort pour sortir du Directoire, 153. — Négociateur du Directoire pour traiter de la paix avec l'Angleterre, 235. Sa sauvagerie, 236. — Ignore la négociation secrète de Maret avec lord Malmesbury, 241. — Ministre de l'intérieur, 293.
- LETURCO**. Mort à la bataille d'Aboukir, X, 307.
- LEVASSEUR**. Indique un moyen de distinguer les pétitionnaires et les députés confondus sur les bancs de la Montagne, IV, 159. — Combat le décret sur les sociétés populaires, VI, 352. — Envoyé en détention à Ham, VII, 124.
- LEVÉE EN MASSE**. Demandée par Audouin, IV, 353. — Demandée par les commissaires des assemblées primaires, 354. — Décrétée, 355. — Moyens employés pour l'exécuter, 356.
- LEVIS** (duc de). Commande un détachement de chouans à Quiberon, VII, 300. — Blessé, 301.
- LIOMOND**. Compromis par Lemaitre. Son arrestation, VII, 381. — Réintégré comme député, VIII, 50.
- L'HUILLIER**, procureur-syndic du département. Sa véhémence apostrophée à la Convention, IV, 157. — Demande vengeance contre les girondins, 158. — Vient annoncer à la Convention, au nom du département, l'hommage rendu à la *Raison* par le clergé de Paris, V, 194.
- LIANCOURT** (duc de). Proteste avec la minorité de la noblesse contre une démarche de cet ordre, I, 62. — Ses représentations au roi, 99. — Président de l'Assemblée nationale, 105. — Ses offres pour sauver le roi, II, 202. — Donne tout l'or qu'il a pu se procurer pour aider à la fuite du roi, 224.
- LIDO**. Massacre des Français dans le port de ce nom à Venise, IX, 114.
- LIÈGE**. Pris par Dumouriez, III, 135. — Esprit révolutionnaire de cette ville, 137.
- LIMOTAUD**, Marseillais. Ses menées en faveur du roi, II, 201.
- LIGNÉ** (prince de). S'empare du passage de la Croix-aux-Bois dans l'Argonne, II, 346. — Sa mort, *ib.*
- LIGNEVILLE**, général. Commande l'armée de la Moselle après Beurnonville, IV, 213. — Ne donne aucun secours à Custine, 216.
- LILLE**. Bombardée par les Autrichiens, III, 55. — Dumouriez fait une tentative malheureuse sur cette ville, IV, 32. — Son esprit républicain, 72. — Des conférences entre l'Angleterre et la France s'y ouvrent, IX, 143. — Suite des conférences, 311. — Leur rupture, 313.

- LIMMAT.** Masséna se replie sur la ligne de cette rivière, X, 314.
- LINDET.** (Voy. ROBERT LINDET.)
- LINGLEY.** député aux Anciens. Interpelle Bonaparte dans la séance tenue à Saint-Cloud le 19 brumaire, X, 378.
- LINKEN, général.** Sa retraite, X, 326.
- LIPTAI, général autrichien.** Désastre de sa division à Fombio, VIII, 476. — Chassé de Pizzighettone, 481. — Repousse le général Valette de Castiglione, 283. — Repoussé par Angereau, 285. — Rejeté au delà de la Brenta par Masséna, 360. — Commande un corps à la bataille de Rivoli, 445.
- LISTE CIVILE.** Celle de Louis XVI fixée à vingt-cinq millions, I, 227.
- LIVOURNE.** Son port livré aux Anglais, VIII, 244. — Occupé par les Français, 247.
- LIVRE ROUGE.** Communiqué à l'Assemblée, I, 227.
- LOANO.** Bataille de ce nom livrée les 23 et 24 novembre 1795, VIII, 59. — Résultats de cette victoire pour les Français, 61.
- LODI.** Bonaparte enlève cette ville à Beaulieu qui l'occupait avec douze mille hommes seulement, VIII, 478. — Passage du pont de Lodi par l'armée française, 479.
- LOI DES OTAGES.** Rendue après le renouvellement du Directoire, X, 245.
- LOI DES SUSPECTS.** Rendue le 17 septembre 1793, V, 59.
- LOI DU TROIS BRUMAIRE.** Exclut les parents des émigrés des fonctions publiques, et amnistie tous les délits commis pendant la révolution, excepté ceux relatifs au 43 vendémiaire, VII, 384. — Difficultés de son application, VIII, 87. — Son abrogation proposée par un membre des Cinq-Cents, 88. — De nouveau sanctionnée par les Cinq-Cents, 89. — L'exception relative aux délits du 43 vendémiaire abrogée, 397. — Rapportée par les Cinq-Cents, est maintenue par les Anciens, IX, 452. — Rapportée, 458. — Remise en vigueur après le 48 fructidor, 586.
- LOI DU VINGT-DEUX PRAIRIAL.** Cette loi pour rendre la procédure révolutionnaire plus expéditive, proposée par Robespierre et Couthon, est adoptée par la Convention malgré l'opposition des restes de la faction des Indulgents, VI, 418. — Son application, 435. — Révoquée après la chute de Robespierre, 235.
- LOI MARTIALE.** Proposée et adoptée, I, 484. — Proclamée au Champ-de-Mars, 298.
- LOIZEROLLES.** Se laisse condamner et exécuter pour son fils, VI, 433.
- LOMBARDIE.** Sa situation, VIII, 468. — Bonaparte prend possession de cette contrée, 481. — Les campagnes se révoltent contre l'armée française, 490. — Progrès rapides de l'esprit public, 240. — Bonaparte permet aux Lombards de lever une légion à leur solde, 295. — Efforts de l'Autriche pour la reconquérir, 344. — Demande son organisation en république, 351. — Forme une seconde légion, 354. — Entre dans la formation de la république Cisalpine, IX, 318.
- LONATO.** Bataille de ce nom livrée le 3 août 1796, VIII, 283. — Présence d'esprit de Bonaparte surpris à Lonato par un corps autrichien, 287.
- LONDRES.** Ses principaux commerçants donnent une preuve remarquable d'esprit public, IX, 443.
- LONGWY.** Prise de cette ville par les Prussiens, II, 291.
- LORETTE.** Bonaparte envoie à Paris la vierge en bois de N. D. de Lorette, IX, 51.
- LONGES, général.** Commande une colonne à la bataille de la Roër, VI, 308. — Commande une division en Suisse sous Masséna, X, 490, 517. — Sa participation à la bataille de Zurich, 320.
- LOREAU.** Demande la mise en accusation de Robespierre, VI, 206.
- LOUCHET,** demande un décret d'arrestation contre Robespierre, VI, 206.
- LOUIS XVI.** Monte sur le trône, I, 7. — Tient une séance royale le 20 septembre 1789, 47. — Fait enregistrer des édit dans un lit de justice, 52. — Son caractère, 59. — Fait avec joie les apprêts de la réunion des États-Généraux, 40. — Se rend en procession à Notre-Dame avec les trois ordres, 44. — Prononce un discours à l'ouverture des États-Généraux, 42. — Invite les trois ordres à reprendre leurs conférences, 48. — Suspend les séances de l'Assemblée nationale en attendant la séance royale du 23 juin, 59. — Prononce un discours irritant dans la séance royale du 23 juin, 61. — Ordonne à l'Assemblée de se séparer sur-le-champ, 64. — Supplie Neckér de conserver son portefeuille, 67. — Obligé d'écrire une lettre pour décider la majorité de la noblesse à se réunir à l'Assemblée, 69. — Accorde

leur grâce aux gardes françaises emprisonnés à l'Abbaye, 80. — Sa réponse à l'adresse par laquelle l'Assemblée lui demande le renvoi des troupes réunies à Paris à la veille du 14 juillet, 84. — Renvoie Necker et le presse de partir clandestinement, 85. — Répond froidement à l'Assemblée demandant le renvoi des troupes et l'établissement des gardes bourgeoises, 91. — Déclare avoir ordonné l'éloignement des troupes campées au Champ-de-Mars, 94. — Son inquiétude en apprenant l'attaque de la Bastille, 99. — Consent à se rendre à l'Assemblée, *ib.* — Adresse à l'Assemblée un discours qui excite l'enthousiasme, 101. — Se rend à l'Hôtel de Ville de Paris, 104. — Applaudit par le peuple, 105. — Rappelle Necker, *ib.* — Reçoit Necker avec embarras, 113. — Proclamé par l'Assemblée restaurateur de la liberté française, 125. — Accepte ce titre et assiste au *Te Deum*, 130. — Demande le *veto* suspensif, 146. — Sa réponse aux articles du 4 août, 149. — Promulgue ces articles, 151. — Envoie sa vaisselle à la Monnaie, 152. — Entraîné à la fête donnée par les gardes du corps, 161. — Ses hésitations, 163. — Accueille avec bonté les femmes introduites par Mounier, 167. — Tient conseil, 168. — Accepte la Constitution, 169. — Se décide à se rendre à Paris, 174. — Reçu à l'Hôtel de Ville par Bailly, 175. — S'installe aux Tuileries, *ib.* — Son hésitation au milieu des menaces des parlis, 176. — Envoie le duc d'Orléans à Londres, 178. — Seconde la politique de ceux qui le présentent comme n'étant pas libre, 191. — Se rend à l'Assemblée, 194. — Excite l'enthousiasme, 195. — Reçoit les conseils de Lafayette, 197. — Ordonne l'équipement de quinze vaisseaux, 215. — Demande 25 millions de liste civile, 227. — Avant de donner sa sanction à la constitution civile du clergé en réière au pape, 230. — Se hâte de sanctionner le décret portant abolition des titres de noblesse, 232. — Assiste à la fête de la fédération, 236. — Y prête serment, 237. — Augmente le commandement de Bouillé, 245. — Ses pressentiments sinistres, 249. — S'oppose à tout projet de fuite, 250. — Commence à y songer, 251. — Le serment civique étant imposé au clergé, il en réière à Rome, 256. — Attend une émeute pour sanctionner le décret, 257. — Cherche à empêcher une conspiration royaliste, 258. — Décide à fuir, 262. — Sa voiture arrêtée par le peuple, 272. — Se rend

à l'Assemblée pour se plaindre de cet outrage, 273. — Adresse aux ambassadeurs étrangers une lettre conçue en termes exagérés, *ib.* — Ses réponses à un agent de Léopold, 274. — Reçoit de Breteuil le conseil de partir, de Léopold le conseil de rester, 275. — Se décide à partir, *ib.* — Sa fuite, 276. — Laisse à Laporte un mémoire sur les motifs de son départ, 280. — Traverse Châlons et arrive à Sainte Menchould où il est reconnu, 281. — Arrêté à Varennes, 282. — Proteste de ses bonnes intentions, 283. — Supplie Saussé, procureur de la commune de Varennes, de le sauver, *ib.* — Se récrie contre M. de Lafayette qui le fait arrêter, 284. — Obligé de reprendre la route de Paris, *ib.* — Engage la conversation avec Barnave assis entre lui et la reine, 286. — Accueil qu'il reçoit à sa rentrée dans Paris, 287. — Suspendu de ses fonctions, 288. — Prisonnier dans l'enceinte des Tuileries, 289. — Sa réponse aux commissaires nommés par l'Assemblée, 290. — Dépêche des envoyés à Bruxelles et à Coblenz, 291. — Déclare ne pouvant être mis en cause pour le fait de son évasion, 297. — Semble se résigner à une autorité limitée, 299. — Recouvre sa liberté, 302. — Accepte la Constitution de 1791, 303. — Ses motifs pour l'accepter, 11, 9. — Ses irrésolutions, 17. — Se rend à l'Assemblée législative qui le blesse en demeurant assise, 18. — Entretient une correspondance secrète avec l'émigration, 20. — Appose son *veto* sur la loi contre les émigrés, 21. — Adresse une proclamation aux émigrés, 25. — Appose son *veto* sur le décret contre les prêtres, 29. — Se refuse à s'environner de prêtres constitutionnels, *ib.* — Prend un ministère constitutionnel, 32. — Adresse à l'Assemblée un discours qui excite l'enthousiasme, 37. — Fait connaître ses résolutions dans une lettre fort applaudie par l'Assemblée, 42. — Déplore l'imprudence des courtisans à l'égard du duc d'Orléans, 48. — Destitue Narbonne et Bertrand de Molloville, 52. — Régrette Desessart décrété d'accusation, 54. — Recourt aux girondins, 56, 60. — Commence par être charmé de ses ministres girondins, 62. — S'empresse de communiquer à l'Assemblée la note de M. de Cobentzel, 70. — Son irrésolution au moment de déclarer la guerre, 71. — Propose à l'Assemblée la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême, 72. — Renonce à se composer sa maison civile, 84. — Alarme les patriotes par le choix

des officiers de sa maison militaire, 85. — Cette maison ayant été licenciée par l'Assemblée, il refuse d'en recomposer une autre, 87. — Ecoute avec patience la lecture, en plein conseil, d'une lettre que lui avait adressée le ministre Roland, 99. — Veut renvoyer les ministres girondins, 100. — Refuse de sanctionner le décret contre les prêtres, 103. — Accepte la démission de Dumouriez et revient aux feuillants, 104. — A recours à l'étranger, 105. — Refuse de sanctionner le camp de 20 mille hommes, 123. — Attaqué dans les Tuileries le 20 juin 1792; sa conduite pendant cette journée, 132. — Sa conversation avec Pétion, 139. — Sa proclamation le lendemain du 20 juin, 140. — Refuse le concours de Lafayette, 148. — Propose de former une réserve sous Solissons au lieu du camp sous Paris, 152. — Sanctionne le décret de l'Assemblée motivant son projet de réserve, 153. — Notifie à l'Assemblée l'imminence des hostilités, 168. — Annonce qu'il se rendra à l'Assemblée pour la féliciter sur la réconciliation des partis, 172. — En réfère à l'Assemblée touchant la suspension de Pétion et Manuel, 174. — Ses craintes et ses précautions, 178. — Rejette le projet de fuite proposé par Lafayette, 180. — Confirme la suspension de Pétion, 181. — Prend part à la deuxième fête de la fédération, 182. — Sa confiance en Duport, 202. — Réponse à la lettre des girondins, 207. — Désavoue le manifeste du duc de Brunswick, 220. — Sa déchéance demandée par Pétion au nom des sections de Paris, 221. — Sa déchéance prononcée par la section de Mauconseil, 222. — Après avoir consenti à fuir, le roi s'y refuse, 224. — Averti des projets d'insurrection pour le 10 août, 231. — Passe la revue des défenseurs du château, 240. — Reçoit toutes sortes d'insultes, 242. — Se décide à se retirer dans l'Assemblée, 244. — Ses paroles en y entrant, 245. — Placé dans la loge du journaliste chargé de recueillir les séances, *ib.* — Suspendu de la royauté, 251. — Son buste enlevé de la salle du conseil général, 257. — Son calme pendant qu'il assiste à la séance de l'Assemblée, 260. — Doit demeurer prisonnier jusqu'à la réunion de la Convention nationale, 263. — Enfermé au Temple avec sa famille, 273. — La question relative à sa mise en jugement renvoyée au comité de législation, III, 53. — Sa vie au Temple, 149. — Discussion sur sa mise en jugement, 153. — Ajournement

de cette discussion, 187. — Sa comparution devant la Convention fixée au 14 décembre, 194. — Extrait du Temple, 195. — Sa comparution devant la Convention, 196. — Entend la lecture des faits qui lui sont imputés, 197. — Répond aux questions du président, 199. — De retour au Temple est séparé de sa famille, *ib.* — Choisit Target et Tronchet pour le défendre, 200. — Sur le refus de Target, accepte Malesherbes, 201. — Privé de voir sa famille, 202. — Prépare sa défense à laquelle on adjoint Desèze, 213. — Extrait de nouveau du Temple et amené devant la Convention, 214. — Prononce quelques mots après son avocat Desèze, 217. — Réintégré au Temple, 218. — Déclaré coupable, 240. — Condamné à mort, 248. — Appel au peuple, *ib.* — Son appel est rejeté, 250. — Reçoit la signification du décret de la Convention, 254. — Ses dernières demandes à la Convention, *ib.* — Son entrevue avec son confrère, 255. — Sa dernière entrevue avec sa famille, 256. — Entend une messe dite par M. Edgeworth, 257. — Ses derniers moments au Temple, 259. — Transporté à la place de la Révolution, 260. — Ses dernières paroles au pied de l'échafaud, 261. — Sa mort, 262.

LOUIS XVIII. (Voy. Monsieur.)

Louis du Bas-Rhin. Seul membre de l'ancien comité de sûreté générale, non mis en arrestation pendant la réaction thermidorienne, VII, 235.

Louvet, député à la Convention. Rival de Robespierre aux Jacobins, II, 15. — Opine pour la guerre, 46. — Désigné pour le ministère de la justice est dénoncé par Robespierre, 60. — Publie la *Sentinelles*, journal-affiche populaire, 117. — Député à la Convention, III, 8. — Excite la haine de Robespierre et de son parti, 11. — Dénonce Robespierre, 63. — Son portrait, 84. — Son discours contre Robespierre, Marat et Danton, 85. — Demande un décret d'accusation contre Marat, 88. — Prête aux d'Orléans l'espoir de la royauté, 209. — Demande à d'Orléans de s'armer volontairement, 210. — Avertit ses amis des dangers qui les menacent, 333. — Bâme les méprisements de Vergniaud pour les jacobins, 340. — L'un des 23 députés dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59. — Se prépare à se défendre contre l'insurrection, 144. — Conseille aux girondins d'abandonner la Convention, et de se retirer dans les départements, 169. — Se rend dans

- les départements, après sa mise en accusation, 186. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 201. — Quitte la Normandie pour se rendre à Bordeaux, 244. — Demande sa réintégration à la Convention, VI, 389. — Sa réintégration, VII, 77. — Propose de déclarer que les départements soulevés en juin 1793 ont bien mérité de la patrie, 78. — Demande des mesures énergiques contre les royalistes, 187. — Demande le renvoi à leurs juges naturels des députés traduits devant la commission militaire, 237. — Porte un toast à l'union des girondins avec les thermidorien, 316. — Les soupçons des thermidiens contre les girondins ne l'atteignent point, 327. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, 332. — S'oppose à ce qu'il y ait un président de la république, 334. — Propose de réarmer les faubourgs et de rouvrir les Jacobins pour résister aux royalistes, 354. — Dénonce Rovère et Saladin, 381.
- LOYAL-ÉMIGRANT.** Régiment émigré d'ancienne formation, faisant partie de l'expédition de Quiberon, VII, 273, 300.
- LUCKNER.** Nommé pour commander les troupes réunies sur le Rhin, II, 38. — Maréchal, 39. — Commande le corps qui occupe l'Alsace, 44. — Réussit à s'attacher ses soldats, 45. — Son caractère, 109. — Sa lettre au roi, après le 20 juin, 143. — Se retire devant les Prussiens, 150. — Faiblesse de son caractère, 225. — Change de position avec Lafayette, et transporte son quartier général à Metz, 279. — Après avoir d'abord résisté au 10 août, adhère ensuite aux décrets, 286. — Reçoit le titre de généralissime, en perdant son commandement, 289.
- LUCCURS.** Situation de cette petite république, VIII, 163.
- LUSIGNAN.** Commande un corps autrichien à la bataille de Rivoli, VIII, 416. — Met bas les armes, 421. — Est de nouveau fait prisonnier, IX, 63.
- LUXEMBOURG.** Se rend aux Français par famine, VII, 235.
- LUXEMBOURG (duc de).** Supplie le roi de réprimer l'audace du Tiers-Etat, I, 57. — Ce qu'il dit en se réunissant à l'Assemblée nationale avec la majorité du clergé, 69.
- LUXEMBOURG (palais de).** Sert de prison, V, 135. — Le Directoire s'y installe, VIII, 45.
- LUZERNE (de L.).** Renvoyé du ministère avec Necker, I, 85.
- LYCÉE.** Rouvert par la Convention, VII, 48.
- LYON.** député girondin. Mis en accusation avec les vingt-deux, IV, 180. — Se rend dans les départements, 186.
- LYON.** Agité par les partis extrêmes, IV, 72. — Livré au désordre, 99. — Sa pétition en faveur des suspects détenus, 106. — Les sections s'emparent de l'autorité, après un combat contre la municipalité, 192. — Se concertent avec les autres départements pour s'insurger contre la Convention, 157. — Diverses mesures qu'y arrêtent les insurgés, 207. — Infecté de royalisme, 253. — Adhère à la Constitution, 295. — Sa résistance ouverte, 318. — Son investissement par l'armée de la Convention, V, 7. — Bombardement, 9. — La Convention ordonne de lui donner l'assaut, 68. — Continuation du siège, 79. — Ravages causés par l'incendie, 82. — Espoir et espérance des Lyonnais, 16. — Force des assiégeants, 86. — Attaque des hauteurs de Sainte-Foy, 87. — Dubois Crancé veut prendre la ville par famine, 88. — Joie des Lyonnais en apprenant la révocation de Dubois Crancé, 89. — Entre en négociation avec Couthon, et est occupé par l'armée républicaine, 90. — Décret terrible rendu contre la ville et ses habitants, 92. — Résultats de la prise de Lyon, 95. — Exécution du décret de la Convention, 128. — Quelques citoyens lyonnais peignent les malheurs de leur ville dans une pétition à la Convention, 295. — Relevés des exécutions, VI, 146. — Les jacobins de cette ville s'opposent aux réformes administratives ordonnées après le 9 thermidor, 330. — Déclaré n'être plus en état de rébellion, 364. — Les royalistes y rentrent, VII, 180. — Fureur des réacteurs contre les patriotes, 184. — Massacre des prisonniers, 184, 250.
- MAC-CURTAIN,** député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 285.
- MACDONALD,** général. Employé à l'armée du Nord en 1794, VI, 66. — Remporte sur Clerfayt un succès qui décide la reddition d'Ypres, 163. — Passe le Wahal, VII, 49. — A un commandement à l'armée d'Italie, X, 106. — Défend bravement Civita- Castellana, 111. — Remplace Championnet à la tête de l'armée de Naples, 138. — Garde Rome et Naples, à la tête de trente mille hommes, 156. — Reçoit l'ordre de faire sa jonction avec l'armée de la haute

- Italie, 457. — Marche vers la Toscane, 306. — Débouche trop tard dans les plaines de Plaisance, 267. — Son succès contre le corps de Hohen-zollern, 209. — Livre la bataille de la Trebbia, 210. — Bat en retraite, 215. — Reproches que lui adressent les militaires, 216. — Se rapproche de Bonaparte, 338. — Prête son concours à la révolution du 18 brumaire, 364.
- MACHECOUL.** Les Vendéens s'en emparent et y commettent des massacres, IV, 84.
- MACK** (colonel). Passe une convention avec Dumouriez, IV, 13. — A de nouvelles conférences avec lui, 17. — Convient avec lui des conditions de son alliance avec les Impériaux, 40. — Le traite avec beaucoup d'égards après qu'il a passé aux Autrichiens, 41. — Son plan de campagne en 1794, VI, 46. — Son plan devenu inexécutable, 67. — Mis à la tête des forces napolitaines, X, 102. — Son plan de campagne contre les Français, 108. — Entre triomphalement à Rome, 109. — Echoue contre Civita- Castellana, et contre Turin, 114. — Rentre dans Rome, 115. — Sa retraite, 113. — Prend position devant Capoue, 114. — Fait des ouvertures à Championnet, 116. — Signe un armistice avec lui, *ib.* — Se réfugie auprès de Championnet, 117.
- MADIER**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 283.
- MARSTRICHT.** Kießer fait le siège de cette place, VI, 341.
- MAGALLON**, consul de France. Ses rapports sur l'opportunité d'une expédition en Egypte, IX, 412.
- MAGENTHUIS.** Sa pétition ridicule, VI, 479. — Dénoué aux Jacobins par Robespierre, 180.
- MAGNANO.** Bataille de ce nom livrée le 5 avril 1799, X, 462.
- MAI.** (Voy. TRENTE-UN MAI.)
- MAIGNET**, représentant. Envoyé en Auvergne pour faire une levée en masse contre Lyon, V, 82. — Y conduit la levée du Puy-de-Dôme, 86. — Sa dictature dans le département de Vaucluse, VI, 146. — On demande sa mise en accusation, 390. — Envoyé en détention à Ham, VII, 124.
- MAILHE.** Son rapport sur le procès à faire à Louis XVI, III, 155. — Propose d'examiner s'il ne serait pas convenable de surseoir à l'exécution de Louis XVI, 241.
- MAILLARD.** Décide le mouvement des femmes sur Versailles, I, 464. — Introduit dans l'Assemblée, 466. — Principal acteur dans les massacres du 2 septembre, II, 304-312. — Dénoué par Fabre d'Églantine, V, 232. — Son arrestation, 233.
- MAILLARD**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 285.
- MAILLY.** Sa mort au siège d'Acre, X, 293.
- MAILLY.** Officier des sections, blessé en défendant la Convention contre l'insurrection du 4^{er} prairial, VII, 210.
- MAINVIEILLE**, député girondin. Comparait devant le tribunal révolutionnaire, V, 153.
- MAIBRANCK**, général. Employé à l'armée du Nord en 1794, VI, 66.
- MALESHERBES.** Conseille au roi d'abdiquer, II, 302. — S'offre pour défendre Louis XVI, III, 204. — Ses paroles après la condamnation, 249. — Condamné avec toute sa famille par le tribunal révolutionnaire. Sa mort, VI, 93.
- MAJINES.** Les Français s'en emparent, III, 134.
- MAILLARMÉ.** Préside la Convention au commencement de la séance du 31 mai, IV, 118. — Fournit à Robespierre l'occasion de se plaindre de la résistance des indulgents, VI, 423. — La Convention procède contre lui, VII, 235.
- MAILLET-DUPAN.** Envoyé en Allemagne par Louis XVI, II, 405. — Son mot sur la position de l'Europe à l'égard du Directoire, IX, 2.
- MAIMESBURY** (lord). Sa mission à Paris en octobre 1796, VIII, 340. — Met en avant le principe des compensations de conquêtes, 341. — Ses lenteurs, 343. — Suite de sa négociation, 356, 383. — Remet une note des prétentions du cabinet anglais, 387. — Ne veut point remettre *Polit-matum* exigé par le Directoire, 389. — Reçoit l'ordre de quitter Paris, *ib.* — Chargé de la négociation ouverte par son gouvernement à Lille, IX, 114. — Son arrivée à Lille, 228. — M. Ellis lui est adjoint, 238. — Signifie ses pouvoirs, 236. — Cherche à amener un rapprochement intime avec les plénipotentiaires français, 237. — Ses offres au nom de l'Angleterre, 238. — Ses regrets de la rupture des conférences, 243.
- MAILO.** chef d'escadron. Fait échouer l'attaque des Jacobins contre le camp de Grenelle, VIII, 261. — Démarches des royalistes auprès de lui, IX, 30. — Insulte La Mévelère, 270.

MALOUET. Veut arrêter la révolution, I, 447. — Cherche à mettre d'accord Mirabeau et Necker, 480. — Resté fidèle à Necker, 217. — Ses projets touchant la Constitution, 302. — Veut tenir avec les feuillants un dernier effort pour sauver le roi et la Constitution, 407. — Décide avec ses amis la fuite du roi à Gaillon, II, 202.

MALTE. Projet de Bonaparte sur cette île, IX, 325. — Triste situation de l'ordre de Malte, X, 4. — Conquise par Bonaparte, 6.

MALUS, commissaire des guerres. Employé par Dumouriez en Belgique, III, 424. — Décrété par la Convention, 432. — Rendu à Dumouriez, 289.

MANDAT. Un des six chefs de légion de la garde nationale de Paris, chargé de la défense des Tuileries pendant la nuit du 9 au 10 août, II, 233. — Sommé de comparaître devant la nouvelle municipalité, 237. — Sa mort, 238.

MANDATS. Papier créé par le Directoire, VIII, 409. — Ne sont qu'une réimpression des assignats, 440. — Leur cours forcé, 444. — Variation de leur cours, 443. — Leur chute rapide, 247. — Ne sont plus reçus qu'au cours réel, 252. — Reçus au pair en paiement de l'emprunt forcé, 253. — Cessent d'être une ressource pour le gouvernement, 334.

MANDATS IMPÉRATIFS. Les députés peuvent-ils y obéir? I, 74.

MANÈGE (club du). Les restes du parti jacobin se réunissent dans l'ancienne salle du Manège, X, 266. — Fermeture de ce club, 274.

MANFREDINI. Le grand-duc de Toscane envoie ce ministre à Bonaparte entré dans son pays, VIII, 217.

MANIFESTE DE BRUNSWICK, II, 213. — Effet qu'il produit en France, 249.

MANTOUR. Avantages et inconvénients de cette place, VIII, 207. — Bonaparte en entreprend le siège, 208. — Continuation du siège, 271. — Interruption du siège, 280. — Wurms y rentre avec les débris de son armée, 313. — Bloquée par Sérurier, 414. — Remise aux Français, 427. — Le Mantouan entre dans la formation de la république Cisalpine, IX, 349. — Assiégée par Kray, X, 252. — Capitule, 256.

MANUEL, procureur syndic de la commune. Assiste à des conciliabules révolutionnaires, II, 421. — Sa suspension prononcée par le département, 473. — Se réunit au comité

insurrectionnel, 487. — Seul membre de l'ancienne municipalité conservé avec Danton, 237. — Son influence dans la nouvelle commune, 269. — Envoyé par la commune faire des représentations à l'Assemblée, 274. — Élargit deux prisonniers de la famille de La Trémouille aux journées de septembre, 306. — Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Sa motion relative au *président de la France*, 23. — Demande l'abolition immédiate de la royauté, 24. — Détourne la proscription dont est menacée la mémoire de Mirabeau, 493. — Fait discuter la question à l'ordre du jour au moment de la comparution de Louis XVI devant la Convention, 496. — Tiré de prison pour témoigner contre Marie-Antoinette, V, 444. — Sa mort, 468.

MARais. Description de cette contrée, IV, 78. — Mœurs de ses habitants, 79. — Causes qui y amènent et entretiennent la guerre civile, 80. — Insurrection de ce pays, 81, 84. — Un perroquier, nommé Gaston, se met à la tête du soulèvement, 84. — Se met sous le commandement de Charette, 87.

MARAT. Effet des excès de ses feuilles sur la reine, II, 66. — Publie l'*Ami du Peuple*, décrété d'accusation, 82. — Sa carrière, son caractère, sa doctrine, 494. — Son entrevue avec Barbaroux, 493. — Son entrevue avec Robespierre, 497. — Se laisse cacher dans une cave par Danton, pour la journée du 10 août, 230. — Se promène le lendemain à la tête des Marseillais, 264. — Provoque à la vengeance, 267. — Chef du comité de surveillance de Paris, 271. — Obtient le concours de Danton pour préparer les journées de septembre, 304. — Fait lancer un mandat d'arrêt contre Roland, 326. — Signe la circulaire par laquelle le comité de surveillance recommande à toutes les communes de France l'imitation du massacre des prisons, 332. — Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Accusé par les girondins d'aspirer à la suprême puissance, 49. — Opinion qu'exprime Danton sur lui, 32. — Son premier discours en réponse aux accusations dirigées contre lui, 37. — Répond à Boileau, 42. — Dénonce les *Rolandistes*, comme vendus à la cour, 49. — Paraît encore étrange aux jacobins, 74. — Mécontent de Dumouriez, 75. — Le dénonce aux jacobins, 76. — Nommé commissaire par les jacobins, pour interroger Dumouriez sur sa con-

dulle, 77. — Son entrevue avec lui dans les salons de Mlle Candeille, 78. — Se refuse à partager l'enthousiasme général après Jemmapes, 118. — Son impression en voyant Louis XVI à la barre de la Convention, 197. — Sa radiation demandée par les sociétés affiliées au club des Jacobins, 204. — Comment il est apprécié par ceux-ci, 205. — S'élève contre la fureur des conquêtes, 206. — S'oppose à l'instruction demandée contre les auteurs des massacres de septembre, 251. — Excite le peuple au pillage, 303. — Décrété d'accusation, 308. — Article qu'il publie pour sa justification, 309. — Hésite sur ce qu'il doit advenir de la Convention, 314. — S'indigne contre les calomniateurs de Dumouriez, 337. — Ne trouve pas un seul interlocuteur dans les conférences entre les chefs des deux opinions, IV, 20. — Provoque la création du club de l'Évêché, 45. — Blâme cette réunion, 47. — Décrété d'accusation et arrêté, 57. — Envoyé devant le tribunal révolutionnaire, 58. — Mouvement des agitateurs en sa faveur, 64. — Son acquittement, *ib.* — Porté en triomphe par le peuple, 65. — Honneurs qu'il reçoit aux Jacobins, 66. — Se charge de faire le choix des employés des administrations à renvoyer, 67. — Veut faire arrêter, comme suspects, ce qu'il appelle l'aristocratie des sections, 96. — Encourage le désordre dans les tribunes de la Convention, 108. — Menace un membre du côté droit de la justice du peuple, 110. — Accuse les membres du côté droit d'être les seuls conspirateurs, 119. — Pousse à l'insurrection la veille du 31 mai, 148. — Demande l'admission d'une députation de la commune insurrectionnelle dans la Convention, 153. — Conseille d'exiger par la force la mise en accusation des vingt-deux, 167. — S'oppose à ce qu'on permette aux vingt-deux de donner leur démission, 176. — Somme les députés de reprendre leurs places, 179. — Insiste sur quelques modifications à faire à la liste des vingt-deux, 180. — Se justifie d'avoir dit qu'il fallait un chef, 188. — Se suspend volontairement jusqu'après le jugement des girondins, 190. — Choisi pour victime par Charlotte Corday, 257. — Sa dernière lettre dénonçant Custine et Biron à la Convention, 258. — Tué par Ch. Corday, 260. — Honneurs funéraires qui lui sont décernés, 262, 267. — Son cœur reste aux Cordeliers, son buste répandu partout, 268. — Jugement sur lui, *ib.* — Ses bustes substitués partout à

ceux de la Vierge, V, 191. — Ses restes portés au Panthéon après le 9 thermidor, VI, 296. — En sont retirés quatre mois plus tard, et ses bustes partout détruits, VII, 58.

MARBOT, général. Commande la place de Paris. Dévoué aux patriotes, X, 269. — Destitué, 273. — Se rapproche de Bonaparte, 338.

MARCKÉ, général. Envoyé contre les rebelles en Vendée, IV, 83.

MARCEAU. Se distingue à la défense de Fontenay, IV, 225. — Essuie un échec à Chantonay, V, 37. — Prend le commandement de la colonne de Luçon, 115. — Sa participation à la bataille de Cholet, 117. — Ses vains efforts pour arrêter les fuyards devant Laval, 263. — Résiste héroïquement aux Vendéens victorieux de la colonne de Westermann, 274. — Commandant en chef des troupes, 278. — Nommé général en chef par le comité de salut public, n'accepte qu'avec le concours de Kléber, 280. — Enlève le Mans aux Vendéens, 281. — Sauve la vie à une jeune fille, 282. — Détruit complètement les Vendéens à Savennay, 284. — Son retour triomphal à Nantes, 285. — Employé sur la Sambre en 1794, VI, 66, 167. — Sa participation à la victoire de Fleurus, 170. — Commande une colonne à la bataille de l'Ourlbe, 303. — De même à celle de la Roër, 308. — Reale avec trente mille hommes devant Mayence, VIII, 225. — Sa mort, 320.

MARCHAND. Un des agents principaux de la police de Robespierre, renvoyé devant le tribunal d'Eure-et-Loir, VII, 234.

MARCHENNA, Espagnol. Se rend à Bordeaux après l'échec des fédéralistes à Vernon, IV, 215. — Arrêté et envoyé à Paris, V, 131. — Se prononce contre la Constitution directoriale, VII, 341.

MARRÉ, député à la Convention. Attaqué dans un rapport d'une commission des Cinq-Cents, IX, 161.

MARESCALCHI. L'Autriche fait difficulté de le recevoir comme ministre de la Cisalpine à Vienne, IX, 379.

MARESCOT, ingénieur. Pousse vivement le siège de Charleroi, VI, 169. — Assiste Kléber au siège de Madsricht, 311.

MARRT (Hugues-B.). Sa mission secrète à Londres, III, 275. — Négociateur du Directoire à Lille, pour traiter de la paix avec l'Angleterre, IX, 235. — Se prête à un rapprochement avec les plénipotentiaires anglais, 237. — Discute les conditions définitives,

240. — Rappelé, 312. — Refuse de chercher à acheter la voix d'aucun directeur en faveur de la paix avec l'or offert par lord Malmesbury, 313.

MARIBON-MONTAUT. Nommé commissaire par les jacobins, pour interroger Dumouriez sur sa conduite, III, 77. — Chargé de l'exécution du décret de la Convention contre Lyon vaincue, V, 128. — Désigné par les patriotes pour être mis à la tête d'un mouvement, VII, 482. — Sommé par la Convention de se constituer prisonnier, 483.

MARIE-ANTOINETTE. épouse de Louis XVI. Son ascendant sur son époux, I, 7. — Fait accepter M. de Brienne pour succéder à Colonne, 42. — Soutient seule M. de Brienne, 49. — Son portrait, 30. — Les premiers ordres se groupent autour d'elle, 40. — Veut obtenir du roi une mesure vigoureuse contre le Tiers-Etat, 58. — S'abandonne à une aveugle confiance après la séance royale du 23 juin, 66. — Epouvantée de l'opinion manifestée par le peuple, supplie Necker de conserver son portefeuille, 67. — Sa conduite le 14 juillet, 92. — Semble se complaire dans l'amour des Français, 401. — S'oppose au voyage du roi à Paris, 401. — Sa joie en revoyant le roi, 405. — Envoie sa vaisselle à la Monnaie, 452. — Ne se laisse point influencer par les remontrances de M. d'Estaing, 458. — Paraît à la fête donnée par les gardes du corps, 461. — Sa résolution de ne pas se séparer du roi, 469. — Se réfugie auprès du roi, 472. — Tourne ses espérances vers l'Autriche, 476. — Porte le roi à refuser le rappel de ses gardes, 492. — Prêtere Mirabeau à Lafayette, 497. — Voit Mirabeau qui la charme, 499. — Ses sacrifices pour l'éducation des Lameth, 237. — Excite l'enthousiasme à la fête de la fédération, 237. — Parle de la république dans ses emportements, 250. — Ses réponses à un agent envoyé par Léopold, 273. — Se charge des préparatifs pour la fuite du roi, depuis Paris jusqu'à Châlons, 276. — Sa fuite, 46. — S'égare dans Paris, 277. — Réclame le respect dû au roi, reconnu dans sa fuite, 282. — Supplie Saussé de sauver le roi et la famille royale, 283. — Ses emportements en présence du jeune Romeuf, 284. — Ne peut déguiser son humeur, 286. — Accorde sa confiance à Barnave, 287. — S'abandonne à MM. de Noailles et d'Anguillon à son retour aux Tuileries, 288. — Sa résignation, II, 9. — S'efforce de consoler le roi, blessé par une

résolution de la Législative, 48. — Applaudit à l'Opéra, 43. — Déplore l'imprudence des courtisans à l'égard du duc d'Orléans, 48. — A un entretien avec Dumouriez, 63. — S'unit à Dumouriez pour arriver au renvoi des ministres girondins, 100. — Tire le roi de son accablement, 104. — Sa conduite pendant la journée du 20 juin, 135, 137. — Conseille de refuser le concours de Lafayette, 148. — Ses espérances à l'approche des Prussiens, 151. — Ses craintes pour la vie du roi, 179. — Excite le roi à se montrer le matin du 10 août, 240. — Ses efforts pour inspirer confiance aux gardes nationaux, 242. — S'oppose à ce que le roi se rende au sein de l'Assemblée, 244. — Placée avec le roi et le reste de la famille royale, dans la loge du journaliste chargé de recueillir les séances de l'Assemblée, 245. — Sa vie au Temple, III, 150. — Sa dernière entrevue avec Louis XVI, 256. — Sa translation à la Conciergerie, pour être jugée par le tribunal révolutionnaire, 388; V, 138. — Rigueurs exercées envers elle, 140. — Son procès, 443. — Sa noble réponse aux accusations d'Herbert, 446. — Sa condamnation et sa mort, 448.

MARIETTE. Commissaire de la Convention à Toulon, manque d'être égaré par les patriotes, VII, 122.

MARIGNY. Poursuit les Vendéens avec ses grenadiers jusqu'à Dol, V, 273. — Ses troupes surprises se débloquent, 275.

MARIGNY (de). Chef vendéen fusillé par ordre de Stofflet et de Charette, VI, 318.

MARINO. Administrateur de police; son arrestation, IV, 122.

MARMONT. Commandant à Alexandrie, n'exécute pas tous les travaux ordonnés par Bonaparte, X, 301. — N'ose point attaquer les Turcs débarqués à Aboukir, 302. — Retourne en France avec Bonaparte, 311.

MARSEILLAIS. Arrivent à Paris au nombre de cinq cents, II, 210. — Leurs rixes avec des gardes nationaux dans les Champs-Élysées, 211. — Se transportent à la section des Cordeliers, 226. — Leur participation à la journée du 10 août, 230.

MARSEILLAISE. Entonnée par Dumouriez à la bataille de Jemmapes, III, 445. — Chantée à la fête anniversaire du 10 août, IV, 347. — Seul chant patriotique permis dans les premiers temps du Directoire, VIII, 50.

MARSEILLE. Esprit de cette ville, II, 119. — Offre ses forces à Pétion, et

- Jourdan se porte à son secours, 402. — Débloqué de cette place, 408.
- MAUCONSEIL** (section de). Prononce la déchéance du roi, II, 222.
- MAULEVRIER** (comte de). Dirige le mouvement des sections le 13 vendémiaire, VII, 364.
- MAUREPAS**, ministre de Louis XVI. Remplacé par Turgot, I, 7.
- MAURY** (abbé). Défenseur du clergé, I, 145. — Soutient que les articles du 4 août sont législatifs, 147. — Défend les propriétés du clergé, 185. — Propose un impôt sur le luxe, 202. — Offense l'Assemblée, 203. — Propose de renouveler l'Assemblée, 208. — S'oppose à la création des assignats, 226. — Combat une motion de Lameth contre une statue de Louis XIV, 232. — S'oppose à ce que le serment civique soit imposé aux ecclésiastiques, 255.
- MAXIEU**, député. Décrété d'accusation, VII, 332.
- MAXIMUM**. Réclamé par les esprits violents, III, 180. — Repoussé par la Convention, 184. — Combattu par les jacobins, 299. — Demandé par quelques sections, 323. — Établi sur les grains, IV, 324. — Étendu à toutes les marchandises de première nécessité, 377. — Ses effets malheureux, V, 469. — Seconde loi du *maximum*, 475. — Modifications incessantes de cette loi, VI, 81. — Difficultés de son application, 267. — De nouveau modifié, 360. — Attaques dirigées contre lui, VII, 60. — Son abolition, 64.
- MAYENCE**. Se livre à Custine, III, 57. — Investi par les Prussiens, IV, 216. — Description de cette place, 303. — Force de sa garnison, 304. — Son état d'approvisionnement, 305. — Siège. Force des assiégeants; détails militaires, 306. — Détresse des assiégés, 310. — Leur ignorance de ce qui se passe en France, 314. — Capitulation, 313. — Admiration des assiégeants pour la résistance des Français, *ib.* — Assiégé par Kléber, VI, 315. — Clerfayt enlève les lignes de Mayence aux Français, VIII, 50. — Occupé par les Français en vertu du traité de Campo-Formio, IX, 366.
- MAYENCE** (électeur de). Répond d'une manière évasive à la notification de Louis XVI touchant l'acceptation de la Constitution, II, 49. — Sommé de désarmer les émigrés, 36.
- MAYENCE** (garnison de). Sa belle défense, IV, 306. — Sa détresse, 310. — Capitule, 313. — Transportée en Vendée, 382. — Y arrive, V, 16. — Accueillie avec enthousiasme à Nantes, 35. — Ses opérations en Vendée, 36. — Réduite à 10 mille hommes, 409. — Son mécontentement de la destitution de Canclaux, 410. — Se débande pour la première fois à l'attaque de Laval, 258. — Sa dissolution ordonnée par le comité de salut public, 264.
- MAYER**, général. Garde le cours de la Sambre, V, 402. — Commande une colonne à la bataille de l'Ourne, VI, 305. — De même à celle de la Roër, 308.
- MAZUEL**, adjudant dans l'armée révolutionnaire. Motif de son arrestation, V, 213. — Arrêté de nouveau, 362. — Son procès, 366. — Sa mort, 374.
- MEAULLE**. Membre du comité de sûreté générale, VI, 286.
- MEDA**, gendarme. Opère l'arrestation des officiers municipaux mis hors la loi par la Convention, VI, 223.
- MÉDITERRANÉE**. Vastes projets de Bonaparte sur cette mer, IX, 324.
- MEILHAN**. Son entretien avec Danton à la veille du 31 mai, IV, 141. — Reçoit les girondins dans la nuit du 1^{er} au 2 juin, 409. — Cherche à soulever la Bretagne, 495. — Se rend à Bordeaux après l'échec des insurgés à Vernon, 241.
- MÉLAS**, général. Commande l'armée autrichienne sous Souwarow, général en chef, X, 494. — Sa participation à la bataille de la Trebbia, 210. — A la bataille de Novi, 257.
- MEIZI** (comte de). Envoyé au-devant de Bonaparte par les Milanais, VIII, 182.
- MÉNAGE**, adjudant-général. Déploie un courage héroïque à la reprise du fort Penthièvre, VII, 306.
- MÉNARD**, général. Pénètre en Suisse à l'appui des Vaudois contre Berne, IX, 394. — Commande une division sous Masséna, X, 190.
- MENGAUD**, général. Commande une division au siège de Mayence; bat en retraite, VIII, 22.
- MENGAUD**, agent français. Prend Arau sous la protection de la France, IX, 386.
- MENOU**, député à l'Assemblée constituante. Repousse le reproche d'irréligion adressé à l'Assemblée, I, 206. — Termine par un mot plaçant la discussion soulevée par le départ des tantes du roi pour Rome, 264. — Dénoncé par Ronsin et mandé à la

- barre, IV, 302. — Reçoit le commandement des forces réunies contre les patriotes insurgés, VII, 230. — Désarme les sections retirées au faubourg Saint-Antoine, 231. — S'avance avec des troupes contre la réunion illégale des électeurs, dissipée avant son arrivée, 333. — Ses hésitations et sa mollesse dans la journée du 12 vendémiaire, 356. — Pénètre dans la section Lepelletier pour la désarmer, 357. — Capitule avec cette section, 358. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, IX, 418. — Commande une colonne à la prise d'Alexandrie, X, 42. — Sa participation à la bataille des Pyramides, 37.
- MERCANTIN**, général autrichien. Commande une division au combat de Neumark, IX, 90. — Sa participation à la bataille de Magnano, X, 165.
- MERCIER**. Joint l'expédition de Quiberon avec ses chouans, VII, 278.
- MÈRE DE DIEU** (V. CATHERINE THÉOT).
- MERFELDT**, général-major autrichien. Envoyé de Vienne pour demander une suspension d'armes à Bonaparte arrivé à Lœben, IX, 91. — Plénipotentiaire à Lœben pour traiter de la paix, 92. — Plénipotentiaire à Montebello, 230. — Entre en conférence avec Clarke à Udine, 231. — Continue les conférences avec Bonaparte, 329.
- MERLIN**, de Douai. Repousse l'appel de Louis XVI au peuple, III, 250. — Membre du comité de salut public, VI, 286. — Sa déclaration au nom de ce comité pour rassurer les patriotes, VII, 46. — Appuie les propositions de Merlin de Thionville pour prévenir la lutte des thermidorien et de la Montagne, 104. — Ministre de la justice, VIII, 17. — Le Directoire veut le conserver, IX, 202. — L'opposition veut le remplacer, 204. — Maintenu, 209. — Directeur, 291. — En butte à la haine publique, IX, 181. — Sieyès lui demande sa démission, 231. — Il la donne, 235.
- MERLIN**, de Thionville. Membre exagéré de la Gironde, II, 42. — Mandat d'amener lancé contre lui, 83. — Paroles qu'il adresse à la reine le 20 juin, 137. — Dénonce le triumvirat, III, 30. — S'oppose à ce que l'on fasse Pétion juge entre Robespierre et Louvet, 90. — Prend part à la discussion sur le procès de Louis XVI, 191. — S'oppose à ce qu'il lui soit accordé un conseil, 200. — Demande la destitution du pouvoir exécutif, 211. — Est dans Mayence assiégé, IV, 216, 303, 307. — L'évacue avec la garnison, 314. — Fait rendre la liberté à Kléber et à Aubert Dubayet incarcérés après la capitulation de Mayence, 382. — Commissaire en Vendée, V, 16. — Indigné de la destitution de Caneaux, 110. — Son jugement sur Léchelle, général en chef de l'armée de l'Ouest, 111. — Son héroïsme pendant la bataille de Cholet, 120. — Ses vains efforts pour arrêter les fuyards devant Laval, 263. — Arrêté par les ordres de Henriot le 9 thermidor, VI, 312. — Membre du comité de sûreté générale, 235. — Répond la joie dans les prisons qu'il visite, 238. — Combat la proposition de Granet sur la réincarcération des détenus élargis, 246. — Accuse les jacobins de l'assassinat de Tallien, 287. — Demande la dissolution de leur société, 289. — Appuie la loi sur les sociétés populaires, 349, 352. — Ses propositions pour éviter la lutte des thermidoriens et de la Montagne, VII, 104. — Son courage à la Convention pendant l'insurrection du 12 germinal, 109. — Adjoint à Pichegru, nommé général de la force armée, 147.
- MARSAN**, député. Ses intrigues avec les royalistes, IX, 27, 156. — Admis aux Cinq-Cents, 158. — Dénoncé par Duverne de Préisle, 181. — Condamné à la déportation, 283.
- MESMAL** (DE), seigneur de Quincey. Explosion dans son château qui cause une effervescence universelle, I, 122.
- MESNARD**, général. Commande une division sous Masséna en Suisse, X, 347. — Sa participation à la bataille de Zurich, 320.
- METSCH**, général. Sa défaite; met bas les armes devant des forces inférieures, X, 112.
- MEUNIER**, ingénieur. Participe à la défense de Mayence, IV, 216. — Chargé de la défense de la rive droite, 303. — Sa mort, 308.
- MEUSE**. Quels sont les principaux affluents de ce fleuve, VI, 304.
- MEZAROS** (DE). Vains efforts de la division autrichienne de Mezáros pour enlever Vérone, VIII, 313.
- MIACZINSKI**, général. Attaque les avant-postes de Cierfayt dans l'Argonne, II, 338. — Cherche vainement à se maintenir dans Aix-la-Chapelle, III, 316. — Sa participation à la bataille de Nerwinde, IV, 16. — Fait sur Lille une tentative malheureuse pour Dumouriez, 32.
- MIAULLÉ**, député à la Convention. Demande que la Constitution de 93 soit gravée sur des tables de marbre

- et exposée dans les lieux publics, VII, 90.
- MICHAUD, général.** Employé à la défense des lignes de Wissembourg, V, 29. — Contribue à repousser les Autrichiens, 244. — Remplace Piechgru à l'armée du Rhin, VI, 39. — Commande les armées de la Moselle et du haut Rhin, 314. — Occupe le Palatinat, 315.
- MICHEL, administrateur de police.** Son arrestation, IV, 422.
- MICHEL le Fou, chef des Lazzaroni.** Préside à la défense de Naples contre Championnet, X, 418.
- MICHONIS, membre de la municipalité.** Son imprudence en faveur de Marie-Antoinette, V, 440.
- MIDI (le).** Agité par des troubles excités par les agents de la cour de Turin, I, 209. — Desordres, VII, 420, 478. — Massacres commis par les royalistes, 250.
- MIESZKOWSKI.** Commande la division des Sables dans l'armée républicaine aux ordres de Rossignol, V, 36.
- MILAN.** Capitale de la Lombardie, VIII, 468. — Garnison autrichienne jetée dans son château, 478. — Enthousiasme de la majeure partie du Milanais à l'approche des Français, 481. — Entrée de Bonaparte, 482. — Le siège du château commence, 483. — Sa garnison tente une sortie pour donner le signal de la révolte en Lombardie, 494. — Progrès rapides de l'esprit public à Milan, 220. — Son château tombe au pouvoir des Français, 274. — Devient la capitale de la république Cisalpine, IX, 316. — Sa citadelle tombe au pouvoir des Russes, X, 252.
- MILHAUD.** Son discours aux Jacobins sur une Convention universelle, III, 142.
- MILICE.** Formation de la milice bourgeoise, I, 88. — Prend le nom de *garde nationale*, 108.
- MILLÉSIMO.** Augereau en attaque les gorges, VIII, 449. — Bataille de ce nom livrée le 4 avril 1796, 450.
- MINCIO.** Bonaparte marche sur ce fleuve défendu par Beaulieu, VIII, 498. — L'armée française traverse ce fleuve, 200.
- MOLLIS, général.** Défend le faubourg de Saint-Georges contre Provera, VIII, 423.
- MIRABEAU (comte de).** Elu député en Provence, I, 37. — Donne l'impulsion au parti populaire, 47. — Provoque le premier acte révolutionnaire des communes, 52. — Propose pour les membres de l'Assemblée le titre de *représentants du peuple français*, 53. — Somme l'Assemblée de ne se séparer qu'après avoir fait la Constitution, 64. — Déclare qu'on n'arrachera l'Assemblée du lieu de ses séances que par la puissance des baïonnettes, 65. — Propose à l'Assemblée de décréter l'inviolabilité de chaque député, 66. — S'oppose à ce qu'on proteste contre l'Assemblée dans l'Assemblée même, 71. — S'élève contre les mandats impératifs, 72. — Propose de demander au roi le renvoi des troupes réunies à la veille du 14 juillet, 83. — Propose l'envoi d'une seconde députation au roi, 93. — Son allocation à une députation envoyée au roi, 100. — Recommande de recevoir silencieusement le roi à l'Assemblée, 104. — S'oppose à l'amnistie générale, 114. — Son caractère, son talent, son rôle dans la révolution, 117. — Ses arguments pour abolir la dîme, 129. — Son opinion touchant la Constitution, 139. — Défend la sanction, 142. — Démonstre que les articles du 4 août ne peuvent être soumis à la sanction, 147. — Soulève la question de la régence, 148. — Passe pour agent du parti d'Orléans, 149. — Son opinion sur les difficultés que présente l'exécution des articles du 4 août, 150. — Veut faire peser sur Necker la responsabilité des mesures financières, 153. — Fait entrevoir la banqueroute qui menace la France, 154. — Demande qu'il soit déclaré qu'il n'y a d'inviolable en France que le roi, 166. — Impose silence au peuple, 171. — Accusé d'être l'auteur des journées d'octobre 1777. — Jalouse Lafayette, *ib.* — Veut empêcher le départ du duc d'Orléans pour l'Angleterre, 178. — Son bul, 179. — Ne peut s'entendre avec Necker, 180. — Entre en négociation avec la cour, 181. — Empêché d'accepter le ministère, 182. — Fait déclarer les biens du clergé mis à la disposition de l'Etat, 186. — Fait accorder des pensions proportionnelles aux ecclésiastiques, 187. — Prêtré à Lafayette par la reine, 197. — Traite avec la cour, 198. — Charme la reine, 199. — S'oppose à l'exclusion de l'abbé Maury, 203. — Son apostrophe à propos d'une proposition relative à la religion catholique, 207. — S'oppose au renouvellement de l'Assemblée, 208. — Se place entre tous les partis, 211. — Son opinion sur le droit de la paix et de la guerre, 218.

- Accusé d'être vendu à la cour, 219.** — Réplique à Barnave, 220. — Impliqué dans la procédure contre les auteurs des 3 et 6 octobre, 241. — Mis hors d'accusation, 242. — Insiste sur la nécessité d'une nouvelle émission d'assignats, 246. — Son plan pour soutenir la cause de la monarchie, 251. — Sa menace dans le cas où la cour ne lui tiendrait pas parole, 254. — Défend l'Assemblée dans la question du serment civique imposé aux ecclésiastiques, 256. — Poursuit son plan avec activité, 262. — Son opinion sur les forces respectives des partis dans l'Assemblée, 264. — Son opinion touchant l'émigration, 265. — Jure de désobéir si l'Assemblée vote une loi d'émigration, 268. — Ses derniers moments, 268. — Son jugement sur Pitt, 270. — Sa mort, *ib.* — Admis au Panthéon, 271. — Jugement sur lui, *ib.* — Ses restes retirés du Panthéon sont remplacés par ceux de Marat, VI, 296.
- MIRABEAU** (vicomte de). Semble jeter la guerre civile dans l'Assemblée, I, 910. — A la tête de six cents émigrés dans l'évêché de Strasbourg, II, 33. — Décrété d'accusation, 49.
- MIRANDA**, général. Repousse les attaques des Prussiens contre Grandpré, II, 344. — Arrête les fuyards, 350. — Remplace Labourdonnais en Belgique, III, 131. — Prend la citadelle d'Anvers, 138. — Son rôle dans l'invasion de la Hollande d'après le plan de Dumouriez, 292. — Se retire sur Tongres, 316. — Bat en retraite, 317. — Sa participation à la bataille de Nerwinde, IV, 6. — Se prononce contre la Constitution directoriale, VII, 341.
- MIRANDOLE** (la). (Voy. **MODÈNE**.)
- MINOMÉNIL** (de), garde des sceaux. Sa destitution, I, 11.
- MITCHELL**, amiral anglais. Somme la marine hollandaise réunie au Helder de se rendre, X, 265.
- MITROUSKI**. Commande une division autrichienne à la bataille d'Arcole, VIII, 370.
- MODÈNE**. Description de ce duché, VIII, 167. — Son duc se soumet aux conditions dictées par Bonaparte, 184. — Prêt à se soulever contre son souverain, 210. — Les Français y entrent, 215. — Demande son organisation en république, 351. — Déchéance de son duc, 352. — Une Assemblée nationale se réunit à Modène et fonde la république Cispadane, 353. — Entre dans la formation de la république Cisalpine, IX, 318.
- Son duc doit recevoir le Brisgaw en dédommagement de son duché, 336.
- MORLENDON**, général prussien. Employé dans le nord, IV, 67.
- MOIRA** (lord). Se rend sur le continent pour faire prendre part au comte d'Artois à une expédition contre la France, VII, 275.
- MOITRENE** (prince de). Choisi pour chef dans Naples, livrée aux lazzaroni, X, 117. — Remplacé, 118.
- MOLITOR**, général. Commande une division sous Masséna en Suisse, X, 317, 328.
- MOLLEVANT**. — Député girondin mis en accusation, IV, 480. — En arrestation, 186.
- MONORO**, imprimeur. Agent des jacobins en Vendée, IV, 297. — Son mécontentement de la résolution prise par le conseil de guerre tenu à Saumur, V, 49. — Fait partie de la députation de la commune envoyée à la Convention pour lui annoncer l'hommage rendu à la *Raison* par le clergé de Paris, 194. — Son épouse représente la première déesse de la Raison, 200. — Ses efforts en faveur des ultra-révolutionnaires emprisonnés, 294. — Préside la section Marat, 353. — Justifie devant les jacobins la section Marat et les Cordeliers, 358. — Son impuissance, 359. — Son arrestation, 362. — Son abaissement en prison, 363. — Son procès, 366. — Sa mort, 371.
- MONCAY**, général. S'avance sur Pamplune, VII, 14. 28. — Organise son armée des Pyrénées Occidentales, 257. — Ses succès en Biscaye, 318.
- MONDOVI**. Bataille de ce nom livrée le 22 avril 1796, VIII, 453.
- MONESTIER**, député à la Convention. Crainte et mécontentement que lui inspire le comité de salut public, VI, 112. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — S'entend avec leurs adversaires, 157. — La Convention procède contre lui, VII, 235.
- MONGE**, ministre de la marine, II, 259. — Laisse envahir son ministère par les jacobins, III, 148. — Quitte le ministère, IV, 43. — Laisse à Rome par Bonaparte pour choisir les objets d'art destinés aux musées de Paris, VIII, 317. — Porte le traité de Campo-Formio à Paris avec Berthier, IX, 337. — Son embaras pour présenter ce traité au Directoire, 338. — Sa société recherchée par Bonaparte, 355. — Membre de la commission chargée d'organiser la république romaine, 388. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, 417.

- Son courage au combat de Chêbréiss, X, 33. — Obtient le premier la présidence de l'Institut d'Égypte, 49. — Retourne en France avec Bonaparte, 314.
- MONITEUR**, journal. Obligé de rétracter les louanges données à Robespierre, VI, 106.
- MON-MAYAU**, Membre du comité de sûreté générale, VI, 286.
- MONROE**, ambassadeur américain. Ses bons conseils au Directoire, IX, 41.
- MONSIEUR**, frère du roi. Sa popularité, I, 16. — Accompagne le roi à l'Assemblée nationale, 101. — Fait une démarche à l'Hôtel de Ville, 193. — Ses rapports avec Mirabeau, 198. — Soupçonné de vouloir émigrer, s'en défend, 261. — Émigre, 277. — Sommé de rentrer en France, sous peine d'être privé de la régence, II, 23. — Décrété d'accusation, 49. — Régent, sa situation précaire à Vérone, VI, 321. — Veut recourir à l'Espagne, VII, 155. — Écrit à Charette, 157. — Devenir Louis XVIII pour les royalistes par la mort du fils de Louis XVI, 263. — Nouvelle lettre de lui à Charette, 264. — Reçoit du sénat de Venise l'ordre de quitter Vérone, VIII, 169. — Se rend auprès du prince de Condé sur le Rhin, IX, 18. — Se retire à Blankenbourg, 19.
- MONSIEUR (de)**. Somme Pétion de signer une dénonciation, I, 163.
- MONTAGNE**. Parti qui se forme des extrêmes de la Gironde après le renversement du trône, II, 42. — Sa première lutte avec les girondins, III, 28. — Trouve Dumouriez trop semblable aux girondins, 68. — Son agitation pendant le vote sur le sort de Louis XVI, 247. — Influence qu'elle acquiert, 296. — S'oppose au *maximum*, 299. — Se désole du pillage des boutiques, 306. — Continuation de sa lutte avec les girondins, 314. — Sa puissance, 312. — Ses embarras, 313. — Sa résolution d'obtenir des mesures énergiques, 323. — Repousse la motion de Robespierre contre la famille d'Orléans, IV, 22. — Admet aux honneurs de la séance les officiers municipaux mandés à la barre de la Convention, 63. — Les pétitionnaires remplissant ses bancs le 31 mai, passent à droite, 159. — Décrète l'arrestation des députés dénoncés par la commune, 180. — Rejette les moyens de conciliation avec les députements soulevés, 199. — Fait repousser la pétition des cordeliers contre la Constitution de l'an II, 239. — Honneurs funèbres qu'elle rend à Marat, 262. — Se divise, 281; V, 204. — Ses dangers et ses mesures de précaution, VI, 157. — S'inquiète en apprenant la réconciliation passagère de Robespierre et de ses antagonistes, 161. — Demande à la Plaine son concours contre Robespierre, 200. — Empêche Robespierre de prendre la parole dans la séance du 9 thermidor, 205. — Son esprit après la chute de Robespierre, 241. — Fait rapporter la décision de la Convention qui avait passé à l'ordre du jour sur les accusations de Lecointre contre les membres des anciens comités, 284. — Fait déclarer ces accusations fausses et calomnieuses, 285. — Combat la loi contre les sociétés populaires, 348. — S'oppose à la réintégration des soixante-treize députés arrêtés après le 31 mai, 365. — Exclamation d'un de ses membres indigné des poursuites dirigées contre les patriotes, VII, 16. — Échange des injures avec les thermidoriens à la tribune de la Convention, 55. — Sa douleur en voyant enlever de la Convention les tableaux représentant la mort de Marat et de Lepelletier, 59. — Se soulève contre les raisonnements de Sieyès pour la réintégration des girondins survivants, 77. — Annonce un prochain soulèvement du peuple, 85. — Se prononce contre la loi de grande police de Sieyès, 94. — La multitude entrée par violence dans la salle de la Convention fait appel aux montagnards, 110. — Parvient à faire évacuer la salle par la foule, 112. — Ne peut profiter de l'insurrection, 113. — S'oppose à la proposition d'Isabeau d'instruire contre les auteurs de cette insurrection, 114. — Demande l'appel nominal pour prononcer sur le sort de Billaud, Collot, Barère et Vadier, 116. — Nouvelles arrestations de plusieurs de ses membres, 123. — Étrangère à l'insurrection du 4^{er} prairial, 205. — Arrestation de plusieurs de ses membres, 220. — Accusée d'avoir organisé le soulèvement de Toulon, 233. — Mort de ses principaux membres, 237. — Les thermidoriens s'en rapprochent, 328. — L'indulgence de la Convention après le 13 vendémiaire l'irrite, 375. — Ses espérances à la veille de l'installation du gouvernement directorial, 382.
- MONTAGNES NOIRES**. Moreau distribue ses forces à leur pied, VIII, 231. — Séparent le Necker du Rhin, 240.
- MONTCHÉL (de)**. Doit contribuer à la fuite du roi aux approches du 4^o août, II, 224.

- MONT-BALDO.** Chaîne séparant le lac de Garda de l'Adige, VIII, 412.
- MONTENOTTE.** Bataille de ce nom gagnée par Bonaparte, le 42 avril 1796, VIII, 147.
- MONTESQUIOU.** Général de l'armée des Alpes, II, 119. — Envahit la Savoie, III, 60. — S'avance sur Genève, 63. — Intimide cette ville, 65. — Obligé d'émigrer, 140.
- MONTFERRAT** (duc de). Dirige avec lenteur les mouvements des Piémontais dans les Alpes, V, 83. — Rejeté au delà des Alpes, 85.
- MONTGAILLARD** (de). Employé par le prince de Condé pour séduire Pichegru, VII, 260.
- MONTMORENCY** (duc de). Soutient la motion relative à la suppression des titres de noblesse, I, 232.
- MONTMORIN** (de). Renvoyé du ministère avec Necker, I, 85. — Fait espérer au duc d'Orléans le titre de duc de Brabant, 178. — Intermédiaire entre Mirabeau et la cour, 198. — Employé par la cour à des intrigues auprès des chefs populaires, 248. — Écrit, par ordre du roi, une lettre aux ambassadeurs étrangers sur ses intentions, 273. — Ignore le projet de fuite du roi, 276. — Se retire du ministère, II, 32. — Continue à se rendre au château, 63. — Les amis du roi se réunissent chez lui pour délibérer sur sa fuite, 223. — Acquitté par le tribunal du 17 août, 303. — Sa mort, 315.
- MONTPESSIER** (duc de). Annonce à Dumouriez le succès remporté au centre pendant la bataille de Jemmapes, III, 146. — Son arrestation décrétée par la Convention, IV, 38. — Accompagne Dumouriez au rendez vous convenu avec Cobourg, 39. — Passe aux Impériaux avec lui, 41.
- MONTRECHARD**, général. Commande une division en Italie sous Schérer, X, 158. — Sa participation à la bataille de Magnano, 163. — Posté sur la haute Trebbia, 203. — Bataille de la Trebbia, 210.
- MONT THABOR.** Bataille de ce nom livrée le 16 avril 1799, X, 294.
- MORANDO.** Chef des patriotes à Gènes, IX, 435.
- MORARD DE GALLES**, amiral. Causes de son arrestation, VI, 51. — Remplace Villaret-Joyeuse à la tête de l'escadre de Brest, VIII, 392. — Met à la voile, et est séparé de l'escadre, 393. — Revient en France à travers de grands périls, 394.
- MOREAU**, général. Commande une division de l'armée du Nord, en 1794, VI, 62. — Ses succès en Flandre, 63. — Remporte une victoire à Turcoing, 70. — Conquiert l'Ecluse et rentre en ligne, 304. — S'avance jusqu'à Venloo, 312. — Prend Venloo, 314. — Remplace Pichegru dans le commandement de l'armée du Nord. VII, 9, 253; VIII, 125. — Bonaparte lui envoie un million d'Italie, 185. — Reçoit l'ordre de s'avancer en Allemagne, 221. — Se réunit à Jourdan pour faire sentir au Directoire les inconvénients du plan de campagne en Allemagne, formé par Carnot, 222. — Son projet de passer le Rhin à Strasbourg, 226. — Fait une attaque heureuse sur le camp retranché de Mannheim, 227. — Distribution de ses forces au pied des Montagnes Noires, 231. — Porte ses forces sur différents points, 232. — Se rend maître de la Murg, malgré la résistance de Latour, 233. — Ne profite pas immédiatement de cet avantage, 234. — Préviend, le 9 juillet, l'attaque que l'archiduc Charles préparait pour le lendemain, 235. — Oblige l'archiduc à se retirer sur la ligne du Danube, 236. — Ses forces pour poursuivre l'archiduc, 239. — Débouche dans la vallée du Danube, 240. — Arrive sur le Danube, 296. — Reçoit la bataille de Neresheim qui reste sans résultat, 298. — Tente un mouvement peu décisif, 302. — Livre un combat malheureux à Friedberg, 303. — Ses tâtonnements, 320. — Sa situation singulière pendant plusieurs jours, 321. — Sa retraite célèbre, 322. — Remporte la victoire de Biberach sur Latour, le 2 octobre, 324. — Débouche dans la vallée du Rhin, 325. — Livre un combat à Emmendingen, 326. — Livre un combat à Schliengen, et s'achemine vers Strasbourg, 327. — Rend Kehl par capitulation, 403. — Etat peu satisfaisant de son armée, IX, 46. — Ses soins pour bien équiper la division de son armée envoyée en Italie, 47. — Ses dispositions à l'égard des royalistes, 194. — S'abstient de dénoncer Pichegru, 195. — Ses révélations tardives et sa disgrâce, 396. — Proposé pour le commandement en chef de l'armée d'Italie, X, 128. — Repoussé par l'influence de Barras, 139. — Commande une division sous Schérer général en chef, 152. — Ses conseils à Schérer, 162. — Sa participation à la bataille de Magnano, 163. — Schérer lui remet la direction de l'armée, 193. — Livre la bataille de Cassano, 194. — Sa belle retraite, 195. — Se place au confluent

- du Pô et du Tanaro, 197. — Sage projet qu'il forme, 199. — Se résout à se retirer vers les montagnes de Gènes, 201. — Occupe la crête de l'Apennin, 203. — Son plan de jonction avec Macdonald, 204. — Ne peut prendre part à la bataille de la Trebbia, 215. — Reçoit le commandement d'une armée du Rhin qui n'existe pas, 241. — Les ordres du Directoire l'empêchent de prendre l'offensive en Italie, 253. — Consent à assister à la première bataille de Joubert, 254. — Prend le commandement à la bataille de Novi, après la mort de Joubert, 258. — Se rapproche de Bonaparte, 338. — Se déclare prêt à secondar ses projets, 354. — Prête son concours à la révolution du 18 brumaire, 364. — Accepte la garde du Luxembourg, 367.
- MOREAU SAINT-MÉRY.** Menace de faire sauter l'Hôtel de Ville, envahi par les brigands, I, 90. — Son activité après la prise de la Bastille, 98. — Désigne Lafayette pour le commandement de la milice, 103.
- MORELLET.** Écrit contre la Constitution directoriale, VII, 340.
- MORRISON, général.** Commande le camp de Maubuge, II, 288. — Destitué par Dumouriez, III, 319.
- MORISSON.** Défenseur de l'inviolabilité royale, III, 168. — Refuse de voter sur la question de l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, 241.
- MORLOT, général.** Employé à l'armée de Sambre et Meuse, VI, 167. — Sa participation à la bataille de Fleurus, 170. — A celle de la Roër, 307.
- MORTENART (duc de).** — S'oppose à l'inviolabilité de l'héritier présomptif, I, 148.
- MORTIER, général.** Commande une division sous Masséna, en Suisse, X, 317. — Sa participation à la bataille de Zurich, 320.
- MOUCHY (maréchal de).** Resté auprès du roi pendant la journée du 20 juin, II, 432.
- MOULINS.** Directeur, X, 238. — Approuve le plan de campagne de Bernadotte, 249. — Dévoué aux patriotes, 269. — Se plaint du renvoi de Bernadotte, 280. — Son empressement auprès de Bonaparte, 340. — Souhaite d'envoyer Bonaparte à l'armée, 345. — Ignore les projets formés pour la journée du 18 brumaire, 361. — Ses efforts pour résister à cette révolution, 368. — Son altercation avec Bonaparte, 370.
- MOUÏER, député à l'Assemblée constituante.** Propose pour l'Assemblée le titre de *la majorité délibérant en l'absence de la minorité*, I, 53. — Propose aux députés réunis dans la salle du Jeu de Paume de prêter le serment de ne pas se séparer avant l'établissement d'une Constitution, 60. — Suscite les adresses du Dauphin à l'Assemblée nationale, 68. — Prépare l'ordre du travail de l'Assemblée, 74. — Médite l'établissement de la Constitution anglaise, avec Necker, Lally-Tollendal et Clermont-Tonnerre, 81. — S'élève le premier, contre le renvoi des ministres, 90. — Fait partie du comité de Constitution, 92. — Veut arrêter la révolution, 117. — Veut une proclamation au peuple pour imputer ses excès, 120. — Ses arguments en faveur de la Constitution anglaise, 137. — Refuse les concessions du parti Barnave, 140. — Veut qu'on poursuive les agitateurs, 143. — Son opinion touchant le *veto*, 145. — S'oppose au *veto* suspensif, 146. — Donne sa démission de membre du comité de Constitution, 147. — Préside l'Assemblée pendant les journées d'octobre, 166. — Se présente devant le roi, accompagné de douze femmes, 167. — Insiste pour avoir une réponse du roi, 168. — Fait distribuer du pain aux femmes, 169. — Donne sa démission de membre de l'Assemblée, 183.
- MOURAD-BEY.** Domine l'Egypte avec Ibrahim-Bey, X, 23. — Réunit ses forces autour du Caire, 31. — Livre combat à Chébréiss. Se retire à la hauteur du Caire, 32. — Ses dispositions pour livrer bataille, 34. — Livre la bataille des Pyramides, 38. — Se retire vers la haute Egypte, 41. — Perd la bataille de Sédiman, 286. — Regagne le désert, 304.
- MOURGUES.** Remplace Roland au ministère de l'intérieur, II, 104.
- MURON, capitaine d'artillerie.** Prend le fort de l'Eguillette, dans l'attaque dirigée par Bonaparte, V, 251. — Sa mort à Arcole, VIII, 372.
- MURHOUSE.** Sa réunion à la France, X, 82.
- MUNICIPALITÉ DE PARIS. (Voy. COMMUNE DE PARIS.)**
- MUNICIPALITÉS.** Elles reçoivent de l'Assemblée la charge de veiller à l'ordre, I, 131. — Adresse de la municipalité de Rennes, 144. — Celle de Versailles appelle le régiment de Flandre, 159. — Reçoivent toutes les attributions relatives à la police, 270. — Approuvent l'établissement de la république, mais condamnent l'anarchie, III, 204. — Envahies par

- les chauds révolutionnaires, IV, 69. — Résistance que leur oppose la classe moyenne, 71. — Les quarante-quatre mille municipalités de la France acceptent la Constitution de l'an II, IV, 347. — Exercent une espèce de dictature pour l'emprunt forcé et les réquisitions, 372. — Pouvoirs qui leur sont attribués par la seconde loi du *maximum*, V, 475. — Les douze municipalités de Paris sont suspendues le 18 brumaire, X, 367.
- MCHAIRE**, député aux Anciens. Condamné à la déportation, IX, 286.
- MURAT**. Chargé d'aller chercher le parc d'artillerie réuni au camp des Sablons, le 13 vendémiaire, VII, 362. — Porte au Directoire les drapeaux pris par l'armée d'Italie, commandée par Bonaparte, VIII, 459. — La cavalerie, sous ses ordres, fait des prodiges à Borghetto, 200. — Envoyé à Gênes pour lire au sénat la lettre de Bonaparte, 214. — Commande l'avant-garde de Masséna, 314. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, IX, 418. — Son découragement en traversant le désert d'Alexandrie au Caire, X, 30. — Commande une division de l'expédition de Syrie, 290. — Sa participation à la bataille du mont Thabor, 296. — A celle d'Aboukir, 304. — Retourne en France avec Bonaparte, 311. — Lui gagne les militaires, 354. — Sa participation à la journée du 18 brumaire, 364. — Chargé d'occuper Saint-Clond, 366. — Fait évacuer la salle des Cinq-Cents par la force armée, 382.
- MURINAIS**, député aux Anciens. Condamné à la déportation, IX, 286. — Déporté à la Guyane, 289.
- MUSCADINS**. Nom donné à la jeunesse coalisée contre les jacobins, VI, 289. (Voy. *JEUNESSE NOIR*.)
- MUSKE**. Sa formation ordonnée par la Convention, VII, 48.
- MUSTAPHA-PACHA**. Fait prisonnier par Murat à la bataille d'Aboukir, X, 308.
- NAMUR**. Occupé par le général Valence, III, 136. — Evacué par les Français, IV, 26.
- NANTES**. Les premiers troubles de l'Ouest se manifestent dans ses environs, IV, 49. — Attaquée par les Vendéens, 248. — Défendue et sauvée par Caneaux, 249. — Horreurs qu'y commet Carrier, VI, 442. — Nombre de ses victimes, 446. — Les membres de son comité révolutionnaire mis en jugement dénoncent Carrier, 566. — Deux sont condamnés à mort avec Carrier, 391. — Réception solennelle faite à Charette après sa soumission, VII, 446.
- NAPLES**. Ses manifestations contre la France en 1794, VI, 44. — Fait de ridicules promesses à la coalition, VII, 139. — Description de ce pays, VIII, 166. — Le Directoire veut que Bonaparte châtie Naples, 203. — Annonce un armement formidable contre les Français, 211. — Se soumet à Bonaparte et signe un armistice, 213. — Fait marcher ses troupes contre les Français, 277. — Bonaparte lui adresse des menaces, 294. — Traite avec le Directoire, 347. — Ses mauvais procédés envers la France, IX, 384. — Sa fureur de voir la révolution à ses portes, 389. — Son irritation croissante contre la France, 420. — Décerne des honneurs extraordinaires à Nelson après sa victoire d'Aboukir, X, 62. — Ses suggestions contre la France auprès de toutes les cours, 63, 71. — Sa conduite folle, 403. — Ses intrigues, 404. — Prend l'initiative des hostilités, 407. — Occupe Rome, 409. — Evacue Rome, 412. — Livrée aux Lazzaronis, 414. — Abandonnée par la cour, 415. — S'oppose aux conditions de l'armistice conclue entre Mack et Championnet, 416. — Défendue par les Lazzaronis, 418. — Tombe au pouvoir des Français, 419. — République parthénopéenne, *ib.* — Réaction royaliste, 208.
- NARBONNE (de)**. Ministre de la guerre, II, 32. — Fait connaître à l'Assemblée les moyens pris pour assurer l'effet des injonctions adressées à l'Empire, 38. — Fait l'inspection des armées, 44. — Rend compte de l'état des armées, 45. — Dealtué, 52. — Imagine un projet de fuite pour le roi, 305.
- NAUENDORFF, général**. Envoyé par l'archiduc Charles pour renforcer Latour, VIII, 317. — Occupe Tullingen pour fermer le passage à Moreau, 323. — Ferme à Moreau le débouché de Kehl, 324.
- NECKER**. Appelé aux finances. Caractère et talents de ce ministre, I, 8. — Sa retraite, 9. — Son exil, 41. — Sa rentrée au ministère, 23. — Lit, à l'ouverture des États-Généraux, un mémoire sur l'état des finances, 42. — Propose, au nom du roi, un moyen de conciliation entre les trois ordres, 50. — Son projet après les premières mesures prises par l'Assemblée nationale, 56. — Refuse d'assister à la séance royale du 23 juin, 62. — Félicité de ce re-

- fus par le peuple réuni en foule, 67. — Conserve son portefeuille sur les instances du roi et de la reine, *ib.* — Fait de vaines représentations, 81. — Médite l'établissement de la Constitution anglaise, *ib.* — Son renvoi, son départ clandestin conformément aux désirs du roi, 85. — Son rappel, 105. — Son retour triomphal, 113. — Obtient une amnistie générale, aussitôt révoquée, 114. — Faiblesse de son parti, 116. — Révèle à l'Assemblée le déplorable état des finances, 131. — Ses efforts pour pourvoir à la détresse publique, 132. — Demande un emprunt de trente millions, 133. — Ses arguments pour faire adopter la Constitution anglaise, 137. — Conseille au roi de demander le *reto* suspensif, 146. — Ne réussit pas pour les emprunts, 151. — Demande une contribution du quart du revenu, 152. — On cherche à le rapprocher avec Mirabeau, 180. — Ne croit point à l'influence secrète dénoncée par Lafayette, 217. — Sensible diminution de son crédit, 226. — S'oppose à une nouvelle émission d'assignats, 246. — Perte complète de son influence, 247. — Sa démission et sa retraite en Suisse, 248.
- NELSON**, amiral. Enlève un vaisseau français à la vue des batteries génoises, VIII, 347. — Chargé d'observer les Français au moment de l'expédition d'Égypte, IX, 420. — Va au radoub aux îles Saint-Pierre tandis que l'escadre française sort de Toulon, X, 4. — Se met à la recherche de cette escadre, 8. — La découvre dans la rade d'Aboukir, 53. — Livre bataille et détruit l'escadre française, 54. — Reçoit les honneurs du triomphe à Naples, 62, 104. — Transporte la cour de Naples en Sicile, 115.
- NERESHEIM**. Bataille de ce nom livrée le 11 août 1796, VIII, 298.
- NERWINDE**. Bataille de ce nom livrée le 18 mars 1793, IV, 6.
- NEUFCHATEAU** (François de). Directeur, IX, 294.
- NEUF THERMIDOR**. Chute de Robespierre, VI, 200. — La Convention célèbre une fête pour l'anniversaire de cette journée, VII, 316.
- NEUILLY**, général. Rejeté sur le Limbourg, III, 316. — Se retire sur Condé et Valenciennes, IV, 26.
- NEUMARCK**. Bonaparte y livre combat à l'archiduc Charles, IX, 90.
- NICE**. Occupée par les Français, III, 62.
- NICOLAS**, général. Enlevé et livré aux Lyonnais, V, 80.
- NIL**. Description de ce fleuve, X, 44. — Ses inondations, 15.
- NIMÈGUE**. Investissement de cette place par les Français, VII, 3. — Sa prise, 5.
- NIMES**. Se soulève contre la Convention, IV, 197.
- NIOCHE**. Commissaire de la Convention à Lyon, IV, 193.
- NION**, commissaire de la Convention. Cède aux patriotes insurgés à Toulon, VII, 233.
- NIVIÈRE**. Chef du parti girondin à Lyon, IV, 73.
- NOAILLES** (duc de). Propose l'abolition des privilèges, I, 123. — S'empresse auprès de la reine à sa rentrée dans Paris après la fuite à Varennes, 287.
- NOAILLES** (de), ambassadeur à Vienne. Donne sa démission. Mis en accusation, II, 69. — Retire sa démission, 70.
- NOAILLES**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 285.
- NOBLESSE**. Se rapproche de la cour à la convocation des États-Généraux, I, 40. — Veut maintenir la division des ordres, 43. — Vote la vérification des pouvoirs séparément par chaque ordre, 44. — Refuse de nommer des commissaires pour concilier ses différends avec le tiers, 45. — S'y décide, 46. — Renonce, ainsi que le clergé, à ses privilèges pécuniaires, *ib.* — Persiste dans la vérification séparée, 47. — Modifie le moyen de conciliation entre les trois ordres proposé par Necker, 51. — Se réconcilie avec la cour, 77. — Epouvantée par le serment prêté dans la salle du Jeu de Paume, demande l'assistance du roi, 61. — Suit le roi après la séance royale du 23 juin, 64. — Félicite le roi et la reine, 66. — Le trouble se manifeste dans ses rangs, 67. — Rejette la motion faite par la minorité de se réunir à l'Assemblée, *ib.* — La minorité se sépare de l'ordre et se rend à l'Assemblée, 68. — La majorité se réunit à l'Assemblée avec la minorité du clergé, 69. — Continue à protester contre les travaux de l'Assemblée, 81. — Conspire à la veille du 14 juillet, 82. — Se réunit à l'Assemblée, 105. — Agit de concert avec le parlement et le clergé, 114. — Sa consternation, 115. — Devient pessimiste, *ib.* — Trouve Cazalès pour défenseur, *ib.* — Donne l'exemple de la renonciation aux privilèges,

423. — Emigre en grand nombre.
476. — Ne se montre à l'Assemblée que dans les discussions de parti, 489. — Son irritation provoquée par l'abolition de ses titres, 232. — Désire que le roi prenne la fuite, 250. — Nombreuses émigrations, 260. — Désire un bouleversement, 300. — Refuse d'entrer dans la maison civile du roi, II, 84. — Domine dans les Vosges, V, 238. — Celle d'Alsace suit en foule l'armée de Wurmsier, 239. — La Convention rend un décret contre les ex-nobles, VI, 8. — Exécution cruelle de cette loi, 90. — Un grand nombre d'aristocrates élargis sous des noms supposés, 240. — Ses restes se cachent dans les rangs du parti réacteur, 262. — Loi contre les ci-devant nobles, rendue après le 18 fructidor, IX, 308.
- NOEL.** Se récusé dans le procès de Louis XVI au sujet de l'appel au peuple, III, 241.
- NOEL.** Envoyé de la France en Hollande, IX, 375.
- NOIRMOUTIERS (île de).** Prise par Charette, IV, 88, 412. — Reprise par le général Haxo, VI, 73.
- NORMANDIE.** Son silence improbable depuis le renversement de la monarchie, IV, 76. — Semble prête à se joindre à la Bretagne, 98. — Se prépare à l'insurrection, 193. — Se fédéralise contre la Convention, 196.
- NOTABLES (Assemblée des).** Sa convocation par Calonne, I, 44. — Son opposition aux demandes de Calonne, *ib.* — Adopte les plans de Calonne sous Brienne, 43. — Convocquée de nouveau par la cour, 27. — Se déclare contre le doublement du Tiers, 28.
- NOTRE-DAME, église cathédrale de Paris.** Le roi s'y rend en procession avec les députés des trois ordres, I, 41. — Le peuple y fait célébrer un *Te Deum*, 103. — Le culte de la Raison y est célébré, V, 199.
- NOVI.** Bataille de ce nom livrée le 15 août 1799, X, 256.
- OBLIGATIONS.** Création de ces valeurs, VIII, 404.
- OCARIS (chevalier d').** Offre la neutralité de l'Espagne et sa médiation si la Convention laisse la vie à Louis XVI, III, 247.
- OCUS.** Ses belles paroles sur la nécessité de l'existence d'une Suisse et sur sa politique, VII, 137.
- OCKSKAY, général.** Commande un corps autrichien à la bataille de Rivoli, VIII, 415.
- OFFICES.** Mode adopté pour leur remboursement, IV, 369.
- O'HARA, général anglais.** Commande la garnison de Toulon. Pris dans une sortie, V, 251.
- OLIVIER, général.** Commande une division à la bataille de la Trebbia, X, 209.
- ONEILLE.** Sac de cette ville, III, 63.
- ORANGE.** On institue dans cette ville un tribunal révolutionnaire pour tout le Midi, VI, 148.
- ORANGE (prince de).** Commande quinze mille Hollandais, IV, 244. — Posté à Menin, V, 32. — Evacué Menin, 28. — Commande l'armée des coalisés, en juin 1794, VI, 167. — Fait repasser la Sambre aux Français, 168. — Livre la bataille de Fleurus, 170. — Ne peut résister aux Français, VII, 42. — Refuse les offres de Walmoden pour la défense de la Hollande, 48. — Abandonne son armée et se retire en Angleterre, 20. — Commande une division sous l'archiduc Charles à Neumarck, IX, 90.
- ORATEUR DU PEUPLE (L').** Journal créé par Fréron après la chute de Robespierre, VI, 333.
- ORDRES.** (Voyez NOBLESSE, CLERGÉ, TIERS-ÉTAT.) Leur fusion définitive, I, 105.
- ORIANI.** Embarras de ce célèbre astrologue en présence du général Bonaparte, VIII, 217.
- ORLÉANS.** Se met en insurrection, IV, 49.
- ORLÉANS (duc d').** Interpelle le roi à la séance royale du 20 septembre 1787; son exil à Villers-Cotterêts, I, 48. — Son caractère; ses sollicitations pour être rappelé, *ib.* — Accusé de cabales, 38. — Désigné comme instigateur de l'incendie de la maison Réveillon, 39. — Son portrait, *ib.* — Reste en arrière des députés de la noblesse, afin de se confondre avec ceux du Tiers, 41. — Appuie la motion faite par la minorité de la noblesse de se réunir à l'Assemblée nationale, 68. — Accusé d'exciter les désordres du Palais-Royal, 78. — Espère qu'un mouvement lui fera obtenir la lieutenance du royaume, 162. — Accusé d'être l'auteur des journées d'octobre, 177. — Accepte une mission pour l'Angleterre, 178. — Accusé de projets sinistres, 235. — Impliqué dans la procédure contre les auteurs des 5 et 6 octobre, 241. — Mis hors d'accusation, 242. — Re-

- pousse la régence que quelques pamphlétaires proposent de lui donner, 296. — Rôle qu'il joue dans la révolution, II, 47. — Nommé député à la Convention par Paris, sous le nom de Philippe-Egalité, III, 94. — Son exil et celui de sa famille demandé par Buzot, 208. — Sa position à Paris, 209. — Son exil décrété et ajourné, 214. — Vote la mort du roi, 245. — Regardé comme complice de Dumouriez, IV, 36. — Son arrestation et celle de sa famille décrétée par la Convention, 38. — Doit comparaître devant le tribunal révolutionnaire, 387. — Enfermé à la Conciergerie, V, 437. — Son procès, sa mort, 464.
- OSSELIN.** Prôneur de Robespierre, agit pour lui, II, 497. — Membre de la députation de Paris à la Convention, soutient qu'il n'y a point de projets de triumvirat et de dictature, III, 31. — Demande la rédaction définitive du décret prononçant l'élargissement des citoyens incarcérés par la commission des douze, IV, 432. — Demande qu'on délibère sur le contenu d'une pétition rédigée en projet par Barère, 459. — Arrêté pour avoir caché une émigrée, V, 207.
- OSTEN, général.** Commande une brigade, VI, 304.
- OTAGE (loi des).** Rendue le 3^e prairial an VII. Ses conséquences, X, 246.
- OTT, général autrichien.** Sa participation à la bataille de la Trebbia, X, 240. — A la bataille de Novi, 257.
- OTTO.** Général de l'armée coalisée employé dans le Nord en 1794, VI, 69.
- OTTOLINI, podestat de Bergame.** Ses préparatifs contre les Français, IX, 58. — Son impuissance pour empêcher le soulèvement de Bergame, 74.
- OUDINOT, général.** Commande une division sous Maséna, en Suisse, X, 490. — Sa participation à la bataille de Zurich, 322.
- OUEST.** Ses premiers mouvements insurrectionnels, IV, 49. (Voy. **VENDÉE**.)
- JURTHE.** Bataille de ce nom, VI, 305.
- PACHE.** Ministre de la guerre, III, 408. — Son portrait, 409. — Son insuffisance, 430. — Sa conduite envers Dumouriez, les girondins et la Convention, 432. — Ses promesses à Dumouriez, 433. — Ouvre ses bureaux aux jacobins, 436. — Sa faiblesse, 446. — Sa destitution demandée par Barère, 244. — Renvoyé comme incapable, 265. — Maire de Paris, 297. — Porte à la Convention le double vœu des sections, 323. — Repousse deux députations de sections, 334. — Présente à la Convention une pétition de trente-cinq sections demandant l'expulsion de vingt-deux membres de la Convention, IV, 59. — Signe cette pétition, 60. — Ne se rend pas à l'Assemblée de la mairie, 105, 144. — Veut la maintenir dans la limite des lois, 146. — Ecrit à la Convention sur ce qui s'est passé à la mairie, 121. — Son rapport sur la situation des esprits dans Paris, 430. — Fait connaître le plan arrêté à l'Evêché, 443. — Son avis aux Parisiens à l'occasion des pillages, 327. — Introduit les commissaires des assemblées primaires de la France au club de l'Evêché, 340. — Dépose contre les girondins, V, 452, 454. — Fait partie de la députation de la commune envoyée à la Convention pour lui annoncer l'hommage rendu à la *Raison* par le clergé de Paris, 494. — Indispose Robespierre contre lui, 214. — Désigné pour être grand juge dans le projet de Constitution des nouveaux révolutionnaires, 336. — Dévoué à Robespierre, VI, 454. — On demande une instruction contre lui, 396. — Déféré à l'examen du comité de sûreté générale, VII, 78. — Son arrestation, 222. — Envoyé au tribunal d'Eure-et-Loir, 234. — Elargi, 330.
- PAGGIO, chef des Lazzaronis.** Dirige la défense de Naples contre Championnet, X, 418.
- PAIX (prince de la).** Remplace le ministre d'Aranda. Sa mauvaise administration, III, 271. — Envoie un négociateur à Bâle pour traiter avec la France, VII, 318. — Sa politique favorable à la France républicaine, IX, 33.
- PALAIS-ROYAL (le).** Envoie une députation à l'Assemblée nationale, I, 68. — Lieu des plus fréquents rassemblements, 78. — Camille Desmoulins y appelle le peuple aux armes, 85. — En fermentation, 141. — Point de réunion de la jeunesse coalisée contre les jacobins, VI, 289, 379. — Sert de lieu de rassemblement aux agitateurs, VII, 493. — Investi et bloqué par Bonaparte le 43 vendémiaire, 369.
- PALASNE-CHAMPEAUX.** La Montagne lui demande le concours de la Plaine contre Robespierre, VI, 200.
- PALMA NOVA.** Bonaparte arme et fortifie cette place, IX, 328.
- PANIS.** L'un des chefs du parti populaire, II, 145. — Prôneur de Ro-

bespierre agit pour lui, 197. — Membre du comité de surveillance, dans lequel on arrête le projet de massacrer les prisonniers, 203, 332. — Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Sa justification maladroite de faits à lui reprochés, 37. — Obtient 80 voix pour être maire, 80. — Crainte et mécontentement que lui inspire le comité de salut public, VI, 112. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — S'entend avec leurs adversaires, 187. — Se plaint des calomnies de Robespierre, 193.

PANTHÉON. Reçoit le corps de Mirabeau, I, 271. — Reçoit les restes de Rousseau, VI, 33. — Les restes de Marat y remplacent ceux de Mirabeau, 296. — Les restes de Marat en sont retirés, VII, 58. — Aucun individu ne pourra être porté au Panthéon avant un délai de vingt ans, *ib.* — Les patriotes y forment un club, VIII, 52, 98. — Le Directoire le fait dissoudre, 99.

PAQUES VÉRONAIS. Massacre des Français dans Vérone le 17 avril 1797, IX, 111.

PARADIS, membre des Anciens. Condamné à la déportation, IX, 286.

PARIS. Offre un spectacle extraordinaire en juin 1789, I, 76. — Ses alarmes au renvoi de Necker, 85. — Le peuple prend les armes, 86. — Se montre ennemi du pillage, 88. — Barricadé, 90. — Le peuple se porte vers la Bastille, 94. — Envahit l'Hôtel des Invalides, 95. — S'agite, 106. — Éprouve la disette, 107. — Grande agitation, 163. — Se porte sur Versailles, 168. — Demande que Louis XVI se rende à Paris, 173. — Souffre de la disette, 184. — Se réjouit de l'exécution de Favras, 202. — Arrache par une émeute la sanction du roi au décret imposant le serment civique aux ecclésiastiques, 257. — Se porte sur le donjon de Vincennes, 263. — Témoigne un grand empressement pour Mirabeau à son lit de mort, 269. — Arrête la voiture du roi, 272. — Reproche à Lafayette d'avoir favorisé l'évasion du roi, 278. — Arrête les aides de camp de Lafayette envoyés à la poursuite de la famille royale, 279. — Fait des vœux pour son arrestation, 281. — Sa joie en apprenant cette arrestation, 285. — Provoque l'emploi de la loi martiale au Champ-de-Mars, 298. — Court aux clubs, II, 13. — Veut présenter en armes une pétition au roi, 112. — Fait la journée du 20 juin, 126. — Aspect que présente Paris le

lendemain de cette journée, 138. — Insulte les députés qui ont prononcé la mise hors d'accusation de Lafayette, 226. — Se prépare pour l'insurrection, 229. — Fait la journée du 10 août, 230. — Agité à la suite, 277. — Projet que Paris prête à l'Assemblée, 296. — Agité par la nouvelle de la prise de Longwy, 298. — Effet qu'y produit la prise de Verdun, 306. — Jeté dans la terreur par le massacre des prisons, 322. — Fournit de nombreux volontaires à l'armée de Dumouriez, 342. — Sa terreur en apprenant la perte de l'Argonne, 351. — Sa situation pendant qu'on faisait les élections pour la Convention, III, 4. — Composition de sa députation à la Convention, 8. — S'agite la veille du jour fixé pour la défense de Robespierre, 95. — Sa joie en apprenant la victoire de Jemmapes, 117. — Agité pendant le procès de Louis XVI, 241. — Sa stupeur après la condamnation du roi, 252. — Son aspect le 31 janvier, 259. — Désordres qu'y fait naître la disette, 304. — Tumulte qu'y excitent la conduite de Dumouriez et les propos de son état-major, 320. — En proie au désordre au moment de l'établissement du tribunal criminel extraordinaire, 325, 330. — Agité par la nouvelle de la perte de la bataille de Nerwinde et de l'évacuation de la Belgique, IV, 18. — Toutes les assemblées s'y déclarent permanentes en apprenant la conduite de Dumouriez, 35. — Situation des esprits, 128. — Se met tout entier en armes le 31 mai, 146. — Continue à être troublé, 163. — Sous les armes dès la pointe du jour du 2 juin, 170. — Souffre de la disette, 185. — Le peuple y commet des pillages, 227. — Moyens employés pour exciter son enthousiasme, 243. — Son effroi en apprenant l'abandon du Camp de César, 248. — Sa joie de la victoire de Hondschote, V, 26. — Effet qu'y produisent les revers des armées républicaines, 48. — Joie causée par la prise de Lyon, 91. — Son enthousiasme en apprenant les victoires de Wattignies et de Cholet, 123. — Ses prisons encombrées de suspects, 133. — Se réjouit de la prise de Toulon par les républicains, 234. — Souffre de la disette, 237. — Sa joie en apprenant l'arrestation des ultra-révolutionnaires, 263. — Stupeur causée par l'arrestation des dantonistes, 281. — Sensation produite par la première séance du procès de Danton et de ses coaccusés, 291. — Fabrique une grande quantité de salpêtre, VI, 48. — Manque de viande, 52. — Encom-

brement de ses prisons, 94. — Grandes exécutions sous la domination de Robespierre, 439. — Pitié de la population pour les victimes, 441. — Nombre des victimes, 442. — Allégresse générale à la suite de l'exécution de Robespierre et de ses acolytes, 225. — Agité, 240. — Il s'y forme un parti violent des mécontents, 261. — Et un parti réacteur, 262. — Hiver de 1794, réunions, concerts, salons, 334. — Agitation extrême. Exaspération croissante des partis, 379. — Réouverture des salons, des spectacles, des sociétés savantes, VII, 47. — Menacé d'une affreuse famine, 52. — Augmentation de la disette, 73. — Ses habitants mis à la ration, 79. — Scènes tumultueuses, 80. — Distribution insuffisante de pain suivie d'une émeute de femmes, 102. — Mis en état de siège, 117. — Arrivée des ambassadeurs étrangers dans cette ville, 176. — Indiqué par les patriotes comme point de réunion dans le Nord, 179. — Organisation de la garde nationale dans Paris, 240. — Livré à l'anarchie, 252. — Offre un vaste champ aux intrigues du royalisme, 323. — Se remplit d'émigrés rentrés, 328. — Se prépare à l'insurrection, 350. — Révolte des sections le 13 vendémiaire, 364, 370. — Suppression des distributions de rations, VIII, 85. — Ses nouvelles mœurs sous le Directoire, 103. — Se remplit de sociétés de patriotes, 116. — Joie causée par les victoires de l'armée d'Italie, 161. — Offre un spectacle singulier au milieu de l'année 1796, 242. — Mis en alarmes par l'attaque du camp de Grenelle, 261. — L'Angleterre y ouvre des négociations avec le Directoire, 340. — Se réjouit des succès obtenus en Italie, 431. — Elections de l'an v, IX, 34. — Sa joie des préliminaires de paix signés à Léoben, 104. — Son calme pendant le coup d'Etat du 18 fructidor, 276. — Sa joie à la nouvelle de la paix avec l'Autriche, 338. — Son impatience de voir Bonaparte, 345. — Vivement agité par les élections de l'an vi, 406. — Son agitation en recevant les nouvelles des revers essuyés en Italie et en Hollande, X, 266. — Ses douze municipalités suspendues le 18 brumaire, 367.

PARIS. Garde du corps; assassine Lepelletier-Saint-Fargeau, III, 258.

PARISOT, député. Appelé au bureau des Cinq-Cents, IX, 153.

PARLEMENT. Son influence sur Louis XVI, I, 8. — Oblige Necker à se retirer, 9. — Sa résistance aux ré-

formes, *ib.* — Agit contre M. de Calonne, 44. — Son opposition aux réformes adoptées par les notables, 43. — Demande des états de dépenses, 44. — Reconnaît qu'il n'a pas le pouvoir de voter les impôts, 45. — Mandé à Versailles, puis exilé à Troyes, 46. — Son rappel, 47. — Rend un arrêté contre les lettres de cachet, 48. — Menacé par un plan ministériel, consacre dans un arrêté les lois constitutives de la monarchie, 20. — Se dépopularise en prescrivant le maintien des formes de 1614 dans la réunion des Etats-Généraux, 26. — Fait offrir au roi de se passer des Etats, 58. — Agit de concert avec la cour, la noblesse et le clergé, 115. — Dernier essai de l'autorité des Parlements, 194. — Celui de Toulouse est immolé presque tout entier par le tribunal révolutionnaire, VI, 93.

PARME, PLAISANCE ET GUASTALLA. Description de ce duché, VIII, 167. — Le duc envoie à Bonaparte pour faire intercéder sa clémence, 174. — Se soumet aux conditions qui lui sont dictées, 184. — Politique de Bonaparte à l'égard de son duc, 354.

PARTI POPULAIRE. Se divise, I, 116. — Veut garder le roi à Paris, 176. — Se partage entre divers chefs, 177. — Sa situation en juin 1792, II, 115. — Ses terreurs en juillet, 154. — A besoin d'un chef, 189. — Dissentiments qui le divisent, 265. (Voy. PATRIOTES.)

PARTOUXEAUX. Commande les grenadiers à la bataille de Novi, X, 260.

PASSERIANO. Lieu des conférences entre Bonaparte et M. de Cobentzel, IX, 330. — La paix y est signée le 17 octobre 1797, 335.

PASTORET. Fait à l'Assemblée le rapport sur le projet de salut public présenté par la commission des douze, II, 157. — Ecrit contre la Constitution directoriale, 340. — Député au corps législatif, VIII, 8. — Condamné à la déportation, IX, 285.

PATRIE EN DANGER. La commission des douze propose cette formule pour les périls extrêmes, II, 156. — Vergniaud demande qu'on déclare la patrie en danger, 166. — La formule est adoptée, 168. — Le 14 juillet 1792 l'Assemblée déclare la patrie en danger, 176. — Conséquences de cette déclaration, 177. — Jourdan propose, en septembre 1799, de déclarer la patrie en danger, X, 278.

PATRIOTES. Etat de ce parti en germi-

nal an II, VII, 84. — Réclament la promulgation de la Constitution de 93, 88. — Menacent la Convention, 93. — Repoussés par la jeunesse dorée, 94. — Leur insurrection du 12 germinal an III, 407. — Echouent dans cette tentative, 413. — Leurs efforts pour sauver les députés condamnés à la déportation, 418. — Agitent les villes du Midi, 420. — La Convention décrète leur désarmement, 422. — Sont renvoyés dans leurs communes, 424. — Répandent des bruits fâcheux à la suite d'une interruption momentanée des négociations de Bâle, 426. — Leur exaltation, 478. — Forment de nouveaux projets d'insurrection pour floréal, 482. — Trahis, 483. — Créent un comité central d'insurrection, 202. — Leur manifeste, 203. — Leur insurrection du 1^{er} prairial, 204, 219. — Leur désarmement ordonné de nouveau, 222. — Suite de l'insurrection, 224. — Délivrent l'assassin de Féraud, et se retranchent dans le faubourg Saint-Antoine, 229. — Leur désarmement; destruction de leur parti, 234. — S'insurgent à Toulon, 232. — Leur défaite, 239. — Leur courroux en apprenant le débarquement à Quiberon, 283. — Continuent à être persécutés, 330. — Chassés des sections, demandent des armes à la Convention, 344. — Offrent leur concours à la Convention menacée par les royalistes, 353. — Leur joie de l'issue de la journée du 13 vendémiaire, 370. — Leur irritation causée par les suites de cette journée et par les nouvelles des armées, 375. — Leur exaspération contre les royalistes, VIII, 2. — Leur joie de la composition du Directoire, 9. — Forment un club au Panthéon, 52. — Reprochent au Directoire sa faiblesse, 96. — Combattent la liberté de la presse, 102. — Devenus ennemis du Directoire, conspirent contre lui, 415. — Forment de nombreuses sociétés sous un directoire secret de salut public, 416. — Leur acharnement contre Bonaparte, 243. — Leurs complots contre le gouvernement directorial, 257. — Attaquent le camp de Grenelle, 260. — Mauvais succès de cette tentative, 261. — Leur joie des succès obtenus en Italie, 431. — Le Directoire compte sur leur appui, IX, 483. — Trouvent trop douce la peine de la déportation appliquée aux ennemis du Directoire, 290. — Atténuement de leur zèle à partir du 18 fructidor, 291. — Leur nouvelle opposition au Directoire, 403. — L'emportent dans les élections de l'an VI, 408. — Leur irritation contre les Conseils qui repoussent leurs

choix, 408. — Reproches qu'ils adressent au Directoire, X, 170. — Obtiennent de nombreuses nominations aux élections de l'an VII, 182. — Leurs attaques contre le Directoire, 224. — Proposent les mesures urgentes de 1793, 213. — Force de leur parti, 270. — Dénoncés par Sieyès, 272. — Leurs attaques contre Sicyès et Barras, 274. — Essaient vainement de se réconcilier avec le Directoire, 277. — Souhaitent que Bonaparte se rende à la frontière, 281.

PAUL 1^{er}, empereur de Russie. Son avènement, IX, 42. — Conseille à l'Angleterre et à l'Autriche de négocier avec la France, 43. — Offre la coopération de ses armées contre la France, X, 64. — Signe un traité d'alliance avec l'Autriche, 98. — Lui fournit un contingent de 60 mille hommes, 144. — Son traité avec l'Angleterre, 262.

PAVÉE, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 283.

PAVIE. Augereau l'occupe, VIII, 181. — Se soulève, 191. — Pris et livré au pillage, 193.

PAYAN, agent national. Dévoué à Robespierre, VI, 154. — Pousse à un nouveau 31 mai, 178. — Propose aux Jacobins d'enlever tous les conspirateurs, 196. — Son appel à la barre de la Convention demandé par les comités, 199. — A la commune le 9 thermidor dès le matin, 200. — Appelé à la barre de la Convention, 205. — Veut faire un appel au peuple en armes, 209. — Membre de la commission chargée par la commune de diriger l'insurrection, 213. — Sa présence d'esprit en lisant à la commune le décret de mise hors la loi, 221. — Son arrestation, 223. — Sa mort, 225.

PAYNE (Thomas), Anglais. Auteur d'une adresse contre la royauté, I, 297. — Fait partie du comité de Constitution dans la Convention, III, 51.

PAYSANS. Vengeances et excès auxquels ils se livrent, I, 121.

PELLET (de la Lozère). Propose de défendre aux députés d'être membres d'aucune société populaire, VI, 343. — Reçoit rudement des pétitionnaires de la section des Quinze-Vingts, VII, 106.

PELLETIER de Saint-Fargeau. Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 149.

PÉNIAUX, député à la Convention. Blessé pendant l'insurrection du 12 germinal, VII, 414.

PENSIONS. Suppression de celles obtenues sans titre, I, 125.

PÈRE DUCHÈNE (LE). Journal publié par Hébert, IV, 422.

PÉREIRA, juif portugais. Envoyé par les jacobins pour découvrir les projets de Dumouriez, IV, 27. — Dépopularisé par eux, V, 208. — Son arrestation, 234. — Son procès, 366. — Sa mort, 371.

PÉRIGNON, général. Reçoit le commandement de l'armée des Pyrénées devenu vacant par la mort de Dugommier. Sa victoire sur La Union, VII, 28. — Truguet désire le remplacer auprès de la cour d'Espagne, IX, 201. — Commande l'aile gauche à la bataille de Novi, X, 257. — Reçoit sept blessures à cette bataille, 261.

PERMANENCE. La permanence des Assemblées est votée, I, 144.

PERRÉ, contre-amiral. Commande la flottille française à Chêbréiss, X, 32. — Chargé de transporter l'artillerie de siège pour l'expédition de Syrie, 290. — Cette artillerie est prise par Sidney-Smith, 292.

PESCHIERA. Ville vénitienne occupée par les Autrichiens, VIII, 199. — Evacuée par les Autrichiens; prise par les Français, 202.

PESTE. Les Français la prennent en s'arrêtant à Jaffa, X, 292.

PETIT. Ministre de la guerre, créature de Carnot, IX, 16. — La majorité du Directoire décide son remplacement, 200. — Exclu du ministère, 209. — Instruit tardivement de la marche de Hoche sur Paris, 214.

PÉTITION. Dénonce le repas des gardes du corps, I, 165. — Nommé commissaire par l'Assemblée pour reconduire Louis XVI à Paris, 285. — Monte dans la voiture du roi, *ib.* — Montre de la rudesse, 286. — Partisan de la république, 294. — Maire de Paris, II, 16. — Consulté pour la formation du ministère, 60. — Son caractère et ses opinions, 120. — Assiste à des conciliabules révolutionnaires, 121. — Sa participation à la journée du 20 juin, 124, 136. — Sa conversation avec le roi, 139. — Sa suspension prononcée par le département, 173. — Cette suspension confirmée par le roi, annulée par l'Assemblée, 181. — Se met en communication avec le comité insurrectionnel, 187. — Son système en matière d'insurrections, 190. — Arrête un mouvement mal organisé contre la liberté du roi, 207. — Demande la déchéance de Louis XVI au nom des sections de Paris, 221. — Sa con-

duite à la veille du 40 août, 228. — Mandé aux Tuileries, signe l'ordre de repousser la force par la force, 235. — Sort des Tuileries sans obstacle pour se rendre à l'appel de l'Assemblée, 236. — Se fait mettre en état d'arrestation apparente pendant la journée du 40 août, 239. — Proclamé *père du peuple*, 264. — Rend compte à l'Assemblée de l'état de Paris, *ib.* — Débordé par les révolutionnaires, se borne au soin des subsistances, 269. — Sa conduite pendant les massacres de septembre, 326. — Se rend à Bicêtre pour empêcher le massacre des prisonniers, 329. — Député, III, 8. — Son immense ascendant à l'ouverture de la Convention, 16. — Se prête froidement aux tentatives de réconciliation avec ses adversaires, 21. — Président de la Convention, 22. — Fait partie du comité de Constitution, 51. — Continue à présider les Jacobins, 71. — Maire, 80. — Refuse la mairie, 81. — Fait imprimer son opinion sur l'accusation de Robespierre par Louvet, 103. — Insiste sur la nécessité de prononcer sur la mise en jugement de Louis XVI, avant de fixer la forme du jugement, 190. — Fait prononcer le mode du jugement de Louis XVI, 192. — Insiste pour qu'il soit accordé un conseil à Louis XVI, 200. — Demande l'ajournement de l'exil du duc d'Orléans après le jugement du roi, 212. — Soutient l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, 239. — Son impassibilité en apprenant les dangers qui menacent lui et ses amis, 333. — Demande des mesures de répression contre les calomniateurs de la Convention, IV, 49. — L'un des 22 députés dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, 59. — Conseille aux députés girondins de mourir à leur poste, 169. — Mis en accusation, 180. — En arrestation, 186. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 202. — Quitte la Normandie, pour se rendre à Bordeaux, 244.

PÉTITIONS. Des jacobins contre le roi, I, 297. — Du directoire du département au roi, provoquant l'apposition du *veto* au décret contre les prêtres, II, 30. — De Camille Desmoulins à l'Assemblée contre le *veto* royal, 31. — Des Marseillais à l'Assemblée, provoquant à l'insurrection, 124. — Le faubourg Saint-Antoine veut en présenter une en armes au roi et à l'Assemblée, 125. — A Rouen et à Paris on en couvre une de vingt mille signatures contre la journée du 20 juin, 142. — Lafayette vient de

- l'armée en présenter une à l'Assemblée, 145. — De nombreuses pétitions demandent *Pétion ou la mort*, 174. — De toutes les parties de la France on demande la déchéance, 177. — De Marseille pour qu'on abolisse la royauté, 178. — De la garde nationale de Paris pour demander le renvoi des Marseillais, 212. — Un grand nombre demandent la déchéance de Louis XVI, 232. — Demandent qu'on change la suspension en déchéance, 262. — La commune en présence de plus en plus impérieuse à l'Assemblée, 273. — De la section de la Halle aux blés contre la Convention, IV, 48. — De trente-cinq sections de Paris pour demander l'expulsion de vingt-deux membres de la Convention, 59. — Des cordeliers contre la Constitution de l'an II, 239. — Des commissaires des assemblées primaires pour demander de grandes mesures de salut public, 353. — Des cordeliers pour demander l'organisation du ministère constitutionnel, V, 49. — Un grand nombre engagent la Convention à rester à son poste, 55. — Des cordeliers contre le décret limitant à deux par semaine les assemblées de section, 64. — Des jacobins et des cordeliers en faveur de Vincent et de Ronsin, 295. — De quelques Lyonnais, 10. — Des jacobins sur les machinations des antagonistes de Robespierre, 182. — Des habitants d'Amsterdam pour s'opposer à tout préparatif de défense, VII, 43. — Des sections de l'Observatoire et du Finistère à l'occasion de la mise des habitants de Paris à la ration, 81. — Des sections de Montreuil et des Quinze-Vingts pour demander la Constitution de 93, 87. — Des Quinze-Vingts annonçant l'imminence de l'insurrection, 106. — Des sections contre l'élargissement des patriotes, 231. — Des sections contre la réunion de troupes sous Paris, 264.
- PETIT JEAN.** Agent employé par Dumouriez, III, 130. — Décrété d'accusation par la Convention, 132. — Rendu à Dumouriez, 289.
- PETRASCH, général.** Battu par Soult en Suisse, X, 325.
- PREYSSARD, député à la Convention.** Crie victoire pour le triomphe des patriotes sur la Convention le 4^{er} prairial, VII, 219. — Son arrestation, 221. — Décrété d'accusation, 228. — Condamné à la déportation, 237.
- PEZARO, procureur de Venise.** Bonaparte lui fait des ouvertures pour une alliance avec Venise, IX, 58. — Député auprès de Bonaparte, 78. —
- Excite le mécontentement de celui-ci, 81. — Veut que le gouvernement de Venise se retire en Suisse plutôt que de modifier la Constitution, 130.
- PFULENDORF.** Combat de ce nom livré le 22 mars 1799, X, 147.
- PHÉLIPPEAUX, émigré.** Contribue à la défense de Saint-Jean-d'Acro, X, 292.
- PHILANTHROPES (les).** Maçonnerie formée par les royalistes, IX, 23.
- PHILIPPEAUX, député à la Convention.** Prend part à la discussion sur le procès de Louis XVI, III, 190. — Commissaire auprès de l'armée en Vendée, V, 49. — Accuse Rossignol et Ronsin de trahison, 47. — Indigné de la destitution de Caneaux, 110. — Bruits répandus contre lui, 206. — Demande la poursuite de Rossignol, Ronsin et autres, 298. — Son pamphlet sur la guerre de la Vendée, 299. — Dénoncé aux jacobins par Hébert, 307. — Appelé à leur barre, 308. — Provoque le trouble par ses explications, 310. — Son arrestation, 380. — Décrété d'accusation, 386. — Transféré du Luxembourg à la Conciergerie, 387. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire, 389. — Son procès, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- PHILIPPE-ÉGALITÉ.** (Voy. DUC D'ORLÉANS.)
- PICHEGRU, général.** Commande l'armée du Rhin à la fin de 1798, V, 242. — Commande l'armée du Nord en 1794, VI, 59. — Son plan défectueux, 60. — Se porte à l'aile droite de la Sambre, 69. — Profite mal de la victoire de Turcoing remportée par Moreau et Souham, 71. — Entreprend le siège d'Ypres, 164. — Bon plan qu'il forme après la victoire de Fleurus, 173. — Ce plan rejeté par le comité de salut public, 174. — Son armée se joint à celle de Jourdan dans Bruxelles, 175. — Force de son armée, en septembre 1794, 201. — Succès de ses premières opérations qui le conduisent sur les bords de la Meuse, 203. — Prend Bois-le-Duc, 311. — Passe la Meuse, 312. — Malade et remplacé, VII, 2. — Reprend le commandement de l'armée du Nord, 40. — Envahit la Hollande, 41. — Prend l'île de Bommel, 12. — Reçoit l'ordre de ne pas s'arrêter, 17. — Son armée se répand en Hollande, 19. — Son entrée dans Amsterdam, 21. — Fait prendre par les hussards la flotte hollandaise mouillée dans le Texel, 22. — Occupe les sept Provinces-Unies, 23. — Sa gloire, 24. — Général de la force armée, 117. — Dissipe le mouvement des pa-

- tristes en faveur des députés condamnés à la déportation, 418. — Accueil honorable qu'il reçoit de la Convention, 419. — Commande l'armée du Rhin, 253. — Tentative du prince de Condé pour le séduire, 259. — Offres qu'il reçoit et ses premiers projets de trahison, 261. — Commet des fautes par incapacité ou par trahison, 276. — Passe le Rhin, 322. — S'obstine à ne pas passer avec le gros de son armée, VIII, 19. — Repoussé dans les murs de Manheim, 22. — Sous Landau, 41. — Remplacé par Moreau, refuse l'ambassade de Suède, 425. — Sa conduite singulière, IX, 23. — Son plan, 24. — Son portrait, 26. — Reçoit de l'argent de l'Angleterre, 28. — Député, 33. — Continue à correspondre avec Wickam et le prince de Condé, 446. — Président du conseil des Cinq-Cents, 452. — Entre en relation avec le prétendant, 456. — Sa trahison révélée, 482. — Sa correspondance avec le prince de Condé saisie dans un fourgon de Klinglin, 494. — Président de la commission pour l'organisation des gardes nationales, 499. — Sonde Carnot, 203. — Se rend à une réunion chez Tronçon Ducoudray, 213. — S'oppose aux résolutions extrêmes, 214. — Son rapport perfide sur l'organisation de la garde nationale, 215. — Organe des plaintes des Conseils contre la marche des troupes, 249. — Continue à temporiser, 254. — Membre de la commission des inspecteurs, 267. — Se refuse à exécuter les projets des Clychiens, 272. — Sa fausse sécurité, 275. — Son arrestation, 278. — Condamné à la déportation, 285. — Déporté à la Guyanne, 289.
- PIE VI.** Diffère de répondre à Louis XVI qui en avait référé à lui au sujet du serment civique imposé au clergé, I, 256. — Sa politique ennemie de la révolution française, VIII, 165. — Envoie un négociateur auprès de Bonaparte, 216. — Accepte les conditions qui lui sont imposées, 217. — Viole ces conditions, 277. — Se refuse à ce qu'exige le Directoire, 335. — Ses alarmes, 348. — Bonaparte, chargé de traiter avec lui, temporise, 349. — Brave les menaces de Bonaparte, 410. — Son anxiété à l'approche des Français conduits par Bonaparte, IX, 49. — Son armée battue, 50. — Reçoit des paroles de paix du vainqueur, 52. — Traité de Tolentino, 53. — Dispositions défavorables du peuple romain pour lui, 385. — Extrait du Vatican et conduit en Toscane, 386.
- PIÉMONT.** Force de cet Etat dans les Alpes, IV, 219. — Opérations insignifiantes de ses troupes dans l'hiver de 1793, V, 245. — Ses motifs pour continuer la guerre, VI, 44. — Battu sur les Alpes, 57. — Toujours disposé à la guerre, VII, 128. — Son épouvante après la bataille de Loano, VIII, 61. — Conquis par les Français commandés par Bonaparte, 144. — Le roi se décide à se jeter dans les bras des Français, 155. — Armistice de Cherasco, 157. — Efforts de Bonaparte pour amener son alliance avec la France, 158. — Fait la paix avec la France, 267. — Ses négociations avec le Directoire, 348. — Conclut une alliance offensive et défensive avec lui, IX, 37. — Laisse occuper Turin par les Français, X, 405. — Chute de ce royaume, 419. — Provisoirement administré par la France, 421. — Révolte contre les Français, 404.
- PIGON, général.** Fait prisonnier à la bataille de Lonato, VIII, 384. — Commande avec Murat l'avant-garde de Masséna, 314. — Commande l'avant-garde de Brune, en Suisse, IX, 398. — Sa mort à la bataille de Magnano, X, 164.
- PILNITZ.** Déclaration de Pilnitz, I, 292. — Demeurée sans effet, II, 18.
- PINEL.** Membre du comité révolutionnaire de Nantes, condamné à mort avec Carrier, VI, 391.
- PINET aîné,** député à la Convention. Son arrestation pour avoir été le bourreau des habitants de la Biscaye, VII, 221. — Décreté d'accusation, 228.
- PIORRY,** député à la Convention. Décreté d'accusation, VII, 332.
- PIRMASENS.** Les Français essuient un échec en voulant enlever cette place, V, 30.
- PITT.** Sa politique, III, 269. — La Convention le déclare l'ennemi du genre humain, IV, 387. — Ses efforts contre la France, VI, 33. — Mesures qu'il obtient du parlement, 35. — Sa violence à l'égard des neutres, 38. — Sentiments des princes français pour lui, VI, 325. — Accueille M. de Puisaye, VII, 453. — Ses profonds calculs politiques, 464. — Ses plans, 467. — Son langage au parlement, 470. — Obtient du parlement tout ce qu'il désire, 475. — Demande de nouveaux sacrifices à l'Angleterre, VIII, 77. — Promet au parlement d'ouvrir une négociation avec la France, 79. — Fait faire une ouverture insignifiante, 121. — Demande un nouvel emprunt, 122. —

- Mauvais état des finances**, 265. — **Songe à faire insurger les colonies espagnoles**, 334. — Ses motifs pour se montrer disposé à une paix passagère, 336. — Ses combinaisons. Ouvre une négociation avec le Directoire, 338. — Met en avant le principe des compensations de conquêtes, 340. — Ses précautions contre l'expédition d'Irlande, 390. — Son opinion au sujet des intrigants royalistes dans l'intérieur de la France, IX, 28. — Son épouvante après les préliminaires de Léoben, 141. — Disposé à faire la paix, 144. — Son désir de conclure une paix temporaire, 254. — Son épouvante des projets de la France, 419.
- PLAINES**. Nom donné au centre dans la Convention, III, 45. — Fait bon accueil à Dumouriez, 68. — Son émotion en voyant paraître Louis XVI à la barre, 197. — Soutient encore les girondins, IV, 61. — Ne seconde plus Vergniaud, 160. — S'abstient de voter sur la mise en accusation des députés dénoncés par la commune, 480. — Les montagnards lui demandent son concours contre Robespierre, VI, 200.
- PLAISANCE**. (Voyez PARME.) L'armée de Bonaparte y passe le Pô, VIII, 475.
- PLÉVILLE-LE-PELEY**. Ministre de la marine, IX, 209. — Négociateur du Directoire, à Lille, pour traiter de la paix avec l'Angleterre, rappelé à Paris pour occuper le ministère, 235. — Sa sauvagerie, 236.
- PÔ**. Bonaparte passe ce fleuve à Plaisance, VIII, 475.
- POITOU**. Berceau de la guerre de Vendée, IV, 78.
- POLIGNAC (les)**. Reçoivent du duc d'Orléans la promesse de ne pas appuyer la minorité de la noblesse, dans sa motion de se réunir à l'Assemblée nationale, I, 68. — Émigrent les premiers, 104. — Annoncent à Necker son rappel, 413. — Le duc de Polignac agent du régent à Vienne, VI, 325.
- POLISSARD**, député aux Cinq-Cents. Admis malgré la loi du 3 brumaire. IX, 458. — Condamné à la déportation, 285.
- POLITIQUES (les)**. Parti formé à la suite de Stuyès, X, 268. — Leur lutte contre les patriotes, 275.
- POLOGNE**. Son partage, XI, 43.
- PONS**, de Verdun. L'un des cinq membres de la commission chargée de négocier la Convention à celui du Directoire, VII, 389.
- PONTÉCOULANT** (Doulcet de). L'un des vingt-deux girondins dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, IV, 59. — Réclame contre l'envahissement des bancs des députés par des pétitionnaires, 159. — Dénonce le comité d'insurrection, 491. — Demande sa réintégration à la Convention, VI, 389. — Réintégré, VII, 77. — Meneur de l'opposition constitutionnelle, IX, 204, 212.
- PORTALIS**. Député au conseil des Anciens, VIII, 3. — S'oppose à ce que le remplacement des fonctionnaires soit confié au Directoire, 47. — Désigné par les royalistes pour être ministre de la police, IX, 31. — Dévoué à Carnot, 173. — Meneur de l'opposition constitutionnelle, 204, 213, 256. — Condamné à la déportation, 286.
- PORTE OTTOMANE**. (Voyez TURQUIE.)
- PORTUGAL**. Traité avec la France, IX, 239.
- POULAIN-GRANDPRÉ**, député aux Cinq-Cents. Demande la formation d'une commission pour assurer le salut public au 18 fructidor, IX, 282. — Membre de cette commission, 16. — Obtient des Cinq-Cents qu'ils se déclarent en permanence, X, 237.
- POURRIS (les)**. Ce qu'était cette coterie, X, 343.
- PRAIRE-MONTAUD**, député aux Cinq-Cents. Condamné à la déportation, IX, 285.
- PRAIRIAL**. Insurrection de la journée du 1^{er} prairial an III. Insurrection des patriotes. Envahissement de la Convention. Combats. Meurtres d'un député, VII, 204. — Jugement sur cette journée, 223. — Journée du lendemain. Les patriotes échouent de nouveau, 224. — Les 4 les révoltés sont soumis, 229. — Les députés arrêtés à la suite de cette insurrection sont déferés à une commission militaire, 234. — Journée du 30 prairial an VII. Révolution dans le gouvernement directorial, X, 228.
- PRÉCY (de)**. Commandant de la force départementale à Lyon, dévoué à la cause de l'émigration, IV, 254. — Veut arborer le drapeau blanc à Lyon, V, 82. — S'enfuit de Lyon vers la Suisse, 90. — Dirige l'agence royaliste de l'Est et du Midi, IX, 21.
- PRESSAT**. La Déclaration des Droits en consacre la liberté, I, 124. — Durand-Mailhac demande que cette liberté soit formellement garantie,

- VI, 257.** — Fréron la demande illimitée, 258. — La liberté de la presse combattue par les patriotes, VIII, 102. — Le Directoire demande des lois sur ses abus, 396. — Déclarée indéfiniment libre, X, 247.
- PRIEUR (de la Côte-d'Or), commissaire de la Convention dans le Calvados.** Arrêté, IV, 495. — Membre du comité de salut public, s'y occupe des approvisionnements, VI, 409. — Défend ses anciens collègues du comité et demande à partager la responsabilité de leurs actes, VII, 100. — Dénoncé par H. Larivière, 235.
- PRIEUR (de la Marne). Membre du comité de salut public renouvelé, IV, 291.** — Commissaire de la Convention près les armées en Vendée, fait substituer au plan proposé par Kléber pour faire mourir les Vendéens de faim, un projet plus hardi, mais imprudent, 274. — Refuse la démission de Rossignol, 277. — S'occupe d'administration dans le comité, VI, 21. — Commissaire de la Convention à Brest pour réorganiser la marine, 54. — Fait distribuer du pain en commençant par les ouvriers, VII, 413. — Membre de la commission extraordinaire destinée à remplacer tous les comités, 245. — Veut s'opposer à Raffet venant au secours de la Convention, 248. — Son arrestation, 224. — Décrété d'accusation, 228.
- PRINCES.** Division des princes français émigrés en trois petites cours, VI, 323. — Leur situation précaire en 1794, 324. — Leur mécontentement contre les puissances, 325. — Leurs correspondances puériles avec les royalistes de l'intérieur, 326.
- PRISONS.** Massacres des journées de septembre, II, 307 à 332. — Celles de Paris sont encombrées de suspects, V, 133. — Leur intérieur pendant la terreur, 134. — Croient pouvoir respirer après l'arrestation des hébertistes, 363. — Leur émotion pendant le procès des dantonistes, 397. — Se remplissent toujours davantage en 1794, VI, 91. — Spectacle qu'elles offrent, 92. — En proie à une terreur extrême, 132. — Leur conspiration imaginaire, 135. — Cent soixante prévenus sont tirés du Luxembourg, partagés en trois troupes, jugés et exécutés en trois jours, 436. — L'appel des prisonniers, 440. — Leur anxiété pendant la lutte de la commune avec la Convention, 248. — Leur joie et leur espérance après la mort de Robespierre, 225. — Nombreux élargisse-
- ments ordonnés par le comité de sûreté générale, 238.
- PRIVILÈGES.** Leur abolition, I, 123.
- PROLY, fils naturel de Kaunitz.** En voyé par les jacobins pour découvrir les projets de Dumouriez, IV 27. — Dépopularisé, V, 208. — Son arrestation, 234. — Son procès, 366. — Sa mort, 374.
- PROVERA.** Attaqué par Augereau dans les gorges de Millesimo, VIII, 149. — Dépose les armes après une belle défense, 150. — Rejeté au delà de la Brenta par Masséna, 360. — Prend part à la bataille d'Arcole, 370. — Commande vingt mille hommes de la troisième armée autrichienne envoyée contre Bonaparte en Italie, 412. — Dirige ses avant-gardes sur Vérone et Legnano, 413. — Marche sur Mantoue, 423. — Met bas les armes devant cette place, 424.
- PRUSSE.** Proteste de ses intentions amicales, II, 19. — Rompt la neutralité et marche contre la France, 150. — Ses dispositions à l'égard de la France en 1794, VI, 40. — Ne reconnaît pas Monsieur comme régent, 324. — Demande la paix, VII, 30. — Sa paix avec la France signée à Bâle le 5 avril 1795, 134. — Offre sa médiation aux Etats de l'Empire, 135. — Conserve sa neutralité malgré les efforts de l'Angleterre, 122; X, 65.
- PRUSSIENS.** Quatre-vingt mille marchent contre la France, II, 150. — Se trouvent devant Longwy le 20 août 1792, 291. — S'en emparent, après un bombardement de quelques heures, *ib.* — Bloquent Thionville et marchent sur Verdun, 292. — S'emparent de Verdun, 306. — Attaquent les passages de l'Argonne, 343. — Livrent bataille à Valmy, 354. — Disette et dysenterie dans leur armée, 361. — Négocient avec Dumouriez, 362. — Leur retraite, 363. — Causes attribuées à cette retraite, 366. — Mettent douze jours à passer le Rhin, III, 60. — Assiègent Mayence, IV, 305. — Occupent cette place, 313. — Cherchent à enlever le château de Bitch par surprise, 340. — Leur retraite, 344.
- PUISAYE (de). Royaliste chargé par Wimpfen du commandement de l'avant-garde de l'armée départementale levée par le fédéralisme, IV, 204.** — Chef secret des chouans. Son portrait, VI, 321. — Organise la chouannerie et veut recourir au cabinet de Londres, 322. — Se rend en Angleterre, VII, 34. — Sa négocia-

- tion à Londres, 153. — Promesses qu'il reçoit de l'Angleterre, 154. — Reçoit des pouvoirs extraordinaires du comte d'Artois, *ib.* — Moyens que lui fournit le cabinet de Londres, 270. — Fait fabriquer pour trois milliards de faux assignats, 272. — Se fait donner tous les pouvoirs par le comte d'Artois, 273. — Met à la voile, 275. — Mouille dans la baie de Quiberon et veut descendre immédiatement à terre, 277. — Son embarras pour donner des officiers aux chouans accourus à Quiberon, 279. — Ses démêlés avec d'Hervilly, 280. — Partage les chouans en trois corps, 281. — Décide l'attaque du fort Penhièvre, 282. — Ce fort lui est livré, 286. — Il y fixe son quartier général, 288. — Son plan, 289. — Mal secondé par d'Hervilly, 290. — Fait faire une sortie infructueuse par les chouans, 294. — Forme un nouveau plan, 295. — Demande à Londres des renforts et le prince français, 296. — Reçoit des renforts, 298. — Investit le commandement absolu de l'expédition avec le titre de lieutenant-général au service de l'Angleterre, 299. — Sort de la presqu'île, est défait, 300. — Sa seule ressource est de tenter un débarquement en Vendée, 304. — Perd le fort Penhièvre; se retire vers l'intérieur, 308. — Se rend à bord du commodore, 309. — La non-réussite de l'expédition lui est attribuée par l'agence royaliste, 314. — Accusé dans une lettre écrite par Sombreuil au moment de la mort, 318. — Rappelé par les chouans; retourne en Bretagne, VIII, 93. — Refuse de s'entendre avec l'agence de de Paris, IX, 20. — Son manifeste contre tout moyen autre que la force ouverte, 23.
- PUYSEGUR (de).** Renvoyé du ministère avec Necker, I, 85.
- RYL.** Président de la commission du mouvement des armées. Dénoncé par un affidé de Robespierre, VI, 481.
- PYRAMIDES.** Bataille de ce nom livrée le 21 juillet 1798, X, 38.
- QUATORZE JUILLET.** Prise de la Bastille, I, 95. — Préparatifs pour l'anniversaire de cette date, 230. — Troisième anniversaire, II, 181.
- QUATORZIÈME DEMI-BRIGADE.** Combat à Rivoli, VIII, 417.
- QUATRE AOÛT.** Abolition des privilèges pendant la nuit du 4 août 1789, I, 123.
- QUATREMIÈRE DE QUINCY.** Écrit contre la Constitution directoriale, VII, 340. — Condamné à la déportation, IX, 285.
- QUATRE-VINGT-NEUVIÈME DEMI-BRIGADE.** Combat à Rivoli, VIII, 417.
- QUESNOY (le).** Se rend à Cobourg par capitulation, V, 26. — Repris par les Français, VI, 301.
- QUÉTINEAU,** général. Commande à Bressuire, IV, 89. — Défend Thouars contre les Vendéens, 90. — Se rend, 91.
- QUIBERON.** Expédition de Quiberon. Détails militaires, VII, 269 à 314. — Causes et conséquences de la non-réussite des émigrés, 312.
- QUIÉVRAIN.** Les troupes françaises sont prises d'une terreur panique en ce lieu à l'ouverture de la campagne de 1792, II, 77.
- QUINETTE.** Commissaire envoyé par la Convention pour amener Dumouriez à Paris, IV, 30. — Livré par lui aux Autrichiens, 35. — Échangé contre la fille de Louis XVI, VIII, 51. — Sa rentrée au corps législatif, 93.
- QUIRINI,** ambassadeur de Venise à Paris. A mission d'acheter des voix au Directoire, IX, 424. — Remet 600,000 fr. de billets pour gagner Barras, 439.
- QUOTIDIENNE (LA).** Journal royaliste. Ses éditeurs, rédacteurs et propriétaires condamnés à la déportation le 18 fructidor, IX, 286.
- RABAUT-SAINT-ETIENNE.** Secrétaire de la Convention, III, 32. — S'oppose au jugement de Louis XVI, 224. — Membre de la commission des douze, IV, 413. — Donne sa démission, 435. — Se prépare à se défendre contre l'insurrection, 444. — Vaut justifier la commission des douze des attaques de Danton, 452. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 486. — Cherche à soulever le Languedoc contre la Convention, 495.
- RAFFET,** commandant de la garde nationale. Ses efforts pour réprimer l'insurrection du 4^{or} prairial, VII, 218.
- RAFFRON,** député. Demande la mise en accusation de David et de Lebon, VI, 369. — Propose de faire baisser les assignats de un pour cent par jour, VII, 497.
- RAISON** (culte de la). Célébration de la première fête, V, 490. — Son abolition, 226.
- RAMBAUD,** président de la commission

- populaire et républicaine de salut public de Rhône-et-Loire. Secrètement dévoué à la cause royaliste, IV, 254.
- RAMBAUT.** Sa mort au siège de Saint-Jean-d'Acre, X, 298.
- RAMEL.** Membre du comité de salut public, IV, 272. — Ministre des finances, IX, 40. — Attaques dirigées contre son administration, 45. — Le Directoire veut le conserver, 202. — L'opposition veut le remplacer, 204. — Maintenu, 209. — Ses propositions pour couvrir les dépenses de l'an VI, X, 97. — Fait décider la mise en vente de 425 millions de biens nationaux, 401. — Estime à 65 millions le déficit de l'an VII, 430. — Donne un démenti formel au député Génissieux, X, 222. — Sa démission, 241.
- RAMEL,** adjudant-général. Commande les grenadiers du corps législatif, IX, 29. — Tentatives des royalistes auprès de lui, 30. — Résiste aux tentatives du Directoire et demeure fidèle aux conseils, 274, 276. — Se rend aux arêts sur l'ordre d'Angereau, 277. — Condamné à la déportation, 286. — Déporté à la Guyane, 289.
- RAMOND.** Se place au côté droit de l'Assemblée législative, II, 40. — S'oppose à l'introduction des pétitionnaires armés dans l'Assemblée, 128. — Répond au discours de Guadet sur la présence de Lafayette à Paris, 147.
- RAMON.** Se défend bravement dans la redoute de Montelezino, VIII, 147. — Contribue au gain de la bataille de Roveredo, 307.
- RAPINAT.** Commissaire français en Suisse, X, 78. — Ses démêlés avec le Directoire helvétique, 79. — Provoque de nouveaux changements dans le gouvernement de la Suisse, 80. — Sa rudesse excite les plaintes; son rappel, 81. — Sur sa mission, 480.
- RASTADT.** Moreau y arrive le 3 juillet 1796, VIII, 232. — Combat de Rastadt, 233. — Désigné comme lieu du congrès pour la paix de l'Empire avec la France, IX, 98, 336. — Bonaparte y échange les ratifications du traité de Campo-Formio, 344. — Congrès Bonnier et Treillard, plénipotentiaires français, 366. — Jean Debry remplace Treillard, 408. — Progrès de la négociation, 423; X, 72, 144. — Les ministres réunis au congrès protestent contre l'assassinat des plénipotentiaires français, 469.
- RASTIGNAC** (Abbé de). Suivi en prison par sa nièce Mme Fausse-Lendry, II, 307.
- RÉAL,** commissaire près le département de la Seine. Son empiètement auprès de Bonaparte, X, 310.
- REBECCU.** Nommé député à la Convention par Marseille, III, 45. — Dénonce le parti Robespierre, 81. — Cherche à soulever les Bouches-du-Rhône contre la Convention, IV, 495.
- RECONNAISSANCES** de liquidation. Valeurs créées pour le remboursement des offices, IV, 369.
- REDEVANCES.** Leur abolition, I, 426.
- RÉGENCE.** La question de la régence soulevée par Mirabeau, I, 448. — Écartée par l'ordre du jour, 449.
- REGGIO.** (Voyez MODÈNE.)
- REGNAUD,** de Saint-Jean-d'Angely. Commissaire civil à Malte, X, 8. — Se rapproche de Bonaparte, 339.
- RÉGNIER,** député aux Anciens. Prête son concours à la révolution du 48 brumaire, X, 362.
- REICHENBACH.** La Prusse signa la paix avec l'Autriche, I, 214.
- REINHARD.** Succède à M. de Talleyrand aux relations extérieures, X, 215.
- RELIGION CATHOLIQUE.** Débats à l'Assemblée sur la proposition de déclarer la religion catholique religion de l'État, I, 205. — Attaques contre elle, V, 186. — Son abjuration par la commune de Paris, 489. — Son abjuration par divers ecclésiastiques, membres de la Convention, 495. — Son abolition prononcée par les sections de Paris, 496.
- RENNARD** (Baptiste), domestique de Dumouriez. Sa belle conduite à Jemmapes, III, 444. — Reçoit une couronne civique et l'épaulette d'officier, 447.
- RENAUD,** général. Commande une division au siège de Mayence; bat en retraite, VIII, 22.
- RENAULT** (Cécile). Arrêtée comme ayant voulu assassiner Robespierre, VI, 98.
- RENNES.** Les premiers mouvements de l'Ouest se manifestent dans ses environs, IV, 49. — Centre de la fédération en Bretagne contre la Convention, 496. — Cormatin reçoit une espèce de triomphe dans cette ville après la paix simulée des chouans, VII, 164.
- REPIN (Prince).** Envoyé à Berlin par Paul Ier, X, 69. — Ne peut décider la Prusse à entrer dans la coalition, 98.
- RÉPUBLICAIN.** Est dans les esprits, I, 437. — Adoptée par quelques mem-

- bres de l'Assemblée nationale, 294. — Son institution, III, 25. — Reconnue par les gouvernements d'Italie, 141. — Ses immenses dangers en août 1793, IV, 320. — Sa brillante situation en octobre 1794, VI, 328. — Ses alliances, VIII, 263.
- RESCRIPTIONS.** Papiers émis par le Directoire, VIII, 84. — Obtiennent difficilement cours, 406.
- REUSS.** La division de Reuss dispute le camp de Mori à Vaubois, VIII, 307.
- RÉVEIL DU PEUPLE.** Air chanté par la jeunesse dorée, VI, 380. — Proscrit dans les premiers temps du Directoire, VIII, 50.
- RÉVEILLON**, fabricant de papiers peints. Sa maison brûlée par la populace, I, 33.
- REVENUS PUBLICS.** Cause de leur diminution, I, 133. (Voy. FINANCES.)
- REVERCHON**, député à la Convention. Coupe la communication des Lyonnais avec le Jura, V, 7.
- RÉVOLUTION FRANÇAISE.** Causes qui la préparent, I, 33. — La première révolution s'opère par le refus de l'Assemblée nationale de se séparer sur l'ordre du roi, 67. — Peut être considérée comme accomplie, 405. — Sa marche dans les provinces, IV, 68. — Coup d'œil sur sa marche jusqu'au 31 mai, 181. — Sa quatrième et dernière crise, 320. — Mesures imaginées au mois d'août 1793 pour la défendre et la venger, 353-380. — Coup d'œil sur sa marche jusqu'à la chute de Robespierre, VI, 225. — Spectacle agité qu'elle présente pendant l'hiver de l'an III, VII, 56. — Jugement sur la révolution, X, 383.
- REWBELL.** Prend part à la discussion sur le procès de Louis XVI, III, 491. — Fait ajourner le bannissement du duc d'Orléans, 211. — Reste dans Mayence assiégée, IV, 216, 305. — L'évacue avec la garnison, 314. — Commissaire en Vendée, V, 46. — Son indignation de la destitution des généraux de la colonne des Mayençais, 110. — Appuie la loi sur les sociétés populaires, VI, 349. — Appuie le comité de sûreté générale contre les attaques des jacobins, 383. — La paix avec la Hollande signée sous son influence, VII, 131. — Attaque le système adopté pour la vente des biens nationaux, 244. — Secrétaire du conseil des Cinq-Cents, VIII, 5. — Désigné par les conventionnels pour être directeur, 6. — Directeur, 9. — S'occupe des relations extérieures, 48. — Son portrait, IX, 4. — Son républicanisme, 11. — Sa haine pour son collègue Carnot, 44. — Auteur de l'idée de la sécularisation des Etats ecclésiastiques, 93. — Désarroue les préliminaires de Léoben, 404. — Ses sentiments pour ses collègues, 184. — Forme une alliance avec Laréveillère et Barras pour sauver la république, 185. — Se décide à un coup d'Etat, 187. — Veut qu'on reprenne les hostilités contre l'Autriche, 214. — Rejette les conditions offertes par l'Angleterre, 245. — A une conférence avec les constitutionnels, 257. — Ses avances à Carnot pour le ramener, 264. — Ses terreurs, 270. — Se joint à Laréveillère pour obliger Barras à s'expliquer, 271. — Ses collègues se réunissent chez lui pour le coup d'Etat du 18 fructidor, 274. — Exige le remplacement des deux directeurs déportés, 293. — Objet de la haine générale, X, 180. — Désigné par le sort comme membre sortant du Directoire, 183. — Reçoit cent mille francs sur les fonds secrets, 184.
- REV. général.** Commande une division de réserve à Rivoli, VIII, 411. — Se porte à Castel-Novo, 444.
- REYNIER, général.** Remplace, avec Moreau, dans le commandement de l'armée du Nord, Pichegru malade, VII, 9. — Fait partie de l'expédition d'Egypte, IX, 418. — Sa participation à la bataille des Pyramides, X, 37. — Commande une division de l'expédition de Syrie, 290. — Reçoit l'ordre de se rapprocher d'Aboukir, 303.
- RHIN.** Description du cours de ce fleuve, V, 4; VIII, 320. — Moreau le passe à Strasbourg les 23 et 25 juin 1796, 228. — Ne peut être refusé à la France pour limite, IX, 370. — Reconnu par l'Empire comme limite naturelle de la France, 423. — Le *thalweg* du Rhin admis comme limite, X, 74. — Description d'une partie de son cours, 183.
- RHUL, député.** Ne peut obtenir du silence de la foule occupant la salle des séances de la convention pendant l'insurrection du 4^{er} prairial, VII, 212. — Son arrestation, 220. — Se donne la mort, 237.
- RICARDOS, général espagnol.** Sa marche hardie sur la frontière, IV, 223. — Retourne faire le siège de Bellegarde et des Bains, 224. — Battu, 252. — Prend l'offensive, V, 53. — Repoussé, 54. — Fait essayer une échée à Dagobert sous les murs de Perpignan, 45. — Echappe au danger de sa position, 256. — Rejette

- les Français au delà du Tech, 257. — Sa mort, VI, 53.
- RICHARD**. Demande à la Convention mieux que des adresses contre les désordres des partis, VI, 342.
- RICHEPANSSE**, général. Commande une division de chasseurs à cheval, IX, 240. — Commande la réserve de cavalerie à la bataille de Novi, X, 256.
- RICHER-SÉRISY**, journaliste. Est poursuivi, VIII, 50.
- RICHERRY**, amiral. Joint son escadre à celle de Brest en revenant d'Amérique, VIII, 392.
- RICORD**, député à la Convention. Accusé d'igniter le Midi. Son arrestation, VII, 234. — Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 449.
- RIOUFFE**. Suit les girondins à Bordeaux après l'échec des fédéralistes à Vernon, IV, 245. — Arrêté et envoyé au tribunal révolutionnaire de Paris, V, 131. — Enfermé à la Conciergerie, 137.
- RITTER**, commissaire de la Convention. Manque d'être égorgé par les patriotes à Toulon, VII, 422.
- RIVOLI**. Description du champ de bataille de Rivoli, VIII, 412. — Disposition des forces autrichiennes pour enlever ce plateau, 415. — Bataille de Rivoli livrée le 14 janvier 1797, 417.
- ROBERJOT**. Plénipotentiaire français à Rastadt, X, 72. — Assassiné en quittant Rastadt, 168.
- ROBERT**, général. Combat à Arcole, VIII, 375. — Sa mort, 376.
- ROBERT LINDET**. Lit à la Convention le projet de tribunal révolutionnaire, III, 327. — Adjoint au comité de salut public, IV, 45. — Envoyé à Lyon par la Convention, 204. — Maintenu au comité de salut public, 291. — S'occupe d'administration dans le comité, VI, 21, 109. — Chargé du rapport général sur l'état de la république en septembre 1794, 288. — Son rapport, 290. — Ses services pour les approvisionnements, 336. — Prend devant la Convention la défense de ses anciens collègues, VII, 97. — Son arrestation demandée par Lehardi, refusée par la Convention, 222. — Décrété d'arrestation, 235. — Remplace Ramel aux finances, X, 241. — Etablit une espèce de banque pour parer aux premiers besoins, 248.
- ROBESPIERRE** jeune. Nommé député à la Convention par Paris, III, 9. — Son discours aux Jacobins à la suite de l'accusation dirigée contre son frère, 90. — S'oppose à un projet de réconciliation proposé par un membre des jacobins, 96. — S'oppose au *maximum*, 299. — Demande les honneurs de la séance pour les officiers municipaux, IV, 63. — Tenté d'arracher Lanjuinais de la tribune, 472. — Commissaire au siège de Toulon, pale de sa personne, V, 252. — Accuse Hébert de provoquer les troubles des départements par ses attaques contre la liberté des cultes, 324. — Demande à partager le sort de son frère, VI, 207. — La Convention décrète son arrestation, 203. — Conduit à Maison-Lazare, 243. — Ramené à la mairie, 244. — Mis hors la loi, 247. — Se jette par une fenêtre, 222. — Sa mort, 225.
- ROBESPIERRE** (Maximilien). Dénie au roi le droit de critiquer l'Assemblée, I, 465. — S'oppose à la loi martiale, 484. — Partisan de la république, 294. — Proteste au nom de l'humanité contre le décret de l'Assemblée portant que le roi ne peut être mis en cause pour le fait de son évasion, 297. — Tremble, après l'exécution du Champ-de-Mars, 309. — Propose qu'aucun membre de l'Assemblée ne puisse être réélu, 304. — Domine aux Jacobins, II, 44. — Sa haine pour ses rivaux, 15. — Son opposition à la guerre, 46. — Dénonce Louvet, 60. — Assiste chez Santerre à des conciliabules révolutionnaires, 121. — Ses débuts, son caractère, ce qu'il a et ce qui lui manque pour être chef du peuple, 194. — Son entrevue avec Marat, 197. — Son entrevue avec Barbaroux, 198. — Ne paraît nulle part à la journée du 10 août, 230. — Harangue aux Jacobins le lendemain, 264. — Accuse l'Assemblée de faiblesse et de royalisme, 267. — Domine la nouvelle commune, 269. — Adresse, au nom d'une députation de la commune, les remontrances les plus insolentes à l'Assemblée, 278. — Paris le nomme des premiers député à la Convention, III, 9. — Sa haine pour Brissot et Louvet, 41. — Accusé par les girondins d'aspirer à la suprême puissance, 49. — Se montre aigre avec ses adversaires, 21. — Sa défense contre la dénonciation de Rebecqui, 33. — Profondément blessé de ne pas faire partie du comité de Constitution, 52. — Orlent vingt-trois voix pour être maire, 80. — Combat le rapport de Roland sur l'état de Paris, 82. — Dénonce par Louvet, 83. — Demande un délai pour répondre, 88. — Sa défense,

97. — Reçu en triomphateur par les jacobins, 102. — Propose la mort du roi comme remède à tous les maux, 143. — Son discours sur la mise en jugement de Louis XVI, 187. — Demande de nouveau que le jugement soit prononcé sur-le-champ, 192. — Son impression en voyant Louis XVI à la barre de la Convention, 197. — Sa radiation demandée par plusieurs sociétés affiliées au club des Jacobins, 204. — Apprécié par ceux-ci, 205. — A qui il attribue tous les maux de la France, 207. — Son discours dans le procès de Louis XVI, 227. — Repousse l'appel au peuple interjeté par les défenseurs de Louis XVI, 249. — Parait rarement au comité de défense générale, par haine des girondins, 248. — Défend Dumouriez contre les accusations des jacobins, *ib.* — S'oppose au *maximum*, 299. — Rejette les désordres de Paris sur les aristocrates et les girondins, 306. — N'ose songer à une attaque contre la Convention, 314. — Demande la mise en accusation de Lanoue et de Stengel, 326. — Se prononce contre les propositions incendiaires de quelques jacobins, 338. — Apporte l'irritation dans les conférences entre les chefs des deux opinions, IV, 20. — Sa motion contre la famille d'Orléans, 22. — Sa politique, 46. — Blâme la réunion de l'Evêché, 47. — Son discours contre les complices de Dumouriez, 49. — Propose d'envoyer au tribunal révolutionnaire les complices de Dumouriez, tous les d'Orléans et leurs amis, 53. — Recommande le calme aux jacobins après l'arrestation de Marat, 58. — Subit la vanité de Marat, 66. — Propose de former de nouvelles classes de suspects, 97. — S'oppose aux moyens violents et illégaux, 104. — Veut blâmer la réponse d'Isnard à une pétition impérative de la section de la Cité, 127. — Invite la commune à s'unir intimement avec le peuple, 138. — Son rôle à la veille du 31 mai, 140. — Demande la mise en accusation des girondins, 161. — Rejette l'idée suggérée aux chefs de la révolution de s'annuler pour pacifier la France, 166. — Fait l'apologie de l'insurrection, 187. — Son opinion sur la liberté de la presse, 189. — Fait ajourner le projet d'un décret conciliateur envers les départements soulevés, 199. — Fait repousser la pétition des cordeliers contre la Constitution de l'an II, 239. — S'oppose aux mesures que les jacobins veulent prendre pour honorer Marat après sa mort, 262.

— Repousse l'écrit de Marat destiné à éclairer les départements, 278. — Sa politique, 284. — Prend la défense du comité de salut public, 289. — Défend le ministre d'Albarade et Danton contre les attaques de la Montagne, 292. — Son discours aux commissaires des assemblées primaires, 342. — Insiste sur la nécessité de maintenir la Convention dans ses fonctions, 352. — Entre au comité de salut public, 384. — Repousse les attaques de Briez contre ce comité, V, 53. — Justifie la conduite du comité aux Jacobins, 54. — Dénonce les lenteurs du tribunal révolutionnaire et demande la mort de Custine, 75. — Fait rendre un décret qui abrège la procédure devant le tribunal révolutionnaire, 159. — Son déisme, 189. — Sa politique entre les dantonistes et les hébertistes, 210. — Répond à Hébert et donne une leçon aux brouillons, 212. — Frappe d'anathème le culte de la Raison, 214. — Fait retomber l'orage sur les étrangers, 215. — Fait adopter un scrutin épuratoire pour tous les jacobins, 216. — Défend Danton aux Jacobins, 219. — Dirige les épurations des jacobins par lui provoquées, 221. — Fait exclure Clotz, 223. — Fait décider qu'on chassera tous les nobles, prêtres, banquiers et étrangers, 223. — Fait maintenir Camille Desmoulins, 224. — Renvoie au comité de sûreté générale Chabot, dénonciateur de ses complices dans l'altération du décret relatif à la compagnie des Indes, 235. — Souhaite un arrangement à l'amiable entre les chefs des deux partis, 299. — Son discours sur le pamphlet de Philippeaux qu'il n'a pas lu, 309. — Fait repousser par les jacobins une pétition des cordeliers en faveur de Vincent et Roulin, et fait retirer l'affiliation à toutes les sociétés populaires formées depuis le 31 mai, 341. — Son rapport sur les principes du gouvernement révolutionnaire; rejette tous les désordres sur la faction des étrangers, 312. — Dit aux jacobins d'écarter les querelles personnelles, 324. — Sa rupture avec Camille Desmoulins, 336. — Propose aux jacobins de passer à l'ordre du jour sur les questions de personnes, 338. — Commence à poursuivre les nouveaux moirés, par haine, 344. — Fait un exposé de principes au nom du comité, 345. — Malade au moment où les ultra-révolutionnaires tentent de faire une insurrection, 355. — Se rend aux Jacobins et demande une séance extraordinaire.

369. — Son discours contre les modérés, 374. — Jaloux de Danton, 375. — Refuse de se rapprocher de Danton, 377. — S'oppose à ce que la Convention entende Danton, arrêté, 382. — Se retire chez lui pendant le procès de Danton, 396. — Chargé du rapport sur Dieu et l'immortalité de l'âme, VI, 30. — Sa prédominance au comité, 21. — Son rapport sur Dieu et l'immortalité de l'âme, 21. — Projet d'assassinat sur sa personne, 95. — Se soustrait aux hommages de la Convention, 98. — Nouvelle tentative contre lui, 99. — Enthousiasme qu'il inspire aux jacobins, 100. — Son discours, 103. — Sa domination évidente pour tous, 103. — Se plaint des flagorneries qui lui sont adressées, 106. — Emprisonnement des femmes pour lui, 107. — Déclaré l'un des prophètes de la secte de Catherine Théot, dite la mère de Dieu, 108. — Se rapproche de Saint-Just et de Couthon, et forme avec eux les gens de la *haute-main* dans le comité, 109. — Excite la haine de plusieurs de ses collègues, 110. — Dirige le bureau de police établi au sein du comité, 111. — Choisi par la Convention pour présider à la fête de l'Être suprême, offusqué tout le monde par son orgueil, 113. — Sa colère reste sans effet sur le comité, 116. — Veut rendre la procédure révolutionnaire plus expéditive, 117. — S'oppose à l'ajournement du projet de loi tendant à réorganiser le tribunal révolutionnaire, 120. — Se plaint de la résistance des *indulgents*, 124. — Désignation des députés qu'il voudrait sacrifier, 126. — Résiste en vain à ce qu'on dénonce la secte de la mère de Dieu, 128. — Ne paraît plus au comité, 129. — Inaccessible pour les habitants d'Arras venus à Paris pour réclamer contre les cruautés de Lebon, 148. — Dénonce les comités aux Jacobins, 152. — Son défaut d'énergie l'empêche de profiter de son immense pouvoir, 153. — Ses distractions, 155. — Fait rayer Fouché de la liste des jacobins, 158. — Consent à une conciliation passagère avec ses antagonistes, 159. — Les derniers succès des armées républicaines lui inspirent du mécontentement, 176. — Ses efforts pour diminuer l'enthousiasme des jacobins, 177. — Ses allidés le poussent à un nouveau 31 mai, 178. — Sa détermination à user d'abord de la voie de douceur par la parole, 179. — Prononce son fameux discours écoulé dans un morne silence par la Convention, le 8 thermidor, 184. —

Son embarras pour répondre aux attaques de Cambon et de Billaud-Varennes, 193. — Son discours renvoyé à l'examen des deux comités ; il va aux Jacobins où il est couvert d'applaudissements, 194. — Demande une nouvelle insurrection contre la Convention, 195. — Rejette le coup de main proposé par Payan, et arrête les projets pour la journée du 9 thermidor, 196. — Griets allégués contre lui par Billaud-Varennes, 202. — Accueilli à la tribune par des cris à *bas le tyran* ! 203. — Empêché par les montagnards de prendre la parole, 205. — Son arrestation demandée par Louchet, 206. — S'adresse successivement à la Montagne, à la Plaine et au président Thuriot pour obtenir la parole, 207. — La Convention décrète son arrestation, 208. — Conduit au Luxembourg, 213. — Ramené à la mairie où il est comblé de témoignages de dévouement, 214. — Mis hors la loi, 217. — Abandonné par les sections, 219. — Manque d'action, 221. — Tente de se suicider, 222. — Transporté dans la salle du comité de salut public, est exposé aux outrages de la foule, 223. — Transporté à la Conciergerie, et amené devant le tribunal révolutionnaire, 224. — Meurt avec impassibilité, 225. — Son portrait, 229.

ROCCAVINA, général. Résiste bravement à Auxerre à la bataille de Loano, VIII, 59.

ROCHAMBEAU, général. Nommé pour commander les troupes réunies sur le Rhin, II, 34. — Maréchal, 39. — Commande l'armée du Nord, 44. — Ne peut être chargé des premières opérations de la guerre, 76. — Echecs de ses officiers, 77.

ROCHECOT, chef royaliste. Travaille à faire une Vendée, IX, 23.

RODERER, procureur syndic du département de Paris. Exhorte l'Assemblée à s'opposer au projet des auteurs de la journée du 20 juin, II, 125. — Mandé à la barre de l'Assemblée pour garantir l'inviolabilité des députés, 227. — Annonce le projet d'une section de marcher sur l'Assemblée et les Tuileries, si la déchéance n'est pas prononcée, 228. — Sa conduite au 40 août, 235, 239, 244, 246. — Se rapproche de Bonaparte, X, 339.

ROER (La). Bataille de ce nom, livrée le 2 octobre 1794, VI, 307.

ROGER-DUCOS, Directeur. X, 237. — Son empressément auprès de Bonaparte, 340. — Monte à cheval pour coopé-

- rer à la journée du 18 brumaire, 361.
— Donne sa démission de directeur, 366. — Consul provisoire, 383.
- ROLAND.** Ministre de l'intérieur, II, 61.
— Opine pour que le roi engage l'Assemblée à déclarer la guerre, 71.
— Lit en plein conseil sa lettre au roi, 90. — Renvoyé du ministère, 101.
— Lit à l'Assemblée sa lettre au roi, *ib.* — Favorise l'impression d'un journal-affiche, *la Sentinelle*, 117. — Forme avec Barbaroux le projet de se retirer au besoin dans le Midi et d'y fonder une république, *ib.* — Réintégré au ministère de l'intérieur 258. — Forme seul obstacle à Danton dans le conseil exécutif, 297. — Refuse de payer les massacreurs des prisons, 320. — Sa noble conduite pendant les massacres, 324. — Écrit une lettre touchante à Dumouriez, 343. — Dénonce à l'Assemblée les nombreuses arrestations ordonnées par le comité de surveillance, III, 4. — Excite une colère d'opinion chez les jacobins, 12. Son rapport sur l'état de la France, 27. — Veut quitter le ministère, 50. — Conserve son portefeuille, 51. — Fait bon accueil à Dumouriez, 67. — Présente à la Convention son rapport sur l'état de Paris, 81. — Désigne Pache pour le ministère de la guerre, 108. — Écrit à Dumouriez, au nom du conseil, pour lui reprocher de vouloir trop imposer ses plans au ministère, 109. — Son énergique opposition aux jacobins, 147. — Ses accusations contre la commune, et accusations dirigées contre lui, 183. — Saisit, sans se faire accompagner, les papiers renfermés dans l'armoire de fer, 192. — Sa destitution demandée à la Convention, 214. — Donne sa démission après la mort du roi, 265. — Se cache dans la nuit du 30 au 31 mai, IV, 444. — Échappé au mandat d'arrêt lancé contre lui, se rend à Rouen, 186. — Se donne la mort, V, 166.
- ROLAND (Mme).** Son portrait, II, 61. — Cherche à empêcher les girondins de se livrer au roi, 62. — Conseille et rédige une lettre de son mari au roi, 90. — Excite la haine des jacobins, III, 12. — Appelée par Marat la *Circé* des girondins, 13. — Sa maison rendez-vous des girondins, 74. — Son emprisonnement après le 31 mai, IV, 186; V, 137. — Sa condamnation par le tribunal révolutionnaire, 164. — Son invocation à la liberté avant de mourir, 165.
- ROMAGNE.** Son incorporation à la république cispadane, IX, 53. — Entre dans la formation de la république cisalpine, 218.
- ROME.** L'agent français Basseville, exorgé dans ses murs, VI, 44. — Coup de main ridicule tenté sur cette ville, imaginé par le gouvernement de la France en 1795, VII, 256. — Description de l'état de l'Eglise, VIII, 164. — Le Directoire demande que Rome soit châtiée par Bonaparte, 209. — Fait des préparatifs hostiles contre les Français, 211. — Envoie un négociateur auprès de Bonaparte, 216. — Accepte les conditions qui lui sont imposées, 217. — Insulte les agents français, 277. — Ses imprudences et ses alarmes, 348. — Bonaparte chargé de négocier avec elle, 349. — Ce que Bonaparte veut faire des Etats, 409. — Situation de son gouvernement, IX, 382. — Dispositions défavorables du peuple pour le pape, 383. — Mauvaise conduite de son gouvernement à l'occasion de la mort du général Duphot, 384. — Les démocrates y proclament la république, 386. — Les généraux français y commettent des déprédations, 387. — Le Directoire envoie une commission pour organiser cette république, 388. — Sa nouvelle constitution, X, 86. — Evacuée par les Français, 109. — Occupee par l'armée napolitaine, 110.
- ROMKUF,** aide de camp de Lafayette. Envoyé à la poursuite de la famille royale, I, 279. — Trouve le roi à Varennes, 283.
- ROMME.** Commissaire de la Convention dans le Calvados; son arrestation, IV, 195. — Combat le décret sur les sociétés populaires, VI, 352. — Fait porter à une livre et demie la ration de pain des ouvriers de Paris, VIII, 79. — Demande en vain la parole pendant l'occupation de la salle des séances par la foule, le 1^{er} prairial, 212. — Demande l'élargissement des patriotes, 214. — Son arrestation, 220. — Décrété d'accusation, 228. — Sa condamnation et son suicide, 238.
- RONCO.** Bonaparte y prend position avant la bataille d'Arcole, VIII, 368. — Importance de cette position, 369.
- ROSSIN,** commissaire à l'armée de Dumouriez. Son embarras, III, 136. — Adjoint-ministre, agent de Bouchotte en Vendée, IV, 296. — Dénonce Westermann, 298. — Dénonce Biron, 300. — Dénonce Berthier et Menou, 302. — Nommé général, adjoint à Rossignol avec tous les pouvoirs du ministre, 382. — Dénonce Tuncq, V, 14. — Son mécontentement de la décision prise par le conseil de guerre tenu à Saumur, 49. — Interrompt l'exécution du plan arrêté, 41. — Cause l'échec de San-erre à Coron, 44.

- Se rend à Paris pour dénoncer les vices du plan échoué, 47. — Dénonce les armées de Brest et de Mayence comme remplies d'hommes suspects et malintentionnés, 48. — Mis à la tête de l'armée révolutionnaire, 58. — Placarde une affiche révoltante, 231. — Dénoncé par Fabre d'Églantine, 232. Son arrestation, 233. — Son élargissement, 334. — Son portrait, 332. — Danzers de son élargissement, *ib.* — Sa participation au mouvement préparé contre la Convention, 353. — Son inaction, 359. — Son arrestation, 362. — Sa fermeté en prison, 363. — Son procès, 366. — Sa mort, 374.
- ROSENBERG.** Commande une division russe à la bataille de la Trebbia, X, 241. — Chargé de tourner le Saint-Gothard, 326.
- ROSSIGNOL.** Compagnon orfèvre, l'un des chefs des conciliabules qui se tiennent dans les faubourgs, II, 146. — Arrêté par ordre de Westermann, IV, 297. — Élargi, 300. — Général en chef de l'armée des côtes de La Rochelle, 382. — Son opinion sur le plan de campagne, V, 47. — Son portrait, 49. — Interrompt l'exécution du plan arrêté, 41. — Donne des ordres contraires aux précédents, 43. — Reçoit le commandement en chef des armées de l'Ouest et de Brest, 274. — Offre sa démission, 277. — Mis en état d'arrestation, VI, 236. — Désigné par Babeuf pour commander l'armée parisienne d'insurrection, VIII, 148.
- ROTHALIER.** Lieutenant-colonel. Fait partie de l'expédition de Quiberon avec quatre cents canoniers toulonnais, VII, 271, 300, 301.
- ROUCHER.** Mort de ce poète, VI, 497.
- ROUGN.** Silence Improbateur de cette ville, IV, 76. — S'apprête à l'insurrection, 99.
- ROUX (de la Marne).** L'un des cinq membres de la commission de gouvernement formée avant l'installation du Directoire, VII, 382.
- ROUX (Jacques).** Refuse brutalement à Louis XVI de transmettre son testament à la commune, III, 260. — Provoque une pétition des cordeliers contre la Constitution de l'an II, 239. — Exclu du club, 241.
- ROZET.** Son opinion sur la mise en jugement de Louis XVI, III, 472. — Propose l'ostracisme contre tout citoyen dont le nom deviendrait un sujet de discorde, VII, 104.
- ROVÈRE.** Crainte et mécontentement que lui inspire le comité de salut public, VI, 412. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 426. — Chargé de commander la force armée sous les ordres de Barras, 217. — Son rapport sur la conspiration des patriotes en floréal, VII, 183. — S'oppose au renvoi des députés montagnards à leurs juges naturels, 237. — Gagné par les royalistes, 326, 379. — Décrété d'arrestation, 384. — Réintégré comme député, VII, 50. — Annonce que le Directoire médite l'arrestation de deux cents députés, IX, 272. — Veille dans la salle des inspecteurs pendant la nuit du 17 au 18 fructidor, 275. — Fait prendre les armes à la réserve des grenadiers du corps législatif, 276. — Condamné à la déportation, 286. — Déporté à la Guyane, 289.
- REVEREDO.** Bataille de ce nom, livrée le 4 septembre 1796, VIII, 308.
- ROYAL-ALLEMAND.** Ce régiment charge la foule le 12 juillet 1789, I, 86.
- ROYALISTES.** Situation de leur parti en 1794, VI, 325. — Intrigues diverses et projets des agents royalistes, VII, 454. — Rentrent dans Lyon, 180. — Attaques de leurs journaux contre la république, 181. — Massacrent les patriotes dans les prisons de Lyon, 184. — Rapport de Chénier sur leurs menées, 183. — Leur triomphe et leurs espérances, 249. — La Convention prend des mesures contre eux, 251. — Leurs intrigues et leurs plans en Vendée, 264. — Leur joie en apprenant le débarquement à Quiberon, 283. — Accusent Puy-aye et l'Angleterre de la non-réussite de cette expédition, 314. — Désespérés de la paix de l'Espagne avec la France, 319. — Leurs menées dans les sections, 324. — Gagnent quelques députés conventionnels et modérés, 326. — Se déclarent contre la Constitution directoriale, 339. — Provoquent les sections à l'insurrection, 349. — Leur mécompte après la non-réussite de l'insurrection du 13 vendémiaire, 373. — Enhardis par la clémence de la Convention, recommencent leurs menées, 374. — Leurs éloges pour Thibaudeau, 383. — Leurs espérances à l'apparition d'une nouvelle escadre anglaise en vue des côtes, VIII, 28. — Leur consternation du départ de cette escadre, 66. — Soutiennent la liberté de la presse, 102. — Leur acharnement contre Bonaparte, 243. — Leurs menagements pour Carnot, IX, 44. — Leurs attaques contre certains directeurs et ministres, 45. — Exercent une grande influence sur les élections de l'an V, 446. — Leurs espérances, 480. — Le

- 18 fructidor les jette dans la terreur, 292.
- ROYAL-MARINE.** Participation de ce régiment à l'expédition de Quiberon, VII, 300. — Ses pertes à l'affaire du 16 juillet, 302.
- ROYOU, journaliste.** Sa mise en accusation, II, 82.
- ROYRAND.** Commande un des soulèvements en Vendée, IV, 90.
- RUAMPS.** Demande l'ajournement de la loi du 23 prairial, VI, 420. — Accuse Clausel d'avoir excité des troubles pour faire passer la loi de grande police de Sieyès, VII, 95.
- RUVAULT, général.** Chargé de garder l'Escaut, IV, 43.
- RUSCA, général.** Commande une division à la bataille de la Trebbia, X, 209.
- RUSSIE.** Fait la paix avec la Suède, I, 214. — Diffère de s'expliquer, II, 49. — Renvoie notre ambassadeur, 287. — Sa politique en 1794, VI, 42. — Sa triple alliance avec l'Angleterre et l'Autriche, IX, 43. — Fournit un contingent de 60 mille hommes à l'Autriche, X, 141.
- SAHUGURT, général.** Occupé au siège de Mantoue, VIII, 303. — Contribue au gain de la bataille de Saint-Georges, 315.
- SANTANAX, moine.** Ses vœux pour la mort des membres des comités, VI, 99. — Son arrestation, 100.
- SAINT-CYR, général.** Commande une division au siège de Mayence, VIII, 21. — Bat en retraite, 23. — Rejoint Moreau à marches forcées, et prend le commandement de son centre, 231. — Sa manœuvre habile pour enlever le plateau de Rothensol, 235. — Commande le centre à la retraite de Moreau, 325. — Remplace Masséna dans son commandement à Rome, X, 58. — Forme la gauche de l'armée de Jourdan sur le Danube, 148. — Sa participation à la bataille de Stokach, 154. — Commande le centre et la droite à la bataille de Novi, 237.
- SAINT-DOMINGUE.** Désastre de cette île, VI, 74.
- SAINTE-CROIX (de).** Doit contribuer à la fuite du roi, aux approches du 18 août, II, 224.
- SAINTE-GENEVIÈVE.** Église érigée en Panthéon, I, 271. (Voy. PANTHÉON.)
- SAINTE-MENEHOULD.** Position de cette ville, sur laquelle se retire Dumouriez après la perte de l'Argonne, II, 354.
- SAINT-GEORGE.** Fait échouer la tentative de Dumouriez sur Lille, IV, 32.
- SAINT-GEORGES, faubourg de Mantoue.** Donne son nom à une bataille livrée le 19 septembre 1796, VIII, 315.
- SAINT-HURUGUES.** Prend part aux troubles du Palais Royal, I, 142. — Se porte sur la route de Versailles, 18. — Menace des membres de l'Assemblée par écrit, 143. — Enfermé, 144. — Son rôle dans la journée du 20 juin, II, 429.
- SAINT-JEAN-D'ACRE.** Siège de cette ville par Bonaparte, X, 292, 297. — Assauts réitérés, 298. — Levée du siège, 299.
- SAINT-JUST.** Son opinion sur la mise en jugement de Louis XVI, III, 167. — Son impression en voyant Louis XVI à la barre de la Convention, 197. — Se refuse au bannissement des Bourbons, 210. — Son discours après la défense de Louis XVI, 220. — Adjoint au comité de salut public, IV, 277. — Y est maintenu, 391. — Fait décréter le *gouvernement révolutionnaire* jusqu'à la paix, V, 55. — Son désuie, 189. — Commissaire de la Convention à Strasbourg, 239. — Heureuse influence de sa présence à l'armée, 242. — Commence à poursuivre les nouveaux modérés par humeur personnelle et par haine, 344. — Fait un exposé de principes au nom du comité, 345. — Son rapport contre les factions réunies, 361. — Sa haine pour Danton, 376. — Son rapport contre les dantonistes, 384. — S'oppose aux demandes faites par Danton au tribunal révolutionnaire, 396. — Propose un décret pour hâter la fin du procès de Danton et de ses co-accusés, 399. — Son rapport sur la police générale, VI, 7. — Son rôle actif au comité, 31. — Commissaire à l'armée du Nord, 59, 67, 72. — Forme avec Robespierre et Coulhon les gens de la *haute main* dans le comité, 109. — Mandé par Robespierre, revient de l'armée, 159. — Insiste sur la nécessité, pour les membres des comités, de se concilier, 160. — Retourne à l'armée, 163. — Exige la reddition de Charleville, 169. — Rappelé de l'armée par Robespierre, 179. — Observe les membres du comité, du 8 au 9 thermidor, 198. — Rédige un rapport habile et perfide contre ses adversaires, 199. — Se résout à le lire à la Convention sans le montrer aux comités, 200. — Demande, à l'ouverture de la séance du 9 thermidor, à lire son rapport, 204. — La Convention décrète son arrestation, 208. — Conduit aux Écossais, 213. — Remené à la mairie, 214. — Mis hors la loi, 217.

- Reste impassible, 222. — Amène à la Convention, qui ne l'admet point devant elle, 223. — Transporté à la Conciergerie, 224. — Sa mort courageuse, 225.
- SAINT-MARSAN** (comte de), ministre de Piémont. Envoyé à Bonaparte après l'armistice de Cherasco, VIII, 158.
- SAINT-MARTIN**, député à la Convention. Rayé de la liste des députés mis en accusation, IV, 180.
- SAINT-PIERRE** (chevalier de). Commande un millier de chouans à Quiberon, VII, 300.
- SAINT-PRIEST** (de). Renvoyé du ministère avec Necker, I, 85. — Abuse d'une lettre de Lafayette, 159. — Accusé d'avoir favorisé l'évasion de plusieurs individus suspects de machinations contre-révolutionnaires, 240. — Communique avec les émigrés, 248.
- SAINT-TONNANT**. — Cette commune demande le rétablissement des Bourbons sur le trône, IV, 347.
- SAINT-VINCENT** (lord). Commande l'escadre anglaise chargée de fermer le détroit aux Français, IX, 420.
- SALADIN**, député à la Convention. Gagné par les royalistes, VII, 326. — Nommé au corps législatif par leur influence, 374. — Excite les soupçons de la Convention, 379. — Décrété d'arrestation, 381. — Réintégré comme député, VIII, 50. — Condamné à la déportation, IX, 285.
- SALEMBENI**, général maltais. Disperse le peuple soulevé de Venise, IX, 431.
- SALICETTI**, commissaire de la Convention au siège de Toulon. Paie de sa personne, V, 232. — Accusé d'agiter le Midi, arrêté, VII, 234. — Commissaire du Directoire auprès de l'armée d'Italie, VIII, 270. — Traité durement par Bonaparte, 384. — Admis comme député aux Cinq-Cents, IX, 159.
- SALLES**, député à la Convention. Accessible à toutes les suggestions de Louvet, III, 84. — Propose l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, 223. — Propose un acte d'accusation contre Marat, 307. — L'un des 22 girondins dont l'expulsion est demandée par les sections, IV, 59. — Se rend dans les départements après sa mise en accusation, 186. — Se joint à Buzot pour soulever la Normandie, 201. — Quitte la Normandie pour se rendre à Bordeaux, 244.
- SALM**, général. Entre à Utrecht avec sa brigade, VII, 20.
- SALO**. Cette ville se soulève contre le gouvernement de Venise, IX, 75. — Les montagnards y font la contre-révolution, 84.
- SALOMON**, général. Se renferme dans Thouars, IV, 230.
- SALPÊTRE**. La Convention décrète son extraction du sol des caves, IV, 360. — Fabrication générale en France en 1794, VI, 48.
- SALSÈDE** (l'abbé de). Sa proposition touchant le revenu des ecclésiastiques, I, 202.
- SANCTION ROYALE**. Sur quoi elle s'exerce, I, 446.
- SANNOS**, général. Sa défense de Fontenay, IV, 225.
- SANSON**, général du génie. Son erreur touchant la force de Saint-Jean-d'Acre, X, 293.
- SANTERRE**. Conduit le faubourg Saint-Antoine à l'attaque du donjon de Vincennes, I, 263. — Général de la multitude, 300. — Son portrait, II, 115. — Forme des conciliaules révolutionnaires, 421. — Écrit à l'Assemblée que les habitants du faubourg Saint-Antoine demandent à être admis à sa barre, 127. — Sa participation à la journée du 20 juin, 128. — Adjoint au comité insurrectionnel, 187. — Concerte avec Barbaroux un nouveau projet d'insurrection, 210. — Offre un repas aux Marseillais dans les Champs-Élysées, 211. — Excite le faubourg Saint-Antoine pour le 10 août, 229. — Hésite dans la nuit du 9 au 10, 236. — Obligé à marcher par Westermann, 238. — Se fait nommer chef de la garde nationale, 239. — Sa conduite pendant les massacres des prisons, 327. — Ne sait pas réorganiser la garde nationale, III, 5. — Assiste à la fête offerte à Dumouriez par les artistes, 78. — Fait obtenir à Dumouriez l'abandon de l'idée du camp sous Paris, 79. — Surveillance qu'il exerce au Temple, 152. — Annonce l'arrivée de Louis XVI à la Convention, 196. — Est auprès du roi au moment où il comparait, 197. — Conduit le roi à la place de la Révolution, 260. — Dissipe les pillards, 306. — Adresse à la commune un discours énergique contre les fauteurs d'une nouvelle insurrection, 334. — Se rend en Vendée, IV, 122. — Se bat bravement à Vihiers, 302. — Commande la division de Saumur dans l'armée républicaine aux ordres de Rossignol, V, 36. — Son échec à Coron, 44. — Les patriotes des faubourgs s'ameutent autour de lui le 18 brumaire, X, 366.

- SANTHONAX**, commissaire de la Convention à Saint-Domingue. Reconnaît la liberté des nègres, VI, 76.
- SAORGIO**. Poste occupé par les Piémontais, devant lequel s'arrête le général Anselme, III, 62.
- SAPINAUD**. Commande la petite division du centre des Vendéens, VI, 347. — Forme un conseil supérieur avec Charette et Stofflet, 348. — Soutient Charette contre les projets de Stofflet, VII, 33. — Sa soumission aux lois de la république, 446. — Reprend les armes, est battu, VIII, 67. — Demande à déposer de nouveau les armes, 74. — Reçoit de Willot une paix ridicule, 129.
- SARRAZIN**, général. Commande une division destinée à une descente en Irlande, 102.
- SAUMUR**. Occupé par les Vendéens, IV, 231.
- SAURAT**. Général à l'armée d'Italie, VIII, 275. — Repoussé de Salò, 277. — Dégage le général Guyeux, 284. — Abandonne de nouveau Salò, 283. — Le commandement de sa division donné au général Vaubois, 303.
- SAUSSE**, procureur de la commune de Varennes. Arrête le roi, I, 282. — L'engage à retourner à Paris, 283.
- SAVARY**. Plan d'attaque de Laval proposé par cet officier, V, 261.
- SAVOIE**. Envahie par le général Montesquiou, III, 60. — Consultée sur sa réunion à la France, 62.
- SAVONNIÈRES (de)**. Reçoit un coup de feu, I, 168.
- SAXE**. Son accession à la neutralité, VIII, 244.
- SAXE-TRIESCHEN** (Albert, duc de). Occupe les Pays-Bas, II, 288. — Bombarde inutilement Lille, III, 85. — Retranche ses troupes sur les hauteurs en avant de Mons, 114.
- SCÈPEAUX (de)**. Chef d'un rassemblement de Vendéens sur la rive droite de la Loire, VI, 319. — Reste en repos, VIII, 67. — Demande le premier à se soumettre à Hoche, 137.
- SCHAAI**, général. Renfermé dans Mayence, IV, 304. — Commande le corps de blocus de Mayence, VIII, 20.
- SCHARNENBOURG**, général. Pénètre en Suisse à l'appui des Vaudois contre Berne, IX, 394. — S'empare de Soleure, 397. — Marche contre les petits cantons, X, 77.
- SCHÉRER**, général. Commande une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, VI, 166. — Rejoint Jourdan, 201. — Sa participation à la bataille de l'Ourthe, 305. — Sa participation à la bataille de la Roër, 307. — Arrive en Italie, 378. — Remplace Kellermann, VIII, 37. — Son plan, 59. — Livre la bataille de Loano, 59. — Remplacé par Bonaparte, 125. — Ministre de la guerre, IX, 230. — Son indulgence pour les excès des généraux, X, 128. — Général en chef de l'armée d'Italie, 139. — Forces sous ses ordres, 156. — Son impopularité dans son armée, 157. — Ses premières opérations, 158. — Ses hésitations funestes, 161. — Livre la bataille de Magnano, 162. — Sa retraite précipitée, 164. — Autorisé à transmettre le commandement à Moreau, 186. — Sa retraite sur l'Adda, ses mauvaises dispositions, 192. — Remet la direction de l'armée à Moreau, 193.
- SCHOENFELD**, général. Cerne Cassel avec dix mille Hessois, IV, 306.
- SÉBASTIANI**, colonel. Sa participation à la journée du 18 brumaire, X, 337.
- SEBOTTENDORF**. Commande une division autrichienne à la bataille de Bassano, VIII, 312.
- SECTIONS**. Celles de Paris chargent Pétion de demander la déchéance de Louis XVI, II, 321. — Se remplissent des citoyens les plus ardents, à la veille du 10 août, 329. — La section des Quinze-Vingts menace du tocsin si l'Assemblée ne crée pas un tribunal extraordinaire, 376. — Demandent le *maximum*, III, 299. — Leur rôle dans les troubles de Paris, 300. — Sont réunies après les revers de l'armée du Nord, 321. — Forment le vœu d'un tribunal extraordinaire et d'une contribution des riches en faveur des pauvres qui vont se battre, 322. — Quelques-unes prennent des arrêtés incendiaires, 330. — La section Poissonnière demande la mise en accusation de Dumouriez, 336. — Sont partagées d'opinion à l'égard de la réunion de l'Évêché, IV, 48. — Celle de la Halle aux blés fait une pétition incendiaire, *ib.* — Demandent l'expulsion de vingt-deux membres de l'Assemblée, 59. — Opposent de la résistance aux arrêtés de la commune, 95. — Leur réunion en assemblée centrale ordonnée par la commune, 102. — Ajourment cette assemblée, 105. — La section de la Fraternité dénonce les complots à la Convention, 119. — Celles des Tuilleries et de la Butte-des-Moulins se joignent à cette dénonciation, 121. — Théâtre de scènes tumultueuses, IV, 125. — Adressent à la Convention des pétitions impérieuses, 126. — La section de la Cité demande la mise en accusation de la commu-

sion des douze, 127. — Se constituent en sociétés patriotiques, 136. — Leurs déclarations incendiaires, 137. — Leurs commissaires se déclarent en insurrection, 142. — Quelques-unes prêtes à en venir aux mains unissent leurs bataillons le 31 mai, 156. — Honneurs funèbres qu'elles rendent à Marat, 263. — Le peuple payé pour se rendre aux sections, V, 61. — Prononcent l'abolition du culte catholique, 196. — Mouvement tenté par la section Marat contre la Convention, 353. — Félicitent la Convention de son décret sur l'Être suprême, VI, 32. — Sont appelées à l'insurrection par la commune dans la soirée du 9 thermidor, 213. — Leur hésitation entre Robespierre et la Convention, 218. — Se prononcent pour la Convention, 219. — Demandent la liberté des détenus, 237. — Agitées, 240. — La section de Montreuil dénonce son comité révolutionnaire, 245. — Leurs assemblées rendues moins fréquentes et sans rétribution, 255. — Principal théâtre des luttes des deux partis formés après le 9 thermidor, 339. — Désordres à propos d'une adresse de la Convention, 347. — Expulsent les terroristes de leur sein, après la clôture du club des Jacobins, 388. — Celles de l'Observatoire et du Finistère font une pétition séditieuse à l'occasion de la mise à la ration des habitants de Paris, VII, 84. — Celles de Montreuil et des Quinze-Vingts présentent une pétition impérieuse pour demander la promulgation de la Constitution de 93, 87. — Assemblée illégale de la section des Gravilliers facilement dissoute, 103. — Celle des Quinze-Vingts fait une nouvelle pétition qui annonce l'imminence de l'insurrection, 105. — Soulèvement qui commence dans la section de la Cité, 107. — Plusieurs prennent les armes pour soutenir la Convention, 113. — D'autres font un mouvement en faveur des députés condamnés à la déportation, 118. — Prennent part pour et contre l'insurrection du 4^{er} prairial an III, 204, 208, 216, 221, 226, 230. — Sont mises en permanence pour désarmer les patriotes, 232. — Excitées par les royalistes, se soulèvent contre un décret de la Convention, 251. — Agitées par les menées des royalistes, 324. — Excitées contre les décrets réglant la composition du corps législatif, 338. — Font des pétitions contre la réunion des troupes sous Paris, 342. — La section Lepelletier s'institue centre des mécontents, 343. — Acceptent la Constitution et rejettent

les décrets, 344. — Les assemblées primaires ayant accepté la Constitution n'ont de ressource que dans l'insurrection, 348. — La section Lepelletier provoque une assemblée illégale des électeurs, 351. — Leur résistance au décret ordonnant la séparation de toute réunion non régulière d'électeurs, 352. — Rébellion de quelques-unes, 354. — Les comités ordonnent le désarmement de la section Lepelletier, 355. — Celle-ci refuse de rendre ses armes, 357. — Menou et Laporte capitulent avec cette section, 358. — Leur révolte générale le 13 vendémiaire, 361. — Forces de l'insurrection, 362. — Dispositions faites par le comité d'insurrection, 363. — Plan d'attaque des insurgés, 364. — Danican, leur général, offre des conditions aux comités avant le combat, 366. — Commencent le combat, 367. — Sont mises en fuite par Bonaparte qui fait tirer sur elles à mitraille, 368. — Font un second effort également repoussé par l'artillerie de Bonaparte, 369. — Leur défaite, 370. — Désarmement des sections Lepelletier et du Théâtre-Français, 371. — Leur insolence provoquée par la clémence du gouvernement, VIII, 2. — Leur conduite dans les premiers temps du Directoire, 53.

SÉCULARISATION. Rewbell imagine ce moyen d'indemniser les princes dépossédés, IX, 95. — Concours des volontés pour les employer, 369.

SÉDIMAN. Bataille de ce nom livrée le 7 octobre 1798, X, 286.

SELTZ. Lieu de conférences entre l'Autriche et la France en 1798, X, 67. — Rupture de ces conférences, 69.

SENART, agent du comité de sûreté générale. Fait arrêter la secte de la Mère de Dieu, VI, 128.

SENTINELLE (la), journal-affiche. Publiée par Louvet, II, 147; III, 12.

SÉPHER, général. Chargé de suivre une colonne vendéenne, V, 272.

SEPTEMBRE (2, 3, 4, 5). Détails de ces journées, massacre des prisonniers, II, 307. — Les auteurs en sont poursuivis, VIII, 97.

SEPTREUIL, trésorier de la liste civile. La commune s'empare des sommes trouvées chez lui, III, 4.

SERBELLONI (duc de). A la tête de la garde nationale formée à Milan pour recevoir Bonaparte, VIII, 182. — Nommé directeur de la république cisalpine, IX, 319.

SERR. Abolition de cette qualité, I, 125.

SERGEANT. L'un des chefs du parti populaire, II, 445. — Frôneur de Robespierre; agit pour lui, 497. — Membre du comité de surveillance dans lequel on arrête le projet de massacrer les prisonniers, 303. — Son propos à M^{me} Fausse-Lendry, 307, 332. — Surnommé *Aqaihe*, pourquoi, III, 7. — Nommé député à la Convention par Paris, 9. — Veut impuler l'insurrection du 12 germinal aux feuillants retirés à Londres, VII, 414. — La Convention procède contre lui, 235.

SERMENT CIVIQUE. A qui imposé, I, 434. — L'Assemblée nationale le prête, 496. — L'objet de la première fédération, 233. — Prêté par tous les auteurs de la fête de la Fédération, 237. — Imposé aux ecclésiastiques, 255.

SERRES. Appuie l'appel au peuple sur le sort de Louis XVI, III, 223. — Commissaire de la Convention à Marseille; dangers que lui font courir les jacobins; sa fermeté, VI, 330.

SERRURIER, général. Sa participation à la bataille de Luzzo, VIII, 59. — Commande une division dans la campagne d'Italie, sous Bonaparte, 441. — Décide la victoire de Mondovi, 484. — Garde l'Aldo, 481. — Bloque Mantoue, 208. — Lève ce siège Pour aller rejoindre l'armée active, 294. — Entre en ligne à Castiglione, 289. — Bloque Mantoue, 444. — Porte sa réserve à Villa-Franca, 415. — Sa participation à la victoire de la Favorite, 424. — Wurmsér, réduit à l'extrémité dans Mantoue, lui envoie un parlementaire, 425. — Reçoit l'épée de Wurmsér, 427. — Marche sur Vienne sous les ordres de Bonaparte, IX, 63. — Sa participation à la bataille du Tagliamento, 65. — Entre dans Gradisca, 68. — Contribue à rendre la division Bayalitsch prisonnière, 70. — Commande une division sous Schérer, X, 160. — Franchit l'Adige à Polo, 161. — Ramené avec perte, 161. — Sa participation à la bataille de Magnano, 163. — A la bataille de Cassano, 194. — Met bas les armes, 195. — Sa participation à la révolution du 18 brumaire, 367.

SERVAN. Succède à Degraives au ministère de la guerre, II, 80. — Propose la formation d'un camp de 20,000 hommes sous Paris, 87. — Renvoyé du ministère, 401. — Réintégré au ministère de la guerre, 258. — Propose au gouvernement de quitter Paris, 302. — Quitte le ministère pour le commandement de l'armée d'observation aux Pyrénées, III, 50. — Ses efforts pour recomposer cette

armée, 441. — Conserve le commandement dans les Pyrénées occidentales, IV, 223.

SERVIER, général. Se retire pied à pied du Tyrol sur Vérone, IX, 408.

SHERIDAN. Son opposition vigoureuse à Pitt, VIII, 78. — Suspend son opposition au moment de l'expédition française en Egypte, IX, 419.

SIDNEY-SMITH. Fait des menaces sur les côtes de France au moment de l'expédition de Quiberon, VII, 275. — Fournit des secours à Djézzar, pacha d'Acre, X, 292. — Ecorte la seconde armée turque, 302. — Donne des nouvelles de France à Bonaparte, 310.

SIRVÈS (l'abbé). Donne l'impulsion à l'esprit public à l'approche des Etats-Généraux, I, 26. — Fait une motion relative à la réunion des trois ordres, 53. — Motive la décision des communes prenant le titre d'*Assemblée nationale*, 55. — Veut que l'Assemblée continue à délibérer, malgré l'ordre à elle donné par le roi de se séparer, 65. — Fait résoudre la question des mandats impératifs, 72. — Fait partie du comité chargé par l'Assemblée de préparer les questions relatives à la Constitution, 92. — S'oppose à l'abolition de la dîme, 128. — Son opinion touchant la Constitution, 138. — Imagine la division de la France en départements, 188. — Fait partie du comité de Constitution, III, 51. — Demande la réintégration des députés girondins, VII, 76. — Entre au comité de salut public, et propose une loi de grande police aux comités, 82. — Vient présenter sa loi de grande police à la Convention, 93. — Son influence dans la conclusion de la paix avec la Hollande, 131. — Propose directement sa Constitution à la Convention, 333. — Désigné par les conventionnels pour être directeur, VIII, 6. — Nommé directeur, 9. — Refuse, 40. — Membre de la commission des Cinq-Cents formée le 18 fructidor, IX, 292. — Appuie la loi contre les ci-devant nobles, 309. — Envoyé en ambassade à Berlin, X, 70. — Y est laissé dans l'isolement par la cour de Prusse, 71. — Elu directeur, 185. — Son acceptation, 219. — Les mécontents se rallient autour de lui, 220. — Son opposition à la majorité du Directoire, 231. — Demande leur démission à La Revellière et à Merlin, 231. — Son langage touchant la Constitution, 239. — Se prononce fortement contre les nouveaux jacobins, 268. — Fait fermer le club du Ma-

- nége, 274. — Dénonce les projets des anarchistes, 272. — Attaques dirigées contre lui, 273. — Blesse les députés patriotes dans une réunion tentée pour amener une réconciliation, 277. — Son propos sur les besoins de la république, X, 284. — Chef des modérés, 345. — Son antipathie pour Bonaparte, 346. — Des intermédiaires l'en rapprochent, 349. — Son alliance avec lui, 352. — Arrête avec Bonaparte les derniers arrangements pour la révolution à faire, 356. — Son rôle dans la journée du 18 brumaire, 358. — Monte à cheval, 361. — Donne sa démission de directeur, 365. — Propose un consulat provisoire, 372. — Nommé consul provisoire et chargé avec ses collègues Bonaparte et Roger-Ducos de rédiger une Constitution de concert avec deux commissaires des conseils, 383.
- SIJAS**, adjoint de la commission du mouvement des armées. Dénonce le chef de cette commission, VI, 181.
- SILLERY**. Assisté à des conciliabules révolutionnaires chez Santerre, II, 121. — Comparait devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Son exclamation en entendant son arrêt, 161. — Sa mort, 163.
- SIMÉON**. Nommé député au corps législatif, VIII, 3. — Réclame contre la continuation de la mission de Fréron dans le midi, 94. — Désigné dans les plans des royalistes pour être ministre de la police, IX, 34. — Appelé au bureau des Cinq-Cents, 153. — Membre influent de l'opposition constitutionnelle, 204, 212, 256. — Président des Cinq-Cents, déclare la représentation nationale dissoute au 18 fructidor, 279. — Condamné à la déportation, 285.
- SIMON**, cordonnier. Donné pour instituteur au fils de Louis XVI, V, 142. — Sa mort, VII, 45.
- SIMON**, journaliste à Strasbourg. Fait partie du comité insurrectionnel établi aux Jacobins, II, 187.
- SIMPSON**. Création de la route du Simpson, IX, 321.
- SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES**. Les Assemblées de sections prennent ce nom, IV, 436. — Leur grand nombre, VI, 42. — Sont abolies, 13. — Conditions qui leur sont imposées, 349. — Ne peuvent être composées de plus de soixante membres, VIII, 400.
- SOIXANTE-QUINZIÈME DEMI-BRIGADE**. Combat à Rivoli, VIII, 415. — Combat à la Favorite, 424.
- SOLLILAC**. Chargé par le comité central de la Bretagne d'accompagner Cormatin aux conférences avec les républicains, VII, 144.
- SOMBRERUIL (de)**. Vent interdire au peuple l'entrée de l'Hôtel des Invalides, I, 95. — Sauvé par sa fille du massacre des prisonniers à l'Abbaye, II, 318.
- SOMBRERUIL (de)**, fils du gouverneur des Invalides. Commande les légions à cocarde noire amenées en renfort à l'expédition de Quiberon, VII, 298. — Son hésitation, 309. — Écrit au moment de la mort une lettre peu honorable, 348.
- SOPRANZI**, directeur de la Cisalpine. Refuse sa démission, exigée par Brune, X, 93.
- SOUABE**. Description des Alpes de la Souabe, VIII, 231. — Son accession à la neutralité, 244.
- SOUBRANY**, député à la Convention. Désigné par la foule pour être nommé commandant de la force armée parisienne, VII, 213. — Invite à se hâter la commission destinée à remplacer tous les comités, 218. — Son arrestation, 221. — Décret d'accusation, 228. — Sa condamnation, sa tentative de suicide, son supplice, 238.
- SOUBAM**, général. Défend Dunkerque contre les coalisés, V, 22. — A l'armée du Nord, VI, 62. — Ses succès en Flandre, 63. — Contribue à la victoire de Turcoin, 70. — Sa division passe le Wahal, VII, 49. — Commande le centre de Jourdan à l'armée du Danube, X, 148. — Sa participation à la bataille de Stokach, 153.
- SOULT**, général. Commande l'avant-garde de l'armée de Jourdan à la bataille de Stokach, X, 151. — Commande une division de l'armée d'Illyrie, 190, 317. — Ses succès au-dessus du lac de Zurich, 325.
- SOUVAROW**. Commande le contingent de 60 mille hommes fourni à l'Autriche par la Russie, X, 139. — Son portrait, 191. — Commande en chef les deux armées autrichienne et russe en Italie, *ib.* — Livre la bataille de Cassano, 193. — Perd du temps à Milan après sa victoire, 196. — Forme un projet insensé, 200. — Se met à la poursuite de Moreau, 201. — Prend de bonnes dispositions en apprenant la marche de Macdonald, 207. — Livre la bataille de la Trebbia, 210. — Ne profite pas de sa victoire, 251. — Offre la bataille à Joubert, 256. — Livre la bataille de Novi, 257. — Transporté en suisse

- par décision du conseil antique, 318. — Sa marche en Suisse, 315. — Entre en Suisse, 326. — Sa situation périlleuse, 327. — Sa retraite désastreuse, 328.
- SPADA**, révolutionnaire vénitien. Insinue au gouvernement de s'adresser au chargé d'affaires de France, IX, 139. — Sa maison pillée par le peuple, 134.
- SPANNOCHI**. Gouverneur de Livourne au moment où les Français s'emparent de cette ville, VIII, 218.
- SPECTATEUR DE LA RÉVOLUTION**. — Écrit dénoncé par Duham, VII, 55. — Acquitté, 132.
- SPINOLA** (Auguste). Principal instigateur de la révolte de Gênes contre les Français, VIII, 215.
- SPINOLA** (Vincent). Envoyé à Paris par le gouvernement génois pour s'entendre avec le Directoire, VIII, 215.
- SPIRE**. Ville prise par Custine, III, 56.
- STAEL** (madame de). Imagine un projet de fuite pour le roi, II, 203. — Rentre à Paris à la suite de son mari, ambassadeur de Suède, VII, 328. — Son influence dénoncée par Legendre, 329. — Son influence, IX, 489. — Son enthousiasme pour M. de Talleyrand, 201. — Ses efforts pour amener une conciliation entre les partis, 255. — Difficultés qu'elle rencontre, 256. — Son admiration pour Bonaparte la porte à des avances qu'il accueille mal, 354.
- STANHOPE** (lord). Son opposition au système de guerre de Pitt, VI, 33. — Ses évaluations des prises faites par les Français et les Anglais, 52.
- STARAY**, général. Se défend glorieusement; sa mort, III, 135.
- STATHOUDÉRAT**. Son abolition, VIII, 25.
- STENGERL**, général. Repousse les attaques des Prussiens contre Grandpré, II, 314. — Poursuit faiblement les Prussiens, 363. — S'empare de Malines, III, 134. — Rejeté sur le Limbourg, 316. — Mis en accusation, 326.
- STOFFLET**, garde-chasse. Se met à la tête de l'insurrection en Vendée, IV, 82. — Commande sous les ordres de La Rochejaquelein les Vendéens transportés en B. elaine, V, 267. — Passe la Loire et ne peut retourner auprès de ses troupes, 282. — Remplace La Rochejaquelein dans l'Anjou et le haut Poitou, VI, 547. — Forme un conseil supérieur avec Charette et Sapinaud, 418. — Sa mésintelligence avec eux, VII, 83.
- Se rend aux conférences avec les républicains, 143. — Se décide à continuer la guerre, 145. — Abandonné d'une partie de ses officiers, 148. — Demande à traiter, 159. — Signe la paix à Saint-Florent, 162. — Blessé des préférences données à Charette, est peu disposé à reprendre les armes, 264. — Demande le grade de lieutenant général pour se joindre à l'expédition de Quiberon, 286. — Voit avec plaisir la destruction de Charette, VIII, 67. — Cherche à s'enrichir de ses dépouilles, 74. — A avec Hoche une entrevue dont il sort fort effrayé, 75. — Fait des préparatifs secrets, 129. — Se révolte de nouveau, 131. — Est battu, pris et fusillé, 132.
- STOKACH**. Bataille de ce nom, livrée le 25 mars 1799, X, 150.
- STORY**, amiral hollandais. Ses matelots s'insurgent et l'obligent à rendre la flotte aux Anglais, X, 266.
- STRASBOURG**. Projet formé de livrer cette place à Wurmser, V, 239. — Saint-Just y est envoyé comme commissaire de la Convention, *ib.* — Moreau y passe le Rhin les 23 et 25 juin 1796, VIII, 228.
- SUARD**. Écrit contre la constitution directoriale, VII, 340.
- SUBSISTANCES**. Embarras à Paris pour s'en procurer en 1793, III, 180. — Les embarras augmentent, 302. — Leur déplorable état en 1793, IV, 325. — Décrets de la Convention à ce sujet; détresse des Parisiens, 327. — Mesures prises par la Convention pour en fournir à la levée en masse, 360. — Mesures prises par la commune pour en approvisionner Paris, V, 173. — Création d'une commission des subsistances, 176. — Leur état cause un peu moins d'inquiétude en 1794, VI, 82. — Leur rareté après le 9 thermidor, 367. — Manquent pendant l'hiver de l'an III, VII, 54.
- SUÈDE**. Fait la paix avec la Russie, I, 212. — Garde une sage réserve à l'égard de la France, III, 274. — Conserve sa neutralité, VI, 41. — Opine pour la paix dans la diète de l'Empire après la campagne de 1794, VII, 31. — Se prépare à envoyer un ambassadeur auprès de la Convention, 137.
- SUISSE**. Répond d'une manière satisfaisante à la notification de Louis XVI touchant l'acceptation de la Constitution, II, 19. — Ses dispositions à l'égard de la France, III, 64. — Sa neutralité assurée à la France, 140; VI, 43. — Avantages de sa neutra-

- tité, VII, 437. — Causes de révolution dans ce pays, IX, 390. — Soulèvements dans diverses parties de la Suisse, 394. — En guerre avec la France, 397. — Tous les grands cantons se soumettent, 399. — Les petits cantons font des préparatifs de résistance, 400. — Insurrection des petits cantons contre la république établie, X, 77. — Composition de son gouvernement, 78. — Son mécontentement contre la France, 79. — Changements dans son gouvernement provoqués par Rapinat, 80. — Conclut un traité d'alliance avec la France, 81. — Importance de sa neutralité pour l'Europe, 133. — Cours d'eau qui la traversent, 188. — Description du théâtre de la guerre en 1799, 314.
- SUISSES.** Défendent la Bastille, I, 95. — S'engagent dans la garde nationale, 108. — Reçoivent la garde du château de Versailles, 170. — Doizo Suisses reprennent la cocarde blanche, II, 85. — L'Assemblée veut les éloigner de Paris, 185. — Leur nombre à la journée du 10 août, 232. — Leur conduite pendant cette journée, 248. — Ceux faits prisonniers le 10 août sont conduits à l'Abbaye, 270. — Sont massacrés, 314. — Opposent une résistance héroïque aux Français attaquant Berne, 398.
- SUSPECTS.** La commune les fait arrêter, II, 299. — La Convention décrète leur désarmement, IV, 24. — Leur arrestation décrétée en principe, 353. — Mise à exécution du décret d'arrestation, V, 59. — Persécutions dirigées contre eux, 131. — Les prisons de Paris en sont encombrées, 133. — Article du *Vieux Cordelier* sur les suspects, 303. — Décrets contre eux présentés par le comité de salut public, 351. — Sort terrible dont ils sont menacés par suite de la loi du 22 prairial, VI, 132. — Nombreux élargissements, 238.
- SYSTÈME DÉCIMAL.** Son établissement, V, 183.
- TAGLIAMENTO.** Cours de ce fleuve, IX, 64. — Bataille de Tagliamento, livrée le 16 mars 1797, 63.
- TAILLEFER.** S'oppose aux trop nombreux élargissements de prisonniers, VI, 245.
- TALLEVRAND-PÉRIGORD.** (Ch.-Maurice de), évêque d'Autun. Membre du comité chargé par l'assemblée nationale de préparer les questions relatives à la Constitution, I, 92. — Propose que les biens du clergé soient déclarés propriétés de l'Etat, 186. — Célèbre la messe à la fête de la Fédération, 236. — Se prononce contre une nouvelle émission d'assignats, 246. — Reçoit de Mirabeau mourant un discours contre les testaments, 269. — Signe une pétition au roi provoquant l'apposition du veto au décret contre les prêtres, II, 30. — Rayé de la liste des émigrés, son retour à Paris, IX, 189. — Membre du cercle constitutionnel, 190. — Les vœux du Directoire l'appellent au ministère des relations extérieures, 204. — Ministre, 209. — Son empressement auprès de Bonaparte, 345. — Présente Bonaparte au directoire, 347. — Donne une fête pleine de goût, 352. — Doit partir pour Constantinople au moment du départ de l'expédition d'Égypte, 424. — Ne s'y rend pas, X, 64. — Rend visite à La Révellière-Lévesque, 236. — Sa démission, 242. — Fait sa cour à Bonaparte, 339. — Rapproche Bonaparte et Sieyès, 350. — Dépêché à Barras pour lui arracher sa démission de directeur, 366. — Y réussit, 368.
- TALLIEN,** secrétaire de la commune, député à la Convention. S'élève contre tout cérémonial imité de la royauté, II, 23. — S'oppose à ce qu'il soit donné un conseil à Louis XVI, 200. — Excite un grand tumulte par l'insolence de son langage, 202. — S'oppose à l'instruction demandée contre les auteurs des massacres de septembre, 254. — Demande le rapport sur une pétition de la commune séance tenante, le 2 juin, 273. — Soutient Bordeaux à un gouvernement militaire, et y exerce les vengeances de la république, V, 130. — Compromis par ses malversations, craint l'application du système de la vertu du comité de salut public, VI, 112. — Fait une scène aux espions de ce comité, 122. — Provoque des injures par ses explications à la Convention, 125. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — Rayé du comité de correspondance des Jacobins, 130. — S'entend avec de vieux membres de la montagne également menacés par Robespierre, 157. — Promet de livrer la première attaque à Robespierre le 9 thermidor, 200. — Tient sa promesse, 202. — Propose l'arrestation d'Henriot, 204. — Renouvelle ses attaques contre Robespierre, 206. — Sa recommandation à L. Bourdon marchant sur l'Hôtel de ville, 220. — Fait décréter le renouvellement des comités par quart tous les mois, 234. — Membre

- du comité de salut public, 235. — Son discours sur les élargissements, 247. — Obtient le rapport du décret sur la liste des élargis, 249. — Propose de déclarer le maintien du gouvernement révolutionnaire, 265. — Desapprouve l'accusation que Leconte porte contre les membres des anciens comités, 278. — Donne sa démission de membre du comité de salut public, 286. — Assassiné, 287. — Attaque le système des moyens révolutionnaires, 356. — Attaque personnellement Cambon, 358. — Repousse les attaques dirigées contre les thermidoriens dans un discours prononcé par Billaut-Varennes aux Jacobins, 375. — Venge sa femme des outrages dirigés contre elle, VII, 55. — Demande que la promulgation de la Constitution de 93, réclamée par les patriotes, soit précédée de lois organiques, 89. — Fait remettre en discussion une loi adoptée, 95. — Fait opérer de nouvelles arrestations de députés montagnards, 423. — Représenté par les agents royalistes comme gagné par l'Espagne, 456. — S'oppose au bannissement des écrivains, 467. — Propose des mesures vigoureuses de réaction après l'insurrection du 4^{er} prairial, 422. — Envoyé comme commissaire auprès de Hoche après le débarquement de l'expédition de Quiberon, 283. — Hoche en réfère à lui du sort des émigrés faits prisonniers, 315. — Se rend à Paris, et lit à la Convention un rapport sur l'affaire de Quiberon, 316. — S'oppose à ce que la Convention interrompe ses travaux par la considération de quelques dangers, 334. — Ses efforts pour contenir la Montagne après le 43 vendémiaire, 375. — se brouille avec les soixante-treize, 380. — Dénonce Lesage, Larivière, Botsy-d'Anglas et Lanjuinais, 381. — Fait nommer une commission pour présider à la transaction d'un gouvernement à l'autre en fait partie, 382. — Accusé par Thibaudeau d'aspirer à la dictature, 383. — Défend la loi du 3 brumaire aux Cinq-Cents, VIII, 88. — Propose l'exclusion de Job Aymé, 89. — S'élève contre les défiances du Directoire à l'égard des patriotes, 258. — Combat la loi contre les ci-devant notables proposée après le 18 fructidor, IX, 309.
- JALLIEN (Mme).** Jetée en prison, VI, 412. — Excite son mari à frapper Robespierre, 457. — Mise en liberté après la chute de celui-ci, 239. — Son portrait; son salon à la fin de 1794, 336. — Accusations dirigées contre elle, VII, 54.
- TALMA.** Sa société recherchée par Bonaparte, IX, 355.
- TALMONT,** chef vendéen. Demande qu'on le transporte en Bretagne, V, 146.
- TALON,** lieutenant civil au Châtelet. Reçoit l'ordre de se prêter aux plans conçus par Mirabeau pour soutenir la cause de la monarchie, I, 251.
- TALOT,** membre des Cinq-Cents. Se prend de querelle avec Jourdan, d'Aubagne, VIII, 91.
- TAPONNIER,** général. Chargé par Hoche de percer la ligne des Vosges, V, 242.
- TARBÉ,** député aux Cinq-Cents, IX, 160.
- TARENTE** (princesse de). Fait ouvrir l'appartement où se sont réfugiés les femmes de la reine, pour ne pas augmenter l'irritation du peuple par la résistance, II, 253.
- TARGET.** Se rend, à la tête d'une députation du Tiers, dans la salle du clergé, I, 47. — Choisi par Louis XVI pour le défendre, III, 200. — Refuse cette commission, 201.
- TARWIS.** Le col de Tarwis, débouché des Alpes dans la Carinthie, IX, 62. — Masséna s'en empare, 68. — Combats livrés pour l'occuper, 69.
- TEMPER (le).** Le roi et sa famille sont enfermés dans cette ancienne abbaye, II, 373. — Garanti contre la fureur populaire pendant le massacre des prisons, 327. — Vie de la famille royale dans cette prison, III, 149.
- TERRASSON.** Suggère aux jacobins un moyen de correspondance avec les sociétés affiliées, tout en restant fidèles à la loi rendue contre ces sortes de correspondances, VI, 334.
- TERRIER — MONT-JEST.** Pouvant appelé au ministère, II, 104.
- TESTAMENT.** Mirabeau s'oppose au droit de tester, I, 269.
- TIÉROPHILANTHROPE.** Origine de leur société, IX, 9.
- TUROT** (Catherine). Secte de cette femme, dite la *mère de Dieu*, VI, 107. — Sa secte découverte par le comité de sûreté générale, 127. — Arrêtée, 128. — Envoyée par la Convention au tribunal révolutionnaire, 129.
- THERMIDORIENS.** A qui est donné ce nom; position et projets des membres de ce parti, VI, 242. — Leur profession de foi présentée par Tallien, 265. — Sont au pouvoir, 296. — Soutiennent la loi sur les sociétés populaires, 349. — Attaquent le système des moyens révolutionnaires, 355. — Prennent pour une déclara-

tion de guerre le discours contre les réacteurs, prononcé aux Jacobins par Billaud-Varennes, 373. — Plusieurs retournent à la Montagne, après la réintégration des girondins survivants, VII, 77. — Les autres frappent les montagnards de déportation et de détention, 116, 123. — Réaction thermidorienne après l'insurrection du 1^{er} prairial, 220 à 244. — Les éloges des journaux contre-révolutionnaires leur rendent les girondins suspects, 327. — Se rapprochent des montagnards, 328. — Font prendre des mesures à l'égard des émigrés rentrés, 339. — Veulent arrêter les persécutions contre les patriotes, 330. — Font accepter l'offre de concours faite à la Convention par les patriotes, 334. — Attaqués par les journaux contre-révolutionnaires, 379. — Se brouillent avec les girondins, 380.

THEVENOT. Approuve la lettre de Lafayette à l'Assemblée, II, 113.

THEBAUDEAU. Demande l'ajournement de la loi sur les sociétés populaires, VI, 349. — Repousse une pétition séditieuse présentée à la Convention par deux sections, VII, 81. — Répond avec fermeté à une pétition réclamant la promulgation de la Constitution de 93, 68. — Sa déclaration hardie contre cette Constitution, 91. — Appuie le décret contre les auteurs de l'insurrection du 12 germinal, 113. — Ses observations sur un projet de loi présenté par Chénier, 186. — Propose une simplification du gouvernement, 188. — Demande l'arrestation des députés qui ont secondé l'insurrection du 1^{er} prairial, 220. — L'un des auteurs de la Constitution directoriale, 332. — Sa sortie véhémement contre Tallien, 383. — Cette sortie lui nuit dans l'esprit de patriotes et lui fait donner par les royalistes le nom de Barre-de-Fer, 383. — Secrétaire du conseil des Cinq-Cents, VIII, 5. — Répond à une attaque de Tallien contre le Directoire, 258. — Meneur de l'opposition constitutionnelle, IX, 204, 212, 256. — S'oppose aux mesures précipitées, 215. — Son rapport en réponse au message du Directoire, 259. — Membre de la commission des inspecteurs, 268.

THIERRY, valet de chambre de Louis XVI. Sa liaison avec le peintre Boze, II, 204. — Présenté au roi la lettre des girondins, 207. — Massacré à l'Abbaye, 215.

THOMÉ, grenadier. A ses vêtements déchirés dans la séance tenue à

Saint-Cloud par les Cinq-Cents, le 49 brumaire, X, 380.

THOUM. Les deux frères sont laissés à Rome par Bonaparte pour choisir les objets d'art destinés aux musées de Paris, VIII, 217.

THOURET, député à l'Assemblée nationale. Propose que les biens du clergé soient déclarés propriétés de l'Etat, I, 186. — Dernier président de l'Assemblée constituante, 303.

THOUVENOT. Conçoit avec Dumouriez le plan de la campagne de l'Argonne, II, 335. — Sa conduite à la bataille de Jemmapes, III, 114. — Envoyé sur la Meuse, 293. — Sa participation à la bataille de Nerwinde, IV, 8. — Accompagne Dumouriez à son rendez-vous avec Cobourg à Condé, 39. — Passe aux Impériaux avec lui, 41.

THUGUT. Ministre autrichien. Menacé de tomber, IX, 92. — Désavoue M. de Gallo, qui avait renoncé au congrès général de Berne au nom de l'Autriche, 230. — Semble congédié par sa cour, 423.

THURIOT, député à l'Assemblée législative. Réprimande un envoyé de la commune porteur d'une pétition, II, 277. — Propose un décret de mort contre le fédéralisme, III, 208. — S'oppose au *maximum*, 297. — Rejette les désordres de Paris sur les aristocrates et les girondins, 306. — Engage la lutte dans la Convention le 31 mai, IV, 149. — Membre du comité de salut public renouvelé, 291. — Donne sa démission, 383. — Attaque les auteurs de propositions violentes, V, 51. — Dépopularisé, 207. — Crainte et mécontentement que lui inspire le comité du salut public, VI, 112. — Sa tête demandée par Robespierre et Couthon, 126. — S'entend avec leurs ennemis, 157. — Occupe le fauteuil pendant une partie de la séance du 9 thermidor, 211. — Sonnette tandis que Robespierre demande la parole, 207. — Réélu membre du comité de salut public, 233. — Fait prononcer l'ordre du jour sur les accusations de Lecoindre contre les membres des anciens comités, 282. — Appuie la loi sur les sociétés populaires, 349. — S'oppose à la suspension des jacobins, 382. — Se replace au côté gauche après la réintégration des girondins, VII, 78. — Décrété pour être envoyé en détention à Ham, 123. — Désigné par les patriotes pour être mis à la tête d'un mouvement, 182. — Sommé par la Convention de se constituer prisonnier, 183.

TIERS CONSOLIDÉ. Origine de ce nom

- appliqué à une partie de la dette publique, IX, 304.
- TIRAS ETAT.** Sa définition par l'abbé Sieyès, I, 26. — Les Etats du Dauphiné décident quesa représentation sera égale à celle de la noblesse et du clergé, *ib.* — De quoi il se compose, 28. — La cour confirme la décision des Etats du Dauphiné, 29. — On lui impose une étiquette humiliante, 40. — Demande la vérification des pouvoirs en commun, 43. — S'abstient de toute mesure, en attendant la réunion des trois ordres, 44. — Somme le clergé de déclarer s'il veut se réunir à lui, 47. — Ses vœux en 89, 48. — Envoie Bailly auprès du roi, 49. — Acquiert sans cesse de nouvelles forces, 50. — Accepte les conférences avec les deux autres ordres, *ib.* — Prend le titre d'*Assemblée nationale* sur la proposition de Legrand, 54. (Voy. ASSEMBLÉE NATIONALE.)
- TINTÉNIAC (de).** Chargé par l'Angleterre d'offrir des secours aux Vendéens, VI, 323. — Envoyé par Puisaye pour annoncer aux chouans sa prochaine expédition, VII, 458. — Veut rompre les conférences de la Prévalaye, 460. — Expédié en avant par Puisaye pour annoncer son arrivée, 275. — Sa participation à l'expédition de Quiberon, 281, 286, 295, 297, 303. — Sa mort, 303.
- TOLENTINO.** Bonaparte y arrive le 43 février 1797, IX, 51. — Traité de Tolentino signé le 19 février, 53.
- TORFOT.** Les Vendéens y font essuyer une échec aux républicains commandés par Kléber, V, 44.
- TORTONE.** Cette place est livrée aux Français par suite de l'armistice de Cherasco, VIII, 457.
- TOSCANE.** Renvoie le résident français, VI, 44. — Fait la paix avec la France, VII, 439. — Situation de cette contrée, VIII, 463. — Bonaparte y pénètre, 217. — Son grand-duc fait une réception magnifique à Bonaparte à Florence, 218. — Il traite avec Bonaparte, 408.
- TOULON.** Des émigrés anglais préparent sa trahison, IV, 319. — Trahison de cette ville qui se livre aux Anglais, V, 10. — Occupé par les Anglais et les Espagnols, 246. — Assiégé par l'armée républicaine, 248. — Evacué par les Anglais qui incendient l'arsenal, 252. — Occupé par les républicains, 254. — Exécutions ordonnées par les commissaires de la Convention, VI, 446. — Dominé par les patriotes, VII, 421. — Ils évorcent les prisonniers, 422. — Indiqué par les patriotes comme point de réunion dans le Midi, 479. — Soulèvement des patriotes dans cette place, 232. — Leur défaite, 239.
- TOULOUSE.** Se soulève contre la Convention, IV, 196. — Les jacobins de cette ville s'opposent aux réformes administratives ordonnées par la Convention après le 9 thermidor, VI, 331.
- TOURCOING.** Moreau et Souham y remportent une victoire sur les coalisés le 18 mai 1794, VI, 70.
- TOURNAY.** Les troupes françaises sont saisies d'une terreur panique en ouvrant la campagne de 1793 en ce lieu, II, 78.
- TOURZEL (madame de),** gouvernante des enfants de France. Sa suite avec la famille royale, I, 276. — Sa mise en liberté, VI, 374.
- TRAVOT, général.** Mis à la poursuite de Charette, VIII, 430. — Fait Charette prisonnier, 433.
- TREBBIA.** Bataille de ce nom livrée les 17, 18 et 19 juin 1799, X, 209.
- TREILHARD.** Insiste pour que la Convention accorde un conseil à Louis XVI, III, 200. — Membre du comité de salut public, IV, 45. — Commissaire de la Convention auprès des départements demandant des explications avant de s'insurger, 204. — Renvoyé de Bordeaux après avoir été gardé à vue et interrogé par la commission populaire, 205. — Réélu membre du comité de salut public après la chute de Robespierre, VI, 235. — Remplace Mavet aux conférences de Lille, IX, 312. — Plénipotentiaire au congrès de Rastadt, 366. — Nommé directeur, est remplacé à Rastadt par Jean Debry, 406. — En butte à la haine générale, X, 181. — Son élection au Directoire annulée par l'opposition des conseils, X, 229. — Donne sa démission, 230.
- TREIZE VENDÉMIENNE.** Evénements préparatoires de cette journée, VII, 348. — Révolte générale des sections de Paris contre la Convention, 361. — Combat dans les rues, 367. — Victoire de la Convention, 369. — Suites de cette journée, 370. — Les faits de cette journée exceptés de l'amnistie générale prononcée par la convention, 383. — Les auteurs de cette révolte presque tous acquittés, VIII, 97. — Les délits se rattachant à cette journée amnistiés, 397.
- TRENTÉ-DEUXIÈME DEMI-BRIGADE.** Se distingue à la bataille de Lonato, VIII, 284. — A Roveredo, 307. —

Combat à Arcole, 376. — Combat à Rivoli, 415. — Combat à la Favorite, 424.

TRENTE-UN MAI. Préparatifs pour cette journée, IV, 438. — Journée du 31 mai 1793, 444, 480.

TRÉSOR PUBLIC. (Voy. FINANCES.)

TRÈVES (électeur de). Les émigrés se réunissent sur son territoire, I, 259. — Répond d'une manière évasive à la notification de Louis XVI touchant l'acceptation de la Constitution, II, 49. — Sommé de désarmer les émigrés, 36. — Prend des mesures en conséquence, 51. — Attaqué infructueusement par Deurnonville, III, 439. — Puni par la prise de sa ville capitale, VI, 314. — S'oppose à ce que l'Empire demande la paix à la France, VII, 31.

TRIBOUT, général. Commande à Dol, V, 272. — Battu près Pontorson, *ib.*

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE. Sa création demandée par la commune, II, 275. — L'Assemblée la refuse, puis l'accorde, 276. — Reçoit le nom de *Tribunal d. 17 a. dt.*, 278. — Acquitte Montmorin, 305. — La Convention en décrète l'établissement, III, 323. — Débats sur son organisation, 326. — Sa composition, 336. — Divers accusés renvoyés devant lui, 387. — Installé, IV, 23. — Acquitte Marat, 64. — Dénoncé par Hébert et Robespierre comme disposé à innocenter Custine, V, 75. — Condamne Custine à mort, 76. — Condamne Marie-Antoinette, 148. — Reçoit le nom de *Tribunal révolutionnaire*, 460. — Condamne les girondins, *ib.* — Condamne les hébertistes, 370. — Juge simultanément les dantonistes et les députés faussaires, 389. — Les juges sont épouvantés après la première séance, 396. — Clôt les débats à l'ouverture de la quatrième séance, 401. — Condamne Danton et ses coaccusés, 402. — Prononce une foule de condamnations, 406. — Commence à immoler les victimes par troupes de vingt à la fois, VI, 93. — Robespierre propose un projet de loi qui réorganise ce tribunal et rend sa procédure plus expéditive, 418. — Prononce des condamnations par centaines, 435. — Constate l'identité de Robespierre et des individus mis hors la loi avec lui, 224. — Suspendu, 231. — Remis en activité, 256. — Sa réorganisation, VII, 50. — Sa suppression, 240.

TRIBUNAL CRIMINEL EXTRAORDINAIRE. (Voy. TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.)

TRIBUN DU PEUPLE. Journal publié par

Babeuf, VIII, 97. — Effet que produit ce journal, 98.

TRIBUNES. Celles des États-Généraux, destinées à la cour, envahies par le public, I, 45. — Celles de l'Assemblée nationale la soutiennent par leurs applaudissements, 69. — Accueillent par des murmures tout vote qui n'est pas pour la mort de Louis XVI, III, 244. — Intimident la Convention, 323. — Se livrent au désordre, IV, 408. — Troublent par leur tumulte la séance du 31 mai, 451. — Accueillent diversement les justifications de Billaud-Varennes, VI, 374. — Font un bruit épouvantable pendant la discussion relative aux jacobins, 383. — Envahies par les femmes pendant l'insurrection du 1^{er} prairial, VII, 204. — Interdites aux femmes, 223.

TRINCHARD, président du jury dans le procès de Banton. Sa joie féroce en prononçant sa condamnation, V, 402.

TRIUMVIRS. On nomme ainsi Marat, Danton et Robespierre, III, 20. — Merlin de Thionville les dénonce, 30. — Ce nom donné sous la terreur à Robespierre, Saint-Just et Couthon, VI, 160. — Elie Lacoste les dénonce aux comités, *ib.*

TROGOFF, amiral. Arbore le drapeau blanc dans le port de Toulon, V, 43.

TRONCHET. Commis par l'Assemblée pour recevoir les déclarations du roi et de la reine, I, 288. — Choisi par Louis XVI pour le défendre, III, 200. — Accepte cette défense, 201. — Ses paroles après la condamnation, 218. — Député au corps législatif, VIII, 3.

TRONÇON-DUCOUDRAY. Défend Custine devant le tribunal révolutionnaire, V, 76. — Député au corps législatif, VIII, 3. — S'oppose à toute extension de pouvoir du Directoire, 47. — Membre des Anciens dévoué à Carnot, IX, 43. — Meneur de l'opposition constitutionnelle, 204. — Elle se réunit chez lui, 212. — Membre de la commission chargée de répondre au message du Directoire, 256. — Son rapport en réponse à ce message, 259. — Son arrestation, 281. — Condamné à la déportation, 286. — Déporté à la Guyane, 289.

TROUVÉ. Représente la France à Naples, IX, 379. — Y est abreuvé d'humiliations, 381. — Envoyé dans la Cisalpine, 389. — Sa mission en Italie, X, 89. — Fait adopter une nouvelle constitution pour la Cisalpine,

- 92.** — Ne peut rester à Milan, *ib.* — Envoyé à Stuttgart, 93.
- TRAGUET, amiral.** Combine ses mouvements avec ceux du général Anselme, III, 62. — Ecrase O'Neil des feux de son escadre, 63. — Ministre de la marine; seconde de tous ses efforts le projet d'une expédition en Irlande, VIII, 265. — Ses grands projets pour la marine, 394. — Attaques des royalistes contre son administration, IX, 46. — La majorité du Directoire décide son remplacement, 201. — Exclu du ministère à l'unanimité du Directoire, 208.
- TOULIERIES (palais des).** La famille royale s'y installe, I, 175. — Les chevaliers du poignard s'y réunissent, 263. — Envahi par le peuple, le 20 juin 1792, II, 132. — Le jardin en est fermé au peuple, 210. — Moyens de défense du château pendant la nuit du 9 au 10 août, 232. — Attaqué par les sections et défendu par Bonaparte le 13 vendémiaire, VII, 364.
- TONCO, général.** Commande la colonne républicaine de Luçon, V, 43. — Défait quarante mille Vendéens, 44. — Destitué, 45.
- TUACOT.** Appelé au ministère. Son caractère. Ecluse dans ses réformes, I, 7.
- TORIN.** Devient le lieu de refuge de l'émigration, I, 476, 256. — Abandonné par l'émigration, qui se transporte à Coblenz, 259. — La confusion y règne après les premières batailles perdues contre Bonaparte, VIII, 435. — Sa citadelle livrée aux Français, X, 403, 419. — Tombe au pouvoir des Russes, 252.
- TOUNQUI.** Projet du Directoire de la faire entrer dans une quadruple alliance des puissances du Midi, VIII, 263. — Refuse d'accéder à cette alliance, 334. — Déclare la guerre à la France, X, 62. — Défaite d'une première armée turque en Syrie, 295. — Une seconde armée turque débarque à Aboukir, 302. — Composition de cette armée, 303. — Sa position à Aboukir, 304. — Perd la bataille d'Aboukir, 305. — Destruction complète de cette armée, 308.
- TUAREAU, général.** Remplace Dagobert à la tête de l'armée des Pyrénées, V, 256. — Fait de vains efforts, près Laval, pour arrêter Léchelle et les fuyards, 263. — Reçoit le commandement de l'Ouest, VI, 73. — Mesures qu'il est obligé de prendre pour soumettre le pays, 74, 319. — Rappelé, 364. — Commande une division de l'armée d'Helvétie, X, 490, 317.
- UDINE.** Ouverture des conférences entre la France et l'Autriche dans cette ville, IX, 231. — Suite de ces conférences, 329.
- ULTRA-RÉVOLUTIONNAIRE.** Nom donné aux révolutionnaires exagérés, V, 230. — Plusieurs d'entre eux arrêtés par décret de la Convention, 233. — Leur projet de Constitution, 335. — S'en prennent aux modérés de la disette, 342. — Leur impuissance, 343. — Préparent une insurrection contre la Convention, 352. — Elle échoue, 360. — Leur procès, 366. — Leur mort, 371.
- UNITÉ.** L'unité de l'Assemblée est décrétée, I, 143.
- VADIER, député à la Convention.** Membre du comité de sûreté générale, V, 396. — Apporte à Fouquier le décret qui abrège les débats du procès de Danton, 400. — Excite les jurés contre les accusés, 402. — Veut secouer le joug du comité de salut public, VI, 410. — Participe aux plaisirs de Barère, 457. — Justifie le comité de sûreté générale attaqué par Robespierre, 492. — Fuit, le 9 thermidor, un long discours sur C. Théol, 206. — S'oppose aux trop nombreux élargissements, 245. — Veut se justifier des accusations portées par Lecointre, 281. — Sort du comité de sûreté générale, 286. — Son arrestation votée par la Convention, VII, 78. — Comparait devant la Convention, 96. — Condamné à la déportation, 416. — Arrêté comme complice de Babeuf, VIII, 419.
- VALADY, député à la Convention.** L'un des vingt-deux dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59.
- VALAZÉ (Dufriehe de), député à la Convention.** Son rapport sur les faits reprochés à Louis XVI, III, 455. — Les girondins se réunissent chez lui, 311. — S'oppose à la création d'un tribunal extraordinaire, 323. — L'un des vingt-deux députés dont les sections demandent l'expulsion, IV, 59. — Sa réponse à Marat, 419. — Mesures qu'il réclame contre l'insurrection, 449. — S'obstine à demeurer prisonnier, 494. — Tiré de prison pour servir de témoin dans le procès de Marie-Antoinette, V, 445. — Ses vœux à la charge de la reine, 447. — Comparait devant le tribunal révolutionnaire, 453. — Ses nobles vœux, 457. — Semble renoncer à attendre à ses jours, 460. — Se tue, 462.
- VALENCE.** Place du Piémont. Doit être

- livrée à Bonaparte pour y passer le Pô, VIII, 173. — Surprise par Baulieu, 174.
- VALENCE, général.** Poursuit faiblement les Prussiens, I, 365. — Sa marche retardée par une diversion sur Longwy, III, 110. — Doit couper la retraite aux Autrichiens, 126. — Occupe Namur, 136. — Son rôle dans l'invasion de la Hollande d'après le plan de Dumouriez, 292. — Bat en retraite, 316. — Sa participation à la bataille de Nerwinde, IV, 8.
- VALENCIENNES.** Tentative infructueuse de Dumouriez sur cette place, IV, 33. — Assiégée par les Autrichiens, 315. — Reddition de cette place, 317. — Belle conduite des défenseurs, 318. — Reprise par les Français, VI, 301.
- VALENTINOIS** (duc de). Elargi sous un nom supposé, VI, 240.
- VALETTE, général.** Repoussé de Castiglione par Liptai, VIII, 283. — Destitué devant l'armée, 284.
- VALMY.** Ce qu'est le moulin de Valmy, II, 352. — Détails de la bataille de Valmy, 355.
- VALTELINE.** Soulèvement de ce pays contre la souveraineté des Grisons, IX, 322. — Sa réunion à la Cisalpine prononcée par Bonaparte, 323.
- VANDAMME, général.** Défend Courtrai contre Clerfayt, VI, 66. — Empêche les Autrichiens de déboucher de Wesel, VII, 6. — Entre à Arnheim, 20. — Commande une division de l'armée d'Helvétie, X, 190.
- VANECK.** Son appel aux montagnards pendant l'insurrection du 12 germinal, VII, 140.
- VARENNES.** Louis XVI y est arrêté en fuyant de Paris à Montmédy, I, 282.
- VARLET.** Veut faire marcher les jacobins contre la Convention, III, 338. — Signalé par Garat comme l'un des chefs des agitateurs, 341. — Présente un projet d'insurrection aux Cordeliers, IV, 118. — Provoque une pétition des cordeliers contre la Constitution de l'an II, 239. — Auteur d'une pétition contre le décret limitant les assemblées de section à deux par semaine, V, 61.
- VAUBAN** (comte de). Donné par Catherine au comte d'Artois, pour l'assister à la guerre, VI, 324. — Sa participation à l'expédition de Quiberon, VII, 281 à 308.
- VAUBLANC.** Se place au côté droit de l'Assemblée législative, II, 10. — Chargé de porter au roi un message de l'Assemblée, 36. — S'oppose à la motion tendant à déclarer l'Assemblée souveraine absolue, 159. — Insulté par le peuple, 226. — Écrit contre la Constitution directoriale, VII, 340. — Député au corps législatif, VIII, 3. — Appelé au bureau des Cinq-Cents, IX, 153. — Fait partie d'une commission qui dirige des outrages contre les conventionnels, 160. — Membre de la commission des inspecteurs, 268. — Condamné à la déportation, 283.
- VAUBOIS, général.** Doit marcher de Tortone sur Modène, VII, 212. — Reçoit le commandement de la division Sauret, 305. — Contribue au gain de la bataille de Roveredo, 307. — Reste à la garde du Tyrol, 310. — En lève la position du Lavis à Davidowich, 311. — Doit défendre le haut Adige contre ce général, 359. — Une terreur panique de ses troupes lui fait éprouver un échec, 360. — Rallie ses troupes à la Corona et à Rivoli, 361. — Se maintient à Rivoli pendant la bataille d'Arenle, 374. — Se reploie à Cisllet-Novio, 377. — Remplacé par Joubert, 411. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, 418. — Préposé pour conserver l'île de Malte aux Français, X, 8.
- VAUNOIS.** Enthousiasme qu'ils témoignent à Bonaparte, IX, 343. — Invoquent l'intervention de la France contre Berne, 392. — Le Directoire les prend sous sa protection, 393. — Se constituent en république lémannique, 394.
- VAVOIS, grand vicaire.** Fait partie du comité insurrectionnel, II, 187.
- VAUVILLIERS** (de), royaliste. Nommé député à Versailles, IX, 33. — Condamné à la déportation, 283.
- VENDÉE.** Ses premiers mouvements insurrectionnels, IV, 49. — En pleine insurrection, 77. — L'Anjou et le Poitou, berceau de la guerre de la Vendée, 78. — Description du Bocage et du Marais, *ib.* — Insurrection générale excitée par la levée de 300 mille hommes, 81. — Ses premiers succès et ses premiers chefs, 82. — Tactique militaire des Vendéens, 83. — Adjoint de nouveaux chefs à Cathelineau et Stofflet, 87. — Sa grande armée royale et catholique, 90. — Caractère de la guerre de la Vendée, 380. — Plan général de campagne contre la Vendée, V, 16. — Mise à exécution de ce plan, 35. — Est partagée en quatre parties entre les chefs royalistes, 39. — Opérations dirigées par Caneleux, puis par Kléber, 109. — Tous ses chefs royalistes sont réunis aux environs de Cholet, 114. — Bataille de Cholet,

417. — Suite des événements, 237. — La grande guerre de la Vendée véritablement finie par la destruction des Vendéens à Savenay, 284. — Guerre de dévastation, VI, 317. — Décret d'amnistie pour ce pays, VII, 47. — Caneaux et Hoche chargés de la pacifier, 48. — Sa disposition à la paix, 52. — Négociations avec les généraux républicains, 140. — Demandes de Cornuclin et de Charette, 141. — Conditions accordées par les représentants, 142. — Ses principaux chefs y souscrivent, 146. — Sa première pacification, 162. — Son état après cette pacification, 263. — Reprise des hostilités, VIII, 23. — Suite des événements dans ce pays, 61. — Mesures de Hoche pour la pacifier, 68. — Ses armes et une partie de ses subsistances lui sont enlevées, 69. — Succès de la ligne de désarmement imaginée par Hoche, 72. — Situation des chefs royalistes, 74. — Plan adopté pour la pacification de ce pays, 127. — Mauvais état des affaires en Vendée pendant l'absence de Hoche, 129. — Sa pacification, 137.

VENDÉENS. Leurs premiers succès, IV, 85. — Pourquoi ce nom fut donné et conservé aux insurgés français, 86. — S'emparent de Thouars, 90. — De Loudun et de Montreuil, 98. — De Fontenay, 225. — Leur nouvelle réunion et leur plan, 230. — S'emparent de Doué et de Saumur, *ib.* — Résolvent d'attaquer Nantes, 246. — Attaquent Nantes, 248. — Sont repoussés et se dispersent, 249. — Mettent Westermann en déroute à Châtillon, 299. — Battaient Labarollière à Vihiers, 304. — S'emparent des ponts de Côté, V, 43. — Défaits à Luçon, 44. — Font essayer un échec à Marceau à Chantonay, 37. — Division parmi leurs chefs, 38. — Cent mille sous les armes, 43. — Battaient les républicains à Coron, 44. — Remportent un avantage passager sur Kléber à Torfou, *ib.* — Sont surpris de nuit dans Châtillon, 113. — Réunion de tous leurs chefs aux environs de Cholet, 114. — Evacuent Cholet, 115. — Confusion dans le conseil des chefs, 116. — Livrent la bataille de Cholet, 117. — Leur déroute, 119. — Passent sur la rive droite de la Loire, 121. — Traversent sans obstacles Condé, Châteaueuf-Gontier et Laval, 258. — Leur ignorance et leur embarras, 265, 267. — Composition de leur armée, 267. — Attaquent Granville, 269. — Retourne découragés à Avranches, 271. — S'emparent de Pontorson, 272. — S'emparent de Dol, 273. — Battaient les républicains,

274. — Les poursuivent jusqu'à Antrain, 277. — Veulent repasser la Loire et sont rejetés en Bretagne, 278. — Maîtres du Mans, 280. — Défaits au Mans, 284. — Se retirent à Savenay, 283. — Leur complète destruction, 284. — Les Vendéens soumis sont mitraillés par ordre de Carrier, VI, 144. — Leur manière de combattre, 319. — Leur première communication avec les étrangers, 323. — Disposés à la paix, VII, 32. — Leur joie de la paix acceptée par Charette et Sapinaud, 147. — Leur portrait, VIII, 68. — Leur désarmement, 72.

VÉNÉRIEN (le). Belle conduite de ce vaisseau, VI, 79.

VENISE. Veut rester neutre en 1794, VI, 44. — Annonce qu'elle va faire partir un envoyé pour Paris, VII, 139. — Sa situation, VIII, 169. — Signifie à Louis XVIII l'ordre de quitter Vérone, *ib.* — Hésitations de son sénat sur le parti à prendre entre l'Autriche et la France, 191. — Se décide pour la neutralité armée, 197. — Trompée par Beaulieu qui occupe Peschiera, 199. — Envoie auprès de Bonaparte pour l'empêcher d'occuper Vérone, 203. — Dépêche de nouveaux envoyés pour calmer ce général, 204. — S'engage à nourrir l'armée française et reçoit la proposition d'une alliance, 205. — Projet du Directoire de la faire entrer dans une quadruple alliance des puissances du Midi, 243. — Sa joie à l'arrivée de Wurmser en Italie, 276. — Persiste à refuser l'alliance avec la France, 333; X, 58. — Soulèvement des villes de terre-ferme contre le gouvernement de Venise, 71. — Mouvement contraire des campagnes, 76. — Le gouvernement demande appui au Directoire, 77. — Envoie deux députés à Bonaparte, 78. — Assassinat des Français par les campagnards, 82. — Le gouvernement de Venise prépare de cruelles vengances contre les auteurs des soulèvements, 84. — Ses provinces de terre-ferme données à l'Autriche en dédommagement des provinces Belges, 86. — Envoie deux députés à Bonaparte pour l'apaiser, 107. — Ses préparatifs contre les Français dans Vérone, 109. — Fait massacrer les Français dans Vérone, 111. — Sa conduite odieuse envers un lougre français entré dans le port du Lido, 115. — Entrevue de ses députés avec Bonaparte à Gratz, 117. — Manifeste de guerre contre Venise, publié par Bonaparte, 130. — Ses ressources militaires, 131. — Sa situation intérieure, 132. — Assemblée ex-

- traordinaire des principaux membres du gouvernement, 124. — Son sénat se résigne à modifier la Constitution, 125. — Envoie deux commissaires pour négocier avec Bonaparte, *ib.* — Le général accorde une suspension d'armes de six jours, 126. — Se soumet à toutes les exigences de Bonaparte, 127. — Chute de cette antique république, 131. — Bonaparte se résout à sacrifier Venise, 316. — Livrée aux Autrichiens, 341.
- VENSTABEL**, amiral. Doit débarquer des troupes dans l'île de Walcheren en juillet 1794, VI, 174.
- VENTRE**. Nom donné à la masse moyenne de diverses assemblées, II, 12.
- VERDIER**, général. Blessé à Arcole, VIII, 371.
- VERDUN**. Effet que produit le bruit de sa prise par les Prussiens, II, 306.
- VERGNAUD**. Orateur des girondins, II, 11. — Se joint à Brissot pour accuser Delcassart, 54. — Entre en correspondance avec le roi, 62. — Propose l'ordre du jour sur la lettre de Lafayette, 112. — Ses discours à l'Assemblée au commencement de la journée du 20 juin, 126. — Son témoignage étant invoqué le lendemain de cette journée, il garde le silence, 139. — Son discours sur la motion tendant à déclarer l'Assemblée souveraine absolue, 159. — Propose un message au roi qui l'oblige à opter entre la France et l'étranger, et veut qu'on déclare la patrie en danger, 166. — Écrit une lettre sur la conduite à tenir par le roi, 205. — S'élève contre l'arrêt de la section de Mauconseil prononçant la déchéance de Louis XVI, 223. — Préside l'Assemblée au 40 août, 243. — Sa réponse aux paroles que prononce le roi en venant se réfugier dans l'Assemblée, *ib.* — Sa réponse aux pétitionnaires qui demandaient qu'on changeât la suspension en déchéance, 262. — S'oppose à l'idée de faire abandonner Paris par le gouvernement, 302. — Loue les Parisiens de leur courage, 307. — Son portrait, III, 43. — Elu secrétaire de la Convention, 22. — Soutient la motion contre les provocateurs au meurtre, 29. — Répond à Marat, 41. — Fait partie du comité de Constitution, 51. — S'abstient de prendre la parole dans l'accusation dirigée contre Robespierre par Louvet, 102. — Son discours dans le procès de Louis XVI, 320. — Vote la mort du roi, avec l'amendement de Mailhe, 245. —
- Préside la Convention pendant la séance du vote sur le sort de Louis XVI, 247. — S'oppose au projet du comité sur l'organisation du tribunal extraordinaire, 328. — Attribue aux aristocrates les attaques dirigées par les jacobins contre la Convention, 340. — Se prête de bonne foi aux conférences provoquées par Danton entre les chefs des deux opinions, IV, 20. — Répond au discours par lequel Robespierre avait accusé les girondins de complicité avec Dumouriez, 83. — L'un des vingt-deux dont les sections demandent l'expulsion de la Convention, 59. — Fait sommer la commune par la Convention de lui soumettre ses registres de délibération, 61. — Fait prêter par les députés le serment de mourir à leur poste le 31 mai, 148. — Propose à la Convention de déclarer que Paris a bien mérité de la patrie, 156. — Tente une grande démarche qui n'est pas secondée par la Plaine, 160. — Mis en accusation, 180. — En arrestation, 186. — S'obstine à demeurer prisonnier, 194. — Comparet devant le tribunal révolutionnaire, V, 153. — Sa réponse aux interpellations, 158. — Son maintien en attendant sa condamnation, 161. — Sa mort, 162.
- VÉRIFICATION**. Débats dans les États-Généraux relativement à la vérification des pouvoirs, I, 43. — Le clergé se soumet à la vérification commune, 63.
- VERNE**, général. Blessé à Arcole, VIII, 371.
- VERNIER**. Cède le fauteuil de la présidence à la Convention pendant l'insurrection du 1^{er} prairial, VII, 206. — Ses vains efforts pour porter la foule à se retirer, 213. — Réoccupe le fauteuil après Boissy-d'Anglas, 214.
- VÉRONNE**. Efforts de Venise pour empêcher Bonaparte d'occuper cette ville, VIII, 202. — Occupé par les Français, 201. — Bonaparte en enfonce les portes à coups de canon, 291. — Joie des habitants à l'approche des Autrichiens, 307. — Leur surprise en voyant revenir Bonaparte vainqueur, 318. — Dirige des préparatifs contre les Français, III, 109. — Massacres des Français connus sous le nom de *pâques vénitaises*, 111. — Se rend sans conditions au général Kilmayne, 114.
- VERSAILLES**. De nouvelles troupes s'y établissent, I, 459. — Conséquences du séjour de la famille royale dans cette ville, 460. — Scènes qui s'y

- passent les 5 et 6 octobre, 464. — Massacre de cinquante-deux prisonniers dans les journées de septembre, III, 3.
- VERTREUIL**, général. Commande en Vendée au moment où l'insurrection éclate, IV, 83.
- VETO**. Sous ce mot on résume les questions divisant les représentants touchant la Constitution, I, 144. — Discussion de la question du *veto*, 145. — Adoption du *veto* suspensif, 146. — Sa durée étendue à deux législatures, 151. — Le roi l'appose sur la loi contre les émigrés, II, 24. — Ce *veto* est signifié, 38.
- VICTOR**, général. Commande une division à la bataille de Roveredo, VIII, 307. — Sa participation à la victoire de la Favorite, 424. — Sa division réunie à Bologne, IX, 48. — Destiné à former le corps d'observation de l'armée marchant sur Vienne, 62. — Commande une division sous Schérer, X, 160. — Sa participation à la bataille de Magnano, 164. — Bravoure de ses troupes engagées contre les Russes, 200. — Occupe les crêtes de l'Apennin, 202. — Posté sur la haute Trebbia, 203. — Joint Macdonald, 209. — Bataille de la Trebbia, 210.
- VIENNE**. Fournit quatre mille volontaires pour marcher contre Bonaparte en Italie, VIII, 404. — Ces volontaires rendent les armes à la bataille de la Favorite, 424. — Bonaparte marche sur Vienne, IX, 89. — Réclame la paix, 92. — Bernadotte, ambassadeur de France, y éprouve une insulte de la part du peuple, 131.
- VIEUX CORNELIER** (le). Journal fondé par Camille Desmoulins lors de la fuite des Dantonistes et des hébertistes, V, 300. — Début de son premier numéro, 304. — Immense sensation produite par ce journal, 306. — Extrait d'un numéro dirigé contre Hébert, 314.
- VIGÉE**, député à la Convention. Girondin mis en accusation, IV, 180. — Se rend dans les départements, 186. — Comparet devant le tribunal révolutionnaire, V, 153.
- VIGNOLLES**. Délivre Bonaparte tombé dans la fange à Arcole, VIII, 373.
- VILLARET-JOYEUSE**. Reçoit le commandement de l'escadre de Brest, VI, 53. — Fait voile vers les îles Caves, 77. — Livre bataille aux Anglais, 79. — Protège l'arrivée du convoi d'Amérique, 80. — Sort de Brest au moment de l'expédition de Quiberon; est battu, et rentre à Lorient, VII, 376. — Remplacé par Morard-de-Galles, VIII, 393. — Nommé député par l'influence royaliste, IX, 147. — Fait partie d'une commission qui dirige des outrages contre les conventionnels, 160. — Ses ouvertures à Barras au nom des constitutionnels, 207. — Se réunit aux meneurs de l'opposition constitutionnelle chez Tronçon-Ducoudray, 213. — Condamné à la déportation, 285.
- VILLENEUVE**, contre-amiral. Commande l'escadre de Toulon destinée à joindre celle de Brest, VIII, 392. — Fait partie de l'expédition d'Égypte, IX, 418. — Son inaction à la bataille d'Aboukir, X, 55. — Se retire sans venir au secours des vaisseaux engagés, 56.
- VILLERS**, député. Membre de la commission formée par les Cinq-Cents dans le système du Directoire au 18 fructidor, IX, 282.
- VILLIARD**, chargé d'affaires de France à Venise. Ses conseils aux Vénitiens, IX, 129. — Se fait traîner durement par Bonaparte en réclamant en faveur de Venise livrée à l'Autriche, 341.
- VIMREUX**, général. Sa participation à la bataille de Cholet, V, 417. — Reste à Nantes, 259. — Appelé à commander en Vendée, VI, 365.
- VINCENNES**. Son donjon attaqué par le peuple, I, 263.
- VINCENT**, premier commis de la guerre sous Bouchotte. Son influence, IV, 297. — Chef des Cordeliers, V, 48. — Leur fait rédiger une pétition pour demander l'organisation du ministère constitutionnel et le rappel des députés en mission, 49. — Témoin dans le procès de Custine, 75. — Son despotisme dans les bureaux de la guerre excite des plaintes, 232. — Dénoncé par Fabre d'Églantine, *ib.* — Son arrestation, 233. — Son élargissement; son portrait, 331. — Dangereux de son élargissement, 332. — Son impuissance, 339. — Son arrestation, 362. — Pris de convulsions en entrant en prison, 363. — Son procès, 366. — Sa mort, 374.
- VINCENT** (baron de). Confère avec Clarke à Vicence, VIII, 383.
- VINGT-CINQUIÈME DEMI-BRIGADE**. Combat à Rivoli, VIII, 417.
- VINGT-DEUX**. Quels députés étaient désignés sous ce nom, IV, 89. — Les cordeliers veulent les enlever et les égorger, 103. — Leur mise en accusation, 108. — Leur envoi devant le tribunal révolutionnaire, V, 78.

- VINGT JUIN.** Détails des événements de cette journée, II, 424 et suiv.
- VIRIEU (de).** Propose à l'Assemblée de confirmer les arrêtés du 17 juin par un nouveau serment, I, 90. — Re-proche à Mirabeau de poignarder le plan financier de Necker, 153.
- VISCONTI.** Envoyé de la république cisalpine au Directoire, IX, 266.
- VOISIN (commandant de).** Massacré, I, 209.
- VOUILLAND.** Membre du comité de sûreté générale, V, 396. — Apporte à Fouquier le décret qui abaisse les débats du procès de Danton, 400. — Excite les jurés contre les accusés, 402. — Veut secouer le joug du comité de salut public, VI, 110. — Son rapport sur la secte de Catherine Théot, 128. — Participe aux plaisirs de Barère, 157. — Sort du comité de sûreté générale, 286.
- WALLIS.** Remplace Devins dans son commandement, VIII, 58.
- WALMODEN, général.** Commande une division du corps de Freytag, V, 24. — Remplace le duc d'York dans le commandement de son armée, VII, 44. — Ses offres au prince d'Orange pour la défense de la Hollande, 48. — Se retire vers le Hanovre, 49.
- WARREN, commodore.** Commande l'escadre qui porte l'expédition de Quiberon, VII, 274. — Sa manœuvre adroite pour tromper Villaret-Joyeuse, 276. — Débarque l'expédition dans la baie de Quiberon, 277. — Arrête le succès des républicains par le feu de ses vaisseaux, 293. — Sauve encore une fois l'armée royaliste, 302. — Ne peut sauver que quelques débris de l'expédition, 310. — Débarque ces restes à l'île d'Olout, 315.
- WARTENSLEBEN, général.** Commande un détachement de l'armée coalisée contre l'armée de Sambre-et-Meuse, VI, 168. — Commande les troupes laissées par l'archiduc Charles sur la Lahn et devant Mayence, VIII, 233. — Reçoit l'ordre de regagner le Danube, 238. — Combat Jourdan à Amberg, 301.
- WASHINGTON.** S'éloigne du parti français, IX, 40.
- WATRIN, général.** Commande une division à la bataille de la Trebbia, X, 210. — Bataille de Novi, 236.
- WATTIGNIES.** Victoire de ce nom remportée par les Français le 16 octobre 1793, V, 406.
- WAUDRLAINCOURT.** Refuse de voter sur l'appel au peuple dans le procès de Louis XVI, III, 241.
- WERNEK, général autrichien.** Le corps sous ses ordres doit former la gauche du duc d'York pour la défense de la Hollande, VII, 4.
- WESTERMANN.** Adjoint au comité insurrectionnel, II, 187. — Prend part à la journée du 10 août, 229. — Oblige Santerre à marcher, 238. — Dirige les efforts des Marseillais contre les Tuileries, 250. — Se rend en Vendée avec sa légion germanique, IV, 250. — Son portrait, 296. — Fait arrêter Rossignol, et est dénoncé par Ronsin, 297. — Sa marche rapide en Vendée et ses exécutions militaires, 298. — Sa déroute à Châtillon, 299. — Mis en jugement, 300. — Sa conduite audacieuse à l'avant-garde de l'armée de l'Ouest, V, 442. — Se joint à la poursuite des Vendéens après la déroute de Cholet, 420. — Sa tentative imprudente sur Laval, 260. — Poursuit les Vendéens jusqu'à Dol; repoussé, 273. — Marche sur Dol, 274. — Battu, *ib.* — Ses troupes se débloquent, 275. — Nommé commandant de la cavalerie sur la proposition de Kléber, 278. — Attaque le Mans, 281. — Poursuit les Vendéens sans relâche, 282. — Paraît devant le tribunal révolutionnaire avec Danton, 390. — Sa condamnation et sa mort, 402.
- WICKAM, ambassadeur anglais en Suisse.** Ses promesses au prince de Condé, VII, 259. — Fait une ouverture insignifiante au ministre de France Barthélemy, VIII, 421. — Commence à se mêler de Pichegru, IX, 25. — Fournit des fonds aux deux agences royalistes de l'intérieur, 28.
- WILLOT, général.** Supplée mal Hoche absent de la Vendée, VIII, 420. — Relient dans le Midi les troupes destinées à l'armée d'Italie, 346. — Nommé député aux Cinq-Cents par l'influence des royalistes, IX, 147. — Dans le secret des Clichyens, 156. — Se rend à une réunion de l'opposition chez Tronçon-Ducoudray, 213. — Dénonce Barras comme ayant été nommé directeur sans avoir l'âge, 218. — Dénonce diverses mesures du Directoire, 250. — Son arrestation, 278. — Condamné à la déportation, 283. — Déporté à la Guyane, 289.
- WIMPFFEN, général.** Les émigrés lui proposent de leur livrer Neuf-Brisach, II, 33. — Commandant de l'armée départementale levée par l'insurrection fédéraliste, IV, 202. —

- Nome** le royaliste Puisaye général commandant l'avant-garde, 204. — Ses lenteurs, 212. — Echec de ses troupes, 213. — Propose le rétablissement de la monarchie, 244.
- WINNHAM**, ministre de la guerre. Mis en rapport avec Puisaye par Pitt, VII, 154.
- WISSENBURG**. Description des lignes de Wissembourg, V, 4. — Perte de ces lignes, 123.
- WITTENCKOFF**, général. Placé auprès de Louis XVI au moment de sa comparution devant la Convention, III, 197.
- WORMS**. Ville prise par Custine, III, 56.
- WUKASSOWICH**, général autrichien. Son coup de main sur Dego, VIII, 431. — Jette garnison dans le château de Milan, 478. — Gagne la chaussée de Brescia, 480. — Défend le défilé de San Marco à la bataille de Roveredo, 306. — Commande un corps à la bataille de Rivoli, 416.
- WURMSER**, général autrichien. Passe le Rhin au-dessus de Bacharach, IV, 214. — Protège le siège de Mayence, 306. — Ses tentatives sur les lignes de Wissembourg, V, 5. — Occupe Bodenthal, 29. — S'empare avec Brunswick des lignes de Wissembourg, 123. — Est sous les portes de Strasbourg, 240. — A son ilanc droit découvert par la retraite de Brunswick, 212. — Mis en retraite jusque sur les lignes de la Lauter, 213. — Se retire précipitamment au delà du Rhin, 214. — Enlève le pont du Neckar à Pichegru, VIII, 22. — Détaché vers l'Italie avec trente mille hommes de l'armée impériale du Rhin, 219. — Doit descendre en Lombardie avec soixante mille hommes, 267, 272. — Ses dispositions en arrivant en Italie, 276. — Remporte les premiers avantages, 277. — Sa joie en voyant le siège de Mantoue levé, 283. — Sa position et ses forces à Castiglione, 288. — Battu à Castiglione, 289. — Bat en retraite vers le Tyrol, 291. — Récapitulation de ses pertes en six jours, 292. — Nouveau plan de campagne que lui trace le conseil autique, 304. — Descend par la Brenta pour emporter l'Adige pendant l'absence de Bonaparte, 309. — Ses dispositions pour tenir à Bassano, 312. — Sa retraite précipitée sur Legnago, 313. — Rentre dans Mantoue, 314. — Perd la bataille de Saint-Georges et est renfermé entièrement dans Mantoue, 315. — Reçoit de sa cour l'ordre de ne pas se rendre, 405. — Livre la bataille de la Favorite, 421. — Envoient parlementaire à Sérurier, 425. — Capitule, 427.
- WURTEMBERG**. Signe la paix avec la France, VIII, 266.
- WURTEMBERG** (prince de). Commande un corps de 20,000 hommes sous l'archiduc Charles, de Mayence à Dusseldorf, VIII, 224.
- WURTZBURG**. Jourdan s'y arrête, VIII, 318. — Bataille de ce nom livrée le 3 septembre 1796, 319.
- YORK** (duc d'). Commande 20,000 Autrichiens et Hanovriens, IV, 211. — Commande le corps du siège de Valenciennes, 315. — Somme la place de Cambrai, 343. — Assiège Dunkerque, V, 2, 21. — Lève le siège de Dunkerque, 25. — Se porte à marches forcées à l'appui du prince de Cobourg, 107. — Couvre Landrecies du côté de Cambrai, VI, 62. — Détaché entre Tournai et Lille, 63. — S'avance sur Roubaix, 69. — Battu et mis en fuite, 70. — Appelle les soldats de la république soldats de Robespierre, 106. — Sur l'Escaut, en juin 1794, 165. — Se retire vers la basse Meuse et le Rhin, 302. — Passe la Meuse à Grave, 304, 312. — Couvre le pont de Nimègue, VII, 4. — Laisse le commandement de l'armée à Walmoden, 41. — Doit commander la descente en Hollande, X, 263.
- YPRES**. Pichegru entreprend le siège de cette place, VI, 164. — Ouvre ses portes aux Français, 165.
- YRIARTE**. Signe la paix avec la France au nom de l'Espagne, VII, 318.
- ZORZI**, révolutionnaire vénitien. Insinue au gouvernement de s'adresser au chargé d'affaires de France, IX, 129. — Sa maison pillée par le peuple, 134.
- ZURICH**. Bataille de ce nom livrée les 25 et 26 septembre 1799, 321.

